ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION

L'ÉCONOMIE BELGE EN 1970

BRUXELLES

IMPRIMERIE DES ANC. ÉTABL. AUG. PUVREZ, S. A.

AVENUE FONSNY 59

1971

AVERTISSEMENT

Le présent rapport analyse la situation de l'économie belge en 1970 et donne une documentation aussi complète que possible à ce sujet.

Il a été rédigé dès que, après la fin de l'année écoulée, les données principales étaient disponibles. Mais force est de constater que pour diverses raisons dont la plupart relèvent, semble-t-il, d'efforts de réorganisation, de nombreux organismes auprès desquels la Direction Générale des Etudes et de la Documentation se documente, n'ont pu réunir aussi tôt que l'an dernier les renseignements nécessaires à la présente analyse.

*Aussi, un plus grand nombre de données sont-elles provisoires ou font défaut au moment de la publication. Dans la mesure où elles auront pu être recueillies en temps utile, elles seront reprises dans l'*addendum *dont l'objet est aussi et principalement de fournir des résultats de la comptabilité nationale.*

Le plan de l'ouvrage n'a pas varié. Il donne, par secteur et branche d'activité, un commentaire suivi de tableaux statistiques et de graphiques. L'introduction comporte des considérations générales sur l'évolution économique du pays envisagée selon une optique macro-économique et rapprochée de celle des principales autres nations industrielles.

Comme les précédents, il se termine par un répertoire des faits principaux se rapportant aux divers domaines de l'économie.

Bruxelles, le 21 juin 1971.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le taux de croissance de l'activité économique, qui s'était sans cesse accéléré au cours des deux années précédentes, a accusé en 1970 un ralentissement graduel, aussi bien en Belgique que dans l'ensemble de la Communauté économique européenne. Par contre, il y a eu une accentuation de la hausse des prix, due au climat inflationniste.

L'expansion s'est ralentie en *République fédérale d'Allemagne*. La demande extérieure a moins progressé qu'au cours de l'année antérieure à la suite de hausses de prix considérables, dont l'effet a été renforcé par la réévaluation du « Deutsche Mark » en octobre 1969. Le surplus des transactions courantes de la balance des paiements de la République fédérale d'Allemagne a diminué.

La demande intérieure a encore augmenté, mais moins que l'année précédente. La hausse des prix de revient a été sensible. Le Gouvernement et la banque centrale se sont efforcés de résorber les tensions croissantes, notamment en renforçant temporairement la pression fiscale et en relevant le taux d'escompte. L'effet de cette mesure a cependant été en grande partie annihilé par le fléchissement du taux d'intérêt sur le marché international. Pour freiner l'afflux de capitaux à court terme, le taux d'escompte a ensuite été abaissé, mais l'expansion du crédit a été limitée par l'obligation faite aux banques de conserver des réserves de caisse plus élevées.

On estime que la croissance a été à peu près aussi forte que l'année précédente aux *Pays-Bas*. Les capacités de production inutilisées ont été extrêmement faibles et les importations ont considérablement augmenté ce qui a entraîné une nouvelle progression du déficit du compte courant de la balance des paiements. En contrepartie, il y a eu des entrées de capitaux à long terme pour un montant très élevé. La politique déflationniste a été renforcée, notamment par la limitation du crédit bancaire à court terme et une politique des prix stricte.

En *France*, la reprise économique intervenue après les perturbations économiques de 1968 et la dévaluation de 1969 s'est consolidée notamment grâce à diverses mesures prises pour assurer le succès de l'opération. Le déficit du compte courant de la balance des paiements a fortement diminué et il y a eu des rentrées de capitaux. La confiance dans la monnaie a été restaurée et, en conséquence, l'épargne s'est accrue. Ceci explique la faible augmentation de la consommation privée et en partie aussi le ralentissement de l'expansion, en 1970.

En *Italie*, l'évolution conjoncturelle a été gênée en 1969 et, dans une moindre mesure, en 1970, par des grèves non uniquement dues à des revendications salariales. Les coûts et les prix ont haussé très vite, surtout dans la première moitié de 1970. En même temps, les importations augmentaient davantage que les exportations. La croissance réelle du produit national brut a, selon les estimations, été plus forte en 1970 qu'en 1969.

Pour l'ensemble de la Communauté, le produit national brut a progressé de 7,1 % en 1969 et, selon les évaluations, de 5,5 à 6 % en 1970, mais la hausse des prix implicite s'est accélérée, passant de 5 % à plus de 6 %.

La croissance réelle du produit national brut du *Royaume-Uni* est demeurée faible (moins de 2 %) pour chacune des années 1969 et 1970, tandis que le chômage augmentait continuellement et que le niveau des prix et des salaires s'élevait rapidement. Le surplus du compte courant de la balance des paiements a encore augmenté. La politique déflationniste a été poursuivie.

Aux *Etats-Unis*, le produit national brut a fléchi au premier trimestre, mais une amélioration est ensuite apparue. Elle est cependant demeurée limitée à la suite de grèves. L'augmentation du chômage et le ralentissement de la hausse des prix ont amené le Gouvernement à pratiquer peu à peu une politique moins restrictive.

*
* *

En *Belgique*, les derniers mois de 1969 ont marqué la fin de l'accélération ininterrompue du taux de croissance en liaison notamment avec les mesures restrictives prises dans tous les pays de la Communauté et du fléchissement conjoncturel ou du moins de la très faible croissance enregistrée dans les pays anglo-saxons. La haute conjoncture, caractérisée par une utilisation presque complète des facteurs de production, a cependant persisté en 1970. A la fin du printemps, la tendance à la hausse des prix s'est affaiblie.

La demande extérieure est devenue moins pressante : tandis que la conjoncture fléchissait dans les pays anglo-saxons ; dans la Communauté européenne, le rythme de l'expansion s'est ralenti. En effet, la politique de stockage des entreprises est devenue plus prudente et les autorités ont pris des mesures de restriction. Le volume de la consommation privée a augmenté un peu plus lentement qu'en 1969, tandis que les investissements productifs se sont accru sensiblement.

Les tensions entre l'offre et la demande ont généralement diminué. La position très favorable de la balance commerciale et de celle des paiements, jointe à l'amélioration de la situation des finances publiques, ont provoqué une détente marquée sur le marché monétaire.

Les rentrées d'ordres dans l'industrie ont été, au cours des trois premiers trimestres de 1970, légèrement inférieures à leur record de la fin de 1969, mais à la reprise d'automne la demande a, de nouveau, été considérable. En conséquence, la réserve d'ordres exprimée en mois d'activité s'est élevée à 4,2 mois au dernier trimestre de 1970, soit le niveau atteint l'année précédente. A la suite des investissements et en dépit de l'augmentation de la production, les capacités de production non utilisées ont cependant augmenté lentement après le minimum atteint fin 1969 et les appréciations des chefs d'entreprises sur la conjoncture sont devenues progressivement moins favorables.

L'indice de la production industrielle, construction exclue, qui avait accusé en 1969 une progression de 9,6 % par rapport à l'année précédente, a haussé de 5,5 % en 1970.

Le recul de la production charbonnière, de près de 14 %, a été, exception faite pour 1959, le plus fort depuis la guerre. Dans certains secteurs de l'industrie manufacturière, notamment dans l'industrie des fabrications métalliques, les tissages et les industries alimentaires, on a encore pu enregistrer un taux de croissance appréciable, mais le ralentissement par rapport à 1969 a cependant été assez net. Dans l'industrie chimique et la sidérurgie, où l'expansion avait été remarquable en 1968 et en 1969, la production n'a presque plus augmenté en 1970. Le niveau d'activité dans l'industrie du cuir et dans les filatures, réalisé l'année antérieure, n'a plus été atteint.

Le taux d'expansion de l'industrie de la construction s'est élevé en 1970 à plus de 15 %. Ce secteur est le seul dont la croissance ait connu une accélération. Cette évolution a stimulé la demande de matériaux de construction, de sorte que la production de ceux-ci, qui avait déjà progressé de 7 % en 1969 s'est de nouveau accrue de plus de 8 % en 1970.

L'année 1970 a été assez défavorable pour l'agriculture.

Le produit intérieur brut qui, en valeur réelle, a progressé en moyenne de 3,5 % au cours de la période 1966-1968, a augmenté de 6,6 % en 1969. En 1970, la croissance s'est ralentie jusqu'à environ 5,5 %.

L'augmentation de la population active a été sans aucun doute plus faible en 1970 qu'en 1969 et les changements de structure y ont été moins importants.

La tension sur le marché de l'emploi ne s'est pas accentuée : le nombre des offres d'emploi n'a subi que des fluctuations saisonnières. Le nombre des chômeurs complets a encore fléchi, mais celui des chômeurs partiels ou occasionnels est demeuré légèrement plus élevé que l'année précédente. La moyenne mensuelle du nombre des chômeurs complets, indemnisés, a fléchi en 1970 d'un pourcentage à peu près égal à celui de 1969, soit 16,5 % contre 16,9 %.

C'est surtout le nombre des chômeurs normalement aptes au travail qui a fléchi (— 33 %). Il s'élevait fin 1970 à environ 30 400 unités, soit 1,4 % du nombre des assurés et 0,8 % de la population active. Le nombre des chômeurs à aptitudes très réduites a augmenté de 21,4 %.

Comme en 1969, le nombre des chômeurs masculins a diminué plus rapidement que celui des chômeuses : pour les premiers, le recul a été de plus de 20 % tandis que pour les femmes il n'a guère dépassé 10 %. Cette évolution est surtout marquée en Wallonie, où le nombre des chômeurs normalement aptes se compose de 70 % de femmes, pour une moyenne de 63 % dans le Royaume (52 % en 1969).

Le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans et de plus de 50 ans a aussi diminué mais dans une proportion inférieure à la moyenne.

Les investissements productifs ont puissamment stimulé la conjoncture. De faibles capacités de production inutilisées, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, les importantes liquidités des entreprises et des banques et la politique des autorités axée sur la restructuration de quelques secteurs industriels et sur l'accélération de l'expansion dans les régions à développer ont favorisé cette évolution.

Les enquêtes de la Banque Nationale sur les investissements font prévoir une augmentation marquée des investissements bruts, bien qu'il apparaisse que la tendance à investir se soit quelque peu affaiblie au cours des derniers mois de 1970 sous l'influence de la conjoncture. L'évolution des importants projets d'investissement qui ont bénéficié des avantages des lois d'expansion confirment du reste cette tendance.

Les importations de biens d'équipement se sont accrues de plus de 23,3 %, pour atteindre 78,6 milliards de francs ; en 1969, l'accroissement avait été de 26 %.

Les investissements en habitations n'ont augmenté que dans une faible mesure. Les taux d'intérêt élevés ont probablement restreint la demande. Le volume des logements construits est manifestement demeuré plus faible qu'au cours du sommet conjoncturel précédent.

La consommation privée, qui avait atteint un niveau élevé en 1969, dans l'attente de l'instauration de la T.V.A., a été assez hésitante au cours du premier semestre de 1970, en dépit de l'augmentation considérable du revenu disponible des personnes privées. Au cours des derniers mois de l'année, la demande est redevenue plus active, bien qu'elle ait été freinée par des restrictions de crédit introduites en juin 1969 et renforcées en février 1970. Pour une part, il s'agit ici d'achats anticipés dans la perspective de l'instauration de la T.V.A. ; des rabais de prix, consentis par les commerçants qui souhaitaient réduire leurs stocks, ont favorisé cette évolution.

Les exportations ont de nouveau augmenté en 1970, mais plus lentement qu'en 1969, et les effets qu'elles ont eus sur la production ont certainement été plus faibles que l'année précédente. D'après les statistiques douanières, les exportations de l'U.E.B.L. ont augmenté de 15 % en valeur, contre 23 % en 1969 ; le taux de croissance a fléchi de 19 % durant la première moitié de l'année à 12 %, la seconde.

Les exportations vers les pays de la Communauté ont augmenté davantage (16,9 %) que celles vers les autres pays et 68,5 % de nos ventes à l'étranger sont allées chez les partenaires du Marché commun.

Les importations se sont accrues de près de 14 %, contre 20 % en 1969. Des taux de progression assez élevés ont été enregistrés pour les machines et machines-outils (26 %), par suite de l'importance des investissements, les métaux communs (24 %), les produits minéraux (17 %) et le matériel de transport (15 %). La réduction des stocks, au cours des derniers mois de l'année, justifie pour une part le ralentissement des importations en 1970.

La persistance d'un solde positif pour les opérations commerciales avec l'étranger et l'évolution favorable des délais de paiement tant à l'importation qu'à l'exportation, expliquent l'excédent considérable des transactions courantes de la balance des paiements.

Par contre, les mouvements de capitaux ont accusé un retournement d'une année à l'autre, en passant d'un solde positif en 1969 à un solde négatif en 1970. Au total, la balance générale des paiements de l'U.E.B.L. s'est soldée par un substantiel boni.

Au cours de l'année 1970, des flux de dollars se sont portés des Etats-Unis vers l'Europe et en particulier vers la République Fédérale d'Allemagne, à la suite, notamment, de l'assouplissement de la politique monétaire des Etats-Unis et de l'attraction exercée par les taux d'intérêt européens. Il en est résulté un déficit considérable de la balance des paiements américaine.

Dans l'ensemble des pays membres de la C.E.E., les hausses des coûts et des revenus ont continué à exercer des pressions sur l'équilibre économique. Bien que la Belgique ait été moins touchée que d'autres pays, les autorités monétaires ont cependant poursuivi la politique restrictive de crédit inaugurée en 1969, à savoir le maintien d'un contrôle du crédit et de taux d'intérêt élevés.

Toutefois, en cours d'année, les fortes tensions conjoncturelles antérieures se sont graduellement atténuées. Une plus grande liquidité des marchés est apparue. Dès lors, les Autorités ont pu aménager le dispositif d'encadrement des crédits et, dans une moindre mesure, le système des plafonds de réescompte et de visa. Le maintien de ces deux mesures s'est avéré nécessaire afin d'éviter que les institutions financières, en général, et les banques, en particulier, n'augmentent trop largement leurs crédits aux entreprises et particuliers, si ceux-ci

décidaient d'accroître considérablement leurs dépenses de stockage et de consommation, notamment en prévision de la mise en vigueur au 1er janvier 1971 de la taxe sur la valeur ajoutée. Par deux fois, au cours du dernier trimestre de 1970, la Banque Nationale de Belgique a abaissé son taux d'escompte, le ramenant de 7,50 % à 6,50 %. Ces abaissements se sont inscrits dans la ligne du fléchissement généralisé des taux à court terme intervenus, en 1970, sur les marchés monétaires de différents pays, et en particulier aux Etats-Unis. Ils n'ont que peu influencé le marché financier, où les taux sont restés à un niveau relativement élevé.

Le budget de 1970 a été élaboré dans la perspective globale de la poursuite de l'expansion économique. Il a été cependant prévu que le rythme serait moindre qu'en 1969. L'exécution du budget, l'impasse et son mode de financement, de même d'ailleurs que l'accroissement net de la dette ont été conformes aux exigences d'une saine politique conjoncturelle.

En dépit d'une expansion rapide en 1969 et en 1970 et de l'inflation, apparue dans presque tous les pays industrialisés et dont l'économie belge n'a guère pu être isolée, la hausse des prix et des salaires est demeurée relativement faible en Belgique. Les comparaisons internationales d'indices sont toujours difficiles, mais de quelque manière que l'on examine la question, la hausse des prix est demeurée en 1970 plus lente que dans la plupart des autres pays industrialisés. La hausse de l'indice des prix à la consommation ne s'est pas accélérée : elle est demeurée un peu en-dessous de 4 % l'an, comme en 1969. La hausse implicite des prix du produit national brut est passée de 3,5 % en 1969 à un peu plus de 4 %, selon les estimations, pour 1970, mais sur le plan international, ce taux est encore relativement faible pour cette année.

La hausse des rémunérations s'est accélérée, sans être entièrement répercutée dans les prix. Il en est résulté notamment un glissement dans la structure du revenu national. La part des salaires a augmenté, après une interruption de cette tendance au cours des années antérieures.

L'accroissement du surplus des transactions courantes de la balance des paiements au cours des deux dernières années indique du reste aussi une évolution relativement satisfaisante des prix et des coûts en Belgique.

Cette évolution relativement favorable dans un climat international inflatoire peut vraisemblablement être attribuée à l'élasticité de l'offre, due aux importants investissements effectués au cours de la période examinée. Ils constituent également une base solide pour une expansion nouvelle au cours des prochaines années.

*

* *

PREMIÈRE PARTIE

POPULATION ET EMPLOI

CHAPITRE PREMIER

POPULATION

La Belgique comptait 9 690 991 habitants au 31 décembre 1970, soit 30 837 de plus qu'un an plus tôt. Le taux d'accroissement total enregistré en 1970 est supérieur à celui des deux années précédentes, 3,19 °/oo en 1970 contre 2,93 °/oo en 1969 et 2,73 °/oo en 1968, mais reste faible si on le compare aux autres années de la décennie, où il a fluctué entre 5,12 °/oo (1967) et 10,60 °/oo (1964).

Pour la première fois depuis 1964, le nombre des naissances a augmenté par rapport à l'année antérieure : 141 119 en 1970 contre 140 834 en 1969 ; le taux de natalité continue cependant à fléchir, mais très légèrement (14,56 °/oo contre 14,58 °/oo, alors que la régression moyenne des cinq années précédentes avait été de 0,49 °/oo. Il y a eu 118 888 décès en 1970, soit 12,27 °/oo contre 119 375 ou 12,36 °/oo en 1969 ; c'est le deuxième recul successif, tant en nombre qu'en pour-mille. L'accroissement naturel a donc été quelque peu plus important en 1970, s'inscrivant à 22 231 personnes ou 2,29 °/oo contre 21 459 ou 2,22 °/oo en 1969 ; l'excédent migratoire a évolué plus nettement, passant de 6 785 unités ou 0,71 °/oo en 1969 à 8 606 ou 0,90 °/oo en 1970.

La population a continué à augmenter en Flandre et en Wallonie, tandis que la désaffection à l'égard de Bruxelles-Capitale, constatée en 1968 et en 1969, persiste.

En Flandre, l'accroissement total a été légèrement moins élevé en 1970 qu'en 1969 : il passe en effet de 29 799 unités ou 5,55 °/oo à 29 413 ou 5,44 °/oo ; si l'excédent migratoire est resté satisfaisant aux environs de 1,35 °/oo, représentant 7 373 personnes en 1970 contre 7 050 en 1969, les composantes du solde naturel ont évolué moins favorablement : le nombre des naissances a diminué de 519, tandis que celui des décès a augmenté de 190, faisant passer ledit solde de 22 749 unités ou 4,21 °/oo en 1969 à 22 040 ou 4,06 °/oo en 1970.

Malgré un recul de 15,24 °/oo en 1969 à 15,06 °/oo en 1970, le taux de natalité de la Flandre reste le plus élevé du Pays, où il n'est en moyenne que de 14,56 °/oo. Des taux largement supérieurs à ces moyennes caractérisent les arrondissements limbourgeois et Turnhout, qui sont aussi les seuls du Pays à bénéficier d'un taux de mortalité inférieur à 10 °/oo, alors que la moyenne est de 11 °/oo en Flandre

et de 12,27 °/oo dans le Pays. Le taux d'accroissement naturel s'inscrit à 9,42 °/oo dans le Limbourg, à 4,44 °/oo en Flandre occidentale, à 3,43 °/oo dans la province d'Anvers, à 2,96 °/oo dans le Brabant flamand et à 2,53 °/oo en Flandre orientale, soit 4,06 °/oo pour l'ensemble de la Flandre, contre 2,29 °/oo en moyenne nationale. Le surplus des décès sur les naissances, observé dans l'arrondissement d'Audenarde en 1969, s'est répété en 1970.

L'ampleur du solde migratoire de la Flandre en 1970 (7 373 personnes ou 1,36 °/oo) est due essentiellement aux arrondissements brabançons : Hal-Vilvorde (+ 4 248 ou 10,13 °/oo), Bruxelles-communes périphériques (+ 954 ou 16,25 °/oo) et Louvain (+ 1 448 ou 3,70 °/oo), soit ensemble 6 650 personnes ; le solde a été négatif dans le Limbourg (— 0,08 °/oo) et légèrement positif dans les autres provinces : Anvers (0,38 °/oo), Flandre occidentale (0,11 °/oo) et Flandre orientale (0,06 °/oo). Onze arrondissements ont enregistré un solde migratoire déficitaire.

Trois arrondissements flamands ont moins d'habitants le 31 décembre 1970 qu'un an plus tôt : Audenarde où les soldes naturel et migratoire sont négatifs, ainsi que Dixmude et Furnes où le solde migratoire négatif est supérieur à l'accroissement naturel. Les accroissements totaux relatifs les plus marqués ont été relevés à Bruxelles-Communes périphériques (18,03 °/oo), Hal-Vilvorde (12,54 °/oo), Maaseik (12,11 °/oo), Hasselt (10,23 °/oo) et Bruges (9,10 °/oo) ; en nombres absolus, les gains les plus notables sont ceux de Hal-Vilvorde (5 193 habitants), Hasselt (3 261), Louvain (2 991), Anvers (2 986) et Turnhout (2 471). Le Brabant flamand a ainsi gagné 9 224 habitants en un an, soit 10,72 °/oo, le Limbourg 6 139 ou 9,44 °/oo, la province d'Anvers en a 5 854 de plus (3,83 °/oo), la Flandre occidentale 4 803 ou 4,57 °/oo et la Flandre orientale 3 393 ou 2,59 °/oo.

En Wallonie, l'accroissement total a été plus important en 1970 qu'au cours des deux années précédentes : 2 916 personnes ou 0,92 °/oo en 1968, 2 369 ou 0,74 °/oo en 1969 et 3 341 ou 1,05 °/oo en 1970 ; le solde naturel, qui avait été négatif en 1968 (— 1982 unités ou — 0,62 °/oo) et en 1969 (— 445 unités ou — 0,14 °/oo) est redevenu positif en 1970 à concurrence de 365 personnes (0,11 °/oo) grâce à la fois à une augmentation du nombre des naissances (+ 244) et à une diminution des décès (— 566) ; en outre, le solde migratoire positif s'est également légèrement renforcé : 2 976 personnes ou 0,94 °/oo en 1970 contre 2 814 ou 0,88 °/oo en 1969.

Le taux de natalité a progressé en Wallonie de 14,01 °/oo en 1969 à 14,07 °/oo en 1970, alors qu'il a baissé en Flandre ; il reste cependant en dessous de la moyenne nationale de 14,56 °/oo, qui n'est dépassée que dans la province de Namur (15,00 °/oo), les taux du Hainaut et du Luxembourg en sont assez proches (14,38 et 14,35 °/oo), tandis que la province de Liège (13,60 °/oo) et Nivelles (12,60 °/oo) connaissent des taux de natalité médiocres.

Le taux de mortalité, bien qu'en recul pour la deuxième année successive, s'élève encore à 13,96 °/oo en Wallonie, contre 13,67 °/oo à Bruxelles-Capitale, 11,00 °/oo en Flandre, soit 12,27 °/oo dans l'ensemble du pays. Il en résulte un

taux d'accroissement naturel très faible de 0,11 °/₀₀ pour l'ensemble de la Wallonie, contre 4,06 °/₀₀ en Flandre et 2,29 °/₀₀ dans le Royaume. Il est de 1,31 °/₀₀ dans la province de Namur, en progrès sur 1969, de 1,21 °/₀₀ dans le Luxembourg (où il était de 2,07 °/₀₀ en 1969), de 0,48 °/₀₀ dans le Hainaut contre 0,15 °/₀₀ l'année précédente, tandis que les déficits de la province de Liège (— 1 °/₀₀) et de Nivelles (— 0,13 °/₀₀) sont moins accentués qu'un an plus tôt. Sept arrondissements wallons accusent un solde naturel négatif.

Le solde migratoire de la Wallonie est presque identique à celui de l'ensemble du pays 0,94 °/₀₀ et 0,90 °/₀₀, représentant 2 976 personnes. Comme la Flandre, c'est la région proche de Bruxelles qui est à la base de ce surplus : l'arrondissement de Nivelles enregistre en effet un accroissement migratoire de 4 327 personnes ou 18,25 °/₀₀ ; l'écart est également positif dans les provinces de Namur (566 unités ou 1,47 °/₀₀) et de Liège (194 ou 0,19 °/₀₀) ; par contre, le Luxembourg (— 499 unités ou 2,05 °/₀₀) et surtout le Hainaut (— 1 662 unités ou — 1,25 °/₀₀) subissent un exode assez important ; dans cette dernière province, l'émigration est prédominante dans cinq des sept arrondissements.

Au total, la population wallonne s'est accrue de 3 341 habitants en un an, soit 1,05 °/₀₀. L'évolution a été fort divergente selon les provinces et surtout les arrondissements. Des quatre provinces wallonnes, seule celle de Namur a gagné des habitants, grâce à la fois à un solde naturel et à un solde migratoire positifs, conduisant à un accroissement total de 1 701 unités ou 2,79 °/₀₀ ; dans le Hainaut et le Luxembourg, l'accroissement naturel a été surpassé par le déficit migratoire, provoquant une diminution globale de respectivement 1 021 habitants ou 0,77 °/₀₀ et 183 personnes ou 0,83 °/₀₀, tandis que le solde migratoire favorable de la province de Liège a été insuffisant pour annuler l'excédent des décès sur les naissances, d'où une perte de 822 habitants ou 0,81 °/₀₀.

La population n'a augmenté, en 1970, que dans huit des vingt arrondissements wallons : ceux d'Arlon, Namur, Soignies, Virton et Mons ont cumulé des soldes naturel et migratoire positifs ; Philippeville a connu un solde naturel positif, tandis qu'il y a eu autant d'entrées que de sorties ; à Verviers, l'accroissement naturel a surpassé l'émigration nette ; à Nivelles enfin, le faible recul naturel a été annihilé par le plus important solde migratoire du pays, entraînant le plus fort accroissement total, tant en nombre absolu qu'en pour-mille, soit 4 296 personnes ou 18,4 °/₀₀.

Pour la troisième année consécutive, l'arrondissement de Bruxelles-Capitale enregistre une diminution du nombre de ses habitants, mais le phénomène est moins accusé que les années précédentes. Le taux de natalité, toujours plus bas qu'en Flandre et qu'en Wallonie, s'est nettement relevé, passant de 12,96 °/₀₀ en 1969 à 13,50 °/₀₀ en 1970 ; il y a eu 560 naissances de plus qu'en 1969 et 111 décès de moins, de sorte que le solde naturel négatif est revenu de 845 unités ou 0,78 °/₀₀ à 174 unités ou 0,17 °/₀₀.

Le solde migratoire, positif à Bruxelles-Capitale jusqu'en 1967, est devenu négatif en 1968 à concurrence de 1 095 unités ou 1,02 °/₀₀ ; le phénomène s'est amplifié en 1969, avec un déficit de 3 079 unités des entrées sur les sorties

(2,86 °/oo) pour s'atténuer en 1970, où il s'inscrit à 1 743 unités ou 1,62 °/oo. Ce sont essentiellement les communes centrales de l'agglomération bruxelloise qui perdent des habitants, c'est une conséquence de la volonté de cette population d'échapper à la pollution et au bruit, désir facilité par la généralisation de la motorisation ; certaines communes excentriques de l'agglomération bénéficient encore de ce mouvement, mais la cherté du terrain à bâtir aidant, de plus en plus nombreux sont les Bruxellois qui s'installent dans les communes de la « grande banlieue » et d'autre part, les nouveaux arrivants extérieurs sur le marché du travail de Bruxelles s'établissent souvent aux alentours immédiats de la capitale.

Ceci explique l'importance du solde migratoire très positif de tous les arrondissements du Brabant, tant wallon que flamand. Il y a donc une nouvelle répartition de l'accroissement de la population brabançonne, qui reste important : 11 603 unités ou 5,36 °/oo en 1970, soit davantage que la moyenne nationale (3,19 °/oo) et même que la moyenne des quatre provinces flamandes (4,44 °/oo).

★
★ ★

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale

PÉRIODE	Naissances	Décès	Accroissement de la population			Effectif annuel moyen de la population (a)
			Naturel	Migratoire	Total	
1960	155 520	113 106	42 414	6 916	49 330	9 178 154 (b)
1961	158 262	106 259	52 003	— 1 428	50 575	9 228 729 (b) 9 189 741 (c)
1962	154 338	111 545	42 793	18 880	61 673	9 251 414 (d)
1963	158 196	115 618	42 578	34 134	76 712	9 328 126 (d)
1964	160 371	109 342	51 029	48 945	99 974	9 428 100 (d)
1965	154 856	114 507	40 349	30 785	71 134	9 499 234 (d)
1966	150 636	114 557	36 079	21 067	57 146	9 556 380 (d)
1967	145 899	114 509	31 390	17 831	49 221	9 605 601 (d)
1968	141 242	121 275	19 967	6 342	26 309	9 631 910 (d)
1969	140 834	119 375	21 459	6 785	28 244	9 660 154 (d)
1970	141 119	118 888	22 231	8 606	30 837	9 690 991 (d)

(a) En fin d'année.
(b) Population calculée sur la base du recensement de 1947.
(c) Population recensée au 31 décembre 1961.
(d) Population calculée sur la base du recensement de 1961

Source : Institut National de Statistique.

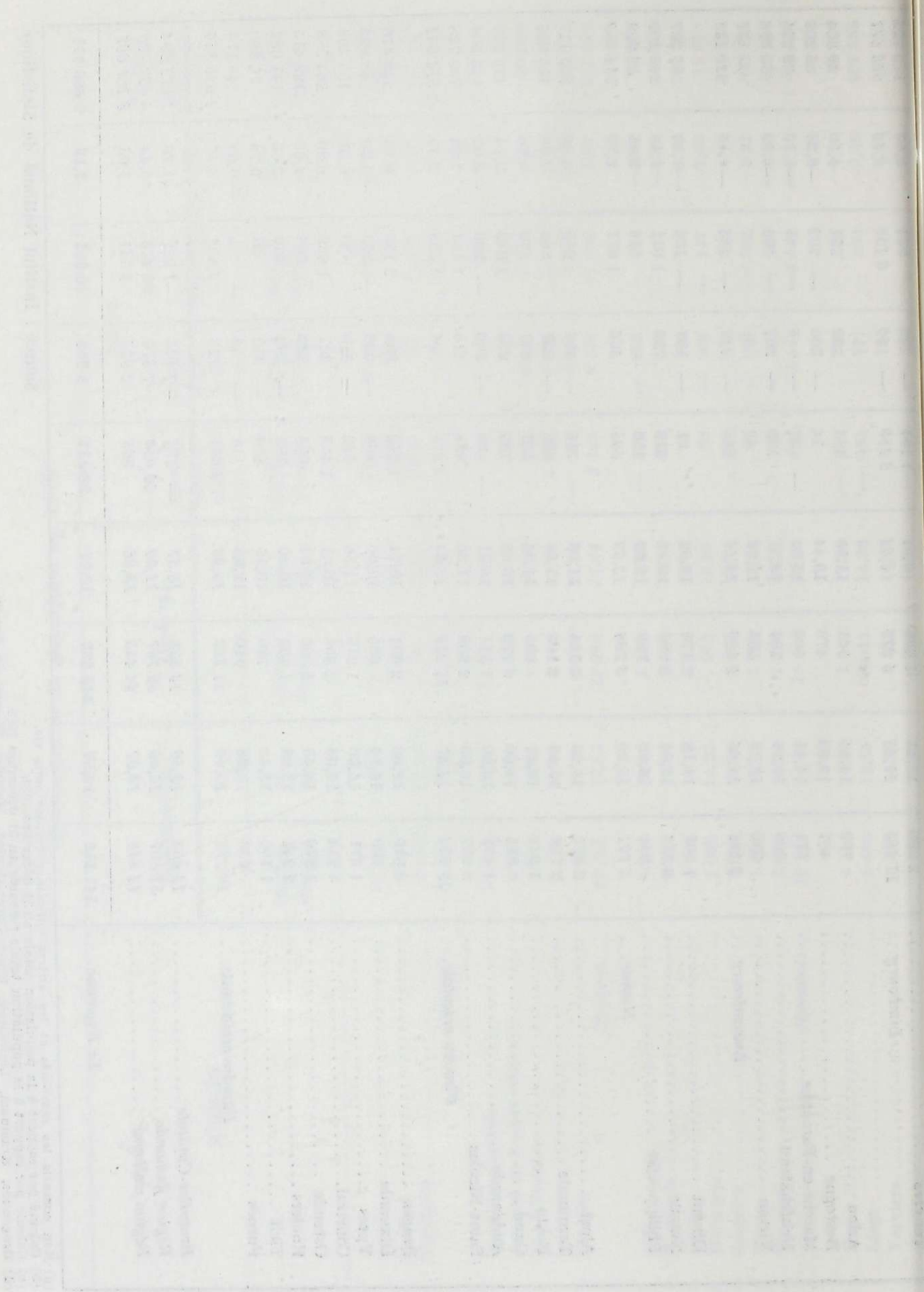
Mouvement de la population en 1970

RÉGION	Naissances (a)		Décès (a)		Soldes				Situation au 31 décembre 1970
					Accroissement naturel	Solde migratoire	Accroissement total		
	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	°/oo (b)	Chiffres absolus	Chiffres absolus	Chiffres absolus	°/oo (c)	Chiffres absolus
Anvers	12 760	13,87	11 063	12,03	1 697	1 289	2 986	3,25	919 814
Malines	4 012	14,17	3 423	12,09	589	— 192	397	1,40	283 213
Turnhout	5 748	17,28	2 761	8,30	2 987	— 516	2 471	7,48	332 653
Anvers	*22 520*	*14,66*	*17 247*	*11,23*	*5 273*	*581*	*5 854*	*3,83*	*1 535 680*
Bruxelles-Capitale	14 464	13,50	14 638	13,67	— 174	—1 743	—1 917	—1,79	1 071 194
Arr. (loi du 2 août 1963) (d)	688	11,72	602	10,25	86	954	1 040	18,03	58 721
Hal-Vilvorde	5 585	13,32	4 640	11,06	945	4 248	5 193	12,54	419 418
Louvain	5 743	14,67	4 200	10,73	1 543	1 448	2 991	7,70	391 608
Nivelles	2 987	12,60	3 018	12,73	— 31	4 327	4 296	18,46	237 034
Brabant	*29 467*	*13,53*	*27 098*	*12,44*	*2 369*	*9 234*	*11 603*	5,36	*2 177 975*
Ath	1 000	13,26	1 159	15,37	— 159	— 222	— 381	—5,03	75 409
Charleroi	6 858	14,78	6 406	13,81	452	— 999	— 547	—1,18	463 904
Mons	3 765	14,17	3 674	13,83	91	104	195	0,73	265 734
Mouscron	1 033	14,23	971	13,38	62	— 209	— 147	—2,02	72 575
Soignies	2 509	15,13	2 279	13,74	230	432	662	4,01	165 875
Thuin	1 895	13,82	1 798	13,11	97	— 665	— 568	—4,12	137 137
Tournai	2 074	13,81	2 206	14,69	— 132	— 103	— 235	—1,56	150 155
Hainaut	*19 134*	*14,38*	*18 493*	*13,90*	*641*	*—1 662*	*—1 021*	*—0,77*	*1 330 789*
Huy	1 114	11,86	1 649	17,56	— 535	239	— 296	—3,14	93 903
Liège	8 430	13,55	8 911	14,33	— 481	177	— 304	—0,49	621 935
Verviers	3 596	14,93	3 282	13,62	314	— 180	134	0,56	240 897
Waremme	670	11,44	984	16,80	— 314	— 42	— 356	—6,04	58 574
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	955	5,53	173 722

Tongres	2 850	16,41	1 669	9,61	1 181	— 226	955	5,53	173 422
Limbourg...	*11 465*	*17,46*	*5 276*	*8,04*	*6 189*	*— 50*	*6 139*	*9,44*	*656 477*
Arlon	702	14,24	561	11,38	141	80	221	4,50	49 304
Bastogne	487	13,83	473	13,44	14	— 306	— 292	—8,23	35 205
Marche-en-Famenne	571	14,41	608	15,34	— 37	— 8	— 45	—1,13	39 624
Neufchâteau	806	15,24	704	13,31	102	— 266	— 164	—3,09	52 876
Virton	580	13,75	534	12,66	46	51	97	2,31	42 177
Luxembourg...	*3 146*	*14,35*	*2 880*	*13,14*	*266*	*— 449*	*— 183*	*—0,83*	*219 186*
Dinant	1 209	14,18	1 178	13,82	31	— 187	— 156	—1,83	85 267
Namur	3 613	15,04	3 295	13,72	318	753	1 071	4,48	240 200
Philippeville	949	16,02	793	13,39	156	—	156	2,64	59 222
Namur...	*5 771*	*15,00*	*5 266*	*13,69*	*505*	*566*	1 071	2,79	*384 689*
Alost	3 879	14,63	3 164	11,93	715	— 496	219	0,83	265 117
Termonde	2 726	15,49	2 103	11,95	623	— 257	366	2,08	176 005
Eeklo	1 332	15,47	995	11,56	337	241	578	6,76	86 080
Gand	6 915	14,60	6 173	13,03	742	270	1 012	2,14	473 597
Audenarde	1 475	13,00	1 511	13,31	— 36	— 200	— 236	—2,07	113 504
Saint-Nicolas	3 207	16,06	2 269	11,36	938	516	1 454	7,33	199 728
Flandre orientale...	*19 534*	*14,87*	*16 215*	*12,34*	*3 319*	*74*	*3 393*	*2,59*	*1 314 031*
Bruges	3 819	15,69	2 607	10,71	1 212	984	2 196	9,10	243 410
Dixmude	709	14,74	606	12,60	103	— 306	— 203	—4,20	48 095
Ypres	1 571	14,90	1 219	11,56	352	— 319	33	0,31	105 408
Courtrai	4 214	15,94	2 806	10,61	1 408	221	1 629	6,20	264 388
Ostende	1 870	14,45	1 506	11,64	364	232	596	4,63	129 415
Roulers	2 241	15,88	1 453	10,30	788	— 292	496	3,53	141 082
Tielt	1 190	15,48	780	10,15	410	— 350	60	0,78	76 883
Furnes	658	13,66	610	12,66	48	— 52	— 4	—0,08	48 174
Flandre occidentale...	*16 272*	*15,40*	*11 587*	*10,96*	*4 685*	*118*	*4 803*	*4,57*	*1 056 855*
Bruxelles-Capitale	*14 464*	*13,50*	*14 638*	*13,67*	*— 174*	*—1 743*	*—1 917*	*—1,79*	*1 071 194*
Région flamande	*81 807*	*15,06*	*59 767*	*11,00*	*22 040*	*7 373*	*29 413*	*5,44*	*5 432 790*
Région wallonne	*44 848*	*14,07*	*44 483*	*13,96*	*365*	*2 976*	*3 341*	*1,05*	*3 187 007*
Le Royaume...	**141 119**	**14,56**	**118 888**	**12,27**	**22 231**	**8 606**	**30 837**	**3,19**	**9 690 991**

(a) Non compris les mort-nés et les autres enfants présentés sans vie.
(b) Calculé par rapport à la population totale au 31 décembre 1970.
(c) Calculé par rapport à la population totale recensée au 31 décembre 1969.
(d) Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel, Wezembeek-Oppem.

Source : Institut National de Statistique.



CHAPITRE II

EMPLOI ET CHÔMAGE

SECTION I. – EMPLOI

L'évolution favorable du niveau de l'emploi constatée en 1969, après la diminution de 1967 et de 1968, s'est poursuivie en 1970, mais à un rythme moins rapide : l'accroissement du nombre des travailleurs inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, qui avait été de 4 % entre le 30 juin 1968 et le 30 juin 1969, est évalué, d'après les données actuellement disponibles et sur une base comparable, à 2,9 %.

Au 30 juin 1970, il y avait en effet 2 816 860 travailleurs affiliés à la sécurité sociale, contre 2 243 129 un an plus tôt. Cette augmentation de 563 731 assujettis résulte, pour la plus grande part, de l'intégration de nouvelles catégories de travailleurs dans la statistique arrêtée au 30 juin 1970, dont les plus importantes sont les apprentis (22 000 environ), les domestiques, ainsi que les travailleurs des services publics et de l'enseignement soumis uniquement à l'assurance soins de santé (environ 420 000) et certains membres du clergé (22 000 environ).

En l'absence de données certaines concernant ces derniers groupes de travailleurs, la comparaison entre le 30 juin 1969 et le 30 juin 1970 portera d'une part sur le nombre total des ouvriers à l'exclusion de ceux du secteur « hôtellerie et soins personnels » et d'autre part sur le nombre total des employés, sauf ceux des services publics et autres services d'intérêt général.

Le nombre des ouvriers relevant des secteurs retenus est passé de 1 462 786 en 1969 à 1 481 610 en 1970, soit une augmentation de 18 824 unités ou 1,3 %. La régression de l'emploi ouvrier continue dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche (— 858 ou 6,5 %) et surtout dans les industries extractives, où elle concerne 7 502 personnes, soit un recul de 13,6 % ; une diminution de l'effectif ouvrier est également relevée dans les transports et communications, où elle se chiffre à 4 955 unités ou 8,2 %. Les autres secteurs d'activité ont enregistré

une hausse du nombre d'assujettis ; elle est peu importante dans le bâtiment et la construction (1 512 personnes ou 0,7 % de plus en un an), plus large dans les services (2 113 ou 2,1 %), pour atteindre 2,8 % dans le commerce (+ 3 293 ouvriers) et dans les industries manufacturières, où l'augmentation est de 25 221 unités, dont 16 671 (8,4 %) concerne la fabrication de machines, y compris les appareils électriques, automobiles, navires et avions ; des hausses importantes ont encore été observées dans l'industrie des métaux (+ 4 255 ou 4,3 %), dans les secteurs de la chimie (+ 1 762 ou 4,4 %) et des denrées alimentaires (+ 1 541 ou 2,5 %) ; par contre, l'emploi ouvrier diminue encore dans les métiers d'art et de précision (— 2 437 ouvriers, soit 15,3 %), dans les industries textiles (— 420 ou 0,4 %) et du tabac, ainsi que dans l'industrie des huiles et graisses.

L'évolution a été plus satisfaisante pour les employés, dont le nombre a augmenté de 38 648 en un an, soit de 7 %, passant de 550 176 au 30 juin 1969 à 588 824 au 30 juin 1970. Cette remarque vaut pour tous les secteurs d'activité envisagés, seul celui des industries extractives enregistrant une régression de 244 unités ou 6,2 % ; la hausse porte sur 24 225 personnes ou 8,8 % dans le commerce, 11 614 unités ou 5,2 % dans les industries manufacturières, 1 526 ou 7,7 % dans le bâtiment et la construction, 978 unités ou 6,4 % dans les transports et communications, 469 ou 4,6 % dans la branche de l'hôtellerie et des soins personnels et 80 ou 9,7 % dans le secteur agricole.

L'accroissement global du nombre des travailleurs s'inscrit ainsi à 57 472 ou 2,9 %. Trois secteurs accusent un recul : les industries extractives, qui passent de 59 048 à 51 302 (— 13,1 %), les transports et communications (— 3 977 ou 5,3 %) et le secteur primaire (— 778 ou 5,6 %) ; la hausse est de 1,2 % dans le bâtiment et la construction (3 038 assujettis en plus) ; elle n'est supérieure à la moyenne que dans le commerce, avec 27 518 ou 7 %, et dans les industries manufacturières, avec 36 835 unités ou 3,3 % ; parmi celles-ci, les fabrications métalliques et la métallurgie ont enregistré les progressions les plus marquées, respectivement 22 262 unités (8,5 %) et 5 245 unités (4,4 %) ; la chimie a également connu un développement appréciable de 3 315 emplois ou 5,2 % ; un recul important n'est noté que pour les industries d'art et de précision, où il frappe 2 398 travailleurs, représentant une baisse de 13,6 % ; cinq autres secteurs manufacturiers ont également subi une légère perte d'emplois.

La comparaison entre l'effectif au travail au 30 juin 1969 et au 30 juin 1970 révèle, au niveau des régions, une progression globale plus élevée en Flandre (3,4 %) qu'en Wallonie (2,5 %) et qu'à Bruxelles-Capitale (2,0 %). Les effectifs comparés ne comprennent pas les ouvriers de l'hôtellerie et des soins personnels, ni les employés des services publics, dont une partie a été soumise à la sécurité sociale après le 30 juin 1969, ni les apprentis, également récemment assujettis. L'accroissement du nombre d'employés a été, dans toutes les régions, supérieur à celui des ouvriers : 7,7 % contre 2,2 % en Flandre, 5,4 % contre 1,6 % en Wallonie et 7,0 % contre un recul de 3,2 % à Bruxelles-Capitale.

SECTION II. — CHÔMAGE

La moyenne mensuelle du nombre des chômeurs complets s'établit pour l'année 1970 à 71 261 contre 85 343 en 1969, soit une diminution de 14 082 unités ou 16,5 %. La phase de forte expansion conjoncturelle des deux dernières années, ainsi que la politique mise en œuvre par le Gouvernement ont permis cette réduction sensible du nombre de chômeurs.

La résorption de 33 % a porté à peu près exclusivement sur les éléments dont l'aptitude au travail est normale ; le nombre des chômeurs à aptitude partielle a aussi diminué de 16,7 %, mais pour les chômeurs à aptitude très réduite, il y a eu une augmentation appréciable de 21,4 %.

Le taux de chômage complet varie fortement d'une région à l'autre : pour la région wallonne, il s'établit à 5 % contre 2,7 % pour la région flamande et 1,8 % pour Bruxelles ; les chiffres correspondants enregistrés en 1960 s'inscrivaient respectivement à 4,7 %, 7 % et 4,4 %, ce qui souligne les modifications profondes de l'activité régionale survenues au cours de la dernière décennie.

Les taux les plus élevés ont, comme l'année précédente, été observés dans les bureaux régionaux de Mons (8,8 %), Liège-Huy (8,0 %) et Ostende (5,0 %), où ils étaient, en 1969, respectivement de 9,9 %, 8,9 % et 6,7 %.

La construction, le métal, l'alimentation et le textile sont les secteurs qui ont enregistré la régression la plus sensible du chômage complet. Un seul, celui du diamant, a connu une hausse relativement importante.

Alors que pour les hommes la moyenne mensuelle du chômage complet a diminué de 20,2 %, le recul chez les femmes n'a été que de 10,4 %. Le chômage a baissé tant pour les hommes que pour les femmes dans les trois régions du pays, mais dans des proportions variables : les taux de régression sont proches en Flandre : 19,7 % pour les hommes et 18,6 % pour les femmes, mais très différents à Bruxelles : 18,7 % et 11,6 % et surtout en Wallonie : 21,1 % et 4,0 %.

Dans la catégorie des chômeurs normalement aptes au travail, la différence a encore été plus prononcée. La moyenne mensuelle a fléchi pour les hommes de 45,2 % en Flandre, de 52,2 % en Wallonie et de 43,6 % à Bruxelles ; pour les femmes, il y a eu une diminution de 31,7 % en Flandre, de 9,4 % en Wallonie et de 29 % à Bruxelles, d'où l'existence dans les trois régions du pays de plus de femmes que d'hommes à aptitude normale en chômage. Cette situation existait déjà en Wallonie en 1969, où les femmes représentaient 55,6 % du total des chômeurs, pourcentage qui s'est élevé à 70,4 % en 1970. En Flandre et à Bruxelles, ces taux ont atteint respectivement 54,6 % et 50,7 % en 1970. Il convient de relever que ce phénomène a été observé tout au long de l'année en Flandre et en Wallonie, mais qu'il n'est apparu à Bruxelles qu'à partir de mai.

Le tableau par groupe de professions et par région montre qu'en ce qui concerne les hommes, la moyenne mensuelle du nombre des chômeurs complets a fléchi dans presque tous les groupes et dans les trois régions du pays.

Seuls les travailleurs du diamant ont connu un chômage plus important en Flandre, où leur nombre est passé de 678 en 1969 à 1092 en 1970, tandis que dans la région bruxelloise, il y avait une légère augmentation dans ce même secteur, tout comme pour les coupeurs de cuir, monteurs en chaussures et maroquiniers.

Pour les femmes, la situation a été plus favorable que l'année passée : globalement, il y a en effet eu régression dans chacune des régions ; des mouvements en sens inverse ont toutefois caractérisé certaines professions.

En Flandre, la moyenne mensuelle du nombre des femmes travaillant le diamant et des artistes s'est accrue. En Wallonie, le chômage des femmes a augmenté légèrement dans douze groupes de professions dont les deux plus importants sont d'une part les dockers et les manutentionnaires et d'autre part, les conducteurs de fours, les lamineurs, les tréfileurs et mouleurs, les mécaniciens, les outilleurs, les électriciens. Malgré l'amélioration constatée en 1970, le niveau du chômage féminin dans cette région est encore légèrement supérieur à celui de 1968 (15 796 contre 15 122). A Bruxelles, le dernier groupe cité a augmenté dans une faible mesure, ainsi que celui des tailleurs, coupeurs et fourreurs.

Le chômage des jeunes est également sensible au mouvement de la conjoncture. Ceci ressort notamment de l'évolution du nombre des chômeurs complets, indemnisés, de moins de 25 ans, au cours des dernières années (toujours d'après le recensement de fin juin). Si l'on prend juin 1964 comme base, l'indice de l'ensemble s'établissait en juin 1970 à 140, tandis que pour les jeunes de moins de 25 ans, il atteignait 364.

En juin 1970, le nombre des jeunes chômeurs a diminué de 14,1 % par rapport à l'année précédente ; 74,4 % des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans étaient du sexe féminin alors que les femmes ne représentent que 40,4 % du nombre total des chômeurs complets. Fin décembre 1970, le nombre des chômeurs de moins de 25 ans représentait 17,3 % du total, contre 16,5 % un an auparavant.

Le chômage n'est pas réparti de la même manière parmi les classes d'âge, dans les diverses régions du pays. En Flandre, fin décembre 1970, 17,3 % des chômeurs complets avaient moins de 25 ans et 53,4 % plus de 50 ans, contre respectivement 15,6 % et 54,3 % un an auparavant. En Wallonie, ces taux étaient respectivement 19,3 % (contre 19,1 %) et 43,4 % (contre 41,7 %) et à Bruxelles 9,1 % (contre 7,8 %) et 57,8 % (contre 60,5 %). Fin décembre 1970, 46 % de l'ensemble des chômeurs complets de moins de 25 ans étaient localisés en Flandre, 48,6 % en Wallonie et 5,4 % à Bruxelles ; fin décembre 1969, ces pourcentages étaient respectivement de 42,9 %, 52,6 % et 4,5 %. Pour les chômeurs de plus de 50 ans, la proportion était de 49,8 % en Flandre, 38,4 % en Wallonie et 11,8 % à Bruxelles, contre 49,9 %, 38,5 % et 11,6 % un an plus tôt.

Le tableau du chômage par classes d'âge, par durée et par région linguistique au 30 juin 1970 (chômeurs mis au travail par les administrations publiques inclus) montre que chez les hommes dans toutes les classes d'âge, le nombre des demandeurs d'emploi depuis moins de 3 mois, a diminué par rapport à la période correspondante de l'année précédente, sauf en Flandre, où pour le groupe d'âge de 50 à 65 ans, il y a eu une très légère augmentation.

Pour les femmes, la situation a évolué moins favorablement. Sauf en Flandre et à Bruxelles pour la catégorie de 25 à 40 ans, il y a eu une augmentation dans toutes les classes d'âge et dans les trois régions du pays.

Pour le groupe des demandeurs d'emploi sans travail depuis 3 à 6 mois, la situation est plus nuancée. Pour les femmes, la hausse se limite à la classe d'âge de 40 à 60 ans, et ceci seulement en Wallonie.

Dans la région de Bruxelles, il y a eu une augmentation du nombre de chômeurs masculins dans le groupe d'âge de 25 à 40 ans et de 50 à 65 ans.

Le nombre des chômeurs cherchant du travail depuis 6 mois à 2 ans est en régression partout et dans toutes les classes d'âge. Dans le groupe des chômeurs sans travail depuis plus de 2 ans, il y a eu une augmentation pour les hommes de 50 à 65 ans aussi bien en Wallonie qu'à Bruxelles. La même tendance s'est présentée pour les femmes à Bruxelles et en Wallonie pour le groupe d'âge de 40 à 60 ans. Il y a eu aussi une légère augmentation à Bruxelles pour les chômeuses de 25 à 40 ans.

Parmi les 71 869 chômeurs complets, allocataires, enregistrés à la fin de juin 1970, 8 835 (12,3 %) étaient de nationalité étrangère. Un an auparavant, il y avait 12,7 % de chômeurs étrangers.

44,5 % des chômeurs étrangers sont enregistrés dans la région liégeoise, 43,2 % dans 5 autres bureaux régionaux seulement : Mons, Bruxelles, Hasselt, La Louvière et Charleroi.

Par région, la proportion des étrangers dans l'ensemble des chômeurs était de 3,5 % en Flandre, 20,6 % en Wallonie et 11,0 % à Bruxelles.

★
★ ★

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger (a)

Situation au 30 juin
(en milliers)

DÉSIGNATION	1957	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Secteur primaire :											
Agriculture, sylviculture, pêche	**24,6**	**22,6**	**22,2**	**21,1**	**18,6**	**17,6**	**16,9**	**15,7**	**15,5**	**15,4**	**14,5**
Secteur secondaire	**1 478,1**	**1 405,0**	**1 435,4**	**1 457,4**	**1 476,6**	**1 511,7**	**1 509,3**	**1 495,4**	**1 455,2**	**1 429,3**	**1 459,0**
Industries extractives	165,1	127,8	112,1	102,7	100,0	101,9	94,6	83,3	74,2	66,6	59,5
Industries manufacturières	1 071,4	1 042,8	1 079,5	1 099,9	1 107,2	1 135,6	1 137,7	1 132,8	1 094,5	1 077,5	1 111,7
Bâtiment et construction	213,5	206,6	215,5	226,6	240,6	245,0	247,4	249,6	256,4	254,5	256,8
Electricité, eau, gaz	28,1	27,8	28,3	28,2	28,8	29,2	29,6	29,7	30,1	30,7	31,0
Secteur tertiaire	**1 050,1**	**1 117,6**	**1 131,8**	**1 176,3**	**1 208,9**	**1 250,8**	**1 288,0**	**1 325,5**	**1 350,6**	**1 377,5**	**1 421,6**
Commerce, banque, assurance	251,2	277,3	291,6	305,5	316,3	335,9	353,1	366,6	375,3	383,9	402,9
Transport et communications	229,4	225,2	224,0	225,6	229,1	231,7	232,3	233,8	230,4	235,0	238,0
Services (militaires de carrière non compris)	569,5	615,1	616,2	645,2	663,5	683,2	702,6	725,1	744,9	758,6	780,7
Total général...	**2 552,8**	**2 545,2**	**2 589,4**	**2 654,8**	**2 704,1**	**2 780,1**	**2 814,2**	**2 836,6**	**2 821,3**	**2 822,1**	**2 895,1**

(a) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Répartition par branche d'activité de la population active (a)

BRANCHES D'ACTIVITÉ	30 juin 1967		30 juin 1968		30 juin 1969	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
	HOMMES					
Occupée en Belgique	**2 584 209**	**98,3**	**2 581 917**	**98,3**	**2 591 243**	**98,3**
Agriculture, etc.	156 901	6,0	151 497	5,8	144 576	5,5
Industries extractives	73 156	2,8	65 749	2,5	58 753	2,2
Industries manufacturières .	885 984	33,7	874 093	33,3	896 506	34,0
Industrie de la construction	295 546	11,2	294 463	11,2	297 786	11,3
Electricité, gaz, eau	28 439	1,1	28 971	1,1	29 284	1,1
Commerce, banques, etc. ..	352 511	13,4	357 959	13,6	368 207	14,0
Transports et communicat..	241 897	9,2	246 065	9,4	249 210	9,5
Services (b)	438 159	16,7	439 296	16,7	446 999	17,0
Demandeurs d'emploi	63 993	2,4	75 111	2,9	56 770	2,1
Miliciens	46 587	1,8	47 757	1,8	42 544	1,6
Stagiaires en form. profes. .	1 036	0,0	956	0,0	608	0,0
Occupée à l'étranger	**45 765**	**1,7**	**45 703**	**1,7**	**44 187**	**1,7**
Total...	**2 629 974**	**100,0**	**2 627 620**	**100,0**	**2 635 430**	**100,0**
	FEMMES					
Occupée en Belgique	**1 164 471**	**98,5**	**1 180 948**	**98,5**	**1 211 967**	**98,5**
Agriculture, etc.	52 128	4,4	49 345	4,1	46 329	3,8
Industries extractives	993	0,1	920	0,1	876	0,1
Industries manufacturières .	303 314	25,6	297 176	24,8	308 461	25,1
Industrie de la construction	8 855	0,7	9 246	0,8	9 614	0,8
Electricité, gaz, eau	1 843	0,2	1 886	0,1	1 885	0,1
Commerce, banques, etc. ..	257 802	21,8	261 116	21,8	270 086	21,9
Transports et communicat..	21 021	1,8	22 216	1,9	22 721	1,8
Services	490 323	41,5	503 858	42,0	520 390	42,3
Demandeurs d'emploi	28 121	2,4	35 023	2,9	31 453	2,6
Stagiaires en form. profes. .	71	0,0	162	0,0	152	0,0
Occupée à l'étranger	**18 332**	**1,5**	**17 801**	**1,5**	**18 824**	**1,5**
Total...	**1 182 803**	**100,0**	**1 198 749**	**100,0**	**1 230 791**	**100,0**
	TOTAL					
Occupée en Belgique	**3 748 680**	**98,3**	**3 762 865**	**98,3**	**3 803 210**	**98,4**
Agriculture, etc.	209 029	5,5	200 842	5,3	190 905	4,9
Industries extractives	74 149	1,9	66 669	1,7	59 629	1,6
Industries manufacturières .	1 189 298	31,2	1 171 269	30,6	1 204 967	31,2
Industrie de la construction	304 401	8,0	303 709	8,0	307 400	8,0
Electricité, gaz, eau	30 282	0,8	30 857	0,8	31 169	0,8
Commerce, banques, etc. ..	610 313	16,0	619 075	16,2	638 293	16,5
Transports et communicat..	262 918	6,9	268 281	7,0	271 931	7,0
Services (b)	928 482	24,4	943 154	24,6	967 389	25,0
Demandeurs d'emploi	92 114	2,4	110 134	2,9	88 223	2,3
Miliciens	46 587	1,2	47 757	1,2	42 544	1,1
Stagiaires en form. profes. .	1 107	0,0	1 118	0,0	760	0,0
Occupée à l'étranger	**64 097**	**1,7**	**63 504**	**1,7**	**63 011**	**1,6**
Total...	**3 812 777**	**100,0**	**3 826 369**	**100,0**	**3 866 221**	**100,0**

Sources : Institut National de Statistique.
Ministère de l'Emploi et du Travail

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas disponibles.
(b) Militaires de carrière compris dans les services.

Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin

(en milliers)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)
Charbon et minerais	88,7	90,4	83,4	72,8	64,4	56,9	49,4	51,3
Carrières	10,4	10,6	10,3	9,7	9,1	9,2	9,6	
Industries alimentaires	80,0	80,8	78,0	80,4	81,5	80,2	80,9	87,0
Boissons	28,0	27,8	27,2	26,7	25,8	25,0	24,6	24,5
Tabac	9,1	9,5	9,9	9,5	9,0	8,6	8,3	8,2
Industries chimiques	71,9	73,7	74,2	73,9	73,4	74,3	75,3	78,9
Caoutchouc	8,6	8,8	9,0	8,5	8,1	8,4	8,9	9,1
Bois et ameublement	46,1	48,8	48,4	49,2	48,5	47,8	50,6	51,8
Papier et carton	25,3	26,3	27,0	26,7	25,9	26,0	27,4	28,0
Livre et photographie	34,5	35,3	36,3	37,2	37,1	37,6	39,1	40,9
Cuirs et peaux	10,2	10,6	10,2	9,7	9,0	9,0	9,1	9,4
Textiles	148,3	149,6	142,6	142,6	131,5	128,1	126,4	126,4
Vêtement	86,6	90,4	88,9	92,6	87,7	85,2	87,1	87,5
Electricité, gaz, eau	20,1	21,1	21,3	21,2	21,3	21,6	21,8	22,2
Céramique et verre	72,2	75,2	75,5	71,9	69,2	65,6	67,9	69,2
Industrie des métaux	416,2	432,4	442,3	437,5	424,6	422,0	447,5	480,1
Art et précision	16,9	17,0	17,0	17,9	18,8	17,9	17,6	17,3
Construction	233,8	238,7	240,8	242,9	250,3	248,3	250,8	257,5
Transport (b)	75,2	75,6	77,2	77,8	75,9	74,5	75,5	71,6
Divers	11,0	12,4	13,2	13,5	14,8	15,7	18,5	19,6
Total ...	**1 493,1**	**1 535,0**	**1 532,7**	**1 522,2**	**1 485,9**	**1 461,9**	**1 496,3**	**1 540,5**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les apprentis.
(b) Non compris le personnel de la S.N.C.B. et de la S.N.C.V.
A l'exclusion du personnel définitif des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision Belge.

Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs (a)

(en milliers)

SECTEUR	Ouvriers occupés (moyennes mensuelles)				Heures-ouvriers			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Charbonnages (b)	47,6	40,8	35,1	30,2	98 395	83 530	70 126	56 841
Cokeries	3,3	3,2	3,0	3,1	6 778	6 395	5 836	5 950
Sidérurgie (c)	45,2	45,0	45,6	47,3	92 417	91 841	93 068	93 323
Métaux non ferreux	16,3	15,9	16,5	16,7	32 908	32 232	33 063	32 769
Fabrications métalliques	218,9	214,5	235,7	250,6	421 315	413 449	451 225	468 087
Caoutchouc	5,1	5,1	5,6	5,9	9 750	10 055	10 862	11 114
Papier (établissements producteurs)	8,9	9,1	8,9	8,8	17 644	18 051	17 487	17 379
Papier (établissements transformateurs)	12,0	12,0	13,1	13,2	23 364	23 230	25 300	24 603
Carrières	5,9	5,2	5,7	5,3	11 621	9 567	10 753	9 914
Chaux, calcaires et dérivés	3,9	4,0	3,9	3,9	8 043	8 143	8 116	7 944
Terre cuite	8,2	7,0	6,5	6,4	16 528	13 652	12 798	12 321
Ciment	2,7	2,5	2,4	2,6	5 451	4 971	4 748	4 962
Verre	20,9	21,2	22,0	22,6	41 141	41 680	42 660	42 703
Bois	31,6	31,6	33,6	33,7	63 581	63 178	66 950	65 861
Céramique	6,8	6,4	6,2	6,2	13 195	12 276	12 191	11 764
Construction	104,4	100,1	99,9	98,4	196 969	182 585	180 818	181 731
Filatures : coton, lin et chanvre (d)	11,6	10,9	10,9	10,6	..	..	..	..
laine, jute, fibres dures	15,8	15,6	16,3	16,3	28 074	29 199	29 827	29 121
Tissages	33,2	31,6	31,8	31,3	62 150	61 899	60 808	59 490
Autres activités textiles	4,6	4,4	4,4	4,1	8 155	7 900	7 706	6 989
Bonneterie	19,1	18,8	18,5	18,0	34 873	35 140	34 357	33 243
Huiles végétales et animales	1,4	1,3	1,3	1,1	2 996	2 731	2 538	2 305
Tabac	5,9	5,7	5,5	5,4	11 007	10 287	9 867	9 166
Cuir	2,2	2,2	2,2	2,2	4 359	4 322	4 337	4 154
Chaussures	9,2	8,4	7,8	6,9	16 559	14 817	13 887	11 667
Pantoufles	1,5	1,3	1,2	1,0	2 661	2 408	2 149	1 779
Distribution d'eau	4,0	4,2	4,3	4,4	8 649	8 855	9 067	9 337
Port d'Anvers	13,4	12,8	12,7	12,5	..	..	..	..

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Administration des Mines.
Fédérations professionnelles.

(a) De façon générale, les industries reprises dans ce tableau font l'objet d'une statistique de production et les données portent en principe, sur l'ensemble des établissements sans distinction du nombre d'ouvriers occupés.
(b) Nombre moyen de présences par jour ouvré des ouvriers du fond et de la surface.
(c) A l'exception des usines produisant uniquement des aciers de moulage.
(d) Pour ces branches, nombre de broches-heures de 1967 à 1970 : 4.813, 4.952, 5.083 et 4.877 millions.

Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1970 (a)

PROVINCE OU RÉGION	Etablissements	Ouvriers			Employés			Total des travailleurs
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Anvers	29 028	223 523	62 092	285 615	129 974	66 110	196 084	481 699
Brabant	51 626	273 356	99 854	373 210	294 007	170 881	464 888	838 098
Flandre occidentale	24 726	132 817	48 664	181 481	60 241	33 040	93 281	274 762
Flandre orientale	24 619	141 889	66 445	208 334	68 074	40 718	108 792	317 126
Hainaut	22 798	166 138	45 239	211 377	75 011	48 871	123 882	335 259
Liège	22 137	136 593	38 110	174 703	75 165	45 765	120 930	295 633
Limbourg	10 520	77 347	21 301	98 648	35 667	17 370	53 037	151 685
Luxembourg	5 352	15 431	3 515	18 946	11 463	5 736	17 199	36 145
Namur	9 369	38 513	8 537	47 050	25 133	14 270	39 403	86 453
Région flamande	*102 385*	*664 067*	*224 342*	*888 409*	*346 636*	*183 801*	*530 437*	*1 418 846*
Région wallonne	*64 496*	*385 141*	*101 499*	*486 640*	*199 270*	*122 300*	*321 570*	*808 210*
Bruxelles-Capitale	*33 294*	*156 399*	*67 916*	*224 315*	*228 829*	*136 660*	*365 489*	*589 804*
Le Royaume...	**200 175**	**1 205 607**	**393 757**	**1 599 364**	**774 735**	**442 761**	**1 217 496**	**2 816 860**

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les apprentis et les fonctionnaires; à l'exclusion des marins de la marine marchande et des bateliers.

Evolution du chômage

ANNÉE	Chômage complet (a)			Chômage partiel (b) (c)		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1959	98 353	33 939	132 292	58 206	16 028	74 234
1960	85 266	29 008	114 274	37 283	10 762	48 045
1961	65 436	23 695	89 131	29 870	10 461	40 331
1962	50 109	20 834	70 943	29 009	9 442	38 451
1963	42 085	16 991	59 076	43 798	6 407	50 205
1964	35 869	14 494	50 363	19 823	6 904	26 727
1965	38 977	16 398	55 375	29 219	7 588	36 807
1966	43 306	18 192	61 498	28 090	7 639	35 729
1967	58 354	26 964	85 318	32 507	13 363	45 870
1968	68 664	34 066	102 730	30 905	9 103	40 008
1969	53 115	32 228	85 343	28 640	6 610	35 250
1970	42 387	28 874	71 261	23 362	8 145	31 507

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Statistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets, à l'exclusion des chômeurs occupés par les pouvoirs publics. Situation en fin du mois et moyenne mensuelle pour l'année.
(b) Moyennes journalières des chômeurs contrôlés.
(c) L'arrêté ministériel du 4 avril 1968 (*Moniteur belge* du 9 avril 1968) est entré en vigueur le 8 avril 1968, et a étendu la dispense du contrôle communal à tous les chômeurs âgés de 60 ans ou plus pour les hommes et de 55 ans ou plus pour les femmes. De ce fait les données à partir de 1968 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Anvers.....	9 381	8 877	11 388	14 737	10 957	9 181
Brabant.....	8 739	9 052	12 213	14 665	12 044	10 132
Flandre occidentale.....	7 416	7 101	8 485	9 475	6 749	5 353
Flandre orientale	8 476	8 211	11 303	13 496	10 535	8 553
Hainaut	9 438	11 628	15 937	18 748	16 240	13 231
Liège	7 244	10 542	15 419	19 079	18 533	16 669
Limbourg	2 973	4 126	7 600	8 887	6 892	5 250
Luxembourg.....	362	423	775	1 054	1 051	855
Namur.....	1 346	1 538	2 198	2 589	2 342	2 037
Région flamande	*30 264*	*3 0303*	*41 486*	*49 814*	*37 830*	*30 520*
Région wallonne	*18 930*	*24 779*	*35 297*	*42 574*	*39 092*	*33 648*
Bruxelles (b)	*6 181*	*6 416*	*8 535*	*10 342*	*8 421*	*7 093*
Le Royaume...	**55 375**	**61 498**	**85 318**	**102 730**	**85 343**	**71 261**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés (a)

PROVINCE OU RÉGION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	HOMMES					
Anvers	6 920	6 493	8 102	10 192	7 336	6 326
Brabant	5 687	5 839	7 885	9 358	7 274	5 905
Flandre occidentale	5 577	5 411	6 402	7 172	4 884	3 755
Flandre orientale	6 539	6 223	7 809	9 070	6 945	5 459
Hainaut	5 878	7 482	9 952	11 304	8 549	6 283
Liège	4 984	7 564	10 910	13 022	11 562	9 564
Limbourg	2 308	3 053	5 276	6 133	4 582	3 543
Luxembourg	285	310	610	828	745	562
Namur	799	931	1 408	1 585	1 238	990
Région flamande	*22 737*	*22 585*	*29 450*	*34 755*	*25 538*	*20 517*
Région wallonne	*12 338*	*16 713*	*23 548*	*27 452*	*22 633*	*17 852*
Bruxelles (b)	*3 902*	*4 008*	*5 346*	*6 457*	*4 944*	*4 018*
Le Royaume	**38 977**	**43 306**	**58 354**	**68 664**	**53 115**	**42 387**
	FEMMES					
Anvers	2 461	2 384	3 286	4 545	3 621	2 855
Brabant	3 052	3 213	4 328	5 307	4 770	4 227
Flandre occidentale	1 839	1 690	2 083	2 303	1 865	1 598
Flandre orientale	1 937	1 988	3 494	4 426	3 590	3 094
Hainaut	3 560	4 146	5 985	7 444	7 691	6 948
Liège	2 260	2 978	4 509	6 057	6 971	7 105
Limbourg	665	1 073	2 324	2 754	2 310	1 707
Luxembourg	77	113	165	226	306	293
Namur	547	607	790	1 004	1 104	1 047
Région flamande	*7 527*	*7 718*	*12 026*	*15 059*	*12 292*	*10 003*
Région wallonne	*6 592*	*8 066*	*11 749*	*15 122*	*16 459*	*15 796*
Bruxelles (b)	*2 279*	*2 408*	*3 189*	*3 885*	*3 477*	*3 075*
Le Royaume	**16 398**	**18 192**	**26 964**	**34 066**	**32 228**	**28 874**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

PROVINCE OU RÉGION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	HOMMES					
Anvers	1 555	1 596	3 078	4 630	1 988	1 348
Brabant	1 821	2 213	4 219	5 488	3 084	1 660
Flandre occidentale	1 938	2 075	3 021	3 492	1 620	960
Flandre orientale	1 309	1 507	2 977	3 895	1 718	846
Hainaut	2 167	3 575	5 802	6 760	3 780	1 843
Liège	1 603	3 208	5 646	6 580	4 468	2 075
Limbourg	492	1 098	2 763	3 048	1 254	518
Luxembourg	147	167	439	571	354	177
Namur	205	311	716	797	372	181
Région flamande	*5 616*	*6 652*	*12 625*	*16 136*	*7 129*	*3 910*
Région wallonne	*4 273*	*7 465*	*13 025*	*15 152*	*9 215*	*4 405*
Bruxelles (b)	*1 348*	*1 633*	*3 011*	*3 973*	*2 294*	*1 293*
Le Royaume	**11 237**	**15 750**	**28 661**	**35 261**	**18 638**	**9 608**
	FEMMES					
Anvers	1 123	1 063	1 793	2 777	1 881	1 179
Brabant	1 392	1 634	2 738	3 516	2 678	1 956
Flandre occidentale	1 325	1 184	1 531	1 645	1 237	1 024
Flandre orientale	716	829	2 227	2 970	1 840	1 251
Hainaut	2 133	2 580	4 307	5 634	5 669	4 837
Liège	1 015	1 596	2 961	4 138	4 768	4 567
Limbourg	251	564	1 648	1 851	1 322	819
Luxembourg	64	97	146	206	270	244
Namur	231	280	426	604	647	618
Région flamande	*3 807*	*3 989*	*7 782*	*9 990*	*6 878*	*4 697*
Région wallonne	*3 516*	*4 698*	*8 055*	*10 836*	*11 561*	*10 469*
Bruxelles (b)	*927*	*1 140*	*1 940*	*2 515*	*1 873*	*1 329*
Le Royaume	**8 250**	**9 827**	**17 777**	**23 341**	**20 312**	**16 495**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.

(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale (a)

Hommes et femmes

PROVINCE OU RÉGION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Anvers	2 678	2 659	4 871	7 407	3 869	2 527
Brabant	3 213	3 847	6 957	9 004	5 762	3 616
Flandre occidentale	3 263	3 259	4 552	5 137	2 857	1 984
Flandre orientale	2 025	2 336	5 204	6 865	3 558	2 097
Hainaut	4 300	6 155	10 109	12 384	9 449	6 680
Liège	2 618	4 804	8 607	10 728	9 236	6 642
Limbourg	743	1 662	4 411	4 899	2 576	1 337
Luxembourg	211	264	585	777	624	421
Namur	436	591	1 142	1 401	1 019	799
Région flamande	*9 423*	*10 641*	*20 407*	*26 126*	*14 007*	*8 607*
Région wallonne	*7 789*	*12 163*	*21 080*	*25 988*	*20 776*	*14 874*
Bruxelles (b)	*2 275*	*2 773*	*4 951*	*6 488*	*4 167*	*2 622*
Le Royaume	**19 487**	**25 577**	**46 438**	**58 602**	**38 950**	**26 103**

Source : Office National de l'Emploi.

(a) Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1970 (a)

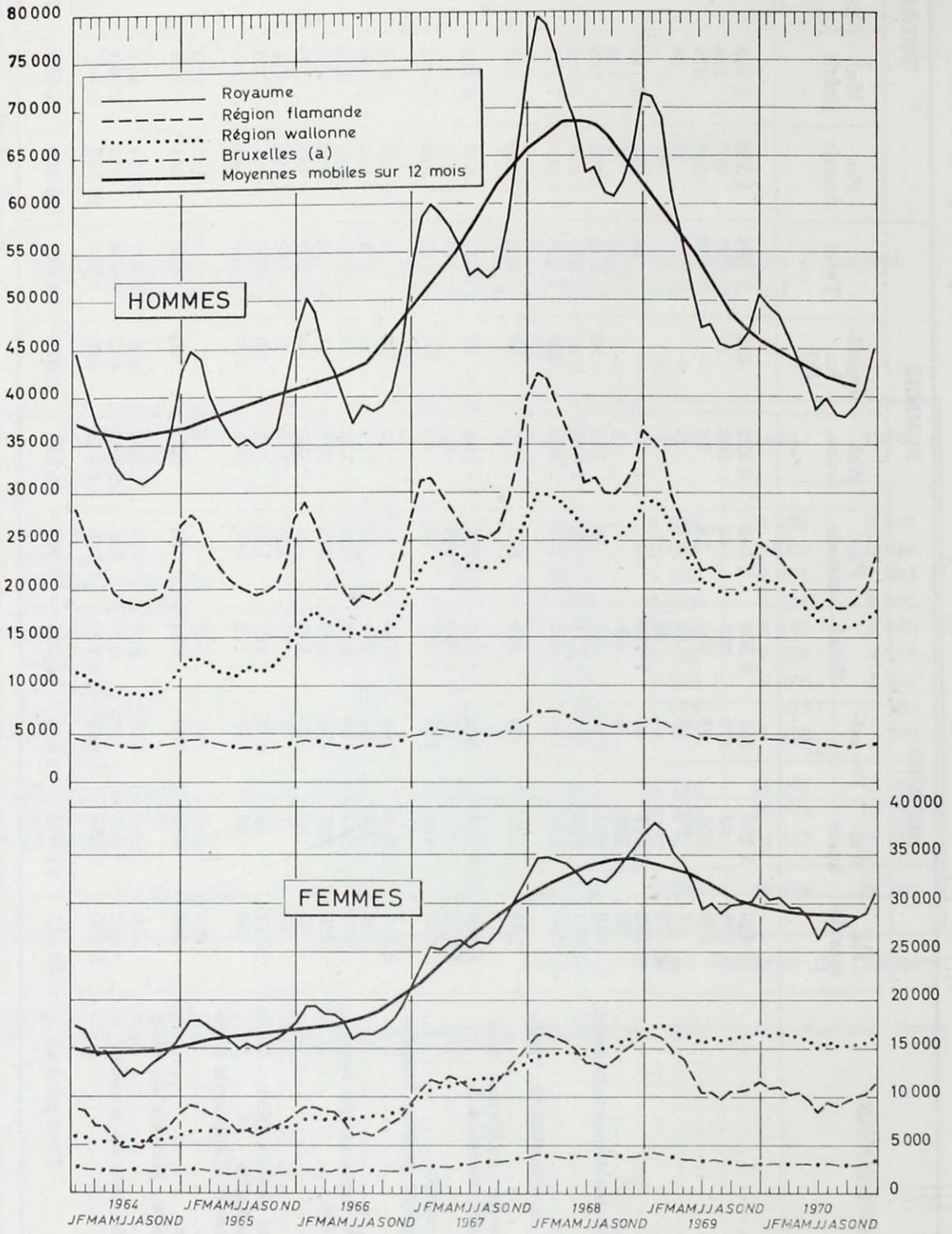
GROUPE DE PROFESSIONS	HOMMES				FEMMES				TOTAL			
	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total	Flamande	Wallonne	Bruxelles (b)	Total
Employés	1 482	1 266	761	3 509	2 540	4 322	922	7 784	4 022	5 588	1 683	11 293
Artistes	138	63	172	373	65	101	71	237	203	164	243	610
Agriculteurs	479	203	25	707	38	16	—	54	517	219	25	761
Chasseurs, forestiers	17	67	1	85	1	1	—	2	18	68	1	87
Pêcheurs	79	—	1	80	—	—	—	—	79	—	1	80
Mineurs	262	1 114	42	1 418	—	68	—	68	262	1 182	42	1 486
Carriers	27	137	5	169	—	11	—	11	27	148	5	180
Travailleurs des transports et des communications	718	616	157	1 491	58	153	32	243	776	769	189	1 734
Fileurs, tisseurs, tricoteurs	675	429	14	1 118	732	1 035	89	1 856	1 407	1 464	103	2 974
Tailleurs, coupeurs, fourreurs	250	105	136	491	1 174	1 623	329	3 126	1 424	1 728	465	3 617
Coupeurs de cuir, monteurs en chaussures, maroquiniers	228	127	64	419	311	231	67	609	539	358	131	1 028
Conducteurs de fours, lamineurs, tréfileurs, mouleurs, mécaniciens, outilleurs, électriciens	1 523	2 796	354	4 673	296	1 166	92	1 554	1 819	3 962	446	6 227
Travailleurs du diamant	1 092	—	7	1 099	121	—	—	121	1 213	—	7	1 220
Charpentiers, menuisiers, ébénistes	850	448	127	1 425	36	43	3	82	886	491	130	1 507
Peintres et colleurs de papiers peints, maçons, carreleurs, plafonneurs	2 352	1 312	246	3 910	3	19	3	25	2 355	1 331	249	3 935
Compositeurs, typographes	85	59	41	185	22	119	16	157	107	178	57	342
Potiers, conducteurs de fours, formeurs de verre	244	296	33	573	229	596	5	830	473	892	38	1 403
Meuniers, boulangers, brasseurs	338	144	102	584	319	372	11	702	657	516	113	1 286
Travailleurs de la chimie	32	80	28	140	21	130	8	159	53	210	36	299
Ouvriers en tabac	16	1	1	18	125	111	2	238	141	112	3	256
Ouvriers à la production non classés ailleurs	112	56	59	227	119	318	70	507	231	374	129	734
Emballeurs et travailleurs assimilés	73	20	19	112	468	541	190	1 199	541	561	209	1 311
Conducteurs de machines fixes et d'appareils d'excavation et de levage	137	275	17	429	—	4	—	4	137	279	17	433
Dockers et manutentionnaires	308	381	185	874	33	592	40	665	341	973	225	1 539
Cuisiniers, femmes de chambre, garçons de salle, serveurs	416	240	318	974	718	604	205	1 527	1 134	844	523	2 501
Autres travailleurs spécialisés dans les services	224	247	58	529	819	2 143	442	3 404	1 043	2 390	500	3 933
Manœuvres ordinaires	8 360	7 370	1 045	16 775	1 755	1 477	478	3 710	10 115	8 847	1 523	20 485
Total général	**20 517**	**17 852**	**4 018**	**42 387**	**10 003**	**15 796**	**3 075**	**28 874**	**30 520**	**33 648**	**7 093**	**71 261**

(a) Demandeur d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Situation moyenne en fin de mois.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien de l'arrondissement de Soignies.

Source : Office National de l'Emploi.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Toutes catégories

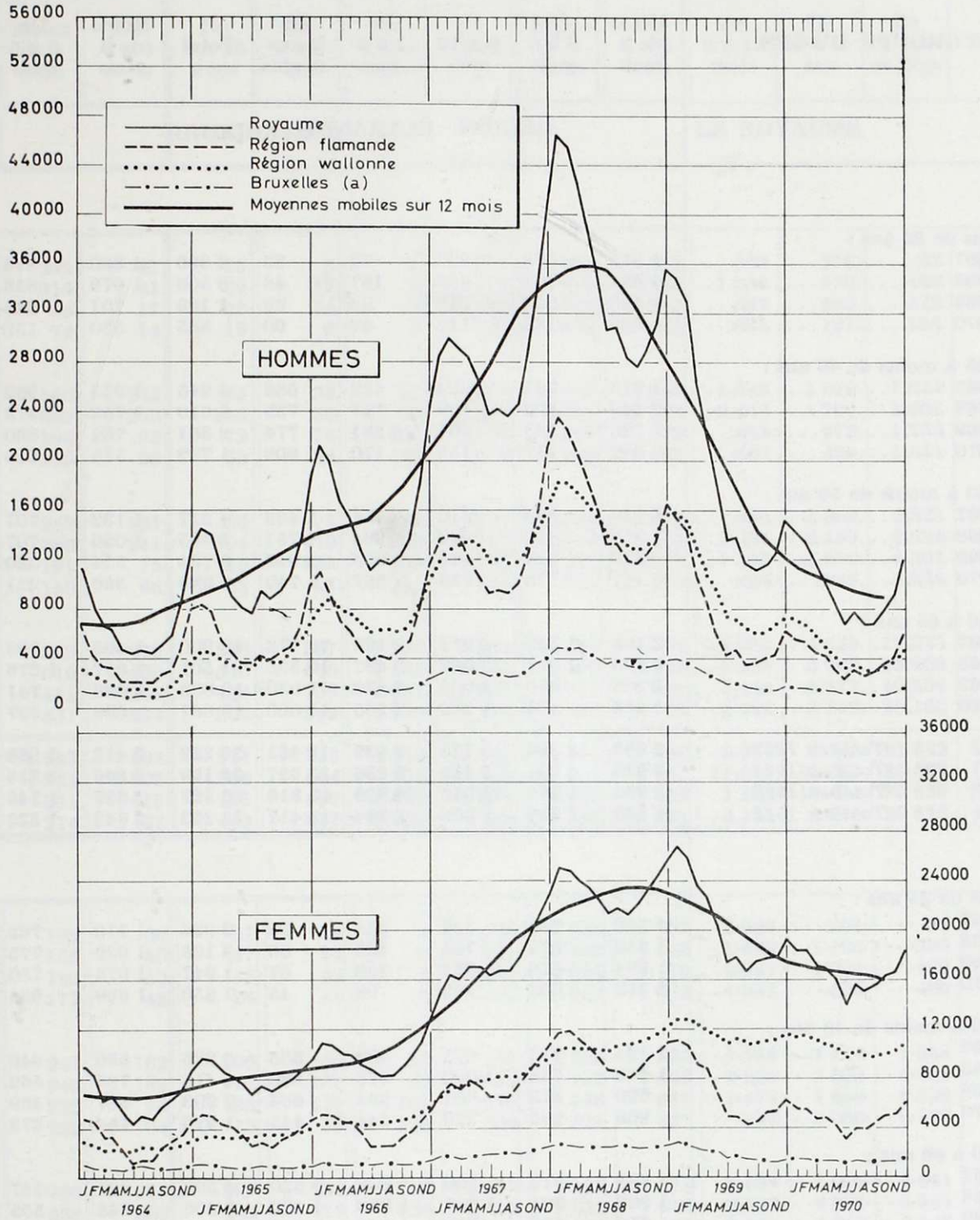


(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois

Aptitude normale



(a) Bruxelles = Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien.

Sources : Office National de l'Emploi.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition des chômeurs complets par grou

GROUPE D'AGES	DURÉE D									
	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à ans
	RÉGION FLAMANDE						RÉGIO			
	HO									
Moins de 25 ans :										
1967	1 878	578	327	72	35	2 890	1 830	874	630	14
1968	1 881	704	685	187	46	3 503	1 676	853	818	35
1969	556	203	248	93	69	1 169	701	345	351	18
1970	539	132	112	42	60	885	530	152	163	8
De 25 à moins de 40 ans :										
1967	1 913	721	624	322	665	4 245	1 955	982	876	63
1968	2 149	890	1 109	727	735	5 610	1 753	979	1 148	97
1969	720	185	301	381	774	2 361	732	330	488	51
1970	632	157	155	170	608	1 722	515	210	259	22
De 40 à moins de 50 ans :										
1967	1 140	533	610	451	1 483	4 217	1 132	707	749	84
1968	1 314	616	920	894	1 751	5 495	1 020	707	943	1 18
1969	512	216	428	635	1 943	3 734	554	330	640	88
1970	451	173	259	357	1 749	2 989	360	231	367	54
De 50 à 65 ans :										
1967	2 168	1 552	2 212	2 190	10 778	18 900	1 495	993	1 455	2 16
1968	2 496	1 871	3 082	3 487	10 565	21 501	1 357	1 276	1 907	2 58
1969	1 208	960	2 065	3 830	11 030	19 093	1 098	741	1 886	2 98
1970	1 218	874	1 280	2 295	11 000	16 667	638	627	1 140	2 52
Total en 1967 ...	**7 099**	**3 384**	**3 773**	**3 035**	**12 961**	**30 252**	**6 412**	**3 556**	**3 710**	**3 78**
Total en 1968 ...	**7 840**	**4 081**	**5 796**	**5 295**	**13 097**	**36 109**	**5 806**	**3 815**	**4 816**	**5 09**
Total en 1969 ...	**2 996**	**1 564**	**3 042**	**4 939**	**13 816**	**26 357**	**3 085**	**1 746**	**3 365**	**4 56**
Total en 1970 ...	**2 840**	**1 336**	**1 806**	**2 864**	**13 417**	**22 263**	**2 043**	**1 220**	**1 929**	**3 36**
	FE									
Moins de 25 ans :										
1967	1 553	766	439	144	22	2 924	1 110	763	568	23
1968	1 253	678	724	425	56	3 136	1 029	775	891	73
1969	894	378	375	233	67	1 947	1 075	750	961	77
1970	1 133	305	269	98	45	1 850	1 339	685	768	58
De 25 à moins de 40 ans :										
1967	1 134	785	671	400	336	3 326	850	643	669	66
1968	1 160	748	1 003	975	530	4 416	785	562	846	1 16
1969	669	375	601	594	664	2 903	667	469	769	1 11
1970	663	295	279	244	445	1 926	744	472	558	78
De 40 à 60 ans :										
1967	883	712	800	683	1 520	4 598	837	587	795	96
1968	1 032	761	1 307	1 273	1 833	6 206	748	555	943	1 55
1969	656	432	975	1 279	2 266	5 608	640	490	908	1 43
1970	750	431	642	670	2 221	4 714	647	500	743	1 20
Total en 1967 ...	**3 570**	**2 263**	**1 910**	**1 227**	**1 878**	**10 848**	**2 797**	**1 993**	**2 032**	**1 80**
Total en 1968 ...	**3 445**	**2 187**	**3 034**	**2 673**	**2 419**	**13 758**	**2 562**	**1 892**	**2 680**	**3 43**
Total en 1969 ...	**2 219**	**1 185**	**1 951**	**2 106**	**2 997**	**10 458**	**2 382**	**1 709**	**2 638**	**3 34**
Total en 1970 ...	**2 546**	**1 031**	**1 190**	**1 012**	**2 711**	**8 490**	**2 730**	**1 657**	**2 069**	**2 64**

(a) Recensement à la date du 30 juin. Les données comprennent les chômeurs occupés par les pouvoirs publics.
(b) Il s'agit de Bruxelles capitale, Bruxelles communes périphériques, Hal-Vilvorde, Enghien, Marcq et Petit-Enghien

…s, durée et région linguistique (a)

…MAGE

…s …us	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	De 1 à 2 ans	De 2 ans et plus	Total
…LONNE		BRUXELLES (b)						LE ROYAUME					
…28	3 505	292	47	25	3	4	371	4 000	1 499	982	218	67	6 766
…51	3 750	313	81	39	13	6	452	3 870	1 638	1 542	552	103	7 705
…96	1 676	96	17	32	14	7	166	1 353	565	631	290	172	3 011
…69	994	74	14	19	9	9	125	1 143	298	294	131	138	2 004
…21	4 969	550	142	85	53	88	918	4 418	1 845	1 585	1 010	1 274	10 132
…70	5 623	649	253	185	92	98	1 277	4 551	2 122	2 442	1 792	1 603	12 510
…75	2 939	193	63	72	78	104	510	1 645	578	861	973	1 753	5 810
…34	1 842	159	68	53	35	99	414	1 306	435	467	429	1 341	3 978
…50	4 581	282	131	95	75	192	775	2 554	1 371	1 454	1 369	2 825	9 573
…10	5 566	380	211	194	119	223	1 127	2 714	1 534	2 057	2 199	3 684	12 188
…99	4 509	191	75	119	139	259	783	1 257	621	1 187	1 660	4 301	9 026
…34	3 433	150	66	68	91	251	626	961	470	694	989	3 934	7 048
…72	11 081	573	372	366	387	1 626	3 324	4 236	2 917	4 033	4 743	17 376	33 305
…53	12 975	619	460	540	640	1 591	3 850	4 472	3 607	5 529	6 709	18 009	38 326
…82	13 389	411	268	492	759	1 697	3 627	2 717	1 969	4 443	7 571	19 409	36 109
…93	12 321	331	284	303	542	1 770	3 230	2 187	1 785	2 723	5 360	20 163	32 218
…671	**24 136**	**1 697**	**692**	**571**	**518**	**1 910**	**5 388**	**15 208**	**7 632**	**8 054**	**7 340**	**21 542**	**59 776**
…384	**27 914**	**1 961**	**1 005**	**958**	**864**	**1 918**	**6 706**	**15 607**	**8 901**	**11 570**	**11 252**	**23 399**	**70 729**
…752	**22 513**	**891**	**423**	**715**	**990**	**2 067**	**5 086**	**6 972**	**3 733**	**7 122**	**10 494**	**25 635**	**53 956**
…030	**18 590**	**714**	**432**	**443**	**677**	**2 129**	**4 395**	**5 597**	**2 988**	**4 178**	**6 909**	**25 576**	**45 248**
…S													
…45	2 723	192	66	31	10	1	300	2 855	1 595	1 038	391	68	5 947
…138	3 570	166	89	67	23	6	351	2 448	1 542	1 682	1 185	200	7 057
…356	3 915	125	50	45	25	7	252	2 094	1 178	1 381	1 031	430	6 114
…352	3 727	171	42	24	14	3	254	2 643	1 032	1 061	695	400	5 831
…621	3 444	341	162	106	53	81	743	2 325	1 590	1 446	1 114	1 038	7 513
…989	4 348	346	186	176	167	90	965	2 291	1 496	2 025	2 308	1 609	9 729
…561	4 584	222	73	108	141	101	645	1 558	917	1 478	1 853	2 326	8 132
…547	4 110	222	64	59	55	108	508	1 629	831	896	1 088	2 100	6 544
…353	5 537	466	275	297	280	758	2 076	2 186	1 574	1 892	1 928	4 631	12 211
…922	6 688	538	330	442	478	826	2 614	2 318	1 646	2 692	3 271	5 581	15 508
…816	7 305	396	245	373	510	976	2 500	1 692	1 167	2 256	3 240	7 058	15 413
…105	7 264	398	204	262	378	1 026	2 268	1 795	1 135	1 647	2 317	7 352	14 246
…019	**11 704**	**999**	**503**	**434**	**343**	**840**	**3 119**	**7 366**	**4 759**	**4 376**	**3 433**	**5 737**	**25 671**
…049	**14 606**	**1 050**	**605**	**685**	**668**	**922**	**3 930**	**7 057**	**4 684**	**6 399**	**6 764**	**7 390**	**32 294**
…733	**15 804**	**743**	**368**	**526**	**676**	**1 084**	**3 397**	**5 344**	**3 262**	**5 115**	**6 124**	**9 814**	**29 659**
…004	**15 101**	**791**	**310**	**345**	**447**	**1 137**	**3 030**	**6 067**	**2 998**	**3 604**	**4 100**	**9 852**	**26 621**

…rondissement de Soignies.

Source : Office National de l'Emploi.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES

CHAPITRE PREMIER

AGRICULTURE ET PÊCHE MARITIME

SECTION I. — AGRICULTURE

§ 1. — ETAT DES CULTURES

1. — *Conditions atmosphériques.*

Le froid et l'humidité du printemps ont provoqué un retard dans la croissance ; surtout, ils ont gêné les semailles de betteraves et la plantation de pommes de terre hâtives. Certaines parcelles qui étaient destinées au froment de printemps et à l'avoine n'ont même pas pu être ensemencées. A cause des pluies abondantes d'avril on n'a presque pas mis de bétail en pâture. Le temps favorable en mai a permis de reprendre les travaux des champs. Beaucoup de céréales d'été, de betteraves et de lin restaient à semer. Au cours du mois de juin, il y a eu une bonne température moyenne, un ensoleillement abondant et une pluviosité très faible. L'influence de ce temps exceptionnel sur l'évolution des cultures n'a cependant pas été tellement favorable. L'état des plantes était généralement bon, mais, par suite de la sécheresse, la croissance de nombreux fruits avait ralenti. Les céréales d'hiver et surtout celles de printemps ont été menacées par une maturation précoce et l'état du lin était peu prometteur en ce qui concerne la production de fibres. En juillet et août, les conditions atmosphériques ont été à peu près normales, de sorte que la récolte des céréales et des autres cultures s'est effectuée sans difficultés.

Les diverses influences du temps au cours de la période de croissance ont cependant eu, à des degrés divers, leurs répercussions sur le rendement et la qualité des produits, selon la sensibilité et les conditions critiques de la croissance de chaque végétal.

2. — *Emblavements.*

D'après les résultats du recensement agricole et horticole du 15 mai 1970, la superficie totale des emblavements des entreprises produisant pour la vente s'est élevée à 1.542.265 ha, contre 1.553.540 ha en 1969. La diminution de la

superficie emblavée s'élève donc à 11 275 ha, contre 10 909 ha, l'année précédente. Les cultures ont perdu 18 559 ha, tandis que les herbages ont augmenté de 6 893 ha.

§ 2. — SITUATION PAR SECTEUR

1. — *Cultures.*

a) *Céréales.*

Les emblavements de céréales n'ont plus atteint que 461.605 ha en 1970, en diminution de 11 100 ha ou 2,3 % par rapport à 1969. Cette évolution est due au recul très sensible du froment de printemps (— 27 538 ha) et de l'avoine (— 11 795 ha). Il a été compensé partiellement par l'avance du froment d'hiver (+ 11 880 ha) et de l'escourgeon (+ 14 060 ha). Les conditions atmosphériques favorables à l'époque des semailles des céréales d'hiver face à l'attente toujours incertaine pour procéder en temps opportun aux emblavements des céréales de printemps auront beaucoup contribué au passage d'une culture à l'autre.

Le rendement à l'ha a été, pour toutes les céréales de printemps, sensiblement moins élevé qu'en 1969. Pour le froment de printemps il a été de 2 920 kg à l'ha seulement, contre 3 470 kg l'année précédente, soit 15,9 % de moins. Etant donné la forte diminution des emblavements de cette culture et les conditions atmosphériques défavorables, la récolte a été globalement inférieure de plus de 40 %. Le rendement moyen à l'ha du froment d'hiver a été aussi remarquable qu'en 1968 et il a généralement été de bonne qualité. La récolte a progressé de près de 20 %. La production totale de froment a fléchi de 6 %, elle a été de 707 526 t. La diminution des emblavements de seigle et le faible recul du rendement à l'ha ont provoqué un fléchissement de 12 % de la production. Le rendement à l'ha de l'escourgeon a été très satisfaisant et un peu plus élevé qu'en 1969 (+ 5,7 %). L'accroissement de la superficie consacrée à cette culture a entraîné une augmentation de 68 097 t de la production, soit 47 %. La production d'orge a diminué de 24 % par suite des mauvaises conditions lors des semailles et lors de la croissance. La production d'avoine n'a atteint que 69 % de celle de 1969. Le rendement à l'ha de cette culture a été particulièrement mauvais et les emblavements ont diminué de 14 %.

Après avoir évolué moins favorablement en 1969, les prix des céréales ont pu se rétablir en 1970, grâce à la politique de soutien des exportations pratiquée par la C.E.E., et se maintenir à un niveau stable. Les mauvaises récoltes d'orge de brasserie et d'avoine notamment ont aussi stimulé la hausse des prix.

b) *Légumes à cosse récoltés secs, plantes industrielles, plantes racines et tuberculifères.*

La superficie réservée aux légumes à cosse récoltés secs a été réduite de 1 000 ha. Le recul a été dû surtout à une diminution des emblavements de pois et de féveroles.

La production de haricots (1 418 t) et de pois (13 137 t) est demeurée à peu près inchangée par rapport à 1969. L'écart est considérable pour les féveroles dont la production a fléchi de 5 220 t à 2 712 t.

La superficie globale réservée aux plantes industrielles a diminué de 7 340 ha. Ce recul est imputable presque exclusivement à la diminution de moitié (7 400 ha) de la culture du lin. La seule augmentation de superficie relativement considérable est celle de 318 ha de la chicorée.

Le rendement des betteraves sucrières a atteint 43,1 t à l'ha, soit 8 % de moins que l'année antérieure. La teneur en sucre (15,9 %) n'est pas élevée mais on s'était attendu à moins, compte tenu des mauvaises conditions dans lesquelles s'étaient effectuées les semailles et de la période de sécheresse qui a suivi.

La production de paille de lin a été particulièrement faible, 43 053 t ou 42,5 % de celle de l'année précédente. La qualité a aussi été moindre.

La production de chicorée a, grâce notamment à l'extension des emblavements, progressé de 30 %.

Les prix moyens de toutes les plantes industrielles ont haussé par rapport à l'année antérieure. Pour le lin, l'avance est même de 29 %.

La superficie totale occupée par les plantes racines et tuberculifères en culture principale a diminué de 34 585 ha à 33 367 ha. Ce fléchissement est dû à la diminution des emblavements de betteraves fourragères et mi-sucrières (— 1 367 ha). La production de betteraves fourragères a atteint 2 965 861 t soit 175 670 t de moins qu'en 1969. La récolte de plantes fourragères à racines a une importance relative moins grande, mais elle a augmenté de 22 %, grâce notamment à une légère extension des emblavements.

La superficie plantée de pommes de terre a augmenté au total de 3 907 ha en 1970. Ceci rompt la tendance à la diminution des superficies, enregistrées au cours des dernières années. Il y a un gain de 5 063 ha (+ 55,6 %) pour les pommes de terre tardives, des pertes de 913 ha pour les mi-hâtives et de 243 ha pour les hâtives.

A la suite surtout des changements divergents survenus dans les superficies cultivées, les rapports entre les productions des trois catégories ont été considérablement modifiés. Les productions de pommes de terre hâtives (58 787 t) et mi-hâtives (876 329 t) ont fléchi respectivement de 24,5 % et de 2,7 %, tandis que celle des pommes de terre tardives (438 249 t) a augmenté de 60 %. Le rendement à l'ha des pommes de terre hâtives a diminué de 19,1 %, tandis que celui des mi-hâtives et des tardives a un peu augmenté.

L'indice des prix des pommes de terre a haussé de 38,4 points jusqu'au niveau 153,0, qui est plus du triple de l'indice de 1968. Si le prix annuel moyen est plus élevé qu'en 1969, cela est dû aux prix beaucoup plus élevés du premier semestre qui ont été suivis, après la nouvelle récolte, par un fléchissement graduel dû à la production excédentaire de 1970.

c) *Fourrages verts et herbages.*

La superficie consacrée aux fourrages verts a de nouveau augmenté en 1970 (+ 3 810 ha), grâce surtout à l'extension de 7 173 ha de la culture du maïs à ensiler, et en dépit du recul de la culture du trèfle et de la luzerne (— 2 203 ha).

Les rendements du trèfle ont été moins élevés qu'en 1969, aussi bien pour la première coupe que pour la deuxième, tandis que pour la luzerne, il a été un peu moins élevé pour la première coupe et un peu plus élevé pour la deuxième. En contrepartie de la diminution de la production de trèfle et de luzerne, il y a eu un important accroissement de 360 000 t de la production de maïs à ensiler par rapport à l'année précédente.

La superficie totale des prairies a augmenté contrairement aux dernières années, cette augmentation est de 6 893 ha. Elle a atteint 794 733 ha, dont 225 867 pour les prairies à faucher (+ 5 709 ha) et 568 866 pour les prairies à pâturer (+ 1 184 ha).

2. — *Elevage.*

a) *Généralités.*

Le nombre des chevaux agricoles continue de décroître ; par rapport à 1969 il a diminué de 11,2 % et il ne s'élevait plus qu'à 67 433. Le recul se situe surtout du côté des chevaux de trait.

Le cheptel bovin a atteint 2 714 789 unités (+ 0,06 %). Les vaches laitières n'ont pas participé à cette progression et elles ont diminué de 38.400 unités. Ce nombre comprend sûrement pour une bonne part les vaches laitières qui ont été éliminées avec les primes de la C.E.E.. Tandis que le nombre des veaux de moins de 3 mois a augmenté de 10 %, celui des jeunes de 3 mois à 1 an a fléchi légèrement (— 7 769), il s'agit surtout de femelles. Parmi les bovidés de 1 à 2 ans, dont le nombre a augmenté de 35 261, on constate aussi une évolution divergente entre le nombre des génisses, qui diminue (— 76 344) et celui des animaux à l'engrais qui augmente de 191 957 à 300 605 et dont 1/3 sont des femelles. La même évolution divergente apparaît pour les bovidés de 2 ans et plus : le nombre des génisses fléchit et le nombre des bovidés à l'engrais augmente. Il en découle clairement que l'on veut utiliser l'extension du cheptel bovin pour accroître la production de viande plutôt que celle de lait.

Le cheptel porcin a augmenté de 30,9 % et a atteint un total de 3 835 392 unités. Cette progression ne doit pas être considérée comme une réaction passagère à une situation favorable du marché mais comme une évolution permanente et régulière. Ceci ressort de la répartition de l'accroissement dans toutes les catégories d'âge et de sexe, en outre l'augmentation du nombre des truies est de près de 37 %. Ceci rend probable, à court terme, une nouvelle extension du cheptel et de la production.

La production de volailles a pris de l'extension aussi bien en Belgique que dans les autres pays de la Communauté. L'augmentation de 12 % de la production est due à la progression du nombre des poulets de chair qui ont été mis, au cours des dix premiers mois de l'année, à la disposition de l'élevage. Il faut en outre signaler que la crise du marché des œufs a entrainé l'abattage massif de poulettes, mises prématurément à la réforme, en vue de freiner l'offre excédentaire.

b) *Production de viande.*

Le poids des bovidés adultes fournis comme bétail de boucherie a augmenté de 5,3 % en 1970. L'augmentation du nombre des veaux abattus est de 4,7 %.

Par rapport à l'année précédente, la production de chevaux de boucherie a diminué de 4,3 %. La production de porcs a progressé de 25,2 %. L'accroissement de la production de bovidés pour la boucherie, stimulée notamment par les primes accordées pour l'abattage des vaches a certainement influencé défavorablement l'évolution des prix.

La hausse de l'indice des prix des chevaux (+ 23,8 points) et des moutons (+ 10,7 points) indique un intérêt accru de la consommation. Les prix des porcs ont en moyenne accusé pour l'année un recul de 7,3 % sur ceux de 1969. Ceux des poulets n'ont pas non plus été favorables. Par rapport à l'année précédente, le prix moyen des poulets à rôtir a diminué de 2,8 % et celui des poules à bouillir a même fléchi de 10,9 %.

c) *Production d'œufs et de produits laitiers.*

La vente de poules pondeuses a augmenté en 1969 de 30 % par rapport à 1968, de sorte que la production d'œufs a très fortement augmenté l'année dernière. Au cours de 1970, la vente de poules pondeuses a diminué de 10 à 12 %. La production d'œufs sera donc plus faible en 1971.

A la suite des abattages subsidiés de vaches laitières et d'un début de saison défavorable pour la production du lait, la production de produits laitiers a diminué de 3,3 %.

Les prix du lait et du beurre ont été dans l'ensemble un peu plus élevés qu'en 1969. Le prix des gros œufs a fléchi de 17,7 % et celui des moyens de 25,0 %. Comme pour la volaille mais de manière beaucoup plus sensible, l'augmentation de la production d'œufs et les difficultés de son écoulement constituent les causes d'une crise dont on ne peut pas encore tout à fait prévoir la solution.

3. — *Horticulture.*

La superficie totale consacrée à l'horticulture a été de 53 232 ha en 1970, en recul de 6 110 ha. Cette évolution est due surtout à la forte diminution de

l'étendue de la culture fruitière de plein air, commercialisée (— 6 319 ha), conséquence de l'octroi de prime pour la suppression des vieux vergers.

La production de légumes en plein air pour la vente a enregistré une augmentation de 1 665 ha. Les cultures sous verre pour la vente ont augmenté de 74 ha. La surface des cultures horticoles destinées à la consommation du ménage de l'exploitant a diminué de 1 523 ha par suite de la réduction de moitié dans ce secteur de l'étendue de la culture fruitière de plein air.

Une superficie plus grande et un rendement accru ont provoqué une augmentation du volume de la production pour la plupart des légumes. Outre la consommation traditionnelle de légumes par les ménages, il y a eu, en réponse à une offre considérable, une importante demande de l'industrie de transformation : soit pour la mise en boite soit pour la fabrication de soupe en paquet ou sous une autre forme.

La production fruitière destinée à la commercialisation n'a diminué que de 4 %, en dépit d'une réduction de 27,5 % de la surface des cultures. Ceci signifie que le rendement moyen a été 27 % plus élevé qu'en 1969.

La production de pommes a été beaucoup plus faible que la saison précédente, on peut s'attendre en conséquence à des possibilités de vente accrues d'autant plus que sur le Marché commun le stock de pommes sera aussi moins important. La récolte de poires a été excédentaire, aussi bien en Belgique que dans les états membres, de sorte que des quantités considérables n'ont pas été mises sur le marché. La récolte de cerises a été peu rémunératrice ; une partie n'a même pas été cueillie. La situation n'a pas été plus brillante pour les fraises et les groseilles.

§ 3. — ECONOMIE AGRICOLE

1. — *Emploi.*

Au recensement du 15 mai 1970, l'agriculture occupait 289 899 personnes, contre 296 376 en 1969, soit un recul de 2,2 %. On constate un accroissement du personnel temporaire. Il s'agit d'un phénomène exceptionnel qui découle vraisemblablement d'un fléchissement trop rapide du nombre des travailleurs permanents, ceux-ci étant remplacés en partie par des non permanents. A la suite du départ de travailleurs agricoles permanents vers d'autres secteurs un certain nombre de travailleurs non agricoles se sont fait embaucher à temps partiel dans l'agriculture, dans des spéculations non liées au sol, comme l'élevage des porcs, la production d'œufs et l'élevage des poulets de chair. La tendance à la diminution de la population agricole active va persister à l'avenir. La pression sur le secteur agricole continue à la suite de l'amélioration des structures de la production et de l'accroissement de la productivité.

Les rémunérations des ouvriers agricoles ont haussé en 1970 par suite de leur liaison à l'indice des prix, de la réduction de la durée du travail et du relè-

vement du salaire de base. Pratiquement, elles ont enregistré une avance similaire à celle des salaires des autres secteurs de l'activité économique où, généralement, des revendications importantes ont été émises.

2. — *Investissements.*

Par suite des taux d'intérêts élevés, appliqués depuis 1969, moins de crédits ont été demandés par les agriculteurs. Ils ont terminé les travaux qu'ils avaient commencé mais ils sont devenus plus prudents dans l'élaboration de nouveaux projets.

Les engagements contractés pour l'édification de bâtiments agricoles, pour des travaux d'amélioration et d'équipement, ont encore été plus nombreux au cours du premier semestre de 1970, mais ensuite il y a eu une tendance au fléchissement de l'activité.

Le volume des ventes d'outillage agricole diminue ou stagne, de grandes quantités ont en effet été achetées au cours des années antérieures. Dans la plupart des catégories d'outillage c'est surtout du matériel de remplacement qui est acheté.

Les travaux de drainage ne concernent que peu d'étendues. Ici aussi, les taux d'intérêt élevés sur le capital emprunté jouent un rôle de freinage.

3. — *Commerce extérieur.*

La valeur des exportations de produits agricoles et horticoles a accusé en 1970 une augmentation de 20,8 % par rapport à l'année précédente, atteignant 28,9 milliards de francs, soit 5,0 % de l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L. Les exportations de produits du règne animal (+ 28,9 %) ont progressé plus rapidement que celles de végétaux (+ 12,6 %).

Les importations ont aussi augmenté dans une mesure non négligeable (+ 21,4 %), s'élevant à 39,2 milliards de francs, ou 6,9 % de l'ensemble des importations de l'U.E.B.L.

4. — *Evolution des prix.*

L'indice global des prix obtenus par les cultivateurs a fléchi de 116,3, en 1969, à 115,9 (indice provisoire) en 1970. Ce fléchissement contraste nettement avec le relèvement de 5,4 % entre 1968 et 1969. Le frein à la hausse a été dû à l'indice des prix des produits animaux, qui a fléchi de 4,7 points. L'indice des produits végétaux a haussé de 15,6 points. Celui des produits de l'élevage a toutefois une influence plus forte sur l'indice global que celui des produits végétaux, de sorte que l'influence combinée des deux a fait fléchir l'indice général de 0,43 point.

L'agitation apparue parmi les cultivateurs, qui émettent des revendications auprès des autorités de la C.E.E. en vue d'obtenir de meilleurs prix pour certains produits agricoles est un nouvel élément qui ne doit pas être sous-estimé.

5. — *Evolution des revenus.*

En ce qui concerne les produits des cultures, les rendements de toutes les cultures d'été ont été insuffisants et, en dépit de la hausse des prix, le revenu brut a diminué.

La valeur de la production animale qui, en 1970, a représenté 69,58 % de la valeur totale de la production finale, a été un peu plus élevée que l'année précédente. Ce mouvement est imputable à la production de viande et particulièrement à celle de viande porcine, tandis que la production laitière a fléchi par suite de l'abattage subsidié de vaches laitières.

La valeur de la production du secteur horticole a augmenté. La perte subie pour la récolte fruitière a été largement compensée par l'augmentation de la valeur de la production de légumes et des autres produits horticoles.

Les coûts de production ont sensiblement haussé par suite des tendances inflatoires qui ont persisté toute l'année. En conséquence, les revenus agricoles ont été en 1970 moins élevés que l'année précédente.

1970 a donc été une année particulièrement mauvaise pour l'agriculture.

*
* *

Sur le plan communautaire la conjoncture agricole a été influencée par le plan Mansholt, dont le contenu a été longuement discuté au cours des séances du Conseil des Ministres de l'Agriculture et qui a provoqué de nombreuses autres manifestations agricoles.

Le plan Mansholt s'est concrétisé par l'octroi de primes d'arrachages pour les arbres et de primes d'abattage pour les vaches, ce qui a influé sur l'offre de viande bovine au cours de l'année. En outre, la production laitière a été influencée par les abattages de vaches et par la reconversion d'entreprises agricoles des produits laitiers à la viande.

Les problèmes posés par l'inflation, les taux d'intérêt élevés et le malaise persistant dans la balance des paiements des Etats-Unis ont une influence défavorable sur la conjoncture générale qui est certainement néfaste pour l'agriculture.

SECTION II. – PÊCHE MARITIME

Le poids total des prises déchargées dans les ports belges a accusé de nouveau un recul sensible en 1970 (— 7,2 %). Les prix, par contre, ont haussé, de sorte que la valeur globale des apports de poissons a accusé une augmentation de 12,7 %. Les apports ont augmenté seulement pour les poissons pélagiques et les crustacés et mollusques, tandis que le recul s'est manifesté surtout pour la catégorie la plus importante, c'est-à-dire les poissons de fond.

Les importations aussi bien que les exportations, ont augmenté, en valeur, de 21,6 %. Les importations dépassent les exportations de 87 millions de francs.

★
★ ★

Superficies cultivées

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Céréales	502,6	486,4	481,1	472,7	461,6	— 2,3
Légumes à cosse récoltés secs	9,0	8,2	7,6	7,6	6,6	— 13,2
Plantes industrielles	92,3	94,5	107,3	108,7	101,4	— 6,7
Plantes racines et tuberculifères	89,6	91,1	81,3	77,2	79,8	+ 3,4
Fourrages verts	36,9	36,6	32,6	33,8	37,6	+ 11,2
Prés et prairies	794,6	794,3	791,3	787,8	794,7	+ 0,9
Cultures maraîchères	20,8	22,2	22,3	25,6	27,4	+ 7,0
Cultures fruitières	32,7	31,5	30,1	29,1	21,1	— 27,5
Autres cultures	11,6	12,7	10,8	11,0	12,1	+ 10,0
Total général des cultures...	**1 590,1**	**1 577,5**	**1 564,4**	**1 553,5**	**1 542,3**	**— 0,7**

Source : Institut National de Statistique.

Céréales

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Céréales panifiables	**244,2**	**228,6**	**232,1**	**224,4**	**207,4**	**— 7,6**
Froment	210,7	197,1	200,8	196,9	181,2	— 8,0
dont : Froment d'hiver et alternatif	*93,8*	*74,7*	*110,1*	*104,0*	*115,8*	*+ 11,3*
Froment de printemps	*116,9*	*122,4*	*90,7*	*92,9*	*65,4*	*— 29,6*
Seigle	29,0	26,4	26,0	21,3	19,9	— 6,6
Epeautre	3,8	4,2	4,6	5,1	5,6	+ 9,8
Méteil	0,7	0,9	0,7	1,1	0,7	— 36,4
Céréales non panifiables	**258,4**	**257,8**	**249,0**	**248,3**	**254,2**	**+ 2,4**
Orge	159,7	153,1	152,9	154,6	169,7	+ 9,8
dont : Escourgeon	*25,1*	*27,1*	*33,0*	*36,3*	*50,3*	*+ 38,6*
Orge d'été	*134,6*	*126,0*	*119,9*	*118,3*	*119,4*	*+ 0,9*
Avoine	90,6	95,8	86,4	83,6	71,9	— 14,0
Maïs pour la graine	0,5	0,6	0,7	0,8	1,9	+137,5
Autres	7,6	8,3	9,0	9,3	10,7	+ 15,1
Total des céréales...	**502,6**	**486,4**	**481,1**	**472,7**	**461,6**	**— 2,3**

Source : Institut National de Statistique.

Plantes industrielles

Superficies totales recensées

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Plantes industrielles de grande culture :	En milliers d'hectares					
Betteraves sucrières	66,5	77,9	89,5	89,9	89,7	— 0,2
Lin	23,6	14,0	14,6	15,6	8,2	—47,4
Plantes industrielles de moyenne et petite culture :	En hectares					
Chicorée à café	741	778	994	1 104	1 422	+28,8
Tabac	637	506	569	593	570	— 3,9
Houblon	842	913	923	910	971	+ 6,7
Colza	43	453	647	531	478	—10,0
Autres cultures industrielles	43	40	58	60	49	—18,3

Source : Institut National de Statistique.

Plantes racines et tuberculifères

Superficies totales recensées

(en milliers d'hectares)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Pommes de terre hâtives	4,2	4,6	4,2	3,6	3,4	— 5,6
Pommes de terre mi-hâtives	36,4	38,0	33,2	30,0	29,1	— 3,0
Pommes de terre tardives	11,0	11,7	9,8	9,0	14,0	+55,6
Betteraves fourragères et mi-sucrières	37,4	36,0	33,6	34,1	32,7	— 4,1
Autres	0,6	0,8	0,5	0,5	0,6	+20,0
Total ...	**89,6**	**91,1**	**81,3**	**77,2**	**79,8**	**+ 3,4**

Source : Institut National de Statistique.

Cultures fruitières

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Cultures fruitières de plein air	**32 689**	**31 491**	**30 149**	**29 054**	**21 096**	**— 27,4**
Pour la vente	*28 767*	*27 710*	*26 880*	*25 902*	*19 583*	*— 24,4*
Vergers à hautes tiges :	18 046	16 338	15 004	13 957	} 18 379	— 25,9
Vergers à basses tiges :	9 640	10 353	10 770	10 860		
Fraises	854	811	837	895	1 027	+ 15,9
Fruits à baies et framboises	227	208	209	190	177	— 6,8
Pour consommation familiale	*3 922*	*3 781*	*3 269*	*3 152*	*1 513*	*— 52,0*
Cultures fruitières sous verre pour la vente	**500**	**484**	**468**	**444**	..	..
Pêches	3	3	3	3	..	..
Fraises	50	56	57	63	..	..
Raisins	442	422	405	377	..	..
Autres fruits	5	3	3	1	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Cultures maraîchères

Superficies totales recensées

(en hectares)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Cultures maraîchères de plein air	**20 751**	**22 158**	**22 321**	**25 647**	**27 428**	**+ 6,9**
Pour la vente	*18 021*	*19 569*	*19 959*	*23 463*	*25 128*	*+ 7,1*
Pois verts	7 283	8 508	8 933	11 262	..	..
Haricots verts	2 111	1 867	1 457	2 087	..	..
Tomates	237	230	224	194	..	..
Chicorées (witloof)	3 381	3 541	3 710	3 825	..	..
Asperges	365	286	238	261	..	..
Choux-fleurs	600	636	625	626	..	..
Scorsonères	767	1 091	1 467	1 764	..	—
Autres légumes	3 277	3 410	3 305	3 484	..	..
Jardins potagers (consommation familiale)	*2 730*	*2 589*	*2 362*	*2 184*	*2 300*	*+ 5,3*
Cultures maraîchères sous verre pour la vente	**660**	**696**	**740**	**787**	..	..
Tomates	520	568	580	639	..	..
Autres légumes	140	128	160	148	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Evolution des rendements de certaines cultures

Production moyenne par hectare

(en quintaux métriques)

CULTURE	1966	1967	1968	1969	1970	Différence en % de 1969 à 1970
Froment d'hiver	30,1	45,2	44,4	41,5	44,6	+ 7,5
Froment de printemps	31,0	39,4	37,8	34,7	29,2	— 15,9
Seigle	25,1	32,8	32,0	32,7	30,8	— 5,8
Escourgeon	31,0	43,4	44,7	40,2	42,5	+ 5,7
Orge	30,2	39,9	35,4	34,6	26,1	— 24,6
Avoine	32,1	37,4	36,1	33,6	27,0	— 19,6
Maïs cultivé pour la graine	44,2	46,7	45,0	47,8	51,8	+ 8,4
Pois secs	25,6	35,9	29,2	28,4	29,0	+ 2,1
Betteraves sucrières	388,6	464,0	458,6	468,9	431,3	— 8,0
Lin (paille)	61,1	68,2	67,0	65,0	52,6	— 19,1
Chicorée à café	388,5	404,3	395,9	392,5	396,9	+ 1,1
Pommes de terre tardives	277,4	338,2	293,2	305,9	312,7	+ 2,2
Pommes de terre mi-hâtives	245,9	317,5	295,2	300,6	301,6	+ 0,3
Pommes de terre hâtives	194,5	215,9	195,6	213,7	172,8	— 19,1
Betteraves fourragères	795,5	962,5	964,2	921,0	905,8	— 1,7
Trèfle ordinaire (foin)	51,6	51,5	48,0	54,5	48,8	— 10,5
Luzerne (foin)	55,8	59,3	58,7	58,2	55,2	— 5,1
Foin de prairies permanentes	50,7	50,4	48,6	52,6	47,4	— 9,9

Source : Institut National de Statistique.

Production agricole

(en milliers de quintaux métriques)

CULTURE	1966	1967	1968	1969	1970
Froment d'hiver	2 872,6	3 449,9	4 959,2	4 314,6	5 166,8
Froment de printemps	3 628,7	4 831,7	3 434,2	3 223,5	1 908,5
Seigle	756,3	901,1	869,8	697,4	612,6
Escourgeon	780,4	1 181,8	1 483,1	1 457,9	2 138,9
Orge	4 079,5	5 044,4	4 261,3	4 094,6	3 115,7
Avoine	2 933,6	3 613,6	3 148,2	2 807,5	1 943,0
Maïs cultivé pour la graine	25,6	29,6	34,8	41,4	98,6
Pois secs	158,3	186,0	147,9	139,7	131,4
Betteraves sucrières	25 857,4	36 151,2	41 075,9	42 167,7	38 682,4
Lin (paille)	1 439,3	955,8	979,8	1 012,4	430,5
Chicorée à café	291,0	317,8	396,7	433,3	564,4
Pommes de terre tardives	3 787,1	4 849,5	3 659,4	2 738,4	4 382,5
Pommes de terre mi-hâtives	9 963,9	13 384,9	10 996,8	9 008,7	8 763,3
Pommes de terre hâtives	997,4	1 200,6	1 005,6	778,9	587,9
Betteraves fourragères	30 316,5	35 340,1	33 034,5	31 415,3	29 658,6

Source : Institut National de Statistique.

Institut National du Crédit Agricole

Opérations annuelles

(en millions de francs)

DESIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Achat de terres et de fermes	361,7	237,9	404,5	506,9	467,9	367,5
Achat de matériel	671,1	636,1	429,1	417,9	356,8	221,1
Reprise d'exploitations agricoles	263,6	170,8	268,6	319,3	348,8	276,9
Construction de bâtiments ruraux	176,6	244,4	326,7	454,4	575,9	557,1
Travaux d'amélioration et d'équipement	35,1	25,2	43,4	60,1	59,5	55,5
Drainage	22,1	28,1	28,8	35,5	17,1	19,2
Total ...	**2 170,4**	**2 335,5**	**2 451,3**	**3 577,5**	**3 624,6**	**2 735,4**
Total moyen d'intérêt	*5,39*	*5,50*	*5,76*	*6,00*	*6,45*	*6,90*
Encours net du 31 décembre	**6 310,8**	**6 962,8**	**7 899,0**	**9 431,9**	**9 865,4**	**10 142,6**

Source : Institut National de Crédit Agricole.

Cheptel

(en milliers d'unités)

CATÉGORIE D'ANIMAUX	15 décembre 1967 Total	1 décembre 1968 Total	1 décembre 1969 Total	1 décembre 1970 Total
Chevaux agricoles	**78,8**	**81,0**	**75,9**	**67,4**
Bovidés :				
Vaches laitières	1 039,6	1 067,2	1 066,4	1 028,0
Autres bovidés	1 571,0	1 606,3	1 646,6	1 686,7
Total des bovidés ...	**2 610,6**	**2 673,5**	**2 713,0**	**2 714,7**
Porcs	**2 392,3**	**2 504,3**	**3 094,0**	**3 835,3**

Source : Institut National de Statistique.

Production nette de viande indigène (a)

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Production de viande							Abats comestibles (d)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1964.	160,4	20,8	230,2	6,7	1,0	99,3	518,4	35,5	553,9
1965.	167,4	18,8	259,6	7,0	1,1	104,4	558,3	37,4	595,7
1966.	187,3	20,3	289,1	5,1	1,4	102,7	605,9	41,6	647,5
1967.	180,0	19,5	328,3	3,9	1,5	111,8	645,0	43,2	688,2
1968.	185,8	20,4	359,7	3,7	1,0	101,2	671,8	45,0	716,8
1969.	202,5	25,3	398,5	3,4	0,9	115,0(e)	745,6 (e)	44,9	790,5(e)
1970. (f)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Ministère de l'Agricuture.

(a) Compte tenu des coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme évalués à 22.464 t pour les porcs. Pour les moutons environ 40 t.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Y compris les abattages à la ferme évalués à 1 248 t.
(e) Données provisoires
(f) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

Consommation de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Consommation de viande							Abats comestibles (b)	Total général
	Viande bovine	Viande de veau	Viande porcine (b)	Viande chevaline	Viande ovine et caprine (b)	Autre viande (c)	Total		
1964.	203,7	21,0	238,9	33,4	4,3	86,5	587,8	43,6	631,4
1965.	198,3	19,3	274,5	36,1	4,4	85,0	617,6	39,9	657,5
1966.	205,5	20,9	282,9	32,4	4,6	77,2	623,5	54,5	678,0
1967.	211,6	22,8	296,1	32,8	4,9	83,4	651,6	56,2	707,8
1968.	216,8	23,7	309,9	32,0	5,4	79,7	667,5	56,3	723,8
1969(d)	224,3	26,0	313,4	33,7	6,4	69,4	673,2	60,1	733,3
1970(e)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Ministère de l'Agriculture.

(a) Compte tenu de coefficients correcteurs établis par le Ministère de l'Agriculture ce qui modifie les données des années antérieures.
(b) Y compris les abattages à la ferme.
(c) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(d) Données provisoires pour les autres viandes, le total et le total général.
(e) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

Solde d'importations et d'exportations de viande (a)
(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Viande							Abats comestibles	Total général
	bovine	de veau	porcine	chevaline	ovine et caprine	Autre (b)	Total		
1964.	— 43,3	— 0,2	— 8,7	— 26,7	— 3,3	+12,8	— 69,4	— 8,1	— 77,5
1965.	— 30,9	— 0,5	— 14,9	— 29,1	— 3,3	+ 19,4	— 59,3	— 2,5	— 61,8
1966.	— 18,2	— 0,6	+ 6,2	— 27,3	— 3,2	+25,5	— 17,6	—12,9	— 30,5
1967.	— 31,6	— 3,2	+ 32,2	— 28,9	— 3,4	+28,5	— 6,4	—13,0	— 19,4
1968.	— 30,9	— 3,3	+ 49,7	— 28,3	— 4,5	+21,5	+ 4,2	—11,4	— 7,2
1969.	— 21,7	— 0,7	+ 85,1	— 30,3	— 5,6	+18,6	+ 45,4	—15,2	+ 30,2
1970(c)	..	..	..	..	..	..	..	..	..

(a) Y compris les animaux sur pied en poids abattu. Importations (—); exportations (+).
(b) Autre viande : volailles, lapins, gibiers, pigeons.
(c) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

Source : Ministère de l'Agriculture.

Beurre
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (b)
Production	85,3	88,7	85,3	87,1	97,7	97,9	91,5
Beurre de laiterie	50,0	57,3	60,3	64,3	76,2	73,5	67,5
Beurre de ferme ..	35,2	31,4	25,1	23,5	21,5	24,4	24,0
Solde d'importations ou d'exportations (U.E.B.L.) (a)	— 12,6	+ 10,5	—9,9	—9,7	—1,7	+5,4	+6,5

(a) Importations (—); exportations (+).
(b) Données provisoires.

Sources : Ministère de l'Agriculture.
Institut National de Statistique.

Importations et exportations de produits agricoles (a)

ANNÉE	Produits animaux		Produits de grandes cultures		Produits horticoles		Total	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS							
1964	214,0	6 234,5	2 643,3	9 546,3	489,7	3 847,5	3 347,0	19 628,3
1965	230,9	7 024,5	3 088,1	11 220,8	564,1	4 787,2	3 883,1	23 032,5
1966	231,9	7 283,6	3 666,9	13 171,6	506,7	4 998,6	4 405,5	25 453,8
1967	294,0	8 869,5	3 592,9	13 585,6	621,1	5 615,0	4 508,0	28 070,1
1968	293,0	9 563,9	3 168,7	13 298,1	644,9	5 468,4	4 106,6	28 330,4
1969	282,6	10 342,4	3 698,1	15 416,8	793,9	6 557,8	4 774,6	32 317,0
1970	321,5	12 157,4	4 601,9	20 089,0	877,6	6 976,4	5 801,0	39 222,8
	EXPORTATIONS							
1964	132,7	3 793,3	583,9	2 141,1	297,1	3 178,0	1 013,7	9 112,4
1965	226,5	6 716,0	761,1	2 690,2	255,8	3 308,5	1 243,4	12 714,7
1966	251,2	7 281,9	622,4	2 423,4	243,6	3 626,0	1 117,2	13 331,3
1967	355,4	10 865,4	523,9	2 037,1	306,4	4 116,5	1 185,7	17 019,0
1968	424,9	12 389,3	715,9	2 957,5	284,8	4 189,6	1 425,6	19 536,4
1969	440,2	14 735,2	917,3	4 192,3	329,5	5 002,1	1 687,0	23 929,6
1970	572,8	18 991,8	964,0	4 722,6	355,9	5 183,6	1 892,7	28 898,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) Le tableau ci-dessus comprend les chapitres 1, 2 et 4 de la section I et les chapitres 6, 7, 8, 10 ainsi qu'une partie du chapitre 12 de la section II du tarif Benelux. Il comprend en outre le n° 5401.00 + 5401.10 (lin brut). Sont donc exclus de ce tableau les poissons, ainsi que les produits exotiques qui n'entrent pas en concurrence avec une production belge similaire.

Importations et exportations de produits horticoles

ANNÉE	Légumes (a)		Fruits comestibles		Plantes vivantes et produits de la floriculture	
	Quantité en milliers (de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
	IMPORTATIONS					
1964	145,0	879,8	338,2	2 746,2	6,5	221,6
1965	168,1	1 018,7	387,8	3 544,5	8,1	224,0
1966	76,1	856,2	422,1	3 909,6	8,5	232,8
1967	190,0	1 239,2	421,9	4 118,0	9,3	257,8
1968	225,2	1 440,2	410,0	3 746,7	9,7	281,5
1969	335,7	1 828,1	447,6	4 374,9	10,6	354,8
1970	397,7	2 164,0	464,7	4 386,7	15,1	425,8
	EXPORTATIONS					
1964	160,6	1 580,3	109,6	725,8	26,9	871,9
1965	157,2	1 650,2	68,8	670,0	29,8	988,3
1966	149,5	1 858.9	62,8	697,2	31,4	1 069,9
1967	170,3	2 023,6	102,8	977,1	33,2	1 115,8
1968	171,3	2 253,5	79,7	837,2	34,5	1 098,9
1969	184,6	2 485,4	106,3	1 258,6	38,6	1 258,1
1970	209,5	2 560,5	106,4	1 231,6	40.0	1 391,4

Source : Institut National de Statistique.

(a) A l'exclusion des légumes à cosse secs.

Arrivages de poissons

Quantité

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1964	37,9	7,8	1,9	47,7
1965	44,3	2,1	1,7	48,1
1966	43,2	2,1	2,0	47,3
1967	48,5	1,0	2,1	51,6
1968	53,4	0,6	1,9	55,9
1969	46,6	1,1	2,3	50,0
1970	42,5	1,4	2,5	46,4

Source : Institut National de Statistique.

Arrivages de poissons

Valeur

(en millions de francs)

ANNÉE	Poissons de fond	Poissons pélagiques	Crustacés et mollusques	Total
1964	535,5	20,0	44.2	599,8
1965	622,4	12,1	55,4	689,9
1966	612,3	10,1	61,2	683,7
1967	712,3	5,5	64,7	782,5
1968	724,3	3,5	70,8	798,6
1969	737,7	6,8	76,4	820,9
1970	837,3	8,1	80,3	925,7

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques (a)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)	Quantité (en milliers de tonnes)	Valeur (en millions de francs)
1964	73,5	1 063	16,6	393
1965	77,2	1 220	20,2	503
1966	81,3	1 311	24,0	548
1967	75,6	1 294	25,5	620
1968	81,2	1 390	29,1	687
1969	82,8	1 598	27,3	707
1970	85,9	1 946	29,4	859

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ce tableau comprend le chapitre 3 de la section I du tarif Benelux.

CHAPITRE II

INDUSTRIE

SECTION I. – APERÇU GÉNÉRAL DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE

Une comparaison internationale au sein du Marché commun de l'évolution de la production industrielle en 1970 montre que la Belgique vient en deuxième position après les Pays-Bas en ce qui concerne le taux de croissance réalisé. L'industrie transformatrice enregistre des progrès moins vigoureux et son expansion reste même en-dessous de la moyenne C.E.E.

Ce mouvement s'explique par le caractère dynamique de l'industrie de la construction en 1970, année pour laquelle le niveau d'activité se situe 15 % plus haut que l'année précédente ; l'introduction de la T.V.A. et l'exécution d'un grand nombre de travaux publics — le fait que durant le dernier trimestre le niveau d'activité de 1969 ait été dépassé de 27,8 % — ont eu sans aucun doute une grande influence, car en 1969 la croissance était seulement de 3,7 % et, en 1968, le niveau d'activité avait fléchi de 6 % à celui de l'année précédente. Les carnets d'ordres concernant le gros-œuvre oscillaient durant toute l'année autour du même niveau tandis que les commandes concernant la construction civile fléchissaient.

Il est étonnant de constater que malgré la tendance élevée à investir durant toute l'année 1970, l'activité dans les secteurs des autres biens d'investissement n'a crû que de 3,9 % à comparer aux 18,3 % d'augmentation en 1969.

La production des matières premières et des biens intermédiaires a, en 1970, évolué d'une façon satisfaisante : la croissance a été de 9,6 % contre 8,7 % en 1969. La forte hausse de la production des biens de consommation durable de 1969 (+ 11,7 %) s'est affaiblie en 1970 pour atteindre 4,0 %.

L'industrie manufacturière, qui en 1969 avait crû de plus de 11 %, n'a plus enregistré qu'une croissance de 4,1 %. Toutefois, les commandes sont restées à un niveau normal durant toute l'année. La durée moyenne d'activité assurée, qui durant les trois premiers trimestres a atteint une moyenne de 4 mois, s'est établie à 4,2 mois durant le dernier trimestre, grâce à une forte hausse en automne : de cette manière le sommet de 1969 a été égalé. Globalement, le pourcentage des capacités de production inemployées qui, en 1969 était très faible, a augmenté un peu mais la situation est cependant considérablement différente par secteur.

Malgré une plus grande production dans le secteur des boissons, l'activité globale de l'industrie des produits alimentaires atteint presque le même taux de croissance en 1970 que l'année précédente.

La conjoncture favorable qui a régné en 1970 dans l'industrie de la construction a stimulé la demande de matériaux de construction (comme le ciment et les industries de céramique). En outre, les exportations se sont à ce point développées (surtout pour le verre) que le secteur global atteint la même croissance qu'en 1969.

De même que dans les autres pays de la C.E.E., l'activité de l'industrie du fer et de l'acier s'est graduellement affaiblie en 1970 : par suite d'une nouvelle baisse de la demande depuis le deuxième trimestre le nombre de hauts fourneaux en activité est passé de 42 en janvier à 37 en octobre ; mais à la fin de l'année lorsque les prévisions sont redevenues favorables, il est remonté à 39.

L'évolution a été nettement favorable dans le secteur des métaux non ferreux ; peut être ici aussi l'affaiblissement des écarts du marché des prix de la plupart des produits de base à usage industriel a-t-il contribué à de plus grandes possibilités d'exportation.

Durant la période 1965-1968, la croissance de l'industrie des fabrications métalliques est restée limitée à environ 2 % pour atteindre soudainement 16,3 % en 1969. En 1970, l'expansion a été d'environ 5 % ; cependant durant le troisième trimestre le niveau de l'année précédente n'a pas été atteint. Selon la fédération professionnelle de ce secteur, les fournitures globales ont augmenté de 17 % dont 10 % en volume durant l'année passée. La durée d'activité assurée à la fin de 1970 était cependant un peu plus faible qu'au début de l'année ; la moyenne mensuelle des ouvriers et employés a crû d'environ 7 %.

Le secteur le plus dynamique est celui de la construction des machines électriques appareils et accessoires (+ 8,3 %). Cependant la construction des matériaux de transport aurait connu un développement plus rapide que les 7,7 % réalisés, s'il n'y avait pas eu des grèves qui ont freiné quelque temps la production. La construction de machines a encore connu une expansion convenable (+ 4,2 %), cependant elle est restée considérablement en dessous des résultats exceptionnels qui avaient été atteints en 1969 : ceci vaut pour toutes les branches de l'industrie des fabrications métalliques.

Durant le deuxième et le troisième trimestre de 1970, l'industrie chimique a à peine atteint le niveau de l'année précédente de telle façon que pour toute l'année le rythme des progrès a fléchi jusqu'à 3,6 % contre 17,7 % en 1969. Par suite de la forte concurrence internationale le rythme d'augmentation des exportations a légèrement diminué : cependant il est resté très haut et a surpassé le pourcentage de croissance considérable des ventes globales.

Même si l'industrie textile a maintenu un niveau d'activité identique à celui de 1969, son évolution ne semble pas devoir être aussi favorable. En effet, la production des filatures et de l'industrie de la bonneterie a fléchi tandis que celle de l'industrie de la confection n'a augmenté que légèrement. Les stocks dans les filatures et dans les tissages qui dans le courant de l'année étaient très

hauts, ont baissé durant les quatre derniers mois de 1970. Des problèmes plus fondamentaux restent posés à savoir : la baisse aiguë des marges bénéficiaires, la faible croissance de la productivité et la forte augmentation des coûts horaires.

La crise structurelle de l'industrie du cuir qui semblait avoir disparu, après l'augmentation de la production en 1968 et 1969, a réapparu en 1970. Elle n'est plus limitée au secteur du cuir lourd, mais elle a touché aussi celui du cuir léger.

Dans l'industrie du papier et du carton, le secteur de la transformation est resté le plus dynamique, même si le taux de croissance par rapport aux deux années précédentes s'est affaibli. De même l'expansion de l'industrie du bois a ralenti.

En 1970 aussi, les besoins énergétiques ont connu une forte expansion ; l'offre des produits pétroliers a pourtant été très sensible aux facteurs externes tandis que l'année précédente, la vente des quelques sortes de charbon était limitée. Ces facteurs internationaux expliquent les quelques tensions entre l'offre et la demande qui ont provoqué une augmentation des prix. Les difficultés sociales dans les mines de Campine durant les deux premiers mois de 1970 ont encore accéléré cette hausse des prix.

★
★ ★

Indices bruts de la production industrielle

(1963 = 100)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)	1970 (a)	1970			
								1er trim. (a)	2e trim. (a)	3e trim. (a)	4e trim. (a)
Indice général de la production industrielle (à l'exclusion de la construction)	**107,0**	**109,0**	**111,3**	**113,0**	**119,3**	**130,8**	**138,0**	**130,3**	**140,7**	**131,5**	**149,3**
Indice général de la production industrielle (y compris la construction)	**109,2**	**110,5**	**113,1**	**115,6**	**119,5**	**129,7**	**141,0**	**135,1**	**145,4**	**132,9**	**150,6**
Indices par genre d'affectation de la production :											
Matières premières et biens intermédiaires	108,9	109,6	109,9	111,0	119,0	129,4	139,6	128,8	144,3	133,6	151,6
Biens de consommation non durables	106,1	106,2	108,1	111,6	116,0	121,6	126,4	117,3	128,0	126,7	133,4
Biens de consommation durables	106,7	110,4	115,6	117,3	123,6	138,0	142,9	142,9	143,1	132,6	152,9
Biens d'investissements (à l'exclusion de la construction)	101,9	110,5	116,3	117,7	118,9	140,7	146,0	148,2	145,6	130,3	159,9
Biens d'investissements (y compris la construction)	113,2	113,7	118,3	122,9	118,7	129,1	142,5	127,3	150,4	135,8	156,6
Construction	**118,7**	**114,5**	**118,4**	**124,7**	**117,5**	**121,9**	**140,7**	**117,2**	**151,2**	**138,7**	**155,7**

(a) Données provisoires.

Source : Institut National de Statistique.

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1969						1970					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Indice général (y compris la construction) (a)	**100,0**	**123,0**	**133,3**	**125,7**	**136,6**	**129,7**	**100,0**	**135,1**	**145,4**	**132,9**	**150,6**	**141,0**
Indice général (non compris la construction) (a)	**81,0**	**126,6**	**132,1**	**125,1**	**139,4**	**130,8**	**80,8**	**130,3**	**140,7**	**131,5**	**149,3**	**138,0**
Industries extractives	**6,2**	**72,3**	**73,6**	**62,2**	**68,5**	**69,2**	**4,0**	**55,2**	**67,1**	**60,2**	**67,5**	**63,0**
Charbonnages	*5,0*	*66,3*	*62,8*	*50,7*	*58,3*	*59,5*	*3,0*	*46,8*	*53,8*	*46,7*	*54,0*	*50,9*
Autres industries extractives	*1,2*	*107,2*	*143,3*	*139,1*	*134,4*	*131,0*	*1,0*	*109,6*	*153,4*	*150,2*	*156,1*	*142,4*
Carrières		92,2	123,3	118,8	114,6	112,2		92,6	131,7	121,8	129,4	118,9
de porphyre		124,1	156,8	155,0	162,8	149,7		131,5	178,3	164,1	188,9	165,7
de petit granit		81,0	100,1	95,1	95,1	92,8		78,8	114,9	107,9	112,6	103,5
de marbre		84,6	95,3	81,9	92,7	88,7		83,5	87,5	69,5	82,2	80,7
de grès		68,0	145,1	150,4	111,4	118,8		68,6	146,0	152,3	163,4	132,6
de sable		101,9	151,0	153,5	136,9	135,8		120,2	174,4	171,8	166,8	158,3
Ardoises		91,3	91,1	73,2	77,8	83,3		77,9	56,4	62,8	65,4	65,6
Calcaires et carbonates naturels		165,6	222,3	220,7	214,6	205,8		179,6	239,6	277,4	271,8	242,2
Industries manufacturières (a)	**74,8**	**132,8**	**138,7**	**132,4**	**147,7**	**137,9**	**76,8**	**139,6**	**146,3**	**135,0**	**153,6**	**143,6**
Industries alimentaires et fabricat. des boissons	*7,7*	*112,9*	*125,4*	*132,8*	*143,2*	*128,5*	*8,4*	*120,2*	*135,5*	*140,6*	*146,2*	*135,7*
Industries alimentaires	4,9	112,5	119,2	135,0	160,2	131,7	6,0	121,8	133,1	144,9	154,6	138,7
Confitures et produits connexes		97,6	116,2	173,0	154,0	135,2		112,8	131,4	190,6	176,5	153,0
Meuneries		97,4	95,0	91,4	90,0	93,5		94,5	92,2	96,1	96,7	94,9
Sucre		52,8	43,2	30,5	524,3	162,7		50,2	42,5	33,0	461,2	146,8
Huiles végétales et animales		145,8	152,8	124,2	137,9	140,1		152,7	150,7	118,0	150,8	143,2
Margarine		108,5	103,6	107,3	118,1	109,4		110,7	107,6	113,2	119,3	112,8
Fabrication des boissons	2,8	113,4	135,5	128,8	115,0	123,2	2,4	118,5	143,0	132,9	129,4	131,0
Brasseries		111,4	134,1	129,2	111,3	121,6		116,0	142,1	132,5	123,8	128,6
Alcool		128,8	137,2	100,5	158,8	131,2		139,2	138,1	122,3	190,7	147,5
Industrie du tabac	*0,5*	*103,4*	*115,6*	*103,1*	*100,8*	*105,5*	*0,5*	*107,1*	*116,8*	*106,5*	*114,8*	*111,3*
Industries textiles	*7,6*	*111,3*	*115,2*	*95,5*	*117,5*	*109,9*	*7,3*	*113,3*	*114,1*	*93,4*	*115,5*	*109,0*
Filature et tissage		112,8	116,5	96,6	120,4	111,6		116,3	116,5	94,4	117,7	111,0
Préparation des fibres textiles		106,0	111,3	88,9	105,7	102,9		101,5	96,2	74,4	82,3	88,5
Filatures		106,1	108,3	88,9	112,2	103,9		107,6	108,3	85,8	108,5	102,2
coton fin		87,6	93,7	74,6	97,2	88,3		89,1	94,4	72,0	95,7	87,8
cardes fileuses		76,3	87,1	79,9	90,1	83,4		87,2	90,6	77,6	90,6	86,6
cocons		80,8	75,3	58,1	72,5	71,7		77,7	74,8	66,8	76,0	73,9
laine cardée		111,6	111,4	97,2	123,2	110,8		123,6	126,9	86,0	111,8	112,0
laine peignée		140,5	139,9	113,5	141,7	133,9		141,7	136,2	111,4	144,2	133,0
lin et chanvre		93,0	92,8	80,2	95,2	90,3		92,8	91,9	71,0	85,0	85,2
jute		109,4	103,9	88,6	107,4	102,4		104,7	97,5	80,9	93,8	94,3
Tissage		117,9	123,4	103,3	127,7	118,2		125,4	125,5	104,1	129,5	121,0
Tissus de coton		87,9	89,6	74,0	92,3	86,0		88,9	88,6	73,3	90,9	85,4
Tissus de lin		101,0	105,0	91,0	109,7	101,7		105,2	105,7	73,1	81,5	91,3
Tissus de laine		102,7	109,4	91,1	111,6	103,7		113,8	111,7	90,0	116,1	107,8
Tissus de rayonne et fibres de rayonne		308,2	335,4	287,1	356,9	322,0		343,9	355,0	311,5	386,9	349,4
Tissus de jute		107,7	104,3	90,7	110,7	103,3		104,8	104,2	87,8	99,6	99,1
Bonneterie		107,0	109,9	91,4	106,7	103,7		103,2	105,2	89,0	106,6	101,0
Filatures et corderies de fibres dures		115,2	120,8	95,4	125,6	114,2		128,3	133,7	109,4	137,7	127,2
Fabrication d'articles non dénom. ailleurs		72,8	92,6	76,1	88,5	82,5		70,9	81,8	66,7	86,9	76,6

(suite page 56)

Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle (1963 = 100) (suite)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1969						1970					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Fabrication d'articles d'habillement; confection d'ouvrages divers en tissu; fabrication de chaussures ...	*3,7*	*133,3*	*132,6*	*125,4*	*129,5*	*130,2*	*3,7*	*139,3*	*130,2*	*124,3*	*134,5*	*132,0*
Articles d'habillement		149,9	152,8	145,2	150,1	149,5		163,6	154,0	148,6	162,0	157,0
Autres ouvrages en tissu		79,5	77,8	72,5	81,1	77,7		78,2	77,1	70,8	75,5	75,4
Chaussures et pantoufles		90,9	81,6	75,6	76,9	81,3		78,8	70,2	63,1	66,2	69,6
Industrie du bois et industries connexes	*3,2*	*150,7*	*159,4*	*143,9*	*163,6*	*154,4*	*4,1*	*151,3*	*162,1*	*151,5*	*180,8*	*161,5*
Industrie du papier et du carton	*1,9*	*157,7*	*159,1*	*148,5*	*168,9*	*158,5*	*1,8*	*171,6*	*172,8*	*152,2*	*168,0*	*166,1*
Production		166,9	154,5	148,7	163,2	158,2		166,5	167,2	156,1	169,4	164,8
Transformation		150,8	162,6	148,4	173,3	158,8		175,6	177,0	149,4	167,0	167,2
Industrie du cuir	*0,3*	*120,8*	*131,9*	*112,0*	*126,5*	*122,7*	*0,3*	*106,0*	*104,1*	*98,6*	*115,3*	*106,4*
Cuirs lourds		95,6	99,7	94,8	121,0	102,8		103,2	84,9	80,5	92,7	90,4
Cuirs légers		123,8	136,0	113,8	126,2	124,8		106,2	106,2	100,6	117,8	108,1
Industrie chimique et du caoutchouc	*6,2*	*164,6*	*176,5*	*165,6*	*175,4*	*170,5*	*7,2*	*174,8*	*179,2*	*167,2*	*188,1*	*177,5*
Industrie chimique	5,7	168,7	182,1	172,4	180,0	175,7	6,6	179,0	182,8	173,7	192,1	182,0
Chimie de base		156,4	171,3	166,4	170,1	166,0		169,2	176,0	171,0	184,6	175,3
Transformation des matières plastiques		299,7	316,8	300,2	324,7	310,2		330,9	338,4	319,1	364,4	338,4
Savon		143,7	150,3	112,4	122,8	132,3		132,1	137,5	108,1	120,6	124,6
Azote		189,5	189,3	180,7	187,8	186,8		177,6	150,2	172,4	186,4	171,7
Allumettes		102,6	104,4	87,0	110,9	101,2		106,3	107,1	88,6	98,6	100,2
Production de rayonne		101,4	120,1	109,0	120,0	112,6		112,7	116,9	88,7	119,1	109,3
Industrie du caoutchouc	0,5	126,3	125,9	104,9	133,3	122,6	0,6	134,1	142,7	109,9	148,3	133,6
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	*1,1*	*111,6*	*112,5*	*109,8*	*116,3*	*112,5*	*0,8*	*102,8*	*114,8*	*115,2*	*118,9*	*112,8*
Raffineries de pétrole		231,5	233,2	234,5	241,6	235,2		223,8	241,7	256,7	260,5	245,5
Agglomérés de houille		37,0	36,1	22,7	42,6	34,6		40,3	33,1	23,0	33,6	32,5
Cokeries indépendantes		71,4	72,6	73,9	72,7	72,7		56,3	74,8	75,5	73,3	69,9
Industrie des produits minéraux non métalliques	*5,5*	*107,4*	*129,3*	*123,9*	*130,7*	*122,8*	*5,1*	*115,6*	*138,2*	*135,9*	*137,6*	*131,8*
Terre cuite		61,6	97,6	99,5	107,9	91,8		69,7	98,9	104,9	104,4	94,4
Verre		127,7	131,9	120,7	137,1	129,4		143,6	143,8	137,4	148,4	143,4
Verre plat		112,5	108,2	98,6	118,3	109,5		115,4	109,0	108,2	113,2	111,5
Verre creux		168,9	195,4	180,0	188,6	183,2		219,7	237,8	216,4	243,4	229,4
Ciment		101,4	147,7	147,9	135,4	132,9		104,1	156,6	161,7	148,2	142,6
Produits céramiques		108,0	116,1	106,5	119,7	112,6		116,4	125,3	106,6	121,1	117,3
Chaux, dolomie, plâtre, etc.		141,6	146,5	139,6	145,1	142,6		132,6	149,5	152,4	142,0	144,2
Industries métallurgiques de base (b)	*10,8*	*146,6*	*148,7*	*141,4*	*157,1*	*148,4*	*10,6*	*147,4*	*156,5*	*142,1*	*149,6*	*148,9*
Sidérurgie		160,6	164,8	154,6	172,3	163,0		155,5	171,6	154,9	151,8	158,6
Fonte		159,6	161,5	159,5	169,3	162,5		149,0	170,9	159,0	149,9	157,1
Acier brut		166,3	174,0	165,2	181,3	171,6		162,1	184,1	167,5	160,2	168,5
Produits finis		160,3	163,9	149,8	171,3	161,4		156,9	165,7	145,9	149,4	154,5

(suite page 57)

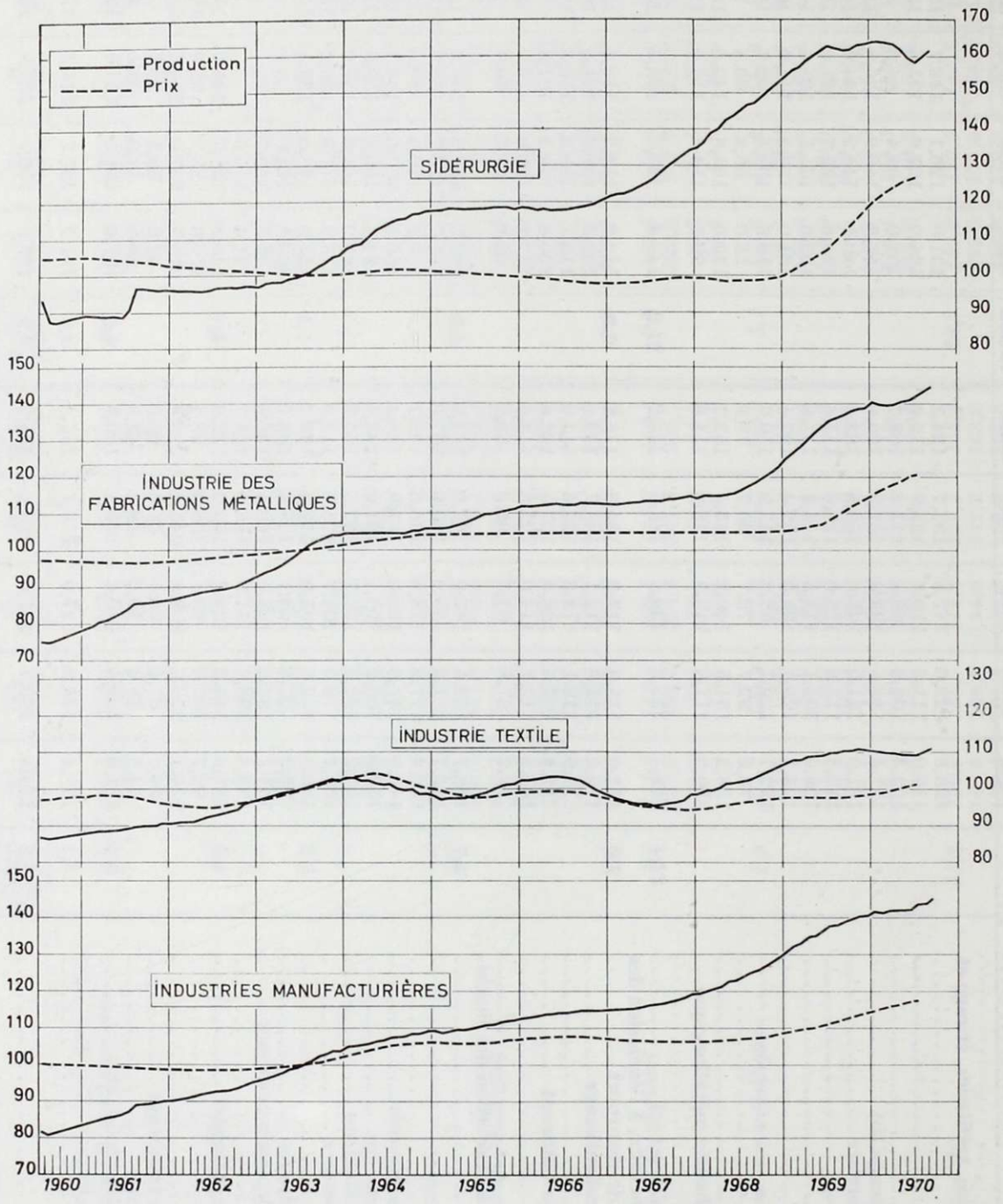
BRANCHE D'ACTIVITÉ	1969						1970					
	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle	Coeff. de pondération	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	Moyenne annuelle
Aciéries de moulage, fonderies, tréfileries, étirage et laminage (b)		123,3	122,0	117,8	132,7	124,1		131,0	126,1	112,7	133,6	125,8
Aciéries de moulage (b)		116,0	111,3	110,7	125,9	116,0		134,0	127,6	121,5	133,9	129,2
Fonderies (b)		103,4	103,3	96,4	111,4	103,7		102,3	96,1	84,3	90,4	93,3
Tréfileries, étirage et laminage (b)		137,6	136,8	133,0	147,8	139,0		147,3	143,9	126,8	157,2	143,8
Industrie des métaux non ferreux		131,9	131,0	126,8	140,5	132,6		140,1	146,2	134,8	148,6	142,1
Produits bruts		113,8	113,8	115,0	119,6	115,5		123,6	129,7	127,0	135,1	128,9
Cuivre		108,9	104,1	115,5	118,8	111,8		122,6	131,5	131,3	141,1	131,7
Zinc		124,1	125,7	126,0	132,4	127,1		131,0	120,5	111,9	107,3	117,7
Plomb		122,7	120,1	84,2	115,9	110,7		119,5	109,5	92,7	103,1	106,2
Etain		73,3	82,7	72,7	66,7	73,9		55,0	68,8	63,4	70,5	64,4
Demi-produits		153,5	151,5	140,2	165,5	152,7		159,0	164,8	140,5	162,6	155,9
Cokeries dépendant de l'industrie métallurgique		109,3	111,0	110,9	115,9	111,8		99,5	114,6	115,0	110,5	109,9
Industrie des fabrications métalliques (c)	*21,4*	*129,8*	*133,2*	*130,5*	*146,6*	*135,2*	*21,2*	*140,4*	*143,7*	*128,3*	*156,1*	*142,1*
Fabrication d'ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport	7,0	111,0	115,3	113,3	124,9	116,2	6,3	116,2	118,5	112,4	125,8	118,2
Forge, estampage, gros emboutissage		112,6	114,8	112,1	138,7	119,8		129,3	137,3	121,0	130,8	129,6
Travail de la tôle		115,9	119,1	113,3	123,6	117,9		118,1	116,5	113,3	139,3	121,8
Accessoires métalliques du bâtiment		119,8	125,5	128,3	137,5	127,8		120,8	124,2	121,4	131,5	124,5
Ponts, charpentes, etc.		104,8	113,7	114,0	121,5	113,5		117,2	126,0	119,9	131,3	123,6
Armes et munitions		88,2	87,8	81,7	95,0	88,2		92,6	87,7	70,7	73,3	81,1
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	4,7	148,7	152,5	147,9	167,0	154,0	4,9	162,3	157,5	140,2	182,1	160,5
Machines motrices, etc.		146,7	151,8	150,7	180,0	157,3		181,7	176,7	138,9	174,5	168,0
Machines-outils, etc.		116,4	117,2	118,4	136,6	122,1		133,0	140,4	114,0	134,1	130,4
Constructions mécaniques diverses		146,6	151,5	136,3	157,9	148,1		153,3	159.0	146,1	163,6	155,5
Appareils de levage, pesage, etc.		150,0	160,2	170,5	191,9	168,1		184,4	168,4	159,9	213,3	181,2
Appareils pour diverses industries		165,2	166,5	157,7	167,5	164,3		168,2	161,6	148,2	163,2	160,3
Machines textiles et accessoires		109,7	112,0	104,7	123,5	112,5		115,1	117,8	109,9	133,6	119,1
Construction électrique	5,2	129,8	132,5	135,9	152,8	137,7	5,4	151,9	148,5	138,1	158,0	149,1
Machines rotatives et statiques		92,0	97,6	104,1	109,5	100,9		106,1	121,6	..	..	..
Appareils industriels et électrodomestiques		141,1	137,2	138,1	168,1	146,0		152,5	140,7	..	..	..
Autres produits		135,4	138,8	141,9	158,6	143,7		161,4	155,5	..	..	..
Construction de matériel de transport	4,3	137,4	144,3	134,2	153,9	142,2	4,4	140,3	155,7	141,7	174,8	153,1
Construction navale		92,7	100,0	93,1	108,9	98,7		112,3	83,7	95,9	119,7	102,9
Automobiles, cycles, etc.		216,1	225,0	209,8	245,4	223,8		215,7	237,0	210,4	235,9	224,8
Matériel chemin de fer et tramways		64,0	67,4	64,1	69,6	66,3		62,2	68,1	55,7	68,7	63,7
Constructions aéronautiques		44,5	45,6	40,3	38,8	42,3		35,9	41,3	29,1	45,8	38,0
Appareils de mesures, de laboratoire, etc.	0,2	161,0	163,4	149,4	170,1	160,9	0,2	167,6	171,5	150,1	172,1	165,4
Electricité	*4,1*	*157,4*	*145,9*	*141,0*	*176,7*	*155,3*	*4,9*	*171,1*	*157,7*	*145,4*	*176,4*	*162,8*
Distribution d'eau	*0,8*	*124,8*	*129,1*	*132,0*	*126,6*	*128,1*	*0,9*	*127,7*	*132,3*	*132,8*	*131,1*	*130,9*
Construction (a)	**19,0**	**105,3**	**135,4**	**125,2**	**121,9**	**121,9**	**19,2**	**117,2**	**151,2**	**138,7**	**155,7**	**140,7**

(a) Les données pour 1970 sont provisoires.
(b) Les données du 4e trimestre de 1970 sont provisoires.
(c) Les données sont provisoires à partir du 2e trimestre 1970.

Source : Institut National de Statistique.

Evolution de la production et des prix industriels de 1960 à 1970 (a)

Moyennes mobiles 12 mois centrées sur le milieu de la période
(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	INDUSTRIES EXTRACTIVES (b)									
1967	83	89	108	115	86	115	97	89	115	93
1968	76	92	107	127	86	146	100	85	117	90
1969	69	95	111	132	89	182	105	80	121	87
1970	64	98	111	135	83	228	108	78	127	85
1969 (a) 1er trimestre	72	94	110	..	..	174	101	82	117	88
2e trimestre	71	95	112	..	..	173	102	81	122	88
3e trimestre	68	94	112	..	..	176	101	81	122	88
4e trimestre	65	98	110	..	..	200	104	77	123	83
1970 (a) 1er trimestre	56	100	110	..	..	224	106	80	124	84
2e trimestre	64	98	112	..	..	215	105	79	125	87
3e trimestre	66	97	112	..	..	221	105	79	127	87
4e trimestre	70	99	111	..	..	249	108	75	130	83
	INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE (c)									
1967	116	115	121	128	107	126	120	114	128	117
1968	123	129	127	136	115	139	130	121	134	124
1969	137	147	144	140	130	153	145	126	139	132
1970	144	155	153	150	131	165	154	127	134	136
1969 (a) 1er trimestre	132	142	141	143	..	146	141	124	138	128
2e trimestre	137	146	144	146	..	151	145	126	139	131
3e trimestre	140	147	145	143	..	155	146	126	140	132
4e trimestre	140	153	146	129	..	158	147	127	138	133
1970 (a) 1er trimestre	144	156	153	152	..	163	154	127	137	134
2e trimestre	144	156	152	149	..	164	153	126	135	135
3e trimestre	143	154	153	148	..	166	153	126	133	135
4e trimestre	146	154	154	150	..	165	154	129	128	137

(suite à la page 60)

(a) Données corrigées des variations saisonnières.

(b) C.I T.I. 21 à 29.

(c) C.I.T.I. 31 à 39. Pour la France non compris les denrées alimentaires, boissons, habillement et produits du bois et ameublement

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	MÉTALLURGIE DE BASE (e)									
1967	119	113	111	169	111	140	119	105	117	110
1968	134	131	115	185	117	157	132	111	121	118
1969	148	149	130	187	134	186	147	115	132	125
1970	151	149	135	195	133	205	150	114	123	127
1969 (d) 1er trimestre	142	143	128	196	131	175	144	115	126	125
2e trimestre	147	146	131	204	131	178	148	116	130	127
3e trimestre	152	149	127	188	136	191	146	112	133	124
4e trimestre	154	158	135	159	139	203	150	114	132	126
1970 (d) 1er trimestre	144	156	141	202	141	202	156	118	125	129
2e trimestre	158	153	135	205	141	210	154	115	125	127
3e trimestre	156	147	131	193	130	218	148	109	128	125
4e trimestre	146	140	134	178	118	193	143	115	116	128
	TRANSFORMATION DES MÉTAUX (f)									
1967	113	106	127	120	87	123	117	116	136	117
1968	116	119	135	125	85	132	126	122	141	124
1969	134	143	154	126	102	148	144	127	146	132
1970	144	156	169	143	108	..	158	128	135	136
1969 (d) 1er trimestre	129	136	146	133	..	138	139	125	144	127
2e trimestre	133	143	154	137	..	148	146	127	146	131
3e trimestre	140	143	159	130	..	151	147	129	149	134
4e trimestre	139	150	156	104	..	155	146	128	143	134
1970 (d) 1er trimestre	144	156	167	144	..	159	158	128	141	135
2e trimestre	144	158	166	139	..	161	158	127	139	136
3e trimestre	139	154	169	140	..	165	158	126	136	134
4e trimestre	148	154	172	150	..	..	160	128	125	137

(suite à la page 61)

(d) Données corrigées des variations saisonnières.

(e) I.T.C.I. 37.

(f) C.I.T.I. 381 à 384.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	ALIMENTATION, BOISSONS ET TABAC (h)									
1967	119	116	117	115	118	119	116	111	113	113
1968	121	122	121	121	121	123	122	116	116	118
1969	127	128	124	126	122	128	128	119	119	122
1970	134	132	..	136	125	135	133	121	121	126
1969 (g) 1er trimestre	126	128	125	126	..	126	127	116	119	119
2e trimestre	127	127	125	122	..	127	126	118	118	121
3e trimestre	128	127	121	127	..	131	128	119	120	122
4e trimestre	129	128	124	128	..	130	129	122	119	125
1970 (g) 1er trimestre	135	132	127	137	..	135	134	119	122	123
2e trimestre	135	131	132	135	..	137	133	120	121	125
3e trimestre	135	130	129	135	..	134	132	122	120	125
4e trimestre	131	131	..	137	..	135	133	125	121	127
	TEXTILES, HABILLEMENT ET CHAUSSURES (i)									
1967	102	101	98	107	..	94	101	104	119	105
1968	108	115	102	108	..	102	108	114	124	113
1969	117	126	113	114	..	105	118	117	124	118
1970	119	124	111	116	..	103	117	118	119	118
1969 (g) 1er trimestre	115	126	114	114	..	104	117	116	124	115
2e trimestre	119	127	115	114	..	106	119	118	125	118
3e trimestre	117	125	112	115	..	107	117	116	124	117
4e trimestre	117	129	111	113	..	103	117	116	123	117
1970 (g) 1er trimestre	118	127	115	118	..	106	119	116	120	116
2e trimestre	115	126	111	114	..	101	117	117	118	116
3e trimestre	118	120	107	116	..	104	114	119	117	118
4e trimestre	123	123	113	115	..	101	117	120	117	118

(suite à la page 62)

(g) Données corrigées des variations saisonnières.
(h) C.I.T.I. 31. Pour la France, cet indice n'intervient pas dans le calcul de l'indice global.
(i) C.I.T.I. 321, 322 et 324. Pour la France non compris l'habillement; pour les Etats-Unis non compris les chaussures.

Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels *(suite)*

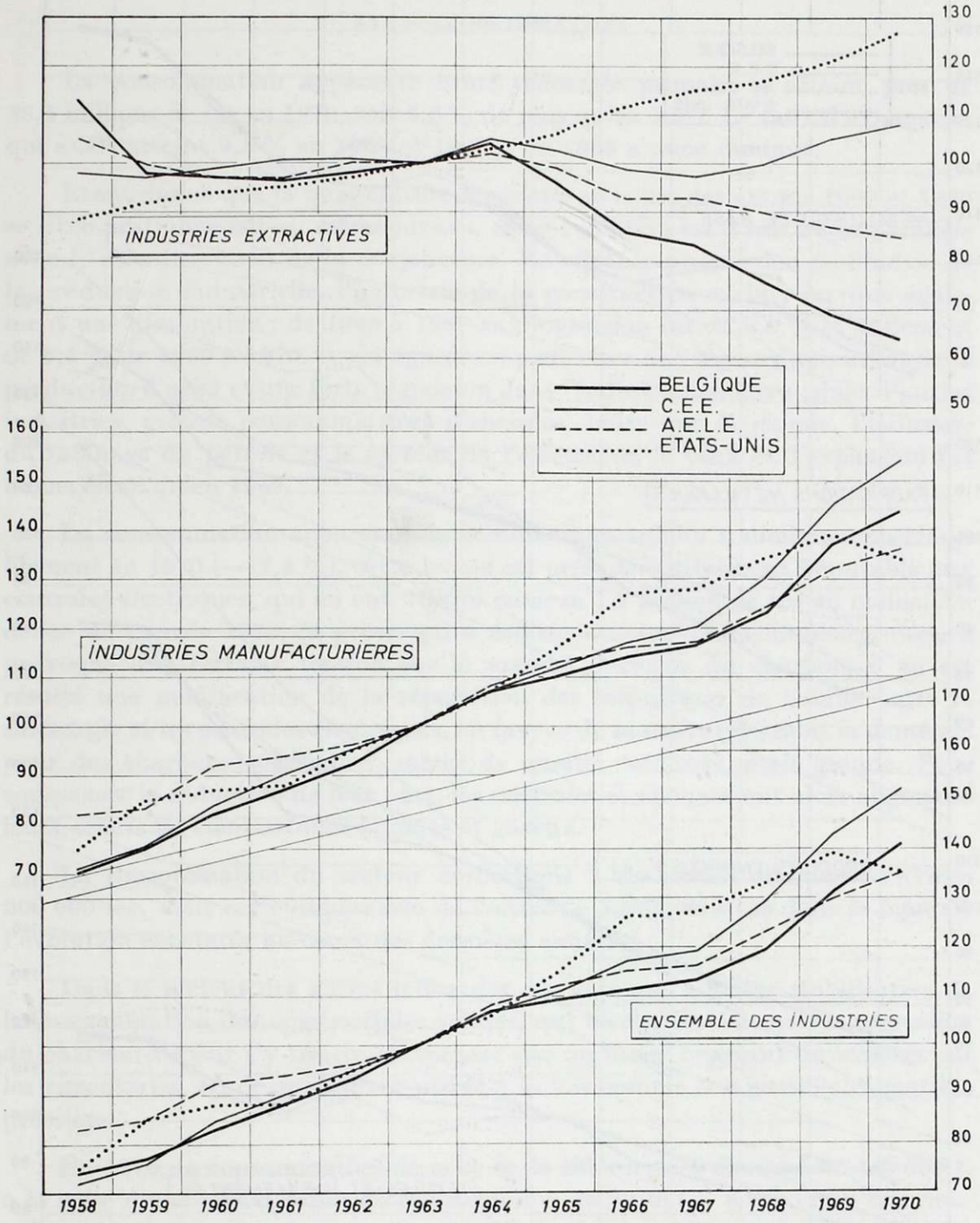
(1963 = 100)

ANNÉE	Belgique	Allemagne	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas	C.E.E.	Royaume-Uni	États-Unis	E.F.T.A.
	PRODUITS CHIMIQUES (k)									
1967	121	148	141	167	117	168	147	129	133	131
1968	139	171	152	185	146	207	165	139	144	142
1969	161	193	177	186	165	244	187	148	154	157
1970	162	205	192	197	174	273	201	158	157	169
1969 (j) 1er trimestre	154	185	171	182	..	231	180	144	151	152
2e trimestre	162	192	174	196	..	239	186	146	155	155
3e trimestre	164	194	178	191	..	249	189	151	155	161
4e trimestre	164	200	180	161	..	257	190	152	156	163
1970 (j) 1er trimestre	162	206	189	192	..	270	199	151	156	162
2e trimestre	163	207	189	193	..	274	200	157	157	170
3e trimestre	164	208	199	195	..	273	204	160	156	173
4e trimestre	159	202	195	189	..	278	200	163	158	176
	PRODUCTION INDUSTRIELLE TOTALE (l)									
1967	113	114	121	128	106	128	119	113	127	116
1968	119	128	126	136	112	143	129	119	133	123
1969	131	144	142	140	127	160	143	123	139	130
1970	141	153	150	150	127	175	152	125	135	135
1969 (j) 1er trimestre	127	140	138	143	124	153	140	122	137	127
2e trimestre	131	144	142	145	125	157	144	123	139	129
3e trimestre	133	144	144	143	128	162	144	124	140	131
4e trimestre	133	150	144	131	130	167	145	125	138	132
1970 (j) 1er trimestre	140	153	150	151	132	171	152	125	137	133
2e trimestre	141	154	149	149	131	174	152	125	136	134
3e trimestre	140	151	149	149	127	178	151	124	135	133
4e trimestre	143	152	152	151	119	177	152	127	131	136

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

(j) Données corrigées des variations saisonnières.
(k) C.I.T.I. 351 à 354. Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(l) C.I.T.I. 2, 3, 4101 et 4102. Pour la France non compris l'habillement, les produits du bois et l'ameublement. Pour les Etats-Unis, y compris le gaz.

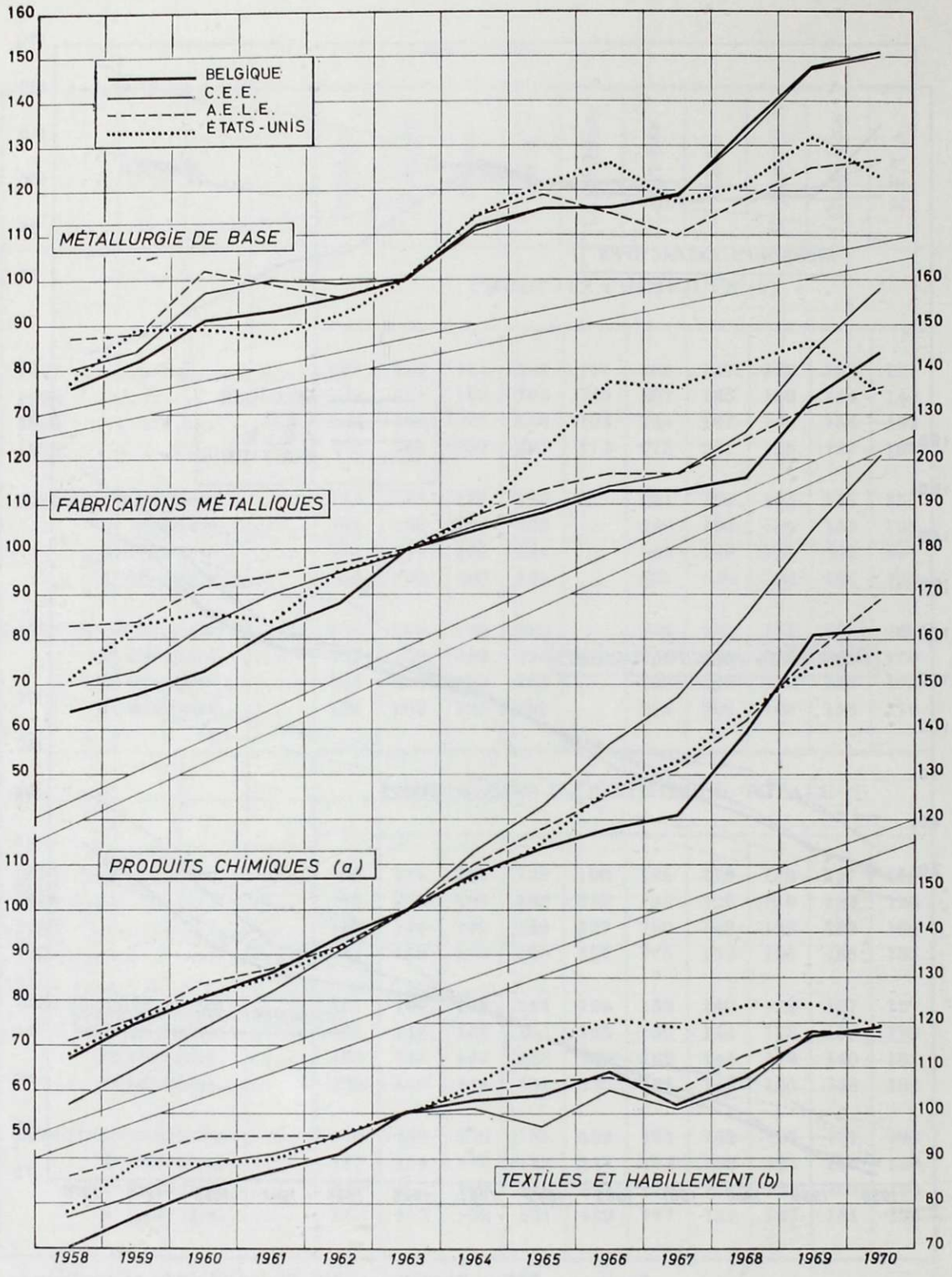
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle
(1963 = 100)



Sources : Office Statistique des Communautés européennes.

Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle (suite)

(1963 = 100)



Source : Office Statistique des Communautés européennes.

(a) Y compris les dérivés du pétrole et du charbon.
(b) Y compris les chaussures, sauf pour les Etats-Unis.

SECTION II. – ÉVOLUTION DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

§ 1. — CONSOMMATION

La consommation apparente brute d'énergie primaire a atteint près de 58,5 millions de tec en 1970, soit 6,6 % de plus qu'en 1969. Le taux d'expansion, qui avait atteint 9,4 % en 1969 et 13,3 % en 1968 a donc diminué.

Etant donné que la température moyenne au cours des années 1969 et 1970 se situe pratiquement au même niveau, cette évolution est à mettre en parallèle avec le ralentissement de la conjoncture. En effet, la progression de l'indice de la production industrielle, l'industrie de la construction exclue, marque également une diminution : de 1968 à 1969 sa progression fut de 9,6 % et seulement de 5,5 % de 1969 à 1970. A cet égard, on peut citer une légère diminution de la production d'acier et une forte régression dans l'industrie houillère ; dans d'autres industries, grosses consommatrices d'énergies, telles que la chimie, l'industrie du raffinage du pétrole et le secteur de l'électricité, le taux de l'expansion fut moins élevé qu'en 1969.

La consommation apparente de combustibles solides a diminué considérablement en 1970 (— 7,4 %), cette baisse est presque entièrement imputable aux centrales électriques, qui en ont utilisés environ 1,1 million de tec en moins. Au début de l'année 1970, la grève qui a éclaté dans les mines limbourgeoises, a provoqué une certaine tension sur le marché intérieur du charbon, il en est résulté une modification de la répartition des fournitures de houille entre la sidérurgie et les centrales électriques, en faveur de la sidérurgie, dont la demande pour des charbons cokéfiables, même de qualité médiocre, était grande. Pour compenser la réduction de leur part, les centrales électriques ont alors augmenté leurs achats de combustibles liquides et gazeux.

La consommation du secteur domestique a également diminué d'environ 300 000 tec, mais cette diminution de l'ordre de 5,5 %, se situe dans la ligne de l'évolution constatée au cours des dernières années.

Dans le secteur des autres industries, on note une certaine stabilisation de la consommation des combustibles solides, qui résulte du fait que la régression du charbon-vapeur s'y trouve compensée par un usage croissant de schistes par les cimenteries, où ce produit est utilisé à la fois comme combustible et matière première.

En 1970, la consommation de coke de la sidérurgie a diminué de 440 000 t, à la suite d'une légère baisse de la production de fonte (— 3,2 %) et d'une nouvelle réduction de la consommation de coke par tonne de fonte produite (603 kg en 1969, ± 585 kg en 1970).

Selon les chiffres provisoires disponibles, la consommation apparente brute de pétrole aurait encore augmenté de 3,1 millions de tonnes équivalent charbon, soit de 10 % par rapport à l'année 1969. Si ces chiffres étaient confirmés, le taux d'accroissement atteint en 1970, se situerait assez sensiblement en-dessous du

taux d'accroissement annuel moyen pour la période 1948-1969, qui a été de 13 %. La part du pétrole dans la consommation totale d'énergie primaire atteindrait néanmoins 57,6 % contre 55,8 % en 1969. Dans ce contexte, la réduction de taux d'accroissement de la consommation de pétrole serait explicable par la pénétration accélérée du gaz naturel dans le domaine des utilisations industrielles, à la faveur des tensions qui ont caractérisé le marché de l'énergie en 1970, et en particulier de la forte hausse du fuel-oil résiduel.

La consommation brute des gaz distribués par canalisations a progressé de 57 832 Tcal en 1969 à 70 471 Tcal en 1970. Cette dernière consommation a été couverte par du gaz naturel à concurrence de 53,5 %, le solde ayant été fourni par du grisou (0,6 %), du gaz de hauts fourneaux (26,4 %), du gaz de cokerie (19,0 %) et des gaz de pétrole (0,5 %) ; en 1969, la part de ces gaz avait été de 40,8 % pour le gaz naturel, 1 % pour le grisou, 33,9 % pour le gaz de hauts fourneaux, 23,4 % pour le gaz de cokerie et 0,9 % pour les gaz de pétrole distribués par canalisations et des gaz divers.

Favorisé par une stabilité de prix remarquable, l'expansion du marché du gaz naturel en 1970 a porté la part de ce combustible dans la consommation d'énergie primaire à 9,2 % contre 6,1 % en 1969.

La consommation totale d'électricité a continué à progresser à un rythme élevé (7,4 %), inférieur toutefois à ceux de 1969 (9,5 %) et 1968 (11,0 %). Le ralentissement provient de la consommation industrielle, dont le taux d'accroissement n'a atteint que 5,8 % en 1971, contre 9,5 % en 1969 et 10,7 % en 1968. Par contre, la consommation résidentielle a continué à se développer à un taux voisin de 11 % en 1970 comme en 1969.

§ 2. — APPROVISIONNEMENT

En 1970, les ressources en énergie de la Belgique ont consisté pour 14,7 % en énergies primaires indigènes et pour 85,3 % en produits importés ; en 1950, ces proportions étaient respectivement 85,8 % et 14,2 %, c-à-d. l'inverse. Cette comparaison montre l'ampleur de l'évolution qui s'est accomplie en vingt ans et le degré élevé de dépendance dans laquelle se trouve actuellement l'économie belge pour son approvisionnement en énergie. Dans le contexte mondial actuel, elle met également en lumière l'impérieuse nécessité des mesures qui sont prises ou envisagées en vue d'améliorer la sécurité en cette matière, notamment par la constitution de stocks de sécurité de pétrole adéquats et la recherche d'une plus grande diversification des sources d'approvisionnement.

La production des mines de houille, en diminution de 1 838 000 t par rapport à l'année précédente, s'est élevée à 11 362 300 t. Un siège d'extraction seulement, représentant une capacité de production de 171 000 tonnes, a été arrêté en 1970 ; mais des grèves ont réduit les disponibilités en charbon belge de 1 035 000 t, dont 974 000 t en Campine. Cette diminution de la production a eu pour conséquence une forte augmentation des importations, qui se sont élevées à 7 556 000 t, alors qu'elles s'étaient stabilisées aux alentours de 6 600 000 t en 1969 et 1968.

Les effectifs du fond inscrits à la fin de décembre 1970 étaient de 27 757 unités contre 30 865 en 1969 ; d'autre part le rendement moyen du fond s'est accru d'une année à l'autre de 2 112 kg à 2 418 kg.

Les subventions accordées directement par l'Etat à l'industrie houillère ont atteint 4,2 milliards en 1970 contre 4,9 milliards en 1969.

Au cours de l'année 1970, des tensions se sont manifestées sur le marché mondial des charbons cokéfiables, entraînant un relèvement substantiel du prix de ces charbons.

A l'origine de ce mouvement, se trouve la forte expansion de la sidérurgie dans le monde, surtout au Japon, et le fait que pendant ces dernières années, le taux d'accroissement de la production de fonte a dépassé largement celui de l'économie, qui a été réalisée en matière de mise au mille, de sorte que la consommation globale de coke par la sidérurgie a continué a augmenter.

Il en est résulté une augmentation considérable de la demande de charbons à coke, que les industries houillères des pays de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier n'ont pu satisfaire, étant donné la politique de régression qu'ils appliquent depuis plusieurs années. Dans ces conditions, il a fallu importer dans la Communauté des quantités de plus en plus importantes de charbons cokéfiables, qui provenaient principalement des Etats-Unis d'Amérique.

Or, jusqu'en 1969, ces charbons américains ont pu être fournis à des prix extrêmement avantageux, mais depuis lors un ensemble de circonstances, survenues aux Etats-Unis, ont modifié profondément la physionomie du marché. Parmi les facteurs, qui ont déclenché la hausse, les principaux sont :

— l'accroissement de la demande des centrales électriques, qui font appel au charbon dans une mesure plus large que prévue, en raison de la pénurie relative d'autres combustibles, le gaz naturel et les fuel-oils résiduels de qualité requise, ainsi que des retards encourus dans la réalisation du programme de centrales nucléaires. De plus, pour se conformer à la législation anti-pollution, les centrales achètent des charbons à basse teneur en souffre, qui sont souvent des charbons cokéfiables ;
— les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre et les exigences de celle-ci en matière de salaires ;
— la nouvelle législation sur la sécurité et le contrôle sanitaire dans les mines, qui exige des investissements importants ;
— la hausse des frêts sur le plan mondial et des tarifs de transports par chemins de fer aux Etats-Unis ;
— la conclusion massive de contrats à long terme par la sidérurgie japonaise.

Vers le milieu de l'année 1970, l'activité de l'industrie sidérurgique s'est ralentie dans les pays de la Communauté ainsi qu'au Japon, et de ce fait une détente s'est également produite dans le domaine des prix du charbon à coke. A plus longue échéance, l'élargissement de l'offre par la mise en exploitation de nouvelles mines au Canada et en Australie, de même que l'augmentation des importations, notamment en provenance de Pologne, pourraient également

contribuer à la normalisation du marché ; il est néanmoins peu probable que les prix des charbons cokéfiables reviennent à brève échéance au bas niveau de 1969.

Depuis trois ans, la production des cokeries oscille autour de 7 200 000 t. En 1970, les importations de coke ont dépassé les exportations de 818 000 t ; en 1969 et 1968, les soldes importateurs avaient été respectivement de 1 087 000 t et 644 000 t. Ce renversement du solde des échanges extérieures, traditionnellement exportateur, s'explique d'une part, par la demande exceptionnellement élevée de la sidérurgie, d'autre part, par la stagnation de la capacité de production des cokeries, qui ne sont plus en mesure de faire les investissements nécessaires. En effet, leur rentabilité s'est fortement dégradée, en raison des conditions défavorables qui ont affecté la vente de leurs gaz fatals, soumis à une concurrence très vive de la part des gaz pétroliers d'abord, du gaz naturel plus récemment.

La pénétration du gaz naturel se poursuit à un rythme rapide : de 1,3 milliard de m^3 en 1968, l'importation de ce gaz est passée à 2,8 milliards de m^3 en 1969 et 4,5 milliards de m^3 en 1970. Bien qu'un ralentissement du taux de croissance des importations serait maintenant normal, il semble bien que le programme prévoyant des importations de l'ordre de 7 à 8 milliards de m^3 en 1975 sera facilement atteint, sinon dépassé. Au 31 décembre 1970, 1 391 000 installations avaient été converties au gaz naturel, soit environ 89 % du total ; la conversion totale au gaz naturel sera pratiquement terminée en 1971.

Les conditions plus avantageuses consenties à partir de juillet 1970, par le fournisseur hollandais de gaz naturel, ont permis une adaptation des barèmes de « Distrigaz » pour les ventes à l'industrie et pour les ventes à la distribution publique.

La capacité de l'industrie du raffinage du pétrole, qui est actuellement de l'ordre de 34,5 millions de tonnes par an, n'a pas fait l'objet d'extensions majeures en 1970 ; aussi l'augmentation d'une année à l'autre des quantités de brut traité n'a-t-elle été que de 4,4 %. Les importations de produits pétroliers se sont maintenues au même niveau qu'en 1969, mais les exportations ont baissé d'un million de tonnes, freinées par la forte hausse des prix des produits pétroliers et la cherté des transports. Depuis le début des années 60, le marché pétrolier avait été caractérisé par une offre surabondante et des prix hors-taxe extrêmement bas. Dans le courant de l'année 1970, les prix ont fortement haussé en raison d'un accroissement considérable de la demande aux Etats-Unis, en Europe et au Japon, ainsi que de changements profonds qui se sont produit du côté de l'offre.

La demande pour les produits pétroliers a été stimulée non seulement par la haute conjoncture, dont tous les pays industrialisés ont bénéficié, mais, en outre, par des besoins exceptionnels qui ont surgi aux Etats-Unis, du fait de certaines déficiences affectant l'approvisionnement de ce pays en énergies diverses. Ces déficiences ont déjà été évoquées ci-dessus dans les commentaires consacrés à l'approvisionnement en combustibles solides.

D'autre part, la mise en vigueur d'une législation anti-pollution a eu pour conséquence que les centrales américaines se portent désormais acquéreurs d'importantes quantités de brut peu sulfureux en provenance de l'Afrique du Nord.

Enfin, le développement du commerce mondial a fortement accru la consommation de fuel-oil résiduel aux fins de soutages maritimes.

Du côté de l'offre, l'approvisionnement en pétrole de la Communauté en 1970 a été perturbé par la fermeture du « TAPline », qui achemine vers la Méditerranée une partie de la production d'Arabie séoudite et la réduction de production imposée par le gouvernement libyen. Ces événements ont obligé les compagnies pétrolières à détourner des tonnages importants par le Cap de Bonne-Espérance, avec comme conséquences une pénurie de moyens de transport et une très forte hausse du taux des frêts.

A ces divers facteurs, il faut encore ajouter les revendications de plusieurs pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, qui ont abouti à des augmentations subtantielles des prix servant de base au calcul des redevances et des taxes.

Une atténuation des tensions qui affectent les prix du pétrole devrait résulter de l'exécution de l'important programme de construction de pétroliers, qui est en cours, ainsi que des efforts entrepris par les raffineurs des Caraïbes en vue de produire des fuels-oils à moindre teneur en souffre. Parmi les facteurs de hausse évoqués, il y en a cependant qui ont un caractère structurel et dont l'effet, par conséquent, s'oppose à un retour à la situation antérieure.

A la suite d'un accroissement moins élevé de la consommation intérieure et du renversement de la balance des échanges avec l'étranger, la production nette d'électricité a moins progressé en 1970 (+ 4,7 %) qu'en 1969 (+ 10,5 %). Les centrales thermiques classiques ont assuré 98,9 % de la production de l'énergie électrique, tandis que le solde de 1,1 % a été fourni par l'énergie hydraulique et la centrale nucléaire expérimentale BR_3.

Les mouvements d'énergie avec l'étranger se soldent par une importation de 376,1 GWh contre une exportation de 351,8 GWh en 1969. La position traditionnelle d'exportateur de notre pays s'est trouvée modifiée par le fait que la quote-part belge de la centrale nucléaire de Chooz, soit 620,4 GWh, est comptabilisée comme une importation.

Selon les données actuellement disponibles, les capitaux investis dans l'industrie de l'électricité en 1970 auraient atteint 10,8 milliards de F, dont 4,5 milliards de F pour des installations de production, 2,1 milliards de F pour des installations d'interconnexion et de transport et 4,2 milliards de F pour des installations de distribution. En production, ces investissements concernent essentiellement des nouvelles sources, qui seront mises en service au cours de la période 1971/1977, dont les centrales nucléaires de Doel et de Tihange. Dans les domaines de l'interconnexion et du transport, ils se rapportent surtout à l'achèvement du grand réseau de 380 KV, qui reliera la centrale de pompage de Coo aux centrales nucléaires et assurera la liaison du réseau belge avec les réseaux néerlandais et français.

★

★ ★

Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers inscrits (en milliers) (a)	Ouvriers présents par jour ouvré (moyenne mensuelle, en milliers)		Production par poste et par ouvrier (b) (moyenne mensuelle, en kilogrammes)	
		Fond	Fond et surface	Fond	Fond et surface
1962	**84,9**	**48,9**	**67,6**	**1 624**	**1 156**
1963	**84,6**	**49,0**	**67,1**	**1 629**	**1 166**
1964	**85,0**	**50,7**	**68,0**	**1 574**	**1 155**
1965	**75,1**	**46,6**	**62,6**	**1 660**	**1 212**
1966	**62,4**	**40,2**	**54,5**	**1 758**	**1 270**
1967	**55,4**	**35,1**	**47,6**	**1 847**	**1 336**
1968	**49,2**	**30,1**	**40,8**	**1 976**	**1 418**
1969	**41,0**	**25,3**	**35,1**	**2 112**	**1 506**
1970 (c)	**37,4**	**21,5**	**30,1**	**2 284**	**1 599**
1970 (c) Janvier	40,3	22,7	32,6	1 802	1 218
Février	39,9	21,3	29,8	2 042	1 424
Mars	39,6	23,1	32,1	2 303	1 644
Avril	39,3	23,0	32,0	2 329	1 666
Mai	38,9	22,7	31,6	2 290	1 618
Juin	38,5	21,7	30,5	2 246	1 578
Juillet	38,3	19,8	28,0	2 419	1 664
Août	37,9	18,7	27,0	2 322	1 591
Septembre	37,5	20,0	28,5	2 297	1 595
Octobre	37,5	20,8	29,3	2 336	1 635
Novembre	37,3	23,0	31,6	2 396	1 685
Décembre	37,4	21,1	29,7	2 418	1 699

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Fin de la période.
(b) Y compris maîtrise et surveillance.
(c) Données provisoires.

Production de charbon par bassin

(en milliers de tonnes)

ANNÉE	Borinage Centre	Charleroi et Namur	Liège	Campine	Total
1961	3 708	5 148	3 069	9 611	21 536
1962	3 118	5 198	3 080	9 807	21 204
1963	2 952	5 317	3 082	10 067	21 418
1964	2 843	5 246	3 076	10 140	21 305
1965	2 652	4 734	2 693	9 706	19 786
1966	2 300	4 448	2 261	8 490	17 499
1967	1 889	3 820	1 880	8 846	16 435
1968	1 492	3 326	1 504	8 484	14 806
1969	1 139	2 616	1 429	8 015	13 200
1970 (a)	2 967		1 300	7 095	11 362

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Données provisoires.

Balance charbonnière
(en milliers de tonnes)

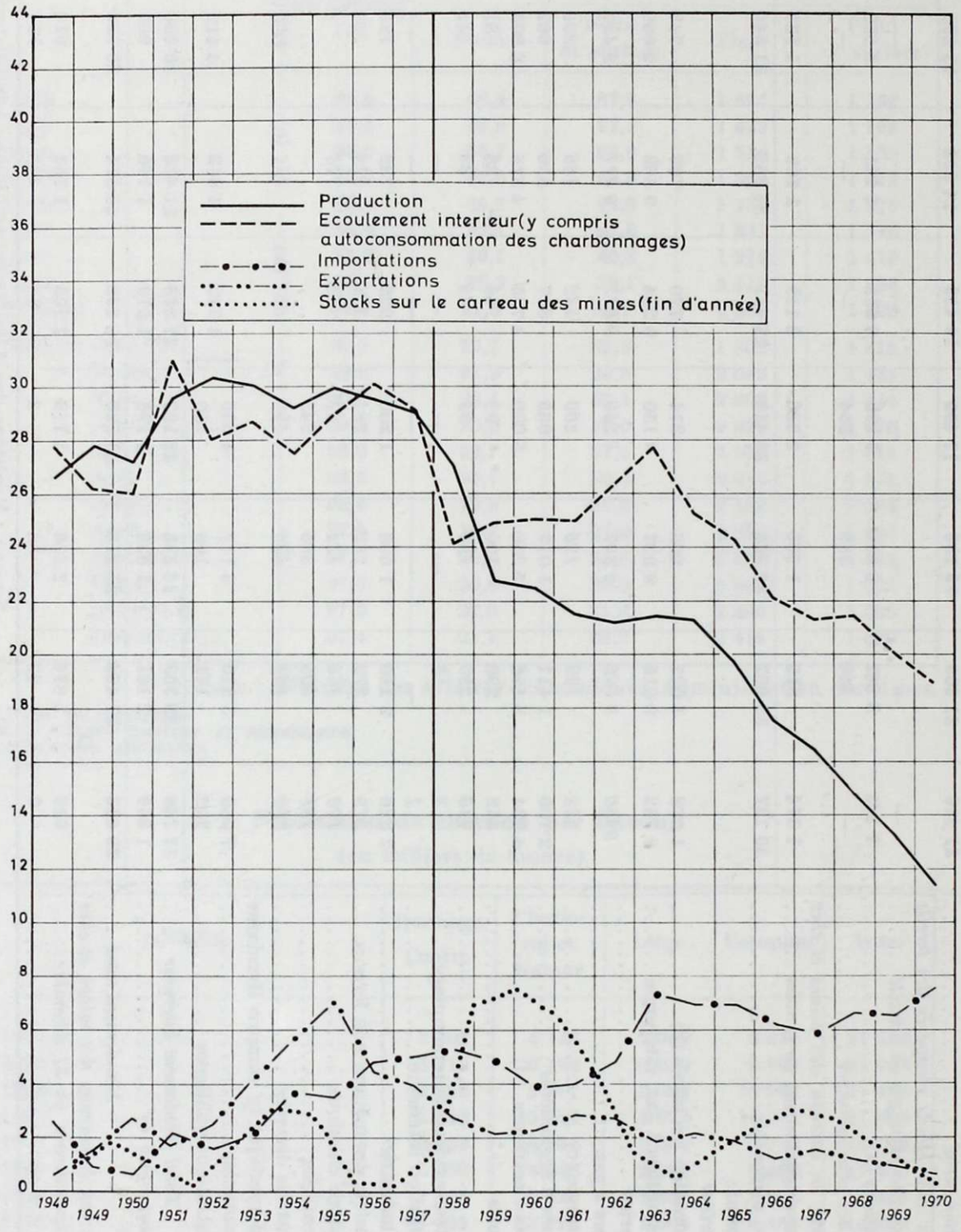
DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (g)
I *Production nette*	**21 416**	**21 305**	**19 786**	**17 499**	**16 435**	**14 806**	**13 200**	**11 362**
II *Produits marchands récupérés des terrils par les charbonnages en activité*	—	—	—	—	—	—	—	—
III *Importations* (a)	**7 347**	**6 967** (f)	**6 914**	**6 190**	**5 859**	**6 641**	**6 566**	**7 567**
IV *Achats des charbonnages*	—	**300**	**350**	**204**	—	—	—	—
V *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 1er janvier*	**1 374**	**515**	**1 676**	**2 526**	**3 119**	**2 708**	**1 783**	**674**
VI *Charbon disponible*	**30 137**	**29 087**	**28 726**	**26 419**	**25 413**	**24 155**	**21 549**	**19 603**
VII *Écoulement :*								
A. *Intérieur* :								
1. Consommation des mines (b)	1 078	1 021	998	874	770	769	748	828
2. Cokeries, usines à gaz, sidérurgie	9 782	9 815	9 927	9 150	9 254	9 563	9 699	10 131
a) Cokeries b) Usines à gaz	*9660*	*9 706*	*9 807*	*8 950*	*9 072*	*9 377*	*9 493*	*9 959*
c) Sidérurgie (c)	*122*	*109*	*120*	*200*	*182*	*186*	*206*	*172*
3. Fabriques d'agglomérés	2 109	1 411	1 017	935	877	856	662	669
4. Centrales électriques (d)	4 734	5 156	5 270	5 090	4 785	4 578	3 803	2 567
5. Transports	452	299	190	95	46	38	31	29
a) Fer	*443*	*296*	*190*	*95*	*46*	*38*	*31*	*29*
b) Soutes, services de remorquage	*8*	*3*	—	—	—	—	—	—
c) Navigation intérieure	*1*	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres industries	2 328	2 110	1 608	1 200	925	782	725	509
a) Industrie des métaux non ferreux	*279*	*279*	*289*	*281*	*270*	*278*	*299*	*195*
b) Industrie chimique	*270*	*158*	*124*	*81*	*28*	*18*	*4*	*5*
c) Cimenteries	*787*	*805*	*505*	*243*	..	..	..	..
d) Industries diverses	*992*	*868*	*690*	*595*	*627* (h)	*486* (h)	*422* (h)	*309* (h)
7. Usage domestique (y compris livraisons aux mineurs)	7 060	5 310	5 117	4 609	4 632	4 842	4 412	4 166
8. Administrations publiques	202	181	166	150				
Total écoulement intérieur	**27 745**	**25 303**	**24 293**	**22 103**	**21 289**	**21 428**	**20 080**	**18 899**
B. *Exportations* (e)	**1 868**	**2 161**	**1 825**	**1 195**	**1 510**	**1 146**	**900**	**548**
Ecoulement total	**29 613**	**27 464**	**26 118**	**23 298**	**22 799**	**22 574**	**20 980**	**19 477**
VIII *Stocks sur le carreau des mines et chez les importateurs au 31 décembre*	**515**	**1 676**	**2 526**	**3 119**	**2 708**	**1 783**	**674**	**241**
IX *Erreurs et omissions*	**+ 9**	**— 53**	**+ 82**	**+ 2**	**— 94**	**— 202**	**— 105**	**— 115**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Non compris les importations du Grand-Duché de Luxembourg.
(b) Uniquement consommation des mines, telle que publiée par les *Annales des Mines de Belgique*. La consommation de leurs centrales électriques est reportée sous « Centrales électriques ».
(c) Pour d'autres usages que la cokéfaction.
(d) Non compris les autoproducteurs individuels.
(e) Y compris les exportations vers le Grand-Duché de Luxembourg.
(f) Y compris les importations de schistes de terril, calculées tonne pour tonne.
(g) Données provisoires.
(h) Les livraisons aux cimenteries sont incluses dans celles aux industries diverses.

Balance charbonnière

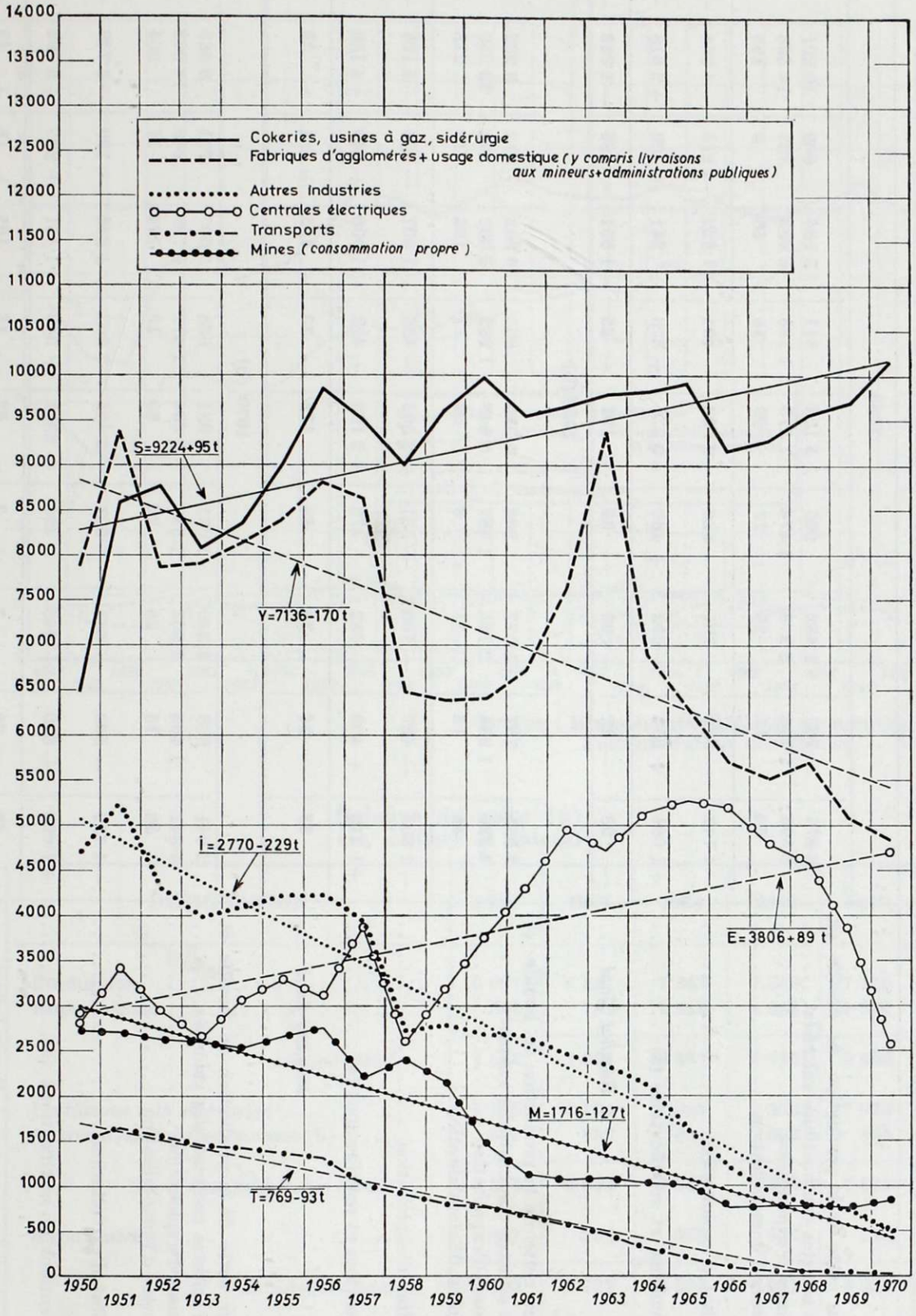
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1968 à 1970

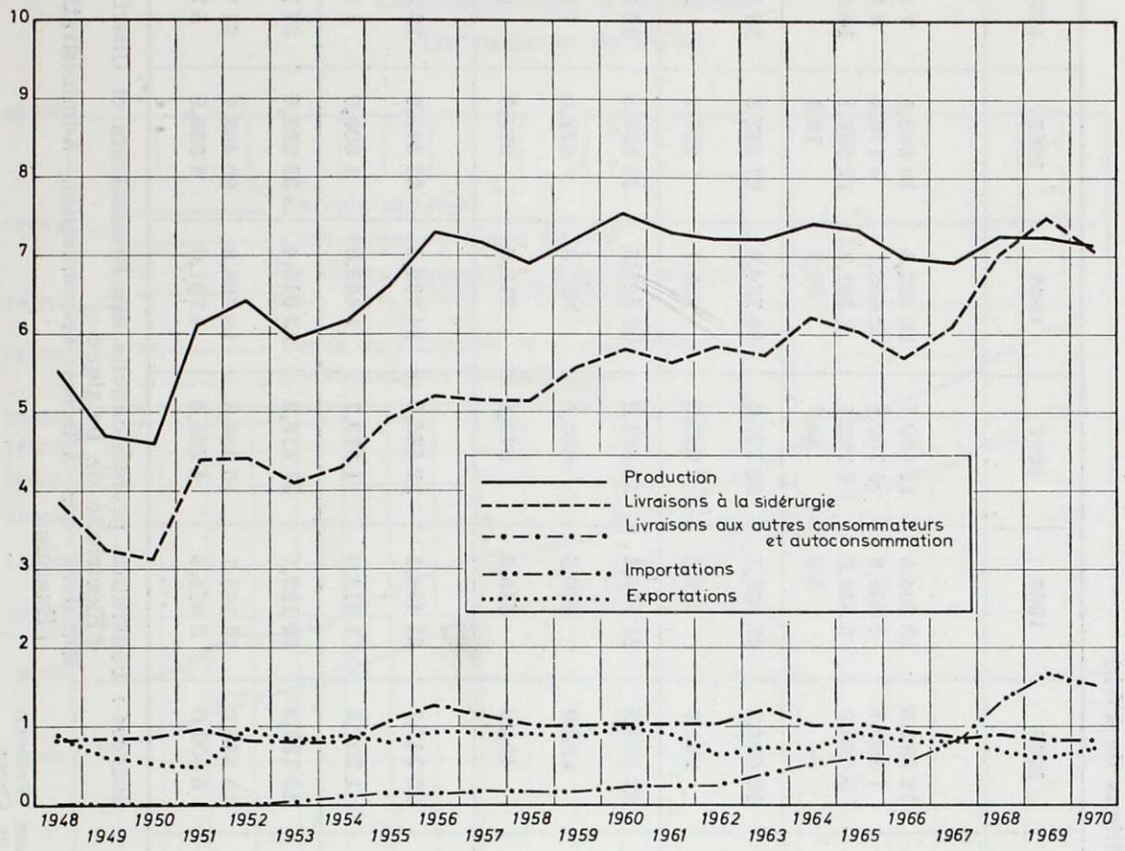
DÉSIGNATION	Hainaut		Liège		Sud		Campine		Le Royaume	
	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t	10⁶ F	F/t
	1968									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	3 676	763	1 452	965	5 128	811	5 164	609	10 291	695
Dépenses d'exploitation	5 356	1 112	2 218	1 474	7 573	1 198	6 983	823	14 556	983
Dépenses d'immobilisation	74	15	25	17	99	16	66	8	165	11
Résultat d'exploitation	—1 742	— 362	— 791	— 526	—2 533	— 401	—1 822	— 215	—4 356	— 294
Subventions et rectifications (a)	+1 684	+ 350	+ 692	+ 460	+2 377	+ 376	+ 241	+ 29	+2 618	+ 177
Résultat final	**— 58**	**— 12**	**— 99**	**— 66**	**— 157**	**— 25**	**—1 581**	**— 186**	**—1 738**	**— 117**
	1969 (b)									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 954	787	1 377	963	4 330	835	4 902	612	9 232	699
Dépenses d'exploitation	4 523	1 204	2 125	1 487	6 648	1 282	6 602	824	13 250	1 004
Dépenses d'immobilisation	46	12	11	8	58	11	155	19	213	16
Résultat d'exploitation	—1 605	— 427	— 760	— 531	—2 365	— 456	—1 801	— 225	—4 166	— 316
Subventions et rectifications (a)	+1 512	+ 403	+ 682	+ 476	+2 193	+ 423	+1 996	+ 249	+4 189	+ 318
Résultat final	**— 93**	**— 24**	**— 78**	**— 55**	**— 172**	**— 33**	**+ 195**	**+ 24**	**+ 23**	**+ 2**
	1970 (b)									
Valeur nette de la production de houille et des schistes combustibles valorisés	2 641	888	1 340	1 031	3 981	938	5 507	771	9 488	831
Dépenses d'exploitation	4 341	1 463	1 963	1 510	6 304	1 477	6 729	949	13 033	1 147
Dépenses d'immobilisation	52	18	28	22	80	19	124	17	204	18
Résultat d'exploitation	—1 752	— 590	— 651	— 501	—2 403	— 563	—1 346	— 190	—3 749	— 330
Subventions et rectifications (a)	+1 693	+ 570	+ 648	+ 498	+ 2341	+ 548	+1 451	+ 205	+3 792	+ 334
Résultat final	**— 59**	**— 20**	**— 3**	**— 3**	**— 62**	**— 15**	**+ 105**	**+ 15**	**+ 43**	**+ 4**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration des Mines.

(a) Le solde éventuel de l'ancien Fonds de Solidarité, les différences d'estimation des matières consommées et les autres subventions provenant de l'Etat et de la C.E.C.A.

(b) Données provisoires.

Coke de four
(en millions de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration des Mines.

Balance du coke (a)
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970
Production	6 961	6 857	7 243	7 249	7 119
Importations	551	794	1 314	1 661	1 531
Apport total...	**7 512**	**7 651**	**8 557**	**8 910**	**8 650**
Livraisons à la sidérurgie	5 705	6 104	7 023	7 506	7 073
Autres livraisons intérieures (b)	931	830	884	863	804
Livraisons intérieures totales...	**6 636**	**6 934**	**7 907**	**8 369**	**7 877**
Exportations	807	768	679	582	713
Ecoulement total...	**7 443**	**7 702**	**8 586**	**8 951**	**8 590**

(a) Cokes de four, semi-coke de houille.
(b) Y compris l'autoconsommation.

Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration des Mines.

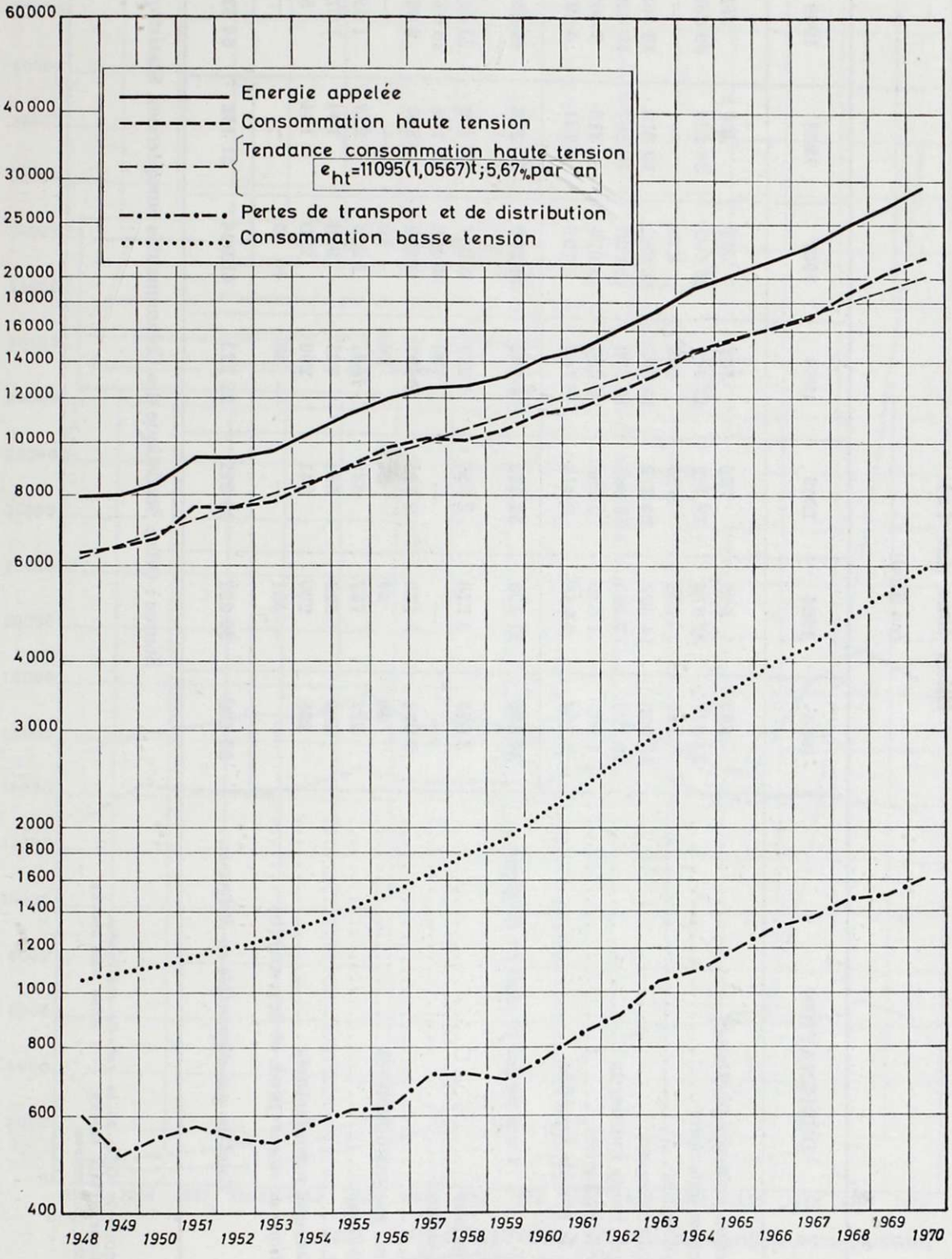
Energie électrique disponible
(en millions de kWh)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (e)
Production thermique nette :								
à partir de : Combustibles solides	12 641,4	12 851,6	12 992,4	13 304,6	12 559,1	12 452,4	10 683,5	7 476,1
Combustibles gazeux (a)	1 298,0	1 474,2	1 542,4	1 366,6	1 760,1	2 688,1	4 178,4	6 361,3
Combustibles liquides (b)	3 678,3	4 992,8	5 560,0	6 544,5	7 722,1	9 591,2	12 557,1	14 830,5
Energie nucléaire (c)	41,8	45,6	—	5,0	84,7	53,2	18,3	48,7
Total...	**17 659,5**	**19 364,2**	**20 094,8**	**21 220,7**	**22 126,0**	**24 784,9**	**27 437,3**	**28 716,6**
Production hydroélectrique nette.....	140,8	113,6	269,7	297,4	235,5	241,7	227,1	243,8
Total général...	**17 800,3**	**19 477,8**	**20 364,5**	**21 518,1**	**22 361,5**	**25 026,6**	**27 664,4**	**28 960,4**
Importations (d)	428,7	360,6	433,6	466,3	800,5	687,3	622,0	1 301,0
Exportations	949,3	709,6	454,4	548,3	573,1	718,5	973,8	924,9
Energie absorbée (ou consommation brute)...	**17 279,6**	**19 128,9**	**20 343,7**	**21 436,1**	**22 588,9**	**24 995,4**	**27 312,6**	**29 336,5**
Pertes sur les réseaux	1 049,7	1 105,2	1 207,4	1 313,0	1 373,7	1 485,0	1 509,0	1 621,8
Consommation nette	**16 229,9**	**18 023,7**	**19 136,3**	**20 123,1**	**21 215,2**	**23 510,4**	**25 803,6**	**27 714,7**
dont : Haute tension	13 287,8	14 772,6	15 534,3	16 168,7	16 934,8	18 728,8	20 469,7	21 794,1
Basse tension.....	2 942,1	3 251,1	3 602,0	3 954,4	4 280,4	4 781,6	5 333,9	5 920,6

Sources : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.
Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(b) Y compris la production à partir de gaz de raffinerie.
(c) Non compris la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz (France).
(d) Y compris la quote-part belge dans la production nette de la centrale de Chooz.
(e) Données provisoires.

Consommation d'électricité
(en millions de kWh)



Source : Fédération professionnelle des Producteurs et Distributeurs d'Electricité de Belgique.

Bilan tous gaz (a)

(en Tcal)

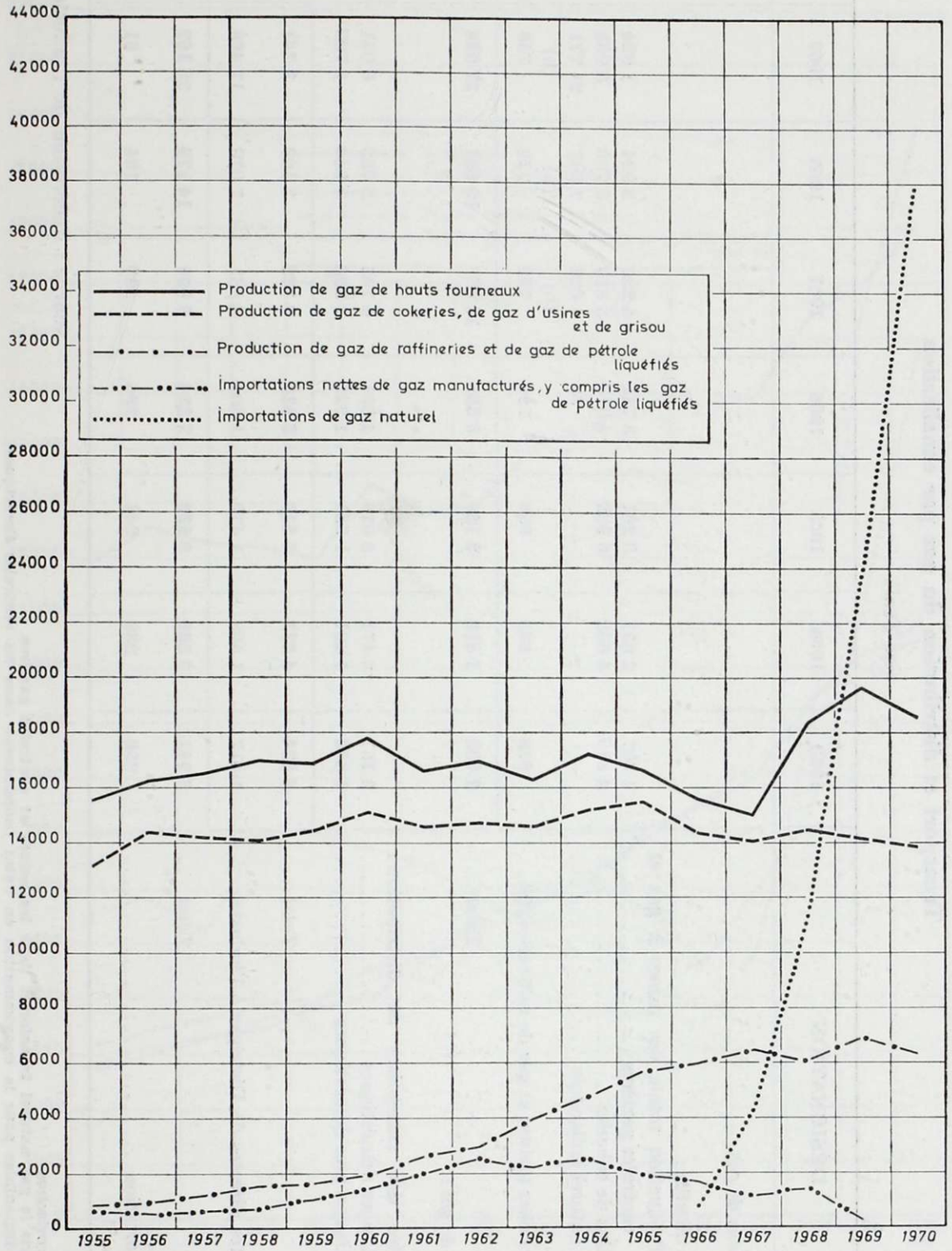
DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (c)
Production primaire (méthane)	*589*	*595*	*702*	*534*	*558*	*550*	*569*	*453*
Production secondaire	*34 347*	*36 614*	*37 181*	*35 449*	*36 000*	*38 234*	*40 088*	*38 313*
Gaz d'usines	143	198	525	486	222	—	—	—
Gaz de cokeries	13 920	14 397	14 272	13 365	13 282	13 913	13 568	13 392
Gaz de hauts fourneaux	16 295	17 203	16 685	15 573	16 025	18 267	19 620	18 605
Gaz de raffineries	1 287	1 830	2 286	2 280	2 679	2 313	2 409	1 698
Gaz de pétrole liquéfiés	2 702	2 986	3 413	3 745	3 792	3 741	4 491	4 618
Total du gaz produit en Belgique...	**34 936**	**37 209**	**37 883**	**35 983**	**36 558**	**38 784**	**40 657**	**38 766**
Importations	*3 023*	*3 210*	*2 756*	*3 364*	*6 631*	*13 466*	*25 669*	..
Gaz naturel	—	—	—	733	4 228	11 198	23 631	37 742
GPL	2 974	3 176	2 725	2 607	2 393	2 346	2 038	..
Autres gaz manufacturés	49	34	31	24	10	—	—	..
Exportations	*827*	*761*	*822*	*1031*	*1 238*	*918*	*1 693*	..
GPL	569	522	581	735	948	794	1 612	..
Autres gaz manufacturés	258	239	241	296	290	124	81	..
Variations de stocks (prod. et import.) (b)	—	— 401	—	— 43	+ 43	—	—	..
Total du gaz disponible en Belgique...	**37 132**	**39 257**	**39 817**	**38 273**	**41 994**	**51 332**	**64 633**	..

Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistiques de l'Énergie.

(a) Y compris le GPL et le gaz de raffinerie.
(b) (+) Reprise aux stocks; (—) mise aux stocks.
(c) Données provisoires.

Gaz disponibles

Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

Transport et distribution du gaz par canalisation

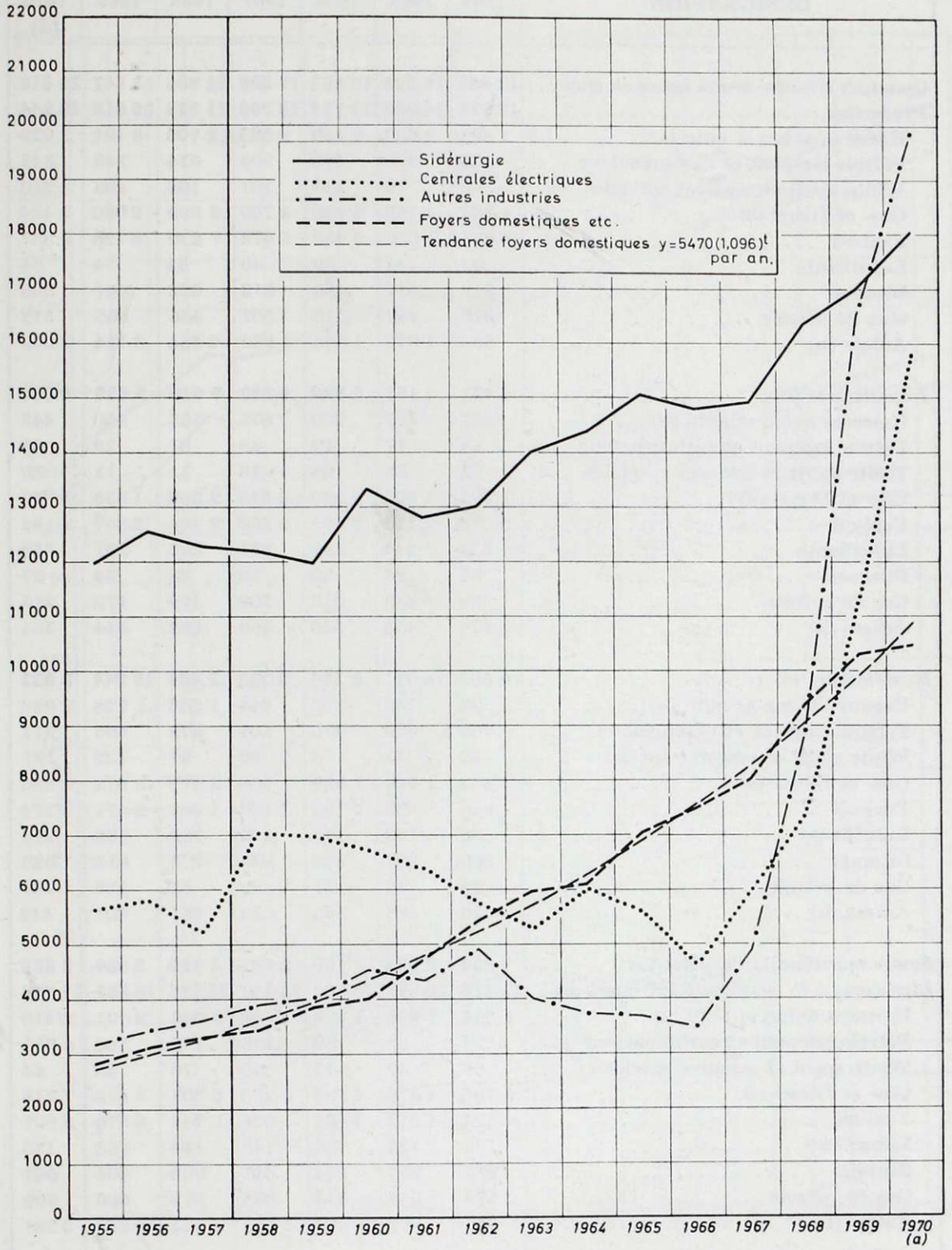
(en Tcal)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)
A. *Emissions de gaz :*								
1. Gaz de ville :								
— Production totale des usines à gaz et centrales gazières	1 897	2 651	3 261	3 751	4 226	3 924	1 924	527
— Gaz de cokeries	4 310	4 032	3 922	4 010	3 819	3 702	3 063	1 985
2. Gaz naturel hollandais	—	—	—	38	1 629 (b)	7 547 (b)	21 771 (b)	37 838 (b)
3. Gaz riches (grisou et gaz de raffineries) (c)	828	835	986	786	782	718	746	423
Total	**7 035**	**7 518**	**8 169**	**8 585**	**10 456**	**15 891**	**27 504**	**40 773**
B. *Ventes de gaz :*								
1. Ventes des entreprises de distribution :								
— Usages domestiques	3 161	3 471	3 979	4 391	4 745	5 463	6 041	6 826
— Usages non domestiques	1 363	1 401	1 531	1 529	1 583	1 646	1 700	1 921
Total	**4 524**	**4 872**	**5 510**	**5 920**	**6 328**	**7 109**	**7 741**	**8 747**
2. Ventes directes de Distrigaz à l'industrie	1 417	1 508	1 479	1 364	2 681	7 070	17 428	28 931
Total	**5 941**	**6 380**	**6 989**	**7 284**	**9 009**	**14 179**	**25 169**	**37 678**
3. Exportation	258	239	241	296	290	124	81	38

Source : Fédération de l'Industrie du Gaz.

(a) Données provisoires.
(b) Non compris le gaz naturel transformé dans les usines et centrales gazières.
(c) Quantités disponibles pour la consommation en l'état (notamment dans les centrales électriques).

Consommation nette de gaz
Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie
Tcal (PCS)



Source : Office Statistique des Communautés européennes, Statistique de l'Energie.

(a) Estimation de l'Administration de l'Energie.

Production et consommation de produits pétroliers
(en milliers de tonnes)

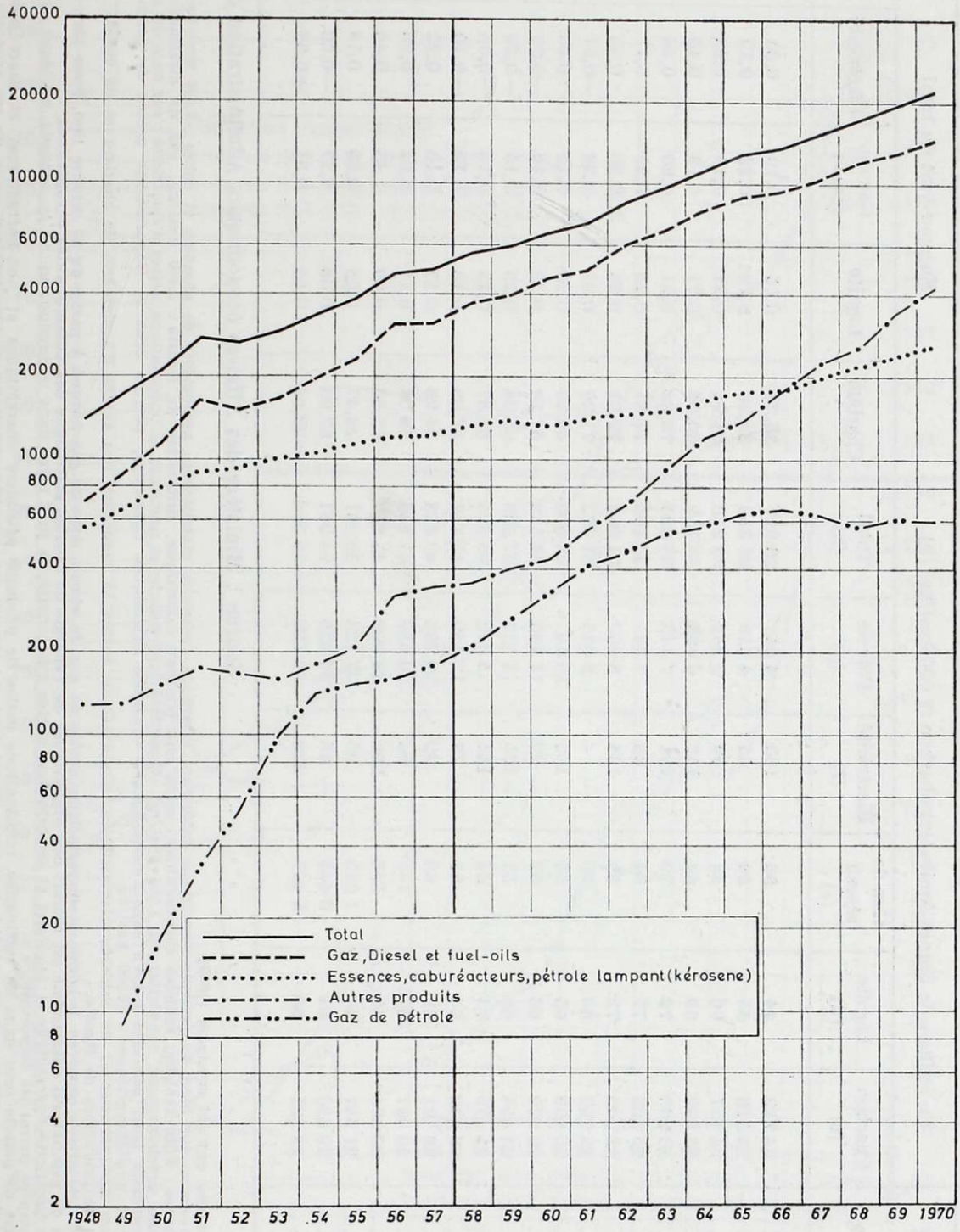
DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (d)
Quantités d'huiles brutes mises en œuvre	**13 358**	**15 598**	**16 593**	**17 286**	**22 965**	**28 547**	**29 816**
Production :	**12 574**	**14 800**	**15 754**	**16 290**	**21 373**	**26 618**	**28 244**
Essences avion et auto (a)	1 865	2 206	2 159	2 326	2 799	3 491	3 929
Pétrole lampant et carburéacteur	428	493	563	599	614	748	845
White spirit et essences spéciales	60	76	114	101	165	193	210
Gas- et Diesel-oil	4 163	4 759	4 780	4 769	6 899	9 060	9 424
Fuel-oil	4 283	5 350	5 683	5 472	7 210	8 726	9 357
Lubrifiants	37	44	39	42	54	54	54
Bitumes	512	411	463	512	622	667	855
Gaz de pétrole	373	449	510	507	456	565	512
Autres (b)	853	1 012	1 443	1 962	2 554	3 114	3 055
Importations (c) :	**5 471**	**5 161**	**5 840**	**6 230**	**5 926**	**5 536**	**5 844**
Essences avion et auto (a)	287	255	260	373	565	450	443
Pétrole lampant et carburéacteur	16	17	12	48	31	29	83
White spirit et essences spéciales	22	22	24	13	11	11	30
Gas- et Diesel-oil	1 892	1 800	2 300	2 548	2 369	1 858	1 777
Fuel-oil	2 378	2 112	2 167	2 252	2 138	2 247	2 182
Lubrifiants	255	244	287	271	302	291	353
Bitumes	25	28	32	33	38	34	27
Gaz de pétrole	268	230	213	202	190	172	215
Autres (b)	328	453	545	490	282	444	734
Exportations (c) :	**4 652**	**4 971**	**5 344**	**5 333**	**7 489**	**10 044**	**9 031**
Essences avion et auto (a)	522	733	693	844	1 266	1 728	2 020
Pétrole lampant et carburéacteur	362	429	475	504	479	596	671
White spirit et essences spéciales	43	55	76	90	97	132	187
Gas- et Diesel-oil	1 853	1 920	1 859	1 608	2 577	3 672	2 895
Fuel-oil	986	933	1 190	1 162	1 692	2 477	2 174
Lubrifiants	160	160	170	170	189	188	218
Bitumes	260	207	235	245	273	314	323
Gaz de pétrole	44	49	61	80	65	136	131
Autres (b)	422	485	585	630	851	801	412
Soutes maritimes à l'exportation	**1 808**	**2 033**	**2 100**	**2 037**	**2 163**	**2 854**	**2 688**
Livraisons à la consommation intérieure :	**11 418**	**12 892**	**13 702**	**15 151**	**17 376**	**19 553**	**21 708**
Essences avion et auto (a)	1 564	1 696	1 686	1 862	2 046	2 191	2 410
Pétrole lampant et carburéacteur	76	82	89	118	150	186	211
White spirit et essences spéciales	36	39	41	43	76	43	44
Gas- et Diesel-oil	3 785	4 476	4 585	5 293	6 307	6 868	7 718
Fuel-oil	4 223	4 612	4 882	5 024	5 746	6 276	6 697
Lubrifiants	128	134	138	142	144	163	175
Bitumes	275	235	244	317	363	404	567
Gaz de pétrole	574	641	664	634	573	606	599
Autres (b)	757	977	1 373	1 718	1 971	2 816	3 287

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Y compris le carburéacteur du type essence.
(b) Autres produits : essentiellement brai de pétrole résiduel et, à partir de 1967, naphtas.
(c) Belgique seule.
(d) Données provisoires.

Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur (a)

(en milliers de tonnes)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Non compris l'autoconsommation des raffineries et les soutes maritimes.

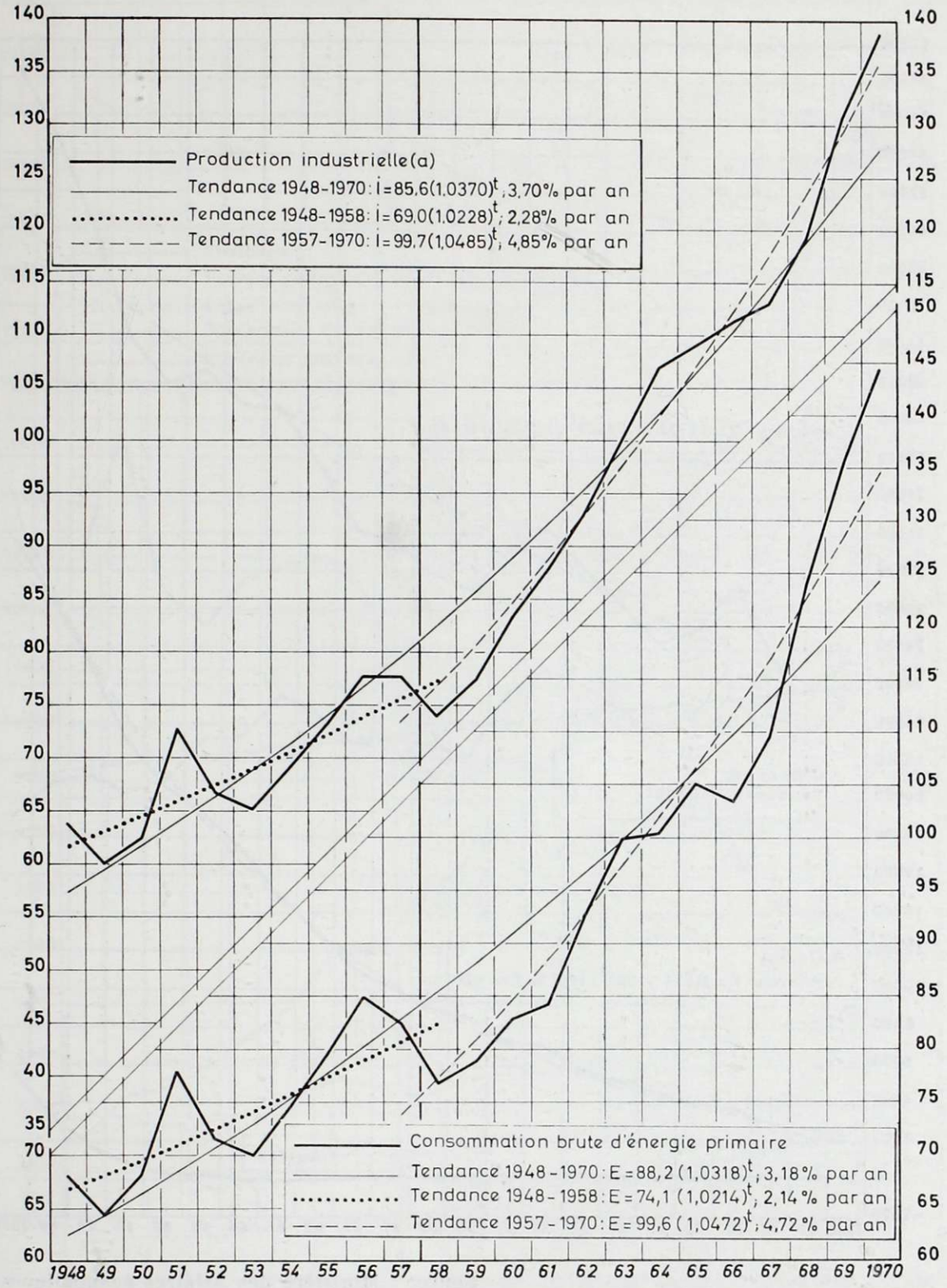
Consommation apparente brute d'énergie primaire (a)

ANNÉE	En milliers de tonnes équivalent charbon (7 000 kcal/kg) (b)						En pour-cent du total				
	Charbon (c)	Lignite (d)	Gaz de réseau (e)	Électricité (f)	Pétrole (g)	Total (h)	Charbon	Lignite	Gaz de réseau	Électricité	Pétrole
1952.....	24 739	44	56	100	4 058	28 997	85,32	0,15	0,19	0,34	13,99
1953.....	23 518	55	63	55	4 659	28 350	82,96	0,19	0,22	0,19	16,43
1954.....	24 757	63	42	99	5 252	30 213	81,94	0,21	0,14	0,33	17,38
1955.....	25 996	69	62	147	5 885	32 159	80,84	0,21	0,19	0,46	18,30
1956.....	26 960	72	70	151	7 142	34 395	78,38	0,21	0,20	0,44	20,76
1957.....	25 826	77	84	38	7 381	33 406	77,31	0,23	0,25	0,11	22,09
1958.....	22 368	73	80	134	8 409	31 064	72,01	0,23	0,26	0,43	27,07
1959.....	22 796	66	70	— 4	9 045	31 973	71,29	0,21	0,22	—0,01	28,28
1960.....	23 299	65	50	102	10 137	33 653	69,23	0,19	0,15	0,30	30,12
1961.....	22 926	66	53	— 22	11 135	34 158	67,12	0,19	0,16	—0,06	32,60
1962.....	24 454	68	55	—135	13 156	37 598	65,04	0,18	0,15	—0,36	34,99
1963.....	25 479	74	54	—144	15 062	40 525	62,87	0,18	0,13	—0,36	37,17
1964.....	23 240	54	51	— 78	17 450	40 717	57,08	0,13	0,12	—0,19	42,86
1965.....	23 121	56	66	92	19 293	42 628	54,23	0,13	0,16	0,22	45,25
1966.....	20 997	47	141	84	20 689	41 958	50,04	0,11	0,34	0,20	49,31
1967.....	20 395	42	643	206	23 092	44 377	45,96	0,09	1,45	0,46	52,04
1968.....	21 347	40	1 655	95	27 124	50 261	42,47	0,08	3,29	0,19	53,97
1969.....	20 856	34	3 448	— 36	30 659	54 961	37,95	0,06	6,27	—0,06	55,78
1970 (i)	19 121	30	5 457	+222	33 762	58 592	32,64	0,05	9,31	+0,38	57,62

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Certaines données ont été corrigées (1969).
(b) Taux de conversion sur base du pouvoir calorifique inférieur : charbons (produits marchands), agglomérés de charbon et cokes : 7.000 kcal/kg; bas-produits des charbonnages : 5.000 kcal/kg; schistes combustibles : selon leur contenu calorifique; briquettes de lignite : 5.000 kcal/kg; gaz de distribution : sur base des statistiques préalablement converties en 1.000 kcal/m³; électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité : sur base du nombre moyen de kcal consommées pour produire 1 kWh dans l'ensemble des centrales thermiques classiques; pétrole brut et importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques : 10.000 kcal/kg.
(c) Consommation de charbons et de schistes combustibles, importations nettes et réduction des stocks d'agglomérés de charbon et de cokes.
(d) Importations de briquettes de lignite.
(e) Consommation de grisou capté en Belgique et importations nettes de gaz de réseau, dont de gaz naturel à partir du 10 octobre 1966. Pour 1967, le volume des importations de gaz naturel néerlandais est extrait des **Statistiques de l'énergie de l'Office statistique des Communautés européennes.**
(f) Production d'électricité hydraulique et nucléaire et importations nettes d'électricité; la part belge dans la production de la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(g) Mise en œuvre de pétrole brut dans les raffineries, importations nettes de produits pétroliers énergétiques et non-énergétiques et écart positif entre les livraisons de produits raffinés sur le marché intérieur, d'une part, la somme des quantités produites et l'importation nette de ces produits, d'autre part.
(h) Le total doit correspondre à la somme des postes « Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution » et « Livraisons à la consommation finale » (en tenant compte des mouvements des stocks connus) du tableau « **Bilan global de l'Energie** ».
(i) Données provisoires.

Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire
(1963 = 100)

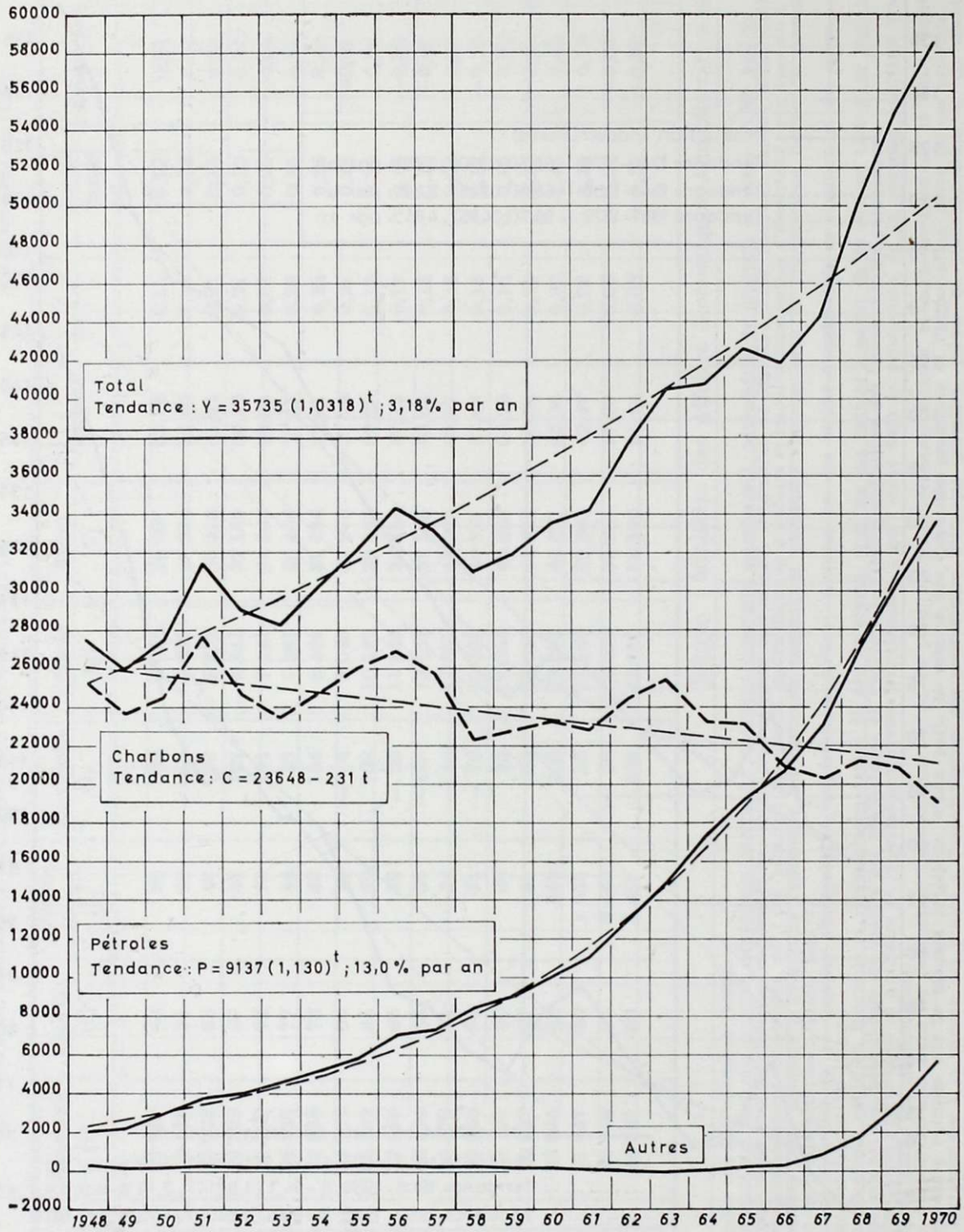


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) De 1949 à 1953, indice I.R.E.S.P., Louvain, 1936-1938 = 100, à partir de 1953, indice I.N.S., 1963 = 100, sans construction

Consommation apparente d'énergie primaire (a)

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

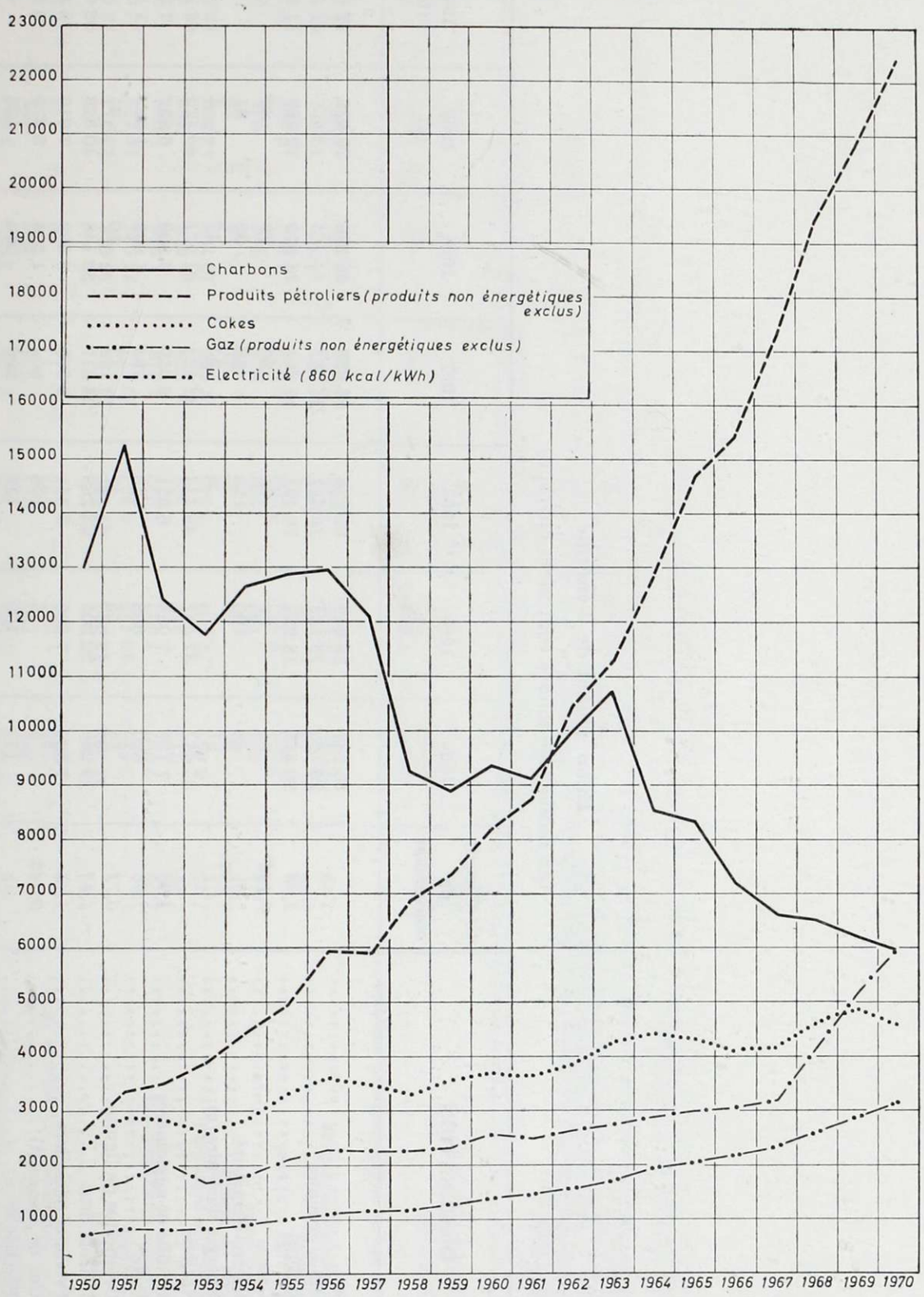


Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Pour les autres : production de grisou et d'électricité hydraulique et nucléaire, importations nettes d'électricité, de gaz et de lignite.

Consommation finale (a) d'énergie par forme d'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)



Source : Ministère des Affaires économiques,
Administration de l'Energie.

(a) N'ayant pas servi à produire une autre forme d'énergie; utilisations non énergétiques; et pertes de distribution exclues.

Bilan global de l'énergie

(en milliers de tonnes équivalent charbon)

DÉSIGNATION	Coefficient de conversion	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (a)	1970 (b)
Ressources		**55 767**	**56 819**	**55 996**	**56 888**	**66 236**	**73 636**	**77 573**
Production primaire		*20 706*	*19 132*	*16 681*	*15 567*	*14 265*	*13 057*	*11 387*
— Houille	*1,00*	20 556	18 935	16 491	15 364	14 079	12 889	11 225
— Grisou	*0,143*	81	97	75	80	79	82	65
— Hydro-électricité	(i)	48	100	113	88	90	81	81
— Energie nucléaire (c)	(i)	21	—	2	35	17	*5*	16
Importations		*35 061*	*37 687*	*39 315*	*41 321*	*51 971*	*60 579*	*66 186*
— Houille et agglomérés	*1,00*	7 139	7 088	6 351	6 059	6 809	6 832	7 779
— Coke	*1,00*	620	693	553	794	1 323	1 669	1 532
— Briquettes de lignite	*0,71*	54	56	47	42	40	34	30
— Pétrole brut	*1,43*	19 268	22 305	23 728	24 617	33 448	40 623	42 659
— Produits pétroliers	*1,43*	7 824	7 380	8 351	8 909	8 503	7 916	8 357
— Gaz de réseau (d)	*0,143*	5	5	108	604	1 594	3 379	5 397
— Electricité (c)	(i)	151	160	177	296	254	126	432
Emplois intérieurs (e)		**41 121**	**42 718**	**42 256**	**44 320**	**50 506**	**54 509**	**59 439**
Consommation des producteurs d'énergie primaire, pertes de transformation et de distribution (f)		*8 787*	*8 833*	*8 519*	*9 213*	*10 508*	*11 849*	*12 674*
		31 933	*33 795*	*33 439*	*35 164*	*39 753*	*45 112*	*46 500*
						7 649	8 681	

Livraisons à la consommation finale		27 022	33 795	33 439	35 164	39 753	43 112	45 900
— Sidérurgie		6 361	6 331	6 286	6 782	7 649	8 681	..
— Autres industries		8 228	8 879	8 507	8 652	9 787	10 317	..
— Transports		3 994	4 261	4 215	4 489	5 063	5 286	..
— Secteurs domestiques et équival.		11 509	12 765	12 243	12 967	14 474	14 953	..
— Produits non-énergétiques		1 259	1 364	1 435	1 528	2 008	3 080	..
— Non ventilés		582	195	752	746	772	795	..
Variations stocks consommateurs (h)		*+ 235*	*— 141*	*— 138*	*+ 11*	*+ 20*	*+ 77*	*+ 22*
Ventes extérieures		**13 293**	**13 083**	**12 998**	**13 184**	**16 010**	**20 313**	**18 442**
Exportations		*10 695*	*10 169*	*9 991*	*10 271*	*12 917*	*16 232*	*14 598*
— Houille et agglomérés	*1,00*	2 997	1 939	1 292	1 618	1 246	1 026	649
— Coke	*1,00*	714	919	807	773	679	582	713
— Produits pétroliers	*1,43*	6 652	7 109	7 642	7 626	10 708	14 363	12 914
— Gaz de réseau	*0,143*	34	34	42	41	18	13	5
— Electricité	(i)	298	168	208	213	266	248	307
Soutes		*2 598*	*2 914*	*3 006*	*2 913*	*3 093*	*4 081*	*3 844*
— Houille	*1,00*	13	7	3	—	—	—	—
— Produits pétroliers	*1,43*	2 585	2 907	3 003	2 913	3 093	4 081	3 844
Variations stocks producteurs et importateurs		**+ 1 353**	**+ 1 018**	**+ 741**	**— 616**	**— 280**	**— 1 186**	**— 308**
Houille et coke	*1,00*	*+ 1 187*	*+ 733*	*+ 637*	*— 513*	*— 888*	*— 987*	*— 331*
Pétrole brut	*1,43*	*+ 166*	*+ 285*	*+ 104*	*— 103*	*+ 608*	*— 199*	*+ 23*

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Données corrigées.
(b) Données provisoires.
(c) L'énergie électrique livrée à la Belgique par la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations d'électricité.
(d) Y compris le gaz naturel à partir du 10 octobre 1966.
(e) Coefficient de conversion pour l'électricité : 0,12. Il n'a pas été possible d'éliminer tous les doubles emplois.
(f) Calcul par différence.
(g) Centrales électriques (charbon), cokeries (charbon), raffineries de pétrole (différence entre la production et l'importation, d'une part, les livraisons d'autre part).
(h) Sidérurgie, chemins de fer, commerce.
(i) Estimation sur base de la consommation spécifique de l'ensemble des centrales thermiques classiques.

Bilan résumé par forme d'énergie (a)

DÉSIGNATION	Houille et agglomérés		Briquettes de lignite		Cokes		Pétrole brut		Produits pétroliers		Gaz de réseau (b)		Electricité (c)	
	10^3 tec		10^3 t		10^3 t		10^3 t		10^3 t		Tcal		10^6 kWh	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
Ressources	**19 788**	**19 061**	**49**	**43**	**8 918**	**8 650**	**28 408**	**29 832**	**34 083**	**35 660**	**57 913**	**70 509**	**29 486**	**31 837**
Production primaire (d)	*12 889*	*11 225*	—	—	—	—	—	—	—	—	*569*	*453*	*245*	*293*
Production secondaire (e)	*67*	*57*	—	—	*7 249*	*7 119*	—	—	*28 547*	*29 816*	*33 713*	*32 314*	*28 882*	*30 243*
Importations de la Communauté (f)	*4 949*	*4 803*	*49*	*43*	*1 365*	*1 390*	*28 408*	*29 832*	*5 536*	*5 844*	*23 631*	*37 742*	*359*	*1 301*
Importations des pays tiers	*1 883*	*2 976*	—	—	*304*	*141*					—	—	—	—
Emplois	**19 567**	**18 751**	**49**	**43**	**8 918**	**8 661**	**28 408**	**29 832**	**34 083**	**35 660**	**57 913**	**70 509**	**29 486**	**31 837**
Producteurs d'énergie primaire	*155*	*137*	—	—	—	—	—	—	..	..	*15*	*13*	*1 058*	*963*
Cokeries, usines à gaz (g)	*9 398*	*9 294*	—	—	*4*	*2*	—	—	*22*	*15*	*8 961*	*9 763*	*200*	*200*
Centrales électriques (h)	*3 888*	*2 790*	—	—	—	—	—	—	*3 138*	*3 678*	*9 224*	*14 731*	*3 006*	*3 197*
Raffineries de pétrole	—	—	—	—	—	—	*28 547*	*29 816*	*1 929*	*1 997*	—	—	*400*	*469*
Consommateurs finals	*6 196*	*5 960*	*49*	*43*	*8 320*	*7 814*	—	—	*16 393*	*17 907*	*39 801*	*45 964*	*24 111*	*26 083*
Sidérurgie (i)	184	159	—	—	7 455	7 015	—	—	879	..	19 050	20 547	4 174	4 242
Autres industries (d) (j)	602	690	—	—	678	666	—	—	4 278	..	10 198	13 287	12 178	13 218
Transports	32	30	—	—	12	14	—	—	3 606	..	—	—	707	742
Secteurs domestiques et équivalents	5 377	5 080	49	43	175	119	—	—	5 326	..	7 032	8 030	6 197	6 971
Autres et non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	485	..	—	—	855	910
Produits non énergétiques	—	—	—		—	—	—	—	1 819	..	3 352	4 100	—	—
Exportations vers la Communauté (f)(k)	*1 001*	*619*	—	—	*438*	*316*	—	—	*10 044*	*9 031*	*81*	*38*	*711*	*925*
Exportations vers les pays tiers	*25*	*40*	—	—	*144*	*397*	—	—			—	—	—	—
Soutes	—	—	—	—	—	—	—	—	*2 854*	*2 688*	—	—	—	—
Variation stocks producteurs et importateurs (l)	*— 962*	*— 403*	—	—	*— 25*	*+ 72*	*— 139*	*+ 16*	*— 297*	*+ 344*	—	—	—	—
Variat. stocks commerce et consommateurs (m)	*— 134*	*+ 314*	—	—	*+ 37*	*+ 60*	—	—	..	..	—	—	—	—

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Energie.

(a) Bilan basé sur des statistiques rapidement disponibles. Données provisoires pour 1970.
(b) Tous les gaz fournis ou à être fournis en état gazeux; donc non compris les gaz butane ou propane fournis aux consommateurs finals sous forme liquide (en récipients).
(c) Certains doubles emplois entre la consommation d'électricité et celle d'autres formes d'énergie n'ont pu être éliminés.
(d) Houille : les produits marchands ont été comptés tonne pour tonne et les bas produits ont été convertis en tec à raison de 5.000 kcal/kg; les schistes combustibles ont été calculés d'après leur contenu calorifique.
Electricité : y compris l'énergie nucléaire. La part belge dans la centrale nucléaire franco-belge de Chooz est comptée parmi les importations.
(e) Houille et agglomérés : consommation de brai par les usines d'agglomérés. Gaz de distribution : production des usines à gaz et des cokeries, achats de gaz à l'industrie pétrolière, consommation globale de gaz de haut fourneau.
(f) Non compris le transit de gaz naturel vers la France.
(g) Gaz de réseau : besoins propres des cokeries et usines à gaz et pertes de distribution.
(h) Y compris la consommation des autoproducteurs. Electricité : y compris la différence entre la production brute et la production nette, ainsi que les pertes du transport et de la distribution.
(i) Gaz de réseau : y compris le gaz de haut fourneau
(j) Non compris la consommation en vue de la production d'électricité.
(k) Y compris les schistes combustibles calculés à 3.640 kcal/kg.
(l) Pétrole brut : différence entre les importations et la mise en œuvre dans les raffineries; produits pétroliers : différence entre la production et l'importation.

Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (*b*)	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Combustibles solides	— 7 988	— 8 049	— 8 667	— 8 303	— 7 665	— 9 378	— 10 686	— 13 229
— charbon et lignite	— 5 158	— 4 179	— 4 594	— 4 558	— 3 934	— 4 829	— 5 131	— 7 742
— cokes (*c*)	— 3 257	— 4 004	— 3 685	— 3 266	— 3 339	— 4 162	— 5 179	— 5 123
— agglomérés de charbons et de lignite	+ 427	+ 134	— 388	— 479	— 392	— 387	— 376	— 364
Pétrole et produits pétroliers	— 9 038	— 10 074	— 10 250	— 10 077	— 13 043	— 16 941	— 15 682	— 20 637
— pétrole brut et semi-raffiné	— 11 197	— 11 905	— 13 321	— 12 295	— 14 515	— 20 400	— 24 096	— 26 383
— produits dérivés de pétrole	+ 2 159	+ 1 831	+ 3 071	+ 2 218	+ 1 472	+ 3 459	+ 8 414	+ 5 746
— huiles légères	+ *1 063*	+ *676*	+ *1 001*	+ *813*	+ *1 009*	+ *1 800*	+ *2 915*	+ *2 232*
— huiles moyennes	+ *365*	+ *694*	+ *760*	+ *764*	+ *764*	+ *772*	+ *1 171*	+ *909*
— huiles lourdes	+ *1 143*	+ *861*	+ *1 648*	+ *958*	— *73*	+ *1 245*	+ *4 510*	+ *2 823*
— gaz de pétrole liquéfié	— *412*	— *400*	— *338*	— *317*	— *228*	— *358*	— *182*	— *218*
Gaz de distribution autre que le gaz naturel	— 10	— 10	— 7	— 13	— 13(d)	— 15	— 16	— 27
Gaz naturel	—	—	—	—	— 436(e)	— 795	— 1 787	— 2 393
Total ...	— 17 036	— 18 133	— 18 924	— 18 393	— 21 157	— 27 129	— 28 171	— 36 286

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de statistique. et Administration de l'Energie.

(a) Exportations nettes (+); importations nettes (—).
(b) *Composition du tableau pour 1970.* — Charbon et lignite : T.D. 2701.00 + T.D. 2702.00; cokes : T.D. 2704.10 + T.D. 2704.15; agglomérés de charbons et de lignite : T.D. 2701.20 + T.D. 2702.10; pétrole brut et demi-raffiné : T.D. 2709.00; huiles légères : T.D. 2710.00 + T.D. 2710.03 + T.D. 2710.05 + T.D. 2710.07 + T.D. 2710.10 + T.D. 2710.15; huiles moyennes : T.D. 2710.20 + T.D. 2710.23 + T.D. 2710.25 + 2710.30 + T.D. 2710.35; huiles lourdes : T.D. 2710.40 + T.D. 2710.43 + T.D. 2710.50 + T.D. 2710.55 + T.D. 2710.60 + T.D. 2710.63 + T.D. 2710.70 + T.D. 2710.75; gaz de pétrole liquéfié : T.D. 2711.00 + T.D. 2711.30 + T.D. 2711.50; gaz de distribution autre que le gaz naturel : T.D. 2718.00; gaz naturel : T.D. 2711.70. Données correspondantes pour les années antérieures, sous réserve des observations formulées aux notes (d) et (e).
(c) La Belgique est exportatrice nette jusqu'en 1966; le solde importateur provient des achats du Grand-Duché de Luxembourg.
(d) Statistiques douanières de l'Institut National de Statistique, déduction faite des importations en provenance des Pays-Bas.
(e) A l'importation : selon le « *Maandstatistiek van de buitenlandse handel per goederensoort,* Centraal Bureau voor de Statistiek », T.D. 2711.70 (exportations vers l'U.E.B.L. et la France) et à l'exportation (transit vers la France) selon les *Statistiques du Commerce extérieur de la France,* T.D. 2711.52 (importations)

SECTION III. – ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

§ 1. — MÉTALLURGIE

1. — *Sidérurgie.*

La production mondiale d'acier brut (la République de Chine populaire non comprise) était de 558 millions de tonnes en 1969 ; elle est de 575 millions en 1970, soit une augmentation de 3 % contre 8,1 % un an plus tôt ; ceci constitue un des plus faibles accroissements depuis de nombreuses années. Cependant, cette augmentation ne se traduit guère dans la part relative des grands producteurs à l'exception du Japon qui assume à lui seul une proportion importante de cet accroissement étant donné l'effet compensateur des légères fluctuations en sens divers des autres producteurs.

La production de la sidérurgie américaine, qui a dû s'adapter à la demande réduite de certains secteurs industriels comme la construction automobile, a subi une baisse de 6,7 % par rapport au record de l'année 1969. Avec 122,6 millions de tonnes, les Etats-Unis conservent toutefois la première place des pays producteurs d'acier, mais leur part dans le total mondial est tombée à 21,3 %.

La production de l'U.R.S.S., avec 115,7 millions de tonnes, dépasse de 4,9 % le niveau atteint en 1969. Sa part dans le total mondial s'élève à 20,1 %.

Le Japon, en atteignant 93 millions de tonnes en 1970, a presque doublé sa production en quatre ans. Ce développement sans précédent ne manque pas d'influencer considérablement les conditions d'activité des sidérurgistes de nombreux pays au point de vue de l'approvisionnement en matières premières, tout d'abord, mais aussi, au point de vue de l'écoulement des produits.

En Grande-Bretagne, la production d'acier a été également en hausse avec un total de 28,3 millions de tonnes, elle dépasse de 4,1 % le tonnage enregistré en 1969.

En ce qui concerne la Communauté économique européenne, le volume de la production d'acier est toutefois resté influencé par le développement d'ensemble de l'économie. Au total, les sidérurgistes de la Communauté ont produit 109 millions de tonnes d'acier brut en 1970, soit une augmentation de 1,8 million de tonnes ou de 1,7 % par rapport à 1969. Ventilées par pays, les variations de production par rapport à 1969 se répartissent comme suit : République fédérale allemande (— 0,6 %), France (+ 5,6 %), Italie (+ 5,1 %), Belgique (— 1,8 %), Luxembourg (— 1,1 %), Pays-Bas (+ 6,7 %).

Le degré d'emploi de la capacité de production s'est détérioré légèrement tant pour la fonte que pour l'acier brut. En effet, à l'intérieur des pays membres de la Communauté, les producteurs d'acier ont été amenés à limiter, dans le courant de l'année, la production de leurs aciéries afin d'éviter un déséquilibre

entre l'offre et la demande et d'enrayer le mouvement de baisse des prix à la grande exportation ; ceux-ci, en effet, fléchirent jusqu'à frôler dangeureusement les seuils de rentabilité au mois d'octobre.

Quant à la Belgique, l'activité de l'industrie sidérurgique avait fortement augmenté en 1969, la production y avait atteint le record de 12,8 millions de tonnes tandis que 12,6 millions de tonnes ont seulement été produites en 1970. Cette année avait cependant commencé sous des auspices favorables : redressement des prix de vente et maintien momentané des coûts ; mais plusieurs facteurs perturbateurs sont apparus sur le marché de l'acier où la concurrence est très vive et où la marge est souvent ténue entre le niveau de l'offre et de la demande. D'une part, un grave problème d'approvisionnement en coke suite à la grève des charbonnages de Campine, n'a pas manqué d'avoir des conséquences dommageables sur l'activité de certaines usines sidérurgiques anormalement alimentées et ce, jusqu'au dernier stade de transformation des produits sidérurgiques. D'autre part, un fléchissement de la demande est apparu depuis le mois de mai, en raison à la fois de l'anticipation antérieure des commandes par les intermédiaires et les utilisateurs, de la décélération de l'expansion de l'activité des industries consommatrices d'acier et de leur déstockage dans l'attente d'une persistance de la baisse des prix ; des perspectives plus favorables se sont cependant esquissées vers la fin de l'année. La faiblesse de la demande a marqué particulièrement les produits longs (ronds à béton, aciers marchands, profilés).

Le taux de capacité de production employée a été de 85,7 %, soit un taux légèrement supérieur à celui de la C.E.C.A. qui est de 85,6 %. En ce qui concerne la production de fonte, elle s'est élevée à 10,9 millions de tonnes, ce qui représente un taux d'utilisation de 82,8 % inférieur à celui de la C.E.C.A. (86 %).

La sidérurgie est une industrie exigeant une intervention importante de capitaux. D'une part, les investissements doivent couvrir tous les objectifs permanents d'un marché en continuel développement : remplacement en temps opportun des installations existantes, introduction dans le cycle de fabrication de techniques nouvelles, augmentation de la productivité, amélioration de la qualité, développement des capacités de production et enfin, élargissement éventuel de la gamme des produits offerts pour assurer la sécurité de l'activité commerciale. D'autre part, les investissements doivent être adaptés aux stades successifs de la production depuis l'arrivée des matières premières jusqu'au laminage des produits d'acier. Les dépenses d'investissement au cours de la décennie écoulée — les statistiques annuelles étant soumises aux fluctuations trop importantes des différents programmes — se répartissent comme suit : les cokeries sidérurgiques n'ont absorbé que 1,3 % des dépenses totales ; les installations relatives à la préparation de la charge des hauts fourneaux en ont absorbé 7,4 % ; le secteur de la production de fonte représente 9,1 % du total investi suite à l'accroissement de la dimension des unités de production ; les aciéries représentent 16,9 % des dépenses suite notamment à l'introduction et au développement constant du procédé à l'oxygène pur ; finalement, les divisions laminoirs et annexes ont requis un important volume de fonds en absorbant 51,2 % du montant global. Les investissements se sont donc attachés à moderniser tous les secteurs successifs de l'industrie.

La réalisation, cette année, de la fusion entre deux importantes sociétés sidérurgiques a donné naissance à une entreprise sidérurgique d'une capacité annuelle de production de 7 millions de tonnes, la cinquième de la Communauté et la quatorzième sur le plan mondial. La concentration de ces usines renforce non seulement leur compétitivité par une utilisation plus rationnelle des moyens propres à chaque société, mais permet de réaliser d'importantes économies dans les investissements en axant ceux-ci sur les installations les plus rentables. Il doit en résulter de meilleurs rendements à chacune des phases du processus de fabrication.

Les exportations belgo-luxembourgeoises de produits sidérurgiques, minerais et mitrailles exclues, ont atteint, cette année, 93,8 milliards de francs contre 78,6 milliards en 1969, soit une augmentation de 19,3 % contre 24,6 % l'année précédente. En volume, par contre, une baisse de 0,8 % fut enregistrée.

Les importations des mêmes produits ont augmenté en valeur de 2 512 millions de francs, soit 34,6 % et en tonnage de 272 982 t soit 11,6 % contre respectivement 31,6 % et 21,8 % pour l'année précédente.

2. — *Industrie des métaux non ferreux.*

La fermeté des prix du cuivre qui avait prévalu tout au long de l'année 1969 s'est maintenue durant les quatre premiers mois de 1970. Depuis lors, les cours n'ont cessé de s'effriter jusqu'à la fin de l'année. Après avoir atteint le sommet de £ 749 par tonne métrique en avril, le cours comptant du « wirebar » au London Metal Exchange, a progressivement diminué et n'atteignait plus que £ 515,50 par tonne métrique, fin août. La reprise traditionnelle d'automne ne s'étant pas produite, le cours a continué à fléchir ; il se situait à £ 456, fin octobre et £ 422 en décembre, soit un recul de £ 327 ou 43 % sur les cours extrêmes enregistrés.

Toutefois, l'effet de cette baisse est atténué par le fait que la plupart des contrats sont conclus entre les producteurs belges et leurs clients sur base d'un prix qui dépend du cours d'achat de la matière première, les entreprises du secteur des non-ferreux étant conscientes des variations que peuvent subir les matières premières.

Le cours du plomb également a eu tendance à baisser à Londres : de £ 143 par tonne métrique en février, il est passé à £ 118 en décembre.

Au cours de 1970, l'étain est le métal qui a le mieux résisté au mouvement général de baisse des métaux non-ferreux. Après quelques semaines de faiblesse relative succédant à la période de fermeté qu'a connue le marché à la fin de 1969, les cours de l'étain se sont progressivement raffermis jusqu'à franchir le prix plafond de l'échelle de l'accord international sur l'étain (£ 1 605 par tonne métrique) en avril. Ce mouvement brusque de hausse a entraîné la liquidation de la majeure partie des avoirs en métal du Stock Régulateur. Le restant de l'année a vu une diminution continue, mais lente des cours de l'étain jusqu'à fin novembre (£ 1 415 par tonne métrique).

Pour l'industrie des métaux non ferreux considérée globalement, du fait d'une conjoncture moins dynamique en 1970, a été une année de consolidation.

Dans différents secteurs, la production a plafonné ou parfois, même, marqué un repli sensible par rapport à 1969, excepté pour le cuivre de première fusion où la normalisation de la production a permis à la production totale des métaux non ferreux bruts, d'afficher un progrès de 2,4 % par rapport à 1969 sans toutefois atteindre le niveau record de 1968. En effet, la progression de 17,2 % du cuivre de première fusion est due partiellement au fait qu'en 1969, un retard dans les approvisionnements avait occasionné un recul important. Toujours par rapport à 1969, on note, en ce qui concerne les métaux (1ère et 2ième fusion), une diminution de 9,7 % pour le zinc, de 7,3 % pour le plomb et de 14 % pour l'étain.

Dans la catégorie « produits demi-finis », la production de cuivre progresse de 4,3 %, celle de plomb est en baisse de 12,1 % et celle d'aluminium a marqué une légère amélioration (1 %).

Le programme des investissements paraît avoir peu pâti du ralentissement de la conjoncture ; il subit régulièrement des adaptations dues au renchérissement des matériaux et des équipements et à l'évolution des données techniques et économiques. En dépit de la continuité de cet effort, les rentabilités unitaires n'ont pu être maintenues à cause des conséquences réunies de la hausse accélérée des rémunérations, du renchérissement des combustibles et de la chute des prix. De plus, certaines entreprises ont inclus, dans leur plan d'investissements, des montants importants consacrés aux recherches relatives à l'accroissement de la production et à l'amélioration de la récupération des métaux contenus dans les minerais.

Cette année a vu également la fusion de deux sociétés importantes en vue de s'adapter à de nouveaux impératifs scientifiques et économiques et à des marchés plus vastes et plus complexes.

La hausse des salaires s'est développée également dans l'industrie des métaux non-ferreux. En effet, en moyenne pour l'ensemble des secteurs, elle a été supérieure à 11 % en 1970. Il existe des secteurs où une majoration des coûts peut être répercutée, au moins en partie, dans le prix de vente des produits et des services. Dans le secteur des non-ferreux par contre, les prix étant tributaires du marché mondial, l'activité de certains sous-secteurs se ressent plus directement de l'élévation des charges salariales lorsque celle-ci ne peut être compensée par un accroissement correspondant de la productivité. Le perfectionnement des outils de production et la rationalisation des processus de fabrication se doivent d'être poursuivis dans un pays dépourvu de matières premières et d'énergie bon marché et qui subit l'effet grandissant de la concurrence mondiale.

Les exportations de métaux bruts et raffinés ont augmenté de 18,4 % contre 5,9 % en 1969 ; elles sont en progrès pour l'aluminium, le cuivre et autres produits, bruts et raffinés, et en léger recul, pour le zinc et l'étain. En poids, elles ont progressé de 6,6 %.

Les importations totales de métaux bruts et raffinés ont haussé de 13 % en valeur et de 6,6 % en poids en 1970.

Pour les produits demi-finis, l'augmentation des exportations totales a atteint 15,7 % en valeur et 1,1 % en volume bien qu'un fléchissement soit noté en ce qui concerne le plomb et le zinc. Les importations ont augmenté davantage en valeur (18,7 %) qu'en tonnage (4,4 %).

3. — *Industrie des fabrications métalliques.*

L'année 1970 a été marquée, dans le secteur des fabrications métalliques, par une haute conjoncture qui a provoqué un certain nombre de tensions. La forte demande, le plein emploi des capacités de production, le manque de main-d'œuvre et les augmentations salariales qui en découlèrent, ainsi que les longs délais d'approvisionnement, surtout pour les produits intermédiaires, ont eu une répercussion marquée sur les prix de revient.

Les commandes enregistrées qui, en 1969, avaient crû au rythme exceptionnellement rapide de 23 % n'ont plus augmenté que de 11 %. Si l'on tient compte des hausses de prix qui se sont probablement situées aux environs de 8 %, le volume réel des commandes a peu progressé par rapport à 1969.

Les livraisons qui suivent l'évolution des commandes avec un retard variant suivant les produits de quelques semaines à plusieurs années ont continué à progresser. A prix courants, elles ont atteint 257 milliards de francs contre 219 milliards en 1969, soit un progrès de 17 %, ce qui, élimination faite des mouvements de prix, correspond à une amélioration réelle de 10 %.

Les carnets de commande se sont accrus, passant de l'indice 167, à fin 1969, à 192 à fin 1970 (fin 1965 = 100). Sous l'effet de l'accroissement des capacités de production, la durée d'activité assurée a reculé de 5,9 mois à fin 1969 à 5,6 mois à fin 1970.

L'emploi total est passé de 317 000 ouvriers et employés, à fin 1969, à 328 500 à fin 1970, soit une augmentation de la moyenne mensuelle de 6,8 % d'une année à l'autre.

La durée conventionnelle du travail a été réduite de 44 à 43 heures par semaine, le 1er juillet 1970. De plus, de nombreuses heures ont été perdues par suite de grèves, dont quelques unes de longue durée, de sorte que la durée des prestations n'a progressé que de 4,2 %.

En première transformation du métal, l'activité a été en général très élevée. La tréfilerie est dominée par un groupe qui a acquis une dimension mondiale ; les quantités produites ont continué à croître. En laminage à froid, une entreprise à capitaux étrangers occupe une place de plus en plus importante grâce à des produits de très haute spécification. En étirage et tournage également, l'activité est restée élevée et des usines en ont profité pour faire des investissements.

Les sous-secteurs des tubes et des profilés à froid ont connu une évolution qui s'est calquée sur celle de la sidérurgie : augmentation des livraisons, mais — surtout dans la deuxième moitié de l'année — recul des commandes. En estampage, forge, boulonnerie et perforation des tôles, la demande est restée vive et les expéditions ont progressé de 10 à 30 % suivant les produits. Les principales

forges du pays ont entamé une action de rapprochement visant à une meilleure coordination des programmes de fabrication et surtout d'investissement.

En ce qui concerne les biens de consommation durables, des divergences assez marquées ont été notées suivant les produits. Dans leur ensemble, les emballages métalliques continuent à progresser. Les meubles métalliques constituent une activité qui s'est fortement développée au cours des dernières années, comparées à leurs concurrents étrangers, les entreprises belges n'ont cependant pas encore acquis une taille suffisante. Dans le secteur du chauffage, les ventes de chaudières à charbon reculent rapidement, celles à gaz ne progressent que légèrement malgré l'introduction généralisée du gaz naturel.

La croissance est plus rapide pour les chaudières à mazout. En radiateurs, l'acier tend à prendre une place prépondérante sans toutefois éliminer complètement la fonte.

Parmi les biens de consommation électriques, les producteurs de petit petit matériel d'installation se sont plaints d'une mévente pendant le deuxième semestre suite à la défaillance de la conjoncture dans le bâtiment. Le secteur des électro-ménagers paraît recueillir les fruits des effets de rationalisation au cours des dernières années.

En matière de biens d'équipement, d'abord en ponts et charpentes, l'activité a été soutenue et les carnets de commandes sont demeurés bien garnis. Certaines entreprises ont continué à renforcer leur position et atteignent maintenant une taille qui leur permet de se défendre sur les marchés extérieurs. Les fabricants de grosses chaudières bénéficient du plan d'équipement des sociétés d'électricité alors que les tuyauteurs tirent profit des programmes d'extension des industries chimique et pétrolière.

Produisant essentiellement des biens d'équipement, l'industrie mécanique a été favorisée par le rythme soutenu des investissements dans la plupart des pays européens. Pour l'ensemble des biens d'équipements électriques, les rentrées de commandes ont crû au point que certains délais de livraison sont devenus très longs. Ceci vaut aussi bien pour le matériel de production et de transport d'énergie électrique que pour les appareillages industriels, les équipements de télécommunication et d'automation.

Concernant le matériel de transport, l'industrie automobile belge a, au cours de l'année 1970, augmenté une nouvelle fois son chiffre de production qui passe de 830 157 véhicules en 1969 à 840 439 en 1970. L'accroissement est dû aux seuls véhicules utilitaires puisque la production de voitures et autos assimilées a marqué un léger recul par rapport à 1969.

Les programmes d'investissement des entreprises sont déterminés par les perspectives de la demande, l'évolution des coûts de production et les capacités de financement. L'évolution de ces facteurs en 1970 a amené les entreprises à élaborer d'importants programmes d'investissements nouveaux. D'après l'enquête réalisée par Fabrimétal, les investissements seraient passés de 7,5 milliards de francs en 1968 et 11,7 milliards en 1969 à 14,9 milliards en 1970. Alors que précédemment une large part des investissements était consacrée à la cons-

truction de quelques entreprises nouvelles de grande dimension, les programmes actuels se répartissent sur un plus grand nombre d'entreprises existantes.

Le ralentissement du rythme de croissance des économies de nos principaux partenaires commerciaux a entraîné une évolution similaire de nos exportations. Leur augmentation en valeur a été de 19,2 % en 1970 contre 27 % en 1969. La proportion des livraisons à l'étranger dans le total des expéditions des usines a atteint près de 60 %. En quantité, l'accroissement des exportations a été de 15,1 % contre 18,2 % en 1969.

Quant aux importations, l'accroissement a été de 30,7 % en quantité et de 21,4 % en valeur.

Sous l'effet de l'augmentation très vive des investissements industriels, une certaine détérioration de la balance commerciale de l'industrie des fabrications métalliques n'a pu être évitée. Globalement, le solde débiteur s'est accru de 7 348 millions de francs ou de 33,4 %.

★
★ ★

Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde

PAYS	Production d'acier brut (en milliers de tonnes)									Part de la production mondiale (en %)								
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)
Allemagne Féd.	32 563	31 597	37 339	36 821	35 316	36 744	41 159	45 316	45 042	9,2	8,4	8,8	8,3	7,6	7,6	8,0	8,1	7,8
France	17 234	17 554	19 781	19 599	19 594	19 658	20 403	22 510	23 765	4,9	4,6	4,6	4,4	4,2	4,1	4,0	4,0	4,1
Italie	9 757	10 157	9 793	12 680	13 639	15 890	16 964	16 428	17 270	2,8	2,7	2,3	2,8	3,0	3,3	3,3	2,9	3,0
Pays-Bas	2 096	2 354	2 659	3 145	3 255	3 401	3 706	4 712	5 026	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9
Belgique	7 351	7 525	8 725	9 162	8 911	9 712	11 568	12 832	12 604	2,1	2,0	2,0	2,1	1,9	2,0	2,2	2,3	2,2
Luxembourg	4 010	4 032	4 559	4 585	4 390	4 481	4 834	5 521	5 462	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0
C.E.C.A.	**73 011**	**73 218**	**82 856**	**85 991**	**85 105**	**89 885**	**98 634**	**107 319**	**109 169**	**20,7**	**19,4**	**19,4**	**19,3**	**18,4**	**18,6**	**19,1**	**19,2**	**19,0**
Royaume-Uni	20 819	22 880	26 650	27 438	24 704	24 277	26 276	26 845	28 326	5,9	6,1	6,2	6,2	5,3	5,0	5,1	4,8	4,9
U.S.A.	91 171	101 477	117 993	122 490	124 700	118 020	121 900	131 175	122 600	25,9	26,8	27,7	27,5	27,0	24,4	23,6	23,5	21,3
U.R.S.S.	76 306	80 226	85 034	91 000	96 907	102 235	106 532	110 290	115 700	21,7	21,2	19,9	20,4	21,0	21,1	20,7	19,8	20,1
Autres pays de l'Est (b)	24 650	25 224	27 131	28 654	30 513	33 128	35 332	37 320	39 800	7,0	6,6	6,4	6,4	6,6	6,8	6,9	6,7	6,9
Japon	27 546	31 501	39 799	41 161	47 784	62 154	66 893	82 167	93 327	7,8	8,3	9,3	9,2	10,3	12,8	13,0	14,7	16,2
Autres pays (c)	38 997	43 474	47 737	50 666	53 087	54 836	60 233	63 084	66 078	11,0	11,5	11,1	11,0	11,4	11,3	11,6	11,3	11,6
MONDE.. (c)	**352 500**	**378 000**	**427 200**	**447 400**	**462 800**	**484 535**	**515 800**	**558 200**	**575 000**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Données provisoires.
(b) République démocratique allemande, Bulgarie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie.
(c) Estimation; non compris la République populaire de Chine.

Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée

ANNÉE	Fonte brute (a)							Acier brut (b)						
	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.	Républ. Fédér. d'Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	U.E.B.L.		C.E.C.A.
					Belgique	Luxembourg						Belgique	Luxembourg	
	A. — Production maximum possible en cours d'année (en 1 000 t)													
1966.....	35 920	19 200	7 800	2 350	10 110	4 775	80 155	47 580	23 490	17 475	3 480	11 115	5 180	108 320
1967.....	36 370	19 320	8 700	2 600	11 290	5 050	83 330	47 800	23 790	19 150	3 495	12 385	5 660	112 280
1968.....	37 760	19 570	8 780	2 900	12 300	5 055	85 365	47 870	24 250	19 600	3 850	13 850	5 685	115 105
1969.....	37 420	19 945	9 590	3 500	12 670	5 190	88 315	50 580	24 730	20 180	4 900	14 315	5 920	120 625
1970 (c) ..	40 260	20 840	10 690	3 300	13 225	5 300	93 615	54 480	26 010	21 280	5 060	14 700	6 025	127 555
	B. — Production annuelle effectivement réalisée (en 1 000 t)													
1966.....	25 413	15 584	6 273	2 209	8 302	3 960	61 741	35 316	19 594	13 639	3 255	8 911	4 390	85 105
1967.....	27 366	15 692	7 312	2 579	8 994	3 960	65 902	36 744	19 658	15 890	3 401	9 712	4 481	89 885
1968.....	30 305	16 414	7 842	2 821	10 448	4 308	72 139	41 159	20 403	16 964	3 706	11 568	4 834	98 634
1969.....	33 764	18 128	7 795	3 461	11 313	4 865	79 326	45 316	22 510	16 428	4 712	12 832	5 521	107 319
1970.....	33 627	19 128	8 353	3 593	10 952	4 810	80 463	45 041	23 765	17 270	5 026	12 604	5 462	109 168
	C. — Rapport en % entre la production réelle et la production maximum possible $\frac{B}{A}$													
1966.....	70,7	81,2	80,4	94,0	82,1	82,9	77,0	74,2	83,4	78,0	93,5	80,2	84,7	78,6
1967.....	75,2	81,2	84,0	99,2	79,7	78,4	79,1	76,9	82,6	83,0	97,3	78,4	79,2	80,1
1968.....	80,3	83,9	89,3	97,3	84,9	85,2	84,5	86,0	84,1	86,6	96,3	83,5	85,0	85,7
1969.....	90,2	90,9	81,3	98,9	89,3	93,7	89,8	89,6	91,0	81,4	96,2	89,6	93,3	89,0
1970 (d)...	83,5	91,8	78,1	100,0	82,8	90,8	86,0	82,7	91,4	81,2	99,3	85,7	90,7	85,6

Source : Office Statistique des Communautés Européennes - Sidérurgie.

(a) Y compris Spiegel et ferro-manganèse carburé.
(b) Lingots et acier liquide pour moulage, y compris la production des fonderies d'acier indépendantes.
(c) Données prévisionnelles établies en début d'année. Pour les autres années chiffres rectifiés d'après l'enquête annuelle sur les investissements pour tenir compte des dates réelles d'entrée en fonctionnement des nouveaux appareils de production ou d'arrêt des anciennes installations définitivement arrêtées.
(d) Estimation de la capacité de production.

Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. (a)

(en milliers de tonnes)

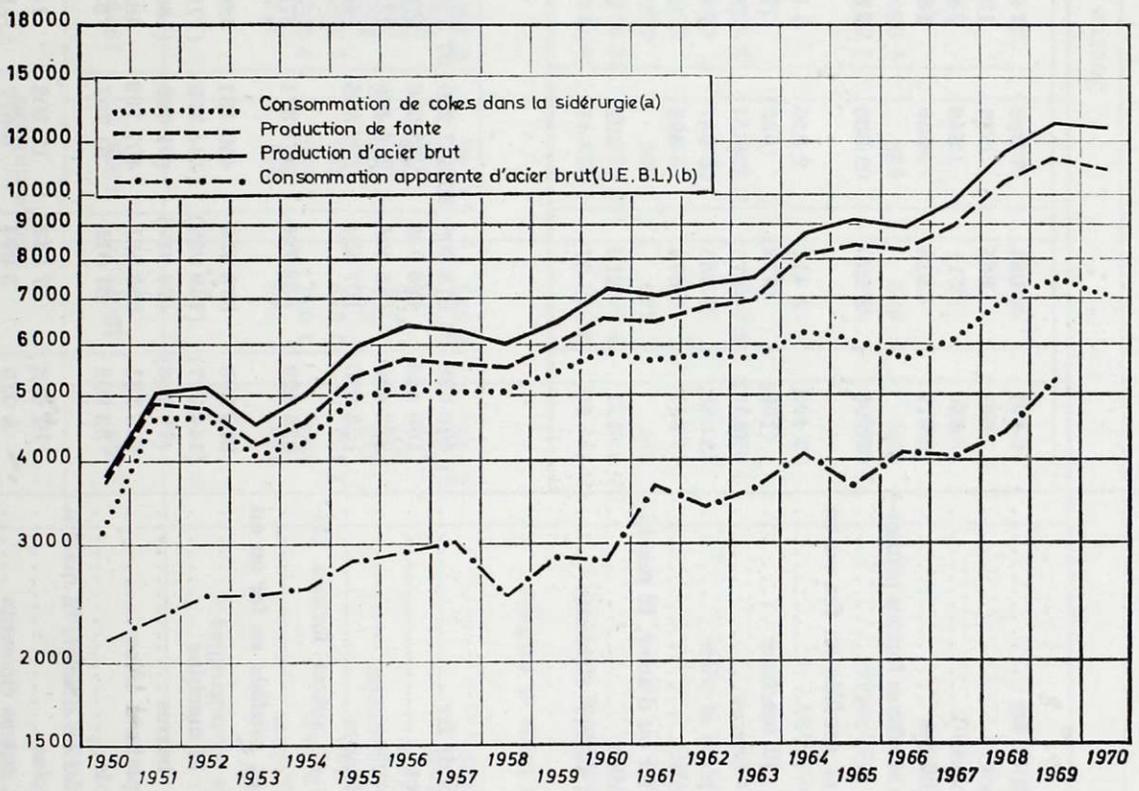
ANNÉE	Belgique	Luxembourg	Allemagne (Rép. F.)	France	Italie	Pays-Bas	C.E.C.A.
1960	6 520	3 713	25 739	14 005	2 715	1 347	54 039
1961	6 459	3 775	25 431	14 395	3 092	1 456	54 608
1962	6 773	3 585	24 251	13 952	3 584	1 571	53 716
1963	6 958	3 563	22 909	14 297	3 770	1 708	53 206
1964	8 122	4 178	27 182	15 840	3 513	1 948	60 783
1965	8 436	4 145	26 990	15 766	5 501	2 364	63 202
1966	8 302	3 960	25 413	15 584	6 273	2 209	61 741
1967	8 994	3 960	27 366	15 692	7 312	2 579	65 902
1968	10 448	4 308	30 305	16 414	7 842	2 821	72 139
1969	11 313	4 865	33 764	18 128	7 795	3 461	79 326
1970 (b)	10 952	4 810	33 627	19 128	8 353	3 593	80 463

Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Production nette, sans fonte repassée, fonte Spiegel et ferro-manganèse carburé au haut fourneau et au four électrique à fonte et, pour l'Allemagne (R. F.), ferro-silicium au haut fourneau.
(b) Données provisoires.

Quelques éléments de l'économie sidérurgique

(en milliers de tonnes)



Source : Office statistique des Communautés européennes : Sidérurgie.

(a) Pour les années 1949 à 1953, source : Ministère des Affaires économiques.
(b) En considérant seulement dans le commerce extérieur les produits du Traité de Paris instituant la C.E.C.A.

Commerce extérieur des produits sidérurgiques

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
	VALEUR (en millions de francs)									
Minerais de fer	6 291	6 091	7 398	7 930	9 071	8	22	11	34	19
Mitrailles	331	365	526	1 149	1 944	1 268	1 420	1 341	1 458	2 000
Fonte brute	580	511	546	627	895	206	247	228	162	82
Ferro-alliages	817	814	909	1 057	1 486	1 111	816	760	869	1 002
Lingots et autres formes primaires	2 993	3 920	3 333	4 503	6 306	4 914	4 610	5 642	8 183	10 265
Barres et profilés en fer ou en acier	2 492	2 411	2 856	3 673	4 977	20 079	20 695	23 874	28 290	36 060
dont : fil machine	(736)	(772)	(935)	(963)	(1 483)	(2 343)	(2 612)	(3 022)	(3 080)	(3 194)
barres	(456)	(475)	(551)	(873)	(1 082)	(8 091)	(7 850)	(9 074)	(10 637)	(13 552)
Larges plats et tôles	3 083	2 865	3 047	4 337	5 596	18 097	21 442	23 687	29 995	33 548
Feuillards	347	374	495	602	667	4 019	4 203	4 592	5 972	6 814
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	151	219	221	212	292	3 358	3 377	3 879	4 562	5 490
Rails et autres éléments	55	37	41	53	57	424	358	451	590	545
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Minerais de fer	21 406 628	21 878 608	26 337 290	27 516 743	29 168 655	22 437	62 107	16 942	65 933	35 941
Mitrailles	193 445	196 946	283 336	578 165	836 362	740 511	818 431	742 612	690 322	741 313
Fonte brute	222 460	185 425	216 426	235 306	251 678	76 975	94 524	82 873	56 997	22 889
Ferro-alliages	103 330	107 424	122 585	140 190	153 000	67 391	67 349	63 902	71 316	74 257
Lingots et autres formes primaires	636 622	832 706	651 374	873 997	1 074 188	1 150 462	1 097 067	1 366 915	1 840 101	1 933 761
Barres et profilés en fer ou en acier	378 996	373 953	450 181	529 293	566 743	4 062 470	4 244 434	4 893 955	5 173 128	5 290 825
dont : fil machine	(144 797)	(149 059)	(184 379)	(178 801)	(212 057)	(486 565)	(541 896)	(626 877)	(579 061)	(463 696)
barres	(70 146)	(76 217)	(91 529)	(130 511)	(126 255)	(1 725 249)	(1 681 388)	(1 935 429)	(1 958 173)	(2 022 360)
Larges plats et tôles	405 731	353 431	407 139	485 538	500 428	2 655 554	3 132 992	3 628 541	4 151 701	3 967 742
Feuillards	33 908	37 015	51 737	55 218	46 359	714 341	723 726	765 475	949 899	891 223
Fils de fer ou d'acier, fil machine exclus	10 613	17 843	17 208	14 216	17 431	324 454	324 768	362 989	407 689	398 005
Rails et autres éléments	8 079	5 994	6 677	9 259	6 172	81 054	66 240	87 638	107 755	83 477

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	185	146	251	172	358	126	48	155	16	22
— de plomb	990	1 081	1 856	1 392	1 870	24	3	—	11	113
— de zinc	1 462	1 319	1 536	1 548	1 786	52	99	178	218	514
— de manganèse	316	337	358	396	406	5	15	10	26	30
— d'étain	807	656	699	629	700	6	42	27	97	73
— autres	403	502	790	775	1 469	45	31	69	100	198
mitrailles	4 139	3 338	6 146	6 389	9 132	1 642	1 325	1 611	2 216	2 316
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	3 787	3 555	4 053	4 714	5 197	80	185	192	287	308
— cuivre	16 972	15 860	20 051	22 654	25 237	15 330	15 579	18 644	18 404	22 380
— étain	567	449	386	540	477	772	638	688	672	568
— plomb	184	96	229	250	358	840	719	861	870	1 237
— zinc	171	199	280	608	464	2 235	1 988	2 122	2 316	2 177
— autres	2 212	2 012	2 438	2 803	3 942	2 313	1 759	1 994	3 393	4 057
Demi-produits :										
— en aluminium	1 039	983	1 079	1 361	1 548	4 288	3 768	4 195	5 151	6 248
— en cuivre	625	632	629	1 020	1 261	5 105	4 360	5 818	7 852	8 904
— en étain	23	13	18	19	31	38	4	5	6	7
— en plomb	28	18	17	25	34	135	111	100	110	115
— en zinc	8	7	9	8	16	314	376	341	327	292
— autres	192	253	303	344	407	4	5	3	13	19

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Minerais de cuivre : C.T.C.I. 283.11 : de plomb : C.T.C.I. 283.4; de zinc : C.T.C.I. 283.5; de manganèse : C.T.C.I. 283.7; d'étain : C.T.C.I. 283.6; autres : C.T.C.I. 283.22 + 283.3 + 283.91 + 283.92 + 283.99 + 285.02 + 286.0; mitrailles : C.T.C.I. 284. Métaux bruts : aluminium, C.T.C.I. 684.1; cuivre, C.T.C.I. 682.13 à 682.19; étan, C T.C.I. 687,1; plomb, C.T.C.I. 685.1; zinc, C.T.C.I. 686.1; autres, C.T.C.I. 683.1 + 688 + 689.31 + 689.5. Demi-produits en aluminium : C.T.C.I. 684.21 + 684.22 + 684.23 + 684.24 + 684.25 + 684.26; en cuivre : C.T.C.I. 682.21 + 682.22 + 682.23 + 682.24 + 682.25 + 682.26; en étain : C.T.C.I. 687.21 + 687.22 + 687.23 + 687.24; en plomb : C.T.C.I. 685.21 + 685.22 + 685.23 + 685.24; en zinc : C.T.C.I. 686.21 + 686.22 + 686.23 + 691.3; autres : C.T.C.I. 683.21 + 683.22 + 683.23 + 683.24 + 689.32 + 689.33 + 689.41 + 689.42 + 689.43. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de métaux non ferreux

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Minerais et mitrailles :										
Minerais :										
— de cuivre	12 146	10 778	14 432	12 044	21 222	7 300	3 137	10 276	1 245	922
— de plomb	184 537	130 159	180 723	130 280	194 364	6 521	1 051	15	1 323	34 383
— de zinc	538 638	525 689	622 108	558 708	617 863	12 758	26 853	49 973	55 772	194 549
— de manganèse	258 891	285 499	306 494	362 522	349 780	1 221	2 586	3 019	11 350	13 126
— d'étain	6 907	6 038	6 510	5 645	6 001	52	362	237	870	590
— autres	25 599	24 146	47 557	48 380	50 415	715	72	13 241	12 788	11 991
Mitrailles	241 067	233 176	285 397	348 150	412 147	92 008	75 691	127 596	145 361	153 450
Métaux bruts et raffinés :										
— aluminium	152 550	139 983	159 424	176 452	185 009	3 177	6 819	7 143	10 509	10 147
— cuivre	343 952	312 571	377 476	346 854	384 748	262 983	286 407	309 827	261 468	304 958
— étain	3 307	2 832	2 620	3 386	2 785	4 374	3 882	4 471	3 945	3 101
— plomb	13 765	8 145	15 547	14 915	17 000	56 951	58 069	64 101	53 557	63 722
— zinc	11 631	14 245	19 971	41 659	29 226	147 320	136 170	151 361	155 511	137 291
— autres	14 551	12 146	14 704	15 036	19 192	13 501	9 581	10 340	16 122	15 031
Demi-produits :										
— en aluminium	25 261	22 760	23 093	28 889	30 225	123 510	103 055	114 476	131 873	132 618
— en cuivre	8 304	8 722	8 445	12 294	12 934	81 287	73 002	92 481	107 451	112 906
— en étain	195	106	140	139	235	243	37	57	43	53
— en plomb	1 349	923	870	917	852	8 114	7 279	6 784	6 389	5 596
— en zinc	211	149	288	263	487	14 601	17 759	16 497	15 540	13 193
— autres	786	1 087	1 269	1 708	1 435	4	5	5	28	41

(a) *Composition du tableau :* voir (a) page 103.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

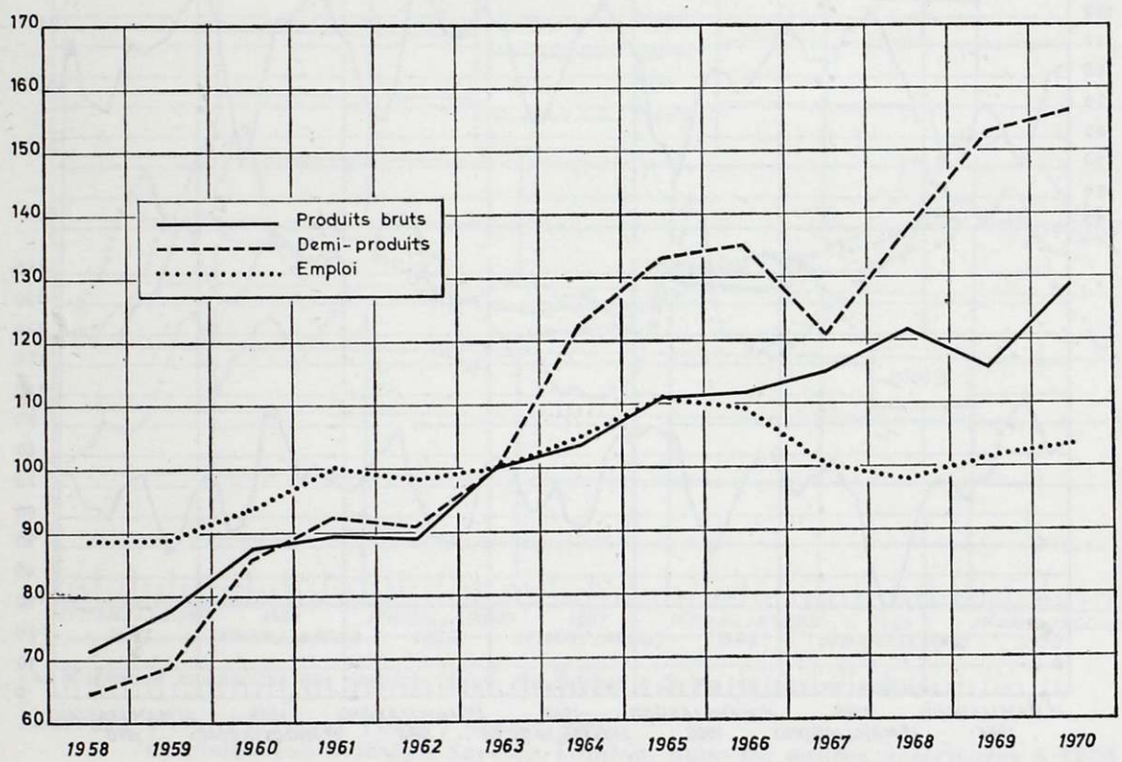
Production de métaux non ferreux
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Métaux (1re et 2e fusions) :								
Zinc	206,3	222,5	239,8	251,7	227,3	251,1	261,6	234,8
Cuivre	271,4	286,1	309,4	303,4	317,9	340,9	300,9	353,1
Plomb	98,4	83,3	110,8	92,7	107,8	110,1	112,4	104,1
Etain	8,4	6,9	5,3	6,6	6,2	6,0	6,7	5,7
Aluminium	3,5	3,5	3,2	2,5	5,0	5,8	7,1	7,0
Autres (a)	4,4	4,2	4,4	4,6				
Total ...	**592,6**	**606,6**	**672,8**	**661,5**	**664,2**	**713,8**	**688,7**	**704,7**
Demi-produits :								
Cuivre	124,2	153,8	168,5	146,7	132,3	160,7	181,2	190,2
Plomb	26,8	26,0	26,6	25,9	24,9	21,7	22,3	19,6
Aluminium	95,5	123,5	135,5	173,5	143,8	159,6	178,7	181,8
Autres(b)	44,7	46,3	47,4	47,8	52,8	49,2	49,9	44,4
Total ...	**291,2**	**349,6**	**378,0**	**393,9**	**353,8**	**391,1**	**432,1**	**436,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.
(b) Zinc, étain, antimoine, cadmium, cobalt, nickel, etc.

Industrie des métaux non ferreux
Production et emploi
(1963 = 100)

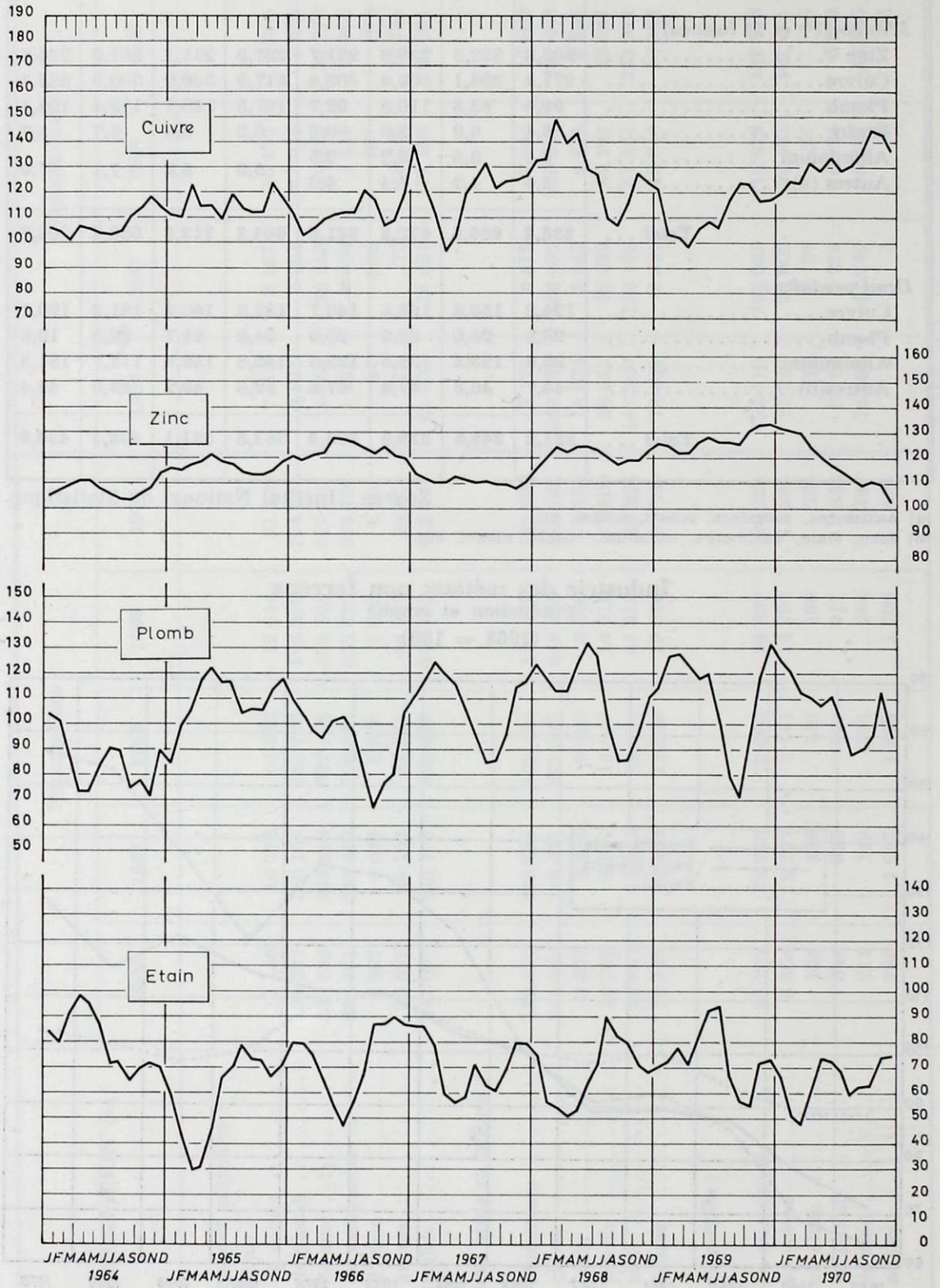


Source : Institut National de Statistique.

Industrie des métaux non ferreux

Produits bruts

Moyennes mobiles trimestrielles
(1963 = 100)

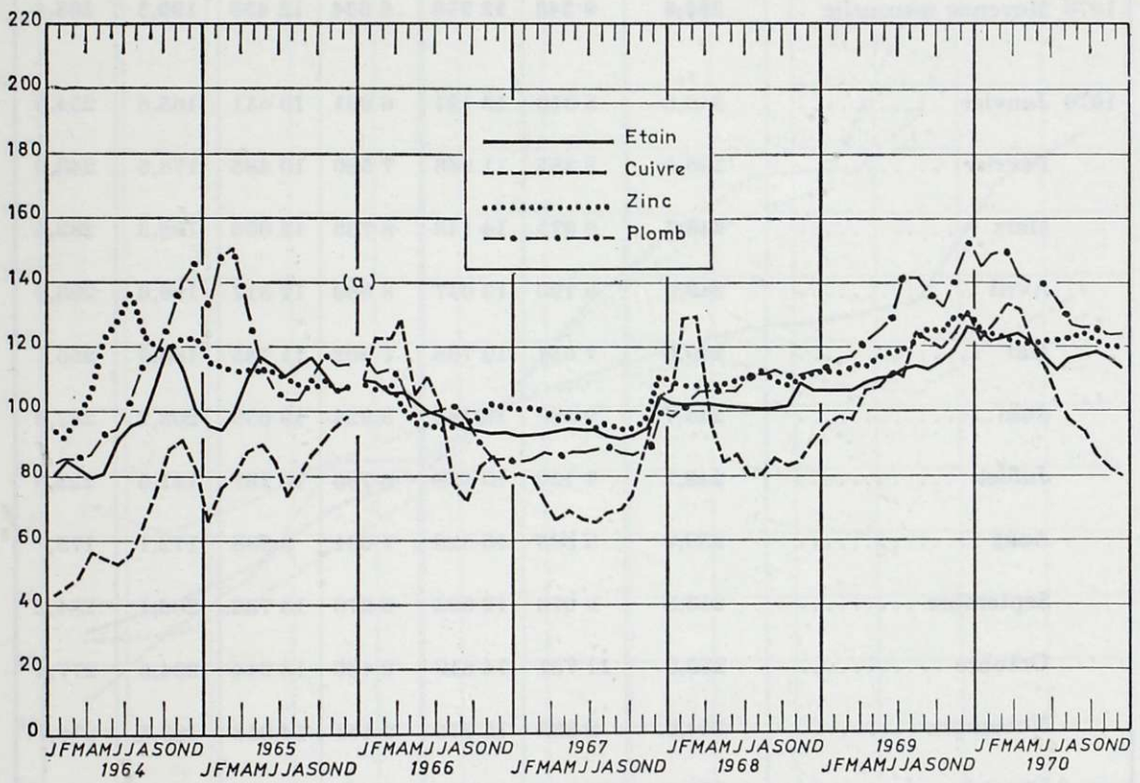


Source : Institut National de Statistique.

Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres
(en £ par tonne)

MÉTAUX NON FERREUX	Dernier cours disponible fin 1969	Variations des cours en 1970		Dernier cours disponible fin 1970	Différence en % entre fin 1970 et fin 1969
		plus haut	plus bas		
Etain	1 619,5	1 625	1 435,5	1 439,5	— 11,1
Cuivre	713	755	429,5	431,75	— 39,4
Zinc	130,475	127,875	118,125	118,875	— 8,9
Plomb	105,875	145	109,125	110,75	+ 4,6
Aluminium	256,667	257,2	252,61	257,2	+ 0,2

(1966 = 100)



(a) Moyennes mensuelles des derniers cours disponibles à la fin de chaque semaine.

Sources : « The Financial Times » depuis 1966.
Comtelbureau Statistics Service, London, pour les années antérieures à 1966.
Ministère des affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques (a)

Commandes et expéditions

PÉRIODE	Nombre d'ouvriers (en milliers d'unités)	Commandes (en millions de francs)		Expéditions			
				Valeur (en millions de francs)		Quantité (en milliers de tonnes)	
		Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations	Marché belge	Exportations
1963 Moyenne mensuelle .	**219,1**	**5 897**	**4 034**	**6 050**	**4 197**	**158,3**	**144,0**
1964 Moyenne mensuelle .	**226,9**	**6 285**	**5 204**	**6 474**	**5 368**	**164,3**	**162,2**
1965 Moyenne mensuelle .	**229,6**	**6 584**	**6 014**	**6 616**	**6 147**	**162,2**	**177,8**
1966 Moyenne mensuelle .	**228,3**	**6 899**	**6 604**	**6 765**	**6 687**	**163,5**	**187,8**
1967 Moyenne mensuelle .	**218,9**	**6 720**	**6 701**	**6 851**	**6 836**	**163,3**	**188,7**
1968 Moyenne mensuelle .	**214,6**	**7 329**	**8 884**	**6 912**	**8 012**	**154,4**	**202,4**
1969 Moyenne mensuelle .	**235,7**	**8 567**	**11 519**	**7 883**	**10 234**	**184,0**	**248,0**
1970 Moyenne mensuelle .	**250,6**	**9 348**	**12 998**	**8 834**	**12 435**	**190,3**	**265,4**
1970 Janvier	245,6	8 910	13 121	6 981	10 611	165,6	254,3
Février	246,5	8 885	11 263	7 539	10 485	178,6	243,9
Mars	248,7	8 975	14 143	8 785	12 656	198,3	282,4
Avril	249,9	9 790	13 047	8 680	12 817	199,6	293,6
Mai	249,6	7 657	12 768	7 802	11 785	183,5	255,1
Juin	248,7	9 588	13 182	8 924	13 659	203,2	287,3
Juillet	249,2	7 159	10 498	6 785	10 187	141,6	222,9
Août	250,9	8 383	10 328	7 691	8 288	172,1	175,7
Septembre	253,8	9 978	12 695	9 370	13 732	206,1	284,2
Octobre	255,0	11 757	14 810	9 466	13 944	204,5	277,4
Novembre	254,9	9 833	15 276	9 151	14 058	185,8	278,7
Décembre	254,5	11 256	14 845	14 840	16 994	244,8	329,8

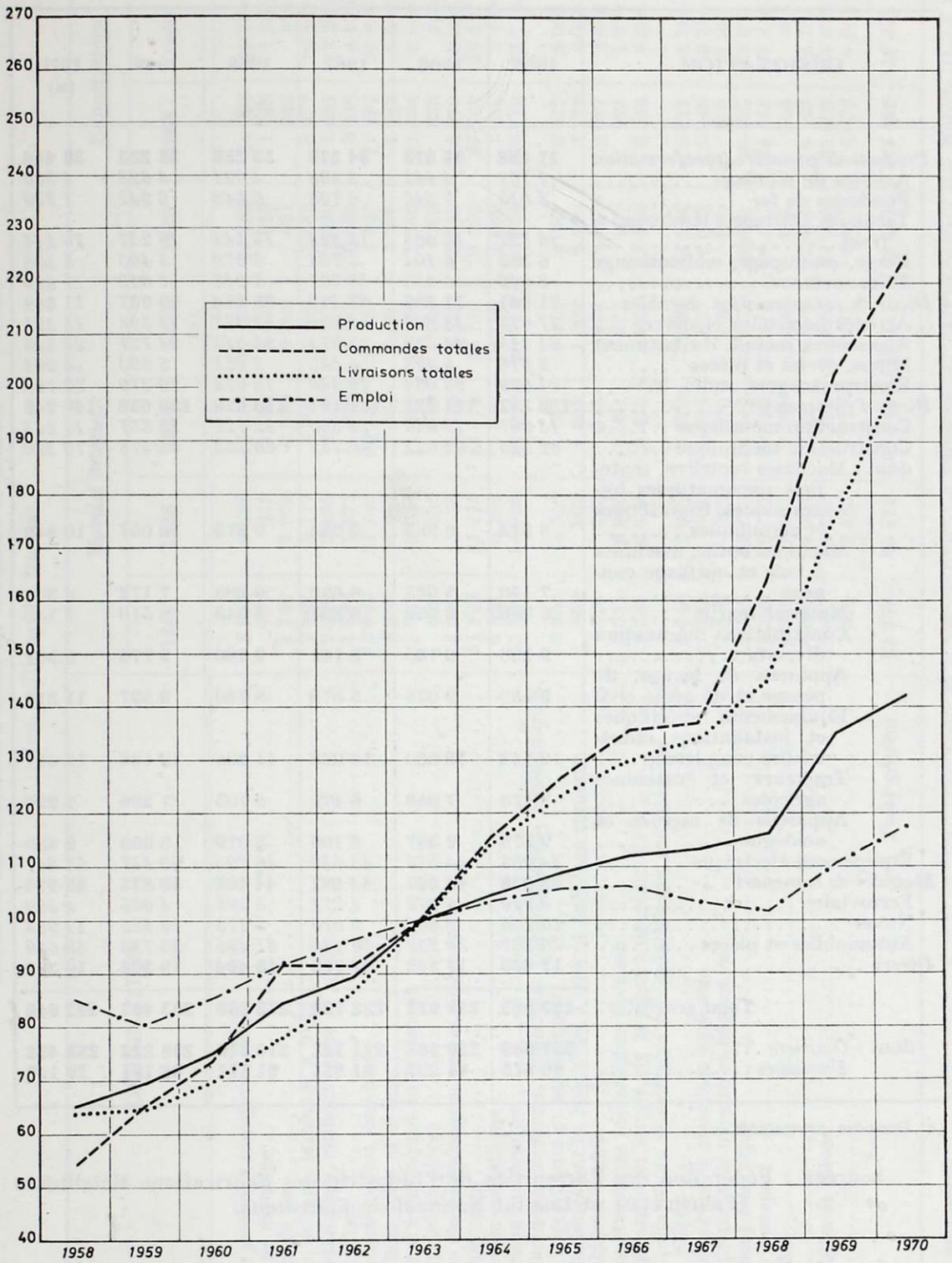
Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

(a) Entreprises occupant au moins 5 ouvriers

Industrie des fabrications métalliques

Production, commandes, livraisons totales et emploi

(1963 = 100)



Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.
Ministère des Affaires économiques,
Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits

(moyennes mensuelles en unités)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970 (a)
Produits de première transformation	**37 482**	**36 073**	**34 275**	**33 255**	**35 223**	**36 444**
Aciéries de moulage	*4 762*	*4 442*	*3 998*	*4 091*	*4 628*	*4 803*
Fonderies de fer	*8 017*	*7 546*	*6 798*	*6 642*	*6 942*	*7 220*
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	*16 322*	*16 068*	*15 824*	*15 541*	*16 237*	*16 844*
Forge, estampage, emboutissage	*6 362*	*6 104*	*5 754*	*5 070*	*5 403*	*5 598*
Tôles revêtues	*2 019*	*1 913*	*1 901*	*1 911*	*2 013*	*1 979*
Biens de consommation durables	**71 941**	**71 386**	**67 775**	**63 684**	**69 027**	**71 669**
Articles hors tôles et divers	*17 678*	*18 265*	*18 226*	*17 377*	*18 398*	*18 321*
Accessoires métall. du bâtiment	*24 118*	*24 572*	*24 074*	*23 012*	*24 727*	*24 649*
Motos, cycles et pièces	*5 516*	*5 495*	*5 535*	*5 221*	*5 623*	*5 901*
Électroménagers, radio, T.V.	*24 629*	*23 054*	*19 940*	*18 074*	*20 279*	*22 798*
Biens d'équipement	**120 267**	**121 121**	**119 191**	**118 678**	**129 632**	**140 246**
Construction métallique	*13 287*	*14 949*	*14 800*	*12 722*	*13 637*	*14 253*
Construction mécanique	*62 915*	*62 657*	*60 752*	*60 753*	*65 578*	*70 326*
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	8 913	8 983	9 254	9 373	10 057	10 840
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	7 140	7 035	6 682	6 508	7 172	8 381
Matériel textile	6 986	6 956	6 337	6 043	6 510	7 143
Constructions mécaniques diverses	9 133	8 735	8 181	9 100	9 774	9 961
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	9 150	9 078	8 673	8 740	9 597	11 319
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	12 144	12 300	12 048	11 205	12 122	12 617
Tracteurs et machines agricoles	7 173	7 083	6 471	6 705	7 296	7 226
Appareils de mesure et analogue	2 276	2 487	3 106	3 079	3 050	2 839
Équipement électrique	*44 065*	*43 515*	*43 639*	*45 203*	*50 417*	*55 667*
Matériel de transport	**42 938**	**45 057**	**43 827**	**44 268**	**50 273**	**55 974**
Ferroviaire	*5 920*	*4 972*	*4 271*	*3 598*	*4 065*	*4 386*
Naval	*10 756*	*9 803*	*9 070*	*9 175*	*10 425*	*11 928*
Automobiles et pièces	*26 262*	*30 282*	*30 486*	*31 495*	*35 783*	*39 660*
Divers	**17 435**	**17 335**	**17 725**	**18 404**	**19 308**	**19 309**
Total général	**290 063**	**290 972**	**282 793**	**278 289**	**303 463**	**323 642**
dont : *Ouvriers*	**231 085**	**229 887**	**221 182**	**216 718**	**238 272**	**253 452**
Employés	**58 978**	**61 085**	**61 611**	**61 571**	**65 191**	**70 190**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1967	1968	1969	1970 (a)	1967	1968	1969	1970 (a)
Produits de première transformation	*8 969*	*9 626*	*11 981*	*12 636*	*14 122*	*16 093*	*19 722*	*21 629*
Aciéries de moulage	757	959	1 331	1 528	819	1 145	1 568	1 991
Fonderies de fer	1 726	1 979	2 289	2 303	491	625	812	887
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	2 887	3 117	3 901	3 983	7 783	8 977	10 842	11 804
Forge, estampage, emboutissage	2 372	2 199	2 930	3 275	1 390	1 491	2 200	2 495
Tôles revêtues	1 227	1 372	1 530	1 547	3 639	3 855	4 300	4 452
Biens de consommation durables	*19 944*	*21 142*	*24 186*	*26 317*	*9 447*	*11 491*	*14 906*	*18 281*
Articles hors tôles et divers	6 054	6 354	7 365	8 465	1 727	2 365	2 942	2 716
Accessoires métalliques du bâtiment	9 037	9 684	11 368	11 899	1 752	1 894	2 640	2 901
Motos, cycles et pièces	626	586	643	626	285	353	429	584
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 227	4 518	4 810	5 327	5 683	6 879	8 895	12 080
Biens d'équipement	*31 829*	*35 119*	*44 576*	*48 780*	*28 092*	*35 560*	*50 821*	*58 000*
Construction métallique	4 821	5 363	7 546	9 108	1 069	1 266	2 429	2 944
Construction mécanique	13 886	14 998	20 081	20 711	20 070	23 719	33 715	35 925
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 233	3 540	4 571	5 414	3 081	3 817	6 065	7 029
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	862	902	1 369	1 309	2 420	2 773	3 960	4 321
Matériel textile	596	763	913	827	2 115	2 677	3 656	3 771
Constructions mécaniques diverses	2 531	2 846	3 921	3 872	767	921	1 273	1 473
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 739	2 642	3 473	4 022	1 428	2 358	4 202	5 902
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 543	2 862	4 370	3 769	3 514	3 318	4 794	5 235
Tracteurs et machines agricoles	766	881	894	890	6 015	6 945	8 734	6 989
Appareils de mesure et analogues	616	562	570	608	730	910	1 031	1 205
Équipement électrique	13 122	14 758	16 949	18 961	6 953	10 575	14 677	19 131
Matériel de transport	*19 292*	*20 799*	*20 893*	*23 313*	*26 423*	*38 352*	*47 816*	*52 696*
Ferroviaire	1 385	1 563	2 391	1 389	335	544	735	884
Naval	4 090	4 004	2 371	6 388	1 495	6 143	5 105	4 082
Automobiles et pièces	13 817	15 232	16 131	15 536	24 593	31 665	41 976	47 730
Divers	*1 225*	*1 885*	*1 812*	*1 665*	*4 577*	*5 973*	*6 066*	*6 755*
Total général...	**81 259**	**88 571**	**103 448**	**112 711**	**82 661**	**107 469**	**139 331**	**157 361**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Industrie des fabrications métalliques

Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Marché intérieur				Exportations			
	1967	1968	1969	1970 (a)	1967	1968	1969	1970 (a)
Produits de première transformation	*9 299*	*9 479*	*11 311*	*13 134*	*14 427*	*15 296*	*18 868*	*22 569*
Aciéries de moulage	798	870	1 102	1 342	833	936	1 214	1 641
Fonderies de fer	1 865	1 958	2 276	2 443	544	533	673	790
Tréfilerie, étirage, laminage à froid	2 946	3 043	3 677	4 400	7 823	8 847	10 701	12 796
Forge, estampage, emboutissage	2 354	2 235	2 690	3 222	1 393	1 337	1 964	2 487
Tôles revêtues	1 336	1 373	1 566	1 727	3 834	3 643	4 316	4 855
Biens de consommation durables	*20 670*	*21 064*	*23 809*	*26 478*	*10 076*	*10 965*	*13 988*	*17 794*
Articles hors tôles et divers	6 181	6 288	7 264	7 888	1 694	2 094	2 619	2 717
Accessoires métalliques du bâtiment	9 402	9 621	10 990	12 323	1 776	1 615	2 352	2 862
Motos, cycles et pièces	769	726	813	795	350	450	610	725
Appareils électroménagers, radio, télévision	4 318	4 429	4 742	5 472	6 256	6 806	8 407	11 490
Biens d'équipement	*33 191*	*32 520*	*37 284*	*45 379*	*27 213*	*31 542*	*40 803*	*51 570*
Construction métallique	5 578	4 681	5 679	7 451	1 589	1 139	1 715	2 412
Construction mécanique	14 437	14 566	16 475	20 287	19 138	22 322	28 006	34 246
dont : Machines motrices, matériels pneumatiques, hydrauliques, frigorifiques et aérauliques	3 349	3 285	3 439	4 842	3 013	3 678	4 887	6 598
Machines outils, machines à bois et outillage connexe	897	881	1 162	1 415	2 379	2 702	3 069	4 324
Matériel textile	634	698	815	850	2 283	2 180	2 672	3 028
Constructions mécaniques diverses	2 657	2 849	3 275	3 795	731	816	1 017	1 311
Appareils de levage, de pesage et de génie civil	2 839	2 927	3 362	3 954	1 533	2 182	3 610	5 688
Équipements spécifiques et installations industrielles complètes	2 681	2 487	2 882	3 559	2 855	3 138	4 531	4 734
Tracteurs et machines agricoles	743	880	980	1 247	5 636	6 796	7 240	7 517
Appareils de mesure et analogues	637	559	560	625	708	830	980	1 046
Équipement électrique	13 176	13 273	15 130	17 641	6 486	8 081	11 082	14 912
Matériel de transport	*18 122*	*18 917*	*21 317*	*20 085*	*27 991*	*33 691*	*44 666*	*53 063*
Ferroviaire	1 254	1 532	1 181	1 577	676	303	545	649
Naval	2 450	2 238	3 536	2 266	1 893	1 412	1 670	3 787
Automobiles et pièces	14 418	15 147	16 600	16 242	25 422	31 976	42 451	48 627
Divers	*1 503*	*1 562*	*1 497*	*1 592*	*4 580*	*5 432*	*5 498*	*5 383*
Total général...	**82 785**	**83 542**	**95 218**	**106 668**	**84 287**	**96 926**	**123 823**	**150 379**

(a) Données provisoires.

Sources : Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques (Fabrimétal) et Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur
(unités)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Véhicules automobiles pour le transport de personnes :										
— pour transport en commun ...	61	65	111	108	682	1 513	1 363	2 622	1 714	1 832
— autres	120 624	139 919	161 571	191 115	197 419	316 776	328 822	460 522	632 516	663 316
Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	11 310	10 768	12 573	16 665	17 520	31 322	28 373	21 701	35 946	57 578
Motocyclettes	2 434	2 489	4 365	6 895	11 006	3 065	2 374	2 932	4 941	8 873
Bicyclettes à moteur	23 415	20 650	28 529	34 651	40 532	31 736	47 000	45 511	48 958	51 767
Scooters à moteur	641	387	263	376	200	139	27	29	49	380
Bicyclettes sans moteur	41 616	43 077	53 620	48 209	50 118	25 680	29 960	55 966	126 951	60 674

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Transport en commun : T.D. 8702.03 + 8702.13; autres : 8702.20 + 8702.25 + 8702.30; véhicules automobiles pour le transport de marchandises : T.D. 8702.60 + 8702.73 + 8702.83; motocyclettes : T.D 8709.20; bicyclettes à moteur : T.D. 8709.00; scooters à moteur : T.D. 8709.10; bicyclettes sans moteur : T.D. 8710.00. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Articles non mécaniques	**10 923**	**11 326**	**11 403**	**14 334**	**18 120**	**12 240**	**12 252**	**13 374**	**16 278**	**20 345**
Fils métalliques et tréfilés	1 096	1 024	1 109	1 460	1 787	4 040	4 161	4 527	4 915	5 833
Articles en métal, principalement à usage domestique	2 033	2 034	2 286	2 323	2 291	1 005	963	925	1 094	1 082
Constructions métalliques	1 046	855	831	1 132	1 918	975	1 061	1 120	1 684	2 108
Tuyaux et récipients	1 836	2 927	2 345	2 922	4 049	2 707	2 358	2 628	3 288	4 132
Outils	1 525	1 208	1 449	1 780	2 157	741	813	1 015	1 208	1 391
Autres articles manufacturés	3 387	3 278	3 383	4 717	5 918	2 772	2 896	3 159	4 089	5 799
Machines et appareils électriques	**15 841**	**15 470**	**17 417**	**21 641**	**28 864**	**12 815**	**13 078**	**14 532**	**17 671**	**23 731**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	915	885	1 035	1 439	1 846	781	841	915	1 251	1 524
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	181	210	193	215	328	118	131	161	134	124
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	1 872	1 614	1 675	2 109	2 840	1 765	1 772	2 061	2 406	2 979
Piles et accumulateurs électriques	404	395	481	637	716	227	219	348	534	708
Lampes et tubes d'éclairage	490	445	540	616	722	494	539	732	851	1 067
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	1 103	1 109	1 262	1 456	2 554	399	318	315	526	1 266
Equipements électriques pour véhicules	941	866	1 085	1 443	1 451	81	182	359	447	612
Appareils électro-ménagers	2 489	2 689	3 276	3 850	3 977	341	393	492	719	784
Appareils pour radio et télévision	534	599	729	1 096	1 289	1 934	1 898	1 883	2 448	3 984
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	1 846	1 887	1 936	1 996	3 726	3 438	3 490	3 827	3 957	4 970
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	851	944	994	1 445	2 053	286	366	316	472	438
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	262	315	394	452	652	134	180	212	318	427
Appareillage pour coupure et connexion des circuits électriques	2 440	2 036	2 214	3 017	3 845	1 398	1 635	1 825	2 482	3 171
Appareillage de chaufferie	514	550	550	670	855	1 109	1 173	1 229	1 348	1 715
Machines-outils pour le travail de métaux	1 599	1 350	1 472	1 672	2 218	4 320	3 440	4 305	4 461	4 669

Appareillage de chaufferie	914	956	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Machines-outils pour le travail de métaux	1 599	1 850	1 [illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Machines et tracteurs agricoles	2 064	1 744	1 915	2 054	2 049	4 320	3 440	4 305	4 461	4 669
Machines de bureau	2 219	2 724	2 692	3 742	5 963	374	617	683	1 097	2 065
Machines pour la métallurgie	1 320	680	656	793	1 666	619	588	660	775	844
Machines pour l'industrie textile et du cuir	2 161	2 130	2 338	3 039	3 020	2 168	2 364	2 318	2 940	3 341
Machines à coudre	444	364	395	473	443	95	86	68	93	110
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	1 161	1 437	1 474	1 656	2 025	364	344	458	576	691
Machines d'excavation et de terrassement	1 265	1 690	1 940	2 390	2 869	534	779	1 573	2 936	4 004
Machines pour autres industries	943	1 006	1 144	1 366	1 671	960	728	1 015	1 403	1 563
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	2 062	2 656	3 081	2 689	3 409	1 054	1 724	1 379	1 840	2 479
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	2 201	2 173	2 435	3 202	3 899	1 907	2 174	2 582	3 491	2 500
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	2 561	2 322	2 342	3 258	4 661	1 169	1 071	1 072	1 632	2 781
Autres machines-outils et outils	801	873	889	1 332	1 340	1 053	874	1 085	1 425	1 387
Articles de robinetterie et autres organes similaires	1 386	1 429	1 616	1 980	2 533	437	499	537	694	1 008
Roulements de tous genres	598	589	633	821	956	29	34	44	78	117
Autres pièces et accessoires	1 646	1 504	1 674	2 052	2 831	1 318	1 228	1 317	1 727	2 301
Autres machines et appareils non électriques	5 279	5 816	4 370	4 395	5 519	1 613	1 625	1 861	2 472	2 914

(suite à la page 118)

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Fils métalliques... : C.T.C.I. 693 + 694 + 698.51 + 698.52 + 698.53; articles en métal... : C.T.C.I. 696 + 697.11 + 697.12 + 697.21 + 697.22 + 697.23 + 812.3; constructions métalliques : C.T.C.I. 691.1 + 691.2; tuyaux... : C.T.C.I 678 + 692; outils : C.T.C.I. 695; autres... : C.T.C.I. 679 + 697.91 + 697.92 + 697.93 + 698 — 698.51 — 698.52 — 698.53 + 812.1 + 821.02; fils tressés... : C.T.C.I. 723.1; isolateurs... : C.T.C.I. 723.21 + 723.22 + 723.23; génératrices... : C.T.C.I. 722.1; piles... : C.T.C.I. 729.11 + 729.12; lampes et tubes d'éclairage : C.T.C.I. 729.2; lampes, tubes... : C.T.C.I. 729.3;; équipements...: C.T.C.I. 729.41 + 729.42; appareils électro-ménagers : C.T.C.I. 725; appareils pour radio...: C.T.C.I. 724.1 + 724.2; appareils pour télégraphie...: C.T.C.I. 724.91 + 724.92 + 724.99; appareils électriques de mesure... : C.T.C.I. 729.51 + 729.52; appareils d'électricité médicale... : C.T.C.I. 726; appareillage pour... : C.T.C.I. 722.2; autres appareils... : C.T.C.I. 729.6 + 729.7 + 729.91 + 729.92 + 729.93 + 729.94 + 729.95 + 729.96 + 729.98 + 729.99; appareillage de chaufferie : C.T.C.I. 711.1 + 711.2 + 711.31 + 711.32; machines-outils... : C.T.C.I. 715.1; machines et tracteurs agricoles : C.T.C.I. 712; machines de bureau : C.T.C.I. 714; machines pour la métallurgie : C.T.C.I. 715.21 + 715.22 + 715.23; machines pour l'industrie... : C.T.C.I. 717.11 + 717.12 + 717.13 + 717.14 + 717.15 + 717.2; machines à coudre : C.T.C.I. 717.3; machines pour la fabrication... : C.T.C.I. 718.11 + 71812 + 718.21 + 718.22 + 718.29; machines d'excavation... : C.T.C.I. 718.41 + 718.42; machines pour autres industries : C.T.C.I. 718.31 + 718.39 + 718.51 + 718.52; machines et appareils... : C.T.C.I. 719.11 + 719.12 + 719.13 + 719.14 + 719.15 + 719.19; pompes...: C.T.C.I. 719.21 + 719.22 + 719.23; machines, appareils, chariots... : C.T.C.I. 719.31 + 719.32; autres machines-outils et outils : C.T.C.I. 719.51 + 719.52 + 719.53 + 719.54; articles de robinetterie... : C.T.C.I. 719.92; roulements de... : C.T.C.I. 719.7; autres pièces et accessoires : C.T.C.I. 719.91 + 719.93 + 719.94 + 719.99; autres machines... : C.T.C.I. 711.7 + 711.81 + 711.89 + 719.41 + 719.43 + 719.61 + 719.62 + 719.63 + 719.64 + 719.65 + 719.66 + 719.8. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Articles non mécaniques	**290 903**	**365 215**	**321 273**	**391 231**	**694 077**	**783 486**	**737 608**	**816 164**	**903 681**	**941 995**
Fils métalliques et tréfilés	21 455	22 747	26 498	31 615	37 845	342 883	335 324	367 513	365 786	351 197
Articles en métal, principalement à usage domestique	31 200	30 273	34 606	33 278	228 226	19 906	16 960	17 389	21 048	20 170
Constructions métalliques	57 537	43 404	38 065	54 682	86 522	44 734	56 127	60 913	82 628	93 345
Tuyaux et récipients	100 283	188 088	140 887	164 103	182 026	270 660	213 885	244 638	279 232	298 805
Outils	11 066	8 302	10 294	10 877	10 950	2 369	2 393	2 688	3 085	3 479
Autres articles manufacturés	69 362	72 401	70 923	96 676	148 508	102 934	112 919	123 023	151 902	174 999
Machines et appareils électriques	**109 315**	**106 597**	**122 705**	**148 783**	**176 207**	**68 680**	**68 749**	**80 682**	**100 357**	**120 490**
Fils tressés, câbles, bandes, etc., isolés pour l'électricité	12 922	12 763	14 374	18 669	22 073	11 008	12 094	14 310	16 555	16 677
Isolateurs, pièces isolantes, tubes isolateurs	2 390	2 195	2 051	2 150	3 005	1 337	1 429	1 831	2 227	1 892
Génératrices, moteurs, convertisseurs, transformateurs, redresseurs	15 212	13 767	14 828	19 187	23 217	18 701	17 791	21 283	25 340	30 301
Piles et accumulateurs électriques	10 355	9 440	11 247	14 292	15 097	6 701	6 408	9 113	12 272	13 015
Lampes et tubes d'éclairage	2 868	2 321	2 681	3 000	3 353	2 673	2 600	2 575	2 846	3 617
Lampes, tubes et valves électroniques, tubes cathodiques, transistors, etc.	6 184	5 607	6 131	7 682	9 988	245	227	308	1 427	3 958
Equipements électriques pour véhicules	5 024	4 664	6 180	7 448	7 090	341	684	1 460	1 727	2 418
Appareils électro-ménagers	28 984	32 111	39 280	45 576	43 877	3 595	4 407	6 089	9 601	10 205
Appareils pour radio et télévision	1 573	1 981	2 354	3 162	3 294	7 159	6 982	7 095	8 680	13 423
Appareils pour télégraphie, téléphonie, radar	5 980	5 778	6 099	6 294	10 549	8 030	7 799	8 406	9 749	11 719
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	1 103	1 224	1 168	1 427	1 606	286	335	276	290	260
Appareils d'électricité médicale et de radiogr.	348	398	561	553	742	178	292	372	579	711
Appareillage pour coupure et connexion des										
	5 585	5 098	3 806	3 925	5 739	3 766	3 215	3 412		
				14 425	16 393	10 636	10 772	10 968	12 112	14 136

	5 585	5 008	3 296	3 925	5 739	3 766	3 215	3 412	4 578	4 403
Machines-outils pour le travail de métaux	19 565	13 570	13 077	14 425	16 393	10 636	10 772	10 968	12 112	14 136
Machines et tracteurs agricoles	39 640	31 920	36 064	37 536	33 958	86 628	65 317	81 150	80 512	79 395
Machines de bureau	3 131	3 373	3 893	4 853	6 268	774	967	1 193	1 499	2 375
Machines pour la métallurgie	32 935	37 607	31 538	55 877	76 316	25 414	30 603	35 959	37 747	39 376
Machines pour l'industrie textile et du cuir	15 821	16 184	17 127	21 504	19 664	27 002	26 915	27 314	33 223	38 261
Machines à coudre	2 217	1 704	1 798	1 997	1 710	263	228	123	170	195
Machines pour la fabrication du papier et pour l'impression, le brochage et la reliure	8 135	10 912	9 245	10 315	13 549	3 548	3 748	4 640	5 174	5 561
Machines d'excavation et de terrassement	20 557	25 870	30 204	34 971	41 907	8 733	10 381	17 115	29 538	37 738
Machines pour autres industries	9 400	11 251	12 642	13 323	14 361	12 642	9 820	11 859	15 130	17 738
Machines et appareils pour le chauffage et la production du froid	28 823	39 994	33 048	31 123	41 949	11 209	15 143	15 050	21 418	24 254
Pompes et centrifugeuses, sauf écrémeuses	17 399	16 130	18 722	24 810	30 977	14 774	15 798	18 456	25 631	17 908
Machines, appareils, chariots de levage et de manutention	39 712	37 412	39 826	49 869	64 515	15 799	15 260	16 728	23 214	36 192
Autres machines-outils et outils	5 354	5 029	5 440	8 167	9 587	8 652	6 789	8 215	11 944	13 107
Articles de robinetterie et autres organes similaires	9 422	9 832	10 262	12 345	15 094	3 515	3 581	3 831	4 987	7 216
Roulements de tous genres	4 349	4 200	4 849	6 006	6 173	694	1 123	1 810	3 468	3 721
Autres pièces et accessoires	18 207	15 349	17 047	23 536	30 019	17 701	14 022	14 502	16 733	19 542
Autres machines et appareils non électriques	65 252	64 822	35 850	39 014	39 218	11 256	11 212	10 545	14 693	16 795

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 115.

(suite à la p. 119)

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 115)*

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Matériel de transport	**41 526**	**37 908**	**45 757**	**63 356**	**71 629**	**33 674**	**35 123**	**42 269**	**54 899**	**64 957**
Moteurs non électriques	5 271	5 281	5 841	7 559	7 763	1 849	2 586	3 664	2 370	2 698
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	9 828	10 772	12 518	16 299	18 382	24 001	24 424	29 399	41 980	46 891
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	22 014	16 281	21 590	32 943	35 582	4 161	3 880	4 642	4 783	7 057
Motocycles et bicyclettes avec moteur	177	162	213	279	389	251	275	288	319	473
Vélocipèdes sans moteur	240	285	294	324	286	154	184	214	305	230
Autres véhicules routiers et remorques	607	637	772	1 001	1 189	350	492	448	713	849
Aéronefs	2 517	3 170	3 832	4 104	6 502	1 077	1 379	2 410	2 538	2 440
Navires et bateaux	459	774	377	537	789	1 053	1 175	682	1 063	3 360
Matériel roulant pour chemins de fer	413	546	320	310	747	778	728	522	828	959
Instruments scientifiques et horlogerie	**3 933**	**3 993**	**4 207**	**4 850**	**5 594**	**1 124**	**1 012**	**983**	**1 261**	**1 560**
Instruments scientifiques	3 234	3 264	3 421	3 963	4 608	1 049	920	903	1 164	1 435
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(1 645)	(1 693)	(1 638)	(1 734)	(2 129)	(713)	(567)	(459)	(581)	(699)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(669)	(732)	(842)	(1 088)	(1 104)	(124)	(130)	(170)	(237)	(270)
instruments d'optique	(446)	(399)	(420)	(994)	(547)	(111)	(108)	(113)	(157)	(174)
Horlogerie	699	729	786	887	986	75	92	80	97	125
Total ...	**102 447**	**99 737**	**110 295**	**141 440**	**171 823**	**79 294**	**81 096**	**93 713**	**119 478**	**142 513**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Moteurs non électriques : C.T.C.I. 711.41 + 711.42 + 711.5 + 711.6 — T.D. 8408.50; automobiles... : C.T.C.I. 732.1 + 732.2 + 732.3 + 732.4 + 732.5; parties d'automobiles... : C.T.C.I 732.6 + 732.7 + 732.81 + 732.89; motocycles... : C.T.C.I. 732.91 + 732.92; vélocipèdes... : C.T.C.I. 733.11 + 733.12; autres véhicules... : C.T.C.I. 733.31 + 733.32 + 733.33 + 733.4; aéronefs : C.T.C.I. 734; navires et bateaux : C.T.C.I. 735; matériel roulant... : C.T.C.I. 731; instruments scientifiques : C.T.C.I. 861; instruments scientifiques de mesure... : C.T.C.I. 861.91 + 861.92 + 861.93 + 861.94 + 861.95 + 861.96 + 861.97 + 861.98 + 861.99; appareils et matériels... : C.T.C.I. 861.4 + 861.51 + 861.52 + 861.61 + 861.69; instruments d'optique : C.T.C.I. 861.11 + 861.12 + 861.21 + 861.22 + 861.31 + 861.32 + 861.33 + 861.34 + 861.39; horlogerie : C.T.C.I. 864. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des principales fabrications métalliques *(suite de la page 117)*

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Matériel de transport	**768 312**	**704 339**	**778 233**	**1 038535**	**1 239 269**	**525 104**	**535 446**	**590 912**	**748 869**	**970 308**
Moteurs non électriques	53 100	55 233	49 927	88 633	125 482	7 731	9 756	10 919	9 517	15 325
Automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	163 824	180 749	197 413	240 695	258 306	336 976	334 641	416 776	574 745	603 175
Parties d'automobiles, autobus, camions et tracteurs non agricoles	428 574	303 254	406 068	591 054	716 914	93 796	78 795	84 011	81 798	112 493
Motocycles et bicyclettes avec moteur	1 866	1 570	2 100	2 937	3 574	2 260	2 905	2 858	3 222	4 166
Vélocipèdes sans moteur	3 401	4 652	4 905	5 026	3 819	3 075	3 427	4 296	5 381	3 660
Autres véhicules routiers et remorques	15 280	16 801	20 942	26 486	29 046	5 982	7 141	7 509	11 890	13 624
Aéronefs	1 632	1 487	1 755	1 373	2 109	1 121	844	1 029	999	967
Navires et bateaux	84 622	123 504	82 767	70 547	67 281	45 087	70 855	42 953	35 087	186 016
Matériel roulant pour chemins de fer	16 013	17 089	12 356	11 784	32 738	29 076	27 082	20 561	26 230	30 882
Instruments scientifiques et horlogerie	**6 717**	**6 989**	**7 758**	**9 166**	**12 993**	**2 266**	**2 412**	**3 267**	**3 985**	**5 412**
Instruments scientifiques	5 858	6 118	6 901	8 201	12 083	2 223	2 370	3 204	3 896	5 285
dont : instruments scientifiques de mesure, contrôle, régularisation, etc.	(2 826)	(2 850)	(2 946)	(3 383)	(3 943)	(1 055)	(1 253)	(1694)	(1 940)	(3 120)
appareils et matériels photo- et cinématographiques	(1 520)	(1 643)	(2025)	(2 696)	(2 536)	(558)	(547)	(674)	(906)	(843)
instruments d'optique	(423)	(420)	(449)	(492)	(500)	(219)	(216)	(270)	(305)	(244)
Horlogerie	859	871	857	965	910	43	42	63	89	127
Total ...	**1520 751**	**1 533 397**	**1 553 997**	**1 981 311**	**2 582 943**	**1 642 542**	**1 589 109**	**1 773 895**	**2 098 663**	**2 416 118**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 118.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 2. — INDUSTRIE CHIMIQUE

Après son expansion remarquable en 1969, l'industrie chimique a connu une croissance moins rapide en 1970. Suivant les données de l'Institut National de Statistique, la production a augmenté de 4,1 % (production de caoutchouc comprise) et de 3,6 % sans la production de caoutchouc. En 1969, la hausse était, dans les deux cas, de 17,6 %.

Le chiffre d'affaires global avait augmenté de 58,4 milliards de francs en 1967 (+ 6,4 %) et de 70,2 milliards en 1968 (+ 20 %) à 89,1 milliards en 1969 (+ 26,9 %). En 1970, le chiffre d'affaires s'est encore accru de 13,6 % pour atteindre le montant de 101,2 milliards ; ce progrès est pourtant modeste en comparaison de celui de 1969.

Le ralentissement de croissance cité ci-dessus est dû à un renforcement de la concurrence, à des charges financières de plus en plus lourdes et à une forte augmentation de prix des différents matériaux de base comme le naphte, les phosphates, les corps gras.

Les dépenses pour la recherche technologique ont été de 3 126 millions de francs, soit 14 % de plus qu'en 1969 où elles avaient atteint 2 743 millions. La part de l'Etat dans ces dépenses s'est élevée à 5,29 % en 1970 contre 5,23 % en 1969, ce qui est de loin inférieur à celle des pays concurrents (12 % en France, 22 % en Grande-Bretagne et 53 % aux Etats-Unis).

L'industrie chimique est, en Belgique, le plus important consommateur industriel d'hydrocarbures. La consommation de naphte est passée de 502 000 t en 1969 à 1 350 000 t en 1970, ce qui correspond à un accroissement de 168,6 %.

La consommation de pétrole a augmenté de 202 600 t en 1969 à 250 000 t en 1970 (+ 23,4 %). Celle de gaz naturel a marqué un progrès considérable : elle est passée de 150,1 millions de mètres cubes en 1968 et de 516 millions en 1969 (+ 243,7 %) à 600 millions de mètres cubes en 1970 (+ 16,2 %). La consommation de gaz manufacturé a baissé de 64,8 millions de mètres cubes en 1969 à 30 millions de mètres cubes en 1970 soit de 43,8 %.

Pour 1970, le total des investissements est estimé à 12,5 milliards contre 11,3 milliards en 1969 (+ 10,6 %). De cette somme, 7 113 millions ont été destinés à des fabrications totalement nouvelles, tandis que 4 715 millions ont été affectés à l'extension et au remplacement de l'équipement. La part de l'autofinancement dans le total des capitaux investis n'a été que de 52 % contre 54 % en 1969 et 70 % en 1962.

A la fin de 1970, les 601 entreprises affiliées à la Fédération de l'Industrie chimique de Belgique occupaient 80 856 personnes dont 49 252 salariés et 31 604 appointés. Ceci correspond à une augmentation de 5,3 % par rapport à 1969. Ce taux est inférieur de 7 % à celui de l'année précédente, mais il dépasse largement la moyenne annuelle de 3 % établie pendant la décennie 1960-1970.

L'exportation de produits chimiques s'est montée à 62,8 milliards, c'est-à-dire 20,9 % de plus qu'en 1969. En volume, elle a atteint 8,7 millions de tonnes

ou 13,1 % de plus que l'année antérieure. En 1969, les progrès étaient respectivement de 24,6 % et de 11,2 %. Le fait que l'augmentation en volume a été moindre que celle de la valeur trouve son explication dans la hausse des prix, provoquée par des coûts de production plus élevés et dans la part croissante de produits manufacturés.

La croissance a été surtout considérable pour les produits chimiques tels que acides, oxydes et sels halogénés inorganiques (+ 17,4 % en quantité et 88,6 % en valeur), produits pharmaceutiques (+ 15,2 % en quantité et 26 % en valeur), articles en matières plastiques artificielles (+ 21,8 % en quantité et 27,4 % en valeur), huiles essentielles, parfums, produits de beauté (+ 52 % en quantité et 18,7 % en valeur), goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles (+ 27,7 % en quantité et 13,5 % en valeur), matières plastiques, cellulose régénérée et résines artificielles (respectivement + 22,2 % et 21,7 %) et produits chimiques organiques (respectivement + 23,9 % et 24,8 %). Par contre, l'exportation des allumettes et des explosifs a baissé tant en valeur qu'en quantité.

Environ 60 % de cette exportation est allée aux partenaires du Marché commun.

L'importation s'est élevée à 51,2 milliards de francs, ce qui représente 15,1 % de plus qu'en 1969. En volume, elle a atteint 4,8 millions de tonnes ce qui signifie une augmentation de 13,7 % par rapport à l'année précédente. En 1969, le progrès était respectivement de 21,1 % et de 13 %.

Les augmentations les plus fortes sont le fait des produits chimiques suivants : les acides, oxydes et sels halogénés inorganiques (+ 31,9 en quantité et + 33 % en valeur), les produits pharmaceutiques (respectivement + 24,8 % et + 17,4 %) ; les articles en matières plastiques artificielles (respectivement + 68,2 % et 25 %), les explosifs (respectivement + 25,7 % et + 24,7 %) et les articles en caoutchouc (respectivement + 78 % et + 6,3 %). Les engrais naturels à l'exception du phosphate de calcium naturel, ont baissé de 15,1 % en quantité et 26,7 % en valeur.

★
★ ★

Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique

DÉSIGNATION (a)	Valeur (en millions de francs)					Quantité (en tonnes)				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Sel	315	358	437	476	576	846 659	943 616	1 139 712	1 165 223	1 414 228
Soufre brut	441	475	657	595	432	219 030	224 113	288 424	303 507	333 590
Pyrites de fer	199	210	278	299	300	408 892	403 273	505 087	519 316	563 420
Phosphates bruts	883	993	1 179	1 186	1 181	1 199 514	1 469 463	1 805 151	1 840 330	1 900 461
Caoutchouc	1 125	1 053	1 257	1 550	1 526	55 708	58 204	78 420	89 691	93 347

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970 :* Sel : C.T.C.I. 276.3; soufre brut : C.T.C.I. 274.1; pyrites de fer : C.T.C.T. 274.2 + 281.4; phosphates bruts : C.T.C.I. 271.3; caoutchouc : C.T.C.I. 23. — Données correspondantes pour les années antérieures

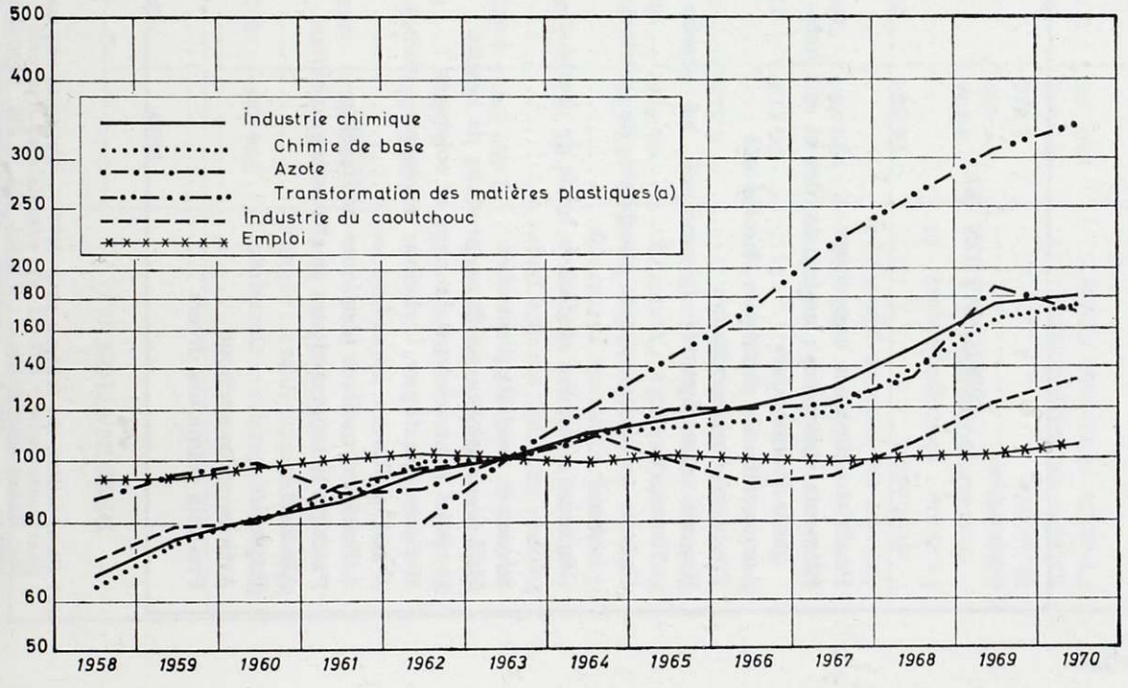
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique
(en milliers de tonnes)

PÉRIODE	Industrie de l'azote		Acide sulfurique et oléum (c)	Goudron brut	Caoutchouc (d)
	Azote primaire (a)	Engrais composés (b)			
1963 Moyenne mensuelle	**26,2**	**51,1**	**104,1**	**23,0**	**4,5**
1964 Moyenne mensuelle	**29,8**	**55,7**	**112,3**	**23,6**	**4,9**
1965 Moyenne mensuelle	**33,2**	**59,7**	**124,0**	**23,5**	**4,5**
1966 Moyenne mensuelle	**33,6**	**62,4**	**113,5**	**21,3**	**4,3**
1967 Moyenne mensuelle	**34,3**	**81,5**	**123,7**	**21,2**	**4,2**
1968 Moyenne mensuelle	**37,9**	**119,6**	**145,5**	**21,9**	**4,8**
1969 Moyenne mensuelle	**49,5**	**130,9**	**153,1**	**20,5**	**5,5**
1970 Moyenne mensuelle	**43,8**	**128,0**	**149,5**	**19,4**	**5,9**
1970 Janvier	47,9	138,2	171,9	15,5	5,9
Février	45,4	124,3	137,3	15,8	5,4
Mars	49,0	137,7	144,9	20,9	6,9
Avril	36,1	109,1	141,3	23,6	6,8
Mai	34,6	129,7	148,5	23,7	5,6
Juin	45,6	107,0	146,0	19,9	6,5
Juillet	39,5	110,6	153,0	20,5	4,0
Août	44,9	127,3	151,8	19,6	3,8
Septembre	43,1	129,3	141,9	18,3	6,7
Octobre	47,7	140,0	156,3	18,3	6,7
Novembre	45,7	132,7	147,2	17,2	5,8
Décembre	45,8	150,2	154,3	19,3	7,1

(a) En 1.000 t N.
(b) En 1.000 t marchandises.
(c) Ramenés à 100 % monohydratés.
(d) Non compris la production de chaussures, mais y compris la production de pneumatiques pour vélos.

Sources : Institut National de Statistique.
Distigoudron.

Industrie chimique et industrie du caoutchouc
Production et emploi
(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Les données sont disponibles à partir de 1962.

Commerce extérieur de produits chimiques

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Produits chimiques organiques	3 773	4 646	5 964	6 968	7 965	2 512	2 755	5 246	8 064	10 068
Eléments chimiques ; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	1 175	1 410	1 939	2 437	3 242	1 246	1 414	2 091	2 734	5 158
Autres éléments chimiques et composés	935	921	1 122	1 489	1 674	1 307	1 450	1 989	2 139	2 466
Produits pharmaceutiques	3 311	3 968	4 612	5 878	6 901	1 636	1 976	2 315	3 272	4 140
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas)	2 478	2 681	2 596	2 396	2 297	6 035	6 800	7 984	7 873	7 770
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel	131	95	119	120	88	32	24	32	26	26
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	113	127	157	144	175	241	244	248	228	259
Savons et produits d'entretien	579	687	859	1 058	1 192	940	1 218	1 280	1 545	1 591
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	739	830	954	1 078	1 208	262	323	384	566	672
Produits pour teinture, tannage et colorants	2 043	2 090	2 257	2 643	2 829	1 145	1 138	1 290	1 648	1 838
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	5 177	5 414	6 108	7 401	8 663	3 649	4 309	6 416	9 182	11 176
Articles en matières plastiques artificielles	1 586	1 687	2 021	2 748	3 436	1 561	1 711	1 929	2 333	2 974
Produits photographiques et cinématographiques	594	720	1 014	1 200	1 579	4 468	4 933	5 320	5 967	7 055
Allumettes	6	6	8	4	4	149	149	171	175	168
Explosifs	147	165	158	186	232	299	252	237	294	271
Articles en caoutchouc	3 005	2 900	3 148	4 211	4 779	1 945	2 104	2 554	3 124	3 356
Produits chimiques divers	2 901	2 917	3 741	4 560	4 982	1 843	1 955	2 312	2 911	3 840

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Produits chi-miques... : C.T.C.I. 512; éléments chimiques... : C.T.C.I. 513; autres éléments... : C.T.C.I 514 + 515; produits pharmaceutiques : C.T.C.I. 54; engrais manufacturés... : C.T.C.I. 56; engrais naturels... : C.T.C.I. 271.1 + 271. + 271.4; goudron... : C.T.C.I. 52; savons... : C.T.C.I. 554; huiles essentielles... : C.T.C.I. 551 + 553; produits pour... : C.T.C.I. 53; matières plastiques... : C.T.C.I. 581; articles... : C.T.C.I. 893 + T.D. 4202.00 + 4202.15 + 4202.20 produits photographiques... : C.T.C.I. 862; allumettes : C.T.C.I. 899.32; explosifs : C.T.C.I. 571; articles en caoutchouc : C.T.C.I. 62 + 841.6; produits chimiques divers : C.T.C.I. 599. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur de produits chimiques

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Produits chimiques organiques.	274 229	362 063	527 548	666 384	796 346	291 021	265 641	469 978	826 129	1 024 375
Eléments chimiques; acides, oxydes et sels halogénés inorganiques	213 925	258 856	501 134	783 717	1 034 494	262 030	310 781	568 939	773 478	908 798
Autres éléments chimiques et composés	137 789	140 864	158 688	217 929	274 937	295 084	370 665	526 471	549 426	631 633
Produits pharmaceutiques ...	5 528	6 050	7 201	8 324	10 390	3 239	3 549	3 690	4 903	5 653
Engrais manufacturés (y compris les scories Thomas) ...	1 497 092	1 629 261	1 663 909	1 560 467	1 554 211	3 715 843	4 146 438	4 656 849	4 560 570	4 675 831
Engrais naturels, excepté phosphate de calcium naturel ..	137 763	96 694	105 391	109 980	93 382	12 500	10 723	13 057	8 755	9 539
Goudrons minéraux et dérivés bruts de combustibles	72 536	81 214	114 078	105 111	125 064	129 394	123 376	116 830	118 685	151 573
Savons et produits d'entretien.	25 776	32 321	36 655	45 097	55 708	70 376	83 475	69 999	81 368	81 180
Huiles essentielles, parfums, produits de beauté	5 818	6 741	8 191	9 273	10 502	3 622	4 747	6 622	7 726	11 745
Produits pour teinture, tannage et colorants	50 775	51 185	52 642	60 460	60 979	50 490	39 608	43 067	51 422	55 972
Matières plastiques, cellulose régénérée, résines artificielles	223 363	248 379	292 577	346 604	407 545	89 946	130 837	231 482	376 974	461 031
Articles en matières plastiques artificielles	16 243	30 784	24 071	33 740	56 775	18 143	26 752	27 538	34 484	42 023
Produits photographiques et cinématographiques	4 281	4 916	7 722	9 077	10 376	20 579	23 577	23 301	25 789	31 864
Allumettes	289	270	325	67	83	4 662	4 524	5 075	5 045	4 787
Explosifs	1 648	1 744	3 202	1 661	2 089	5 019	3 784	3 885	4 496	3 545
Articles en caoutchouc	51 862	51 231	54 939	69 668	124 032	42 742	41 880	51 241	64 224	66 260
Produits chimiques divers ...	210 282	207 194	246 480	273 650	276 738	91 776	97 656	131 720	234 822	544 742

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 124.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

§ 3. — INDUSTRIE TEXTILE

La tendance actuelle de la conjoncture mondiale, qui se caractérise par la stagnation et même le recul de la demande dans certains secteurs, fait accorder de nouveau une attention accrue aux problèmes structurels latents de l'industrie textile belge. Les menaces contre cette branche d'activité se précisent de plusieurs côtés et elles paraissent, depuis 1971, se renforcer mutuellement. En effet, la concurrence internationale devient âpre, surtout par suite du protectionisme croissant des Etats-Unis. Cette situation n'a pas seulement une influence directe sur les exportations de l'U.E.B.L. et de la C.E.E. mais aussi sur celles du Japon.

Ce dernier fait semble le plus important à moyen terme, car avec leur importante capacité de production, les entreprises japonaises ne vont pas négliger de prospecter de nouveaux marchés, notamment les pays du Marché commun et cela justement au moment où la conjoncture fléchit.

Le ralentissement du rythme de croissance de la production dans l'industrie textile, déjà perceptible à la fin de 1969, s'est confirmé en 1970. La production globale a diminué de 0,8 % par rapport à 1969, tandis qu'elle avait alors augmenté de 7,7 % par rapport à l'année antérieure. Les données du commerce extérieur indiquent également un fléchissement de l'activité. Alors que les exportations avaient connu en 1969 une augmentation de 20 %, elles n'ont progressé que de 6 % au cours des 10 premiers mois de 1970. La même évolution est apparue dans les importations dont le taux de croissance par rapport à l'année précédente a subi un recul à peu près identique. Par contre, le solde favorable du commerce des produits textiles a encore progressé de 11 %.

La plupart des secteurs qui avaient connu, en 1969, une intense activité ont été touchés par le ralentissement conjoncturel. Ceci a été le cas surtout pour la préparation de la laine et les tissages de laine, de jute et de certaines fibres synthétiques. Pour la préparation de la laine (lavage et carbonisation), la production, qui n'avait enregistré que de faibles fluctuations depuis 1965, a fléchi de 18 % en 1970. Ce recul considérable n'a concerné que le lavage qui a subi l'influence défavorable des importations de laines lavées, en provenance du pays d'origine ; la carbonisation n'a subi aucun préjudice de cette évolution et elle a encore connu une activité satisfaisante.

Les filatures de laine qui, depuis 1968, connaissaient une brusque reprise ont pu maintenir leur production à peu près au niveau de 1969, grâce à une nouvelle progression de la production de tissus pour tapis. La part des fibres chimiques dans la production de ce secteur a encore augmenté : elle s'est élevée à 48 %, contre 36 % en 1969. Dans les tissages de laine, la production a augmenté globalement de 4 % environ par rapport à 1969, cependant pour ce qui concerne les couvertures il y a un recul de 3 %.

La légère reprise enregistrée en 1968 et en 1969 dans l'industrie cotonnière a pu se maintenir en 1970. L'activité est restée à peu près inchangée dans les filatures de coton et, dans les tissages, la production a pu demeurer à peu près au niveau de 1969, grâce à l'évolution favorable de la demande de tissus de flanelle, de pansements et d'étoffes lourdes.

A la suite de la hausse des prix des matières premières et de la récession conjoncturelle aux Etats-Unis, les résultats ont été moins bons que l'année précédente dans l'industrie du lin ; dans les filatures, la production a fléchi de 6 % et dans les tissages, elle a diminué de 7,5 %. La filature et le tissage du jute ont aussi enregistré un recul en 1970, surtout à partir du second semestre : la première a fléchi de 8 % et le second de 5 %.

Le ralentissement général de la conjoncture s'est aussi fait sentir dans la fabrication de fibres textiles artificielles et synthétiques, où la production n'a progressé que de 3 %, contre 9 % en 1969. Enfin, même la progression exceptionnelle des matières textiles synthétiques a été freinée : après une augmentation de 81 % en 1968 et de 42 % en 1969, on n'a enregistré en 1970 qu'un accroissement de 15 %. La production des fibres synthétiques est fondamentalement en expansion mais l'activité est momentanément perturbée dans ce secteur par un recul de la demande. Il subit en outre la vive concurrence des pays de l'Est de l'Europe qui importent leurs produits synthétiques à des prix bien inférieurs à la normale. Pour préserver l'industrie des fibres artificielles et synthétiques, il est nécessaire de trouver un marché sûr pour ses produits et de conserver en Belgique et dans les pays environnants une industrie textile saine et concurrentielle.

*
* *

Production textile

Filatures, tissages, préparation de la laine

(en tonnes)

DESIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Préparation de la laine :							
Lavage et carbonisage de la laine	23 245	21 155	20 072	20 488	21 236	21 561	17 688
Peignage de laine	31 120	32 772	32 088	27 013	29 538	31 530	27 574
Filatures :							
Coton	110 807	102 175	98 113	87 576	92 089	96 126	95 929
dont : coton fin et filés mixtes	(83 730)	(74 635)	(70 048)	(61 355)	(64 202)	(65 942)	(65 175)
fibres de rayonne	(15 490)	(16 976)	(18 233)	(16 829)	(19 560)	(20 829)	(21 086)
Laine cardée	23 207	21 700	22 207	18 484	21 551	23 840	24 108
Laine peignée	39 096	42 895	47 457	42 534	51 065	57 487	57 065
Lin	13 997	14 683	14 588	12 929	12 858	12 534	11 819
Jute	83 767	81 238	85 739	82 593	84 596	83 631	76 983
Fibres dures	50 414	48 980	57 062	43 539	49 222	51 532	57 416
dont : fils simples	(38 760)	(38 809)	(44 857)	(35 053)	(41 757)	(44 149)	(48 591)
ficellerie et cordages	(11 654)	(10 172)	(12 205)	(8 487)	(7 465)	(7 383)	(8 826)
Fils et fibres artificiels	38 009	36 590	39 867	39 373	43 511	40 604	39 443
dont : fils viscose	(11 688)	(11 593)	(11 664)	(11 190)	(9 466)	(7 710)	(5 686)
fils acétate	(2 033)	(2 002)	(5 580)	(6 959)	(7 666)	(7 787)	(7 935)
fibres	(24 288)	(22 995)	(22 623)	(21 224)	(26 379)	(25 108)	(25 821)
Tissages :							
Coton (a)	85 876	75 400	73 976	68 369	68 677	70 781	70 305
Lin	7 580	7 902	8 756	7 291	8 245	8 687	7 804
Laine (a)	38 936	38 284	40 813	36 082	35 041	37 631	39 150
Rayonne et fibres de rayonne (a)	17 677	16 877	21 105	20 939	23 166	26 476	26 539
Fibres synthétiques (a)	4 386	4 770	10 150	14 262	25 791	36 557	42 343
Jute (a)	34 521	35 699	37 525	35 804	36 100	35 595	34 152
Tapis :							
Coton	10 835	8 036	7 424	6 975	7 467	7 037	5 437
Laine	21 332	22 493	26 774	24 741	23 924	26 345	28 198
Jute	8 552	8 337	8 959	8 585	7 403	6 702	6 577
Couvertures (coton et laine) (b)	5 396	4 790	5 184	5 335	5 635	6 234	5 745
Tissus, velours et peluches d'ameublement (c)	23 979	21 418	20 372	19 495	20 199	21 218	20 915
dont : coton	(18 202)	(16 373)	(15 242)	(14 225)	(14 445)	(14 835)	(14 462)

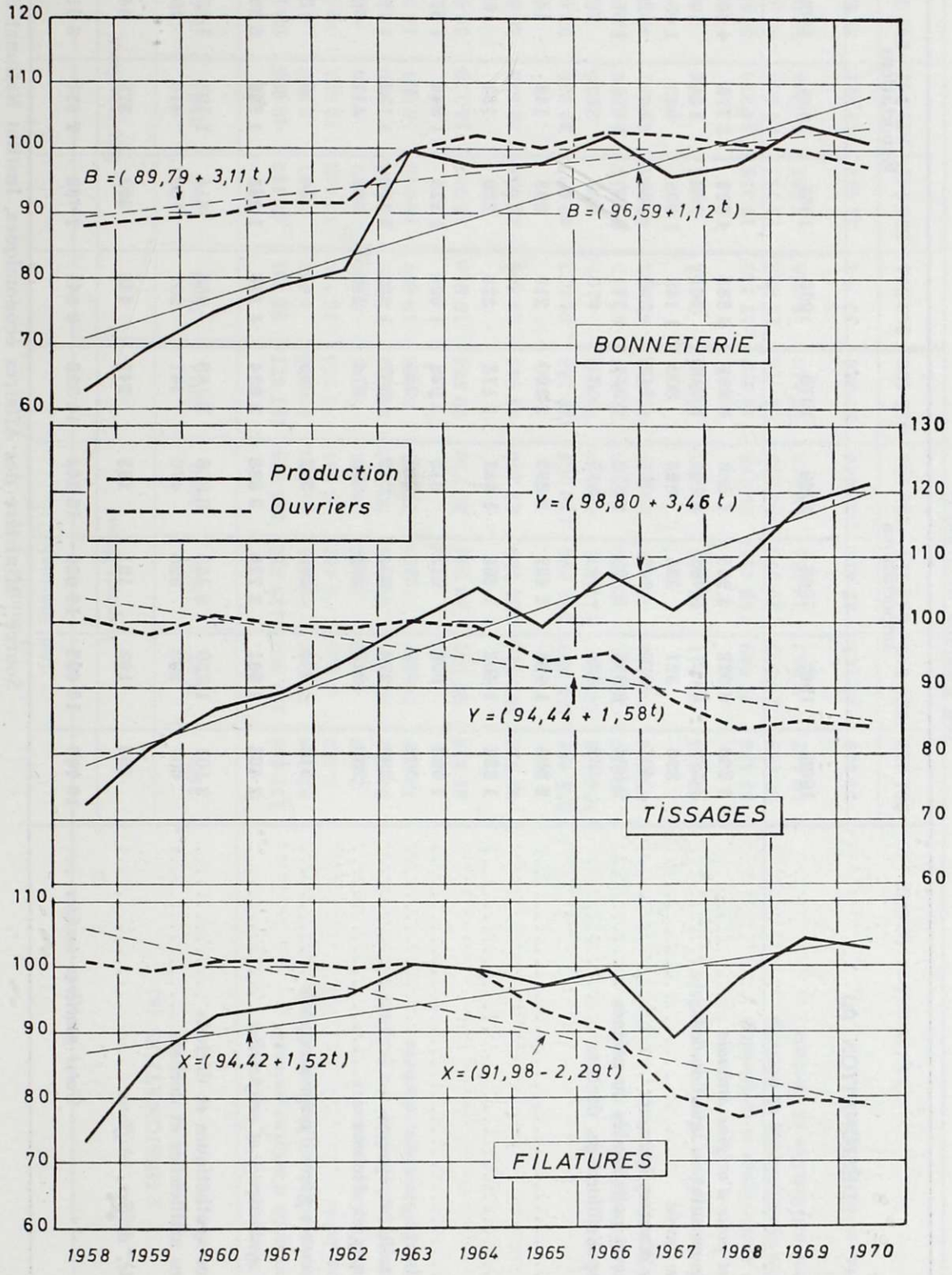
(a) Y compris tapis et couvertures.
(b) A partir de 1966, y compris les couvertures en fibres de rayonne et fibres synthétiques.
(c) Non compris les tissus d'ameublement, les velours et peluches en fibres de rayonne, en fibres synthétiques continues et discontinues.

Source : Institut National de Statistique.

Industrie textile

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des matières textiles

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Laine et poils d'origine animale	8 790	6 972	6 955	7 588	6 283	4 585	4 036	3 776	4 003	2 823
Laine en suint ou lavée de dos	4 587	3 607	3 452	4 104	3 313	301	163	144	160	199
Laine lavée	396	321	335	325	302	1 148	1 095	963	1 054	631
Poils d'autres animaux	491	260	249	234	143	595	465	461	428	273
Laine et poils cardés ou peignés	2 834	2 358	2 528	2 570	2 344	1 571	1 390	1 376	1 574	1 137
Laine d'effilochage, déchets	482	426	391	355	181	970	923	832	787	583
Coton	2 509	1 928	2 427	2 293	2 200	218	203	148	149	154
Jute	1 257	1 402	1 385	1 087	1 172	275	228	190	165	136
Lin	1 028	906	973	815	1 026	1 804	1 575	1 544	1 674	1 810
Lin brut	502	420	376	273	265	—	—	1	2	3
Lin teillé et épeigné	296	276	334	252	387	1 389	1 192	1 132	1 170	1 279
Etoupes et déchets	230	210	263	290	374	415	383	411	502	528
Soie et autres fibres d'origine végétale	513	342	360	357	380	41	24	15	24	29
Fibres synthétiques et artificielles	2 408	1 981	2 778	3 838	3 624	1 170	1 003	1 598	2 352	2 368
Fibres synthétiques et déchets	2 101	1 759	2 453	3 368	3 183	963	814	1 185	1 859	4 097
Fibres artificielles et déchets	307	222	325	470	441	207	189	413	493	452
Friperie, drilles, chiffons	204	162	151	185	247	448	393	379	444	458
Total matières textiles	16 709	13 693	15 029	16 163	14 932	8 541	7 462	7 650	8 811	7 778

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Laine et poils... : C.T.C.I. 262; laine en suint... : C.T.C.I. 262.1; laine lavée : C.T.C.I. 262.2; poils... : C.T.C.I. 262.3 + 262.51 + 262.59; laine et poils... : C.T.C.I. 262.7 + 262.8; laine d'effilochage... : C.T.C.I. 262.6 + 262.9; coton : C.T.C.I. 263; jute : C.T.C.I. 264; lin : C.T.C.I. 265.11 + 265.12 + 265.13; lin brut : C.T.C.I. 265.11; lin teillé... : C.T.C.I 265.12; étoupes... : C.T.C.I. 265.13; soie et autres... : C.T.C.I. 261 + 265.2 + 265.3 + 265.4 + 265.5 + 265.8; fibres synthétiques et artificielles : C.T.C.I. 266; fibres synthétiques... : C.T.C.I. 266.21 + 266.22 + 266.23 + 266.4 — T.D. 5603.30 — 5603.50 — 5603.70 — 5603.90; fibres artificielles... : C.T.C.I. 266.31 + 266.32 + 266.33 + T.D. 5603.30 + 5603.50 + 5603.70 + 560390; friperie... : C.T.C.I. 267. Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matières textiles

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Laine et poils d'origine animale	**137 286**	**121 908**	**135 872**	**138 789**	**127 677**	**52 741**	**47 160**	**48 665**	**50 568**	**41 220**
Laine en suint ou lavée de dos	87 198	77 366	86 501	91 154	89 736	4 267	2 581	2 888	3 213	5 066
Laine lavée	5 532	5 190	6 471	5 581	5 555	13 160	12 543	12 821	13 489	9 315
Poils d'autres animaux	7 129	4 322	4 852	4 421	2 390	5 470	4 377	4 626	4 724	1 822
Laine et poils cardés ou peignés	24 101	21 521	26 353	26 180	24 533	11 557	10 706	11 949	13 063	9 848
Laine d'effilochage, déchets	13 326	13 509	11 695	11 453	5 463	18 287	16 953	16 381	16 079	15 170
Coton	**97 686**	**76 120**	**89 564**	**87 716**	**90 534**	**16 558**	**16 707**	**14 116**	**15 055**	**14 884**
Jute	**99 502**	**107 312**	**130 899**	**83 254**	**95 049**	**25 386**	**22 824**	**20 658**	**18 500**	**16 731**
Lin	**212 687**	**189 328**	**169 988**	**138 837**	**138 123**	**92 573**	**90 053**	**90 239**	**92 464**	**92 499**
Lin brut	164 103	137 457	110 825	86 849	73 688	6	—	25	348	236
Lin teillé et épeigné	13 380	13 467	17 276	12 713	17 842	47 475	43 119	44 573	43 090	44 073
Etoupes et déchets	35 204	38 404	41 887	39 275	46 593	45 092	46 934	45 641	49 026	48 190
Soie et autres fibres d'origine végétale	**47 633**	**35 611**	**43 463**	**42 701**	**45 132**	**3 752**	**2 471**	**1 654**	**2 324**	**2 362**
Fibres synthétiques et artificielles	**33 335**	**31 045**	**52 454**	**75 165**	**75 529**	**17 135**	**18 355**	**34 274**	**48 829**	**49 166**
Fibres synthétiques et déchets	22 888	23 060	39 970	56 312	58 114	11 382	12 774	19 950	33 589	35 904
Fibres artificielles et déchets	10 447	7 985	12 484	18 853	17 415	5 753	5 581	14 324	15 240	13 262
Friperie, drilles, chiffons	**33 626**	**29 221**	**27 478**	**31 666**	**40 356**	**33 756**	**31 477**	**33 701**	**37 881**	**35 844**
Total matières textiles	**661 755**	**590 545**	**649 718**	**598 128**	**612 400**	**243 901**	**229 047**	**243 307**	**265 621**	**252 706**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 130.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Commerce extérieur des produits textiles

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Filés	**5 664**	**5 107**	**6 773**	**8 924**	**9 286**	**10 592**	**9 788**	**10 927**	**12 233**	**12 198**
— en laine et poils	1 131	780	773	890	962	5 081	4 301	4 404	4 851	4 502
— en coton	946	900	1 053	1 286	1 374	925	751	859	906	962
— en lin	142	122	132	172	194	323	278	225	284	310
— en soie	41	37	41	42	37	23	22	26	23	22
— en jute	37	43	46	113	183	624	659	614	646	562
— en fibres synthétiques	2 393	2 360	3 651	5 120	5 266	2 711	2 565	3 556	4 264	4 514
— en fibres artificielles	921	805	1 018	1 243	1 216	868	1 187	1 221	1 242	1 310
— en autres fils n. d. a.	53	60	59	58	54	37	25	22	17	16
Tissus du type standard	**6 045**	**5 362**	**5 976**	**7 136**	**7 531**	**11 881**	**10 347**	**11 468**	**13 890**	**14 237**
— en laine et poils	1 581	1 330	1 341	1 380	1 298	2 051	1 459	1 359	1 241	1 136
— en coton	1 459	1 396	1 640	2 072	2 189	3 274	2 576	2 588	2 606	2 615
dont : écrus non mercerisés	(341)	(208)	(171)	(212)	(290)	(416)	(325)	(399)	(577)	(591)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(1 118)	(1 188)	(1 469)	(1 860)	(1 884)	(2 858)	(2 251)	(2 189)	(2 029)	(2 024)
— en lin, chanvre et ramie	25	23	33	53	48	643	505	592	652	587
— en soie	122	112	120	123	104	9	6	5	17	11
— en jute	208	280	418	519	445	518	542	594	774	704
— en fibres synthétiques	1 475	1 087	1 282	1 840	2 217	2 227	2 087	2 922	4 438	4 654
— en fibres artificielles	1 137	1 106	1 110	1 110	1 194	2 987	3 005	3 268	3 899	4 246
— autres tissus n. d. a.	38	28	32	39	36	172	167	140	263	284
Autres produits textiles	**10 135**	**9 941**	**11 856**	**15 325**	**17 288**	**19 097**	**18 591**	**22 215**	**27 388**	**31 007**
Etoffes de bonneterie, non élastique, ni caoutchoutée, en pièces	1 031	889	1 102	1 370	1 808	781	903	1 072	1 382	1 757
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie	1 044	1 100	1 374	2 044	2 307	1 861	1 834	2 574	3 691	4 517
Vêtements de dessus pour femmes, fil-										
Accessoires du vêtement, autres qu'en	482	434	530	658	731	468	437	522	641	765

bonneterie	182	191	236	298	342	1				
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	2 333	2 543	3 144	4 254	4 870	3 368	2 913	3 030	3 485	4 119
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	107	92	130	121	136	185	159	146	164	178
Couverture et couvre-pieds	90	68	63	78	71	295	270	303	328	311
— de laine	(23)	(20)	(17)	(20)	(16)	(156)	(134)	(134)	(146)	(143)
— de coton	(6)	(7)	(6)	(5)	(6)	(29)	(29)	(24)	(36)	(28)
— d'autres	(61)	(41)	(40)	(53)	(49)	(110)	(107)	(145)	(146)	(140)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	562	508	669	889	988	5 449	5 777	6 951	8 227	9 021
dont : tapis en laine ou poils fins	(299)	(265)	(311)	(414)	(394)	(3 476)	(3 364)	(3 597)	(3 937)	(4 078)
tapis en autres matières textiles.	(35)	(28)	(26)	(23)	(15)	(1 084)	(993)	(942)	(890)	(782)
autres	(228)	(215)	(332)	(452)	(579)	(889)	(1 420)	(2 412)	(3 400)	(4 161)
Linoleum et couvre-parquets similaires	345	386	351	371	344	295	301	334	336	299
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	118	121	145	186	209	997	913	946	1 205	1 178
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	492	403	459	505	456	263	252	292	353	344
Articles en corde et ficelle	70	66	75	88	105	577	456	546	572	574
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	294	237	200	222	313	492	403	505	523	537
Ouates, mêches et articles en textile pour usages techniques	286	287	327	347	404	296	315	366	451	518
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	857	819	974	1 225	1 296	242	367	857	1 330	1 904
Autres articles en textile	399	454	551	679	687	698	697	1 045	1 236	1 304
Total produits textiles ...	**21 844**	**20 410**	**24 605**	**31 385**	**34 104**	**41 570**	**38 726**	**44 610**	**53 511**	**57 442**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Filés : C.T.C.I. 651 — 651.8; en laine... : C.T.C.I. 651.21 + 651.22 + 651.23 + 651.24 + 651.25; en coton : C.T.C.I. 651.3 + 651.41 + 651.42; en lin : C.T.C.I. 651.51 + 651.52 + 651.53; en soie : C.T.C.I. 651.11 + 651.12 + 651.13 + 651.14 + 651.15; en jute : C.T.C.I. 651.92; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 651.61 + 651.62 +651.63 + 651.64 + 651.65; en fibres artificielles : C.T.C.I. 651.71 + 651.72 +651.73 + 651.74 + 651.75; en autres... : C.T.C.I. 651.91 + 651.93 + 651.94; tissus du type standard : C.T.C.I. 652 + 653 — 653.7 — 653.8; en laine : 653.21 + 653.22; en coton : C.T.C.I. 652; écrus... : C.T.C.I. 652.11 + 652.12 + 652.13; mercerisés... : C.T.C.I. 652.21 + 652.22 + 652.23 + 652.29; en lin... : C.T.C.I. 653.31 + 653.32; en soie : C.T.C.I. 653.11 + 653.12 + 653.13; en jute : C.T.C.I 653.4; en fibres synthétiques : C.T.C.I. 653.51 + 653.52 + 653.53; en fibres artificielles : C.T.C.I. 653.61 + 653.62 + 653.63; autres... : C.T.C.I. 653.91 + 653.92 + 653.93 + 653.94 + 653.95 + 653.96; étoffes... : C.T.C.I. 653.7; vêtements de dessus pour hommes.. : C.T.C.I. 841.11; vêtements de dessus pour femmes... : C.T.C.I. 841.12; linge de corps : C.T.C.I. 841.13 + 841.14; accessoires... : C.T.C.I. 841.21 + 841.22 + 841.23 + 841.24 + 841.25 + 841.26 + 841.29; vêtements et accessoires... : C.T.C.I. 841.41 + 841.42 + 841.43 + 841.44 + 841.45; cloches... : C.T.C.I. 655.71 + 655.72 + 841.51 + 841.53 + 841.54 + 841.59; couvertures... : C.T.C.I. 656.6; de laine : C.T.C.I. 656.61; de coton : C.T.C.I. 656.62; autres : C.T.C.I. 656.69; couvre-parquets. : C.T.C.I. 657.51 + 657.52 + 657.6 + 657.7 + 657.8 ; tapis en laine... : C.T.C.I. 657.51 + T.D. 5802.05 +5802.08 +5802.10; tapis en autres... : C.T.C.I. 657.52 + T.D. 5802.20 + 5802.30 + 5802.40; autres : C.T.C.I. 657.6 + 657.7 + 657.8 — T.D. 5802.05 — 5802.08 — 5802.10 — 5802.20 — 5802.30 — 5802.40; linoleum... : C.T.C.I. 657.41 + 657.42; ligne de lit... : C.T.C.I. 656.91; tulles... : C.T.C.I. 654; articles en corde... : C.T.C.I. 655.61 + 655.62 + 655.63; sacs... : C.T.C.I. 656.1 + 656.2; ouates... : C.T.C.I. 655.81 + 655.82 + 655.83 + 655.91 + 655.92; tissus... : C.T.C.I. 655.41 + 655.42 + 655.43 + 655.44 + 655.45 + 655.46; autres... : C.T.C.I. 655.1 + 655.5 + 656.92 + T.D. 4202.75 + 4202.80 + 4202.90. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des produits textiles

Quantité
(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Filés	**57 355**	**53 677**	**74 607**	**98 797**	**108 579**	**100 305**	**97 568**	**109 338**	**114 855**	**112 540**
— en laine et poils	8 205	5 595	6 014	7 237	7 733	28 459	24 549	27 176	29 637	28 106
— en coton	15 666	14 885	17 785	20 819	21 595	12 048	9 790	11 073	11 263	11 492
— en lin	1 503	1 216	1 510	2 046	1 968	6 435	5 992	5 089	5 886	5 398
— en soie	49	44	42	42	49	31	25	33	105	125
— en jute	1 334	1 293	1 384	3 514	6 478	24 340	25 716	26 125	24 272	20 030
— en fibres synthétiques	14 506	15 981	28 391	41 882	48 632	16 371	16 575	25 507	30 403	33 026
— en fibres artificielles	14 364	13 047	17 229	21 155	20 008	11 144	14 015	13 367	12 598	13 830
— en autres fils n. d. a.	1 728	1 616	2 252	2 102	2 118	1 477	906	968	691	535
Tissus du type standard	**38 676**	**36 680**	**44 728**	**52 511**	**56 050**	**85 038**	**75 082**	**83 689**	**100 955**	**101 975**
— en laine et poils	5 844	4 837	5 016	4 785	4 613	6 942	5 042	4 505	3 875	3 647
— en coton	11 875	10 518	11 225	13 707	14 416	26 664	20 349	20 717	21 557	20 773
dont : écrus non mercerisés	(4 992)	(3 014)	(2 309)	(2 476)	(3 127)	(4 726)	(3 756)	(4 656)	(6 723)	(6 582)
mercerisés, blanchis, teints, imprimés, etc.	(6 883)	(7 504)	(8 916)	(11 231)	(11 289)	(21 938)	(16 593)	(16 061)	(14 834)	(14 191)
— en lin, chanvre et ramie	129	154	228	515	386	5 840	4 439	5 351	5 865	4 910
— en soie	61	59	64	64	61	32	11	10	105	61
— en jute	8 202	10 355	15 877	17 493	16 000	14 779	14 760	16 242	18 941	17 090
— en fibres synthétiques										
Etoffes de bonneterie, non élastiques	4 696	4 101	5 313	5 676	7 039	2 814	2 982	3 837	4 970	6 291

ni caoutchoutée, en pièces	4 696	4 101								
Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, autres que de bonneterie.	2 105	2 360	3 029	4 630	5 425	5 575	5 455	7 519	9 869	11 903
Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, autres que de bonneterie	2 047	2 187	2 628	3 341	3 602	3 599	3 580	4 198	5 246	5 519
Linge de corps	1 649	1 075	866	973	943	2 361	1 659	1 482	1 554	1 406
Accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	786	700	893	1 113	1 324	1 037	998	1 179	1 361	1 620
Vêtements et accessoires du vêtement en bonneterie	4 251	4 688	6 036	7 761	8 650	6 379	5 483	5 797	6 618	7 716
Cloches pour chapeaux, chapeaux et feutres de coiffures	197	168	185	232	248	233	199	247	217	233
Couvertures et couvre-pieds	549	587	515	656	562	2 450	2 350	2 727	2 652	2 715
— de laine	(140)	(143)	(120)	(155)	(100)	(636)	(608)	(580)	(629)	(620)
— de coton	(50)	(75)	(50)	(42)	(52)	(666)	(635)	(617)	(566)	(643)
— d'autres	(359)	(369)	(345)	(459)	(410)	(1 148)	(1 107)	(1 530)	(1 457)	(1 452)
Couvre-parquets, tapis, tapisseries	6 507	5 845	7 498	9 630	10 949	49 178	52 673	64 264	75 809	84 421
dont : tapis en laine ou poils fins	(1 278)	(1 168)	(1 317)	(1 831)	(1 545)	(21 970)	(21 653)	(23 380)	(25 413)	(26 437)
tapis en autres matières textiles.	(353)	(264)	(262)	(182)	(126)	(15 239)	(14 100)	(13 421)	(12 667)	(10 648)
autres	(4 876)	(4 413)	(5 919)	(7 617)	(9 278)	(11 969)	(16 920)	(27 463)	(37 729)	(47 336)
Linoleum et couvre-parquets similaires	12 317	13 769	14 041	15 923	14 745	13 238	16 179	21 635	21 823	15 951
Linge de lit, de table, etc., rideaux, articles d'ameublement	617	516	561	717	812	6 359	5 760	5 796	7 136	6 980
Tulles, dentelles, broderie, rubans, articles de passementerie	994	815	926	983	981	975	910	1 059	1 267	1 409
Articles en corde et ficelle	1 315	1 646	1 920	2 016	2 418	30 745	24 124	34 062	35 696	34 455
Sacs, sachets d'emballage, bâches, tentes, stores d'extérieur	10 559	10 667	8 595	8 366	13 313	16 327	14 047	19 186	19 143	18 897
Ouates, mèches et articles en textile pour usages techniques	1 753	1 804	2 006	2 103	2 273	2 177	2 138	2 520	3 439	3 800
Tissus et feutres caoutchoutés ou imprégnés	11 907	8 753	10 074	12 931	12 410	2 902	4 209	8 284	12 739	16 694
Autres articles en textile	3 671	4 479	5 684	7 501	7 761	11 775	14 920	19 951	23 152	24 302
Total produits textiles	**161 951**	**154 517**	**190 105**	**235 860**	**258 084**	**343 467**	**330 316**	**396 770**	**448 501**	**458 827**

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 133.

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Stocks de tissus

Situation au 31 décembre

(en tonnes)

NATURE DES TISSUS	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Coton	14 609	14 657	14 673	15 526	13 461	10 970	12 577
Lin	1 356	1 501	1 597	1 598	1 430	1 421	1 222
Laine	6 280	6 264	7 353	6 797	5 725	6 246	6 096
Rayonne et fibres de rayonne	3 484	3 260	4 982	3 059	3 160	3 493	3 281
Fibres synthétiques	830	848	2 027	3 210	4 910	6 896	7 413
Jute	2 715	2 633	2 619	3 131	3 155	3 273	3 445
Tapis de fibres dures	991	963	1 269	1 125	914	805	648

Source : Institut National de Statistique.

Production d'articles de bonneterie

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Tissus à mailles (en tonnes) :							
Sous-vêtements	6 331	5 968	6 194	5 623	5 996	5 982	4 892
Vêtements de dessus et autres	3 579	3 673	4 099	4 569	5 325	6 669	8 150
Articles finis :							
Sous-vêtements (1.000 douz.)	3 473	3 321	3 327	3 357	3 452	3 756	3 231
Bas pour dames en fils synthétiques (1.000 douz. de paires)	2 799	2 811	3 085	3 097	2 942	1 618	1 297
Chaussettes, bas 3/4, socquettes (1.000 douz. de paires)	1 821	1 773	2 029	2 239	2 340	2 323	2 354
Articles de vêtements de dessus (1.000 pièces)	22 248	23 255	24 285	21 343	21 197	22 304	20 975

Source : Institut National de Statistique.

§ 4. — INDUSTRIES ALIMENTAIRES ET FABRICATIONS CONNEXES

L'industrie alimentaire connaît depuis à peu près dix ans les risques et les avantages d'un secteur caractérisé par une évolution rapide. Certaines branches subissent une restructuration profonde tandis que d'autres centres de production traditionnels sont soumis à un certain émiettement.

L'indice général de la production industrielle, établi par l'Institut National de Statistique pour le secteur alimentation et boissons, a haussé de 5,6 % en 1970, contre 5,8 %, l'année précédente. L'augmentation de la production de boissons fut un peu supérieure (6,3 % et 4,8 %).

Comme il a déjà été constaté plus haut, l'activité dans l'industrie alimentaire a différé d'un secteur à l'autre. La plus forte croissance a été celle de la fabrication de conserves de viandes avec 15,7 % ; viennent ensuite les conserves de légumes (15 %), les biscuits, biscottes et pain d'épices (13 %) et l'alcool (12,5 %). La production d'huiles raffinées ou autrement transformées a augmenté de 5,3 % et celle de margarine de 3 %. Beaucoup plus faibles ont été les progrès de la production de farine (1,5 %) et de sucreries et chocolat (1,1 %). Par contre, une baisse de 10 % a été observée dans la fabrication de sucre et de 5 % dans celle de café torréfié. En 1969, la quantité produite de café torréfié avait augmenté de 2,2 % et celle de sucre de 5 %.

Les livraisons de lait et de crème ont diminué à la suite de réformes structurelles qui ont été appliquées en vertu de la politique agricole commune dans la C.E.E. Ainsi, les laiteries ont reçu 5 % de moins de lait contre 4 %, l'année précédente. La préparation du beurre a baissé de 8 %, l'année précédente de 3,6 % seulement.

La production de fromage frais et d'autres sortes de fromages a continué d'augmenter : par rapport à l'année précédente, la préparation de fromage frais a augmenté de 16,8 % et celle d'autres sortes de fromages de 10,8 %.

La fabrication de glaces de consommation, en hausse de 25 % en 1969 ne l'est plus que de 14,8 % en 1970 ; inversément, la production de la crème glacée, passe de 21,6 % en plus contre 16,3 % un an auparavant.

★

★ ★

Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire

DESIGNATION	Unité	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Production de farine	10^3 t	768,9	761,0	735,8	736,8	706,8	710,7	721,2
Matières premières déclarées par les brasseries (a)	10^3 t	188,3	187,1	194,3	200,1	205,0	54,5	57,9
Production d'alcool (alcool à 50°, temp. 15° C)	10^6 lit.	32,9	39,3	33,2	29,3	32,9	36,1	40,6
Production de sucre :								
a) dans les fabriques	10^3 t	534,4	410,3	391,7	539,1	544,6	636,2	558,0
b) par transformation dans les raffineries	10^3 t	203,9	200,1	199,7	220,2	285,6	237,3	229,8
Production de margarine (apte à la consommation)	10^3 t	127,1	130,0	127,9	129,3	130,9	131,7	135,7
Production des huiles végétales et animales :								
a) huile de lin brute	10^3 t	12,1	12,1	14,2	13,8	13,4	13,0	14,2
b) autres huiles brutes	10^3 t	91,2	90,2	93,0	102,4	115,0	95,4	71,8
c) huiles raffinées ou autrement transformées	10^3 t	179,8	189,1	198,4	217,7	229,0	235,0	247,4
d) tourteaux et schroots	10^3 t	177,6	193,3	206,6	255,1	280,7	270,6	287,8
Production de confitures, fruits confits, etc.	10^3 t	31,2	32,2	32,8	33,6	37,1	40,3	45,7
Conserves de légumes	10^3 t	106,1	71,2	94,9	117,0	100,3	138,0	159,0
Conserves de viande	10^3 t	12,0	12,3	13,9	15,7	14,0	16,6	19,2
Production de biscuits, biscottes, pains d'épice	10^3 t	80,9	78,0	80,8	81,2	81,1	88,6	100,0
Production de chocolat et autres produits à base de chocolat	10^3 t	65,1	70,6	73,8	76,8	74,5	75,4	76,2
Produits de la confiserie, sans chocolat	10^3 t	36,3	36,7	39,6	41,1	40,9	42,8	44,0
Production de pâtes alimentaires	10^3 t	18,0	19,3	19,7	18,2	15,2	16,8	17,5
Production de chicorée	10^3 t	14,0	13,5	13,4	13,4	12,6	12,2	11,8
Production de café torréfié	10^3 t	38,0	37,8	38,6	39,2	40,4	41,3	39,4
Production de vinaigre (ramené à 8°)	10^6 lit.	13,8	12,3	13,1	13,7	13,7	13,0	13,0

Source : Institut National de Statistique.

(a) A partir de 1969, les données concernent le nombre d'hectolitres-degré déclarés (en 10^6 hl).

Activité des laiteries et fromageries

DÉSIGNATION	Unités (a)	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Réception :								
Lait	10^3 lit.	1 711 893	1 952 724	2 198 759	2 402 602	2 581 828	2 475 411	2 355 461
Crème	tonnes	48 202	44 235	35 021	28 040	25 571	24 895	23 535
Préparation pour la consommation :								
Lait :								
a) Lait de laiterie avec marque de contrôle (b)	10^3 lit.	467 783	32 304	31 034	32 386	34 549	36 162	37 738
b) Lait ordinaire	10^3 lit.		457 143	465 277	476 612	478 083	477 369	472 912
c) Lait écrémé	10^3 lit.	13 891	14 930	16 050	17 109	18 563	20 736	24 464
d) Lait battu	10^3 lit.	29 029	27 454	28 383	28 490	30 046	30 988	31 108
Crème	10^3 lit.	4 986	5 217	5 687	5 871	6 610	7 073	7 799
Fabrications :								
Beurre	tonnes	50 055	57 277	60 259	64 320	76 221	73 478	67 535
Fromages :								
a) Frais	tonnes	11 386	9 940	9 977	10 855	11 811	13 606	15 899
b) Autres (c)	tonnes	19 406	23 879	27 917	27 078	20 239	19 758	21 898
Poudre de lait	tonnes	64 581	86 698	104 760	120 401	140 830	131 513	120 133
Lait concentré-evaporé (non sucré)	tonnes	28 629	24 714	31 992	43 022	33 726	16 401	16 024
Glace de consommation	10^3 lit.	20 037	20 692	22 956	27 544	26 383	32 987	37 880
dont : Crème glacée	10^3 lit.	8 916	10 584	11 634	14 011	14 500	16 861	20 504
Yoghourt	10^3 lit.	14 633	15 346	16 436	18 145	19 936	23 363	27 374
Aliments diététiques et spéciaux (sortes de panade)	10^3 lit.	8 237	8 632	9 913	10 271	11 994	12 886	14 251

(a) Toutes teneurs d'eau ou de graisse.

(b) Lait à 32 g/l de matière grasse.

(c) Non compris le fromage de Herve et le fromage fondu.

Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Valeur
(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Boissons non alcooliques	336	402	470	496	573	125	139	172	215	287
dont : jus de fruits ou de légumes	(138)	(157)	(213)	(249)	(319)	(33)	(40)	(49)	(50)	(76)
Boissons alcooliques	2 785	2 871	2 942	3 127	3 707	905	910	940	1 046	1 047
dont : bière	(556)	(578)	(477)	(454)	(502)	(573)	(635)	(706)	(771)	(783)
vins	(1 650)	(1 728)	(1 850)	(2 010)	(2 286)	(311)	(255)	(205)	(228)	(208)
Préparations et conserves de viande	282	310	344	484	574	645	869	1 279	1 788	2 486
Préparations et conserves de poissons crustacés.	1 077	1140	1 127	1 275	1 233	16	20	21	30	27
Préparations et conserves de fruits et de légumes	1 423	1 573	1 595	1 784	1 853	1 015	1 082	1 290	1 688	1 830
Sucre et miel	419	404	487	387	418	739	947	1 056	1 678	2 349
Préparation à base de sucre	327	340	361	415	456	368	411	436	521	585
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	765	947	1 089	1 629	1 449	25	9	17	85	40
Chocolat et préparations au cacao	475	674	649	734	816	775	1 013	1 206	1 400	1 459
Margarine et graisses alimentaires	300	241	326	530	461	263	211	289	563	604
Aliments pour animaux	4 081	4 179	4 502	5 383	6 850	1 352	1 191	1 405	1 686	2 110
Produits laitiers	3 608	3 854	4 093	4 098	6 065	2 638	3 058	2 852	2 925	3 095
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	788	891	1 173	1 454	1 454	2 042	2 085	2 392	2 688	3 179
Huiles et graisses d'origine animale	625	509	386	567	840	167	156	169	272	397
Huiles d'origine végétale	1 093	1 125	1 351	1 639	2 615	475	619	667	761	1 017
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	992	1 180	1 333	1 606	1 711	1 205	1 097	769	906	1 035

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Boissons non... : C.T.C.I. 053.5 + 111; jus de fruits... : C.T.C.I. 053.5; boissons alcooliques : C.T.C.I. 112; bière : C.T.C.I. 112.3; vins : C.T.C.I. 112.11 + 112.12 + 112.13; préparations et conserves de viande : C.T.C.I. 013; préparations et conserves... : C.T.C.I. 032; préparations et conserves de fruits... : C.T.C.I. 053 — 053.5 + 055; sucre et miel : C.T.C.I. 061; préparation à base de sucre : C.T.C.I. 062; cacao... : C.T.C.I. 072; chocolat... : C.T.C.I. 073; margarine... : C.T.C.I. 091; aliments... : C.T.C.I. 08 — 081.11 — 081.12 — 081.19; produits laitiers : C.T.C.I. 02 — 025; produits à base... : C.T.C.I. 046 + 047 + 048; huiles et graisses... : C.T.C.I. 411 — 411.31; huiles d'origine végétale : C.T.C.I. 42; extraits de café... : C.T.C.I. 071.3 + 099. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Boissons non alcooliques	386 110	213 477	81 038	96 517	122 052	193 312	79 288	18 755	23 516	32 086
dont : jus de fruits ou de légumes	(9 408)	(10 472)	(13 825)	(15 879)	(34 905)	(1 381)	(1 646)	(2 013)	(1 728)	(2 770)
Boissons alcooliques	174 652	182 817	191 190	198 985	223 959	94 418	92 381	94 439	108 177	108 722
dont : bière	(71 820)	(73 312)	(70 945)	(67 331)	(74 116)	(83 803)	(83 774)	(86 715)	(93 163)	(97 676)
vins	(92 369)	(98 779)	(107 024)	(117 689)	(131 894)	(10 052)	(7 842)	(6 490)	(13 346)	(9 294)
Préparations et conserves de viande	5 931	6 674	7 791	10 501	12 599	10 198	13 505	19 632	25 984	34 497
Préparations et conserves de poissons crustacés	23 599	23 371	22 384	23 364	20 438	309	374	332	423	399
Préparations et conserves de fruits et de légumes	86 395	93 377	87 730	93 567	91 039	79 816	86 525	104 595	142 758	146 225
Sucre et miel	190 144	151 858	165 572	145 589	169 420	118 923	174 540	219 639	229 126	307 172
Préparation à base de sucre	10 397	10 486	11 023	12 136	13 066	13 258	14 217	13 801	16 374	18 661
Cacao, y compris coques, pelures et pellicules	24 872	26 244	25 182	26 578	28 482	918	270	704	1 671	773
Chocolat et préparations au cacao	12 328	16 693	15 144	16 406	16 805	17 808	23 680	29 286	28 923	30 805
Margarine et graisses alimentaires	24 695	23 317	34 560	49 832	32 162	21 277	19 826	35 403	63 671	43 487
Aliments pour animaux	994 285	1 047 859	1 157 913	1 383 361	1 573 706	236 766	221 286	256 114	309 871	378 457
Produits laitiers	112 799	122 585	119 652	101 835	153 759	136 175	155 906	180 927	153 412	160 279
Produits à base de céréales, de farines, de fécules	39 885	45 622	67 279	100 404	99 676	190 047	189 359	226 088	280 669	325 576
Huiles et graisses d'origine animale	63 537	67 779	62 105	75 767	84 831	15 262	17 408	22 458	33 203	37 722
Huiles d'origine végétale	80 276	89 112	105 855	132 662	174 253	32 234	46 649	55 504	58 340	66 222
Extraits de café et autres produits préparés n.d.a.	36 326	44 674	52 942	64 564	76 162	50 170	46 525	34 891	42 311	44 257

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau :* voir note (a) page 140.

§ 5. — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION, DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION ET SECTEURS CONNEXES

1. — *Industrie de la construction.*

Une vive activité a animé la construction, bien que les taux d'intérêt soient en général demeurés très élevés. Un fléchissement est apparu dans le secteur du logement, mais celui des constructions non résidentielles a enregistré une expansion notable, du moins si l'on y exprime l'activité en mètres cubes.

L'importance des travaux de construction exécutés en 1970 est due à la forte augmentation de la demande constatée dans la construction en général, en 1969, et à ce que cette progression s'est maintenue en 1970 à un rythme convenable, du moins pour les constructions utilitaires.

L'indice brut de l'activité dans la construction, établi par l'Institut National de Statistique (1963 = 100) a haussé de 15,4 % en 1970, après 3,8 % en 1969 ; alors qu'il avait fléchi de 5,8 % en 1968.

Le nombre total des autorisations de bâtir accordées pour des habitations, au cours des 11 premiers mois, accuse un fléchissement de 24 % par rapport à 1969, où avait été enregistrée une augmentation de 14,8 % sur l'année antérieure.

Il a été accordé, dans le Royaume, 31 622 autorisations pour la construction de nouveaux logements, dont 20 182 en Flandre, 8 220 en Wallonie et 3 220 à Bruxelles.

L'évolution défavorable du secteur résidentiel a été due surtout à la persistance de taux d'intérêt élevés et à de nouvelles restrictions de crédit ; d'autre part, la hausse du coût de la construction et les difficultés que rencontre son industrialisation en Belgique jouent aussi un rôle dans ce ralentissement.

Exprimé en mètres cubes, le volume des constructions à caractère utilitaire pour lesquelles une autorisation de bâtir a été demandée a augmenté de 15,5 % par rapport à 1969 au cours des 11 premiers mois.

Par contre, le nombre des autorisations accordées pour de nouveaux bâtiments non résidentiels a fléchi de 21 % par rapport à 1969, ce qui montre que les autorisations demandées concernaient des complexes plus importants : de 9 617 l'année précédente, il est passé à 7 643 unités. De ce nombre, 4 915 étaient en Flandre, 2 254 en Wallonie et 474 à Bruxelles.

Le nombre des habitations nouvelles mises en chantier s'est élevé à 26 036 pour les onze premiers mois, contre 34 223 pour la même période en 1969. Celui des nouveaux bâtiments non résidentiels mis en chantier a été de 6 215 en 1970, contre 7 307 en 1969, toujours pour les onze premiers mois. En dépit de ce recul

en nombre, la durée d'activité assurée est demeurée exceptionnellement élevée : fin décembre, elle atteignait encore 22,5 mois. Pour les habitations, cependant, la durée d'activité assurée ne s'élevait qu'à 7,5 mois. Le nombre des chômeurs complets, allocataires, inscrits à la fin du mois, était de 3 779 en janvier, de 1 481 en juillet et de 10 889 en décembre. En 1969, ils étaient respectivement 11 539 pour janvier, 3 095 pour juillet et 4 472 pour décembre.

Les travaux publics ont connu une nouvelle expansion.

Comme les années précédentes, les efforts ont pu être poursuivis en matière de travaux routiers grâce surtout aux associations intercommunales qui ont une gestion financière autonome. L'augmentation de leurs engagements a été de 16,3 % par rapport à 1969. Au Fonds des Routes, ils ont progressé de 5,4 % et au Ministère des Travaux publics, de 11,2 %. Les investissements des administrations subordonnées ont augmenté de 7,6 %.

2. — *Industrie des matériaux de construction et secteurs connexes.*

En 1970, la demande de ciment a évolué de manière assez satisfaisante. La production a augmenté de 7,3 % contre 9,2 % en 1969. Elle s'est élevée, l'année dernière, à 6,7 millions de tonnes, malgré le recul dans la construction de logements. Alors que la consommation de ciment a connu en 1969, une évolution plus favorable que l'activité globale dans la construction, la situation s'est inversée en 1970.

La production s'est répartie comme il suit entre les grandes catégories : 5 060 184 t. de ciment Portland, 1 395 600 t. de ciment métallurgique et 273 708 t. de klinker de ciment Portland exporté.

L'emploi dans le secteur du ciment a augmenté, en 1970, de 5 % pour ce qui concerne les employés et de 7 % pour les ouvriers. Le nombre des heures de travail fournies a progressé de 4,5 % tandis que la production s'est accrue de 7,3 %. Il en résulte que la productivité progresse dans ce secteur.

L'étude de l'évolution à moyen et à long terme du caractère compétitif du béton de ciment par rapport aux matériaux de remplacement a montré que le béton continuera de jouer encore longtemps un rôle prépondérant dans l'industrie de la construction. La consommation de ciment par habitant qui atteint déjà dans notre pays un niveau élevé (539 kg par habitant) peut encore faire des progrès. Le renouvellement et la promotion de méthodes d'industrialisation de la construction au moyen de béton de ciment ainsi que la recherche de nouvelles utilisations de ce dernier sont toujours actifs.

Parmi les autres produits de l'industrie des matériaux de construction, les principaux sont les briques, le granit, la céramique, les dalles d'usine, les tuiles et le verre. Le recul de la production de briques, apparu il y a plusieurs années,

continue. Il est dû au fait que la brique, du moins dans les complexes importants, est de plus en plus remplacée par le béton et le verre. Au total, 1 228 millions de briques ordinaires ont été produites, contre 1 299 millions en 1969 et 1 367 millions en 1968.

L'utilisation de briques de façade, par contre, croît d'année en année : la production totale s'est élevée à 245,9 millions de pièces en 1968, à 284,7 millions en 1969 et à 309 millions en 1970. L'augmentation a donc été de 5,8 % en 1969 et de 8,6 % en 1970. L'évolution esquissée ci-dessus de l'industrie briquetière est la conséquence normale de l'amélioration du standard de vie et de la tendance qui en découle à une meilleure finition des bâtiments.

Parmi les produits de l'industrie de la céramique, la demande de tuiles, qui est fort instable, a beaucoup diminué en 1970, de sorte que la production accuse un recul de 18 % sur l'année antérieure ; elle avait alors progressé de 15 % par rapport à 1968. Par contre, l'utilisation de la plupart des autres produits céramiques a augmenté, à en juger d'après les quantités fabriquées : le nombre de mètres carrés de carreaux de revêtement et de pavement produits a augmenté de 8,3 %, contre 4 % en 1969. La production de matériaux siliceux a progressé de 11 % (22 % en 1969), celle de dalles d'usine de 25 %, contre un fléchissement du même poucentage en 1969. Enfin, la fabrication de céramique architecturale s'est accrue de 20 %, alors qu'elle avait diminué de 3 % en 1969.

En verrerie, l'expansion a encore été un peu plus forte, globalement, que l'année précédente. L'indice général de la production de l'industrie verrière (1963 = 100) s'est élevé à 143,4, contre 129,4 en 1969, ce qui indique une avance de 10,8 % contre seulement 6,4 % l'année précédente. Ce résultat est imputable à peu près exclusivement au secteur du verre creux où le progrès est de 25 %, contre 11,3 % en 1969.

L'industrie du verre plat, par contre, a souffert davantage du ralentissement de la conjoncture économique et elle a subi les conséquences d'un fléchissement de la demande. En dépit de cette situation défavorable, l'industrie verrière a réussi à maintenir le volume de vente des grands produits traditionnels et même à l'accroître quelque peu. Au cours de l'exercice, il a fallu faire face à l'accélération de la hausse des coûts de production due surtout à un relèvement important des rémunérations et à un fort renchérissement de certaines matières, en particulier, au doublement du prix du mazout destiné au chauffage des fours.

Ce sont aussi les raisons pour lesquelles des hausses de prix ont été accordées pour les divers produits de l'industrie du verre. Grâce à cette mesure, un redressement partiel est apparu et une légère amélioration de la rentabilité, néanmoins demeurée faible, a pu être enregistrée.

Sur les marchés d'exportation, les efforts ont été poursuivis sans relâche, en dépit d'une pression accrue de la concurrence. Les ventes globales de verre à l'étranger se sont élevées à 640 635 t., ce qui représente une augmentation de 25,5 % par rapport à 1969 : l'avance n'avait été alors que de 4,8 % par rapport

à l'année antérieure. Ce sont les exportations de verre à glace non travaillé qui ont connu la plus forte croissance et elles ont presque doublé en un an. Les importations globales de verre, qui ne représentent que 21 % des exportations de ce produit ont progressé de 16,8 % en 1970. En valeur, elles ont, par rapport à l'année antérieure, augmenté plus que les exportations (39 % contre 17 %). Dans le total des exportations de matériaux de construction et produits connexes, la part du verre est de 44 %.

★

★ ★

Production de ciment

(en milliers de tonnes)

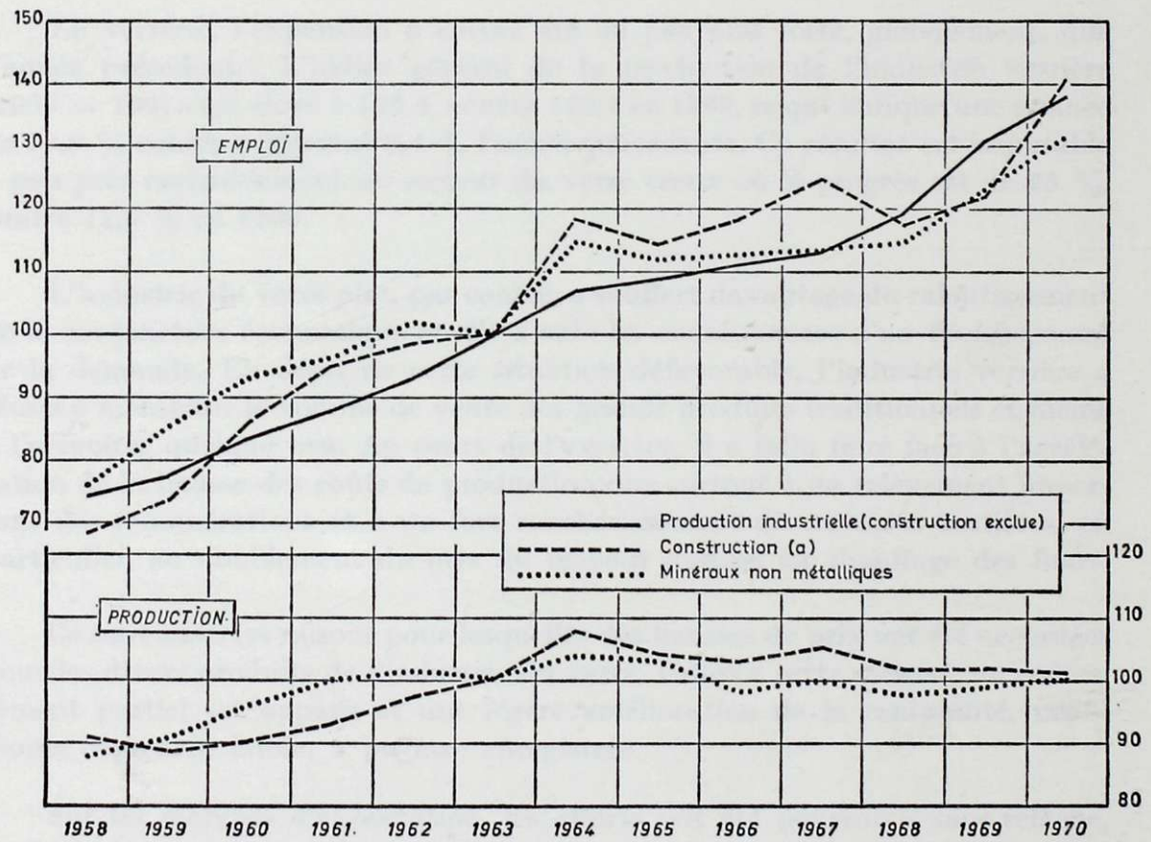
ANNÉE	Production
1959	4 438,6
1960	4 387,9
1961	4 753,9
1962	4 788,2
1963	4 709,4
1964	5 846,1
1965	5 904,9
1966	5 794,4
1967	5 820,3
1968	5 740,3
1969	6 269,4
1970	6 729,5

Source : Institut National de Statistique.

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Pour l'emploi : entreprises occupant 20 ouvriers ou plus en ce qui concerne les gros-œuvre (génie civil, travaux routiers et travaux de bâtiment) et 10 ouvriers ou plus pour le parachèvement.

Production de l'industrie de la terre cuite

DÉSIGNATION	Unité	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Briques ord. tout format	10^6pi.	1 921,4	1 809,0	1 655,6	1 622,8	1 367,4	1 298,7	1 228,3
Briques de parement	10^6pi.	252,9	273,4	281,3	287,1	245,9	284,7	309,1
Tuyaux de drainage	10^3t	19,3	50,8	49,5	39,4	38,0	33,1	35,1
Protège-câbles	10^3t	32,5						
Briques creuses pour hourdis	10^3t	221,3	175,9	171,3	167,2	134,0	132,3	134,3
Autres briques creuses	10^3t	760,9	735,2	828,9	961,2	844,8	990,5	1 154,3

Source : Institut National de Statistique.

Production de chaux, calcaire et dérivés

DÉSIGNATION	Unité	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Chaux	10^3t	2 298,8	2 330,7	2 233,9	2 284,0	2 500,9	2 629,7	2 518,6
Calcaire	10^3t	9 899,4	10 200,5	11 217,0	14 086,9	14 903,1	17 882,7	21 426,8
Dolomies :								
crues	10^3t	908,5	867,7	841,0	989,6	1 151,5	1 351,5	1 503,4
frittées	10^3t	337,5	317,9	318,9	303,9	371,3	388,4	372,4
Plâtre	10^3t	91,2	75,1	77,1	73,3	81,4	79,0	88,0
Agglomérés de plâtre	10^3 m^2	5 061,7	7 927,3	8 742,6	8 166,3	9 116,3	9 928,0	11 148,5
Chaux hydraulique	10^3t	8,6	..	..	..	..	..	..
Carbonates naturels	10^3t	1 010,0	1 067,3	1 015,4	952,5	744,2	687,8	446,0
Phosphates	10^3t	22,1	18,0	..	..	..	..	..

Source : Institut National de Statistique.

Production de l'industrie céramique

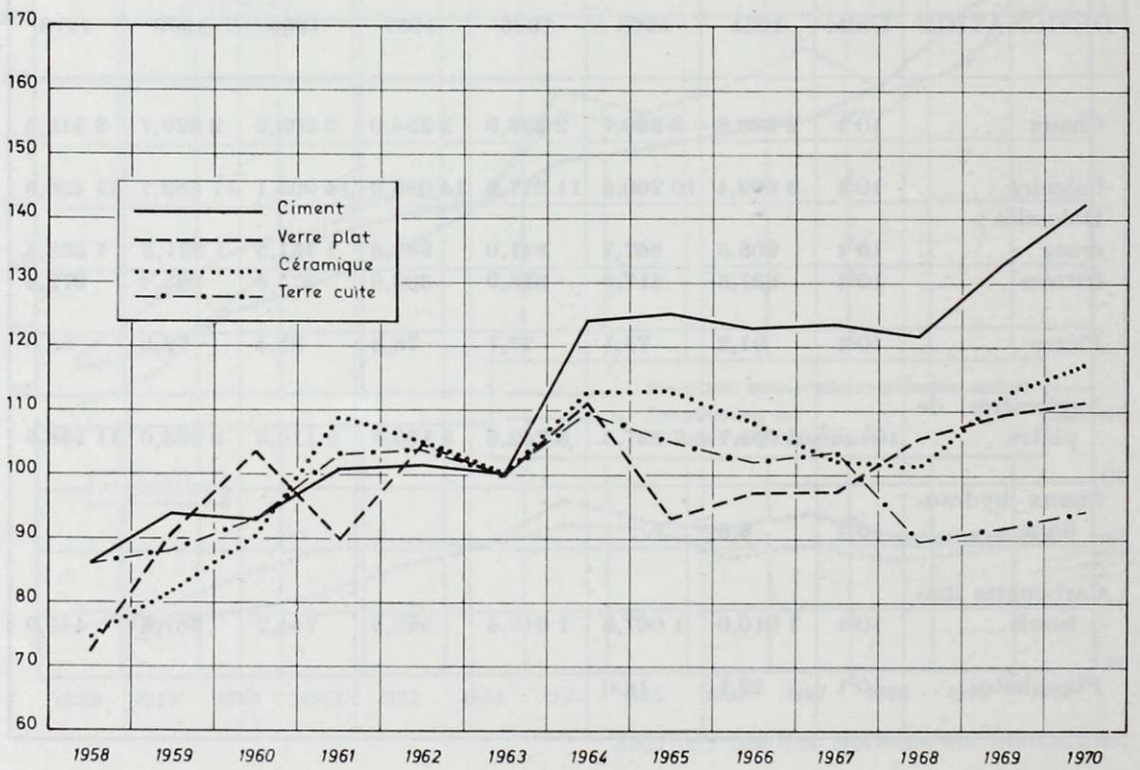
DÉSIGNATION	Unité	1968	1969	1970
Vaiselle de faïence et de porcelaine, porcelaine électro-technique, grès artistique et divers	t	8 386	9 096	9 087
Carreaux de revêtement en faïence et en grès, carreaux de parement en demi-grès	m²	2 085 518	2 170 510	2 357 127
Produits silico-alumineux, produits siliceux et autres	t	161 581	197 078	219 235
Dalles d'usines	t	5 097	3 833	4 771
Tuiles et accessoires	t	76 891	88 558	72 475
Meules abrasives	t	1 614	1 687	1 634
Céramique architecturale	t	24 782	24 066	28 972
Poterie	t	20 345	20 561	24 017
Argiles	t	185 673	219 672	197 540
Quartz et quartzites	t	351 749	391 408	332 677
Silex (broyé et pavé)	t	4 791	4 580	4 284

Source : Institut National de Statistique.

Matériaux de construction

Production

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Valeur

(en millions de francs)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Pierre de taille et de construction	469	488	511	562	574	352	381	422	396	409
Sable, gravier, autres pierres	686	665	658	734	801	892	915	995	1 176	1 302
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite	188	183	202	259	299	305	341	353	379	441
Argiles et autres minéraux réfractaires	369	329	430	551	695	194	217	245	261	330
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	74	66	84	122	177	188	187	218	218	236
Autres minéraux bruts similaires	717	766	814	1 018	1004	135	192	219	210	256
Ciment	56	68	68	69	77	894	835	842	803	1 001
Ouvrages en amiante-ciment etc., pour bâtiment, sauf céramique	84	94	123	164	205	1 108	1 208	1 329	1 350	1 482
Briques et autres matériaux de construction réfractaires	414	422	562	825	894	147	160	202	282	359
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	399	472	570	758	895	434	427	433	485	487
Verre	919	985	1 060	1 218	1 691	5 599	6 379	7 172	7 605	8 905
dont : verre à vitres non travaillé	(115)	(58)	(95)	(143)	(171)	(1 650)	(1 619)	(2 056)	(2 139)	(2 471)
verre à glace non travaillé	(94)	(120)	(129)	(97)	(85)	(1 155)	(1 182)	(1 282)	(1 324)	(1 665)
verres travaillés et spéciaux	(527)	(623)	(631)	(732)	(245)	(2 519)	(3 370)	(3 620)	(3 906)	(4 478)
Verrerie	703	763	855	1 067	1 288	1 611	1 643	1 851	2 315	2 704
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(193)	(250)	(300)	(395)	(389)	(939)	(988)	(1 100)	(1 156)	(1 385)
Articles en matières céramiques	661	648	721	799	836	302	301	346	411	482
Autres articles en minéraux similaires, n.d.a.	908	905	1 086	1 302	1 539	799	848	1 041	1 402	1 877

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Pierre de taille... : C.T.C.I. 273.11 + 273.12 + 273.13 + 661.31 + 661.32 + 661.33; sable... : C.T.C.I. 273.3 + 273.4; pierres à plâtre... : C.T.C.I. 273.21 + 273.22 + 661.1; argiles... : C.T.C.I. 276.21 + 276.22 + 276.23 + 276.24; scories... : C.T.C.I. 276.62 + 276.68 + 276.69; autres minéraux... : C.T.C.I. 275.22 + 276.1 + 276.4 + 276.51 + 276.52 + 276.53 + 276.54 + 276.91 + 276.92 + 276.93 + 276.94 + 276.95 + 276.97 + 276.99; ciment : C.T.C.I. 661.2; ouvrages en amiante... : C.T.C.I. 661.81 + 661.82 + 661.83; briques et autres... : C.T.C.I. 662.31 + 662.32 + 662.33; briques, tuiles... : C.T.C.I. 662.41 + 662.42 + 662.43 + 662.44 + 662.45; verre : C.T.C.I. 664; verre à vitres... : C.T.C.I. 664.3; verre à glace... : C.T.C.I. 664.4; verres travaillés... : C.T.C.I. 664.5 + 664.6 + 664.7 + 664.8 + 664.91 + 664.92 + 664.93 + 664.94; verrerie : C.T.C.I. 651.8 + 653.8 + 665; bouteilles... : C.T.C.I. 665.11 + 665.12; articles en... : C.T.C.I. 663.91 + 663.92 + 666 + 812.2; autres articles... : C.T.C.I. 663 — 663.91 — 663.92. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes

Quantité

(en tonnes)

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Pierre de taille et de construction	180 274	165 274	166 395	174 850	184 959	1 125 648	1 298 354	1 521 304	1 403 927	1 551 191
Sable, gravier, autres pierres	11 825 907	11 822 342	11 993 233	14 167 890	13 796 523	8 097 282	8 363 312	9 238 235	9 665 140	9 791 665
Pierres à plâtre, pierres à chaux, chaux, magnésite.	617 120	600 036	641 442	787 321	879 154	1 167 616	1 259 344	1 306 365	1 227 842	1 263 395
Argiles et autres minéraux réfractaires	432 801	388 827	454 180	521 371	580 707	503 714	638 518	793 724	882 009	953 928
Scories, laitiers, battitures et similaires, n. d. a.	232 003	228 958	341 609	313 684	256 780	1 872 805	2 224 488	2 562 175	2 585 318	2 909 190
Autres minéraux bruts similaires	411 850	350 145	354 264	428 228	478 311	203 239	268 542	300 260	265 569	1 790 857
Ciment	43 867	55 842	49 829	48 395	50 564	1 424 165	1 337 726	1 370 783	1 400 010	1 625 556
Ouvrages en amiante-ciment, etc., pour bâtiment sauf céramique	17 282	20 437	27 451	35 692	103 288	196 769	208 020	220 424	229 047	247 199
Briques et autres matériaux de construction réfract.	72 084	78 429	96 646	130 581	133 333	38 390	45 009	52 850	75 432	89 988
Briques, tuiles, tuyaux, autres produits en terre commune	152 216	173 449	182 089	223 426	226 862	178 262	130 562	111 917	138 948	145 384
Verre	94 200	99 044	105 705	118 203	136 866	424 145	425 426	486 881	510 344	640 635
dont : verre à vitres non travaillé	(15 588)	(4 831)	(9 762)	(16 069)	(18 846)	(187 148)	(176 854)	(221 251)	(233 069)	(273 026)
verre à glace non travaillé	(13 790)	(18 835)	(18 294)	(11 428)	(7 995)	(75 742)	(72 230)	(78 528)	(78 291)	(150 337)
verres travaillés et spéciaux	(15 865)	(22 812)	(22 961)	(24 613)	(34 178)	(144 791)	(165 741)	(169 858)	(181 794)	(197 742)
Verrerie	43 141	51 977	63 327	73 521	71 224	114 726	111 589	127 628	139 999	167 530
dont : bouteilles, flacons et autres emballages	(27 799)	(36 410)	(46 253)	(56 443)	(51 572)	(99 865)	(99 536)	(114 065)	(116 883)	(142 157)
Articles en matières céramiques	17 378	17 836	18 784	20 560	20 861	14 307	13 946	16 922	19 325	20 450
Autres articles en minéraux, n. d. a.	216 240	247 344	262 463	276 334	372 282	270 285	264 385	289 015	412 105	577 266

§ 6. — INDUSTRIES DIVERSES

1. — *Industrie du papier et du carton.*

Le problème fondamental avec lequel est confrontée l'industrie papetière belge, comme d'ailleurs celle de la C.E.E. en général, est structurel. Il réside dans le fait qu'elle doit faire face à la concurrence de gros producteurs mondiaux, à la fois fournisseurs principaux des matières premières : ce sont les pays Scandinaves et le Canada qui disposent d'abondantes ressources en matières fibreuses, en eau pure et en énergie à bas prix (houille blanche), éléments principaux du prix de revient. Ces avantages favorisent l'intégration ainsi que la création d'entreprises de grande dimension.

L'exiguité du marché belge n'est guère favorable au développement d'une industrie d'envergure internationale. Cependant, l'industrie papetière de la Belgique profite des investissements réalisés antérieurement ; en effet, pendant la période de 1960 à 1970, elle a augmenté considérablement sa capacité de production et a poursuivi une politique active de spécialisation.

Le total de la fabrication de papier et de carton a augmenté de 9,8 % contre 6,9 %, l'année précédente. Les secteurs suivants ont contribué le plus à cette tendance : d'abord, le secteur « autres papiers » (papier blanc, papier cellulose et papier spéciaux) a progressé de 28,3 % ; ensuite, celui du papier d'écriture et d'impression améliore sa production de 12,8 % comme celui du papier journal qui, il est vrai, avait fléchi fortement en 1969, si bien que le record de 1968 n'est pas atteint. Le secteur du carton enregistre une hausse de 9,7 %, la seule diminution notée provient du papier d'emballage et du papier kraft (— 9,5 %).

En ce qui concerne la transformation du papier et du carton, un progrès de 3,9 % a été enregistré.

Les investissements de 1970 sont estimés à 1 milliard et sont principalement concentrés dans les domaines suivants : la fabrication de pâtes à papier et la fabrication de papier à copier sans carbone.

La rentabilité de l'industrie papetière s'est détériorée en 1970 en raison des augmentations des principaux éléments du prix de revient (pâtes, fuel lourd, coût salarial), sans hausse correspondante du prix de vente des papiers.

Globalement, pour l'industrie du papier, les exportations se sont accrues de 14,2 % en valeur et de 10,6 % en quantité contre respectivement 33,3 % et 19,5 % en 1969 ; tous les sous-secteurs de cette industrie — à l'exception de celui du « papier et carton kraft » qui marque une légère régression en quantité uniquement — ont participé à cette progression.

L'accroissement des importations, a été de 19,5 % tant en valeur qu'en quantité contre 19 % en 1969.

2. — *Industrie du cuir.*

L'ensemble de l'industrie du cuir a décliné en 1970 par rapport à l'année précédente. En cuir lourd (cuir à semelle et cuir technologique), 2 172 t ont été

produites, soit une diminution de 12 % ,c'est le niveau le plus bas depuis 1960. La production de cuir léger a baissé, quant à elle, de 13,3 % atteignant 56 101 t ; celle de chaussures a diminué de 12,7 % et celle des pantoufles de 20,2 %.

Les données concernant l'emploi font apparaître un léger ralentissement ; la moyenne mensuelle du personnel salarié et employé est de 2 523 unités contre 2 571, l'année précédente, soit une baisse de 1,9 %. L'emploi dans les chaussures et les pantoufles a diminué sous la double impulsion d'une baisse de l'activité pendant les années 1965-1970 et d'une rationalisation de la production.

L'industrie de la chaussure a dû faire face à une concurrence acharnée tant sur le marché intérieur qu'à l'extérieur. La baisse des prix à l'exportation qui en est résultée, explique la régression des exportations en valeur (— 1,4 % contre + 34,1 % en 1969), alors qu'en quantité, celles-ci ont progressé de 3,7 % contre 5 % l'année précédente. Les postes où sont enregistrées des oscillations divergentes à l'exportation entre les prix et les quantités, sont : les peaux brutes où la régression a été de 9,9 % en valeur alors qu'elle n'a atteint que 0,4 % en quantité ; les cuirs et peaux préparés qui ont baissé en valeur de 8 % alors qu'ils ont progressé de 4,4 % en quantité ; finalement, les vêtements et accessoires en cuir dont la hausse en valeur n'a été que de 3,7 % alors que la quantité exportée a presque doublé.

Quant aux importations, elles ont progressé de 1,8 % en valeur et diminué de 1,1 % en quantité, alors qu'en 1969, l'augmentation était de 19,5 % en valeur et de 5,4 % en quantité.

3. — *Industrie transformatrice du bois.*

L'expansion de la production de l'industrie transformatrice du bois en 1970, a ralenti. Le rythme d'accroissement a été de 3 % pour 1970, alors que la hausse en 1969 par rapport à l'année précédente, avait été de 6,2 %.

Malgré une indiscutable augmentation du pouvoir d'achat durant la décennie écoulée, la consommation intérieure qui, en valeur, représente à peu près les deux tiers de la production, ne saurait absorber l'accroissement qu'a connu la production. Il a donc fallu se tourner vers l'extérieur et la part des exportations dans les livraisons totales est passée de 15 %, en 1960, à 35 % en 1970.

Le sous-secteur du meuble dont le chiffre d'affaires de 1970, identique à celui de 1969, représente 41,8 % de l'ensemble des ventes du secteur, a connu un affaiblissement de la demande extérieure émanant essentiellement de la France. Par contre, les concurrents étrangers ont pu renforcer leurs exportations vers notre pays ; surtout ceux de la République fédérale Allemande. Il en résulte, pour le compartiment du meuble, que si l'indice des exportations 1970/1969 est tombé à 91, celui des importations par contre s'est élevé à 108.

Le sous-secteur du « siège » a connu une progression remarquable tant en ce qui concerne son chiffre d'affaires qui a plus que doublé en dix ans, que le

niveau de ses exportations qui a représenté plus que la moitié des livraisons totales.

Dans deux autres sous-secteurs importants — la menuiserie et les panneaux comprimés — l'indice des exportations situé respectivement à 132 et à 122 a progressé plus rapidement que celui des importations qui est de 115 et de 101.

Quant aux autres sous-secteurs d'ailleurs relativement peu importants, ils ont soit stagné — c'est le cas pour la vannerie ou les « cadres et moulures » — ou bien légèrement diminué comme cela se confirme d'année en année, comme par exemple la boisellerie et le contreplaqué.

Pour l'ensemble de l'industrie transformatrice du bois, les exportations se sont élevées à 8,9 milliards soit une augmentation de 2,2 %. De ce total, 88,8 % sont absorbés par les partenaires du Marché commun. Les importations se sont accrues de 29,1 %.

L'emploi total s'est élevé à 35 629 travailleurs répartis entre 2 590 entreprises. Les catégories d'entreprises de 20 à 49 ouvriers et de 50 à 99 ouvriers ont absorbé ensemble 45,9 % de l'emploi, tandis que du fait du caractère artisanal de cette branche de l'industrie, 1 349 entreprises — soit 52 % du nombre total d'entreprises — se sont partagés 7,6 % de l'effectif global employé.

La valeur de la production par ouvrier et par an s'élève à une moyenne globale de 681 000 francs en 1970 pour 646 000 francs en 1969 et 581 000 en 1968.

4. — *Industrie du tabac.*

Le recul, enregistré en 1969, de la quantité de tabac travaillée, a fait place en 1970 à un accroissement de 5,4 %. Nonobstant le caractère artificiel de cette progression globale, l'analyse de l'évolution des différentes catégories de produits fait apparaître le développement considérable de la production de cigarettes qui est en progrès de 13,1 % par rapport à 1969.

Hormis la légère hausse de la production de cigares, tous les autres secteurs — cigarillos, tabac à fumer, autres tabacs — connaissent une régression plus ou moins marquée respectivement de 3,7 %, 11,6 % et 5,2 %.

Le nombre d'entreprises diminue d'année en année ; de 293 entreprises recensées en 1960, il n'en reste que 170 en 1970.

L'emploi dans l'industrie du tabac a diminué de 2,8 % en ce qui concerne le personnel salarié.

En valeur, l'importation de tabacs bruts et manufacturés a progressé de façon sensible, soit 9,2 % alors qu'un léger recul (2,2 %) est constaté pour les exportations.

L'évolution de la consommation par tête d'habitant s'est présentée comme suit : 1 825 cigarettes contre 1 727 en 1969 ; 557 g de tabac contre 625 g en 1969 ; 27 cigares contre 30 en 1969 ; 78 cigarillos contre 82 en 1969. La consommation de cigarettes, influencée en fin d'année par l'augmentation annoncée du prix de celles-ci à partir de janvier 1971, a progressé de 6 % par rapport à l'année

1969. En 1970, elle représente 69,4 % de la consommation totale des tabacs mis en œuvre dans le pays. La part des cigarettes à bout filtre représente 61,8 % du marché contre 58,1 % en 1969.

La consommation du tabac coupé, des cigares et des cigarillos a reculé respectivement de 10,4 %, de 7 % et de 5,2 % par rapport à 1969.

5. — *Industrie diamantaire.*

L'industrie diamantaire belge se caractérise depuis quelque temps par un sérieux malaise dont les causes essentielles se situent dans la concurrence extérieure croissante et le reserrement de la demande.

Sa dégradation se reflète principalement dans l'évolution du commerce extérieur et du marché de l'emploi.

Le fait que l'importation de diamants taillés (+ 6,6 %) s'accroît beaucoup plus rapidement que celle de diamants bruts (— 24,8 %) et que l'exportation de diamants bruts (+ 15,9 %) augmente plus vite que celle des diamants taillés (+ 9,7 %) est assez révélateur du malaise qui règne dans ce secteur. L'origine de ces difficultés est due d'abord à la concurrence acharnée de pays tels que l'Inde ou Israël où les salaires sont très bas, mais également à l'avance technique prise par l'U.R.S.S. dans la taille du diamant brut, à la diminution des débouchés sur le marché américain et finalement à la diminution des possibilités de financement du stokage du diamant.

D'après les données de l'O.N.S.S., l'emploi dans le secteur du diamant ne cesse décroître, alors qu'il y avait 17 000 travailleurs en 1968 et 14 700 en 1969, l'emploi a reculé, en 1970, de 2 300 unités ; de plus, le nombre de contrats d'apprentissage a baissé des 2 200 et celui des chômeurs s'est élevé à 2 300.

★
★ ★

Industrie du papier et du carton

Production et transformation

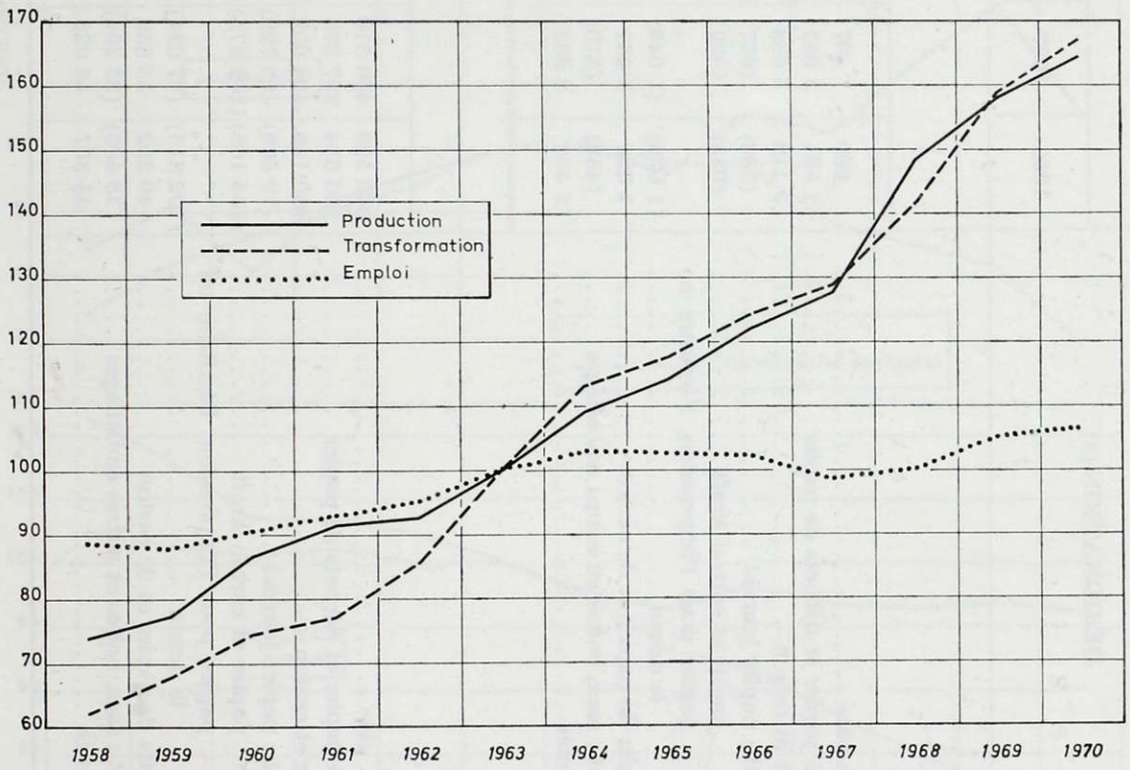
(en milliers de tonnes)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970
Production :					
Papier journal	94,1	86,8	101,3	84,0	95,0
Papier d'écriture et d'impression	146,4	169,7	231,7	284,7	319,2
Papier kraft, d'emballage, papier parchemin et parcheminé	143,5	137,9	138,8	144,3	134,2
Autres papiers (a)	61,2	68,9	77,3	82,5	105,9
Carton	102,6	100,8	106,2	105,3	115,6
Total...	**547,8**	**564,2**	**655,4**	**700,8**	**769,9**
Transformation :					
Par les producteurs	68,9	88,6	102,5	110,9	128,1
Par les industries transformatrices	491,2	425,4	450,9	520,8	528,3
dont : Emballages	(277,2)	(284,7)	(303,2)	(340,7)	(330,4)
Papiers et cartons imprégnés	(127,6)	(138,4)	(141,4)	(171,4)	(186,2)
Total...	**560,1**	**514,0**	**553,4**	**631,8**	**656,5**

(a) La rubrique « autres papiers » comprend le papier blanc à autre usage que le papier d'écriture et d'impression, le papier cellulose et les papiers spéciaux.

Production, transformation et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de l'industrie du papier

DÉSIGNATION (a)	Importation					Exportation				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois à pâte	360	407	435	542	712	6	3	8	5	14
Pâte à papier et déchets de papier	1 891	1 931	2 269	2 595	3 179	543	649	778	1 012	1 201
Papier et carton	5 110	5 084	5 808	7 038	7 759	3 318	3 781	4 798	6 693	7 892
dont : papier journal	(589)	(637)	(638)	(749)	(841)	(135)	(257)	(228)	(105)	(193)
papier et carton kraft	(968)	(939)	(1 130)	(1 412)	(1 443)	(177)	(231)	(235)	(252)	(252)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(1 076)	(1 043)	(1 046)	(1 429)	(1 579)	(577)	(640)	(775)	(979)	(1 138)
Produits de papier et de carton	1 326	1 461	1 794	2 296	2 876	1 020	956	1 174	1 799	1 972
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(453)	(513)	(667)	(893)	(1 155)	(403)	(343)	(415)	(537)	(481)
Imprimés	2 463	2 505	2 814	3 218	3 486	2 586	2 545	2 867	3 327	3 587
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois à pâte	369 529	440 310	479 863	619 329	728 827	4 528	3 168	10 559	4 395	10 545
Pâte à papier et déchets de papier	286 654	297 376	366 268	397 685	425 322	155 140	187 742	217 342	245 682	265 133
Papier et carton	490 149	498 602	570 850	670 402	676 564	205 416	243 266	302 951	382 902	434 293
dont : papier journal	(79 606)	(86 729)	(88 277)	(103 202)	(110 258)	(17 313)	(30 918)	(29 919)	(14 519)	(25 528)
papier et carton kraft	(104 166)	(102 375)	(128 296)	(157 977)	(143 926)	(14 809)	(23 062)	(18 790)	(20 260)	(19 754)
papier pour l'impression, l'écriture ou le dessin	(102 315)	(97 014)	(96 918)	(127 412)	(133 101)	(55 015)	(65 046)	(85 474)	(105 408)	(115 651)
Produits de papier et de carton	49 392	55 859	71 713	92 013	105 996	43 182	39 783	51 825	69 208	72 117
dont : sacs, boîtes et autres emballages	(23 405)	(25 264)	(33 659)	(43 363)	(53 943)	(27 140)	(22 479)	(27 214)	(31 722)	(24 471)
Imprimés	45 897	48 025	52 412	59 863	63 456	57 073	56 611	59 926	65 733	67 252

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Bois à pate : C.T.C.I. 242.1; pate à papier et... : C.T.C.I 251; papier et carton : C.T.C.I. 641 — 641.6; papier-journal : C.T.C.I. 641.1; papier et carton Kraft : C.T.C.I. 641.3; papier pour l'impression... : C.T.C.I. 641.21; produits de papier... : C.T.C.I. 642; sacs, boîtes... : C.T.C.I. 642.11 + 642.12; imprimés : C.T.C.I. 892. — Données correspondantes pour les années antérieures.

Production de cuirs, chaussures et pantoufles

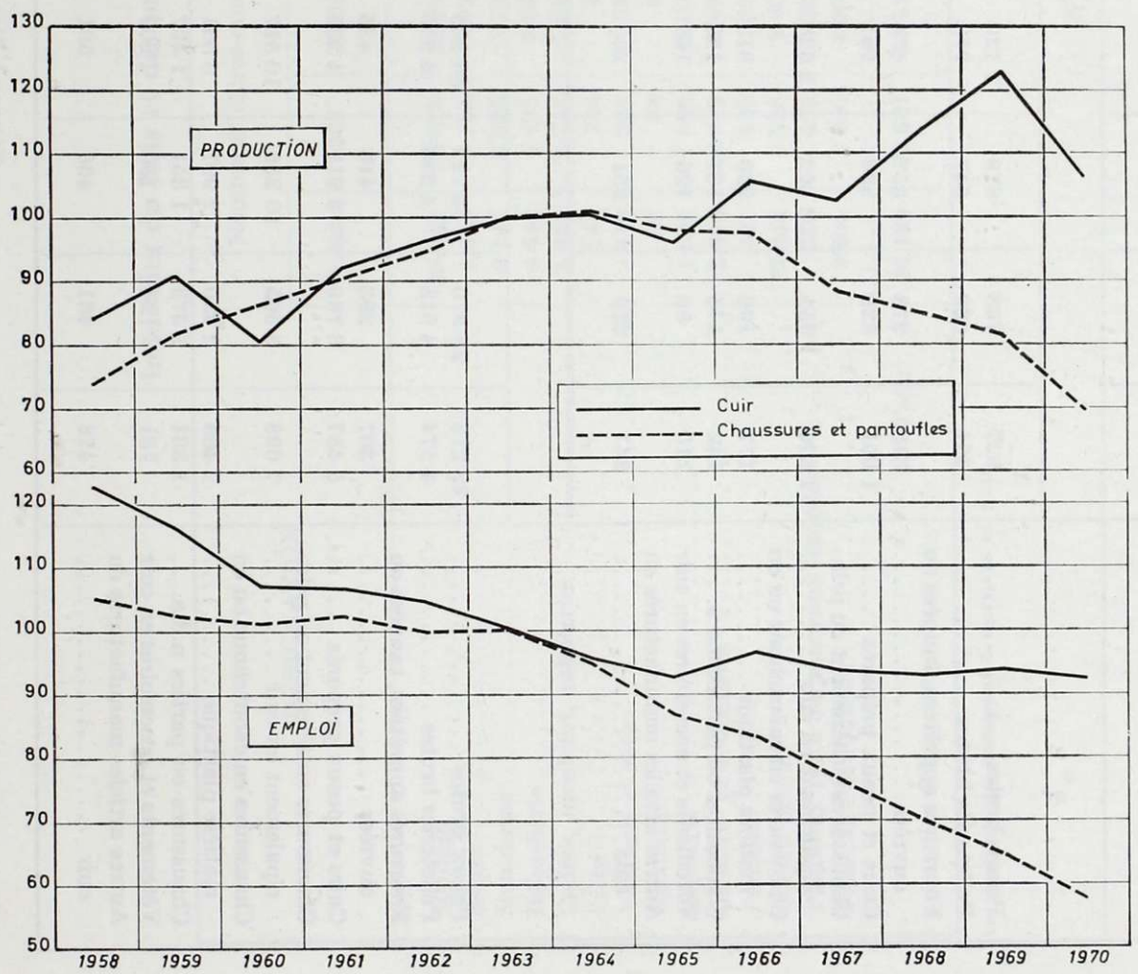
ANNÉE	Cuirs lourds de bovins (en tonnes)	Cuirs légers (en milliers de pieds carrés)	Chaussures (en milliers de paires)	Pantoufles (en milliers de paires)
1961	2 612	46 152	14 959	8 829
1962	2 654	48 498	15 763	8 859
1963	2 403	51 822	16 152	10 592
1964	2 406	52 278	16 328	10 283
1965	2 455	49 329	15 907	9 303
1966	2 174	55 557	15 437	8 863
1967	1 870	54 841	13 952	8 571
1968	2 283	59 952	13 074	8 860
1969	2 472	64 750	12 664	7 527
1970	2 172	56 101	11 035	6 003

Source : Institut National de Statistique.

Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles

Production et emploi

(1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
	VALEUR (en millions de francs)									
Peaux brutes	927	768	879	1 129	969	640	602	593	734	662
Pelleteries brutes	661	639	647	953	911	106	70	68	76	45
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	318	278	357	474	461	498	453	573	957	1 076
Cuirs et peaux préparés	1 061	829	896	961	895	931	979	1 092	1 466	1 349
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	1 806	1 954	2 362	2 628	2 837	739	762	730	884	819
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	177	196	253	313	388	42	35	41	54	48
Chaussures ou parties n.d.a.	142	144	137	159	209	138	127	137	173	279
Vêtements et accessoires en cuir	110	96	126	165	235	408	358	363	486	504
Autres articles manufacturés en cuir	241	213	251	280	286	202	146	129	168	150
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Peaux brutes	29 273	29 970	34 722	36 835	36 071	28 404	32 645	32 676	33 756	33 489
Pelleteries brutes	4 574	4 618	4 258	3 955	3 575	917	472	700	657	402
Fourrures apprêtées, tannées ou ouvrées	307	293	413	455	404	564	459	659	885	955
Cuirs et peaux préparés	5 487	3 763	3 919	4 233	3 877	4 214	4 103	5 148	5 398	5 422
Chaussures entièrement ou principalement en cuir	7 698	8 305	10 286	10 517	11 169	2 618	2 459	2 453	2 804	2 493
Chaussures en caoutchouc ou en matière plastique	2 408	2 450	2 997	3 551	3 660	576	453	636	594	533
Chaussures ou parties n.d.a.	1 331	1 373	1 351	1 497	1 534	1 342	1 174	1 355	1 617	2 241
Vêtements et accessoires en cuir	131	124	150	209	334	334	302	311	433	834
Autres articles manufacturés en cuir	478	431	466	501	494	408	387	392	446	394

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique. et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Peaux brutes : C.T.C.I. 211; pelleteries brutes : C.T.C.I. 212; fourrures... : C.T.C.I. 613 + 842; cuirs et peaux préparés : C.T.C.I. 611 — T.D. 4102.20 — 4102.27: chaussures entièrement... : C.T.C.I. 851.02; chaussures en caoutchouc... : C.T.C.I. 851.01; chaussures ou parties n.d.a. : C.T.C.I. 851 + 612.3 — C.T.C.I. 851.01 — 8501.02: vêtements... : C.T.C.I. 841.3 + T.D. 6506.30 + 6506.90: autres articles... : C.T.C.I. 612.1 + 612.2 + 612.9 + T.D. 4202.30 + 4202.65 + 4202.83. — Données correspondantes pour les années précédentes : [illegible]

Industries du bois et des produits connexes (a)

DÉSIGNATION	Nombre d'heures-ouvriers (en milliers)					Valeur des ventes facturées (en millions de francs)				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
Meubles	30 942	30 879	30 929	33 216	32 075	6 655	6 981	8 103	9 592	10 113
Sièges	8 376	8 724	8 922	10 039	10 441	1 850	1 956	2 379	2 828	3 613
Menuiserie	6 148	6 232	6 256	6 447	6 558	1 546	1 755	1 857	2 286	2 588
Boissellerie	4 646	4 495	4 332	4 391	4 203	828	899	948	1 096	1 081
Cadres, moulures, raboteries	1 894	1 744	1 921	2 053	1 895	335	351	402	484	516
Liège	144	114	94	114	63	44	38	32	42	25
Vannerie et rotin	413	356	331	289	255	76	73	80	76	82
Saboterie	57	54	41	38	30	8	6	4	4	4
Brosserie	1 096	1 093	1 021	1 003	951	299	322	333	353	367
Caisserie et tonnellerie	2 802	2 819	2 470	2 280	2 185	562	627	592	640	717
Parquets	427	380	333	280	255	98	97	108	95	100
Contre plaqué	2 854	2 333	2 004	1 963	1 808	743	680	656	626	606
Panneaux blocs ou panneaux lamellés	556	458	524	544	518	177	167	200	236	253
Panneaux comprimés	3 804	3 900	4 000	4 294	4 605	2 103	2 259	2 637	3 358	3 834
Total ...	**64 159**	**63 581**	**63 178**	**66 950**	**65 843**	**15 326**	**16 210**	**18 330**	**21 716**	**23 898**

(a) Entreprises occupant 5 ouvriers et plus.

Sources : Institut National de Statistique.

Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
	VALEUR (en millions de francs)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b)....	863	799	1 084	1 175	1 008	551	401	377	536	637
Bois façonnés ou simplement travaillés	2 825	2 780	2 738	3 597	3 425	325	295	328	396	483
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	892	922	1 006	1 260	1 275	1 502	1 530	1 615	2 143	2 580
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	603	656	605	695	811	373	382	449	530	631
Liège brut et déchets	9	7	7	6	6	1	1	—	—	—
Articles manufacturés en liège	158	128	108	102	102	32	12	4	4	5
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	117	110	118	103	108	60	45	40	53	78
Articles de vannerie et de brosserie	226	230	248	341	358	102	97	115	138	147
Meubles en bois, en bambou ou produits similaires	1 066	1 064	1 393	2 204	1 454	2 183	2 930	3 797	4 967	4 402
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Bois ronds, bruts, ou simplement équarris (b).....	368 455	379 987	396 527	540 477	543 678	296 310	233 643	215 027	273 593	320 741
Bois façonnés ou simplement travaillés	616 147	645 820	622 645	760 123	694 361	62 280	54 519	59 372	63 832	77 201
Bois de placage, artificiels, autres bois travaillés, n. d. a.	85 511	91 253	94 986	111 071	109 939	226 845	239 407	254 809	333 441	407 776
Articles manufacturés en bois, n. d. a.	29 569	32 052	30 806	36 877	40 059	17 348	17 445	19 721	23 158	25 252
Liège brut et déchets	1 204	899	872	796	666	202	121	20	27	3
Articles manufacturés en liège	5 198	4 480	3 498	3 158	3 240	908	350	111	79	107
Matières animales ou végétales pour la brosserie et la vannerie	6 496	6 012	6 328	5 111	5 544	3 016	3 032	3 183	3 239	3 807
Articles de vannerie et de brosserie	4 553	4 463	4 463	5 965	6 450	1 713	1 498	1 968	2 269	2 645
Meubles en bois, en bambou et produits similaires .	19 280	20 118	28 027	41 388	92 337	31 462	40 194	54 465	71 084	39 611

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Bois ronds... : C.T.C.I. 242 — 242.1; bois façonnés... : C.T.C.I. 243; bois de placage... : C.T.C.I. 631 + T.D. 4809.00 + 4809.10. articles... : C.T.C.I. 632 + T.D. 4413.00 + 6403.00 + 6403.10; liège... : C.T.C.I. 244; articles manufacturés... : C.T.C.I. 633; matières animales... : C.T.C.I. 291.92 + 292.3 + 292.93; articles de vannerie... : C.T.C.I. 657.8 + 841.52 + 899.21 + 899.22 + 899.23 + 899.24 + 899.25 + 899.26 + 899.27 + T.D. 4202.83; meubles en bois... : C.T.C.I. 821.01 — T.D. 9401.00 — 9401.10 — 9401.20 + 9403.40 + 9403.45 + 9403.50 + 9403.55 + 9403.60 + [illegible]
pour les années antérieures

Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés

DÉSIGNATION (a)	Importations					Exportations				
	1966	1967	1968	1969	1970	1966	1967	1968	1969	1970
	VALEUR (en millions de francs)									
Tabacs bruts	1 769	2 229	1 797	2 032	2 144	110	82	141	94	97
Cigares	208	200	382	204	221	496	546	792	649	682
Cigarillos	68	85	101	102	111	167	145	155	170	206
Cigarettes	260	261	245	299	380	472	634	738	633	590
Tabacs à fumer	61	50	61	67	83	54	51	65	55	51
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	47	52	49	52	69	4	3	4	5	4
	QUANTITÉ (en tonnes)									
Tabacs bruts	29 768	37 315	30 172	32 728	32 722	1 931	1 084	2 069	1 328	2 836
Cigares	549	507	784	503	579	1 781	1 968	2 488	2 340	2 304
Cigarillos	134	180	205	203	286	661	601	538	598	654
Cigarettes	1 746	1 612	1 343	1 916	2 399	3 275	4 144	4 413	3 443	3 363
Tabacs à fumer	585	568	729	813	1 008	492	496	619	537	476
Autres produits de tabac (y compris les extraits de tabac en poudres)	455	643	515	579	882	39	21	46	37	198

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) *Composition du tableau pour 1970.* — Tabacs bruts : C.T.C.I. 121; cigares : T.D. 2402.10; cigarillos : T.D. 2402.20; cigarettes : C.T.C.I. 122.2; tabacs à fumer : T.D. 2402.40 + 2402.50; autres produits... : T.D. 2402.60 + 2402.70 + 2402.90. — Données correspondantes pour le années antérieures.

Industrie du tabac

Quantités mises en œuvre

(en tonnes)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Cigares	1 986	1 571	1 578	1 816	2 094	2 020	2 025
Cigarillos	3 305	3 623	2 959	2 701	2 550	2 597	2 500
Cigarettes	17 144	18 474	18 762	18 617	19 134	19 250	21 776
Tabac à fumer	8 087	7 938	7 179	7 669	7 852	6 512	5 754
Autres tabacs.....	79	63	70	124	51	57	53
Total ...	**30 602**	**31 669**	**30 548**	**30 927**	**31 681**	**30 436**	**32 109**

Source : Institut National de Statistique.

Importations et exportations de diamants (a)

Moyennes mensuelles

(en millions de francs)

ANNÉE	Importations		Exportations	
	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés	Diamants bruts	Diamants de joaillerie taillés
1962	390,6	150,4	48,9	543,4
1963	442,5	200,6	75,3	596,6
1964	566,8	219,2	152,2	733,8
1965	575,5	229,7	146,2	817,6
1966	713,6	307,2	180,2	920,5
1967	642,8	290,6	222,8	920,8
1968	920,4	425,6	324,0	1 058,2
1969	1 102,9	640,4	342,6	1 104,6
1970	829,0	683,2	396,0	1 208,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Office Central des Contingents et Licences (Anvers).

(a) A l'exclusion du trafic de consignation.
Seules figurent dans le tableau ci-dessus les importations et exportations qui ont donné lieu à une transaction financière réelle.

SECTION IV

APPROVISIONNEMENT EN EAU

Le secteur de l'eau se caractérise par un effet cumulé d'augmentation de la consommation par habitant et d'un accroissement des besoins de l'industrie.

L'année 1970 a été marquée par des difficultés d'approvisionnement dans plusieurs régions du pays ; elles ont comme causes l'été sec de 1969, l'assèchement de certains points de captage, l'insuffisance de ceux-ci, certains accidents, notamment dans le bassin d'alimentation d'un important captage du Condroz où 150 000 litres de gas-oil se sont répandus à la suite d'un accident de chemin de fer.

En conséquence des deux premiers phénomènes, les nappes aquifères ont baissé dans presque tout le pays et particulièrement en Wallonie ; or celle-ci fournit 80 % de l'eau potable consommée en Flandre et 76 % de l'eau industrielle du pays. La Flandre ne disposant que de peu de ressources en eau, l'eau alimentaire doit être amenée de captages situés à grande distance. Or, sa consommation tant privée qu'industrielle augmente, étant en cela liée à l'élévation de son niveau de vie et au développement de son industrialisation. Malgré des travaux de renforcement des captages et des adductions d'eau vers l'ouest du pays, il faudra cependant attendre 1972 et 1973 pour que les quantités d'eau disponibles pour cette région permettent de faire aisément face aux besoins croissants.

Cependant, malgré ces problèmes, la Belgique est privilégiée par rapport aux Pays-Bas, à l'Allemagne et même aux bassins de la Méditerranée, pour ses ressources encore disponibles, tant en nappes souterraines qu'en eaux de surface.

En matière d'exploitation des nappes souterraines, des projets sont à l'étude pour réexploiter davantage certaines réserves et pour réalimenter la nappe des dunes dans le sud-ouest.

Un projet d'accord avec la France a été préparé afin d'arriver à une exploitation rationnelle et coordonnée de la nappe du calcaire carbonifère dans le Tournaisis qui est commune aux deux pays.

Pour protéger plus efficacement les eaux souterraines contre la pollution, un projet de loi a été approuvé au Sénat le 27 octobre 1970 (1). Actuellement, soixante et une stations d'épuration existent ou sont en cours de construction dans le pays.

---

(1) Entretemps ce projet est devenu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines (*Moniteur belge* du 1er mai 1971).

Stations d'épuration des eaux existantes ou en cours de construction

PROVINCE	Nombre de stations d'épuration
Anvers	10
Brabant	8
Hainaut	4
Liège	10
Limbourg	8
Luxembourg	7
Namur	5
Flandre orientale	5
Flandre occidentale	4

Source : Ministère de la Santé publique.

En ce qui concerne la création de réserves d'eau de surface de bonne qualité, des travaux sont en cours ou en préparation. Citons notamment :

— le surhaussement du barrage de la Gileppe qui portera sa capacité de 13 millions de m³ à 27 millions de m³ ;

— la création d'autres réserves qui a été décidée en vue de pouvoir soutenir le débit d'étiage de la Meuse et de la Sambre.

En Flandres d'autres projets sont mis en exécution.

— la construction d'un bassin de stockage d'eau superficielle à KLUIZEN (Flandre orientale) ayant une capacité de 5 millions de m³ est très avancée. Il sera opérationnel en 1971 ;

— la construction d'un deuxième bassin de stockage à WOUMEN (Flandre occidentale) vient d'être entamée ; il sera opérationnel en 1973.

Quant à la multiplication des points de captage, il ne devrait pas y avoir de problèmes particuliers. La Meuse à Liège et l'Escaut à Anvers offrent des débits moyens annuels respectifs de 24 000 000 et 15 000 000 m³ par jour. Pour les rendre partiellement disponibles, en permanence, il importe de multiplier les réserves artificielles.

Les fleuves ne constituent pas uniquement les seules réserves d'eau destinée à être utilisée pour l'alimentation du pays en eau potable. C'est la raison pour laquelle des travaux sont en cours pour la construction d'un important collecteur sur le canal Albert. Il permettra d'éviter tout déversement d'eau usée dans ce canal, à partir d'une distance suffisante en amont des prises d'eau de la ville d'Anvers.

L'intérêt du dessalement de l'eau de mer en tant que moyen de compléter nos ressources en eau a été étudié à fond, cependant cette possibilité s'avère peu intéressante ; au stade actuel de la technique, le prix de revient de l'eau ainsi obtenue étant trop élevé.

★

★ ★

CHAPITRE III

TRANSPORTS

Le trafic par chemin de fer a connu, en 1970, une évolution différente selon qu'on considère le trafic des voyageurs ou celui des marchandises. Exprimé en tonnes-kilomètre, le trafic de marchandises a augmenté de 5,4 % ; par contre, le trafic des voyageurs, exprimé en voyageurs-kilomètres a progressé de manière insignifiante : le nombre total de voyageurs transportés s'est élevé à 247 millions contre 248 millions en 1969. La légère augmentation dans le nombre de voyageurs-kilomètre doit être attribuée au trafic avec billets qui s'est accru de 2,6 % et où, essentiellement, le trafic international a eu une large part.

Dans le trafic des voyageurs, il y a eu une mutation entre les différentes catégories. La baisse des abonnements ordinaires est due au passage à la catégorie d'abonnements sociaux d'une partie des employés en conséquence de l'augmentation de la limite salariale (de 180 000 à 200 000), le 1er mars. Si aucune augmentation n'a été observée dans les abonnements sociaux en dépît de la mutation citée ci-dessus, la cause en est, pour une part, l'établissement d'entreprises dans des endroits où de nombreux travailleurs sont présents ; des personnes de plus en plus nombreuses qui prenaient, auparavant, un abonnement de semaine, voyagent en groupe avec leur propre voiture.

Le trafic des marchandises par voie ferrée a encore, en 1970, été influencé par la haute conjoncture qui a, malgré un rythme d'expansion moins fort, donné lieu à des résultats favorables. La quantité de marchandises transportées, exprimées en tonnes, a augmenté de 2,8 % contre 9,4 % en 1969. Les produits avec lesquels le chemin de fer a obtenu les meilleurs résultats, appartiennent surtout à la métallurgie, l'industrie chimique et les huiles minérales. On constate également une hausse relative du transport de produits agricoles qui est à attribuer à celle du trafic international et de transit de ces produits. Donc, non seulement en Belgique mais aussi dans les autres états, l'activité a été particulièrement grande dans le transport des produits nommés ci-dessus.

Enfin, le trafic des minerais, exprimé en tonnes-kilomètre a augmenté de 3,7 %, du fait que le Grand-Duché, en raison de sa reconversion en minerais riches, a augmenté ses importations, via la Belgique, de matières premières en provenance de Suède et de Norvège. Par contre, le trafic intérieur de combustibles solides a diminué ce qui est à imputer à la baisse qui est apparue dans la production et surtout aux grèves dans les mines en Campine.

Le trafic portuaire s'est développé de manière satisfaisante en 1970, dépassant ses records antérieurs ; mais, sans toutefois reproduire les taux d'expansion exceptionnellement élevés enregistrés en 1969 et en 1968 pour l'ensemble des trois ports nationaux. Le tonnage traité à l'importation ,à l'exportation et en transit a augmenté globalement de 10,7 % contre 14 % en 1969.

Au port d'Anvers, où l'expansion avait été très faible en 1969 (1%), la progression a été de 12,1 % en 1970; à noter que le trafic des containers y a atteint 2,2 millions de tonnes en 1970 (+ 8,5 % par rapport à 1969). Profitant pleinement des améliorations apportées à leurs voies d'accès maritimes, les ports de Zeebrugge et de Gand ont confirmé en 1970 leurs excellents résultats de l'année précédente. Si le tonnage traité s'est stabilisé en ce qui concerne le port de Zeebrugge, il a encore progressé de 22,7 % dans celui de Gand ; ensemble, ils ont atteint 24 % du tonnage traité au port d'Anvers contre 23 % en 1969 et 9,2 % en 1968.

En 1970, le port d'Anvers a accueilli 19 150 navires, soit 1 265 unités de plus que l'année précédente, ce qui met fin à la baisse constatée depuis deux ans. Le trafic total est de 79 millions de tonnes contre 73 millions en 1969. Au port de Zeebrugge, le nombre de navires entrés en 1970 a dépassé celui de l'année précédente de 255 unités ; par contre, au port de Gand, le nombre de navires entrés a diminué de 31 unités mais leur tonnage a augmenté de 12 %.

La marine marchande belge a approché le million de tonnes brutes, fin 1970. Certaines modifications sont intervenues dans la composition de la flotte belge sous forme d'une diversification de plus en plus grande. Ainsi, l'équipement maritime s'est enrichi de deux navires-fruitiers supplémentaires et d'un navire porte containers d'une capacité de transport de 30 826 t.

L'activité de la navigation intérieure s'est réduite en raison principalement des grèves du début de l'année. Le nombre de tonnes-kilomètre a diminué de 2,6 % pour les 11 premiers mois de 1970 par rapport à la même période de l'année précédente.

Dans le domaine technique, il faut signaler qu'à côté du poussage qui progresse régulièrement, est apparu le navire porte-barge (connu sous l'abréviation L.A.SH. (Lighter Aboard Ship) ou barges à bord d'un navire de mer. Cette nouvelle technique de transport permet d'assurer une liaison directe entre la navigation maritime et intérieure. Anvers a accueilli le premier navire de ce type, le 4 septembre dernier.

Dans l'ensemble des marchandises transportées, les produits minéraux et les matériaux de construction occupent la place principale avec 36,2 % ; ces catégories de marchandises ont baissé de 4,9 %, ce qui explique partiellement la diminution de l'activité de la navigation intérieure. Si l'on examine la structure des transports fluviaux, on constate qu'en 1970, seul le trafic intérieur au sens strict, a progressé (+ 7 %) alors que les trafics à l'importation, à l'exportation et de transit ont baissé respectivement de 9,4 %, 3,4 % et 21,6 %. La flotte intérieure des bateaux de charge comptait 4 880 unités au 31 décembre 1970, avec un tonnage total de 2 417 791 t, ce qui signifie une diminution de 5,3 % du nombre des bateaux et de 4,7 % du tonnage par rapport à 1969.

Le parc des camions était de 251 000 unités au 31 décembre 1970, contre 246 000 l'année précédente. Dans l'ensemble, l'année 1970 a été plus favorable que les années antérieures, pour les transporteurs routiers professionnels. L'accroissement de la demande de transport, conséquence de la conjoncture favorable, a permis de se rapprocher d'un meilleur équilibre entre l'offre et la demande de transport. Cependant, aucune amélioration sensible n'a pu être constatée en ce qui concerne le niveau des prix, alors que les frais d'exploitation sont en hausse constante.

Le trafic international a connu une nouvelle expansion en 1970. Ainsi, dans les relations essentielles, Belgique-France, et Belgique-République fédérale d'Allemagne, le trafic a augmenté respectivement de 10 % et 6%.

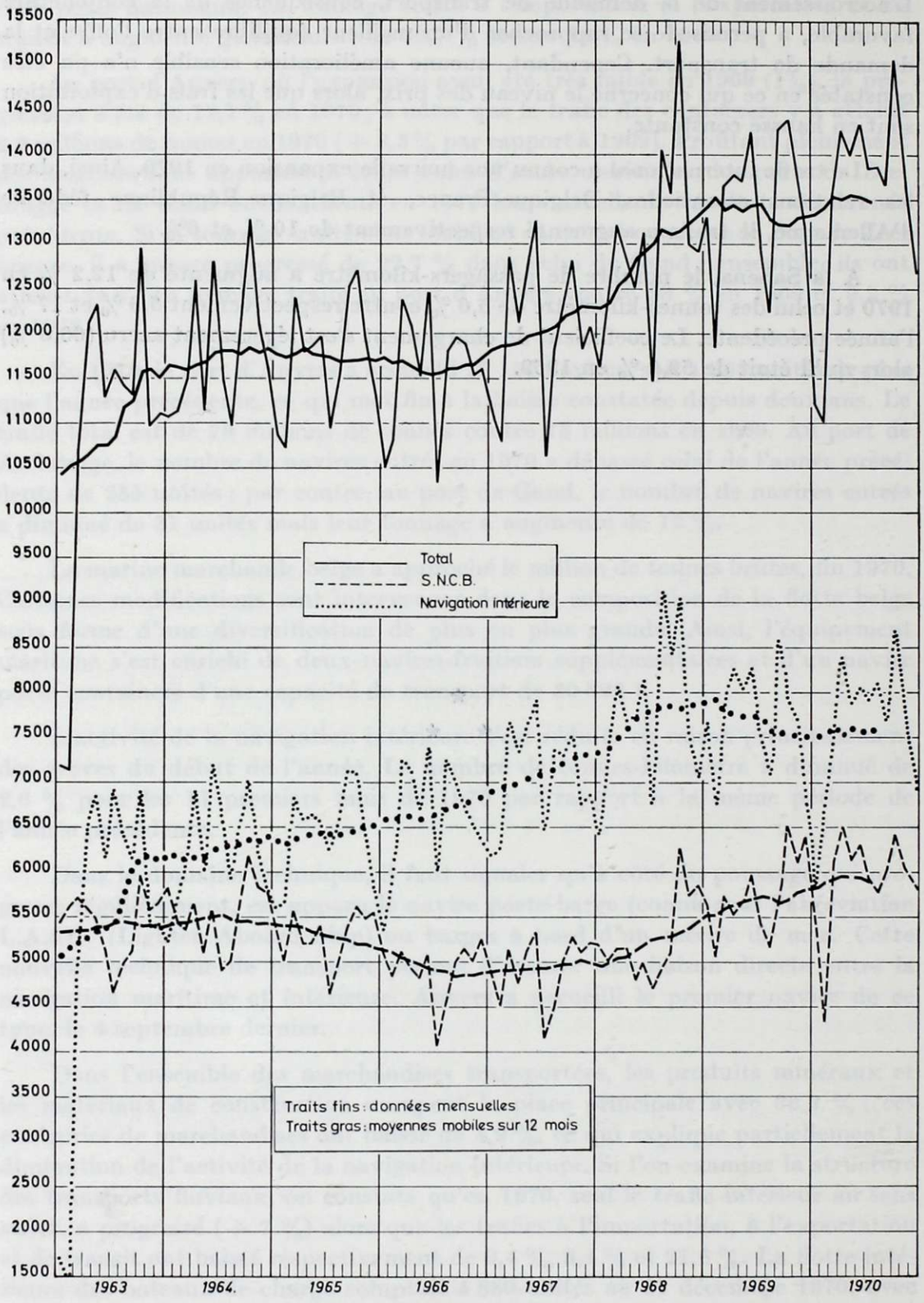
A la Sabena, le nombre de passagers-kilomètre a augmenté de 12,2 % en 1970 et celui des tonnes-kilomètre de 5,6 % contre respectivement 5,8 % et 17 %, l'année précédente. Le coefficient de chargement s'est légèrement accru (60,3 %) alors qu'il était de 59,6 % en 1969.

★
★ ★

Chemins de fer et navigation intérieure

Transport des marchandises

(en milliers de tonnes)



Sources : Société Nationale des Chemins de Fer Belges
Institut National de Statistique.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic global des marchandises par wagons complets

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1963	27 171	17 733	10 133	10 290	65 327	6 825
1964	26 647	19 054	10 742	10 151	66 594	6 925
1965	24 493	19 165	10 793	9 428	63 879	6 758
1966	22 389	18 978	9 693	8 253	59 313	6 234
1967	22 492	19 096	9 808	8 035	59 431	6 082
1968	22 350	20 772	11 134	9 018	63 274	6 675
1969	23 248	22 345	12 769	10 864	69 226	7 416
1970	21 757	24 176	13 722	11 516	71 171	7 816

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des marchandises par wagons complets :
répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Produits agricoles et alimentaires ...	221	210	208	225	237	240	267
Combustibles solides	1 953	1 859	1 642	1 519	1 706	1 691	1 638
Minerais	2 018	1 993	1 885	1 901	2 000	2 200	2 282
Produits métallurgiques	1 324	1 367	1 268	1 215	1 341	1 552	1 794
Matériaux de construction et produits de carrières	696	646	575	595	626	688	701
Produits textiles	23	23	22	21	24	25	34
Produits chimiques	386	351	323	327	396	476	578
Huiles industrielles, pétrole, brais et goudrons	159	158	159	132	122	164	222
Divers	145	151	152	147	223	380	300
Total ...	**6 925**	**6 758**	**6 234**	**6 082**	**6 675**	**7 416**	**7 816**

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Trafic des voyageurs
(en millions d'unités)

ANNÉE	Nombre de voyageurs	Nombre de voyageurs-kilomètre			
		Total	Avec billets	Avec abonnements sociaux	Avec tout autre abonnement (a)
1963	276	9 009	3 107	3 962	1 940
1964	275	9 041	3 106	4 115	1 820
1965	274	8 975	3 080	4 145	1 750
1966	270	8 708	3 005	3 961	1 742
1967	265	8 534	2 977	3 915	1 642
1968	255	8 177	2 906	3 828	1 443
1969	248	8 238	2 943	3 810	1 485
1970	247	8 260	3 021	3 777	1 462

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) Abonnements ordinaires, abonnements scolaires, abonnements réseau, abonnements de commerce, abonnements de 5, 10 et 15 jours.

Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux

Nombre de voyageurs
(en milliers)

ANNÉE	Total	Services électriques	Services d'automotrices	Services d'autobus
1963	298 581	93 347	157	205 077
1964	294 763	86 931	165	207 667
1965	288 306	78 730	158	209 418
1966	276 361	70 973	169	205 219
1967	271 217	58 106	187	212 924
1968	261 466	47 758	179	213 529
1969	255 951	41 774	176	214 001
1970	252 281	34 034	193	218 054

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.

Parc de véhicules routiers

(en milliers d'unités)

ANNÉE	Voitures automobiles (a)	Autobus et autocars (a)	Camions et camionnettes (a)	Motocycles (a) (b)	Bicyclettes à moteur (c)	Bicyclettes
1964	1 151	7	214	168	435	2 801
1965	1 340 (d)	9 (d)	225 (d)	150 (d)	418	2 809
1966	1 503	13	237	97	394	2 805
1967	1 653 (d)	13 (d)	239 (d)	79 (d)	379	2 872
1968	1 813	14	242	62	371	2 897
1969	1 921 (d)	15 (d)	246 (d)	51 (d)	380	2 807
1970	2 060	16	251	39	397	2 741

Sources : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Situation au 1er août.
(b) Cylindrée de plus de 50 cm³.
(c) Cylindrée de 50 cm³ ou moins
(d) Estimation.

Transports fluviaux

Marchandises transportées

ANNÉE	Quantité (en milliers de tonnes)					Volume total du transport (en millions de tkm)
	Trafic intérieur	Trafic à l'importation	Trafic à l'exportation	Trafic de transit	Trafic total	
1964	26 356	26 195	18 522	4 235	75 308	6 107
1965	25 778	27 806	18 867	4 580	77 032	6 087
1966	26 455	28 865	19 785	4 488	79 594	5 968
1967	27 110	32 601	20 999	4 619	85 331	6 262
1968	28 169	37 645	22 657	4 861	93 332	6 650
1969	29 213	36 926	20 916	5 602	92 657	6 870
1969 - 11 mois	26 675	34 421	19 495	5 227	85 819	6 356
1970 - 11 mois	28 540	32 744	18 843	4 102	84 230	6 197

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Répartition du trafic suivant la nature des marchandises

(en millions de tonnes-kilomètre)

NATURE DES MARCHANDISES (nomenclature N.S.T.)	1968	1969	1969 11 mois	1970 11 mois
Produits agricoles et animaux vivants	588	711	649	578
Denrées alimentaires et fourrages	278	295	269	284
Combustibles minéraux solides	781	708	643	688
Produits pétroliers	787	826	750	786
Minerais et déchets pour la métallurgie ...	542	461	428	418
Produits métallurgiques	657	652	600	566
Minéraux bruts ou manufacturés et matériaux de construction	2 337	2 518	2 374	2 248
Engrais	178	168	153	155
Produits chimiques	434	460	428	426
Machines, véhicules, objets manufacturés et transactions spéciales	69	70	63	51
Total ..	**6 650**	**6 870**	**6 356**	**6 197**

Source : Institut National de Statistique.

Transports fluviaux

Trafic par bassin

(en millions de tonnes-kilomètre)

BASSIN	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1969 11 mois	1970 11 mois
Escaut maritime	1 055	1 116	1 197	1 269	1 329	1 267	1 177	1 163
Canaux de la Campine	2 469	2 474	2 288	2 314	2 496	2 621	2 423	2 433
Canaux brabançons ...	397	398	434	416	520	535	491	511
Meuse et Sambre	962	822	748	833	873	916	851	774
Haut-Escaut	1 040	1 098	1 146	1 275	1 282	1 380	1 275	1 182
Centre et Borinage	138	134	119	124	120	119	109	112
Yser et Côte	46	44	36	34	31	31	30	22
Total ...	**6 107**	**6 087**	**5 968**	**6 262**	**6 650**	**6 870**	**6 356**	**6 197**

Source : Institut National de Statistique.

Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge (a)

Situation au 31 décembre

ANNÉE	Bateaux automoteurs		Bateaux sans moteur		Total	
	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes	Nombre	Tonnes
1962	4 842	1 981 693	780	551 547	5 622	2 533 240
1963	4 766	1 984 474	752	551 517	5 518	2 535 991
1964	4 808	2 068 181	709	530 241	5 517	2 598 422
1965	4 837	2 132 077	674	508 978	5 511	2 641 055
1966	4 871	2 183 070	660	507 620	5 531	2 690 690
1967	4 834	2 186 742	611	480 313	5 445	2 667 055
1968	4 772	2 170 453	569	441 334	5 341	2 611 787
1969	4 660	2 142 052	499	393 540	5 159	2 535 592
1970	4 442	2 060 187	438	357 604	4 880	2 417 791

(a) Non compris les bateaux citernes.

Source : Ministère des Communications.

Nature de la flotte belge

DÉSIGNATION	1er janvier 1970		1er janvier 1971	
	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)	Nombre d'unités	Tonnage brut d'après la règle belge de jaugeage (en tonneaux)
Paquebots mixtes	1	10 530	1	10 530
Cargos et coasters	72	501 392	62	487 864
Navires fruitiers	6	30 645	8	42 351
Pétroliers	15	295 699	15	288 334
Container	—	—	1	30 826
Minéraliers	4	126 984	4	126 984
Total ...	**98**	**965 250**	**91**	**986 889**

Source : Ministère des Communications.

Marine marchande belge (a)

Situation au 31 décembre

DÉSIGNATION	Année	Navires à vapeur	Navires à moteur	Total
Nombre de navires	1964	15	85	100
	1965	10	87	97
	1966	9	80	89
	1967	9	84	93
	1968	9	83	92
	1969	9	88	97
	1970	..	..	..
Tonnage brut belge	1964	218 853	508 998	727 851
	1965	169 175	591 327	760 502
	1966	161 362	609 675	771 037
	1967	161 480	673 891	835 371
	1968	161 480	724 228	885 708
	1969	161 480	797 216	965 250(b)
	1970	..	..	..
Tonnage net belge	1964	160 801	379 067	539 868
	1965	124 341	424 547	548 888
	1966	118 726	437 674	556 400
	1967	119 184	470 755	589 939
	1968	119 184	509 752	628 936
	1969	119 184	565 253	689 993
	1970	..	..	..

Source : Ministère des Communications.

(a) Non compris les navires de l'Etat. Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Y compris une allège maritime.

Port d'Anvers

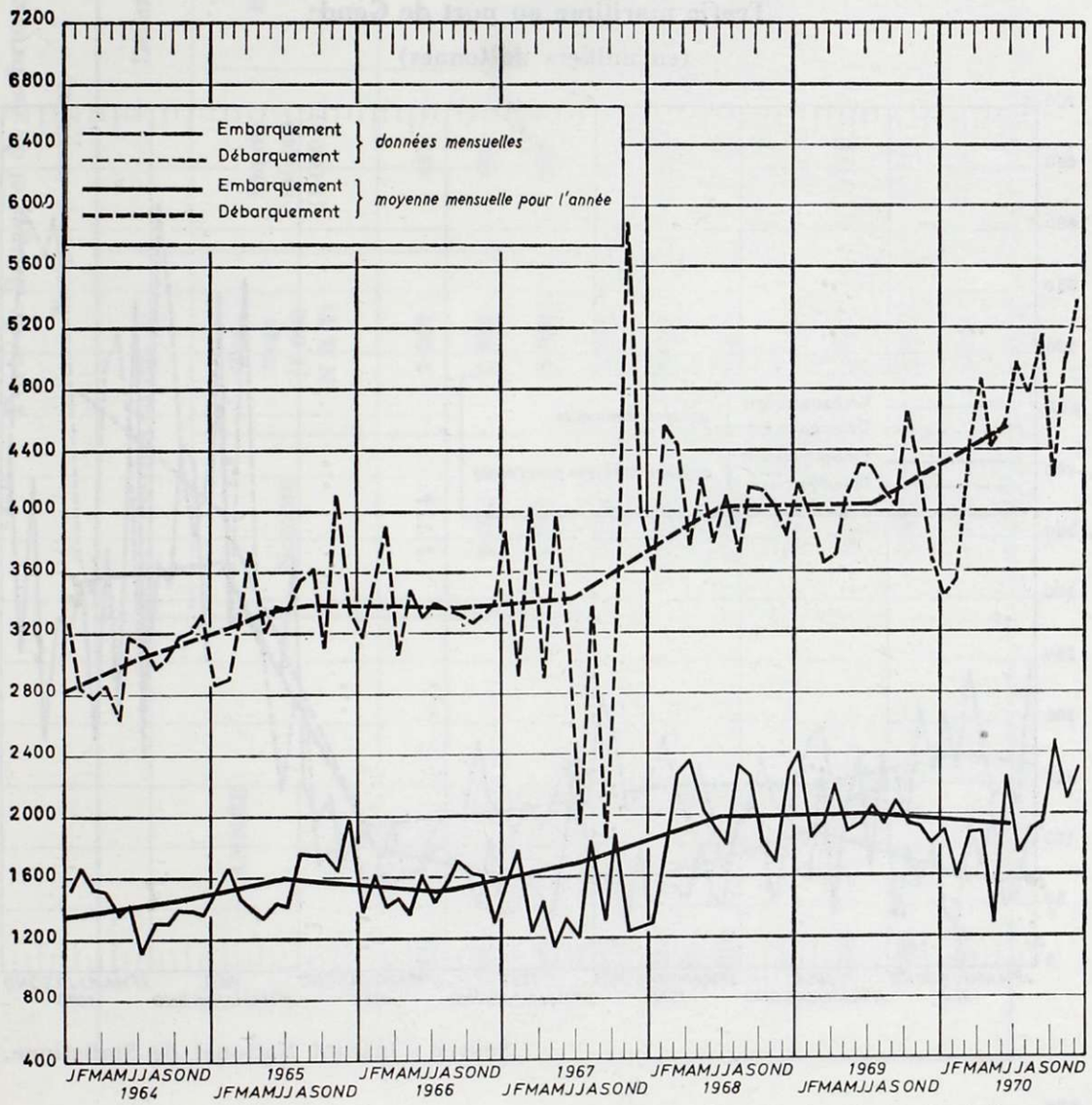
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1963	17 856	41 298	24 079	846	6 296	11 212	4 171
1964	18 550	43 207	29 245	989	6 196	11 393	5 505
1965	18 065	44 753	33 004	1 099	6 287	12 563	6 487
1966	18 082	45 140	33 319	1 263	5 936	11 758	6 412
1967	18 250	46 181	35 112	1 127	5 077	11 795	5 530
1968	17 932	49 164	39 746	647	8 115	13 980	9 914
1969	17 885	52 419	40 646	611	7 635	15 209	8 920
1970	19 150	54 315	47 747	703	6 384	14 635	8 663

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port d'Anvers

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Port de Gand

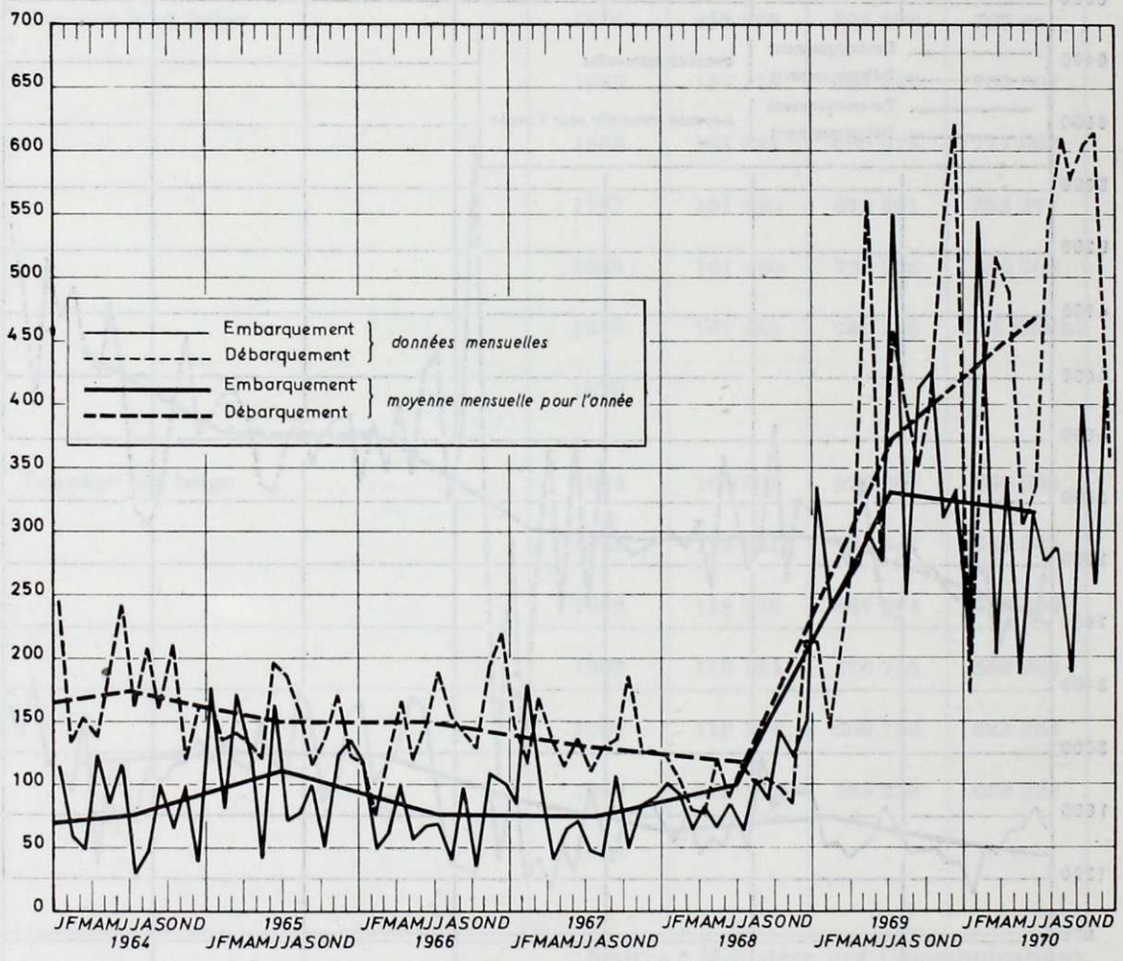
Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1963	2 408	1 433	1 465	45	428	614	185
1964	2 705	1 579	1 629	46	456	668	267
1965	2 494	1 525	1 499	52	232	990	345
1966	2 233	1 361	1 447	63	268	655	261
1967	2 299	1 197	1 204	61	368	628	258
1968	2 415	1 251	893	78	334	899	263
1969	3 245	3 995	3 533	124	874	3 727	339
1970	3 214	4 475	4 766	78	719	3 446	401

Source : Institut National de Statistique.

Trafic maritime au port de Gand

(en milliers de tonnes)



Source : Institut National de Statistique.

Ports de Bruges et de Zeebrugge

Navigation maritime

ANNÉE	Navires entrés		Débarquements			Embarquements	
	Nombre	Tonnage (1 000 N R T)	Importations (1 000 t)	Entrepôt (1 000 t)	Transit (1 000 t)	Exportations (1 000 t)	Transit (1 000 t)
1961	1 774	2 057	417	4	70	219	155
1962	2 012	2 578	430	138	132	260	192
1963	1 917	2 549	659	200	212	247	191
1964	2 061	2 929	651	149	225	238	186
1965	2 280	3 015	720	293	234	284	177
1966	2 543	4 046	689	384	206	252	234
1967	3 232	5 008	661	258	186	207	311
1968	4 200	6 677	2 897	356	356	237	363
1969	4 436	9 430	6 587	270	758	305	499
1970	4 691	9 670	6 439	311	849	295	540

Source : Institut National de Statistique.

Trafic commercial des aérodromes belges (a)

DÉSIGNATION	Trafic		
	Régulier	Irrégulier	Total
Avions (unités)			
1962	60 110	824	60 934
1963	55 119	2 475	57 594
1964	58 064	3 798	61 862
1965	60 924	3 765	64 689
1966	61 856	3 190	65 046
1967	58 959	10 278	69 237
1968	63 585	8 751	72 336
1969	72 236	7 157	79 393
1970 (b)	..	..	..
Passagers (unités)			
1962	1 418 790	11 924	1 430 714
1963	1 438 145	63 149	1 501 294
1964	1 679 615	71 794	1 751 409
1965	1 869 351	54 975	1 924 326
1966	2 024 002	60 747	2 084 749
1967	2 097 957	256 645	2 354 602
1968	2 368 653	206 025	2 574 678
1969	2 597 032	315 036	2 912 068
1970 (b)	..	..	..
Fret (tonnes)			
1962	50 669	455	51 124
1963	53 840	1 143	54 983
1964	60 933	1 886	62 819
1965	68 295	1 810	7 0105
1966	76 146	3 296	79 442
1967	82 670	2 910	85 580
1968	96 861	4 185	101 046
1969	118 540	6 316	124 856
1970 (b)	..	..	..
Courrier (tonnes)			
1962	2 496	3	2 499
1963	2 433	34	2 467
1964	2 577	40	2 617
1965	3 212	40	3 252
1966	4 173	157	4 330
1967	4 913	63	4 976
1968	5 762	53	5 815
1969	7 116	71	7 187
1970 (b)	..	..	..

Sources : Ministère des Communications.
Institut National de Statistique.

(a) Ensemble du trafic : arrivées et départs, vols locaux non compris.
(b) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

Trafic de la SABENA

ANNÉE	Tonnes-kilomètre offertes (milliers)	Voyageurs transportés (milliers)	Voyageurs-kilomètre (milliers)	Fret (en milliers de tonnes-kilomètre)	Courrier (en milliers de tonnes-kilomètre)	Tonnes-kilomètre transportées (milliers)	Coefficient de chargement (en pourcent)
1961 ...	323 460,1	751,4	1 318 002,9	36 004,9	4 223,4	162 046,9	50,1
1962 ...	344 688,2	875,2	1 524 910,1	36 162,6	4 184,8	179 072,3	52,0
1963 ...	393 227,0	935,7	1 684 475,1	44 326,0	4 922,5	203 375,6	51,7
1964 ...	385 812,9	1 056,6	1 888 823,8	52 529,2	5 241,4	230 574,7	59,8
1965 ...	424 157,5	1 144,6	2 077 462,5	60 975,2	6 014,5	255 689,2	60,3
1966 ...	458 351,5	1 175,7	2 152 489,5	71 981,1	6 180,0	273 261,7	59,6
1967 ...	542 674,1	1 243,1	2 323 224,2	105 976,6	6 701,0	322 588,4	59,4
1968 ...	581 121,8	1 257,5	2 314 712,5	130 277,6	6 268,0	347 441,8	59,8
1969 ...	682 148,9	1 375,0	2 448 762,0	176 777,6	7 797,0	406 632,1	59,6
1970 ...	742 261,5	1 470,6	2 759 084,1	186 956,0	8 130,5	447 280,6	60,3

Sources : Ministère des Communications.
SABENA.

CHAPITRE IV

DISTRIBUTION

Le processus d'adaptation et de restructuration qui caractérise depuis longtemps le secteur de la distribution, a continué à se développer en 1970 ; de nouvelles formes et de nouvelles méthodes sont de plus en plus exploitées.

Dans le commerce de gros, la méthode « cash and carry » connaît un succès croissant : le nombre d'entrepôts qui ont été érigés sous cette forme, a augmenté de 7 en 1962 à 60 en 1970.

Un « cash and carry » est un magasin de gros en libre service intégral ou partiel, dont les clients sont des détaillants qui paient au comptant le montant de leur facture, établie ou non, par eux-mêmes et se chargent toujours de l'enlèvement de leurs achats. Du nombre total de « cash and carry » recensés au 1er janvier 1970, 33 se situent en Flandres, 14 à Bruxelles et 13 en Wallonie.

Dans le commerce de détail aussi, le développement s'est poursuivi et de nouvelles formes de distribution ont pris de plus en plus d'expansion. La grande série de magasins spécialisés que l'on rencontre actuellement, s'est complétée récemment de nouveaux types, comme par exemple les « garden-centers » et les « auto-centers » qui répondent aux besoins quotidiens d'aujourd'hui et se trouvent le plus souvent en dehors du centre des grandes villes. Les modifications qui se présentent maintenant dans la structure socio-économique, obligent les entreprises de distribution à se rallier à des options plus sûres en liaison avec leurs nouveaux plans d'intallations. Ainsi, le « shopping-center » a fait depuis quelque temps son entrée comme une des toutes dernières formes de distribution ; c'est un groupe de magasins qui sont conçus, bâtis, exploités globalement et qui forment un ensemble commercial intégré avec un nombre équilibré de magasins sélectionnés. A la suite des projets de nouvelles installations qui existent déjà en ce moment, on peut s'attendre que le nombre de shopping-centers augmentera encore fortement dans les prochaines années de sorte que leur part, dans le chiffre d'affaires total des magasins de détails, s'élèverait alors d'approximativement 3 % à 5 %.

Le registre de commerce où les commerçants, les industriels et la plupart des artisans doivent être inscrits, comptait en 1970, 39 069 nouvelles inscriptions et 38 945 radiations. Le nombre d'inscriptions d'entreprises individuelles a augmenté de 2,9 % et le nombre des radiations de 7,4 % par rapport à 1969. Globalement, les premières ont dépassé les secondes de 3 762 unités. Pour les sociétés, la situation se présente autrement : ici, les inscriptions ont dépassé les radiations

de 3 886 unités. Le nombre de radiations a été de 14 % plus élevé que l'an passé et le nombre des inscriptions : 29 %. Parmi ces données, celles qui concernent l'agglomération bruxelloise ne sont que des estimations.

Des renseignements plus spécifiques au sujet du développement de la distribution sont fournis par les statistiques des sociétés commerciales, mais qui ont trait seulement aux cinq premiers mois de 1970. Pendant cette période, 579 sociétés commerciales ayant leur siège principal en Belgique ont été établies, contre 503 pour la même période de l'année précédente. Le capital nominal, souscrit à leur fondation, s'est monté pour ces mêmes périodes à respectivement 661,7 millions et 425,8 millions de francs. Les nouvelles entreprises ayant pour objet social le commerce de gros et le commerce extérieur, ont absorbé en 1970 (toujours pour les cinq premiers mois) 71,1 % de ce capital et l'année précédente 69,5 %.

Par contre, les sociétés fondées ayant pour objet le commerce de détail sont beaucoup plus nombreuses. Elles représentent 55 % du total des nouvelles sociétés commerciales fondées, cependant elles ont souscrit seulement 29 % du capital nominal total.

Dans le commerce de détail, les nouvelles entreprises ont été fondées pour 86 % sous la forme de sociétés de personnes à responsabilité limitée ; dans le commerce de gros par contre, la société anonyme s'est imposée dans 52 % des cas, comme la forme de société pour les nouvelles entreprises. Les entreprises de commerce de détail fondées en 1970 ont souscrit un capital initial qui, en moyenne, s'est élevé à 1 983 000 F par société anonyme et seulement à 337 000 F par société de personnes à responsabilité limitée. Dans le commerce de gros, cette différence dans le capital initial a été beaucoup moins grande.

Depuis le dernier recensement (1er janvier 1968), il est apparu peu de changements dans le commerce ambulant : le nombre total de Belges et d'étrangers à qui une carte de commerçant ambulant a été distribuée, a diminué de 0,5 %, le 1er janvier 1970. La tendance à la baisse, que l'on constate depuis 1966 chez les commerçants ambulants, semble disparaître momentanément. Il existe actuellement des formes modernes déterminées de commerce ambulant par lesquelles beaucoup de détaillants peuvent encore augmenter considérablement leur chiffre d'affaires, surtout à la campagne et ce, en dépit de l'expansion des supermarchés.

Les chiffres d'affaires, dans les entreprises de commerce de détail ont révélé un cours très changeant : selon la catégorie à laquelle elles appartiennent, l'augmentation a oscillé de 0 % à 26 %. Les ventes des sociétés coopératives sont restées approximativement au même niveau que l'année précédente, tandis que l'augmentation la plus forte a été constatée dans les chaînes de magasins. On s'y étend plus amplement dans le chapitre qui traite de la consommation des ménages.

★

★ ★

Entreprises commerciales

Effectifs assujettis à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

BRANCHE D'ACTIVITÉ	Employeurs						Travailleurs (a)					
	1968		1969		1970		1968		1969		1970	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Vente des produits des industries :												
Agricoles	1 695	6,4	1 777	5,5	1 819	5,5	6 464	2,6	6 436	2,5	6 523	2,4
Des mines, minières et carrières	2 099	7,9	2 115	6,6	2 026	6,1	12 720	5,1	13 038	5,0	12 883	4,7
Alimentaires, de la pêche et de l'agriculture, destinés à la consommation immédiate	6 292	23,8	7 448	23,2	7 833	23,8	45 050	18,1	47 826	18,4	50 645	18,5
Du tabac	167	0,6	216	0,7	234	0,7	865	0,3	1 250	0,5	1 290	0,5
Chimiques	2 210	8,4	2 575	8,0	2 626	8,0	23 864	9,6	23 968	9,2	25 930	9,5
Du bois, de l'ameublement et de la construction (et location)	1 457	5,5	1 721	5,3	1 816	5,5	10 004	4,0	10 353	4,0	10 798	3,9
Du papier	416	1,6	435	1,4	469	1,4	3 005	1,2	3 109	1,2	3 361	1,2
Polygraphiques (et location)	473	1,8	563	1,8	519	1,6	3 967	1,6	4 300	1,6	4 370	1,6
Des cuirs et peaux	878	3,3	1 045	3,2	1 172	3,6	4 106	1,7	4 823	1,8	5 206	1,9
Textiles, du vêtement et des articles de mode (et location)	3 657	13,8	4 310	13,4	4 604	14,0	19 302	7,8	21 892	8,4	22 810	8,3
Céramiques et verrières	216	0,8	238	0,7	261	0,8	1 805	0,7	2 039	0,8	1 968	0,7
Des métaux bruts et façonnés	3 632	13,7	4 011	12,5	4 065	12,3	38 962	15,7	41 073	15,8	42 601	15,6
D'art et de précision	2 289	8,6	2 698	8,4	2 867	8,7	19 909	8,0	21 317	8,2	23 805	8,7
Commerce en articles divers	1 000	3,8	2 978	9,3	2 629	8,0	58 584	23,6	58 861	22,6	61 741	22,5
Total	**26 481**	**100,0**	**32 130**	**100,0**	**32 940**	**100,0**	**248 607**	**100,0**	**260 285**	**100,0**	**273 931**	**100,0**

(a) Y compris les apprentis.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Entreprises commerciales proprement dites

Personnel assujetti à la sécurité sociale

Situation au 30 juin

DÉSIGNATION	Salariés			Appointés			Total général
	Ouvriers	Ouvrières	Total	Employés	Employées	Total	
1963 Nombre	68 812	19 811	88 623	56 255	66 761	123 016	211 639
Pourcentage	33	9	42	27	31	58	100
1964 Nombre	71 890	20 859	92 749	60 185	70 784	130 969	223 718
Pourcentage	32	9	41	27	32	59	100
1965 Nombre	74 051	22 147	96 198	63 415	73 339	136 754	232 952
Pourcentage	32	10	41	27	31	59	100
1966 Nombre	76 399	22 375	98 774	66 653	76 657	143 310	242 084
Pourcentage	32	9	41	27	32	59	100
1967 Nombre	75 627	22 645	98 272	68 252	78 875	147 127	245 399
Pourcentage	31	9	40	28	32	60	100
1968 Nombre	76 269	22 545	98 814	69 966	79 827	149 793	248 607
Pourcentage	31	9	40	28	32	60	100
1969 Nombre	76 828	24 696	101 524	74 753	84 008	158 761	260 285
Pourcentage	30	9	39	29	32	61	100
1970 Nombre	78 537	25 604	104 141	79 405	90 385	169 790	273 931
(a) Pourcentage	29	9	38	29	33	62	100

(a) Y compris les apprentis.

Source : Office National de Sécurité Sociale.

Commerce ambulant

Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce (a)

DATE ET RÉSIDENCE DU COMMERÇANT	Marché public		Voie publique		De porte en porte		Marché public et voie publique		Marché public et de porte en porte		Voie publique et de porte en porte		Marché public, voie publique et de porte en porte		Ensemble		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
1er janvier 1970 :																	
Anvers	3 258	59	382	3	721	33	640	11	178	16	327	13	1 895	52	7 401	187	7 588
Brabant	2 696	145	409	35	385	18	727	95	142	9	271	10	1 218	78	5 848	390	6 238
Hainaut	1 322	83	144	8	332	26	637	103	196	45	132	16	1 187	284	3 950	565	4 515
Liège	940	98	131	21	579	30	529	93	192	29	224	10	1 174	181	3 769	462	4 231
Limbourg.....	416	9	52	2	396	15	137	9	107	2	252	7	1 144	49	2 504	93	2 597
Luxembourg	37	2	2	—	56	4	28	—	26	—	40	1	113	7	302	14	316
Namur	107	15	23	1	65	3	55	5	31	2	36	3	185	14	502	43	545
Fl. Orientale	2 854	9	316	10	433	8	592	9	242	5	461	4	1 809	19	6 707	64	6 771
Fl. Occidentale ..	1 281	5	279	—	806	2	340	3	218	1	540	5	1 791	8	5 255	24	5 279
Pays étrangers ...	6	49	1	4	20	101	4	6	1	2	2	11	13	46	47	219	266
Le Royaume...	**12 917**	**474**	**1 739**	**84**	**3 793**	**240**	**3 689**	**334**	**1 333**	**111**	**2 285**	**80**	**10 529**	**738**	**36 285**	**2 061**	**38 346**
1er janvier 1966 : *Le Royaume*...	**12 646**	**400**	**2 554**	**123**	**4 617**	**218**	**4 606**	**311**	**1 668**	**113**	**2 854**	**103**	**12 111**	**677**	**41 056**	**1 945**	**43 001**
1er janvier 1968 : *Le Royaume*...	**13 183**	**476**	**1 772**	**109**	**3 664**	**228**	**3 706**	**325**	**1 310**	**103**	**2 474**	**109**	**10 285**	**746**	**36 394**	**2 096**	**38 490**

(a) Le recensement ne se fait que tous les 2 ans.

Source : Institut National de Statistique.

Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique

DÉSIGNATION	Constitutions de sociétés						Augmentations de capital	Dissolutions de sociétés par liquidation et fusion	
	Anonymes et en commandite par actions		De personnes à responsabilité limitée		Ensemble		Montant nominal net (en milliers de francs)	Ensemble	
	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)	Nombre	Capital nominal (en milliers de francs)		Nombre	Capital (en milliers de francs)
Commerce de détail :									
1964	39	36 421	292	73 011	331	109 432	260 768	139	48 473
1965	36	31 700	354	85 178	390	116 878	79 620	158	40 154
1966	42	28 010	432	101 075	474	129 085	27 389	140	252 851
1967	28	19 075	372	95 287	400	114 362	33 731	206	39 827
1968	52	35 205	435	159 574	487	194 779	41 094	178	414 024
1969	76	73 845	558	230 904	634	304 749	343 965	199	941 611
1969 - 5 mois	31	41 685	225	92 274	256	133 959	282 698	68	20 126
1970 - 5 mois	44	87 272	275	103 629	319	190 901	33 547	67	34 373
Commerce de gros et commerce extérieur :									
1964	183	281 331	432	168 994	615	450 325	543 946	265	331 835
1965	217	303 153	507	208 408	724	511 561	1 052 255	318	291 216
1966	238	453 615	518	245 761	756	699 376	501 904	293	253 699
1967	223	347 172	477	255 554	700	602 726	579 915	282	722 809
1968	281	669 057	361	261 318	642	930 375	973 709	357	433 641
1969	312	929 895	353	249 678	665	1 179 573	974 488	320	749 699
1969 - 5 mois	97	184 127	150	107 724	247	291 851	186 136	114	122 277
1970 - 5 mois	136	330 511	124	140 306	260	470 817	2 121 880	140	206 684

Source : Institut National de Statistique.

Immatriculations et radiations au Registre du Commerce

DÉSIGNATION	1968	1969			1970		
	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total	Commerçants isolés	Sociétés	Total
Immatriculations principales (a) :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	19 501	16 358	2 540	18 898	16 894	3 104	19 998
Gand	9 482	8 736	1 176	9 912	8 960	1 582	10 542
Liège	8 271	7 407	633	8 040	7 542	935	8 477
Total ...	**37 254**	**32 501**	**4 349**	**36 850**	**33 396**	**5 621**	**39 017**
Radiations par suite de cessation, cession, transfert ou décès :							
Cour d'Appel de :							
Bruxelles	17 206	17 397	965	18 362	18 204	997	19 201
Gand	9 132	9 706	263	9 969	10 961	425	11 386
Liège	6 933	7 557	288	7 845	8 089	299	8 388
Total ...	**33 271**	**34 660**	**1 516**	**36 176**	**37 254**	**1 721**	**38 975**
Différence	**+3 983**	**—2 159**	**+2 833**	**+ 674**	**—3 858**	**+3 900**	**+ 42**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Y compris les immatriculations principales par reprise d'une affaire radiée ou transportée, comme suite à une cession, un transport, un décès, etc.

Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires

DÉSIGNATION	Déclarations de faillite (a)				Demandes de concordats judiciaires (b)			
	1939	1968	1969 (c)	1970 (c)	1939	1968	1969 (c)	1970 (c)
Cour d'Appel de :								
Bruxelles	520	754	642	741	204	73	69	115
Gand	147	249	222	228	72	19	37	46
Liège	78	261	226	303	66	41	49	47
Le Royaume ...	**745**	**1 264**	**1 089**	**1 272**	**342**	**133**	**155**	**208**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Faillites déclarées pendant l'année, y compris les faillites rouvertes.
(b) Avant la guerre, concordats préventifs à la faillite.
(c) Données provisoires.

Ventes à la consommation
(1964 = 100)

ANNÉE	Grands magasins à rayons multiples	Coopératives de consommation	Magasins à succursales (alimentation)	Total des ventes en supermarchés (a)
1962	87	90	77	. .
1963	92	96	88	. .
1964	100	100	100	100
1965	109	108	113	119
1966	115	112	134	143
1967	118	115	156	171
1968	125	118	194	207
1969	136	119	247	262
1970	151	121	308	329

Source : Institut National de Statistique.
Banque Nationale de Belgique.

(a) Indice publié à partir de 1964.

Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale
(1953 = 100)

PÉRIODE	1965 (a)	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (a)	1970 (a)
Janvier	187	196	213	237	262	270
Février	184	194	220	232	244	267
Mars	216	229	246	244	276	290
Avril	208	207	232	252	290	299
Mai	204	208	249	270	280	283
Juin	221	241	299	252	288	312
Juillet	206	204	213	246	273	293
Août	206	233	248	264	272	285
Septembre	231	231	236	258	296	305
Octobre	215	219	246	278	307	307
Novembre	230	226	251	259	279	300
Décembre.....	252	254	272	312	351	398
L'année (b) ...	**213**	**221**	**244**	**259**	**285**	**301**

Sources : Fédération des Distributeurs Grossistes en Alimentation.
Institut National de Statistique.

(a) Nombre de firmes recensées pour l'indice mensuel comme pour l'indice annuel :
en 1965 : 30;
en 1966 : 29;
en 1967 : 26;
en 1968 : 26;
en 1969 : 26,
en 1970 : 24.

(b) Le chiffre d'affaires total des 48 firmes recensées en 1948 s'élève à 1.229 millions de francs. Sur base 1953 = 100, l'indice annuel de 1948 est de 89.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés

ANNÉE	Nombre	En milliers de francs	
		Montant global	Montant moyen par contrat
1961	10 045	2 414 244	240,3
1962	11 218	2 811 220	250,6
1963	12 506	3 391 320	271,2
1964	10 712	2 738 254	255,6
1965	11 260	3 074 842	272,7
1966	11 896	3 546 056	298,0
1967	12 170	4 043 111	329,4
1968	12 834	5 080 953	395,9
1969	12 174	5 592 032	459,3
1970	11 968	4 901 377	409,5

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre

MOIS	1968	1969			1970		
	Données absolues (en millions de francs)	Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1968 = 100		Données absolues (en millions de francs)	Période correspondante de 1969 = 100	
			Indice brut	Indice net (a)		Indice brut	Indice net (a)
Janvier	6 307	6 845	109	106	7 598	111	104
Février	6 360	6 228	98	94	6 935	111	104
Mars	6 697	7 618	114	110	7 449	98	92
Avril	6 828	7 483	110	105	7 660	102	97
Mai	6 752	7 239	107	102	7 308	101	96
Juin	6 298	7 549	120	113	7 832	104	99
Juillet	6 431	7 110	111	105	7 339	103	98
Août	5 983	6 846	114	108	6 785	99	95
Septembre	6 905	7 122	103	98	7 509	105	101
Octobre	7 327	7 824	107	102	8 253	105	101
Novembre	6 663	7 348	110	105	8 095	110	107
Décembre	7 111	8 251	116	109	9 826	119	117
L'année...	**79 662**	**87 463**	**110**	**105**	**92 589**	**106**	**101**
Indice des prix de gros (1953 = 100).....	**113,5**	**119,1**			**124,8**		

Sources : Ministère des Finances.
Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Obtenu en divisant l'indice brut par l'évolution comparable de l'indice des prix de gros.

CHAPITRE V

TOURISME

L'importance du tourisme augmente d'année en année. La motorisation toujours croissante, l'extension du réseau routier, l'élévation du niveau de vie, la démocratisation des transports aérien et maritime, ont notamment contribué à ce développement. Au cours de la période 1960-1970, le trafic touristique international a plus que doublé et les recettes se sont accrues de 250 % ; le développement a été parallèle en Belgique.

En 1970, les recettes en devises étrangères résultant du tourisme se sont élevées à 17,4 milliards de francs contre 15,8 milliards en 1969 et 13,7 milliards en 1968. Les dépenses des Belges à l'étranger ont augmenté de 19,9 milliards en 1968, 22,7 milliards en 1969 à 24,6 milliards en 1970. Dans la balance des paiements, le trafic touristique connaît un déficit annuel qui, en 1968, 1969 et 1970, s'élève à, respectivement, 6,2 milliards, 6,9 milliards et 7,9 milliards de francs.

Le nombre de nuitées dans les hôtels belges a progressé de 1,5 % contre 1,6 % en 1969. Dans le total des nuitées (21 398 000), la hausse de celles des étrangers a été plus grande que celles des compatriotes. Les Anglais et les Français y ont encore toujours occupé la plus grande part ; mais, par rapport à l'année précédente, les Allemands ont réalisé le pourcentage d'augmentation le plus élevé (+ 13,5 %).

La répartition des nuitées par région touristique s'est peu ou pas du tout modifiée. Les préférences des Belges et des étrangers sont restées stables ; parmi nos compatriotes, 80,3 % ont été à la côte, 2,7 % vers des villes d'art, 11,3 % en Ardennes et 5,7 % vers d'autres régions du pays. Les touristes étrangers ont marqué leur préférence à nos villes d'art d'abord (44,3 %) puis à la côte (41,4 %). Les Ardennes ont été visitées par 6 % et les autres régions par 8,3 % des étrangers. Du nombre total des nuitées qui ont été enregistrées dans les hôtels, environ 71,2 % se sont situées dans la période des vacances, du 1er juin au 30 septembre tandis que 28,8 % de nuitées se sont étalées sur les huit autres mois de l'année.

Dans les établissements de vacances populaires, subsidiés par le Ministère des Communications, le nombre de nuitées a augmenté de 2,1 % contre une hausse de 3,2 % en 1969 et 2,2 % en 1968. Le nombre des maisons de vacances a

augmenté, en 1970, de 2 unités, le nombre des lits, par contre, a diminué de 595 unités. Le nombre de lits pour l'ensemble des établissements a baissé de 442 unités, cependant, il y a eu une légère augmentation dans le nombre des nuitées.

Les terrains de camping sont devenus de plus en plus importants pour le développement du tourisme populaire. En 5 ans, les nuitées se sont accrues dans les campings de près de 59 %. D'approximativement 5 millions de nuitées, les trois quarts ont été aux Belges, le quart restant, pour 72,5 % aux Hollandais, pour 8,7 % aux Anglais, pour 6,9 % aux Français et pour 5,7 % aux Allemands. L'usage des terrains de camping et parcs de séjours destinés au camping a été réglementé par la loi du 30 avril 1970 (*Moniteur belge* du 6 juin 1970). Cette loi détermine également la répartition des terrains de camping en catégories ; cela se fait par arrêté royal, selon le degré de confort qu'ils peuvent offrir aux campeurs.

★
★ ★

Répartition des nuitées par pays de provenance (a)

PAYS DE PROVENANCE	1953		1964		1965		1966		1967		1968		1969		1970 (c)	
	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)	En milliers d'unités	Indice (b)
Etranger :																
Grande-Bretagne	535	100	1 330	249	1 380	258	1 345	251	1 293	242	1 098	205	1 085	203	1 198	224
France	497	100	1 223	246	1 272	256	1 212	244	1 234	248	1 150	231	1 000	201	1 010	203
Pays-Bas	336	100	500	149	543	162	573	171	611	182	629	187	690	205	673	200
Allemagne (Occidentale)	168	100	637	379	729	434	810	482	818	487	801	477	860	512	976	581
Italie	74	100	156	211	161	218	167	226	194	262	179	242	173	234	179	242
Grand-Duché de Luxembourg	48	100	141	294	152	317	162	338	162	338	164	342	173	360	179	373
Suisse	55	100	63	115	72	131	71	129	67	122	70	127	73	133	76	138
U. S. A.	189	100	352	186	371	196	400	212	470	249	418	221	457	242	502	266
Autres pays	306	100	717	234	736	241	787	257	779	255	760	248	827	270	833	272
Total ...	**2 208**	**100**	**5 119**	**232**	**5 416**	**245**	**5 527**	**250**	**5 628**	**255**	**5 269**	**239**	**5 338**	**242**	**5 625**	**255**
Belgique	**6 926**	**100**	**13 809**	**199**	**14 522**	**210**	**14 710**	**212**	**15 329**	**221**	**15 275**	**221**	**15 538**	**224**	**15 773**	**228**
Total général ...	**9 134**	**100**	**18 928**	**207**	**19 938**	**218**	**20 237**	**222**	**20 957**	**229**	**20 544**	**225**	**20 876**	**229**	**21 398**	**234**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Sont seulement reprises dans la statistique, les personnes ayant logé en Belgique moyennant paiement, ailleurs qu'en maisons de cure et à l'exclusion du camping.
(b) Sur base 1953 = 100
(c) Estimations.

Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1970 (a)

RÉGION TOURISTIQUE	Selon le pays de résidence		En fonction du total des nuitées		
	Belges	Etrangers	Belges	Etrangers	Total
Littoral	80,3	41,4	59,2	10,9	70,1
Villes d'art	2,7	44,3	2,0	11,6	13,6
Ardennes-Meuse	11,3	6,0	8,3	1,6	9,9
Autres régions	5,7	8,3	4,2	2,2	6,4
Le Royaume ...	**100,0**	**100,0**	**73,7**	**26,3**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Estimations.

Répartition des nuitées par saison (en pour-cent)

PÉRIODE	Belges		Etrangers		Total	
	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)	Hors saison (a)	Saison (b)
1960	19,5	80,5	32,0	68,0	22,7	77,3
1961	19,5	80,5	34,5	65,5	23,1	76,9
1962	19,0	81,0	34,4	65,6	22,8	77,2
1963	19,3	80,7	35,5	64,5	23,6	76,4
1964	21,1	78,9	35,7	64,3	25,0	75,0
1965	21,4	78,6	34,2	65,8	24,9	75,1
1966	22,3	77,7	36,7	63,3	26,2	73,8
1967	22,4	77,6	38,3	61,7	26,7	73,3
1968	22,0	78,0	38,2	61,8	26,1	73,9
1969	23,9	76,1	40,1	59,9	28,0	72,0
1970 (c)	24,6	75,4	40,4	59,6	28,8	71,2

Source : Institut National de Statistique.

(a) Il s'agit principalement de « week-ends » et d'événements touristiques situés en dehors de la saison proprement dite.
(b) Du 1er juin au 30 septembre.
(c) Estimations.

Nombre des nuitées de camping par pays de provenance

PAYS	Saison 1966	Saison 1967	Saison 1968	Saison 1969	Saison 1970	Ecart en pour-cent de 1970 par rapport à 1968	Ecart en pour-cent de 1970 par rapport à 1969
Pays étrangers :							
Grande-Bretagne	61 651	72 379	76 820	99 207	102 016	+ 33	+ 3
France	62 448	75 559	62 258	64 660	82 008	+ 32	+ 27
Pays-Bas	480 271	613 795	727 157	862 981	854 221	+ 17	— 1
Allemagne (occidentale)	39 528	47 444	55 957	51 343	67 429	+ 21	+ 31
Italie	6 872	9 141	8 065	10 177	13 456	+ 67	+ 32
Grand-Duché de Luxembourg	6 868	9 717	12 644	9 680	10 388	— 18	+ 7
Etats-Unis d'Amérique	4 295	5 854	4 671	5 759	8 033	+ 72	+ 39
Autres pays	22 672	19 404	20 575	26 960	29 719	+ 44	+ 10
Total ...	**696 796**	**866 561**	**979 965**	**1 145 957**	**1 178 550**	**+ 20**	**+ 3**
Belgique	2 434 298	3 068 057	3 275 178	3 566 778	3 786 546	+ 16	+ 6
Total général ...	**3 131 094**	**3 934 618**	**4 255 143**	**4 712 735**	**4 965 096**	**+ 17**	**+ 5**

Source : Institut National de Statistique.

Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs

(en milliards de francs)

ANNÉE	Tourisme et voyageurs			Total des transactions sur services		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1963	7,9	11,1	— 3,2	53,9	54,5	— 0,6
1964	8,7	12,1	— 3,4	61,4	63,2	— 1,8
1965	10,6	14,4	— 3,8	70,7	70,1	+ 0,6
1966 (a)	11,5	16,0	— 4,5	77,8	77,0	+ 0,8
1967 (a)	12,1	18,5	— 6,4	89,2	83,5	+ 5,7
1968 (a)	13,7	19,9	— 6,2	101,7	97,5	+ 4,2
1969 (a)	15,8	22,7	— 6,9	117,1	116,7	+ 0,4
1970 (a) (b).....	17,4	24,6	— 4,9	151,4	147,5	+ 3,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.
(b) Données provisoires

Mouvement et recettes du trafic voyageurs (a)

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

(moyenne mensuelle)

ANNÉE	Voyageurs			Voyageurs/km			Recettes		
	Période non touristique (b) (en milliers d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique (b) (en millions d'unités)	Période touristique (c)		Période non touristique(b) (en milliers de francs)	Période touristique (c)	
		En milliers d'unités	En % de la période non touristique		En millions d'unités	En % de la période non touristique		En milliers de francs	En % de la période non touristique
1962.....	5 937	6 696	113	205	285	139	152 194	217 154	143
1963.....	6 483	7 048	109	217	299	138	162 088	227 192	140
1964.....	6 537	7 026	107	223	285	128	178 562	238 945	134
1965.....	6 604	7 005	106	219	287	131	182 705	243 919	134
1966.....	6 633	7 112	107	215	276	128	204 711	268 299	131
1967.....	6 581	6 986	106	210	279	133	210 258	275 545	131
1968.....	6 451	6 859	106	205	271	132	205 883	271 446	132
1969.....	5 771	6 296	109	207	277	134	213 810	280 438	131
1970.....	5 752	6 350	110	213	280	131	228 654	294 643	129

Source : Société Nationale des Chemins de Fer Belges.

(a) A l'exclusion des voyageurs avec abonnement.
(b) L'année, période juin-septembre exclue.
(c) Période juin-septembre.

Etablissements de vacances populaires

DÉSIGNATION	Nombre d'installations				Nombre de lits			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Maisons et centres de vacances	31	31	30	32	14 670	14 832	14 320	13 725
Auberges de jeunesse	35	34	33	32	3 465	3 701	3 567	3 678
Établissements des Amis de la Nature	17	15	15	15	1 345	1 214	966	1 034
Gîtes d'étapes	34	37	41	41	2 514	2 613	3 145	3 125
Relais Patros (a).....	1	1	1	1	406	406	406	406
Total...	**118**	**118**	**120**	**121**	**22 400**	**22 766**	**22 404**	**21 968**

	Nombre de nuitées			
	1967	1968	1969	1970
Maisons et centres de vacances	1 105 960	1 106 792	1 122 752	1 116 125
Auberges de jeunesse	183 406	187 838	188 110	202 860
Établissements des Amis de la Nature	63 703	64 380	45 288	49 181
Gîtes d'étapes	114 289	126 506	179 541	201 869
Relais Patros (a).....	7 815	21 172	20 050	19 832
Total...	**1 475 173**	**1 506 688**	**1 555 741**	**1 589 867**

	Nombre de nuitées (en pour-cent)			
	1967	1968	1969	1970
Maisons et centres de vacances	75,0	73,4	72,2	70,2
Auberges de jeunesse	12,4	12,5	12,1	12,8
Établissements des Amis de la Nature	4,3	4,3	2,9	3,1
Gîtes d'étapes	7,7	8,4	11,5	12,7
Relais Patros (a).....	0,6	1,4	1,3	1,2
Total...	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Commissariat général au Tourisme.

(a) Nouvel établissement de vacances populaires ouvert depuis 1967.

TROISIÈME PARTIE

FINANCES, MONNAIE ET CRÉDIT

CHAPITRE PREMIER

APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

Au cours des dernières années, les marchés internationaux des changes ont été perturbés par des mouvements spéculatifs de capitaux. En 1969 notamment, deux changements de parité sont intervenus : une dévaluation en France et une réévaluation en République Fédérale d'Allemagne. Au mois d'août 1969, immédiatement après la dévaluation du franc français, le franc belge a été soumis à de fortes pressions externes mais la situation s'est rapidement rétablie sous l'effet, principalement, des reflux de capitaux consécutifs à la réévaluation allemande.

La politique monétaire et financière de 1970 a été dominée par une intensification de l'inflation par les coûts. En outre sont apparus des déséquilibres de balances de paiements entre les principaux pays et notamment entre les Etats-Unis et le reste du monde.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays occidentaux ont connu une période de croissance ininterrompue. Lorsqu'une baisse du revenu national se produisait dans un pays quelconque, elle était limitée et, de surcroît, rapidement surmontée. Actuellement, un ralentissement temporaire de la croissance économique est parfois erronément assimilé à une récession. Alors que depuis plus d'un siècle, le monde était soumis à un régime de réactions périodiques brutales succédant à des périodes de prospérité, la croissance continue de l'économie a constitué un phénomène nouveau.

Durant la même période la baisse graduelle, mais elle aussi continue, du pouvoir d'achat de la monnaie, s'est accélérée. Si, avant 1940, il était déjà question d'érosion monétaire, celle-ci ne se faisait sentir qu'à long terme et était périodiquement interrompue par des années de baisse des prix. Au cours des dernières années, le coût de la vie n'a cessé d'augmenter et s'est trouvé animé d'une tendance de plus en plus marquée à l'accélération.

La conjonction de la croissance continue de l'économie et de la hausse ininterrompue des prix s'est traduite par de très sérieuses tensions. Deux conceptions se dégagent en ce qui concerne le rôle joué par l'inflation, en tant que hausse des prix :

— d'aucuns considèrent cette croissance et le plein emploi qui en résulte comme un acquis positif de la politique conjoncturelle moderne ; l'inflation apparaît alors comme un épiphénomène de cette croissance ;
— d'autres sont persuadés que l'inflation a précisément stimulé les processus de croissance économique ; de ce fait, elle constitue l'origine d'une conjoncture sans dépression.

Les enseignements tirés des dépressions antérieures et, en particulier, de celle des années trente, ont amené les dirigeants actuels à préférer le plein emploi, quitte à tolérer un certain taux d'érosion monétaire.

L'ancienne conception de l'inflation était un gonflement de la quantité de monnaie et l'accélération de la circulation monétaire auxquels ne correspondait pas une augmentation proportionnelle du volume de l'offre de biens et de services. Cette situation se traduisait par une hausse des prix. La lutte contre ce type d'inflation se faisait par des moyens monétaires capables de réduire la détérioration de la monnaie due à la création excessive de moyens de paiement. Un autre moyen consistait en une hausse des taux d'intérêt.

Actuellement, il est considéré que ce n'est plus seulement l'augmentation de la masse monétaire qui provoque les hausses des prix, mais bien aussi celles des coûts de production (salaires et prestations sociales, notamment). L'inflation par les coûts apparaît ainsi comme un ajustement anticipé des rémunérations à la psychose inflationniste.

A ces soucis sont venues s'ajouter les perspectives, peu encourageantes, d'une stagnation économique. Elle s'est surtout manifestée au Royaume-Uni et aux Etats-Unis. Pour décrire cette situation, le mot « stagflation » a été utilisé.

Confrontées à ces problèmes, les autorités manifestent le vif désir de ramener la hausse des prix à un niveau acceptable. Les remèdes monétaires et fiscaux classiques se révèlent insuffisants, du fait que les tensions inflationnistes ne sont pas alimentées par la demande des consommateurs, mais par une hausse des rémunérations supérieure aux progrès de la productivité.

Il apparaît dès lors que le seul moyen de remédier à l'inflation par les coûts réside dans la modération des exigences émises par tous les partenaires et dans une discipline sociale librement acceptée, sans exclure cependant le recours aux moyens classiques.

Au cours de ces dernières années, l'évolution économique des Etats-Unis a débouché sur une « stagflation » résultant d'un dosage défectueux entre des mesures de politique budgétaire, monétaire et fiscale. Les conséquences en ont été graves et se répercutent dans le reste du monde par l'intermédiaire de la balance des paiements. Celle-ci retient l'attention parce qu'elle permet de mesurer l'abondance ou la rareté relative du dollar, en tant que moyen de paiement international. Il faut ajouter qu'à l'heure actuelle, le dollar constitue, en outre, la source principale d'alimentation des réserves des banques centrales.

Des déplacements massifs de capitaux à court terme, d'abord à destination des Etats-Unis (1969) et ensuite en provenance des Etats-Unis (et en particulier

vers l'Allemagne en 1970) ont marqué, au cours des deux dernières années, l'évolution de la balance américaine des paiements.

En 1968, les Autorités américaines ont été confrontées avec des tensions sur le marché du travail et une hausse des prix résultant de l'intensité de la demande intérieure. Alors que l'Administration imposait une surtaxe sur les revenus, les Autorités monétaires ont assoupli leur politique. Anticipant sur les nouvelles hausses de prix, les particuliers ont accéléré leur consommation. Pour mettre un frein au développement de la psychose d'anticipation des hausses de prix et à la chute du taux d'épargne, les Autorités monétaires ont imposé un resserrement de leur politique, qui est devenue particulièrement restrictive en 1969. C'est la raison pour laquelle les banques américaines ont, au cours de cette année, fait largement appel au marché des Eurodevises. L'effet des mesures restrictives s'est toutefois manifesté en même temps que l'action retardée des mesures budgétaires, ce qui a conduit à un ralentissement de l'activité économique surtout perceptible en 1970.

Le reflux des capitaux à court terme hors des Etats-Unis, opéré en 1970, s'explique par une double cause : l'évolution conjoncturelle des Etats-Unis et la disparité des taux d'intérêt.

L'évolution conjoncturelle des Etats-Unis a amené les Autorités monétaires à passer d'une politique fortement restrictive à une politique de relative aisance. Depuis février 1970, la masse monétaire a augmenté à un rythme annuel proche de 5 %. Les taux d'intérêt à court terme ont alors accusé une chute brutale.

En vue d'éviter une crise intérieure de liquidités, les Autorités monétaires ont utilisé le Règlement « Q » relatif au plafonnement des taux créditeurs des banques commerciales. En conséquence, celles-ci ont pu offrir des taux de rémunération concurrentiels et attirer des capitaux qui s'étaient réfugiés notamment dans les diverses institutions d'épargne. Elles sont ainsi devenues moins tributaires d'emprunts onéreux sur le marché des Euro-dollars. A la suite d'une forte demande européenne, les taux de l'Euro-dollar sont restés supérieurs à ceux pratiqués sur le marché intérieur des Etats-Unis. De ce fait, les banques ont réduit leurs emprunts auprès de leurs filiales étrangères.

Une grande partie des dollars quittant les Etats-Unis s'est portée vers l'Allemagne. Tout au long de l'année 1970, une tension a persisté sur le marché monétaire allemand et a contribué à maintenir les taux d'intérêt à un niveau haut. Par contre, les taux de l'Euro-marché ont fléchi. Les différences entre taux d'intérêt ont ainsi été modifiées dans un sens favorable à l'Allemagne. Les entrées de capitaux ont porté essentiellement sur des fonds à court terme et sont intervenus en dehors du système bancaire, reflétant ainsi les emprunts considérables effectués à l'étranger par les entreprises. Diverses mesures ont été prises par les Autorités allemandes pour endiguer les entrées de capitaux étrangers, mais elles ont abouti à une situation paradoxale. Le taux des réserves obligatoires des banques a été relevé pour compenser l'effet inflationniste de l'excédent extérieur. Dans la mesure où l'excès de liquidités était effectivement épongé, les entreprises allemandes ont été obligées de continuer à emprunter à court terme à l'étranger.

L'expansion du marché des Euro-devises s'est fortement ralentie en 1970. Si la demande émanant de pays européens (Allemagne et Italie) s'est considérablement accrue en raison du resserrement du crédit intérieur, le marché a enregistré des remboursements effectués par les banques américaines. Les taux de l'Euro-dollar ont fléchi assez lentement jusqu'en octobre, moment où la tendance à la baisse des taux américains à court terme s'est étendue à ce marché. En outre, la baisse des taux de rendement a incité certains investisseurs à retirer leurs fonds du marché.

Décidée en octobre 1969, la mise en œuvre des « Droits de Tirage Spéciaux » (D.T.S.) s'est matérialisée en janvier 1970 par une première attribution de 3,414 milliards de dollars. D'autres attributions de 2,949 milliards de dollars chacune sont prévues au début de 1971 et de 1972.

Suivant les statistiques du Fonds Monétaire international, les avoirs mondiaux en or, y compris ceux des organismes internationaux sont passés de 40,9 milliards de dollars à fin septembre 1969 à 41,2 milliards de dollars à fin septembre 1970. Pendant la même période, les liquidités internationales sont passées de 77,7 à 92 milliards de dollars. L'une des causes de l'accroissement des liquidités internationales réside dans l'allocation des « Droits de tirage Spéciaux ». Ils avaient été conçus pour pallier une pénurie de moyens de réserve. En principe, ils ne devaient entrer en vigueur qu'après un meilleur équilibre de la balance américaine des paiements et la probabilité d'un fonctionnement plus efficace des mécanismes d'ajustement dans l'avenir. Tout au contraire, le déficit de la balance américaine des paiements n'a pas cessé d'augmenter les liquidités internationales dans des proportions considérables, posant ainsi sous un angle nouveau, le problème de l'allocation de tranches additionnelles de « Droits de Tirages Spéciaux ». En effet, le rythme d'augmentation des balances dollars détenues par les autorités monétaires étrangères s'est considérablement accéléré.

En Belgique, les mesures restrictives qui avaient été prises en 1969 ont eu pour conséquence d'affaiblir quelque peu le taux d'expansion et de rendre moins pressante la demande de crédit. La réévaluation du Deutsche Mark, intervenue après une période où cette monnaie avait été rendue flottante, a permis à la Banque Nationale de Belgique de reconstituer ses réserves de change, à la suite du dénouement des positions spéculatives.

Dans ces conditions, les Autorités monétaires ont été amenées à assouplir leur politique avec beaucoup de prudence en essayant notamment de ne pas compromettre les résultats acquis et de prévenir les pressions inflationnistes toujours latentes.

Le régime d'encadrement du crédit aux entreprises et aux particuliers a été allégé. En effet, l'encours utilisé des crédits accordés à l'intervention de Crédit-export a été excepté de l'encadrement, de même d'ailleurs que les utilisations de crédits d'investissement précédemment ouverts à des résidents et recensés le 15 décembre au plus tard. Toutefois, les facultés de crédit rendues disponibles ont dû être affectées, par priorité, à la stimulation des activités productrices.

Les plafonds de réescompte et de visa, instaurés le 1er mai 1969, se sont révélés un instrument efficace de politique monétaire, en agissant sur la liquidité bancaire. En baissant graduellement les plafonds de réescompte et de visa des banques et en invitant celles-ci à limiter leurs recours à l'étranger, les autorités monétaires ont rendu moins aisé le financement des crédits à court terme aux entreprises et aux particuliers.

Un double assouplissement a cependant été apporté au régime. A partir du 31 mars 1970, les effets visés ressortissant à Créditexport, ayant plus d'un an et au maximum deux ans à courir, ont cessé d'être imputés sur les plafonds. En outre, à dater du 1er juin 1970, la technique du « visa » a été remplacée par celle de la « certification » pour les exportations payables dans les 120 jours vers les pays partenaires de la Communauté économique européenne, pour autant que les effets répondent aux conditions prévues antérieurement pour le visa. Contrairement au visa, la certification ne comporte pas d'engagement formel de réescompte de la part de la Banque Nationale de Belgique : sa seule portée est de reconnaître que les effets qui en font l'objet remplissent les conditions de réescompte appliquées par la Banque Nationale de Belgique. Alors que les effets visés sont imputés automatiquement, dès l'apposition du visa, sur le plafond de la banque qui l'obtient, les effets certifiés ne le sont qu'au moment de leur cession à la Banque Nationale où à l'Institut de Réescompte et de Garantie ; dans ce dernier cas, cette imputation implique, pour la Banque Nationale de Belgique, un engagement de réescompte identique à celui du visa. Depuis le 10 juin 1970, la procédure de certification a été étendue, comme option alternative au visa, aux exportations payables à 120 jours au plus vers des pays non-membres de la Communauté économique européenne. Le 17 août 1970, la limite de 120 jours a été supprimée pour toutes les opérations qui doivent ou peuvent faire l'objet d'une certification en remplacement de l'octroi du visa. La formalité de la certification a mis la Banque Nationale de Belgique en mesure d'éviter des relèvements progressifs des plafonds de réescompte et de visa. Par suite du développement du commerce extérieur, l'acceptation de toutes les demandes de visa aurait constitué, à la longue, une masse énorme d'actifs que les banques auraient pu inconditionnellement faire refluer à tout moment vers la Banque Nationale de Belgique.

En fin d'année, l'ensemble des plafonds de réescompte et de visa s'élevait à 38 milliards de francs contre 44 milliards de francs un an plus tôt ; cependant, les marges disponibles, après s'être réduites durant les premiers mois de 1970, se sont ensuite élargies.

La Commission bancaire n'a pas maintenu au-delà du terme initialement prévu (un an) le coefficient de réemploi qu'elle avait instauré jusqu'au 1er juin 1970.

En raison de l'évolution monétaire et financière qui se manifestait, tant en Belgique qu'à l'étranger, la Banque Nationale de Belgique avait porté, à partir du 18 septembre 1969, son taux d'escompte à 7,50 %, à la suite de six relèvements successifs. Dès que l'évolution de la situation économique et monétaire interne vers un meilleur équilibre s'est confirmée, elle l'a réduit de 0,50 % (22 octobre). Cette diminution s'est inscrite dans la ligne du fléchissement géné-

ralisé des taux d'intérêt à court terme intervenu sur les marchés tant belges qu'étrangers. Une nouvelle réduction de 0,50 % est intervenue le 10 décembre 1970. De ce fait, le taux d'escompte s'est fixé à 6,50 %.

En fin d'année, le risque d'inflation par les coûts s'est précisé en Belgique. Etant donné que ses effets sur les prix pouvaient se conjuguer à ceux qui étaient attendus de l'introduction, au 1er janvier 1971, de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) et ainsi mener à une accélération de la hausse des prix, la Banque Nationale de Belgique a prorogé, jusqu'au 31 mars 1971, l'encadrement des crédits à court terme des banques, de façon à éviter une expansion exagérée des crédits de stockage et de consommation.

Suivant la nouvelle définition élargie de la couverture des engagements à vue de la Banque Nationale de Belgique, la proportion ressort à 53,36 % au 31 décembre 1970 contre 44,44 % au 31 décembre 1969, alors que la couverture légale minimum est de 33 1/3 %.

★
★ ★

CHAPITRE II

FINANCES PUBLIQUES

SECTION I. – FINANCES DE L'ÉTAT

Un mouvement fondamental ascendant a caractérisé la conjoncture économique de 1970, quoique le rythme d'expansion ait connu une certaine décélération. Sur le plan financier en général, l'aisance a prévalu grâce à la normalisation intervenue après les perturbations monétaires qui avaient affecté certains pays de la Communauté économique européenne en 1969.

Dans ce contexte, l'exécution du budget de l'Etat a posé moins de problèmes d'autant plus que le déficit global de trésorerie s'est nettement contracté et que les sources de financement sous forme d'épargne intérieure se sont avérées plus abondantes.

Les recettes ordinaires de l'année budgétaire 1970 avaient été estimées à 295,2 milliards de francs. Toutefois, en vue de promouvoir les investissements privés, une somme de 4,7 milliards de francs a été déduite de ce montant pour être affectée au Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale. Les voies et moyens de 1970 ont donc ainsi été ramenés à 290,5 milliards de francs. Il y a lieu de noter qu'un montant de 1,3 milliard de francs avait déjà été prélevé sur les recettes fiscales en vertu de décisions antérieures et affecté au dit Fonds.

Les allocations initiales de dépenses ont été arrêtées à 290,5 milliards de francs. Par rapport aux prévisions initiales de 1969, celles de 1970 ont accusé un accroissement de 9,7 %.

Le programme des engagements des investissements publics a été conçu de telle manière qu'il permette un volume de réalisations aussi élevé que possible, tout en restant compatible avec les exigences de l'évolution économique et financière. Pour le budget extraordinaire et le Fonds des Routes, il a été prévu un programme de base et un programme conditionnel correspondant respectivement à 72,5 % et 27,5 % du programme global. Pour des motifs structurels, certains objectifs prioritaires ont cependant pu être engagés à 100 %.

Lors de l'élaboration du budget, la croissance du produit national brut a été estimée à 4,75 % en volume, auquel s'est ajoutée une estimation de hausse

de prix implicite de 4 %. En fait, les données actuellement disponibles montrent que l'évolution, tant au point de vue quantitatif qu'au niveau des prix, s'est avérée plus vive que les prévisions initiales.

Le dispositif anti-surchauffe, mis en place en 1969, a été complété en tenant compte du contexte conjoncturel. C'est ainsi que le Gouvernement a renoncé à utiliser la majeure partie de la tranche conditionnelle. En outre, en vue de stimuler l'épargne, la tranche immunisée d'impôt des dépôts d'épargne a été portée de 5 000 à 7 500 F. Enfin, dans la perspective de l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 1971, une nouvelle répartition de certains biens et services parmi les différents taux de la T.V.A. a été décidée en juin 1970. Cette mesure visait à réduire, dans toute la mesure du possible, l'incidence que l'introduction de ce nouvel impôt exercerait inévitablement sur les prix à la consommation. Elle devait simultanément prévenir ou atténuer certaines perturbations dans la demande que l'instauration de la T.V.A. aurait pu provoquer dans les derniers mois de l'année 1970.

En cours d'année, des crédits supplémentaires s'élevant à 7,4 milliards de francs dont 5,0 milliards pour 1970 et 2,4 milliards pour les années antérieures ont été sollicités pour des dépenses inéluctables : charges de la dette publique, rémunérations, subventions en faveur des hôpitaux, réfection des routes, communications. Compte tenu des annulations et reports de crédit, les dépenses ordinaires, dans l'optique des importations budgétaires, peuvent être estimées à environ 296 milliards.

Globalement, les recettes ordinaires de l'année budgétaire 1970 se sont élevées à 300,3 milliards de francs dégageant une plus-value de 9,8 milliards de francs par rapport aux prévisions.

Les recettes fiscales ont atteint 283,5 milliards de francs et ont été en augmentation de 30,0 milliards de francs ou 11,8 % sur les recettes perçues en 1969. Elles dépassent l'estimation initiale de 8,3 milliards, évolution due en partie à des facteurs accidentels.

Les recettes provenant des contributions directes ont dégagé un excédent de 21,8 milliards de francs soit 19,9 % par rapport aux réalisations de l'année précédente. Dans ce montant est comprise la récupération, au cours des trois premiers mois de 1970, du retard enregistré dans l'acquitement de la taxe de circulation due pour l'exercice d'imposition 1970 (2,8 milliards de francs). Cette récupération a cependant été compensée, à concurrence de 1,5 milliard de francs, en raison des paiements effectués fin 1970, mais comptabilisés en 1971. Compte tenu de ces éléments, l'année 1970 a bénéficié d'un supplément de recettes nettes avoisinant 1,3 milliard de francs. Si l'on fait abstraction de ce montant, les recettes auraient dégagé, pour l'année budgétaire 1970, un excédent de 20,5 milliards de francs contre 13,9 milliards en 1969, imputable au précompte professionnel (+ 9,1 milliards de francs), aux perceptions par rôles à charge des personnes physiques (+ 4,0 milliards de francs) et des sociétés (+ 1,0 milliard de francs), aux versements anticipés (+ 2,2 milliards de francs) et au précompte mobilier (+ 1,9 milliard de francs). La nette amélioration des

impôts sur le revenu reflète la haute conjoncture et plus spécialement l'expansion de la masse salariale et de l'emploi et le développement des marges bénéficiaires des entreprises.

Compte tenu de la réduction d'un cinquième des droits d'entrée dans le cadre des négociations du « General Agreement on Tariffs and Trade » (G.A.T.T.), mieux connues sous le nom de « Kennedy-Round », qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 1970, les recettes au titre des droits de douane ont enregistré un excédent de 1,5 milliard de francs ou 18,8 % sur celles perçues au cours de 1969. Cet accroissement résulte de la progression des importations, tant en prix qu'en volume et d'une accélération technique des rentrées en décembre 1970.

Le rendement des droits d'accise, du timbre et des taxes y assimilées a été favorablement influencé par l'accroissement de la demande intérieure. Le produit du timbre et des taxes y assimilées s'est cependant ressenti du montant élevé des ristournes versées aux exportateurs, bien que des réductions de taux aient été décidées à la fin de 1969. Pour l'année entière, un prélèvement de 4,7 milliards de francs a été opéré sur ces recettes au profit du Fonds d'Expansion économique et de reconversion régionale. Abstraction faite de ce facteur, la progression des recettes s'élève à 11,2 %, dépassant l'expansion de valeur du P.N.B. et ce en raison des transactions anticipatives à la T.V.A. qui ont favorisé les recettes de décembre 1970.

La moins-value des « autres droits perçus par l'Enregistrement » doit être imputée, en ordre principal, au fléchissement des droits d'enregistrement en raison de la faiblesse persistante du marché immobilier, de même qu'à la prorogation de la réduction ou de l'exemption de certains droits.

Par rapport aux rentrées de 1969, les recettes non fiscales ont enregistré une augmentation de 2,8 milliards de francs ou 19,8 % imputables entre autres à l'adaptation des tarifs postaux et à la participation de l'Etat dans les bénéfices de la Banque Nationale dont les modalités de versement ont été modifiées.

En imputations budgétaires, les dépenses ordinaires ont progressé, en 1970, de 10,3 % contre 8,3 % en 1969 par rapport à 1968. Les décaissements effectifs au budget ordinaire ont cependant connu une évolution différente, les taux d'accroissement respectifs s'élevant à 8,3 % et 11,3 %. Cette divergence s'explique surtout par l'accroissement de la dette publique, dont les dépenses effectives se sont largement écartées des imputations en 1969. Celles-ci ont atteint, en 1970, au titre des charges de la dette publique 53,6 milliards de francs, dénotant un accroissement de 13 % par rapport à 1969. Le niveau élevé des taux d'intérêt explique en partie cette évolution.

Les dépenses en salaires et charges sociales ont accusé une augmentation de 9,3 % imputable à l'élargissement des effectifs des ministères, aux mesures prises dans le cadre de la programmation sociale et à l'évolution des prix à la consommation qui a déclenché, à deux reprises, l'échelle en faveur du secteur public.

Le poste « transferts de revenus » est la traduction chiffrée des impulsions données par l'Etat-redistributeur aux différents secteurs de l'économie et d'un effort accru dans les transferts à caractère social. Ce poste a représenté, en 1970, 48,1 % de l'ensemble des dépenses ordinaires. Plus d'un tiers du total des transferts passe à l'enseignement et couvre les subventions-traitements, les subventions de fonctionnement, de l'enseignement officiel et libre subventionné. Parmi les autres transferts, il faut noter des augmentations notamment en faveur de la prévoyance sociale (I.N.A.M.I., soins de santé, estropiés, mutilés, allocations familiales, maladies professionnelles), du Fonds des Communes et du Fonds des Provinces, de la santé publique, de l'agriculture (Fonds agricole et Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles), des charbonnages, de la recherche scientifique, etc. Grâce à l'amélioration de l'emploi et à la contraction consécutive du chômage, les subventions à l'Office National de l'Emploi ont à nouveau fléchi.

En ce qui concerne le budget extraordinaire et le Fonds des Routes, les engagements effectués à la fin de 1970 se sont élevés à 51,2 milliards de francs, dont 42,5 milliards de francs pour les investissements proprement dits. Pour avoir une idée d'ensemble des investissements publics, il faut y ajouter ceux effectués par le secteur débudgétisé, dont les engagements se sont élevés à 14,7 milliards de francs ; ces engagements concernent les intercommunales routières, le canal Albert, le canal Bruxelles-Rupel et le financement de certains travaux par le Crédit communal. Au total, les investissements publics ont donc atteint 57,2 milliards de francs. Les dépenses effectives au titre du budget extraordinaire et du Fonds des Routes se situent à 49,4 milliards de francs contre 44,2 milliards en 1969.

Le déficit budgétaire global qui, en situation de trésorerie, avait atteint 37,8 milliards de francs en 1969, a diminué en 1970. Il a, en effet, été ramené à 31,5 milliards de francs. Alors qu'en 1969, les opérations sur le budget ordinaire avaient été déficitaires à concurrence de 5,1 milliards de francs, elles ont laissé, en 1970, un boni de 5,6 milliards de francs. Pour apprécier cette évolution, il y a lieu de tenir compte de deux éléments : d'une part, l'année 1970 a bénéficié par solde d'un supplément de recette de 1,3 milliard au titre de la taxe de circulation pour des motifs techniques d'encaissement et d'autre part, l'année 1969 a vu se résorber un arriéré d'environ 2,3 milliards de francs d'amortissements qui n'avaient pu être effectués en 1968 en raison du niveau élevé des cours des fonds d'Etat. Le déficit des opérations sur le budget extraordinaire s'est amplifié en passant de 32,7 milliards de francs en 1969 à 37,1 milliards de francs en 1970.

Finalement le solde des opérations budgétaires a été ramené de 37,8 milliards en 1969 à 31,5 milliards en 1970. Compte tenu des autres facteurs qui influencent la situation de trésorerie, notamment des avances à des collectivités et le mouvement des fonds de tiers, l'Etat a dû faire face à une impasse brute totale de 42,2 milliards de francs, contre 50,3 milliards de francs en 1969. Le financement de cette impasse a été effectué à raison de 5,0 milliards de francs par la dette flottante et à raison de 37,2 milliards de francs par l'émission d'emprunts consolidés. Compte tenu de certaines autres opérations et déduction faite de

l'amortissement de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires, les besoins nets de financement de l'Etat se sont établis à 23,3 milliards de francs contre 28,1 milliards de francs en 1969. Abstraction faite des opérations avec le Fonds Monétaire International qui sont purement comptables et n'ont aucune relation avec les rentrées et les décaissements effectifs à charge du Trésor, la dette publique s'est accrue de 23,9 milliards en 1970 contre 30,8 milliards en 1969.

Comme en 1969, la couverture des besoins de financement de l'Etat a surtout été opérée par voie d'appels publics au marché des capitaux. Ces appels ont dû à la fois répondre au financement de l'impasse de trésorerie et au remboursement des emprunts à échéance finale (15,8 milliards de francs) et à échéance facultative (11,5 milliards de francs). Quant aux amortissements contractuels, ils ont atteint 18,1 milliards de francs. Finalement, la dette consolidée en francs belges s'est accrue de 20,7 milliards de francs. Le caractère aigu des problèmes de financement auxquels l'Etat peut être confronté, lorsqu'à un déficit budgétaire global viennent s'ajouter des opérations importantes de renouvellement de dette, ressort nettement de l'ampleur des mouvements de fonds.

Le recours de l'Etat à la dette flottante a été ramené de 13,3 milliards en 1969 à 5,0 milliards en 1970. Abstraction faite des opérations avec le Fonds Monétaire International, la dette intérieure à court terme en francs belges s'est accrue de 15,8 milliards de francs. Cette progression résulte du placement de certificats en mains de banques (+ 1,7 milliard de francs) et des parastataux (+ 12,0 milliards de francs). Par contre, les certificats cédés à la Banque Nationale de Belgique ont diminué de 2,3 milliards de francs. Les avoirs des particuliers à l'Office des Chèques postaux se sont accrus de 4,4 milliards de francs.

Quant à la dette en monnaies étrangères et en or, elle a accusé une diminution de 10,8 milliards de francs contre une augmentation de 6,3 milliards en 1969. Le mouvement concerne surtout la dette à court terme, qui a été réduite de 8,3 milliards de francs.

Grâce à l'élargissement du marché des fonds, les secteurs nationaux ont été en mesure de couvrir les besoins de l'Etat et en outre de lui permettre de rembourser une fraction importante de sa dette en monnaies étrangères. Par ailleurs, le financement monétaire du trésor public n'a plus porté que sur 5,6 milliards contre 20,1 milliards en 1969.

La dette totale a atteint 621,8 milliards de francs et représente environ 49,3 % du produit national brut, contre 52 % en 1969, 55 % en 1968 et 71 % en 1961.

Au total, l'exécution du budget de 1970, l'impasse et son mode de financement, de même que l'accroissement net de la dette publique ont été conformes aux impératifs d'une saine politique conjoncturelle qu'exigeait le développement de l'activité économique. Sans doute, des facteurs accidentels ont-ils contribué à la formation d'un boni au budget ordinaire. Néanmoins, si on les exclut, une accélération réelle est perceptible par rapport aux années anté-

rieures. Traduit dans la conception économique, le budget ordinaire de 1970 dégage ainsi, au niveau des opérations courantes, une épargne positive de l'ordre de 10 milliards de francs pour le pouvoir central seul, contre 5,3 milliards de francs en 1969.

Il n'est cependant pas certain que cette accélération de l'épargne persistera en 1971, année pendant laquelle le budget de l'Etat sera confronté, entre autres, avec la mise en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée et la restructuration des barèmes des agents des services publics.

Dans le cadre de la prospection à moyen terme, telle qu'elle est formulée au niveau du projet de plan 1971-1975, plan qui est impératif pour les pouvoirs publics, l'accent a été placé sur la nécessité d'une forte augmentation de l'épargne des pouvoirs publics, spécialement du pouvoir central. La réalisation de cet objectif s'avère indispensable si l'Etat veut respecter les impératifs posés par le développement des investissements publics.

Or, la croissance des dépenses courantes, telle qu'elle a été observée au cours des dernières années, risque d'être renforcée par de nouvelles sources de dépenses qui se profilent à l'horizon, telles des interventions en faveur des moins favorisés, les devoirs de solidarité internationale, l'amélioration de l'environnement, etc. Par ailleurs, les sources potentielles que peut offrir la fiscalité tendront à se rétrécir si l'on se place au niveau de la comparaison internationale.

Ces quelques considérations montrent que les Autorités seront confrontées, dans les prochaines années, avec des problèmes complexes de stratégie budgétaire, qui devront être résolus non seulement dans le cadre national, mais également dans la perspective de l'intégration économique et monétaire européenne.

★

★ ★

Exécution des budgets de 1961 à 1970 (a)

(en millions de francs)

ANNÉES	Budget ordinaire							Budget extraordinaire				Résultats
	Recettes					Dépenses	Solde	Recettes		Dépenses	Solde	
	Contributions directes	Douanes et Accises	Enregistrement	Non fiscales	Total			Emprunts consolidés (c)	Autres			
1961	44 021	23 751	44 614	7 973	120 359	124 865	— 4 506	14 807	721	16 818	— 1 290	— 5 796
1962	51 419	24 505	48 501	7 942	132 367	134 025	— 1 658	41 348	612	17 914	+24 046	+22 388
1963	54 208	25 896	52 509	9 035	141 648	148 002	— 6 354	17 438	567	22 209	— 4 204	—10 558
1964	60 458	28 179	60 040	9 396	158 073	154 949	+ 3 124	23 991	403	23 941	+ 453	+ 3 577
1965	69 602	30 111	65 632	10 161	175 506	184 301	— 8 795	22 203	447	25 776	— 3 126	—11 921
1966 (x)	77 856	34 250	78 656	10 464	201 226	199 013	+ 2 213	21 015	683	30 605	— 8 907	— 6 694
1966 (y)	67 128	33 653	78 647	9 348	188 776	193 062	— 4 286	21 016	643	33 910	—12 251	—16 537
1967	87 205	37 094	86 032	12 652	222 983	225 515	— 2 532	21 656	257	29 874	— 7 961	—10 493
1968.....	95 770	38 596	92 421	12 793	239 580	247 860	— 8 280	29 206	605	35 583	— 5 772	—14 052
1969 (b)	109 699	42 792	100 971	14 030	267 492	268 373	— 881	28 084	465	36 336	— 7 787	— 8 668
1970 (b)	131 490	46 015	105 901	16 869	300 275	295 977	+ 4 298	27 259	608	49 063	—21 196	—16 898

Source : Ministère des Finances.

(a) Système de l'exercice jusqu'en 1966. Le système de gestion a été introduit par la loi du 28 juin 1963 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1963) et mis en application à partir du 1er janvier 1967. De ce fait l'exercice 1966 a commencé suivant l'ancien système mais a perdu une partie notable des opérations en recettes et dépenses de la période complémentaire. Les résultats définitifs (y) sont donc incomplets par rapport aux résultats des exercices précédents. Pour sumonter la difficulté de comparaison, la loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1967 (*Moniteur belge* du 30 décembre 1966) prévoyait la publication d'un aperçu au 31 mars 1967 suivant le système de l'exercice (x).

(b) Résultats provisoires.

(c) Produit net des émissions.

Recettes budgétaires ordinaires

Recouvrements effectués

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Système de gestion				
	1966	1967	1968	1969 (b)	1970 (b)
A. — Recettes fiscales :					
I. *Contributions directes*	**67 127,8**	**87 204,5**	**95 770,5**	**109 698,5**	**131 489,8**
Impôt versé par voie de précomptes	36 896,8	47 785,9	53 721,4	62 690,8	73 757,6
a) Précompte immobilier	*815,3*	*1 059,6*	*1 164,8*	*1 055,2*	*1 096,2*
b) Précompte mobilier	*6 128,6*	*8 065,4*	*9 300,1*	*11 402,0*	*13 347,8*
c) Précompte professionnel	*29 952,9*	*38 660,9*	*43 256,5*	*50 233,6*	*59 313,6*
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	14 018,9	17 522,4	19 759,7	25 272,0	27 498,8
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge	8 858,2	14 285,5	16 107,2	18 157,3	23 205,6
a) des personnes physiques	*6 920,9*	*11 463,2*	*13 540,0*	*15 092,3*	*19 126,5*
b) des sociétés	*1 848,2*	*2 602,0*	*2 371,9*	*2 885,4*	*3 915,5*
c) des non-résidents	*89,1*	*220,3*	*194,7*	*179,6*	*163,6*
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	4 192,5	6 317,1	4 981,2	1 920,4	5 665,2
Taxe sur les jeux et paris	433,6	486,0	534,8	569,8	628,7
Recettes diverses	2 727,8	807,6	666,2	1 088,2	733,9
II. *Douanes et Accises*	**33 652,8**	**37 094,4**	**38 596,1**	**42 792,0**	**46 015,2**
Droits d'entrée	8 230,6	8 486,9	8 013,0	7 929,8	9 407,5
b) Alcools	*575,3*	*622,3*	*643,7*	*727,8*	*753,2*
c) Eaux minérales			*18 025,5*	20 762,9	22 334,5

e) Huiles minérales, benzol et gaz	*14 922,9*	*16 689,8*	*18 025,5*	*20 762,9*	*22 334,5*
f) Sucres et sirops de raffinage ...	*180,0*	*202,4*	*205,1*	*197,6*	*202,2*
g) Tabacs	*5 276,9*	*6 352,3*	*6 821,1*	*8 111,9*	*7 968,5*
Taxes de consommation (alcools et eaux-de-vie)	1 193,4	1 232,8	1 288,3	1 349,4	1 462,5
Taxes sur les débits de boissons	69,0	66,2	90,1	96,0	108,8
Taxes et produits divers	172,8	190,0	94,1	9,8	152,2
III. *Enregistrement et domaines*	**78 647,6**	**86 031,9**	**92 420,7**	**100 971,5**	**105 901,5**
Droits d'enregistrement	6 766,7	6 621,0	7 872,5	8 666,4	7 968,8
Droits de greffe	75,0	83,1	88,0	151,9	187,2
Droits d'hypothèque	108,2	117,7	122,1	141,9	118,0
Droits de succession	3 220,1	3 430,5	4 044,2	3 892,1	4 292,8
Droits de timbres et taxes assimilées au timbre	67 902,0	75 107,7	79 654,0	87 462,9	92 588,9
Amendes et divers	575,6	671,8	639,9	656,3	745,8
Total des recettes fiscales...	**179 428,2**	**210 330,8**	**226 787,3**	**253 462,0**	**283 406,5**
B. — Recettes non fiscales :					
Taxes, péages et redevances	6 636,2	8 084,9			
Revenus patrimoniaux, d'exploitation et financiers	1 263,5	1 929,3	12 792,7	14 082,9	16 868,8
Remboursements	1 153,7	1 519,7	(c)	(c)	(c)
Produits divers	245,1	1 059,0			
Total des recettes non fiscales...	**9 298,5**	**12 592,9**	**12 792,7**	**14 082,9**	**16 868,8**
C. — Recettes résultant de la guerre	**50,0**	**59,6**	—	—	—
Total des recettes ordinaires...	**188 776,7**	**222 983,3**	**239 580,0**	**267 544,9**	**300 275,3**

Source : Ministère des Finances.

(a) Résultat théorique au 31 mars 1967 établi en exécution de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1966 (*Moniteur belge* du 20 mai 1967).
(b) Résultats provisoires.
(c) Classification économique depuis le 1er janvier 1968.

Dépenses budgétaires par budget

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Dépenses ordinaires			Dépenses extraordinaires		
	1968	1969 (a)	1970 (a)	1968	1969 (a)	1970 (a)
Dette publique	42 361	47 482	53 643	425	408	471
Pensions	28 879	30 405	33 237	—	—	—
Dotations	705	745	847	—	—	—
Services du Premier Ministre	599	740	792	—	—	—
Ministère de la Justice	4 547	4 996	5 785	5	14	4
Ministère de l'Intérieur	15 728	16 175	18 046	24	19	159
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et Assistance technique	4 438	5 614	6 539	600	641	618
Ministère de la Défense nationale	18 291	20 443	20 584	5 535	6 945	7 111
Gendarmerie	3 019	3 322	3 516	148	176	203
Ministère de l'Agriculture	6 745	8 297	8 057	590	562	1 281
Ministère des Affaires économiques et Ministère des Classes moyennes	8 198	8 986	8 175	322	571	662
Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones	17 336	19 114	20 408	7 238	7 055	7 278
Ministère des Travaux publics	4 081	4 669	5 822	16 145	15 079	15 627
Ministère de l'Emploi et du Travail	4 887	3 215	2 378	—	—	—
Ministère de la Prévoyance sociale	21 157	22 827	26 006	—	—	1 000
Ministère de l'Education nationale et Ministère de la Culture	49 629	53 903	61 424	1 158	1 284	2 252
Ministère de la Santé publique et de la Famille	9 723	9 495	12 346	1 830	1 981	2 593
Ministère des Finances	7 537	7 945	8 372	1 563	1 601	9 804
Total...	**247 860**	**268 373**	**295 977**	**35 583**	**36 336**	**49 063**

(a) Résultats provisoires.

Source : Ministère des Finances.

Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses
(en millions de francs)

DESIGNATION	1967		1968		1969 (b)		1970 (b)	
	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires	Ordinaires	Extra-ordinaires
Classification économique (a)								
Dette publique	38 502	459	42 361	425	47 482	408	53 643	471
Pensions	27 481	—	(a)	—	(a)	—	(a)	—
Dotations	658	—	(a)	—	(a)	—	(a)	—
Salaires	45 158	—	51 299	—	55 742	—	60 907	—
Services	13 698	736	13 767	1 872	15 364	1 060	15 868	1 385
Matériel	1 156	4 838	1 427	5 181	1 862	7 172	2 346	7 315
Intérêts-pertes	5 243	31	5 729	15	6 900	40	7 343	45
Transferts de revenus	86 145	979	125 374	635	132 508	374	142 519	1 596
Transferts de capitaux	3 599	7 930	3 241	10 916	2 982	10 166	3 442	12 056
Investissements	1 232	7 657	1 130	8 233	1 180	8 265	1 348	8 829
Avances-participations	57	6 467	48	8 292	79	8 250	65	17 335
Divers	2 586	777	3 484	14	4 274	601	8 496	31
Total ...	**225 515**	**29 874**	**247 860**	**35 583**	**268 373**	**36 336**	**295 977**	**49 063**

Source : Ministère des Finances.

(a) La classification économique établie en 1968 pour les Pensions et les Dotations ne permet aucune comparaison avec la répartition antérieure. Ces deux derniers budgets ont été reportés en 1968 parmi les autres chapitres.
(b) Résultats provisoires.

La situation de caisse du Trésor (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969	1970
Opérations budgétaires	— 27 315	— 30 386	— 37 500	— 37 778	— 31 501
a) Ordinaire	— *3 322*	— *2 124*	— *5 144*	— *5 121*	+ *5 578*
b) Extraordinaire	— *23 993*	— *28 262*	— *32 356*	— *32 657*	— *37 079*
Fonds de tiers	+ 3 053	+ 1 516	— 1 345	+ 2 619	+ 1 379
Opérations de caisse et de Trésorerie	— 94	— 643	+ 766	— 1 886	+ 458
Avances « Fonds des Routes »	— 6 450	— 6 750	— 9 075	— 13 250	— 12 550
Total...	**— 30 806**	**— 36 263**	**— 47 154**	**— 50 295**	**— 42 214**
FINANCEMENT					
Solde dette flottante	+ 9 771	+ 2 870	+ 10 168	+ 13 311	+ 4 965
Banque Nationale	+ *550*	— *6 925*	+ *12 025*	+ *875*	— *2 300*
Secteur bancaire	+ *3 404*	— *7 637*	— *5 480*	+ *1 729*	+ *2 930*
Parastataux	— *3 238*	+ *14 320*	— *4 912*	+ *5 743*	+ *9 602*
Comptes chèques postaux et particuliers	+ *3 070*	— *3 774*	+ *7 798*	— *1 822*	+ *4 495*
Monnaies étrangères	+ *5 629*	+ *7 076*	+ *902*	+ *6 510*	— *9 479*
Divers	+ *356*	— *190*	— *165*	+ *276*	— *283*
Produits des emprunts consolidés	+ 21 035	+ 33 393	+ 36 986	+ 36 984	+ 37 249
Total...	**+ 30 806**	**+ 36 263**	**+ 47 154**	**+ 50 295**	**+ 42 214**
Rapprochement avec les résultats de la dette :					
Amortissements (b)	— 14 747	— 15 460	— 15 505	— 21 924	— 20 449
Différences (c)	+ 1 105	+ 1 742	+ 2 195	+ 2 414	+ 2 088
Opérations du F.M.I. (d)	+ 1 265	— 1 046	+ 7 558	— 2 685	— 521
Total...	**+ 18 429**	**+ 21 499**	**+ 41 402**	**+ 28 100**	**+ 23 332**

Source : Ministère des Finances.

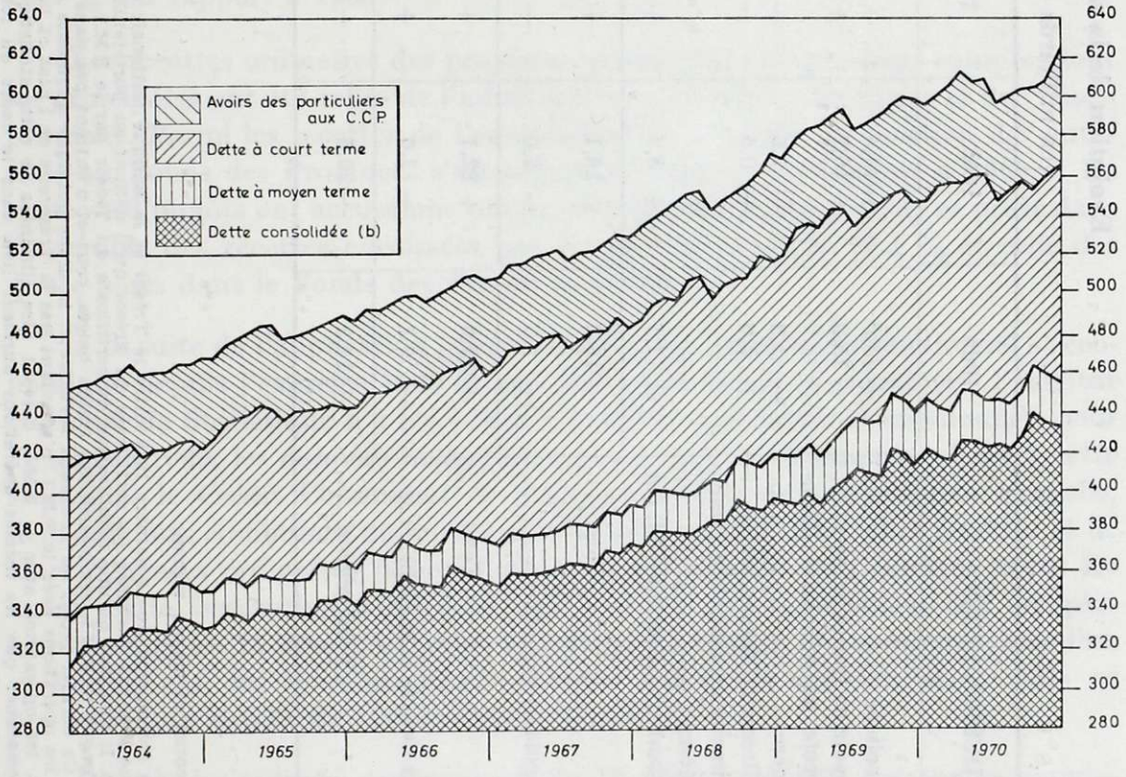
(a) Situation par année civile des encaissements et décaissements du Trésor relatives aux opérations budgétaires et aux opérations hors budget (opérations de caisse de trésorerie, et fonds de tiers).
(b) Les amortissements sont repris parmi les opérations budgétaires.
(c) Il s'agit entre autres de différences d'émission (différences entre le produit brut et le produit net) et d'amortissement (différence entre l'amortissement nominal et l'amortissement réel).
(d) L'évolution des certificats F.M.I. n'ont pas d'incidence directe sur la situation de caisse.

Dette publique (a)

Situation à fin d'année
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Dette en francs belges	**437,7**	**452,3**	**468,1**	**510,4**	**532,7**	**567,3**
Dette consolidée	326,0	335,1	355,9	380,6	398,6	419,3
Dette à moyen terme.....	6,8	7,8	8,5	9,1	13,9	12,5
Dette à court terme	58,6	60,0	57,8	66,2	67,3	78,2
Avoirs des particuliers à l'Office des Chèques Postaux..	46,3	49,4	45,9	54,5	52,9	57,3
Dette en monnaies étrangères ..	**46,9**	**51,2**	**57,3**	**56,8**	**63,1**	**52,3**
Dette consolidée	17,1	15,8	14,8	13,4	13,1	11,9
Dette à moyen terme.....	11,4	12,2	11,6	12,9	12,3	11,0
Dette à court terme	18,4	23,2	30,9	30,5	37,7	29,4
Total...	**484,6**	**503,5**	**525,4**	**567,2**	**595,8**	**619,6**
Dette congolaise garantie (b) ..	**4,4**	**3,9**	**3,5**	**3,1**	**2,6**	**2,2**
Total général...	**489,0**	**507,4**	**528,9**	**570,3**	**598,4**	**621,8**

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



(a) Non compris les dettes interalliées résultant de la guerre 1914-1918, soit 21,1 milliards de francs au 31 décembre 1965.

(b) Les données représentant uniquement les emprunts repris par la Belgique suite à la convention belgo-congolaise du 5 février 1965 approuvée par la loi du 23 avril 1965 (*Moniteur belge* du 27 mai 1965)

Source : Ministère des Finances.

Evolution de la dette publique

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Dette consolidée.....	+ *18,0*	+ *15,6*	+ *7,8*	+ *19,8*	+ *23,3*	+ *17,7*	+ *19,4*
dont : directe en francs belges.....	+ 15,3	+ 16,7	+ 12,0	+ 11,5	+ 17,9	+ 12,7	+ 11,9
directe en monnaies étrangères	— 1,2	— 1,5	— 1,8	— 1,4	— 1,4	— 0,3	— 1,3
indirecte en francs belges...	+ 4,0	+ 0,6	— 2,9	+ 9,3	+ 6,8	+ 5,3	+ 8,8
indirecte en monnaies étrangères	—	—	—	+ 0,4	—	—	—
Dette flottante (a) sans le F.M.I. (b)	— *1,8*	+ *8,4*	+ *9,9*	+ *3,2*	+ *10,9*	+ *13,5*	+ *4,9*
Total ...	+ 16,2	+ 24,1	+ 17,7	+ 23,0	+ 34,2	+ 31,2	+ 24,3
Dette congolaise garantie.....	— *1,2*	— *2,0*	— *0,5*	— *0,5*	— *0,4*	— *0,4*	— *0,4*
Total ...	+ 15,0	+ 22,1	+ 17,2	+ 22,5	+ 33,8	+ 30,8	+ 23,9
Opérations avec le F.M.I. (b).....	— *0,1*	— *1,6*	+ *1,2*	— *1,0*	+ *7,6*	— *2,7*	— *0,5*
Total général ...	+ 14,9	+ 20,5	+ 18,4	+ 21,5	+ 41,4	+ 28,1	+ 23,4

Source : Ministère des Finances.

(a) Dette à court et moyen termes.

(b) Depuis la convention du 14 octobre 1959 entre le Trésor et la Banque Nationale de Belgique, c'est cette dernière et non pas le Trésor qui fournit les francs belges lorsque le F.M.I. mobilise les certificats du Trésor qu'il détient en portefeuille. Dans ce cas, la Banque Nationale devient créditrice du F.M.I. des francs belges versés. Il s'en suit qu'une mobilisation de certificats du Trésor par le F.M.I. entraîne une diminution de la dette publique sans sortie de fonds. Dans le cas opposé, lorsque le F.M.I. rembourse des francs belges, ceux-ci n'entrent pas dans la Caisse de l'Etat mais viennent en déduction de la créance de la Banque sur le F.M.I. Ce dernier reçoit de nouveaux certificats; la dette publique augmente donc sans qu'il y ait des rentrées de fonds pour le Trésor.
Dès lors, les opérations avec le F.M.I. n'affectant pas la Trésorerie de l'Etat et la Dette publique étant par excellence le reflet de la situation de la Trésorerie de l'Etat, les opérations avec le F.M.I. doivent être éliminées de cette statistique.
Il faut remarquer que les mêmes opérations auraient lieu dans le cadre du fonctionnement de l'accord de Paris (General Arrangements to Borrow).

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES

Les évaluations budgétaires provinciales approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice, avaient laissé en 1968 un solde négatif d'environ 100 millions de francs. Les comptes provisoires reprenant en recettes les droits constatés et en dépenses, les créances liquidées et ordonnées font apparaître un boni de 984 millions pour l'ensemble des provinces. En 1969, des modifications intervenues en cours d'exercice ont ramené le solde négatif des évaluations budgétaires, approuvées par arrêté royal, de 27 à 19 millions de francs. Les évaluations budgétaires concernant l'année 1970, approuvées par arrêté royal mais ne comprenant pas les modifications intervenues en cours d'exercice font apparaître un boni de 127 millions de francs. Pour cette dernière année, six provinces ont déposé un budget en équilibre : Anvers, le Brabant, le Limbourg, le Luxembourg, la Flandre occidentale et la Flandre orientale ; deux provinces ont présenté un budget en boni : Liège et Namur. Les propositions budgétaires du Hainaut, par contre, ont été déficitaires.

Les dépenses ordinaires des provinces sont en constante progression. Deux postes absorbent plus de la moitié des dépenses ordinaires : l'enseignement et les charges de la dette. Leur accroissement a été respectivement de 9,2 % et de 19,3 % par rapport à 1969.

Les recettes ordinaires des provinces proviennent de plusieurs sources, dont les principales ont été celles de l'administration générale, des régies et de l'enseignement. Parmi les recettes de l'administration générale, la dotation des autorités au Fonds des Provinces s'est accrue de 10,9 % par rapport à 1969 et les rentrées d'impôts ont accusé une progression de 10,1 %. La part de ce poste dans l'ensemble des recettes encaissées par les provinces est de 27,1 % et celle des quote-parts dans le Fonds des Provinces de 20,4 %.

A la suite de l'application généralisée du plan comptable fonctionnel et économique depuis l'exercice 1969 et aux difficultés qu'elle a entraînées, l'Institut National de Statistique n'a pu, jusqu'à présent, rassembler et coordonner, pour l'exercice 1969, les données budgétaires concernant les communes. Face à cette situation, le Crédit Communal de Belgique a, lors de son enquête annuelle, demandé aux communes de lui communiquer le montant de leurs recettes et de leurs dépenses ordinaires figurant aux budgets initiaux de l'exercice 1970. En outre, cette institution a effectué une enquête sur la situation des comptes communaux au 15 décembre 1970, soit avant la clôture des comptes. Dans l'un et l'autre cas, les renseignements obtenus indiquent une tendance, mais ne peuvent faire l'objet de commentaires définitifs.

D'après les comptes communaux au 15 décembre 1970, les quatre grandes villes enregistraient un déficit initial propre à l'exercice d'environ 2,2 milliards de francs. Des 2581 autres communes, 502 clôturaient leur budget propre à l'exercice en boni ou en équilibre, tandis que 2 079 le clôturaient en déficit.

Parmi celles-ci, 1 482 communes parviendraient vraisemblablement à clôturer leur compte en équilibre, voire en boni.

Une statistique établie par le Crédit Communal de Belgique fait ressortir l'effort fiscal que les communes se sont imposées. Depuis 1962, année de la péréquation cadastrale, l'évolution des centimes additionnels démontre que plus de la moitié des communes ont levé plus de 900 centimes additionnels en 1970 et que 29 communes en ont levé plus de 1 800. La taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques s'est également alourdie d'année en année : en 1962, 964 communes seulement avaient levé cette taxe, tandis qu'en 1970, il semble que 2 348 communes l'ont imposée, dont 1 076 à 5 % et 1 271 à 6 %, taux maximum admis par la loi. En outre, 2 358 communes ont établi la taxe communale additionnelle sur les véhicules automobiles.

Les impôts communaux centralisés au Crédit Communal de Belgique sont passés de 11,4 milliards de francs en 1969 à 12,8 milliards de francs en 1970, soit une augmentation de 12,3 %.

D'après l'enquête de cette Institution, les investissements communaux calculés sur la base des dépenses extraordinaires de l'exercice 1970 se seraient élevés à 20,2 milliards de francs. De leur côté, les provinces et organismes locaux auraient investis 10,6 milliards de francs. Au total, les investissements auraient ainsi atteint le montant de 30,8 milliards de francs. Le financement de ces investissements locaux a été effectué à concurrence de 20,5 milliards de francs par le Crédit Communal de Belgique et par des subventions de l'Etat (3,3 milliards de francs), des crédits de caisse accordés aux communes et aux intercommunales pour l'achat de terrain et la construction de logements (0,6 milliard de francs), l'émission d'emprunts privés par certaines Intercommunales (1,9 milliard de francs), l'émission d'emprunts publics par les quatre grandes villes (2,8 milliards de francs) et enfin par la vente de biens patrimoniaux, les transferts du budget ordinaire au budget extraordinaire, des recettes diverses (1,5 milliard de francs).

Si l'on tient compte des investissements des Intercommunales E3, E5, E39, E9, E40 (10,4 milliards de francs), le total des investissements, au sens large, du secteur local atteint près de 41 milliards de francs.

Le montant total des subsides et des prêts est passé de 21,0 milliards de francs en 1969 à 23,8 milliards de francs en 1970, soit une augmentation de 13,1 %. Les subventions liquidées en capital ont augmenté de 24,2 %, les prêts « part Etat » de 28,6 % et les autres prêts de 13,2 %.

La répartition des prêts et subventions pour investissements entre les divers bénéficiaires fait apparaître que la part des communes a été de 63,5 %, contre 56,6 % en 1969 et celle des provinces de 10,3 % contre 27,3 % en 1969. Les Intercommunales, y compris la Société Nationale de Distribution d'Eau, ont vu leur part se fixer à 20,7 % (7,8 % en 1969) et les autres organismes (commissions d'assistance publique, fabriques d'Eglise, polders, wateringues, ...) à 5,9 % (27,3 % en 1969).

En ce qui concerne l'utilisation des prêts et subventions, les travaux de voirie en ont absorbé 29,9 %. Par rapport à 1969, certains postes ont vu leur part s'accroître : travaux de voirie : 24,9 % ; travaux d'hygiène : 15,1 % ; hôpitaux, cliniques, hospices, maternités : 2,7 % ; centres culturels, musées, bibliothèques, théâtres : 22,0 % ; travaux et dépenses scolaires : 26,9 % ; plaines de jeux et de sports, bassins de natation : 72,7 % ; collectes et traitement des immondices : 50,8 % ; transport en commun : 44,0 %.

Fin décembre 1970, les engagements des administrations publiques envers le Crédit Communal de Belgique s'élevait à 141,4 milliards de francs contre 123,3 milliards de francs à fin décembre 1969. Le taux de croissance a été de 14,7 % contre 17,0 % en 1969. La dette à court et à moyen terme et la dette à long terme ont augmenté respectivement de 11,9 % (en 1969 : 30,5 %) et de 19,4 % (en 1969 : 10,1 %). En ce qui concerne les prêts à long terme dont l'Etat rembourse les charges aux emprunteurs, l'augmentation a été de 14,8 % (en 1969 : 17,4 %). La dette des administrations publiques se répartit comme suit parmi les utilisateurs : communes : 65,1 % ; provinces : 8,6 % ; intercommunales : 19,6 % ; organismes divers : 6,7 %.

Le Crédit Communal de Belgique a vu s'accroître ses moyens financiers en 1970. Le montant des bons de caisse est passé de 90,0 milliards de francs en 1969 à 106,5 milliards de francs en 1970, soit une augmentation de 18,3 %. L'évolution de l'encours des bons de caisse pendant les dix dernières années fait apparaître un accroissement de 215,1 %, en passant de 33,8 milliards de francs en 1961 à 106,5 milliards de francs en 1970. Le montant global des dépôts des administrations publiques et comptes courants est passé de 27,5 milliards de francs à fin 1969 à 29,3 milliards de francs à fin 1970, soit une augmentation de 6,5 %. Les avoirs déposés par les particuliers sont passés de 13,4 milliards de francs en 1969 à 14,3 milliards de francs en 1970, soit une augmentation de 6,7 %. Le montant total des obligations à échoir a subi une diminution d'environ 0,6 milliard de francs.

★
★ ★

Relations financières : Etat - Pouvoirs publics subordonnés

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1967	1968	1969	1970 (a)
DÉBIT				
A. *Transferts de revenus*	23 791	25 729	29 176	32 239
1. Contributions à l'enseignement	*9 696*	*10 329*	*11 761*	*12 420*
a) Salaires et pensions	(8 700)	(9 251)	(10 602)	(11 233)
b) Frais de fonctionnement	(996)	(1 073)	(1 159)	(1 187)
2. Contributions à la charge d'intérêts.	*880*	*1 039*	*1 240*	*1 420*
3. Autres contributions spéciales	*516*	*509*	*886*	*1 020*
4. Contributions à des fins générales .	*12 699*	*13 852*	*15 289*	*17 379*
B. *Transferts de capitaux*	2 051	2 217	2 603	3 383
1. Bâtiments et équipement pour l'enseignement	*510*	*625*	*576*	*591*
2. Autres bâtiments et routes	*1 129*	*1 105*	*1 468*	*2 014*
3. Autres transferts	*412*	*487*	*559*	*778*
Total ...	**25 842**	**27 946**	**31 779**	**35 622**
CRÉDIT				
A. *Transferts de revenus*	120	236	509	578
B. *Transferts de capitaux*	137	107	65	142
Total ...	**257**	**343**	**574**	**720**
Solde ...	**25 585**	**27 603**	**31 205**	**34 902**

Source : Ministère des Finances.

(a) Prévisions de recettes; en dépenses, crédits votés (y compris les lois spéciales), rectifiés par le feuilleton d'ajustement.

Aperçu général des finances provinciales

Service ordinaire — Ensemble des provinces

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1961 (a, c)	3 380	3 139	+ 241	3 978	3 419	+ 559
1962 (a, c)	3 267	3 508	— 241	4 057	3 862	+ 195
1963 (a, c)	3 739	3 693	+ 46	4 291	4 037	+ 254
1964 (b, c)	3 527	3 488	+ 39	3 937	3 666	+ 271
1965 (b, c)	4 340	4 567	— 227	4 786	5 018	— 232
1966 (b, c)	4 165	4 564	— 399	4 617	5 027	— 410
1967 (b, c)	5 710	5 455	+ 256	6 177	6 039	+ 138
1968 (b, c)	6 870	6 150	+ 720	7 741	6 757	+ 984
1969 (d)	7 692	7 917	— 225	8 168	8 187	— 19
1970 (e)	8 502	8 847	— 345	9 155	9 028	+ 127

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Comptes provisoires.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnées.
(d) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(e) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales

(en millions de francs)

SECTIONS	1966 (a)	1967 (a)	1968 (a)	1969 (b)	1970 (c)
Quotes-parts dans le Fonds des Provinces	1 024	1 355	1 520	1 681	1 865
Centimes additionn. au précompte immobilier	561	1 154	1 668	1 538	1 707
Impositions directes et indirectes..	471	674	655	715	773
Recettes fiscales diverses	1	—	—	—	—
Autres recettes	24	51	23	19	19
Total...	**2 081**	**3 234**	**3 866**	**3 953**	**4 364**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; droits constatés.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice

Répartition géographique des finances provinciales

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1965	603	634	— 31	721	655	+ 66
	1966	689	662	+ 27	760	683	+ 77
	1967	759	739	+ 20	914	862	+ 52
	1968	951	845	+ 106	1 160	987	+ 173
	1969	1 073	1 156	— 83	1 212	1 211	+ 1
	1970	1 191	1 281	— 90	1 359	1 359	—
Brabant	1965	796	817	— 21	816	830	— 14
	1966	592	941	— 349	605	952	— 347
	1967	1 099	1 020	+ 79	1 099	1 029	+ 70
	1968	1 316	1 134	+ 182	1 604	1 154	+ 450
	1969	1 273	1 315	— 42	1 323	1 323	—
	1970	1 378	1 445	— 67	1 452	1 452	—
Hainaut	1965	973	894	+ 79	991	1 174	— 183
	1966	841	865	— 24	868	1 155	— 287
	1967	1 157	1 074	+ 83	1 157	1 420	— 263
	1968	1 325	1 200	+ 125	1 325	1 485	— 160
	1969	1 418	1 356	+ 62	1 419	1 484	— 65
	1970	1 518	1 501	+ 17	1 518	1 544	— 26
Liège	1965	700	796	— 96	773	860	— 127
	1966	767	753	+ 14	844	774	+ 70
	1967	973	943	+ 30	1 060	960	+ 100
	1968	1 233	1 040	+ 193	1 306	1 056	+ 250
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	731	734	— 3	731	748	— 17
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	865	+ 6

	1968	865	846	+ 19	871	865	+ 6
	1969	935	994	— 59	1 006	1 006	—
	1970	1 069	1 117	— 48	1 123	1 123	—
Luxembourg	1965	77	68	+ 9	86	70	+ 16
	1966	103	63	+ 40	105	64	+ 41
	1967	128	89	+ 39	169	103	+ 66
	1968	123	99	+ 24	189	111	+ 78
	1969	143	164	— 21	165	165	—
	1970	186	207	— 21	208	208	—
Namur	1965	180	203	— 23	192	245	— 53
	1966	198	213	— 15	235	275	— 40
	1967	204	210	— 6	214	248	— 34
	1968	257	225	+ 32	285	312	— 27
	1969	294	293	+ 1	296	316	— 20
	1970	370	351	+ 19	372	371	+ 1
Flandre orientale	1965	254	319	— 65	300	329	— 29
	1966	277	280	— 3	348	319	+ 29
	1967	378	391	— 13	454	395	+ 59
	1968	497	459	+ 38	590	463	+ 127
	1969	832	885	— 53	890	890	—
	1970	919	981	— 62	985	985	—
Flandre occidentale	1965	198	232	— 34	300	242	+ 58
	1966	203	226	— 23	299	242	+ 57
	1967	282	255	+ 27	379	274	+ 105
	1968	303	302	+ 1	411	324	+ 87
	1969	460	455	+ 5	479	479	—
	1970	534	540	— 6	559	559	—

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1965 à 1968 : comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
Exercice 1969 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
Exercice 1970 : Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances provinciales par chapitre administratif

Service ordinaire

(en millions de francs)

CHAPITRES	1966 (a)		1967 (a)		1968 (a)		1969 (b)		1970 (c)	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Patrimoine	58	60	89	76	94	78	101	87	117	92
Fonds et Imp. - Administrat. générale	2 081	219	3 234	305	3 866	351	3 953	473	4 364	509
Justice - Cultes	1	16	—	22	—	28	2	41	2	39
Régies	565	572	748	731	942	842	959	925	1 077	1 043
Assistance publique	45	186	47	200	50	242	53	299	56	357
Hygiène	190	412	234	461	274	505	291	585	317	652
Voirie et Travaux publics	72	379	94	447	97	480	73	616	70	645
Economie	5	107	5	125	12	174	14	204	15	220
Enseignements	1 071	1 717	1 151	1 961	1 390	2 138	1 469	2 458	1 598	2 683
Beaux-Arts - Folklore	11	141	17	180	25	205	28	256	32	288
Pensions	31	134	35	168	40	182	51	222	56	237
Dette	33	605	62	764	64	881	687	1 709	798	2 039
Transferts	2	16	—	15	16	49	11	42	—	43
Total propre à l'exercice	4 165	4 564	5 711	5 455	6 870	6 150	7 692	7 917	8 502	8 847
Soldes des exercices antérieurs	452	463	466	584	871	607	476	270	653	181
Total général...	4 617	5 027	6 177	6 039	7 741	6 757	8 168	8 187	9 155	9 028

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes provisoires; recettes : droits constatés; dépenses : créances liquidées et ordonnancées.
(b) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, y compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Evaluations budgétaires approuvées par arrêté royal, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Aperçu général des finances communales

Service ordinaire

(en millions de francs)

EXERCICES	Total propre à l'exercice			Total général		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
1960 (a, c)	24 697	25 147	— 450	29 310	31 788	— 2 478
1961 (a, c)	24 953	26 349	— 1 396	29 064	32 391	— 3 327
1962 (a, c)	28 003	27 705	+ 298	36 398	34 972	+ 1 426
1963 (a, c)	29 523	29 625	— 102	36 730	34 894	+ 1 836
1964 (a, c).....	31 789	32 573	— 784	39 616	39 131	+ 485
1965 (a, c)	34 365	36 194	— 1 829	41 651	43 120	— 1 469
1966 (a, c)	39 294	39 906	— 612	49 645	50 359	— 714
1967 (b)	42 777	45 654	— 2 877	44 869	51 329	— 6 460
1968 (b)	45 194	48 593	— 3 399	47 981	54 337	— 6 356
1969 (b)	49 806	53 828	— 4 022	53 348	60 996	— 7 648

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.
(c) Recettes : droits constatés; dépenses : engagements effectifs des dépenses.

Finances communales. Service ordinaire. Recettes

Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales

(en millions de francs)

SECTIONS	1964 (a)	1965 (a)	1966 (a)	1967 (b)	1968 (b)
Quotes-parts	9 273	9 078	10 249	11 471	12 621
Interventions de l'Etat	18	8	15	21	17
Centimes additionn. au précompte immobilier	5 428	6 144	7 107	7 974	8 732
Autres centimes additionnels aux taxes provinciales	2 170	2 674	3 808	3 726	4 430
Taxes indirectes	586	640	659	619	658
Impôts de remboursement	224	231	261	384	369
Recettes diverses	103	114	120	199	157
Total...	**17 802**	**18 889**	**22 219**	**24 394**	**26 624**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Comptes définitifs; recettes : droits constatés.
(b) Budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

Répartition des finances communales par province

Service ordinaire

(en millions de francs)

PROVINCES	Exercices (a)	Total propre à l'exercice			Total général		
		Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Anvers	1965	7 411	8 146	— 735	8 666	10 272	— 1 606
	1966	8 317	8 938	— 621	10 379	12 482	— 2 103
	1967	8 905	9 855	— 950	9 261	12 528	— 3 267
	1968	9 118	10 451	— 1 333	9 478	13 934	— 4 456
	1969	10 285	11 778	— 1 493	10 744	16 485	— 5 741
Brabant	1965	9 042	9 397	— 355	10 716	11 068	— 352
	1966	10 650	10 348	+ 302	13 224	12 745	+ 479
	1967	11 142	11 586	— 444	11 464	12 550	— 1 086
	1968	12 248	12 598	— 350	12 733	12 995	— 262
	1969	12 901	13 514	— 613	13 959	14 032	— 73
Hainaut	1965	3 919	4 096	— 177	5 003	5 193	— 190
	1966	4 418	4 567	— 149	5 620	5 919	— 299
	1967	4 931	5 166	— 235	5 239	5 862	— 623
	1968	5 335	5 631	— 296	5 733	6 150	— 417
	1969	5 634	6 008	— 374	6 170	6 674	— 504
Liège	1965	4 697	5 034	— 337	5 824	5 934	— 110
	1966	5 229	5 458	— 229	7 084	7 016	+ 68
	1967	5 526	6 124	— 598	5 769	7 052	— 1 283
	[illegible]	1 329	1 340	— 11	1 665	[illegible]	— [illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 125	1 732	1 725	+ 7

	1966	1 220	1 340	— 11	1 665	1 465	— 200
	1967	1 586	1 711	— 125	1 732	1 725	+ 7
	1968	1 730	1 906	— 176	1 924	1 931	— 7
	1969	1 847	2 012	— 165	2 036	2 100	— 64
Luxembourg	1965	735	709	+ 26	1 040	820	+ 220
	1966	799	764	+ 35	1 107	876	+ 231
	1967	814	952	— 138	1 005	985	+ 20
	1968	860	985	— 125	1 043	1 019	+ 24
	1969	922	1 058	— 136	1 133	1 105	+ 28
Namur	1965	1 094	1 067	+ 27	1 332	1 187	+ 145
	1966	1 223	1 173	+ 50	1 480	1 317	+ 163
	1967	1 331	1 379	— 48	1 429	1 425	+ 4
	1968	1 416	1 491	— 75	1 556	1 540	+ 16
	1969	1 471	1 546	— 75	1 653	1 612	+ 41
Flandre orientale	1965	3 943	4 132	— 189	4 800	4 775	+ 25
	1966	4 586	4 611	— 25	5 867	5 612	+ 255
	1967	5 325	5 554	— 229	5 576	5 830	— 254
	1968	4 933	5 213	— 280	5 443	5 499	— 56
	1969	6 251	6 574	— 323	6 654	6 836	— 182
Flandre occidentale	1965	2 381	2 421	— 40	2 849	2 612	+ 237
	1966	2 743	2 707	+ 36	3 219	2 927	+ 292
	1967	3 217	3 327	— 110	3 394	3 372	+ 22
	1968	3 573	3 697	— 124	3 786	3 754	+ 32
	1969	3 810	3 921	— 111	4 033	4 004	+ 29

Source : Institut National de Statistique.

(a) Exercices 1964 à 1966 : comptes définitifs : recettes, droits constatés; dépenses, engagements effectifs des dépenses.
Exercices 1967, 1968 et 1969 : budgets approuvés, y compris les recours, non compris les modifications intervenues en cours d'exercice.

CHAPITRE III

MONNAIE ET CRÉDIT

SECTION I. – STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT

En raison de l'évolution monétaire et financière qui s'était manifestée en 1969, les Autorités monétaires belges avaient été contraintes de prendre des mesures restrictives, consistant notamment en des relèvements successifs du taux d'escompte (porté de 4,50 % à 7,50 %), l'instauration de plafonds de réescompte et de visa et la mise en vigueur d'un coefficient de remploi pour les banques.

En 1970, les autorités monétaires ont maintenu l'orientation générale de leur politique en y apportant toutefois certains assouplissements motivés par les circonstances. De ce fait, les fonds ont été rendus plus abondants sur les marchés intérieurs. Alors qu'en 1969, le stock monétaire et les liquidités quasi-monétaires recensés auprès des organismes monétaires s'étaient accrues de 39,2 milliards de francs, soit 7,6 %, par rapport à 1968, elles ont progressé, en 1970, de 45,4 milliards de francs, soit 8,3 %, par rapport à 1969.

Les crédits aux entreprises et particuliers, les opérations avec l'étranger et les crédits à des intermédiaires financiers non monétaires ont constitué les principales contreparties de la variation des liquidités détenues par les organismes monétaires. Il faut noter que les crédits à l'Etat et aux autres pouvoirs publics, pris globalement, sont intervenus dans une mesure moindre qu'en 1969.

Les crédits aux entreprises et particuliers avaient subi, en 1969, un net ralentissement, après avoir connu une période d'expansion de 1965 à 1968. En 1970, une nette reprise s'est manifestée ; l'accroissement est de 25 milliards de francs. Cette progression s'est inégalement répartie sur l'ensemble de l'année. Au cours des trois premiers trimestres, l'augmentation de l'encours des crédits a été freinée par le maintien de la politique d'encadrement. Ce n'est qu'au dernier trimestre qu'un nouvel essor a pu leur être donné, grâce à un assouplissement des limitations quantitatives des crédits, d'une part, et à une réduction modérée des taux à court terme, d'autre part. L'accélération de l'expansion a touché les diverses catégories de crédits, à l'exception toutefois des financements de ventes et prêts à tempérament.

Le financement monétaire de l'Etat qui, en 1969, s'était accru de 20,1 milliards de francs, s'est fortement ralenti. En effet, la progression enregistrée en 1970 n'a porté que sur 5,6 milliards de francs. Celui des autres pouvoirs publics, par contre, s'est accru de 9,1 milliards de francs en 1970, à comparer à 2,7 milliards de francs seulement en 1969.

La balance des transactions courantes de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise est intervenue dans la création de liquidités monétaires, dans une mesure beaucoup plus large qu'en 1969, puisque son solde positif est passé de 4,2 milliards de francs en 1969 à 37,2 milliards de francs en 1970. Ce résultat a cependant été tempéré par le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers, dont le solde, positif en 1969 à concurrence de 14,2 milliards de francs, est devenu négatif en 1970 à concurrence de 12,8 milliards de francs. Le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers comprend les transactions effectuées par les organismes publics d'exploitation par les intermédiaires financiers non monétaires du secteur public et par le secteur privé.

L'accroissement des crédits accordés aux intermédiaires financiers non-monétaires a contribué dans une plus grande mesure qu'en 1969 à l'expansion monétaire.

Le refinancement des crédits en dehors des organismes monétaires s'est accru substantiellement : de 4,8 milliards de francs pour les créances commerciales sur l'étranger, contre 2,8 milliards de francs en 1969. Celui appliqué aux crédits accordés aux entreprises et particuliers a progressé de 2,5 milliards de francs alors qu'en 1969, il avait diminué de 3,5 milliards de francs.

Le stock monétaire et les liquidités quasi-monétaires recensées auprès des organismes monétaires dont l'accroissement a été de 45,2 milliards de francs ont évolué de la manière suivante.

Le stock monétaire a augmenté de 32,3 milliards de francs contre 9,8 milliards de francs en 1969. Le rythme de croissance qui avait été de 2,6 % en 1969 a été porté à 8,4 % en 1970. Le volume de monnaie fiduciaire s'est accru de 3,0 % en 1970, alors qu'en 1969, il n'avait pas subi de modification par rapport à 1968. L'accroissement s'est surtout porté sur le volume des billets de la Banque Nationale en circulation (2,8 %). Comme les années précédentes, l'accroissement de la monnaie scripturale a été la cause principale de l'expansion du stock monétaire. Son rythme de croissance est passé de 5,2 % en 1969 à 13,3 % en 1970. A fin 1970, la monnaie scripturale représentait 54,4 % du stock monétaire global, alors qu'à fin 1969, sa part se chiffrait à 52,1 %.

Les dépôts à vue et à un mois au plus en francs belges dans les banques et les organismes parastataux à l'exclusion des dépôts appartenant à des non-résidents ont progressé de 21,5 milliards de francs, ce qui représente 66,6 % de l'accroissement du stock monétaire global et une progression de 16,4 % par rapport à 1969. La monnaie scripturale détenue par les entreprises et particuliers sous forme d'avoirs en comptes chèques postaux a augmenté de 13,0 %, alors qu'en 1969, elle avait diminué de 5,0 %. D'une année à l'autre, le volume de monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés est resté à peu près stationnaire.

Les liquidités quasi-monétaires qui, en 1969, avaient fort progressé (29,4 milliards de francs) ont connu, en 1970 un accroissement moindre qui se chiffre à 13,1 milliards de francs. L'expansion de la quasi-monnaie détenue par les entreprises et particuliers s'est portée sur les dépôts en francs belges (16,4 milliards de francs). Par contre, les dépôts en devises ont diminué de 3,3 milliards de francs, alors qu'en 1969, ils avaient progressé de 5,9 milliards de francs. Cette évolution découle de la baisse des taux d'intérêts bonifiés sur ces dépôts. En outre, les mouvements spéculatifs portant sur le maintien de certaines parités monétaires observés en 1969, ont disparu en 1970.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale ont augmenté de 14,8 milliards de francs, contre 5,4 milliards de francs en 1969.

L'encaisse-or de la Banque Nationale s'est réduite de 2,4 milliards de francs. Cette diminution est due essentiellement à des opérations avec le Fonds Monétaire International.

Les avoirs en monnaies étrangères convertibles ont augmenté de 3,4 milliards de francs. En 1969, ce poste avait connu un accroissement de 17,5 milliards de francs.

Les créances sur le Fonds Monétaire International ont augmenté de 22,0 milliards de francs ; en 1969, elles avaient enregistré une réduction de 7,5 milliards de francs. La quote-part de la Belgique dans le Fonds Monétaire International a été portée de 422 millions de dollars à 650 millions de dollars, soit de 21,1 milliards de francs à 32,5 milliards de francs. L'augmentation a donc été de 11,4 milliards de francs dont le quart, soit 2,85 milliards de francs a été payé en or. Le solde, soit 8,55 milliards de francs, est payable en francs belges. Il a été libéré par l'Etat pour la quasi-totalité en certificats du Trésor libellés en francs belges et mobilisables par le Fonds au fur et à mesure de ses besoins en notre monnaie. Ces bons sont déposés auprès de la Banque Nationale. L'augmentation de 22,0 milliards de francs des créances sur le Fonds Monétaire International résulte d'une part d'opérations ayant trait à la participation de la Belgique au dit Fonds et d'autre part des droits de tirage spéciaux. En plus du versement de 2,85 milliards de francs représentant 25 % de l'augmentation du quota, divers tirages de francs belges ont été effectués sur le Fonds pour un montant total de 8,8 milliards de francs. Enfin, des francs belges ont été utilisés par le Fonds dans le remboursement de prêts accordés par l'Italie en vertu des Accords Généraux d'Emprunt (1,5 milliards de francs). Par ailleurs, divers pays ont effectué des remboursements en francs belges à concurrence de 0,7 milliard de francs. En outre, le Fonds a reconstitué ses avoirs en francs belges à concurrence de 0,6 milliard de francs par une cession d'or. Au 31 décembre 1970, les droits de tirage spéciaux comptabilisés par la Banque Nationale se montaient à 10,2 milliards de francs, lesquels se décomposaient, notamment, en une allocation faite à la Belgique de 3,5 milliards de francs, soit 16,8 % de son *quota* et en l'acquisition à concurrence de 6,7 milliards de francs de droits de tirage de pays participant au système en échange de monnaies effectivement convertibles.

Le rythme de progression des dépôts bancaires est resté soutenu en 1970 : 43,2 milliards de francs, soit 13,4 % de plus contre 14,6 % en 1969 et 15,1 % en

1968. La hausse des dépôts bancaires s'est répartie sur toute l'année avec cependant une légère régression au troisième trimestre.

En ce qui concerne les dépôts en monnaie nationale, les carnets de dépôts ont accusé une progression de 3,8 % en 1970 contre 3,0 % en 1969.

Les dépôts à vue et à un mois au plus se sont accrus de 17,3 % en 1970, alors qu'en 1969, l'augmentation n'avait été que de 5,7 %.

Les dépôts à plus d'un mois ont accusé une progression de 20,3 % contre 36,6 % en 1969.

L'accroissement des dépôts à terme indique que la position des entreprises en matière de liquidités reste aisée. Il a aussi été favorisé par le moindre attrait des dépôts en devises et par le maintien à un niveau élevé de la rémunération des dépôts ordinaires. Ce n'est qu'à partir du 9 novembre 1970 que certains taux ont été réduits. Les taux des gros dépôts, qui varient en liaison étroite avec les taux étrangers, se sont graduellement repliés.

En 1970, les dépôts en devises n'ont plus connu la progression rapide de l'année précédente. En effet, l'augmentation n'a été que de 0,8 milliard de francs contre 10,8 milliards de francs en 1969. Cette évolution est consécutive à la baisse des taux d'intérêt bonifiés sur ces dépôts et à la disparition, en 1970, des mouvements spéculatifs concernant des modifications éventuelles de parités monétaires. Les dépôts en devises des banquiers correspondants ont continué à croître, soulignant ainsi l'internationalisation croissante de l'activité des banques belges.

La demande de crédits du secteur privé, qui s'était considérablement ralentie en 1969, s'est ranimée en 1970. Pour l'ensemble de l'année, les encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, accordés à l'origine par les organismes monétaires, ont progressé de 58,2 milliards de francs, contre 15,7 milliards de francs en 1969 et 39,5 milliards de francs en 1968. Les banques ont été en mesure de nourrir elles-mêmes une plus grande partie des crédits octroyés, réduisant ainsi considérablement leur recours au réescompte.

L'accroissement des encours utilisés des crédits bancaires accordés aux entreprises et particuliers (crédits à l'étranger exclus) a atteint 22,8 milliards de francs contre 14,8 milliards de francs en 1969. Ces mêmes crédits financés en dehors des organismes monétaires se sont légèrement accrus par rapport à 1969.

Le rythme de croissance de l'octroi de crédits par les banques aux entreprises et particuliers a été favorablement influencé par l'augmentation des investissements en capital fixe. Par contre, l'augmentation de l'épargne brute et la formation réduite de stocks ont exercé une action négative. A cela s'est ajouté le fait que la constitution d'importantes créances sur l'étranger, observée en 1969, ne s'est pas poursuivie. Les entreprises ont recouru plus intensément aux crédits à court terme. En effet, les crédits à long terme ne leur paraissaient pas avantageux dans une période où les taux d'intérêt se situaient à un niveau très élevé.

Les encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers

et à l'étranger, classés suivant leur destination économique apparente, avaient subi en 1969 un ralentissement de croissance. En 1970, par contre, toutes les catégories ont enregistré des accroissements. Il y a toutefois lieu de remarquer que l'encours des prêts personnels et des crédits finançant les ventes à tempérament a progressé à un rythme nettement moindre qu'en 1969. Ce ralentissement est lié à la diminution des achats de voitures neuves, au resserrement de la réglementation des crédits à tempérament appliqué depuis le mois de février et au plafonnement imposé aux banques en matière de crédits à la consommation.

En ce qui concerne le marché du « call money », la seule différence à relever par rapport à 1969 dans le comportement général des diverses catégories de participants porte sur la position du Fonds des Rentes. Si l'on considère sa position nette exprimée en moyenne journalière, il est devenu prêteur de 1,6 milliards de francs au lieu d'être emprunteur de 1,8 milliard de francs. Ce revirement de position est dû à deux facteurs : d'une part, l'encours des certificats que le Fonds place par adjudications publiques s'est accru et, d'autre part, le redressement du marché des fonds publics l'a amené à réaliser une partie de son portefeuille.

La moyenne journalière des emprunts « call money » de l'Institut de Réescompte et de Garantie est passé de 3,6 milliards de francs en 1969 à 6,7 milliards de francs en 1970.

Tout en évoluant vers une plus grande liquidité, le marché a régulièrement accusé le contrecoup des facteurs habituels de resserrement, surtout des transferts de fonds au profit du Trésor et de l'Office National de Sécurité sociale.

Dans le prolongement de la tendance qui s'était amorcée dès le quatrième trimestre de 1969, les taux du marché monétaire ont fluctué dans le sens de la baisse. C'est ainsi que la moyenne journalière, par mois, du taux d'intérêt de l'argent « on call » est passé de 6,78 % à fin décembre 1969 à 5,55 % à fin décembre 1970. Il en a été de même des taux d'intérêt des certificats du Fonds des Rentes qui est passé de 8,75 % lors de la dernière adjudication de décembre 1969 à 7,25 % lors de la dernière adjudication de décembre 1970. Les taux du marché « hors banque » ont diminué également. L'atténuation des pressions conjoncturelles et l'ajustement progressif des taux à l'étranger (Etats-Unis, République Fédérale d'Allemagne, France) ont permis à la Banque Nationale d'abaisser le taux d'escompte de 7,5 % à 7 %, le 22 octobre 1970 et de 7 % à 6,5 % le 10 décembre 1970.

D'une manière générale, la détente sur le marché monétaire qui s'était amorcée à la fin de septembre 1969, lorsque le solde de la balance des paiements était redevenu positif, a persisté en s'accentuant parallèlement au surplus continu de celle-ci. Parmi les indices de détente, les plus caractéristiques ont été l'augmentation des fonds offerts sur le marché de l'argent au jour le jour, la diminution du portefeuille commercial de la Banque Nationale l'importance des souscriptions d'effets publ.cs en francs belges et la baisse graduelle mais persistante, du taux d'intérêt dans les divers compartiments du marché.

*

* *

Evolution du stock monétaire

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale							
					Détenue par les entreprises et particuliers (b)						
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (a)	Détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	Comptes-courants à la Banque Nationale de Belgique (a)	Avoirs en comptes chèques postaux (a)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parastataux (a)	Total	Stock de monnaie scripturale	Total du stock monétaire	Mouvements du stock monétaire par période
1962 Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	+ 17,1
1963 Décembre (c)	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,2	277,8	+ 23,3
1964 Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	+ 19,6
1965 Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	+ 21,2
1966 Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	+ 21,1
1967 Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	+ 10,8
1968 Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	+ 26,0
1969 Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	+ 9,8
1970 Janvier	7,0	178,0	180,5	22,7	0,3	46,5	128,8	175,6	198,3	378,8	— 7,5
Février	7,0	178,8	181,5	20,8	0,3	43,3	130,6	174,2	195,0	376,5	— 2,3
Mars	7,0	178,5	180,3	26,9	0,5	43,8	138,6	182,9	209,8	390,1	+ 13,6
Avril	7,0	180,9	183,5	25,6	0,4	53,3	135,3	189,0	214,6	398,1	+ 8,0
Mai	7,1	184,1	186,5	28,2	0,5	45,8	139,3	185,6	213,8	400,3	+ 2,2
Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	+ 10,5
Juillet	7,3	187,7	190,2	27,7	0,5	48,2	137,7	186,4	214,1	404,3	— 6,5
Août	7,3	184,8	187,2	23,8	0,5	45,1	138,8	184,4	208,2	395,4	— 8,9
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	+ 3,9
Octobre	7,3	182,6	185,5	21,9	0,3	48,1	141,9	190,3	212,2	397,7	— 1,6
Novembre	7,4	182,1	184,4	23,5	0,4	43,9	142,5	186,8	210,3	394,7	— 3,0
Décembre	7,6	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,7	202,7	227,9	418,6	+ 23,9

(a) Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.
(b) Y compris certains organismes paraétatiques administratifs.
(c) A partir de juin 1963 nouvelle série. Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, voir « Organismes monétaires. Revision de certaines données statistiques (chapitre XIII) » (*Bulletin d'information et de Documentation* [Banque Nationale de Belgique], XXXVIII[e] année, vol. II, n° 3, septembre 1963, p. 174 à 176).

Source : Banque Nationale de Belgique.

Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Encaisse-or	Avoirs sur l'étranger en monnaies convertibles	Créances nettes sur l'Union Européenne de Paiement	Créances sur le Fonds Monétaire International	Autres avoirs ou engagements nets	Total des avoirs extérieurs	Evolution des avoirs extérieurs
1962 Décembre	68,2	12,8	0,3	6,7	3,0 (a)	91,0	— 1,7
1963 Décembre	68,6	21,5	0,1	7,1	4,9 (a)	102,2	+ 11,2
1964 Décembre	72,6	27,0	0,1	10,2 (b)	4,9 (a)	114,8	+ 12,6
1965 Décembre	77,9	21,9	—	15,6 (c)	7,4 (a)	122,8	+ 8,0
1966 Décembre	76,2	21,4	—	18,6 (c)	8,3 (a)	124,5	+ 1,7
1967 Décembre	74,0	36,1	—	16,6 (d)	10,2 (e)	136,9	+ 12,4
1968 Décembre	76,2	18,1	—	15,2	13,4	122,9	— 14,0
1969 Décembre	75,9	35,6	—	7,8	9,0	128,3	+ 5,4
1970 Janvier	75,9	36,1	—	11,6	9,9	133,5	+ 5,2
Février	76,0	35,6	—	13,2	5,6	130,4	— 3,1
Mars	76,0	36,5	—	14,0	3,9	130,3	— 0,1
Avril	75,9	37,6	—	14,4	7,6	135,5	+ 5,2
Mai	76,0	32,9	—	19,8	7,6	136,3	+ 0,8
Juin	76,0	33,9	—	20,1	6,3	136,3	—
Juillet	76,0	38,0	—	21,8	4,0	139,8	+ 3,5
Août	75,9	39,2	—	22,1	1,2	138,4	— 1,4
Septembre	76,5	41,5	—	21,5	— 0,8	138,7	+ 0,3
Octobre	76,4	43,9	—	21,4	1,0	142,7	+ 4,0
Novembre	76,4	46,5	—	21,4	— 0,4	143,9	+ 1,2
Décembre	73,5	39,0	—	29,8	0,8	143,1	— 0,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Y compris depuis mai 1963, 1.500 millions de francs belges d'« avoirs à l'étranger en FB » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.
(b) Y compris 1.500 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(c) Y compris 3.375 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(d) Y compris 1.875 millions de francs belges de Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4 janvier 1963. Convention du 1er février 1963).
(e) Y compris 3.000 millions de francs belges d' « avoirs à l'étranger en francs belges » représentant des certificats à deux ans de la Trésorerie américaine, libellés en francs belges.

Bilans intégrés

(en milliar

FIN DE PÉRIODE	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieu nets
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor		
		Dépôts en francs belges (a)	Dépôts en devises			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	—	341,7	78,3
Juin	285,6	58,3	8,1	—	352,0	79,4
Septembre	283,8	64,1	5,0	—	352,9	81,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	—	367,7	88,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	—	368,0	87,0
Juin	309,5	71,1	5,1	—	385,7	92,4
Septembre	306,4	74,8	3,9	—	385,1	90,4
Décembre	318,6	77,4	4,4	—	400,4	94,8
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	—	401,2	93,7
Juin	329,3	81,1	4,9	—	415,3	93,4
Septembre	322,4	86,4	5,1	—	413,9	89,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	—	434,4	89,2
1967 Mars	326,4	97,7	6,0	—	430,1	90,8
Juin	347,5	98,9	7,5	—	453,9	92,9
Septembre	343,2	105,7	6,9	—	455,8	90,9
Décembre	350,5	107,9	8,4	—	466,8	97,1
1968 Mars	350,0	115,9	7,5	—	473,4	94,5
Juin	372,7	118,3	7,9	—	498,9	97,2
Septembre	361,8	123,3	9,1	—	494,2	90,6
Décembre	376,5	125,8	8,8	—	511,1	86,1
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	—	516,8	83,6
Juin	393,8	135,5	12,6	—	541,9	88,5
Septembre	373,9	142,2	15,3	—	531,4	85,3
Décembre	386,3	149,3	14,7	—	550,3	93,6
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	—	558,4	97,6
Juin (b)	410,8	157,5	13,5	—	581,8	102,0
Septembre	399,2	165,6	12,9	—	577,7	103,6
Décembre	418,6	165,7	11,4	—	595,7	104,8

(a) Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

mes monétaires

ncs)

	Créances sur les pouvoirs publics			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
ces l'tat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	*Pour mémoire* : Financés par et hors des organismes monétaires			
(7	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
7 0	7,0	4,8	**185,8**	88,4	*101,3*	— 11,2	+ 10,6	— 10,2
7 8	8,9	5,2	**191,9**	92,2	*104,3*	— 11,2	+ 10,0	— 10,2
7 9	7,8	5,0	**188,7**	94,3	*105,4*	— 11,3	+ 11,2	— 11,1
7 7	7,8	6,3	**193,8**	98,2	*108,5*	— 11,4	+ 11,0	— 12,0
7 7	6,8	7,3	**192,8**	98,5	*108,8*	— 11,3	+ 12,9	— 11,9
8 5	7,1	7,6	**200,2**	102,4	*113,4*	— 11,3	+ 12,1	— 10,1
8 0	4,2	7,0	**200,2**	106,9	*116,5*	— 11,3	+ 11,8	— 12,9
9 9	4,7	6,6	**205,2**	112,5	*124,5*	— 11,4	+ 12,6	— 13,3
9 3	7,2	8,3	**206,8**	114,0	*127,0*	— 11,5	+ 12,4	— 14,2
9 4	8,8	9,5	**215,7**	119,0	*131,0*	— 11,5	+ 13,4	— 14,7
9 6	5,1	10,5	**211,2**	125,2	*135,7*	— 11,7	+ 15,2	— 15,5
0 9	4,6	12,0	**220,5**	134,9	*144,7*	— 12,0	+ 15,7	— 13,9
0 5	5,0	8,5	**214,0**	136,4	*149,5*	— 12,4	+ 15,3	— 14,0
0 9	8,6	11,1	**227,6**	140,4	*156,1*	— 12,6	+ 17,7	— 12,1
1 3	3,8	11,4	**229,5**	145,6	*159,1*	— 13,1	+ 18,8	— 15,9
0 9	4,1	13,0	**225,0**	156,9	*170,8*	— 13,5	+ 17,5	— 16,2
1 1	3,8	12,9	**228,8**	159,3	*175,3*	— 14,7	+ 20,4	— 14,9
2 3	7,9	12,7	**245,9**	166,0	*181,5*	— 15,3	+ 19,7	— 14,6
2 8	7,8	13,1	**247,7**	168,0	*182,7*	— 15,8	+ 20,6	— 16,3
2 5	6,8	16,8	**255,1**	182,5	*196,4*	— 16,5	+ 21,0	— 17,1
2 3	5,6	13,9	**255,8**	189,4	*204,1*	— 17,2	+ 20,4	— 15,2
4 1	8,7	17,3	**269,1**	198,4	*210,9*	— 19,0	+ 22,5	— 17,6
2 6	9,2	18,6	**270,4**	195,8	*206,7*	— 20,3	+ 26,3	— 26,1
2 0	5,4	19,5	**276,9**	197,2	*207,4*	— 21,1	+ 26,7	— 23,1
2 0	4,2	20,5	**281,7**	198,6	*210,4*	— 22,4	+ 27,9	— 25,0
0 3	6,3	22,2	**288,8**	207,9	*218,0*	— 23,4	+ 27,1	— 20,6
2 1	6,3	25,4	**283,8**	207,7	*218,3*	— 24,2	+ 30,4	— 23,6
2 2	5,4	29,0		219,7	*232,4*	— 25,6	+ 35,9	— 27,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

Origines des varia

(en mill

PÉRIODE	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédi aux en prises particul (5)
1965 1er trimestre	— 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0
2e trimestre	+ 16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4
3e trimestre	— 3,1	+ 2,5	— 0,6	+ 0,9	+ 3
4e trimestre	+ 12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 7
Total . . .	+ 21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16
1966 1er trimestre	— 4,0	+ 4,8	+ 0,8	— 0,3	+ 2
2e trimestre	+ 14,8	— 0,6	+ 14,2	—	+ 4
3e trimestre	— 6,9	+ 5,5	— 1,4	— 2,8	+ 4
4e trimestre	+ 17,3	+ 3,1	+ 20,4	— 0,9	+ 9
Total . . .	+ 21,2	+12,8	+ 34,0	— 4,0	+ 20
1967 1er trimestre	— 13,1	+ 9,0	— 4,1	+ 4,9	+ 4
2e trimestre	+ 21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6
3e trimestre	— 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2
4e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11
Total . . .	+ 11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26
1968 1er trimestre	— 0,5	+ 7,1	+ 6,6	— 0,7	+ 4
2e trimestre	+ 22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6
3e trimestre	— 10,9	+ 6,2	— 4,7	— 6,0	+ 1
4e trimestre	+ 14,8	+ 2,1	+ 16,9	— 4,2	+ 18
Total . . .	+ 26,1	+18,2	+ 44,3	— 8,1	+ 25
1969 1er trimestre	— 4,4	+10,2	+ 5,8	— 0,7	+ 7
2e trimestre	+ 21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,2	+ 6
3e trimestre	— 19,9	+ 9,4	— 10,5	— 2,9	— 4
4e trimestre	+ 12,4	+ 6,4	+ 18,8	+12,0	+ 0
Total . . .	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	+12,7	+ 11
1970 1er trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3
2e trimestre	+ 20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7
3e trimestre	— 11,5	+ 7,4	— 4,1	+ 4,2	+ 0
4e trimestre	+ 19,3	— 1,4	+ 17,9	+ 2,2	+ 14
Total . . .	+ 32,3	+ 13,1	+ 45,4	+ 12,7	+ 25

ck monétaire

ncs)

ncement en dehors es organismes monétaires mentation : —)		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
nces ales ger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat	Autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
,3	—	— 3,9	+ 1,0	+ 0,5	—	—	— 0,1	+ 0,1
,9	— 0,7	+ 5,1	+ 1,1	— 0,4	— 0,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 1,9
,2	+ 1,3	+ 2,2	— 1,2	— 0,9	— 1,4	—	— 0,1	— 2,4
,4	— 2,3	+ 3,6	+ 1,5	— 0,3	— 0,2	— 0,1	+ 0,9	— 0,8
,2	— 1,7	+ 7,0	+ 2,4	— 1,1	— 2,0	—	+ 1,3	— 1,2
),3	— 1,0	+ 2,1	— 0,4	— 1,0	— 0,3	— 0,1	— 0,1	— 0,9
),6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	— 0,5	—	—	+ 0,7	— 0,3
),6	+ 1,5	— 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	— 0,2	+ 1,7	— 0,8
),4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	— 0,1	— 0,7	— 0,3	+ 0,1	+ 1,4
,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	— 1,1	— 0,6	— 0,6	+ 2,4	— 0,6
0,3	— 3,4	— 2,7	— 3,9	— 1,1	— 1,7	— 0,4	— 0,3	—
0,9	— 2,5	+ 9,6	+ 2,2	— 0,3	+ 0,8	— 0,3	+ 1,0	+ 2,0
2,4	+ 2,2	— 0,6	+ 0,3	— 0,5	+ 0,4	— 0,4	+ 0,6	— 3,4
0,9	— 0,3	— 4,9	+ 1,3	— 0,1	— 0,4	— 0,5	+ 0,2	— 0,8
2,7	— 4,0	+ 1,4	— 0,1	— 2,0	— 0,9	— 1,6	+ 1,5	— 2,2
,9	— 2,2	+ 4,4	— 0,4	— 0,8	—	— 1,2	+ 3,3	+ 1,5
,3	+ 0,5	+ 18,0	— 0,5	+ 0,3	— 1,1	— 0,6	— 0,6	— 0,7
),4	+ 0,9	— 3,1	+ 0,3	— 1,1	+ 2,1	— 0,5	+ 1,3	— 0,2
,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	— 0,5	— 0,3	— 0,7	—	— 1,0
),8	—	+ 23,7	+ 3,1	— 2,1	+ 0,7	— 3,0	+ 4,0	— 0,4
,0	— 0,9	+ 6,5	— 2,8	— 1,8	— 1,8	— 0,7	— 0,6	+ 1,9
0,4	+ 2,1	+ 13,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	— 1,7	+ 1,9	— 5,9
0,9	+ 1,6	— 4,6	+ 1,3	— 0,7	+ 0,9	— 1,3	+ 3,6	— 5,1
2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	— 1,1	— 0,7	—	+ 3,4
2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	— 2,1	— 0,7	— 4,4	+ 4,9	— 5,7
1,3	— 1,6	+ 5,6	+ 0,9	— 0,6	— 1,2	— 1,4	+ 1,1	+ 1,8
—	+ 1,8	+ 8,6	+ 1,4	— 0,8	— 2,3	— 1,0	— 0,9	+ 4,6
2,6	— 0,6	— 10,4	+ 3,2	— 0,2	+ 2,6	— 0,8	+ 3,3	— 3,1
0,9	— 2,1	+ 1,8	+ 3,6	— 0,5	— 0,3	— 1,4	+ 5,5	— 4,1
4,8	— 2,5	+ 5,6	+ 9,1	— 2,1	— 1,2	— 4,6	+ 9,0	— 0,8

Source : Banque Nationale de Belgique.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires

(en milliards de francs)

FIN DE MOIS	Crédits aux entreprises et particuliers			Créances commerciales sur l'étranger			Total général
	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	Financés par les organismes monétaires	Financés en dehors des organismes monétaires	Total	
1961 Décembre	61,2	14,0	75,2	7,3	2,3	9,6	84,8
1962 Décembre	72,9	13,8	86,7	10,8	2,5	13,3	100,0
1963 Décembre (a)	88,8	8,7	97,5	14,5	4,1	18,6	116,1
1964 Décembre	98,2	10,3	108,5	17,0	4,2	21,2	129,7
1965 Décembre	112,5	12,0	124,5	23,0	5,3	28,3	152,8
1966 Décembre	134,7	10,0	144,7	24,5	4,3	28,8	173,5
1967 Décembre	156,8	14,1	170,9	27,4	7,1	34,5	205,4
1968 Mars	159,3	16,0	175,3	28,5	9,0	37,5	212,8
Juin	166,0	15,5	181,5	32,8	7,6	40,4	221,9
Septembre	166,4	16,2	182,6	34,6	7,2	41,8	224,4
Décembre	181,9	14,4	196,3	42,3	6,2	48,5	244,8
1969 Mars	188,8	15,3	204,1	43,4	7,2	50,6	254,7
Juin	198,1	12,8	210,9	50,5	7,6	58,1	269,0
Septembre	195,4	11,3	206,7	55,3	6,7	62,0	268,7
Décembre	196,7	10,7	207,4	44,1	9,0	53,1	260,5
1970 Mars	197,9	12,5	210,4	47,8	10,3	58,1	268,5
Juin	207,7	10,3	218,0	57,1	10,3	67,4	285,4
Septembre	207,2	11,1	218,3	65,1	12,9	78,0	296,3
Décembre	219,5	12,9	232,4	72,4	13,9	86,3	318,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) A partir de juin 1963, nouvelle série. Les acceptations bancaires non visées représentatives d'exportations ont été transférées des « crédits aux entreprises et particuliers » aux « créances commerciales sur l'étranger ».

Situation globale des banques

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	Au 31 décembre								A fin de trimestre			
	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1er trimestre 1970	2e trimestre 1970	3e trimestre 1970	4e trimestre 1970
ACTIF												
Liquidités	34,0	41,7	51,4	57,5	81,2	92,4	122,2	182,5	173,3	205,8	195,9	223,6
Crédits	158,5	187,7	206,8	234,0	264,4	306,2	351,1	393,6	415,7	441,2	464,7	475,6
au secteur public	*88,5*	*97,8*	*102,3*	*115,1*	*127,2*	*144,1*	*157,8*	*180,8*	*188,0*	*197,6*	*203,6*	*201,9*
au secteur privé	*70,0*	*89,9*	*104,5*	*118,9*	*137,2*	*162,1*	*193,3*	*212,8*	*227,7*	*243,6*	*261,1*	*273,7*
Divers	25,6	27,4	31,9	39,2	42,9	46,2	54,5	57,0	56,0	64,2	68,4	77,1
dont acceptations	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*29,4*	*32,8*	*34,6*	*37,2*
Total	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**644,0**	**711,2**	**729,0**	**776,3**
PASSIF												
Dépôts	131,0	150,3	164,6	189,5	213,1	244,4	281,4	322,6	336,4	347,3	354,4	365,8
en francs belges :												
— à un mois au plus	*73,4*	*83,4*	*91,5*	*100,8*	*109,4*	*120,1*	*130,4*	*137,8*	*145,8*	*153,8*	*151,5*	*161,6*
— carnets de dépôts	*17,9*	*27,4*	*33,7*	*40,2*	*46,8*	*57,7*	*69,8*	*71,9*	*71,5*	*72,2*	*73,7*	*74,6*
— à plus d'un mois	*29,5*	*27,3*	*30,7*	*36,7*	*41,9*	*50,6*	*57,3*	*78,3*	*84,8*	*86,8*	*93,9*	*94,2*
en devises	*10,2*	*12,2*	*8,7*	*11,8*	*15,0*	*16,0*	*23,8*	*34,6*	*34,3*	*34,5*	*35,3*	*35,4*
Moyens propres	12,9	14,0	16,0	18,4	20,6	23,4	27,5	32,4	32,8	34,0	34,0	34,2
Divers	74,2	92,6	109,5	122,8	154,8	177,0	218,9	278,1	274,8	329,9	340,6	376,3
dont : acceptations	*17,9*	*18,8*	*21,3*	*26,9*	*28,8*	*29,5*	*32,0*	*29,3*	*29,4*	*32,8*	*34,6*	*37,2*
obligations et bons de caisse	*11,1*	*11,4*	*11,4*	*11,4*	*12,0*	*13,5*	*16,5*	*18,7*	*20,1*	*21,1*	*21,9*	*23,3*
Total	**218,1**	**256,8**	**290,1**	**330,7**	**388,5**	**444,8**	**527,8**	**633,1**	**644,0**	**711,2**	**729,0**	**776,3**

Source : Commission bancaire.

Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Escompte effets commerciaux (a)	Avances		Total
		Débiteurs divers	Reports et avances sur titres (b)	
1961 Décembre	25,9	30,7	1,2	57,8
1962 Décembre	30,1	38,6	1,3	70,0
1963 Décembre	43,0	45,7	1,2	89,9
1964 Décembre	52,5	50,8	1,1	104,4
1965 Décembre	57,4	60,2	1,3	118,9
1966 Décembre	67,6	68,3	1,2	137,1
1967 Décembre	77,9	82,7	1,5	162,1
1968 Décembre	81,3	110,3	1,7	193,3
1969 Décembre	94,4	97,8	1,4	193,6
1970 Janvier	94,4	99,0	1,3	194,7
Février	96,9	97,9	1,3	196,1
Mars	100,9	101,7	1,2	203,8
Avril.....	101,1	105,1	1,2	207,4
Mai	98,6	102,9	1,1	202,6
Juin	106,8	104,4	1,1	212,3
Juillet	108,5	107,8	1,1	217,4
Août	107,8	106,1	1,0	214,9
Septembre	111,5	105,2	1,1	217,8
Octobre	112,3	106,9	1,1	220,3
Novembre	109,9	108,0	1,1	219,0
Décembre	114,0	110,0	1,2	225,2

Source : Commission bancaire.

(a) Non compris tous les effets réescomptés.
(b) Y compris les opérations spéciales de mobilisation (arrêté royal du 22 mars 1952, *Moniteur belge* du 23 mars 1952).

Réescompte du portefeuillle commercial par les banques de dépôt

Situation fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Auprès de la B.N.B.	Auprès de l'I.R.G.	Auprès des autres para-stataux	Total partiel	Auprès d'autres rées-compteurs (a)	Total général (b)
1961 Décembre ...	0,6	2,7	3,6	6,9	3,9	10,8
1962 Décembre ...	1,6	2,5	4,4	8,5	3,6	12,1
1963 Décembre ...	1,2	1,5	6,0	8,7	2,4	11,1
1964 Décembre ...	0,9	3,0	7,1	11,0	2,5	13,5
1965 Décembre ...	1,2	5,5	7,8	14,5	2,9	17,4
1966 Décembre ...	1,5	6,1	9,7	17,3	2,3	19,6
1967 Décembre ...	2,8	9,6	11,6	24,0	2,7	26,7
1968 Décembre ...	6,7	12,9	13,3	32,9	3,7	36,6
1969 Décembre ...	3,5	10,1	7,5	21,1	3,9	25,0
1970 Janvier	2,7	9,2	8,1	20,0	4,8	24,8
Février.....	1,4	8,7	8,4	18,5	5,6	24,1
Mars	0,5	7,6	8,6	16,7	5,8	22,5
Avril	1,3	9,0	8,9	19,2	6,0	25,2
Mai	1,2	10,6	9,5	21,3	6,2	27,5
Juin	0,7	7,7	9,6	18,0	5,0	23,0
Juillet	1,1	8,1	10,0	19,2	4,4	23,6
Août.....	0,4	7,2	10,2	17,8	4,7	22,5
Septembre ..	0,5	5,8	10,2	16,5	4,9	21,4
Octobre	1,0	6,9	11,2	19,1	4,8	23,9
Novembre ..	0,3	7,0	11,1	18,4	4,5	22,9
Décembre ...	0,4	7,3	11,7	19,4	3,7	23,1

Source : Commission bancaire.

(a) En francs belges uniquement.
(b) Montant non compris dans le portefeuille commercial de la situation globale des banques.

Marché de l'argent « on call »

Moyennes journalières
(en milliards de francs)

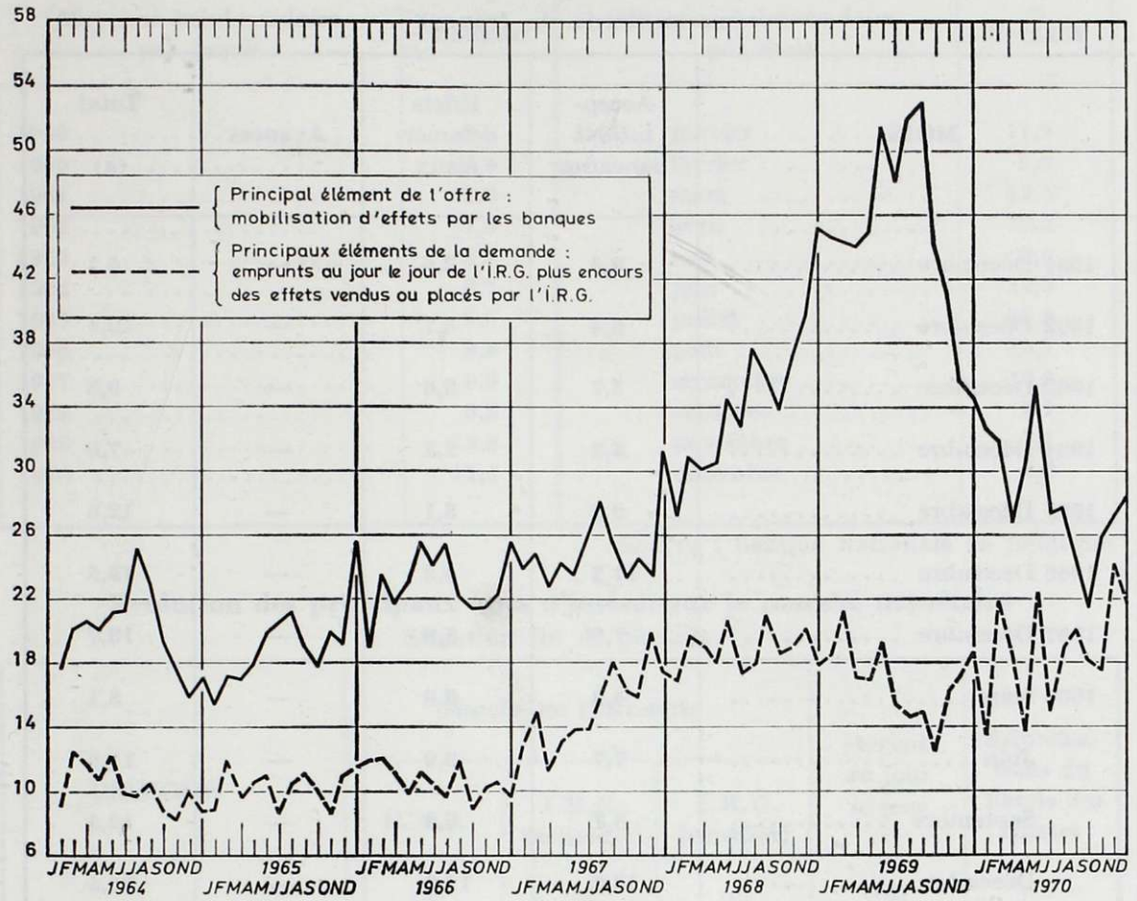
PÉRIODE (a)	Total des capitaux traités «on call»	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés			
		Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes (b)	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G. (emprunts nets)	Autres organismes (c)
1962	4,2	1,5	0,9	1,7	1,5	—	1,4	1,3
1963	3,6	1,6	0,2	1,8	1,6	0,1	1,1	0,8
1964	4,6	1,9	—	2,7	1,3	0,5	1,7	1,1
1965	5,0	1,8	0,7	2,5	1,4	—	2,4	1,3
1966	4,8	1,9	0,3	2,7	1,2	0,8	1,7	1,1
1967	6,4	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0
1968	6,6	2,1	1,4	3,0	2,4	—	3,1	1,1
1969	7,2	3,8	—	3,4	1,3	1,8	3,4	0,7
1970	8,6	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4
1970 Janvier	9,2	5,4	0,1	3,7	0,9	0,1	7,8	0,4
Février	6,9	2,7	0,4	3,8	1,3	—	5,4	0,2
Mars	8,5	3,8	2,2	2,5	1,1	—	6,8	0,6
Avril	8,0	4,0	1,3	2,7	1,2	—	6,5	0,3
Mai	9,2	3,1	2,3	3,8	2,0	—	6,9	0,3
Juin	9,3	4,8	1,8	2,7	0,9	0,1	7,8	0,5
Juillet	7,8	3,5	1,1	3,2	1,2	0,5	5,3	0,8
Août	8,7	3,0	2,3	3,4	1,6	—	7,0	0,1
Septembre ..	8,4	4,6	1,1	2,7	1,3	—	6,7	0,4
Octobre	8,5	2,7	3,0	2,8	2,1	—	5,7	0,7
Novembre ...	8,8	3,4	1,9	2,5	1,5	—	7,0	0,3
Décembre ...	9,6	4,1	2,0	3,5	1,3	—	7,8	0,5

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Depuis la réorganisation du marché, le 17 novembre 1959, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Ce tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.
(b) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N C.B. et, depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».
(c) Depuis le 17 novembre 1959, cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)



Sources : Commission bancaire.
Institut de Réescompte et de Garantie.

Synthèse de l'activité de l'I. R. G.

Encours moyens journaliers
(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Effets à nourrir par l'I.R.G.	2,4	3,8	4,0	5,0	7,5	7,8	10,2	18,0	11,4
dont réescomptés à la B.N.B.	*0,8*	*2,5*	*1,9*	*2,4*	*5,5*	*4,0*	*6,8*	*14,3*	*4,6*
Emprunts au jour le jour de l'I.R.G	*1,4*	*1,2*	*1,9*	*2,6*	*1,9*	*3,7*	*3,3*	*3,6*	*6,7*
Encours des effets vendus ou placés par l'I.R.G.	7,7	8,4	9,4	8,5	10,5	12,9	17,8	15,0	13,6
Encours total des effets traités par l'I.R.G. ..	10,1	12,3	13,4	13,5	18,0	20,7	28,0	33,0	25,0

Source : Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique

Situation à fin de mois
(en milliards de francs)

MOIS	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (a)
1961 Décembre	2,5	2,6	—	5,1
1962 Décembre	6,4	3,7	—	10,1
1963 Décembre	5,7	3,6	—	9,3
1964 Décembre	4,2	2,8	—	7,0
1965 Décembre	9,2	3,1	—	12,3
1966 Décembre	11,2	4,3	—	15,5
1967 Décembre	7,9	5,8	—	13,7
1968 Mars	4,8	3,3	—	8,1
Juin	7,7	3,9	—	11,6
Septembre	8,7	3,8	—	12,5
Décembre	13,2	12,3	—	25,5
1969 Mars	14,0	11,9	—	25,9
Juin	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	16,0	15,0	—	31,0
Décembre	10,4	7,9	—	18,3
1970 Mars	4,3	4,0	—	8,3
Juin	7,2	5,0	—	12,2
Septembre	—	1,8	—	1,8
Décembre	2,7	3,7	0,2	6,6

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Essentiellement le réescompte des banques et de l'Institut de Réescompte et de Garantie.

Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique

Conventions des 14 septembre 1948, 15 avril 1952 et 1 février 1963
(en milliards de francs)

Moyenne hebdomadaire par année	Montant	Moyenne hebdomadaire par mois		Montant
1959	8,0	1970	janvier	11,9
1960	8,4		février	9,0
1961	8,0		mars	12,5
1962	7,5		avril	12,2
1963	8,3		mai	9,6
1964	8,7		juin	14,9
1965	9,0		juillet	15,3
1966	9,4		août	13,7
1967	6,9		septembre	13,8
1968	8,9		octobre.	8,1
1969	13,8		novembre	7,1
1970	11,5		décembre	8,9

Source : Banque Nationale de Belgique.

Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire

Situation fin de période

PÉRIODE	Marché de l'escompte			Argent au jour le jour	Adjudications du Fonds des Rentes
	B.N.B. (a)	I.R.G. (acheteur) (b)	I.R.G. (courtier) (c)	(d)	
1966	5,25	5,200	6,600	3,88	6,15
1967	4,00	3,600	5,100	3,19	4,90
1968	4,50	4,000	6,500	2,84	5,25
1969	7,50	7,400	9,000	5,40	8,75
1970	6,50	6,000	7,100	6,25	7,25
1970 janvier	7,50	7,400	8,400	5,75	8,70
février	7,50	7,400	8,300	6,44	8,50
mars	7,50	7,400	8,150	6,65	8,35
avril	7,50	7,400	8,000	6,47	8,30
mai	7,50	7,400	8,000	6,74	8,25
juin	7,50	7,400	8,150	6,34	8,25
juillet	7,50	7,400	8,100	6,67	8,25
août	7,50	7,200	7,700	6,64	8,10
septembre	7,50	7,000	7,700	5,30	7,95
octobre	7,00	6,500	7,700	6,66	7,60
novembre	7,00	6,500	7,100	5,93	7,40
décembre	6,50	6,000	7,100	5.55	7,25

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Taux de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque et les acceptations bancaires visées à l'importation.
(b) Taux d'achat de l'I.R.G. pour les acceptations bancaires visées à l'importation, à 120 jours maximum.
(c) Taux des acceptations bancaires non visées, à 120 jours environ, négociées à l'intervention de l'I.R.G.
(d) Les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période.

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX

En 1969, les marchés belges, tant monétaires que des capitaux, avaient subi une hausse générale des taux d'intérêt. Par suite de la forte différence qui existait entre les taux belges et internationaux, une exportation nette importante de capitaux s'était produite, laquelle s'était aggravée après la dévaluation du franc français, en août 1969. Ce n'est qu'à partir du moment où le Deutsche Mark a été rendu flottant et, ultérieurement, à partir de la réévaluation officielle de cette monnaie, en octobre 1969, que la situation s'est régularisée et que les liquidités internes ont augmenté. Ce mouvement s'est poursuivi, en 1970, grâce notamment au boni enregistré par la balance des paiements. Cependant, l'élargissement des liquidités a provoqué une détente plus prononcée sur le marché monétaire, où les taux ont évolué à la baisse, que sur le marché des capitaux, où ils sont restés à un niveau relativement élevé. Cette situation reflète le désir des prêteurs de trouver dans le rendement de leurs créances à la fois une rémunération normale en revenu et une compensation à l'effritement du pouvoir d'achat.

L'encours global des crédits de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est passé de 106,0 milliards de francs en 1969 à 118,9 milliards de francs en 1970, soit une augmentation de 12,9 milliards de francs. Le taux de croissance a été de 12,2 % contre 13,7 % en 1969 et 16,3 % en 1968. Les prélèvements sur crédits ont représenté 25,9 milliards de francs et les remboursements 12,7 milliards de francs.

L'encours global des crédits se répartit entre plusieurs catégories : les crédits d'investissement à long terme (106,7 milliards), les crédits de restauration (0,9 milliard), les crédits commerciaux (1,5 milliard), d'exportation (3,8 milliards) et ceux gérés pour compte de l'Etat belge (6,0 milliards). Les crédits accordés et non prélevés se montent à 29,4 milliards de francs.

Les ressources que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie a pu, en 1970, se procurer sur le marché proviennent, en ordre principal, d'obligations en circulation, dont le volume a augmenté de 11,5 milliards de francs, de bons de caisse (3,9 milliards d'augmentation), d'effets réescomptés (5,7 milliards). L'ensemble des moyens recueillis en monnaies étrangères s'est élevé, en 1970, à 15,9 milliards de francs contre 14,2 milliards de francs en 1969.

La Caisse Nationale de Crédit Professionnel a accordé des crédits pour un montant global de 4,9 milliards de francs contre 5,6 milliards de francs en 1969. Cette régression de 12,5 % par rapport à 1969 s'explique, d'une part, par les directives données en matière d'encadrement du crédit et d'autre part, par le niveau élevé des taux d'intérêt en vigueur tout au long de l'année.

Le montant total des inscriptions hypothécaires a été de 59,0 milliards de francs en 1970 contre 71,0 milliards de francs en 1969. La moyenne mensuelle des montants estimés d'après les droits d'incription perçus est passée de 5,9 milliards de francs en 1969 à 4,9 milliards de francs en 1970.

Les besoins nets de financement de l'Etat ont été ramenés de 28,1 milliards de francs en 1969 à 23,8 milliards de francs en 1970. Malgré les aménagements introduits en faveur des tranches inférieures de revenus, les recettes fiscales ont progressé de 30,1 milliards de francs. En 1970, le montant brut des emprunts publics du secteur public (Etat, Fonds des Routes, institutions paraétatiques, associations intercommunales, villes et communes) a totalisé 91,2 milliards de francs contre 84,2 milliards de francs en 1969. Le rythme de croissance a été de 7,5 % en 1970 alors qu'en 1969, il avait été de 30,0 %. Ce montant ne tient pas compte des émissions permanentes de bons de caisse, d'obligations ou d'emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Le secteur public n'a éprouvé aucune difficulté à satisfaire sa demande de financement. Il a, en effet, bénéficié de l'importance exceptionnelle de la partie épargnée du revenu disponible des ménages, liée au niveau élevé des taux d'intérêt et à la moindre propension aux achats de biens de consommation durables.

En 1970, le marché boursier a été très irrégulier en raison notamment de l'évolution conjoncturelle en Belgique et à l'étranger et des perspectives bénéficiaires moins favorables, dues aux tensions inflationnistes qui ont affecté tous les pays industriels. En fin d'année, la capitalisation boursière a atteint 302,0 milliards de francs contre 298,7 milliards de francs en 1969. A la fin du premier semestre, elle avait cependant fléchi (287 milliards de francs), à la suite de la baisse enregistrée à la Bourse de New-York. Les transactions boursières, tant au comptant qu'à terme, ont marqué un net recul en passant, globalement, de 36,5 milliards de francs, en 1969, à 27,7 milliards de francs en 1970. L'indice général des valeurs belges au comptant, calculé par la Commission de la Bourse, s'est retrouvé, à fin 1970, pratiquement au même niveau que douze mois auparavant : 91,88 contre 91,64 (base : 31 décembre 1963 = 100). Par contre, l'indice du marché à terme, qui englobe une série de valeurs étrangères, est passé de 133,72 à fin décembre 1969 à 124,49 à fin décembre 1970. Ce recul de 6,6 % est le reflet de la faiblesse de ce type de valeurs sur leurs places d'origine.

Si plusieurs compartiments ont maintenu ou consolidé leurs positions, un seul s'est mis en vedette. En effet, les valeurs pétrolières ont progressé de 49,27 %. Parmi ces valeurs, celles du groupe Petrofina ont marqué une vive avance à la suite de la découverte, en collaboration avec d'autres groupes, d'importantes réserves de pétrole en Mer du Nord. Les titres représentatifs de sociétés établies au Congo-Kinshasa n'ont plus augmenté comme les années antérieures. Leur valeur s'est effritée d'environ 3 %.

★

★ ★

Epargne globale des particuliers et des entreprises (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
I. *Particuliers :*									
Thésaurisation (b)	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Épargne - dépôts	14,8	8,9	15,0	18,8	21,8	18,8	27,8	25,7	36,9
Épargne - réserves	9,5	8,5	8,0	7,5	7,9	10,8	10,7	12,4	11,5
Épargne immobilière et hypothécaire	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,8	22,3	27,9
Acquisition de titres	18,0	18,9	13,6	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8
Mutat. de créances et de dettes diverses	— 0,5	— 1,5	— 0,9	— 0,8	— 1,9	— 1,8	— 1,9	— 1,4	— 2,0
Épargne nette totale	*53,1*	*47,7*	*50,4*	*59,2*	*54,2*	*73,6*	*89,0*	*85,6*	*110,1*
Amortissements sur habitations	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6	13,8
Épargne brute totale	*60,7*	*55,5*	*58,5*	*68,0*	*63,8*	*84,2*	*100,8*	*98,2*	*123,9*
II. *Entreprises :*									
Entreprises privées :									
Épargne nette	*9,6*	*10,1*	*11,0*	*9,2*	*15,8*	*16,1*	*15,3*	*11,6*	*13,0*
Amortissements	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4	60,6
Épargne brute	*40,7*	*44,4*	*46,7*	*47,9*	*57,5*	*63,2*	*63,0*	*64,0*	*73,6*
Entreprises publiques autonomes :									
Épargne nette	*1,3*	*1,7*	*1,5*	*1,3*	*1,7*	*1,7*	*0,5*	*1,8*	*1,8*
Amortissements	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,7	4,5
Épargne brute	*3,3*	*3,9*	*3,7*	*4,0*	*4,8*	*5,0*	*4,3*	*6,5*	*6,3*
Total général net	**64,0**	**59,5**	**62,9**	**69,7**	**71,7**	**91,4**	**104,8**	**99,0**	**124,9**
Total général brut	**104,7**	**103,8**	**108,9**	**119,9**	**126,1**	**152,4**	**168,1**	**168,7**	**203,8**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles pour 1968, 1969 et 1970.
(b) Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

Émissions nettes de valeurs mobilières (a)

(en milliards de francs)

DÉSIGNATION	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
État et pouvoirs subordonnés	15,6	14,9	8,6	20,3	5,9	11,1	19,0	12,3	25,3
République du Congo	— 0,5	— 1,5	—	—	—	—	—	—	—
Organismes parastataux de crédit	11,1	12,1	12,8	12,0 (b)	8,8 (b)	9,0 (b)	14,5 (b)	13,2	23,9
Organismes de sécurité sociale	2,3	2,3	1,7	2,7	2,4	3,4	2,4	2,0	2,0
Organismes publics d'exploitation et intercommunales	3,9	— 0,7	— 0,4	1,7	1,8	0,8	3,6	7,4	3,6
Organismes divers (c)	0,6	0,6	0,4	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,3
Total du secteur public	**33,0**	**27,7**	**23,1**	**37,0**	**19,1**	**24,4**	**39,8**	**35,1**	**55,1**
Sociétés industrielles et commerciales belges	4,1	4,7	5,3	8,0	8,3	8,9	12,5	11,9	11,3
— actions (montant versé en numéraire)	*2,2*	*4,1*	*3,5*	*4,9*	*4,6*	*6,7*	*5,2*	*7,3*	*7,3*
— appel de fonds	*0,3*	*0,8*	*1,8*	*1,7*	*1,2*	*1,4*	*3,5*	*3,9*	*3,8*
— obligations	*1,6*	*— 0,2*	—	*1,4*	*2,5*	*0,8*	*3,8*	*0,7*	*0,2*
Sociétés financières belges	2,5	4,3	2,8	6,2	2,1	5,3	3,9	5,3	8,4
— actions	*1,1*	*2,4*	*0,7*	*1,8*	*0,7*	*3,0*	*2,0*	*2,4*	*2,8*
— appels de fonds	*0,1*	*0,3*	*0,2*	*0,1*	*0,1*	*0,4*	*0,3*	*0,3*	*0,2*
— obligations	*0,1*	*— 0,1*	*0,1*	*0,6*	*0,5*	*0,6*	*0,2*	*0,3*	*0,1*
— bons de caisse au robinet	*1,2*	*1,7*	*1,8*	*3,7*	*0,8*	*1,3*	*1,4*	*2,3*	*5,3*
Sociétés exploitant à l'étranger	0,7	0,2	— 0,1	—	— 0,3	—	0,5	0,7	0,1
Sociétés coopératives	0,2	0,6	0,6	0,5	0,9	0,6	0,5	0,9	1,5
Fonds communs de placement	1,6	2,2	1,2	0,2	0,3	0,1	— 0,7	0,4	0,7
Actions étrangères et certificats représentatifs de titres étrangers	0,9	0,5	0,4	0,3	0,1	0,2	0,3	0,5	0,2
Certificats fonciers	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1
Total du secteur privé	**10,0**	**12,5**	**10,2**	**15,2**	**11,4**	**15,1**	**17,1**	**19,7**	**22,3**
Total général	**43,0**	**40,2**	**33,3**	**52,2**	**30,5**	**39,5**	**56,9**	**54,8**	**77,4**
Souscriptions des particuliers	18,0	18,5	13,4	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Les données pour 1968, 1969 et 1970 ne sont pas disponibles.
(b) Y compris les émissions de la Société Nationale d'Investissement (400 millions).
(c) R.T.B., Centre d'Etudes de l'Energie Nucléaire, Fondation Nationale pour le financement de la Recherche Scientifique.

Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Émissions nettes d'actions			Accroissement de la dette obligataire des sociétés (b)	Total des émissions nettes
	Constitutions de sociétés	Augmentations de capital	Total		
1954	589	2 531	3 120	5 210	8 330
1955	636	4 142	4 778	4 902	9 680
1956	703	3 319	4 022	3 597	7 619
1957	1 217	3 606	4 823	5 864	10 687
1958	648	3 049	3 697	9 223	12 920
1959	897	2 440	3 337	7 980	11 317
1960	1 510	5 035	6 545	6 025	12 571
1961	1 213	2 918	4 131	8 574	12 705
1962	2 193	4 521	6 715	8 095	14 810
1963	1 092	4 192	5 284	6 774	12 058
1964	1 444	8 331	9 775	4 434	14 209
1965	1 425	5 809	7 234	10 570	17 804
1966	1 343	8 382	9 725	6 273	15 998
1967	1 955	8 160	10 115	13 909	24 024
1968	2 202	15 469	17 671	17 311	34 982
1969	2 853	14 058	16 911	12 894	29 805
1969 (5 mois) (c)	1 077	3 021	4 098	..	..
1970 (5 mois) (c)	851	4 176	5 027	..	..

Source : Institut National de Statistique.

(a) Ces données ne comprennent pas les émissions congolaises.

(b) Y compris la S.N.C.I.
Y compris les émissions privées, c'est-à-dire qui n'ont pas fait l'objet d'une offre sur le marché

(c) Données provisoires.

Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges (a)

(en milliers de francs)

PRINCIPAUX SECTEURS	1966	1967	1968	1969 (b)	1969 — 5 mois (c)		1970 — 5 mois (c)	
					(d)	Total (e)	(d)	Total (e)
Banques	1 601 539	3 142 418	4 874 200	5 127 704	911 820	911 820	92 660	100 160
Commerce de détail	84 884	104 114	177 327	542 298	312 739	374 332	69 800	140 107
Commerce de gros et commerce extérieur	807 524	824 168	1 435 344	1 435 117	231 109	307 492	2 195 149	2 279 187
Fabrications métalliques	561 924	764 108	848 762	1 391 415	411 974	424 728	638 063	679 151
Métallurgie du fer	1 247 439	387 725	210 000	381 979	228 950	229 050	1 006	1 036
Métaux non ferreux	3 616	20 854	1 641 635	70 451	—	750	13 960	14 010
Industrie textile	222 896	197 486	249 048	270 931	47 714	56 950	29 176	121 971
Industrie alimentaire	205 258	269 389	488 919	461 364	82 606	86 133	292 659	325 714
Industrie du bois	140 116	40 594	104 014	67 969	2 737	11 547	44 744	55 778
Industrie chimique	910 313	2 850 796	2 590 775	1 681 341	311 497	321 461	66 900	71 050
Électricité	1 843 158	386 116	3 747 747	2 799 501	35 000	35 000	—	—
Gaz	—	—	120 000	—	—	—	—	—
Papier et imprimerie	109 428	357 755	121 666	69 215	17 659	21 340	117 782	177 554
Transports	161 664	131 641	142 401	255 233	47 146	63 633	77 390	98 741
Construction	264 198	149 088	163 989	344 133	100 562	141 731	72 527	124 346
Charbon	—	20	—	—	—	—	—	—
Ciment	73 994	155 975	81 216	121 924	65 271	65 806	3 349	23 107
Tabac	—	35 000	300	67 500	—	—	—	—
Artisanat	77 471	79 819	148 575	167 366	13 218	46 402	38 257	78 709

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) La statistique des émissions nettes d'obligations comprend aussi les émissions « continues »; il est fait déduction des remboursements.
(b) Données provisoires.
(c) Non compris les émissions continues et les remboursements.
(d) Sociétés anonymes et en commandite par actions.
(e) Le total comprend, outre les émissions nettes des sociétés mentionnées sous (e), celles des sociétés de personnes à responsabilité limitée.

Emissions du secteur public en francs belges (a)

(en millions de francs)

ANNÉE	Montant	MOIS	Montant
1963	27 049	1970	
1964	38 085	Janvier	15 550
1965	43 715	Février	—
1966	46 810	Mars	8 000
1967	65 100	Avril	15 200
1968	65 350	Mai	3 500
1969	84 795	Juin	10 250
1970	91 200	Juillet	—
		Août	—
		Septembre	25 700
		Octobre	5 000
		Novembre	5 000
		Décembre	3 000

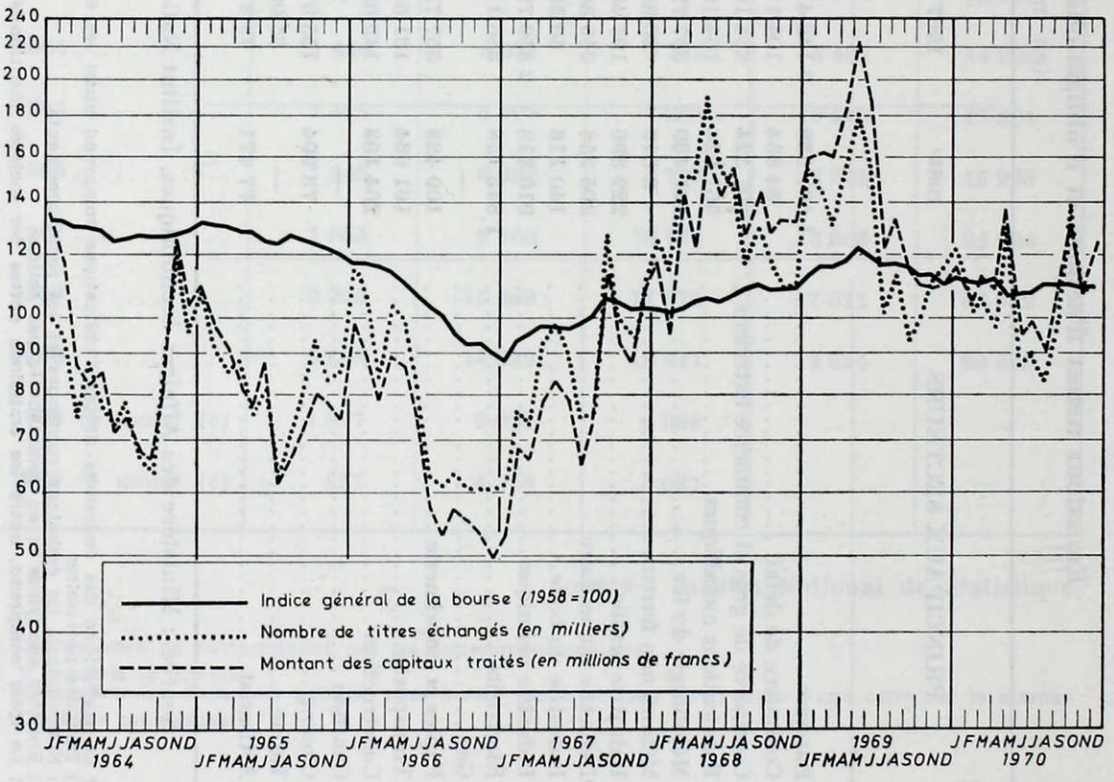
Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux, la Société nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exclusion des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

Bourse de Bruxelles

Activité

(moyenne par séance)



Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Bourse de Bruxelles

Volume des opérations du marché au comptant

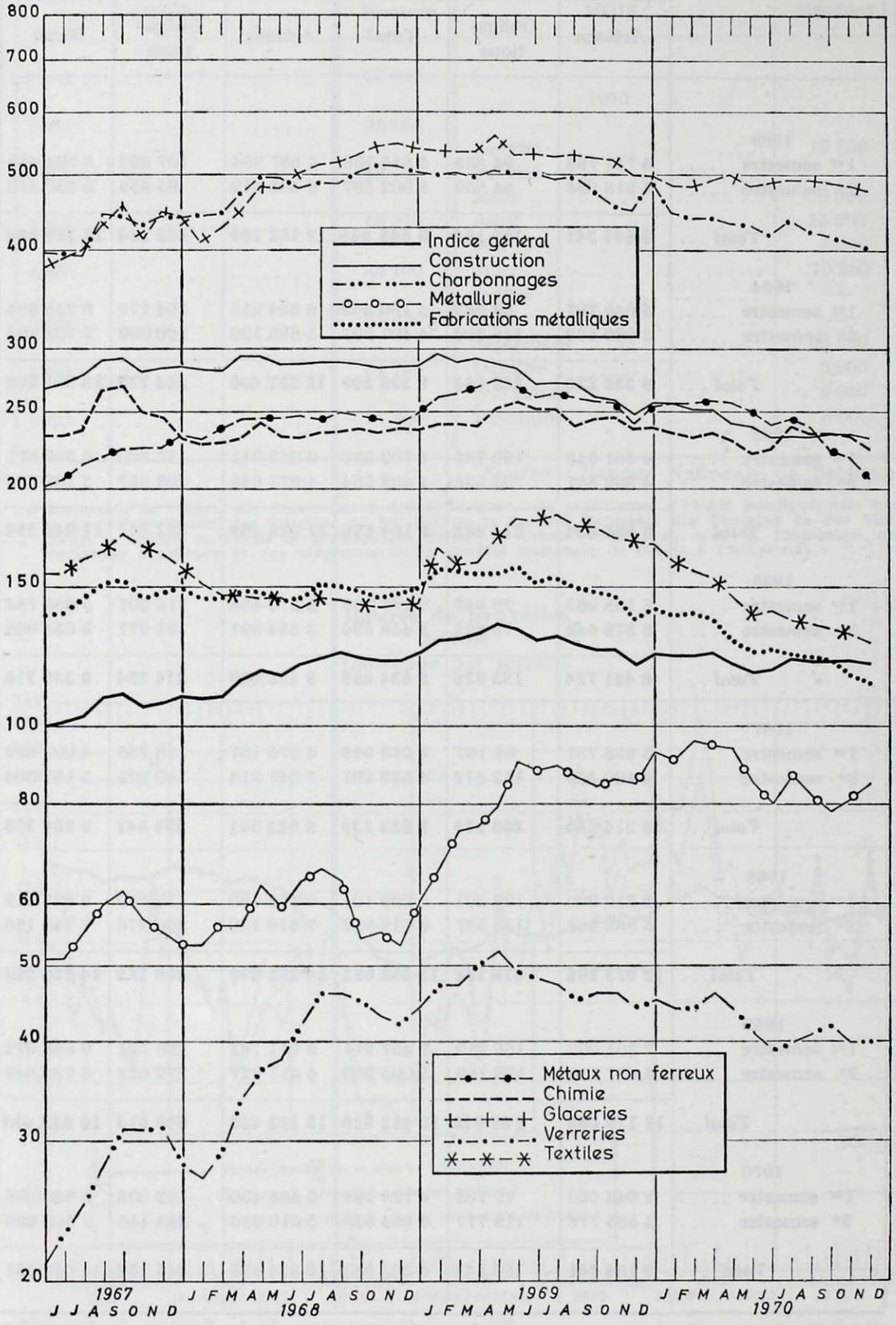
PÉRIODE	Nombre de titres traités			Montant des capitaux traités (en milliers de francs)		
	Actions	Obligations	Total	Actions	Obligations	Total
1963						
1er semestre	4 751 783	94 355	4 846 138	5 687 254	107 396	5 794 650
2e semestre	4 918 058	84 839	5 002 897	6 465 512	95 358	6 560 870
Total ...	**9 669 841**	**179 194**	**9 849 035**	**12 152 766**	**202 754**	**12 355 520**
1964						
1er semestre	5 046 797	83 565	5 130 362	6 654 215	104 179	6 758 394
2e semestre	4 289 433	118 504	4 407 937	5 633 193	160 099	5 793 292
Total ...	**9 336 230**	**202 069**	**9 538 299**	**12 287 408**	**264 278**	**12 551 686**
1965						
1er semestre	4 581 543	120 789	4 702 332	6 052 811	187 860	6 240 671
2e semestre	4 308 841	93 693	4 402 534	4 973 648	133 987	5 107 635
Total ...	**8 890 384**	**214 482**	**9 104 866**	**11 026 459**	**321 847**	**11 348 306**
1966						
1er semestre	5 108 082	79 683	5 187 765	5 570 435	115 307	5 685 742
2e semestre	3 373 642	73 252	3 446 894	3 554 991	98 977	3 653 968
Total ...	**8 481 724**	**152 935**	**8 634 659**	**9 125 426**	**214 284**	**9 339 710**
1967						
1er semestre	3 893 781	96 167	3 989 948	3 975 137	123 755	4 098 892
2e semestre	4 420 479	112 812	4 533 291	5 047 214	140 292	5 187 506
Total ...	**8 314 260**	**208 979**	**8 523 239**	**9 022 351**	**264 047**	**9 286 398**
1968						
1er semestre	6 210 900	128 201	6 339 101	6 736 430	158 789	6 895 219
2e semestre	5 862 365	150 587	6 012 952	7 516 160	226 976	7 743 136
Total...	**12 073 265**	**278 788**	**12 352 053**	**14 252 590**	**385 765**	**14 638 355**
1969						
1er semestre	7 301 092	156 819	7 457 911	9 611 781	236 591	9 848 372
2e semestre	4 877 710	128 199	5 005 909	6 511 627	272 022	6 783 649
Total..	**12 178 802**	**285 018**	**12 463 820**	**16 123 408**	**508 613**	**16 632 021**
1970						
1er semestre	4 648 663	79 765	4 728 428	5 668 490	162 008	5 830 498
2e semestre	4 535 778	118 777	4 654 555	5 310 485	283 148	5 593 633
Total ...	**9 184 441**	**198 542**	**9 382 983**	**10 978 975**	**445 156**	**11 424 131**

Source : Commission de la Bourse de Bruxelles.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers

Début du mois

(1953 = 100)

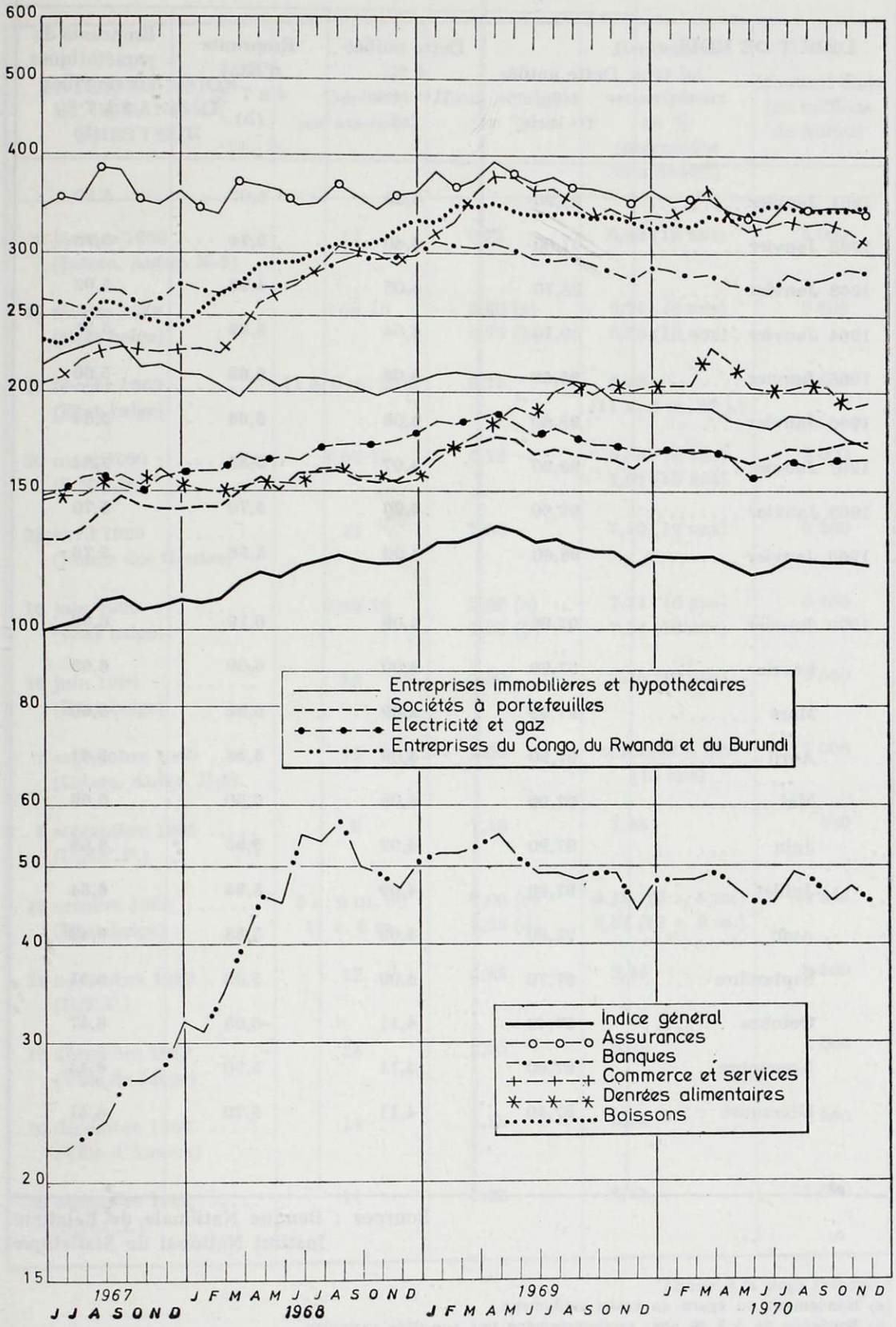


Source : Institut National de Statistique.

Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers (suite)

Début du mois

(1953 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles

DÉBUT DE MOIS	Cours	Rendement		
	Dette unifiée 4 %, 1re série	Dette unifiée 4 %, 1re série (a)	Emprunts d'Etat 4 à 7 % (b)	Emprunts de paraétatiques et de villes 3 à 7 % (b)
1961 Janvier	91,20	4,39	6,07	5,80
1962 Janvier	91,00	4,40	5,74	5,70
1963 Janvier	98,70	4,05	4,96	5,02
1964 Janvier	99,10	4,04	5,32	5,21
1965 Janvier	98,50	4,06	5,62	5,60
1966 Janvier	98,60	4,06	5,66	5,64
1967 Janvier	98,20	4,07	5,85	5,84
1968 Janvier	98,60	4,06	5,70	5,70
1969 Janvier	98,60	4,06	5,58	5,76
1970 Janvier	97,90	4,09	6,19	6,68
Février	97,90	4,09	6,09	6,65
Mars	97,90	4,09	6,02	6,60
Avril	97,90	4,09	5,93	6,61
Mai	97,90	4,09	6,00	6,69
Juin	97,90	4,09	5,95	6,68
Juillet	97,90	4,09	5,94	6,54
Août	97,90	4,09	5,88	6,42
Septembre	97,70	4,09	5,93	6,41
Octobre	97,40	4,11	6,08	6,47
Novembre	97,40	4,11	5,90	6,44
Décembre	97,40	4,11	5,70	6,41

Sources : Banque Nationale de Belgique.
Institut National de Statistique.

(a) Rendement eu égard au cours seulement.
(b) Echéance de 5 à 20 ans; remboursement par annuités variables.

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montant émis (en millions de francs)
9 janvier 1969 ..... (Interc. Autor. E-3)	12	6,75	6,99 (12 ans)	5 000
17 février 1969..... (Etat belge)	6 ou 13	6,50 (a) 6,75 (b)	6,71 (6 ans) 6,88 (13 ans)	5 650
17 février 1969..... (Etat belge)	11 a. 6 m. 22 j.	6,75	6,93 (11 a. 6 m. 22 j.)	11 600
20 mars 1969 ..... (S.N.C.B.)	8 ou 15	6,75	6,88 (8 ans) 7,07 (15 ans)	3 500
28 avril 1969 ..... (Fonds des Routes)	12	7,00	7,19 (12 ans)	9 200
16 juin 1969 ..... (Etat belge)	6 ou 12	7,00 (a) 7,25 (b)	7,21 (6 ans) 7,34 (12 ans)	9 450
16 juin 1969 ..... (Etat belge)	18	7,50	7,55 (18 ans)	5 550
1 septembre 1969 ..... (Interc. Autor. E-5)	15	5,00	emprunt à lots (15 ans)	2 000
9 septembre 1969 ..... (C.N.C.P.)	6	7,10	7,45	500
13 octobre 1969 ..... (Etat belge)	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	8,00 (c) 8,25 (d)	8,13 (5 a. 6 m.) 8,51 (11 a. 6 m.)	24 345
24 novembre 1969 ..... (R.T.T.)	12	8,25	8,44	3 500
10 décembre 1969 ..... (Ville de Liège)	14	8,25	8,64	1 000
10 décembre 1969 ..... (Ville d'Anvers)	14	8,25	8,64	2 000
15 décembre 1969 ..... (S.N.C.I.)	11	8,25	8,45	1 500

(Suite à la page suivante)

Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public (suite)

Emprunts en francs belges

DATE D'ÉMISSION ET ORGANISME ÉMETTEUR	Durée (en années)	Taux nominal (en %)	Rendement pour les souscripteurs en % (précompte non déduit)	Montants émis (en millions de francs)
7 janvier 1970 ..... (C.N.C.P.)	8	8,25	8,43 (8 ans)	500
14 janvier 1970 ..... (Etat belge)	10	8,25	8,46 (10 ans)	5 250
14 janvier 1970 ..... (Etat belge)	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	8,00 (e) 8,25 (d)	8,10 (5 a. 3 m.) 8,50 (11 a. 3 m.)	9 800
2 mars 1970 ..... (Interc. Autor. E-3)	8	8,25	8,52 (8 ans)	5 000
2 mars 1970 ..... (Interc. Autor. E-5)	8	8,25	8,52 (8 ans)	3 000
13 avril 1970 ..... (Etat belge)	6	8,00	8,16 (6 ans)	6 950
13 avril 1970 (Etat belge)	9 a. 9 m.	8,25	8,48 (9 a. 9 m.)	8 250
19 mai 1970 ..... (S.N.C.B.)	6 ou 12	8.00 (a) 8,25 (b)	8,29 (6 ans) 8,54 (12 ans)	3 500
18 juin 1970 ..... (Fonds des Routes)	6 ou 13	8,00 (a) 8,25 (b)	8,22 (6 ans) 8,50 (13 ans)	10 250
14 septembre 1970 ..... (Etat belge)	13	8,50	8,72 (13 ans)	10 160
14 septembre 1970 ..... (Etat belge)	6 ou 12	8,25 (a) 8,50 (b)	8,47 (6 ans) 8,63 (12 ans)	15 540
5 octobre 1970 ..... (C.N.C.P.)	6	8,25	8,47	500
12 octobre 1970 ..... (S.N.C.I.)	7 ou 13	8,25 (f) 8,50 (b)	8,45 (7 ans) 8,60 13 ans)	2 000
26 octobre 1970 ..... (Soc. Nat. Logement)	10	8,50	8,65 (10 ans)	2 500
16 novembre 1970 ..... (R.T.T.)	14	8,50	8,70 (14 ans)	5 000
7 décembre 1970 ..... (Ville de Liège)	8 ou 14	8,25 (g) 8,50 (b)	8,50 (8 ans) 8,62 (14 ans)	1 000
7 décembre 1970 ..... (Ville d'Anvers)	8 ou 14	8,25 (g) 8,50 (b)	8,50 (8 ans) 8,62 (14 ans)	2 000

Source : Fonds des Rentes.

(a) Les 6 premières années.
(b) Les dernières années.
(c) Pendant 5 ans et 6 mois.
(d) Les 6 dernières années.
(e) Pendant 5 ans et 3 mois.
(f) Les 7 premières années.
(g) Les 8 premières années.

Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public

Emprunts en monnaies étrangères (a)

DATE DE L'ARRÊTÉ ET ORGANISME ÉMETTEUR (b)	Durée	Taux nominal (en %)	Rendement moyen à l'émission	Montant émis (en millions d'unités de monnaies étrangères)
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	2, 3 et 4 ans	5,00	5,00 (c)	U.S. $ 3
12 juillet 1961 ..... (S.N.C.B.)	15 ans	5,25	5,32 (c)	U.S. $ 20 ou D.M. 80
3 octobre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	4,75	4,92	Fl. P.B. 22
14 novembre 1961 ..... (État belge)	3 ans	5,50	5,61 (c)	U.S. $ 30
28 novembre 1961 ..... (État belge)	15 ans	5,50	5,88	U.S. $ 25
12 décembre 1961 ..... (Sabena)	20 ans	5,00	5,06	Flux. 250
27 mars 1962 ..... (État belge)	15 ans	5,25	5,55	U.S. $ 30
10 mai 1963 ..... (État belge)	3, 4 et 5 ans	4,875	4,97 (c) (d)	U.S. $ 20
20 septembre 1963..... (État belge)	35 mois	5,00	5,24 (d)	U.S. $ 11
31 août 1964 ..... (État belge)	35 mois	5,25	5,60 (d)	U.S. $ 16,5
29 janvier 1965 ..... (Sabena)	7 ans 6 mois	5,00-5,125 5,25-5,50	5,17	U.S. $ 8
20 mai 1965 ..... (R.T.T.)	5 ans	6,00	6,00	U.S. $ 20
6 janvier 1966 ..... (Sabena)	8 ans	5,75	5,83	U.S. $ 7,2
31 janvier 1966 ..... (Sabena)	5 ans	5,375-5,50	5,50	U.S. $ 7,7

Source : Banque Nationale de Belgique.

(a) Il n'y a pas d'emprunts en monnaies étrangères pour les années 1967, 1968, 1969 et 1970.
(b) La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant un emprunt est émis ou commence à être émis peu après que l'arrêté y relatif a été pris.
(c) Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.
(d) Ces emprunts sont exempts de tous impôts et taxes présents et futurs au profit de l'Etat belge, des provinces ou des communes.

Opérations du Fonds des Rentes

Situation fin d'année

DÉSIGNATION	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Financement des opérations (en millions de francs) :									
— « Call money »	—	877	—	—	1 563	—	1 256	631	—
— Certificats du Fonds des Rentes .	6 440	6 549	7 357	5 884	4 524	6 348	8 892	8 377	8 737
— Avances de la N. B.	589	600	389	—	320	—	—	—	—
Total ...	**7 029**	**8 026**	**7 746**	**5 884**	**4 933**	**6 424**	**8 972**	**9 008**	
Portefeuille titres (en millions de francs) :									
— Montant (a)	7 759	8 383	6 827	6 299	6 426	5 943	7 959	7 833	6 932
— Certificats de trésorerie : tranche B	2 226	2 711	4 099	2 728	3 269	3 560	5 124	4 654	4 214

Source : Fonds des Rentes.

(a) Valeur nominale.

Evolution du montant des inscriptions hypothécaires
(en millions de francs)

ANNÉE	Montant des inscriptions
1963	39 969
1964	47 134
1965	46 625
1966	54 115
1967	58 869
1968	61 025
1969	70 963
1970	58 982

Source : Banque Nationale de Belgique.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
Relevé général des placements
(en millions de francs)

OBJET OU MODALITÉ DE FINANCEMENT	Opérations nouvelles en		Solde au 31 décembre (a)	
	1969 (b)	1970 (b)	1969 (g)	1970 (b) (g)
Crédit à l'État	4 069,1	2 853,9	31 250,1	30 515,1
Crédit au Congo (c)	0,1	—	174,5	174,5
Provinces, villes, communes et Crédit communal de Belgique	—	24,3	2 840,6	2 738,6
Organismes de sécurité sociale (d)	1 925,6	2 434,2	16 883,2	16 951,7
Transport et communications	2 182,8	1 645,4	8 269,4	9 576,6
Distribution d'eau	392,0	—	2 977,4	2 892,0
Crédit industriel	5 761,1	7 111,2	30 115,4	33 195,4
Énergie nucléaire	—	—	223,7	148,5
Recherche scientifique et Universités	2 007,7	788,3	5 812,1	6 446,9
Crédit hypothécaire	8 129,7	5 968,2	41 742,0	44 593,4
Prêts sur nantissement	14,9	11,0	18,0	15,8
Crédit à l'habitation sociale	7 130,7	6 518,4	51 944,3	54 737,1
Crédit agricole	1 559,5	893,8	8 898,4	8 897,3
Crédit artisanal et professionnel	1 357,2	762,1	3 686,4	4 233,6
Crédit fluvial et maritime	358,3	285,5	2 205,6	2 138,6
Opérations d'escompte (e)	52,1	115,7	440,9	517,2
Caisses publiques de prêts	—	3,0	58,1	58,5
Œuvres en faveur des invalides	215,0	151,9	1 072,1	1 107,8
Valeurs diverses garanties par l'État	10,0	12,0	188,7	190,7
Prêts personnels et prêts à tempérament	491,2	277,1	430,3	365,3
Total...	**35 657,0**	**29 856,0**	**209 231,2**	**219 494,6**
Placements à court terme (f)	2 349,0	6 896,0	16 258,4	22 899,4
Total...	**3 8006,0**	**36 752,0**	**225 489,6**	**242 394,0**

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Y compris les valeurs venues à échéance dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.
(b) Y compris les placements provisoires
(c) Solde encore dû sur la dette coloniale, converti en obligations du Fonds belgo-congolais d'amortissement et de gestion.
(d) Fonds de dotation, destiné au financement des pensions de guerre, Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie et Fonds des Maladies professionnelles.
(e) A l'exclusion des opérations d'escompte incluses dans le « crédit hypothécaire », dans le « crédit artisanal et professionnel », dans le « crédit industriel » et dans le « crédit fluvial et maritime »
(f) Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes, acceptations bancaires et prêts au jour le jour.
(g) Compte tenu de l'affectation des amortissements sur portefeuille à la constitution du « Fonds de réserve » pour dépréciation du portefeuille.

Caisse Générale d'Epargne et de Retraite

Mouvement de l'épargne des particuliers
(en milliers de francs)

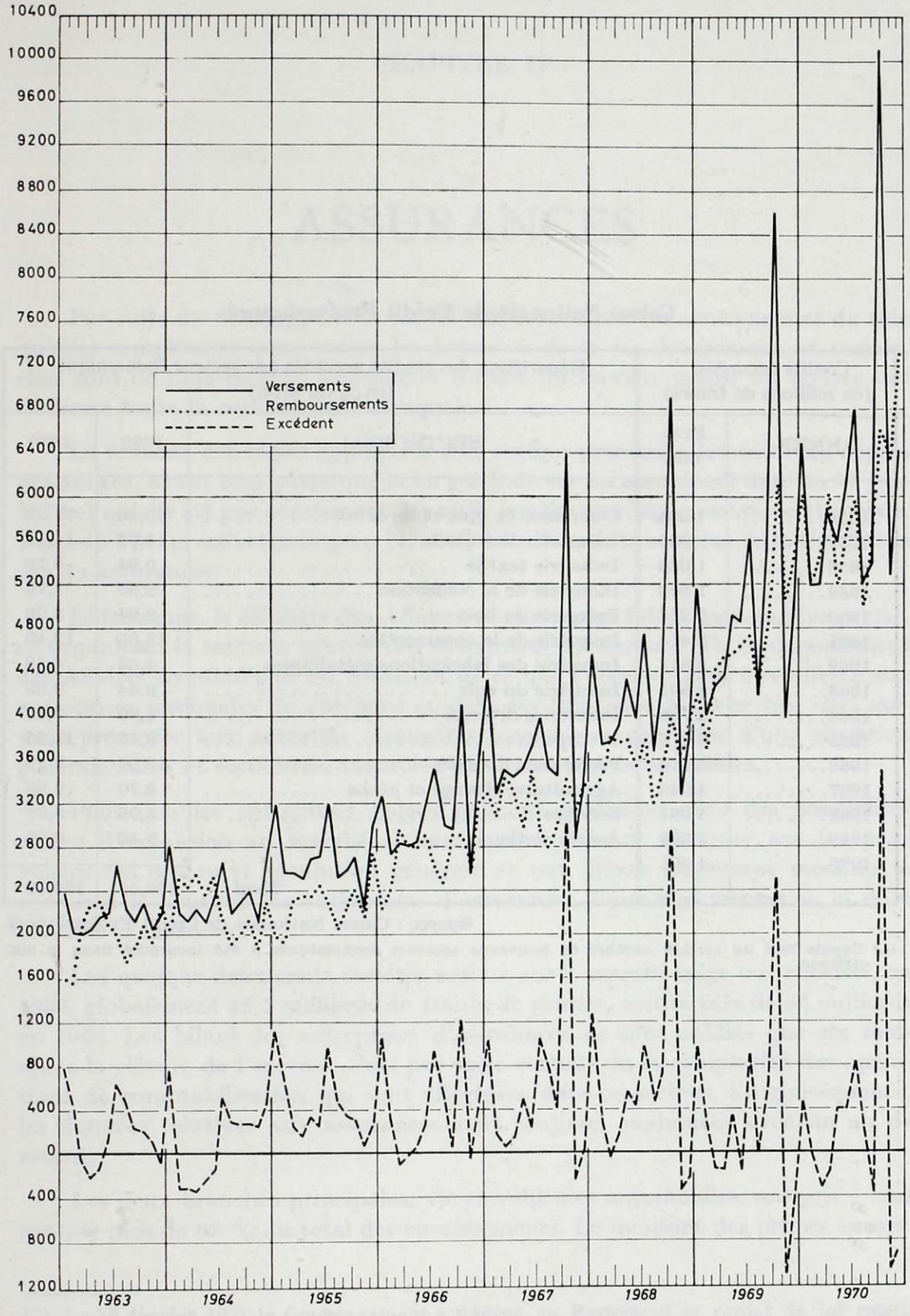
PÉRIODE	Excédent (a)	Intérêts capitalisés	Avoir global (b)
1962			
1er semestre	2 772 636		
2e semestre	2 504 514		
Total ...	**5 277 150**	2 743 778	92 654 188
1963			
1er semestre	980 027		
2e semestre	1 620 427		
Total ...	**2 600 454**	2 725 815 (d)	97 980 457 (d)
1964			
1er semestre	— 588 573		
2e semestre	2 060 171		
Total ...	**1 471 598**	2 942 839 (d)	102 394 894 (d)
1965			
1er semestre	2 842 688		
2e semestre	2 398 046		
Total ...	**5 240 734**	3 204 228 (d)	112 193 881 (d)
		1 354 025 (e)	
1966			
1er semestre	1 557 953		
2e semestre	3 071 687		
Total ...	**4 629 640**	3 498 549 (d)	120 322 070 (d)
1967			
1er semestre	2 159 402		
2e semestre	4 909 271		
Total ...	**7 068 673**	3 745 805 (d)	131 136 548 (d)
1968			
1er semestre	2 644 088		
2e semestre	4 559 336		
Total ...	**7 203 424**	3 957 227 (d)	142 297 199 (d)
1969			
1er semestre	1 143 843		
2e semestre	2 367 698		
Total ...	**3 511 541**	4 595 831 (d)	150 404 571 (c,d)
1970			
1er semestre	747 476		
2e semestre	2 206 715		
Total ...	**2 954 191**	5 308 486 (d)	158 667 248 (c,d)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

(a) Excédent des versements sur les remboursements.
(b) Situation au 31 décembre, intérêts capitalisés compris.
(c) Chiffres approximatifs.
(d) Précompte déduit.
(e) Répartition d'une partie du fonds de réserve de la Caisse d'Epargne et de la Caisse d'Assurances.

Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne

(en millions de francs)



Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Crédits accordés (en millions de francs)		Répartition des crédits accordés par secteur économique (en % du total)		
ANNÉE	Montant	SECTEUR (a)	1969	1970
1956.....	1 234	Commerce de gros et de détail	20,40	21,29
1957.....	898	Industrie alimentaire	15,75	14,15
1958.....	1 025	Industrie textile	0,94	0,70
1959.....	1 363	Industrie de la confection	2,59	1,76
1960.....	2 224	Industrie du bois	2,94	3,06
1961.....	2 414	Industrie de la construction	13,00	13,49
1962.....	2 811	Industrie des fabrications métalliques	4,66	4,58
1963.....	3 391	Industrie du cuir	0,44	0,39
1964.....	2 738	Industries diverses	4,00	3,60
1965.....	3 075	Transports	9,13	11,55
1966.....	3 546	Professions libérales	10,07	8,29
1967.....	4 043	Agriculture, élevage et pêche	2,70	2,93
1968.....	5 081	Services	3,98	5,22
1969.....	5 592	Autres secteurs	9,40	8,99
1970.....	4 901			
		Total...	100,00	100,00

Source : Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

(a) Depuis 1965 un certain nombre de nouveaux secteurs économiques a été incorporé dans la statistique.

CHAPITRE IV

ASSURANCES

Par suite du développement rapide qui caractérise les assurances et du rôle qu'elles remplissent dans toutes les branches de la vie économique et sociale, elles sont de plus en plus considérées comme un service public, un service qui intéresse toute la communauté nationale.

La révision des règles appliquées à ce secteur préoccupe les autorités depuis des années, avant tout parce que la loi générale sur les assurances date du 11 juin 1874 et qu'elle est par conséquent dépassée par l'évolution économique et sociale. Un projet de loi est attendu pour bientôt, il traitera de la révision de la législation sur les assurances.

Entretemps, le Ministre des Affaires économiques a déjà paré au plus pressé, en organisant le contrôle général des entreprises d'assurance (1). Le département des Affaires économiques est conscient de ce que l'occasion doit être offerte aux entreprises nationales de s'étendre au-delà des frontières. Dans ce cas, elles doivent présenter aux autorités étrangères locales des garanties d'une situation générale saine et équilibrée, contrôlée par les autorités nationales.

Pour que les entreprises belges puissent participer avec des possibilités réelles d'expansion au marché commun, elles doivent s'aligner sur les pays voisins qui ont suivi l'évolution générale et ont depuis longtemps reconnu la nécessité de pourvoir les entreprises d'assurances d'une réglementation et d'un contrôle d'ensemble.

Les quelque deux cents sociétés actives sur le marché belge ont encaissé, en 1969, globalement 38,5 milliards de francs de primes, contre près de 36 milliards en 1968. Les bilans des entreprises d'assurances ne sont publiés que six mois après la clôture de l'exercice, ceci par suite surtout de la complexité des opérations de comptabilisation qui sont effectuées dans ce secteur. En conséquence, les données relatives aux assurances sont toujours examinées avec un an de retard.

Les deux branches principales, vie et véhicules automobiles, ont pris à leur compte plus de 67 % du total des encaissements. Le montant des primes encais-

(1) Le 16 février 1971 le Gouvernement a déposé au Parlement le projet de loi relatif au contrôle des entreprises d'assurances (*Documents parlem.*, Sénat belge, session 1970/1971, n° 269, 16 février 1971, 85 p.).

sées par tous les secteurs des assurances automobiles atteint 13,2 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport à 1968. Pour les assurances sur la vie, le total est un peu moins élevé : 12,7 milliards ou 3 % de plus qu'en 1968. L'augmentation des encaissements de primes a aussi été importante dans l'assurance-incendie, la troisième branche par ordre d'importance. Elle reflète les hausses graduelles des tarifs des risques industriels et des risques spéciaux. La progression dans cette branche est aussi due en partie à la réévaluation automatique que subissent régulièrement un grand nombre de contrats pour des risques simples ; il ne s'agit cependant pas ici d'une hausse des tarifs mais d'une adaptation des montants assurés.

Une faible augmentation du montant des primes ne signifie pas, par le fait même, que la branche intéressée n'est pas saine. En 1969, l'assurance-vie en fournit la meilleure preuve puisque, dans ce secteur, les encaissements de primes n'ont augmenté que de 3 % ,tandis que l'évolution peut être considérée comme plus que satisfaisante à de nombreux points de vue. A la suite de l'introduction de nouveaux tarifs en 1969, la comparaison des résultats avec ceux des années précédentes est fort dificile. Cependant — compte tenu des augmentations de capital que certaines sociétés ont accordé à leurs anciens clients, avec maintien de la prime — la production des assurances sur la vie aurait progressé cette année bien davantage que les années précédentes : les progrès sont évalués à 15,5 %, contre seulement 7 % l'année précédente. Les réserves mathématiques ont augmenté de 6,7 % en 1969, contre 8,5 % en 1968. La production des sociétés étrangères s'est élevée à 29 % de celle des sociétés belges ; relativement, elle progresse plus vite que celle des belges.

Les problèmes de l'assurance automobile obligatoire forment, comme au cours des années antérieures, un chapitre important de l'étude de l'évolution des assurances en 1969. A ce sujet, sont à l'étude des projets de tarification suivant la puissance réelle et non plus la cylindrée (1). Grâce à cette réforme, la charge des accidents de la circulation serait répartie d'une manière plus équitable et mieux adaptée aux données statistiques. En outre, on appliquerait un système de ristourne et de suppléments qui permettrait d'augmenter ou de diminuer a posteriori le montant des primes, compte tenu du comportement personnel de l'assuré.

Pour ce qui concerne les assurances de responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, on constate, en 1969, une augmentation du total des primes encaissées, de 9 % pour les véhicules servant au transport de personnes et de 10 % pour le transport des choses pour compte propre. Le montant des paiements pour sinistres a augmenté de 10 % pour les voitures et il est demeuré à peu près inchangé en ce qui concerne les véhicules utilisés pour le transport des choses pour compte propre. Le rapport entre le montant des primes payées et celui des paiements pour sinistres s'est encore amélioré : pour la première catégorie de véhicules il est passé de 1,97 à 2,12 et pour la deuxième catégorie (transport de choses) de 1,65 à 1,81.

---

(1) Ces propositions ont été reprises entretemps dans l'arrêté ministériel du 14 avril 1971 (*Moniteur belge* du 11 mai 1971).

Assurances sur la vie (a)
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Primes encaissées				Réserves mathématiques (b)			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
Sociétés belges	8 978	9 429	9 559	9 807	59 186	64 062	69 220	74 247
Sociétés étrangères .	2 387	2 591	2 724	2 846	16 492	17 707	19 518	20 408

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Comprend les réserves pour sinistres à régler, les réserves pour la participation aux bénéfices, les fonds de répartition, ainsi que les réserves pour les contrats souscrits en monnaies étrangères.

Assurances sur la vie
Valeurs représentatives (a)
(en millions de francs)

NATURE DES VALEURS	1966	1967	1968	1969
Sociétés belges :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	7 508,6	7 720,4	8 436,6	8 209,6
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	10 025,4	11 526,4	12 853,1	12 498,7
Obligations de sociétés belges	11 439,6	11 852,9	11 982,2	13 125,8
Actions de sociétés belges	3 253,0	3 530,1	3 986,1	4 230,7
Emprunts d'Etats étrangers	2 182,5	29,1	26,7	24,9
Emprunts d'organismes internationaux		906,7	1 175,1	1 215,4
Emprunts de sociétés étrangères		233,9	536,2	909,2
Actions de sociétés étrangères		1 059,7	1 291,5	1 182,1
Prêts sur polices	1 879,3	2 052,4	2 207,8	2 518,7
Immeubles	5 084,0	6 212,9	7 230,4	8 265,8
Prêts hypothécaires	16 747,1	18 150,2	19 200,1	21 055,1
Espèces - Divers	1 334,0	1 520,5	1 473,1	812,5
Fonds communs de placement	47,9	55,5	78,8	88,8
Sociétés étrangères :				
Fonds d'Etat belges, valeurs garanties par l'Etat belge, titres de sociétés congolaises (b)	4 307,3	4 667,7	4 988,0	4 987,9
Obligations Crédit communal, Crédit industriel, S.N.C.B., S.N.C.I., provinces et communes belges	2 518,6	2 760,9	2 941,0	3 002,1
Obligations de sociétés belges	815,7	870,3	948,1	1 228,1
Actions de sociétés belges	669,1	711,8	843,1	948,3
Emprunts d'Etats étrangers	418,3	84,4	69,4	58,6
Emprunts d'organismes internationaux		232,6	269,2	267,9
Emprunts de sociétés étrangères		40,4	157,5	188,6
Actions de sociétés étrangères		215,8	231,1	244,6
Prêts sur polices	586,6	619,5	637,9	691,1
Immeubles	2 468,4	2 619,7	2 725,5	2 879,4
Prêts hypothécaires	4 841,5	5 241,3	5 644,4	6 249,5
Espèces - Divers	137,8	161,7	34,5	57,0
Fonds communs de placement	27,1	18,9	28,1	25,5

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Depuis 1967 les titres de sociétés congolaises sont repris dans la rubrique « Emprunts d'organismes internationaux ».

Opérations de capitalisation (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969
Primes encaissées	**63,6**	**103,7**	**70,1**	**65,1**
Valeur nominale des contrats souscrits :				
Capitalisation pure	1 306,0	1 283,9	1 298,6	1 272,7
Capitalisation immobilière	38,4	34,7	28,1	21,3
Total ...	**1 344,4**	**1 318,6**	**1 396,8**	**1 359,1**
Réserves mathématiques :				
Capitalisation pure	698,3	609,5	555,8	522,2
Capitalisation immobilière	32,6	29,9	25,1	21,7
Total ...	**730,9**	**639,4**	**580,9**	**543,9**
Cautionnements	9,6	10,1	10,4	10,8
Total général ...	**740,5**	**749,5**	**591,3**	**554,7**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.

Opérations de capitalisation

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969
Fonds d'Etats étrangers et organismes internationaux	—	1,4	1,2	1,1
Fonds publics belges et valeurs garanties par l'Etat	89,7	83,2	74,2	69,9
Titres de sociétés congolaises (b)	1,1	—	—	—
Obligations institutions parastatales	43,8	51,7	46,4	37,7
Obligations provinces et communes	4,4	2,9	3,5	3,4
Obligations sociétés belges	0,3	0,8	0,3	0,3
Actions sociétés belges	3,3	3,1	3,5	3,5
Immeubles	74,1	76,0	70,7	66,1
Prêts hypothécaires	556,0	471,8	419,9	421,9
Prêts sur polices	3,3	3,0	2,5	2,3
Espèces	0,1	0,1	0,1	0,1
Divers (c)	1,3	1,2	1,5	—
Total ...	**777,4**	**695,2**	**623,8**	**606,3**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Fonds d'Etat étrangers ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Prêts hypothécaires (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969
Prêts hypothécaires par intervention :				
Valeur nominale des prêts	**1 593,7**	**1 783,3**	**1 901,9**	**1 972,8**
Fonds de reconstitution	212,6	214,8	233,7	249,1
Cautionnements	3,3	3,9	4,0	4,2
Total	**215,9**	**218,7**	**237,7**	**253,3**
Prêts hypothécaires sans intervention :				
Solde restant dû	**77 694,3**	**88 085,1**	**96 546,7**	**108 668,8**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.

Prêts hypothécaires par intervention

Valeurs représentatives (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967	1968	1969
Fonds publics belges	29,5	27,7	30,2	29,6
Obligations institutions parastatales	9,7	12,9	13,4	12,9
Valeurs étrangères	—	—	—	—
Organismes internationaux	—	0,3	0,3	0,5
Valeurs congolaises (b)	0,3	—	—	—
Obligations de sociétés belges	1,9	2,0	0,1	0,2
Obligations provinces et communes	1,2	2,3	2,1	2,5
Actions de sociétés belges	0,1	—	—	—
Immeubles	28,7	38,8	30,9	34,4
Prêts hypothécaires	154 2	158,9	176,1	180,8
Divers (c)	1,6	2,1	2,3	2,2
Total	**227,2**	**245,0**	**255,4**	**263,1**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissement et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Organismes internationaux ».
(c) Les valeurs représentatives reprises sous la rubrique *Divers* sont constituées principalement par des frais d'acquisition non amortis.

Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Services publics d'autobus, services spéciaux d'autobus, services d'autocars		Taxis et fiacres automobiles		Transports de choses pour compte de tiers		Transports de choses pour compte propre		Voitures (d)		Motos et cyclomoteurs (d)	
	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969	1968	1969
Affaires directes :												
Nombre de véhicules assurés (b)	11,8	12,6	7,5	7,6	31,1	33,2	393,4	418,1	1 646,8	1 791,3	403,1	403,8
Primes émises	211,3	220,5	81,4	82,9	659,4	783,6	1 924,1	2 122,3	7 061,7	8 403,8	268,6	274,4
Montant des sinistres payés (c)	103,4	111,4	59,6	60,4	409,3	440,5	1 168,5	1 169,4	3 591,8	3 965,0	195,4	168,1
Evaluation des sinistres en suspens	315,8	319,2	130,5	135,9	938,2	1 090,8	2 424,2	2 695,8	7 930,3	9 573,7	594,6	579,2
Réserves pour risques en cours	50,4	69,7	32,7	37,2	262,0	315,0	791,5	898,0	2 813,4	3 430,2	136,5	122,0
Commissions payées	26,0	26,4	9,6	10,4	82,3	107,2	336,7	363,8	1 406,5	1 653,9	55,0	55,6
Frais généraux	34,0	32,7	12,8	13,2	108,7	106,2	326,4	332,3	1 132,6	1 192,6	44,3	42,6
Affaires cédées en réassurance :												
Primes cédées	71,3	48,1	27,9	19,9	156,7	122,4	390,5	346,1	1 540,4	1 583,1	56,7	56,2
Commissions reçues	15,8	11,7	6,5	4,4	35,1	23,7	88,5	64,6	369,4	293,9	15,1	12,0
Quote-part des réassureurs dans sinistres réglés	29,6	17,1	19,7	10,8	126,1	96,7	307,7	225,1	984,9	838,2	42,7	31,0
Quote-part des réassureurs dans réserve pour sinistres à régler	144,3	120,8	53,0	33,1	351,9	295,9	730,6	709,2	2 502,6	2 490,5	159,0	159,9
Quote-part des réassureurs dans réserve pour risques en cours	14,2	8,7	8,8	5,9	45,0	36,5	111,8	117,6	451,0	456,1	15,4	20,4
Affaires acceptées en réassurance :												
Primes acceptées	16,3	17,8	2,3	2,5	3,4	5,9	17,1	24,1	102,8	128,6	1,9	2,5
Commissions payées	4,3	4,7	0,6	0,6	1,1	1,9	5,2	7,4	52,1	40,7	0,5	0,7
Quote-part dans sinistres réglés	14,4	5,7	1,1	2,4	4,1	2,9	12,4	15,1	59,3	64,5	2,0	1,9
Quote-part dans réserve pour sinistres à régler	54,6	56,0	8,6	7,9	6,9	13,1	39,8	45,9	198,5	245,9	9,2	9,4
Quote-part dans réserve pour risques en cours	1,9	2,0	0,6	0,8	1,5	1,9	8,1	10,6	47,1	69,1	0,9	1,1

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) En milliers d'unités.
(c) Pendant l'année de l'intitulé.
(d) Contrôle instauré depuis 1967 par arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967).

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles

Valeurs représentatives des réserves techniques (a)

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1966	1967 (b)	1968	1969
Fonds publics belges	1 993	4 149	4 940	5 298,7
Titres Congolais (c)	16	—	—	—
Parastataux	417	830	900	989,6
Parastataux de crédit	598	1 525	1 863	2 018,4
Provinces et communes	138	530	638	654,8
Valeurs étrangères	171	385	514	725,1
Immeubles	847	2 172	2 628	3 188,2
Prêts hypothécaires	294	906	1 235	1 474,6
Obligations de sociétés belges	601	1 304	1 542	1 932,4
Actions de sociétés belges	358	1 042	1 306	1 674,2
Espèces	—	82	130	126,7
Divers	73	322	57	64,0
Fonds communs de placement	6	13	15	27,0
Organismes internationaux	—	167	193	197,1
Total ...	**5 512**	**13 427**	**15 961**	**18 371**

Source : Ministère des Affaires économiques, Service d'Inspection des Assurances.

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) L'augmentation soudaine en 1967 des valeurs représentatives des réserves techniques est due à l'application de l'arrêté royal du 5 juillet 1967 (*Moniteur belge* du 8 juillet 1967). Cet arrêté étend notamment aux voitures pour personnes, le contrôle des entreprises qui pratiquent l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile concernant les véhicules à moteur.
(c) Titres de l'emprunt émis par le Fonds belgo-congolais d'Amortissements et de Gestion. Depuis 1967 ces titres sont repris dans la rubrique « Valeurs étrangères ».

QUATRIÈME PARTIE

PRIX ET REVENUS

CHAPITRE PREMIER

PRIX

L'évolution des prix en 1970 a été influencée par le fléchissement de la hausse conjoncturelle dans les pays industrialisés et par la forte tendance à l'inflation. Cette dernière a été partiellement stimulée par la hausse des coûts de la main-d'œuvre. La politique du crédit et celle des prix, en particulier pour la consommation, ont néanmoins pu atténuer les pointes.

En Belgique, les prix au producteur ont, en 1970, subi les effets du ralentissement de l'expansion conjoncturelle. La brusque hausse de plus de 1 % de l'indice en novembre et en décembre 1969, n'a pas persisté en 1970. Jusqu'en mai, l'augmentation mensuelle a fluctué aux environs de 0,4 %. A partir de juin, a commencé un mouvement en dents de scie : de légères baisses se sont intercalées de temps à autre entre de faibles hausses.

Il faut chercher l'explication de ce fléchissement de l'indice général plutôt dans les prix agricoles que dans ceux des produits industriels, l'accroissement de l'indice de ces derniers étant limité, mais régulier, alors que l'indice des produits agricoles a évolué régulièrement dans le sens de la baisse.

L'indice des 27 produits agricoles (indigènes et importés) calculé par le Ministère des Affaires économiques s'est maintenu durant cinq mois aux environs du niveau de novembre et de décembre 1969, qui était nettement plus élevé que celui des mois précédents.

C'est en juin que la baisse s'est amorcée. Les indices trimestriels du deuxième semestre ont même été au-dessous de l'indice du quatrième trimestre de 1969. Aussi, 1970 n'a-t-il dépassé 1969 que de 1,8 %, alors que cette dernière année avait haussé de 8,2 % par rapport à 1968.

Les prix des produits agricoles importés ont augmenté davantage (+ 2,7 %) que ceux des produits indigènes (+ 1,8 %). En 1969, le phénomène inverse avait été observé, les hausses étant respectivement de 3,5 % et 9,9 %.

En 1967 et en 1968, les prix intérieurs avaient diminué par rapport à l'année précédente, tandis que les prix à l'importation avaient chaque fois augmenté.

L'indice annuel calculé par le Ministère de l'Agriculture, portant sur 22 produits, tous indigènes, a révélé pour 1970 une baisse d'environ 0,4 % contre une hausse de 5,4 % pour 1969. Le groupe des neuf produits végétaux a enregistré une augmentation de 15 %, tandis que l'indice des prix des treize produits du règne animal a diminué de 3,9 % ; en 1969, il y avait eu une hausse respective de 14,9 % et 3,4 %.

L'évolution des prix industriels a été toute différente. De mois en mois, l'accroissement a été plus faible, contrairement à l'année précédente où le taux d'accroissement avait augmenté chaque mois. Les indices moyens trimestriels traduisent très clairement cette divergence entre 1969 et 1970. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, l'avance a été successivement de 6,6 % au premier trimestre de 1970, puis 6,0 %, 5,2 % et 4,6 %. Par contre, le rythme d'augmentation en 1969 s'était amplifié de trimestre à trimestre de 2,3 %, de 4,0 %, de 4,9 % et 5,3 %.

Finalement, la hausse de l'indice annuel moyen a été pratiquement la même qu'en 1969 (4,8 % contre 4,9 %), mais les indices partiels ont enregistré des taux de croissance différents. Pour les biens d'importation, l'augmentation des prix en 1970 a été un peu supérieure à celle de 1969 (5,4 % contre 5,2 %), mais pour les biens produits par l'industrie nationale, elle a été assez élevée, 6,1 % contre 3,4 % surtout à la suite de l'inflation des coûts des heures de travail dans l'industrie qui, selon les données de l'I.R.E.S.P. (Louvain), ont augmenté en moyenne de 12, 7 % contre 8,5 % en 1969.

Les coûts salariaux sont probablement aussi la cause principale de la hausse importante des prix des produits finis (6,2 % contre 3 % en 1969) qui n'a toutefois commencé qu'au deuxième semestre.

Malgré la tendance calme sur les marchés internationaux, le taux d'accroissement des matières premières a été plus marqué qu'en 1969 (6,6 % contre 3,0 %).

Pour les demi-produits par contre, la hausse des prix s'est ralentie (+ 3,4 % contre 7 % en 1969). A partir du milieu de 1970, les effets de la détente conjoncturelle dans les pays industrialisés ont été ressentis dans ce domaine, sous la forme d'une demande étrangère plus calme.

L'évolution de la plupart des indices particuliers a été très différenciée par rapport à l'année précédente. Pour certains produits, la hausse moyenne a été très importante, comme pour les charbons (+ 11,1 % contre 0,8 % en 1969), les minéraux (11,8 % contre 3,4 %), les produits pétroliers pour lesquels la demande mondiale dépasse la production (5,8 % contre 1,7 %) et le papier (7,1 % contre 1,6 %). L'indice des prix du secteur textile a globalement augmenté de 3,8 % contre 1,5 % en 1969 ; dans ce secteur, des écarts très importants et en sens divers ont été observés, selon le produit. Ainsi, les prix de la laine, plus ou moins stables en 1969, ont diminué de 10,6 % en 1970 ; par contre, les prix du lin ont augmenté de 19,4 %, alors que la hausse avait été faible en 1969 ;

les prix du coton et du jute ont également augmenté plus fortement qu'en 1969, soit respectivement de 4,8 et de 8,5 % contre 0,9 et 4,5 %. L'accroissement global de l'indice des prix des produits métalliques a été presque deux fois plus élevé qu'en 1969, 12,3 % contre 6,4 %, à la suite de la forte augmentation de l'indice des produits sidérurgiques passée de 8,5 % en 1969 à 18,2 % en 1970 et de celle des fabrications métalliques, de 3,1 % en 1969 à 11,5 % en 1970. Par contre, les métaux non ferreux ont suivi la tendance du marché international : ils n'ont augmenté que de 3,0 % contre 16,0 % l'année précédente. L'indice des prix des matériaux de construction a monté de 4 % contre 2,6 % en 1969. Mais, la hausse des produits de carrière est retombée de 5,3 % en 1969 à 1,2 % en 1970.

L'indice des prix des produits chimiques est globalement demeuré inchangé : mais, si les prix de la chimie proprement dite ont en moyenne augmenté un peu plus que l'année précédente, à l'inverse ceux des engrais ont moins progressé.

Une importante baisse des prix par rapport à l'année précédente a caractérisé les marchés du caoutchouc (— 19,7 %) et du cuir (— 5,4 %), ces matières étant partiellement remplacées par des produits de substitution. Pour ces produits, la tendance sur le marché mondial est d'ailleurs très calme.

En 1970, les mouvements de l'indice des prix à la consommation ont été inégaux : des accroissements insignifiants ont succédé à des hausses importantes ; en septembre, il y a même eu une légère baisse de l'indice.

L'augmentation a été particulièrement élevée pendant les premiers mois de l'année, quand les séquelles de la psychose de la T.V.A. — qui ont marqué les derniers mois de 1969 — se faisaient encore sentir. Dès le mois d'avril, le rythme de hausse a fort ralenti, mais de temps en temps on a noté une pointe.

La comparaison entre les indices trimestriels fait ressortir ce tassement de la progression. Par rapport aux données du trimestre précédent, l'indice a augmenté en moyenne de 1,24 % au premier trimestre, de 0,88 % au deuxième, de 0,67 % au troisième et seulement de 0,48 % au dernier.

Alors qu'en 1969 les prix avaient augmenté démesurément au cours des derniers mois, en prévision de l'instauration du nouveau régime de taxe sur le chiffre d'affaires — dont l'entrée en vigueur fut d'ailleurs repoussée d'un an — en 1970, au contraire, la hausse des prix au quatrième trimestre a été très limitée : elle a même été inférieure à celle des trimestres précédents. Une politique des prix idoine et un plus strict contrôle des prix, surtout en ce qui concerne la déclaration de hausse, ont empêché les commerçants d'anticiper sur les hausses de prix qui ne se seraient justifiées qu'en janvier 1971.

En outre, l'information du consommateur a été telle que la demande n'a pas augmenté de manière excessive au cours des dernières semaines de 1970.

Outre l'influence de l'action du Gouvernement pour prévenir un accroissement exagéré des prix, le lent effritement de l'expansion conjoncturelle n'est pas resté sans effet non plus et les tendances inflatoires dans les pays riches ont également joué un rôle. En fin de compte, la hausse moyenne de l'indice annuel général a été de 3,9 %, ce qui est à peine au-dessus du niveau de 1969 (+ 3,8 %).

Mais l'évolution dans chacun des trois groupes de biens a été loin d'être uniforme. La hausse relativement minime de l'indice des produits alimentaires, 3,5 % contre 4,6 % en 1969, est principalement due au fait que la vigilance du Gouvernement s'est portée davantage sur ces biens. La hausse de l'indice partiel du groupe des produits non comestibles a été supérieure à celle de 1969 : 2,7 % contre 1,9 %. Les prestations de service ont toutefois marqué une augmentation record, qui est probablement une conséquence de l'accroissement des coûts salariaux ; leur hausse a été de 7 % contre 4,6 % en 1969.

Comparée à l'évolution des prix à la consommation dans d'autres pays, celle de la Belgique est parmi les plus modérées. Par rapport à 1966, le taux d'augmentation à fin décembre 1970 était dans certains pays occidentaux presque le double de celui enregistré dans d'autres. Le Royaume-Uni avec 24,4 % ,la France avec 22,9 % et les Etats-Unis avec 22,4 % ont dépassé le taux d'augmentation belge (15,2 %). Par contre, l'Italie (14,9 %), le Grand-Duché de Luxembourg (13,8 %) et la République fédérale allemande (11,7 %) sont au-dessous. Parmi ces pays, les partenaires des Communautés européennes, sauf l'Italie, appliquaient en 1970 le régime de la taxe sur la valeur ajoutée.

★

★ ★

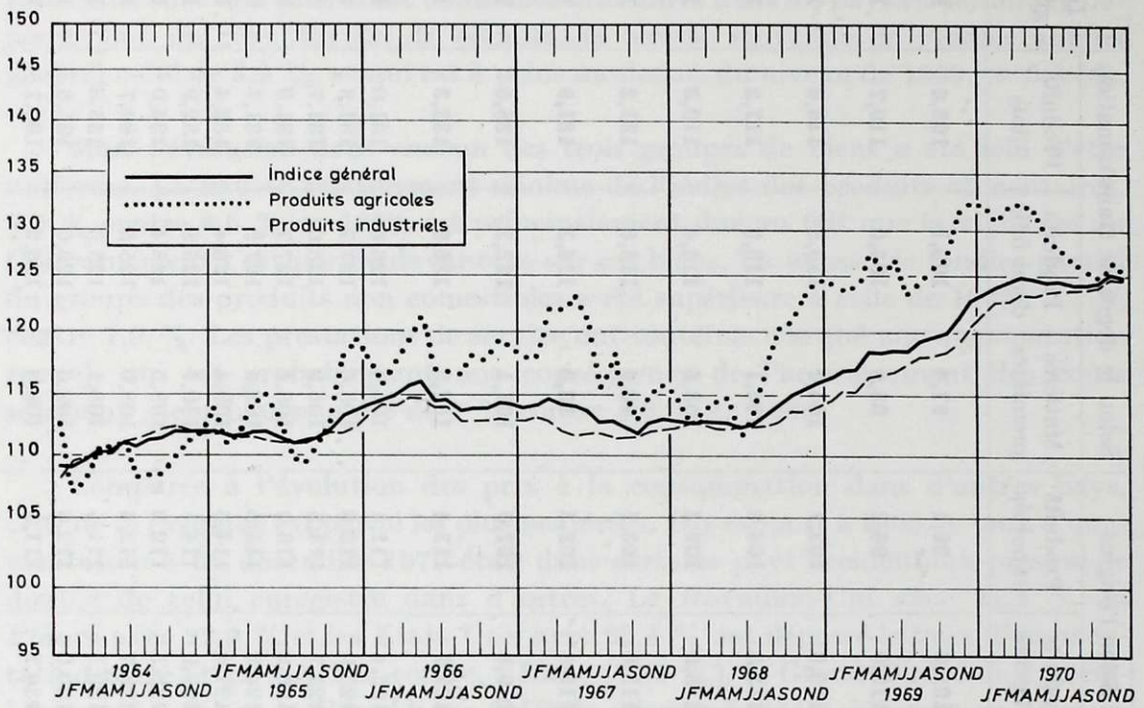
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels					
		Selon l'origine		Indice général	Selon l'origine		Selon le degré de transformation			Indice général
		Produits indigènes	Produits importés		Produits indigènes	Produits importés	Matières premières	Produits demi-finis	Produits finis	
1962 Moyenne	**103,2**	**112,3**	**84,1**	**100,8**	**107,6**	**96,1**	**97,4**	**103,1**	**108,6**	**103,8**
1963 Moyenne	**105,8**	**114,2**	**90,3**	**107,0**	**110,0**	**96,2**	**98,8**	**104,6**	**110,7**	**105,4**
1964 Moyenne	**110,7**	**126,1**	**91,2**	**109,9**	**113,9**	**103,7**	**104,7**	**110,5**	**115,6**	**110,9**
1965 Moyenne	**111,9**	**131,4**	**91,7**	**113,2**	**113,8**	**105,6**	**104,1**	**110,9**	**117,2**	**111,5**
1966 Moyenne	**114,5**	**136,2**	**95,9**	**118,2**	**115,0**	**109,3**	**103,6**	**114,4**	**119,9**	**113,5**
1967 Moyenne	**113,2**	**135,2**	**97,7**	**118,1**	**115,0**	**103,7**	**98,6**	**112,6**	**121,2**	**112,0**
1968 Moyenne	**113,5**	**131,7**	**99,8**	**116,8**	**116,4**	**102,3**	**98,2**	**114,3**	**121,9**	**112,7**
1969 Moyenne	**119,1**	**144,7**	**103,3**	**126,4**	**120,4**	**107,6**	**101,1**	**122,3**	**125,5**	**117,3**
1970 Moyenne	**124,8**	**147,3**	**106,1**	**128,7**	**127,7**	**113,4**	**107,8**	**126,5**	**133,3**	**123,8**
1970 Janvier	123,8	151,0	107,3	131,8	125,4	111,4	104,4	126,6	131,0	121,9
Février	124,3	149,9	106,0	130,4	125,9	113,6	105,6	127,7	131,8	122,8
Mars	124,8	152,1	106,2	131,9	125,7	114,5	105,9	128,0	131,7	123,0
Avril	125,3	153,4	105,2	132,0	126,2	116,2	108,1	127,7	131,9	123,7
Mai	125,1	153,4	104,0	131,3	126,3	115,4	108,4	127,2	131,7	123,5
Juin	124,8	149,0	103,4	128,6	127,4	114,5	109,4	126,4	132,4	123,9
Juillet	124,9	147,2	104,9	128,1	127,9	114,1	110,1	125,8	132,9	124,1
Août	124,5	143,0	107,0	126,6	128,5	112,2	108,5	125,4	134,0	124,0
Septembre	124,5	142,1	107,4	126,0	128,7	112,4	108,0	125,5	134,7	124,1
Octobre	124,6	140,2	108,2	125,2	129,5	111,5	108,1	125,5	135,3	124,4
Novembre	125,4	142,9	107,6	126,6	130,0	112,6	109,0	126,0	135,8	125,0
Décembre	125,2	142,8	106,0	125,9	130,3	111,8	108,3	126,2	136,1	125,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

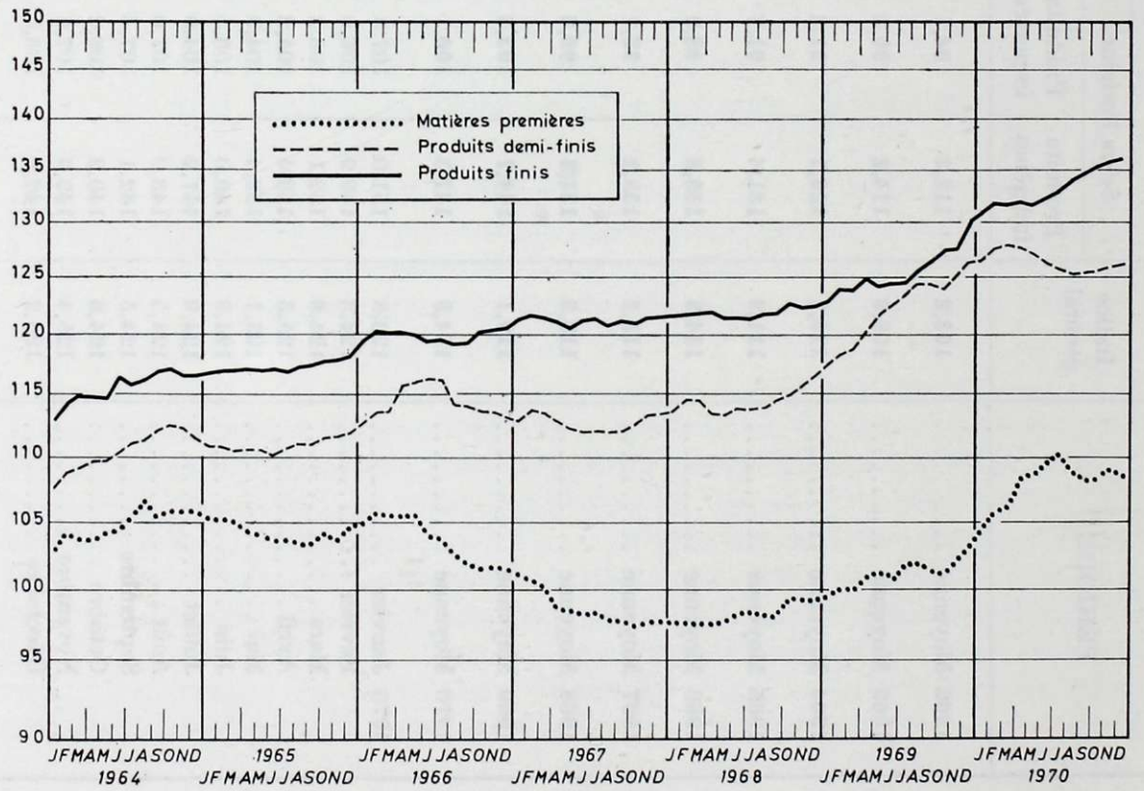
Indices des prix de gros
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100

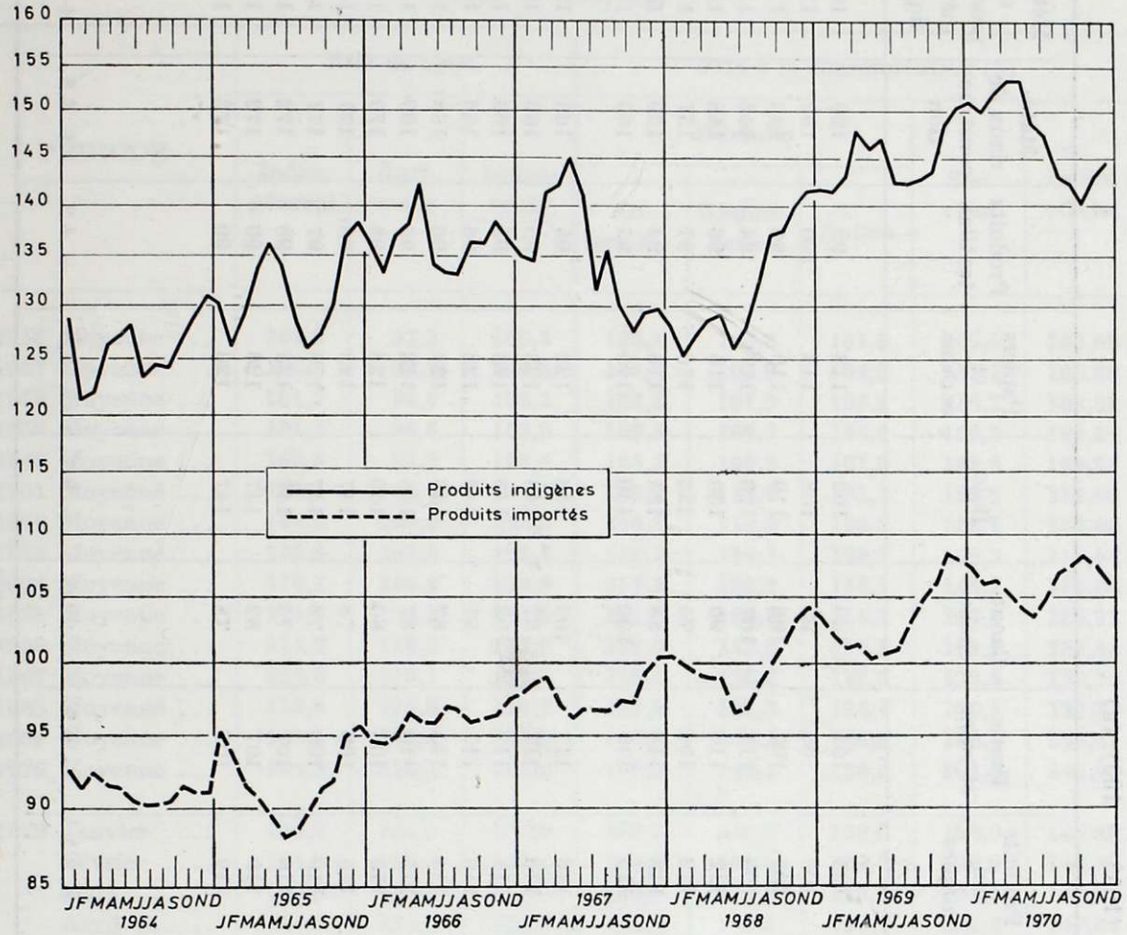
Indices des prix de gros des produits industriels
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

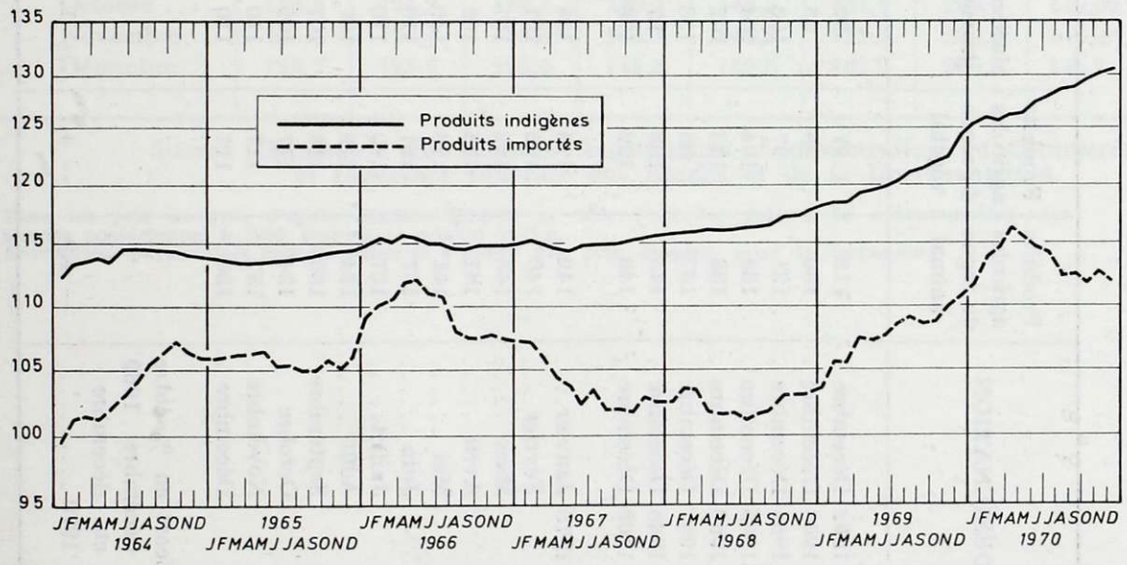
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes
(1953 = 100) (a)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.
(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Indices particuliers des prix de gros

(1953 = 100) (a)

DÉSIGNATION	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux	Produits chimiques	Peaux et cuirs	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles	Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques
1962 Décembre .	113	97	92	99	105	101	120	102	113	93	129	108
1963 Décembre .	130	98	95	103	106	96	98	108	114	100	132	111
1964 Décembre .	131	97	103	107	109	101	106	119	116	96	143	118
1965 Décembre .	138	104	104	107	109	111	107	123	117	94	145	118
1966 Décembre .	138	103	102	106	112	114	90	130	116	93	148	118
1967 Décembre .	137	98	103	105	112	106	74	128	115	91	157	118
1968 Décembre .	145	108	97	105	113	114	88	135	116	94	159	118
1969 Décembre .	143	122	108	109	115	117	100	146	119	95	165	137
1970 Janvier....	142	123	108	110	116	117	105	146	123	95	165	138
Février ...	140	122	107	112	116	117	97	148	123	95	166	141
Mars	143	122	107	112	116	117	93	148	123	95	166	142
Avril	141	126	108	113	116	115	87	148	123	96	166	143
Mai	141	123	110	113	114	115	87	148	123	96	168	143
Juin	137	121	110	113	115	110	87	148	123	98	169	142
Juillet.....	137	120	110	115	115	108	80	148	128	98	170	142
Août	134	119	107	115	115	108	78	147	128	98	171	141
Septembre	135	118	107	117	116	108	78	147	128	97	171	141
Octobre ...	134	117	109	117	116	107	75	147	128	98	172	141
Novembre .	137	117	110	117	119	107	82	147	128	99	172	140
Décembre .	136	117	110	117	119	107	78	147	128	99	173	140
Ecart en % entre décembre 1969 et décembre 1970	— 4,9	— 4,1	+ 1,9	+ 7,3	+ 3,5	— 8,5	—22,0	+ 0,7	+ 7,6	+ 4,2	+ 4,8	+ 2,2

(a) D'après l'indice 1936/1938 = 100.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

Evolution des prix par catégorie

(1953 = 100) (a)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation (b)				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1956 Moyenne ...	**103,6**	**97,2**	**105,3**	**103,1**	**104,2**	**101,5**	**105,5**	**103,65**
1957 Moyenne ...	**106,3**	**98,7**	**108,2**	**106,0**	**107,0**	**104,5**	**111,7**	**106,93**
1958 Moyenne ...	**101,7**	**96,0**	**103,2**	**107,2**	**107,9**	**106,2**	**114,7**	**108,31**
1959 Moyenne ...	**101,3**	**95,0**	**103,0**	**108,3**	**109,5**	**106,6**	**120,0**	**109,64**
1960 Moyenne ...	**102,6**	**92,2**	**105,4**	**108,3**	**109,3**	**107,0**	**122,6**	**109,97**
1961 Moyenne ...	**102,4**	**94,3**	**104,5**	**109,2**	**110,5**	**107,4**	**125,7**	**111,06**
1962 Moyenne ...	**103,2**	**100,8**	**103,8**	**110,8**	**112,5**	**108,3**	**128,5**	**112,62**
1963 Moyenne ...	**105,8**	**107,0**	**105,4**	**112,7**	**114,7**	**109,9**	**136,3**	**115,04**
1964 Moyenne ...	**110,7**	**109,9**	**110,9**	**117,3**	**120,3**	**113,1**	**145,7**	**119,84**
1965 Moyenne ...	**111,9**	**113,2**	**111,5**	**121,9**	**126,0**	**116,2**	**153,8**	**124,71**
1966 Moyenne ...	**114,5**	**118,2**	**113,5**	**127,0**	**132,2**	**119,8**	**161,1**	**129,92**
1967 Moyenne ...	**113,2**	**118,1**	**112,0**	**129,1**	**135,5**	**122,0**	**170,5**	**133,70**
1968 Moyenne ...	**113,5**	**116,8**	**112,7**	**131,5**	**137,9**	**124,4**	**180,1**	**137,31**
1969 Moyenne ...	**119,1**	**126,4**	**117,3**	**136,0**	**144,2**	**126,8**	**188,4**	**142,47**
1970 Moyenne ...	**124,8**	**128,7**	**123,8**	**140,3**	**149,3**	**130,2**	**201,6**	**148,03**
1970 Janvier.....	123,8	131,8	121,9	139,2	148,3	129,0	193,0	145,80
Février	124,3	130,4	122,8	139,7	148,9	129,3	193,9	146,25
Mars	124,8	131,9	123,0	139,8	149,2	129,2	198,5	147,08
Avril	125,3	132,0	123,7	140,0	149,7	129,2	200,6	147,64
Mai	125,1	131,3	123,5	139,9	149,6	129,0	202,2	147,67
Juin	124,8	128,6	123,9	139,7	149,0	129,2	203,1	147,72
Juillet.....	124,9	128,1	124,1	140,5	150,1	129,8	203,4	148,49
Août	124,5	126,6	124,0	140,8	149,8	130,6	203,6	148,80
Septembre .	124,5	126,0	124,1	140,7	149,1	131,2	204,0	148,76
Octobre	124,6	125,2	124,4	140,7	148,8	131,6	204,9	149,02
Novembre ..	125,4	126,6	125,0	141,1	149,2	131,9	206,0	149,46
Décembre ..	125,2	125,9	125,0	141,2	149,3	132,0	206,5	149,71

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Pour les prix de gros d'après l'indice 1936/38 = 100; pour les prix à la consommation des années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.
(b) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix

(en pour-cent)

PÉRIODE	Prix de Gros			Prix à la consommation				
				Produits				
	Indice général	Agricoles	Industriels	Ensemble	Alimentaires	Autres	Services	Indice officiel
1956	+ 2,6	+ 3,4	+ 2,4	+ 2,6	+ 2,7	+ 2,3	+ 4,5	+ 2,8
1957	+ 2,6	+ 1,5	+ 2,8	+ 2,8	+ 2,7	+ 3,0	+ 5,9	+ 3,2
1958	— 4,3	— 2,7	— 4,6	+ 1,1	+ 0,8	+ 1,6	+ 2,7	+ 1,3
1959	— 0,4	— 1,0	— 0,2	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 4,6	+ 1,2
1960	+ 1,3	— 2,9	+ 2,3	—	— 0,2	+ 0,4	+ 2,2	+ 0,3
1961	— 0,2	+ 2,3	— 0,9	+ 0,8	+ 1,1	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,0
1962	+ 0,8	+ 6,9	— 0,7	+ 1,5	+ 1,8	+ 0,8	+ 2,2	+ 1,4
1963	+ 2,5	+ 6,2	+ 1,5	+ 1,7	+ 2,0	+ 1,5	+ 6,1	+ 2,1
1964	+ 4,6	+ 2,7	+ 5,2	+ 4,1	+ 4,9	+ 2,9	+ 6,9	+ 4,2
1965	+ 1,1	+ 3,0	+ 0,5	+ 3,9	+ 4,7	+ 2,7	+ 5,6	+ 4,1
1966	+ 2,3	+ 4,4	+ 1,8	+ 4,2	+ 4,9	+ 3,1	+ 4,7	+ 4,2
1967	— 1,1	— 0,1	— 1,3	+ 1,7	+ 2,5	+ 1,8	+ 5,8	+ 2,9
1968	+ 0,3	— 1,1	+ 0,6	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,0	+ 5,6	+ 2,7
1969	+ 4,9	+ 8,2	+ 4,1	+ 3,4	+ 4,6	+ 1,9	+ 4,6	+ 3,8
1970	+ 4,8	+ 1,8	+ 5,5	+ 3,1	+ 3,5	+ 2,7	+ 7,0	+ 3,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Indice des prix à la consommation (a)

(1966 = 100)

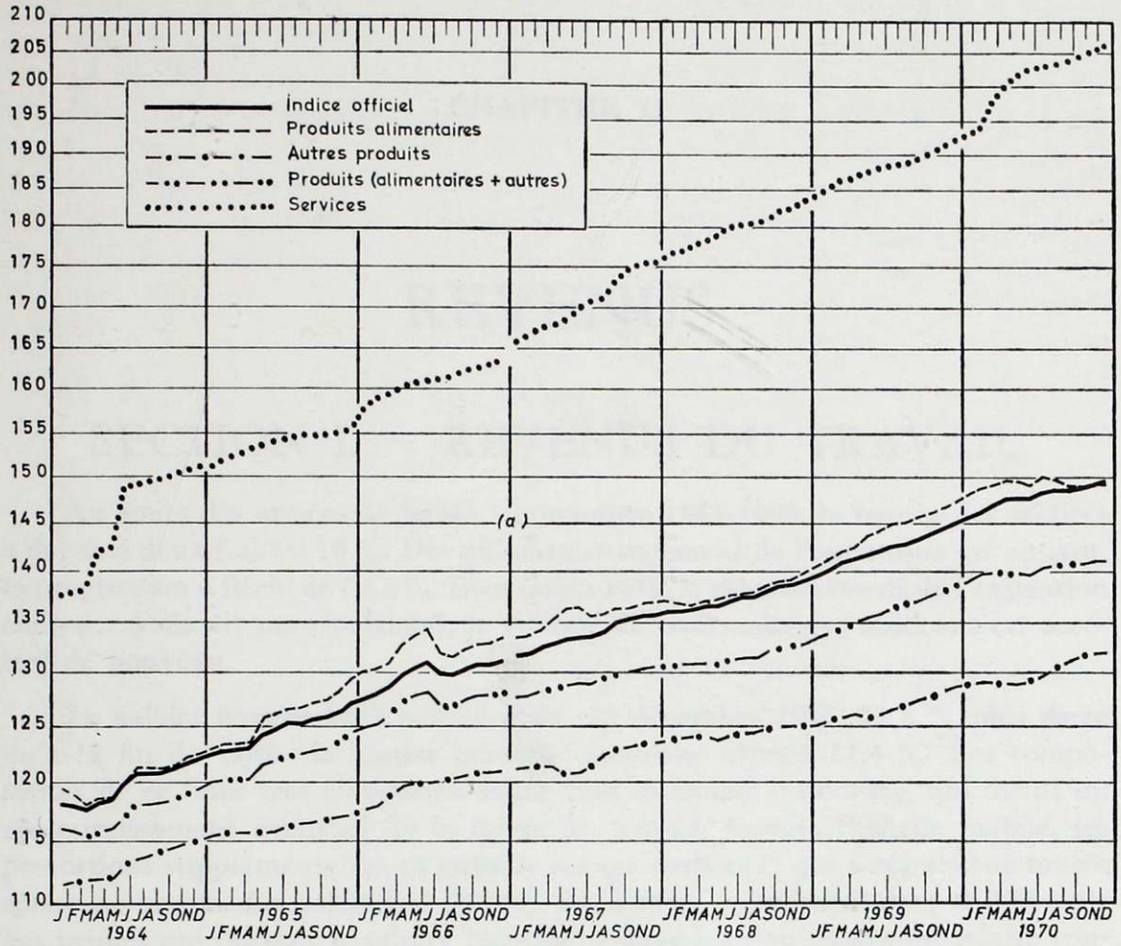
PÉRIODE	Produits			Services	Indice officiel
	Ensemble	Alimentaires	Autres		
1968 Moyenne	**104,1**	**104,3**	**103,8**	**111,8**	**105,69**
1969 Moyenne	**107,6**	**109,1**	**105,8**	**117,0**	**109,66**
1970 Moyenne	**110,9**	**112,9**	**108,6**	**125,2**	**113,94**
1970 Janvier	110,1	112,2	107,7	119,8	112,22
Février	110,4	112,7	107,9	120,4	112,57
Mars	110,5	112,9	107,8	123,2	113,21
Avril	110,7	113,2	107,8	124,5	113,64
Mai	110,6	113,2	107,7	125,5	113,66
Juin	110,4	112,7	107,8	126,1	113,70
Juillet	111,1	113,6	108,3	126,3	114,29
Août	111,3	113,3	109,0	126,4	114,53
Septembre	111,2	112,8	109,5	126,6	114,50
Octobre	111,3	112,6	109,9	127,2	114,70
Novembre	111,5	112,8	110,1	127,9	115,04
Décembre.....	111,6	113,0	110,2	128,2	115,23

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce

(a) Les indices particuliers ont été calculés à l'aide des prix moyens pour le Royaume.

Indices des prix à la consommation

(1953 = 100)



Source : Ministère des Affaires économiques, Administration du Commerce.

(a) Pour les années postérieures à 1966, d'après le nouvel indice.

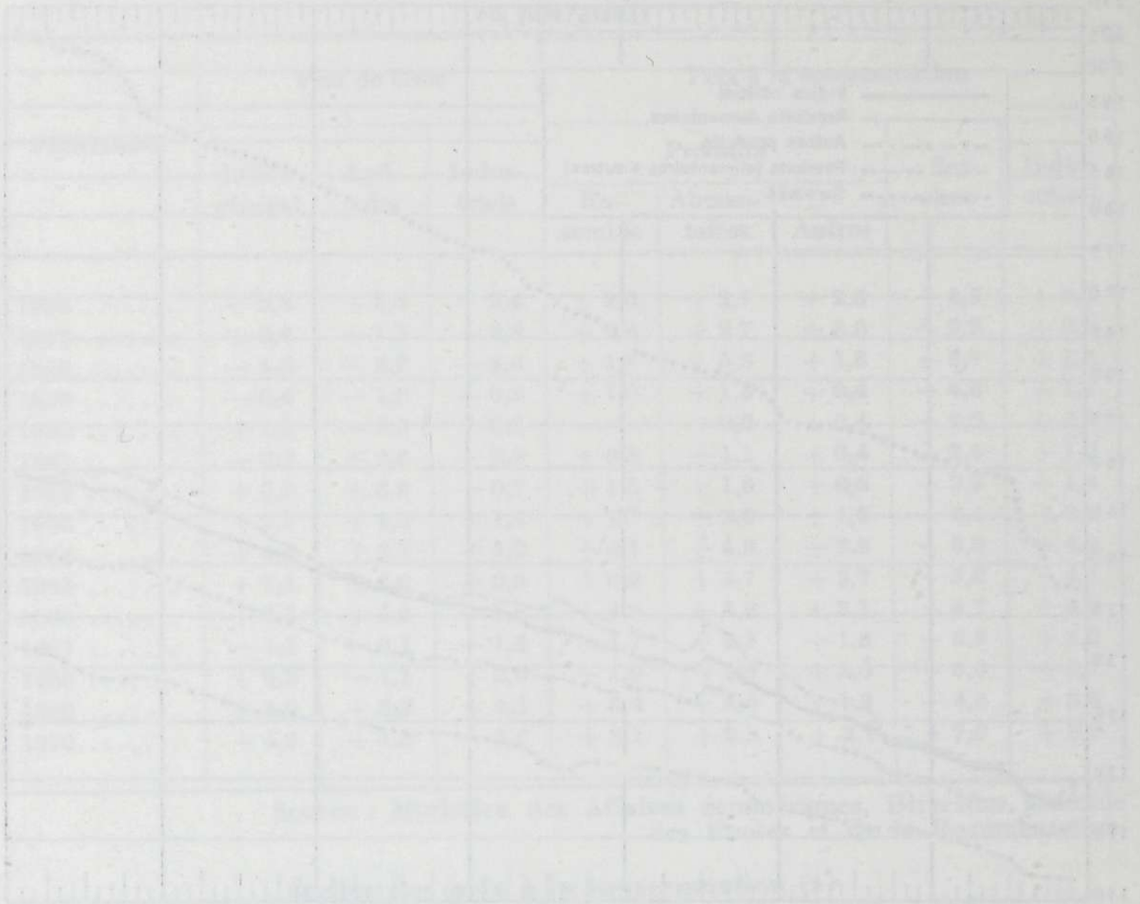
Indices des prix dans quelques pays

(1963 = 100)

PAYS	Prix à la consommation				Prix de gros			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Belgique	116(a)	119(a)	124(a)	129(a)	107	107	113	118
Pays-Bas	121	126	135	141	115	116	117	124
République Fédérale..	111	113	116	121	104	99	101	107
France	112	117	124	131	105	106	115	128
Italie	118	119	122	128	106	107	111	119
Royaume-Uni	115	121	127	135	108(b)	117(b)	121(b)	126(b)
Etats-Unis	109	114	120	127	106	108	113	117

Source : Bulletin Mensuel de Statistique des Nations Unies.

(a) Loyer non compris.
(b) Matières de base.



CHAPITRE II

REVENUS

SECTION I. – REVENUS DU TRAVAIL

Au cours des années de haute conjoncture 1964-1966, la hausse des salaires a dépassé deux fois les 10 %. Dès qu'un ralentissement de l'expansion est apparu, la progression a fléchi de 6 à 8 %. Bien qu'en 1970, le ralentissement de l'expansion conjoncturelle ait paru persister, le rythme de croissance des salaires s'est accéléré de nouveau.

Le salaire horaire brut moyen était, en décembre 1970, 11,8 % plus élevé qu'à la fin de 1969 : la hausse annuelle moyenne atteint 11,4 %. Les composantes de ce taux très élevé sont avant tout la hausse autonome, qui inclut un raccourcissement éventuel de la durée de travail, ensuite l'échelle mobile, les prestations supplémentaires et enfin le « wage drift » (1) qui s'appuie sur toutes sortes de motifs. La possibilité de faire des heures supplémentaires et d'obtenir des primes qui portent le salaire réellement payé bien au-dessus du salaire conventionnel, peut indiquer une pénurie relative de main-d'œuvre spécialisée, même en cas de détente sur le marché de l'emploi, mais elle signifie en tout cas une évolution favorable de la production.

L'accélération de la poussée salariale en 1970 ne constitue pas un phénomène purement belge. Dans les autres pays occidentaux également, l'évolution des salaires a revêtu une tendance nettement inflationniste. Sur base des données publiées par l'O.C.D.E., la hausse annuelle moyenne du salaire brut dans l'industrie manufacturière aurait été en 1970 de 10,4 % en France, de 10,7 % aux aux Pays-Bas, de 12,6 % en Allemagne et de 21,7 % en Italie. Avec 11,4 %, la Belgique demeure dans les normes. La hausse n'est demeurée inférieure à 10 % qu'aux Etats-Unis (+ 5,4 %) et au Royaume-Uni (+ 9,6 %).

La hausse des salaires conventionnels a été en un an — de décembre à décembre — de 10,5 %, dont 4,3 % dus à la hausse de l'indice des prix. Depuis que la liaison des salaires à l'évolution de l'indice des prix à la consommation est devenue générale en Belgique, on a pu attribuer environ la moitié de la hausse des salaires à l'échelle mobile, l'autre moitié a résulté surtout du renou-

(1) Différence entre le taux de croissance des salaires effectifs et celui des salaires conventionnels pendant une période déterminée.

vellement ou de la révision des conventions collectives du travail. En 1970, la part de la hausse autonome dans les salaires conventionnés a cependant été plus importante qu'au cours des années antérieures : 6,2 % ou près des 3/5es de la hausse totale. La grève dans les mines du Limbourg, qui a entraîné un relèvement considérable des salaires des mineurs, a aussi constitué pour les syndicats le point de départ de revendications au profit de tous les salaires. Cette hausse a été réalisée sans grandes difficultés. C'est pourquoi la paix sociale a encore pu être maintenue en 1970. La hausse des salaires est d'ailleurs beaucoup plus élevée que celle de l'indice des prix et, pour autant que l'accroissement de la productivité puisse être exprimé en chiffres, celle-ci serait aussi demeurée inférieure à la hausse des salaires.

Après les charbonnages, où de décembre 1969 à décembre 1970 la hausse n'a pas été de moins de 39 % (intégration des primes de régularité comprise), c'est dans la construction que les rémunérations ont augmenté le plus (12,7 %), ensuite, viennent les transports (10,9 %), le commerce (9 %), l'industrie manufacturière (8,3 %), l'agriculture (7,5 %), les services (6,4 %) et, enfin, le secteur du gaz et de l'électricité (3,3 %).

Ces taux constituent cependant des moyennes pour chaque secteur pris globalement ; à l'intérieur de ceux-ci des disparités demeurent. C'est le cas notamment dans l'industrie manufacturière où la branche de l'habillement est la moins bien partagée. Dans ce secteur traditionnellement à faibles salaires, l'emploi est surtout féminin. On trouve aussi une disparité dans les industries extractives où l'évolution des salaires dans les carrières de pierre, d'argile et de sable est en retard sur celle des charbonnages.

Les rémunérations des employés ont moins augmenté que celles des ouvriers. De décembre 1969 à décembre 1970, elles ont progressé de 7,5 %, sauf pour 1964 et 1965, c'est la hausse la plus forte pour les dix dernières années. La moitié de cette avance est imputable à l'échelle mobile. L'autre moitié découle de l'adaptation des barèmes dans divers secteurs. La hausse la plus forte (13,4 %) de décembre 1969 à fin 1970, comme pour les ouvriers, concerne les charbonnages, suivis par le secteur des transports (7,5 %), la construction (7,2 %), l'agriculture (7,1 %), le commerce (6,0 %), les services (4,9 %) et le secteur du gaz et de l'électricité (3,3 %).

Ce classement des secteurs selon le pourcentage de hausse des rémunérations des ouvriers et des employés montre que dans les entreprises du gaz et de l'électricité, l'augmentation a été assez faible en 1970, elle est due entièrement à l'échelle mobile. Dans ce secteur une révision importante des barèmes a eu lieu en 1968 et une nouvelle adaptation est prévue en 1971.

Si la hausse des rémunérations a pris de l'ampleur en 1970, quelques relèvements des cotisations pour la sécurité sociale sont encore venus accroître le coût de la main-d'œuvre. En fin d'année, celui-ci accusait une augmentation de 13 % par rapport à décembre 1969. La hausse annuelle moyenne de 12,7 % n'a été dépassée qu'en 1964 (13 %).

★

★ ★

Indices des salaires conventionnels

Ouvriers, hommes + femmes

(1966 = 100)

SECTEUR D'ACTIVITÉ	Coefficients de pondération	1969				1970			
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Agriculture, sylviculture	1,29	111,2	112,6	113,4	115,7	118,0	120,5	123,4	124,4
Industries extractives	5,37	115,1	115,4	117,6	117,9	137,9	146,2	163,6	163,8
Industries manufacturières	66,14	118,1	119,7	122,2	123,6	127,7	129,5	132,5	134,2
dont : produits alimentaires	(4,14)	(120,0)	(121,8)	(124,9)	(126,5)	(129,4)	(133,3)	(134,7)	(137,6)
textiles	(9,55)	(117,2)	(119,6)	(119,7)	(122,0)	(124,4)	(124,7)	(124,7)	(127,2)
confection, chaussures	(4,60)	(119,9)	(122,2)	(126,5)	(128,2)	(131,7)	(136,5)	(137,0)	(140,4)
chimie	(2,26)	(117,9)	(123,1)	(123,1)	(125,9)	(128,5)	(133,3)	(133,3)	(135,5)
métallurgie	(7,42)	(113,0)	(114,5)	(119,6)	(121,7)	(126,6)	(129,2)	(131,8)	(134,4)
fabrications métalliques	(18,89)	(117,5)	(117,8)	(120,5)	(120,6)	(125,4)	(125,4)	(131,3)	(131,4)
Construction	13,59	117,4	118,5	120,1	121,1	125,6	134,8	136,6	137,2
Electricité, gaz, eau	1,46	122,4	124,4	124,4	139,1	141,4	141,4	143,7	143,7
Commerce	3,54	117,6	119,8	122,6	123,6	126,1	130,3	134,6	134,7
Transports	3,65	114,1	118,4	119,1	121,9	124,2	131,7	133,7	135,2
Services	4,96	119,8	123,2	125,2	127,1	128,8	131,2	133,3	135,3
Indice général	**100,00**	**117,7**	**119,4**	**121,6**	**123,2**	**127,9**	**131,3**	**134,9**	**136,3**

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Indices des salaires

(1953 = 100)

PÉRIODE	Salaires horaires bruts			Salaires-coût		Appointements-coût		Salaires sociaux dans l'industrie (b)		
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type (a)		Charbonnages par jour	Autres industries par heure	Industries par heure	Commerce par heure	Célibataire ou marié sans enfants	Marié et 2 enfants	Marié et 4 enfants
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non qualifié							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1965	203	191	196	211	223	197	196	192	193	200
1966	224	209	215	229	246	213	213	211	213	219
1967	239	223	232	244	267	228	227	228	229	237
1968	252	235	244	257	284	245	243	240	240	249
1969 Mars	263	246	258	274	297	256	253	250	249	257
Juin	269	251	263	275	305	265	263	257	256	264
Septembre ...	273	256	268	282	310	263	258	259	259	268
Décembre ...	283	260	273	286	321	287	275	269	268	276
1970 Mars	291	269	283	314	333	283	273	270	270	277
Juin	298	277	293	332	341	292	279	276	275	283
Septembre (c)	307	284	301	347	353	..	..	283	281	288
Décembre (c)	316	288	306	351	364	..	..	293	291	298

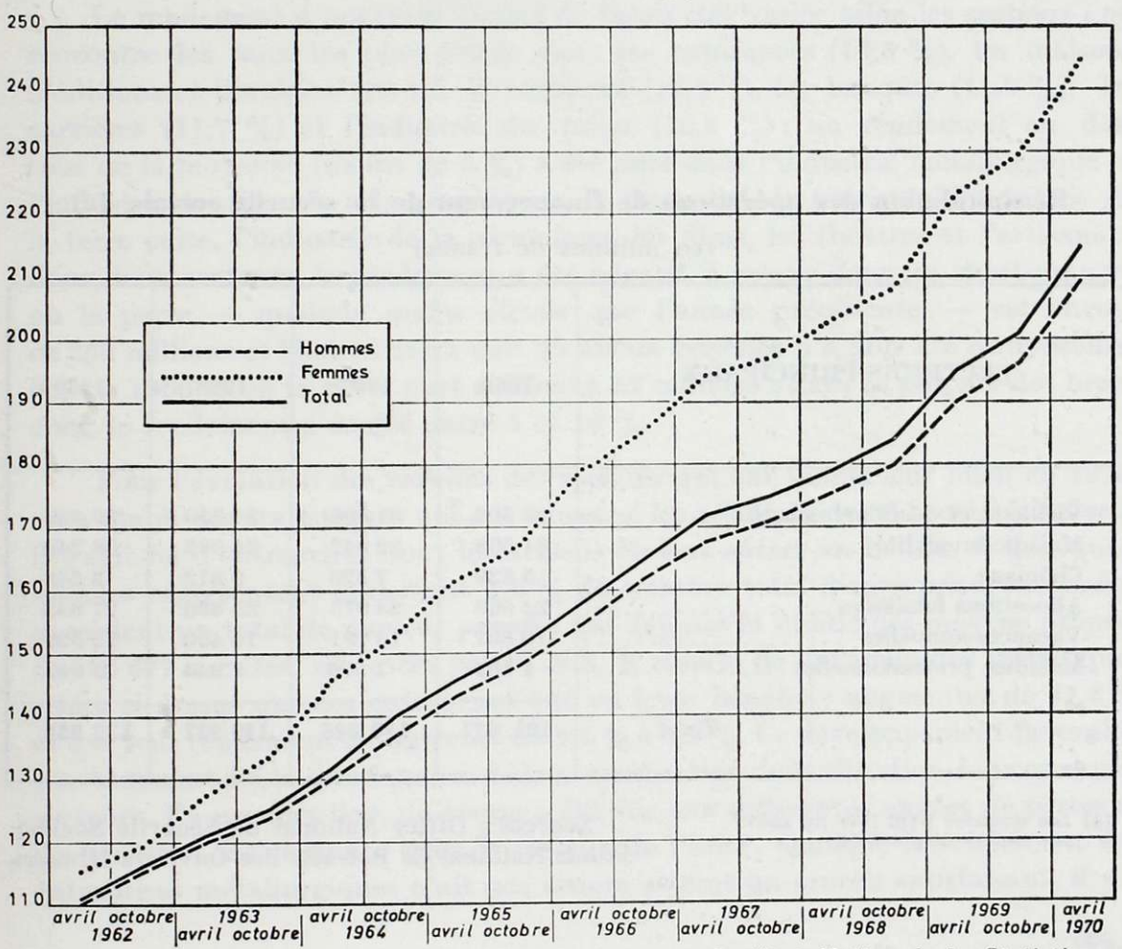
(a) Les ouvriers des transports non compris.
(b) A l'exclusion des mines.
(c) Données provisoires.

Sources : Banque Nationale de Belgique (col. 2 à 4). Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques, Louvain (col. 5 à 11).

Evolution des salaires horaires bruts

SECTEUR	Sexe des travailleurs	Gain horaire brut moyen (en francs)		Indices (octobre 1959 = 100)	
		Avril 1969	Avril 1970	Avril 1969	Avril 1970
Industries extractives	hommes	68,35	78,61	174	200
Industries manufacturières	hommes	62,58	68,73	194	213
	femmes	42,55	46,83	222	245
	hommes + femmes	57,57	63,25	202	221
Industrie de la construction	hommes	61,05	66,56	199	217
Moyenne ...	hommes	**62,70**	**69,02**	**190**	**209**
	femmes	**42,55**	**46,83**	**222**	**245**
	hommes + femmes	**58,85**	**64,78**	**195**	**214**

Octobre 1959 = 100



Source : Institut National de Statistique.

Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale (a)

ANNÉE	Rémunérations brutes (b) (en milliards de francs)	Cotisations à la sécurité sociale (en milliards de francs)	% des cotisations par rapport aux rémunérations brutes
1958	131,4	34,9	26,6
1959	131,3	34,3	26,1
1960	139,0	37,7	27,1
1961	146,7	41,2	28,1
1962	159,4	45,2	28,4
1963	174,7	51,4	29,4
1964	199,4	64,6	32,4
1965	218,7	72,7	33,2
1966	240,6	80,6	33,5
1967	254,0	88,1	34,7
1968	269,3	94,6	35,2
1969	299,2	106,8	35,7

Source : Office National de Sécurité Sociale.

(a) Y compris les mineurs; non compris les marins de la marine marchande. Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

(b) Retenues fiscales et sociales non déduites; non comprise, la cotisation patronale à la sécurité sociale.

Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale (a)

(en millions de francs)

SECTEURS PRINCIPAUX	1966	1967	1968	1969
Vieillesse et décès prématuré	29 506	31 090	34 350	39 430
Maladie-invalidité	31 508	32 942	34 585	38 242
Chômage	5 820	7 523	9 812	8 546
Allocations familiales	22 669	23 973	25 496	27 843
Vacances annuelles	10 807	13 791	14 450	15 529
Maladies professionnelles	1 161	1 506	1 244	2 948
Total ...	**101 471**	**110 825**	**119 937**	**132 538**

(a) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles

Sources : Office National de Sécurité Sociale.
Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS

Comme les données relatives au rendement des sociétés recensées par l'Institut National de Statistique n'étaient pas encore disponibles début juin 1970, sur base des bilans publiés en 1970, l'analyse des résultats sera limitée aux bilans de 1969.

Pour le calcul du rendement, 15 577 sociétés ont été recensées contre 15 304 en 1968. Le bénéfice net moyen par société recensée a augmenté, en 1969, de 25,8 % contre 54,8 %, l'année précédente. Pour les sociétés travaillant à perte, la perte s'est élevée à 7,5 milliards de francs, en 1967 et 1968, elle s'était montée respectivement à 13,1 et 8,7 milliards. Les sociétés réalisant des profits ont augmenté leurs bénéfices de 18 % contre 19 % en 1968. Il ressort de ceci que l'augmentation plus faible du solde bénéficiaire net en 1969 par rapport à 1968 est due à peu près exclusivement à la baisse du solde déficitaire des sociétés subissant des pertes en 1969. Le solde bénéficiaire net des sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique a augmenté de 28 % par rapport à 1968, pour celles ayant leur activité principale à l'étranger la hausse est de 29 %.

L'amélioration du rendement dans l'ensemble des entreprises industrielles a continué d'augmenter en 1969 : le rendement (rapport entre le bénéfice et les moyens propres) s'est élevé pour l'ensemble des entreprises recensées à 6,67 % contre 5,50 %, l'année précédente et 4 % en 1967.

Le rendement a pourtant évolué de façon très variée selon les secteurs : on rencontre les taux les plus élevés dans les assurances (18,3 %), les maisons d'éditions et librairies (16 %), le bâtiment (12,6 %), les banques (11,9 %), les carrières (11,7 %) et l'industrie du tabac (10,8 %) ; un rendement en dessous de la moyenne (moins de 5 %) a été noté dans l'industrie métallurgique et l'industrie textile, les arts graphiques, le transport, le tourisme, l'industrie de la terre cuite, l'industrie de la céramique, les films, les théâtres et l'artisanat ; dans deux secteurs, le rendement a été négatif, à savoir dans les charbonnages où la perte — quoique moins élevée que l'année précédente — est encore de 253 millions et l'industrie du cuir où aucun bénéfice n'a plus été comptabilisé depuis 1966 et où la perte s'est chiffrée à 52 millions ; dans la plupart des branches, le rendement a oscillé entre 5 et 10 %.

Pour l'évolution des revenus des sociétés qui ont publié leur bilan en 1970, on a établi des statistiques qui ont examiné les résultats de 384 sociétés belges ; il s'agit ici d'entreprises dont les actions étaient côtées en bourse et qui, quoiqu'elles représentent seulement 2,5 % du nombre total d'entreprises recensées, possèdent un total de moyens propres qui dépasse la moitié des moyens propres des 15 577 sociétés, recensées par l'I.N.S. Il résulte de l'examen des statistiques citées ci-dessus que ces entreprises ont vu leurs bénéfices augmenter de 41,3 % et que leur rendement a augmenté de 5,1 % à 6,9 %. Ce développement favorable a notamment été la conséquence de la normalisation de la situation dans quelques secteurs. En premier lieu, un terme a été mis aux différentes années de pertes et de bénéfices insignifiants dans le secteur de l'acier. Quoique le rendement des entreprises métallurgiques n'ait pas encore atteint un niveau satisfaisant, il y a

cependant eu une reprise des bénéfices qui, exprimés en millions de francs, sont très importants, le bénéfice total, réalisé par l'économie, en a été influencé de façon relativement forte. Un phénomène semblable s'est présenté dans le secteur de la chimie où d'importants investissements durant de nombreuses années consécutives avaient eu une influence défavorable sur les résultats. En 1969, l'effet de ces investissements s'est manifesté de sorte que les bénéfices nets ont augmenté de 93 % dans les bilans publiés en 1970. La forte amélioration des bénéfices qui a été constatée dans la plupart des secteurs est à imputer à un développement conjoncturel favorable et au fait que les difficultés structurelles qui, de 1961 à 1968, s'étaient successivement fait jour dans différentes branches, auraient été, en grande partie, provisoirement résolues. Tenant compte de l'évolution de la production industrielle en 1970, du coût du crédit et de la valeur unitaire des biens de production importés qui a été plus élevée qu'en 1969, on peut s'attendre à ce que les bilans publiés en 1971 ne révèleront peut-être plus d'augmentation du rendement.

Pour les bilans publiés en 1970, on a observé, à la suite de l'expansion conjoncturelle, une forte augmentation des investissements. L'amélioration du rendement a permis également d'augmenter les réserves et les amortissements, mais le climat hésitant sur le marché des actions a encore limité une fois la possibilité d'attirer des moyens propres par des émissions d'actions.

En 1969, la dette obligataire a augmenté, comme l'année précédente d'environ 13 %. Les dividendes à payer ont atteint 55,7 % par rapport aux soldes bénéficiaires nets contre 63,5 % en 1968 pour les sociétés belges exerçant leur activité principale en Belgique.

★
★ ★

Rendement des sociétés par actions belges (a)

Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1936/1938	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (c)
Nombre de sociétés recensées (b)	**7 594**	**14 447**	**14 550**	**14 817**	**15 011**	**15 215**	**15 266**	**15 304**	**15 577**
dont : en gain	5 748	10 929	10 854	11 105	11 172	11 272	10 785	10 609	11 254
en perte	1 846	3 518	3 696	3 712	3 839	3 943	4 481	4 695	4 323
Moyens d'action propres	**63 952**	**362 595**	**388 354**	**406 779**	**434 525**	**455 741**	**476 724**	**536 980**	**566 599**
dont : capital versé	46 397	226 604	236 904	248 915	265 209	274 836	283 632	321 472	354 358
réserves	17 555	135 991	151 450	157 864	169 317	180 905	193 092	215 508	212 241
Résultats d'exploitation :									
Solde bénéficiaire net	**4 537**	**28 453**	**24 254**	**24 901**	**28 363**	**29 528**	**19 049**	**29 572**	**37 880**
Bénéfices	5 228	33 358	28 587	30 261	33 820	34 665	32 176	38 297	45 367
Pertes	691	4 905	4 333	5 360	5 457	6 137	13 127	8 725	7 487
Dividendes bruts mis en paiement	**3 651**	**17 550**	**14 523**	**14 111**	**15 547**	**15 930**	**15 913**	**19 039**	**21 328**
Taux par rapport aux moyens d'action propres (en %) :									
Solde net	7,1	7,85	6,25	6,12	6,53	6,48	4,00	5,50	6,67
Dividendes	5,7	4,84	3,74	3,47	3,58	3,50	3,34	3,55	3,76
Dette obligataire au 31 décembre	**9 297**	**92 798**	**99 499**	**104 010**	**115 080**	**120 829**	**134 955**	**154 265**	**173 858**
Coupons d'obligations bruts	**476**	**4 408**	**4 862**	**5 261**	**5 624**	**6 405**	**6 772**	**7 980**	**9 431**

Sources : Banque Nationale de Belgique (années 1936/1938).
Institut National de Statistique (années 1954 et suivantes).

(a) La statistique pour 1936/1938 n'est pas établie exactement sur la même base que les suivantes. En outre, indépendamment de l'augmentation progressive du nombre des sociétés, le pourcentage de sociétés publiant effectivement leur bilan est sujet à variations. Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) En unités.
(c) Données provisoires.

DÉSIGNATION	En Belgique						
	1953	1963	1964	1965	1966	1967	
Nombre de sociétés recensées	12 396	14 237	14 501	14 709	14 916	14 989	15
dont : en bénéfice	8 711	10 688	10 937	10 980	11 085	10 605	10
en perte	3 685	3 549	3 564	3 729	3 831	4 384	4
Moyens d'action propres	183 067	318 731	336 265	360 194	381 312	401 093	46
dont : capital versé	109 464	195 026	207 493	222 007	233 259	241 909	28
réserves	73 603	123 705	128 772	138 187	148 053	159 184	18
Résultats d'exploitation :							
Solde bénéficiaire net	13 891	22 045	22 775	25 319	25 945	21 364	2
Bénéfices	15 721	25 693	27 253	30 169	31 157	29 306	3
Pertes	1 830	3 648	4 478	4 850	5 212	7 942	
Dividendes bruts mis en paiement	8 833	13 305	12 738	13 825	13 817	13 462	1
Dette obligataire	30 937	98 976	103 299	113 984	119 012	133 116	15
Coupons d'obligations bruts	1 432	4 832	5 226	5 592	6 344	6 680	
Rapport $\frac{\text{nombre de sociétés en perte}}{\text{nombre de sociétés recensées}}$	29,73	24,93	24,58	25,35	25,68	29,25	3
Rapport $\frac{\text{solde bénéficiaire net}}{\text{moyens d'action propres}}$	7,59	6,92	6,77	7,03	6,80	5,33	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{moyens d'action propres}}$	4,83	4,17	3,79	3,84	3,62	3,36	
Rapport $\frac{\text{dividendes bruts distribués}}{\text{bénéfices réalisés}}$	56,19	51,78	46,74	45,83	44,35	45,94	4
Rapport $\frac{\text{coupons d'obligations bruts}}{\text{montant de la dette obligataire}}$	4,64	4,88	5,06	4,91	5,33	5,02	
Rapport $\frac{\text{montant de la dette obligataire}}{\text{moyens d'action propres}}$	16,90	31,05	30,72	31,65	31,21	33,19	3

(a) Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Les sociétés belges dont le lieu de l'exploitation principale se situe au Congo, sont reprises à partir de 1961 rubrique « à l'étranger ».
(c) La dette obligataire n'est plus recensée pour les sociétés qui ont choisi le droit congolais (loi du 17 juin 1960 *teur belge* du 18 juin 1960).
(d) Données provisoires.

le lieu de leur exploitation (a)

cipale exploitation

	Au Congo (b)				A l'étranger (b)							
	1957	1958	1959	1960	1953	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969 (d)
	Unités											
5	501	495	494	384	80	313	316	302	299	277	265	252
8	395	394	360	288	58	166	168	192	187	180	169	186
7	106	101	134	96	22	147	148	110	112	97	96	66
	En millions de francs											
8	50 534	54 619	60 517	58 217	7 479	68 046	69 966	71 756	74 129	73 001	68 964	68 913
1	36 093	38 619	42 202	40 993	3 836	40 710	41 009	41 282	41 447	40 281	40 257	41 242
7	14 441	16 000	18 315	17 224	3 643	27 336	28 957	30 474	32 682	32 720	28 707	27 671
0	10 614	8 246	6 862	8 562	1 033	2 198	2 126	2 937	2 563	– 2 452	3 851	4 978
2	10 870	8 491	7 258	8 871	1 088	2 862	2 976	3 537	3 484	2 712	4 466	5 139
2	256	245	396	309	55	664	850	600	921	5 164	615	161
1	6 623	5 542	5 571	6 520	456	1 196	1 358	1 632	2 110	2 336	2 703	3 012
8	2 772	3 150	3 324	.. (c)	63	523	711	1 097	1 817	1 839	3 788	4 170
4	105	124	150	77	3	30	35	32	60	112	122	185
	En pour-cent											
7	21,16	20,40	27,13	25,00	27,50	46,96	46,84	36,42	37,46	35,02	36,23	26,19
8	21,00	15,10	11,34	14,71	13,81	3,23	3,04	4,09	3,46	—	5,58	7,22
4	13,11	10,15	9,21	11,20	6,12	1,76	1,94	2,27	2,85	3,20	3,92	4,37
	60,93	65,27	76,76	73,50	42,10	41,79	45,63	46,14	60,56	86,14	60,52	58,61
	3,79	3,94	4,51	..	4,76	5,74	4,92	2,92	3,30	6,09	3,22	4,44
	5,49	5,77	5,49	..	0,84	0,77	1,02	1,53	2,45	2,52	5,49	6,05

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des soldes bénéficiaires

Sociétés ayant leur pri

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité
Nombre de sociétés recensées (unités) :														
1965	56	149	1 779	629	3 253	1 379	100	82	981	723	337	601	55	2
1966	55	153	1 820	635	3 320	1 396	96	82	986	725	337	606	57	2
1967	51	160	1 866	642	3 380	1 391	93	85	976	729	331	607	57	1
1968	51	161	1 893	634	3 465	1 361	90	88	957	717	330	627	58	1
1969 (b)	53	161	1 941	646	3 566	1 352	87	89	929	703	325	643	58	1
Capitaux et réserves (en millions de francs) :														
1961	9 922	3 311	45 079	4 544	13 014	27 013	29 706	9 000	22 607	15 909	1 822	21 122	2 796	22 84
1962	11 118	3 486	52 774	5 240	15 698	28 519	31 561	9 198	21 129	16 342	1 937	22 995	3 773	23 37
1963	12 434	3 930	53 977	6 544	16 619	31 085	31 172	9 679	21 240	17 527	1 846	24 771	5 063	24 04
1964	13 748	4 485	57 145	7 607	19 514	32 227	34 021	10 139	21 582	18 523	1 911	25 544	5 591	27 13
1965	15 860	5 119	60 041	8 114	21 538	35 808	37 063	9 133	23 147	20 287	2 069	28 036	6 620	27 87
1966	17 422	5 647	62 891	8 392	21 698	38 786	39 409	10 461	23 922	21 594	2 279	29 927	7 019	27 78
1967	19 714	6 129	71 575	8 298	28 323	42 199	42 414	10 734	24 539	23 769	2 521	32 952	7 339	16 72
1968	21 130	6 528	76 489	9 157	28 138	45 195	45 453	10 845	25 135	24 967	3 364	60 975	7 780	33 72
1969 (b)	26 098	7 381	83 377	8 096	30 931	49 001	46 960	11 710	25 117	25 977	3 625	66 378	8 109	32 47
Soldes bénéficiaires nets (en millions de francs) :														
1961	1 547	724	3 486	443	1 072	2 596	2 198	1 115	995	1 169	128	1 389	370	1 79
1962	1 783	830	4 382	413	1 357	2 957	1 499	892	782	1 359	159	1 679	430	2 05
1963	1 917	820	3 472	442	1 147	3 039	1 257	580	667	1 395	95	1 772	453	2 16
1964	1 996	801	3 659	378	1 982	3 063	353	632	896	1 194	135	2 016	420	2 20
1965	2 327	866	3 668	474	2 173	3 634	616	845	689	1 469	168	2 486	480	2 30
1966	2 470	921	4 139	610	2 078	3 849	398	659	542	1 568	164	2 430	328	2 27
1967	2 400	849	4 115	467	1 584	2 646	397	526	591	1 823	162	2 110	438	1 33
1968	2 646	1 078	4 511	557	1 596	2 629	396	359	357	2 083	81	3 145	485	2 59
1969 (b)	3 108	1 351	5 165	666	2 418	3 506	733	1 036	1 063	1 737	196	4 504	693	2 60
Moyenne 1961/1969 ..	**2 243**	**915**	**4 066**	**494**	**1 712**	**3 102**	**872**	**738**	**731**	**1 583**	**143**	**2 392**	**455**	**2 14**
Dividendes mis en paiement (en millions de francs) :														
1961	751	431	2 166	280	387	1 670	1 277	620	492	695	41	927	263	1 60
1962	808	478	3 233	287	341	1 795	940	590	405	667	48	1 065	255	1 68
1963	892	498	2 327	281	426	2 063	546	425	319	622	10	1 132	306	1 65
1964	1 006	518	2 404	185	487	1 129	345	429	376	617	25	1 222	354	1 81
1965	1 135	539	2 460	228	473	1 612	668	501	305	632	13	1 228	352	1 97
1966	1 263	579	2 567	293	510	1 284	253	518	377	742	27	1 525	326	1 86
1967	1 340	593	2 876	243	556	1 307	233	562	343	794	30	1 492	292	1 21
1968	1 410	656	2 922	309	634	1 506	250	599	291	930	33	2 216	350	2 30
1969 (b)	1 644	745	3 289	375	825	1 483	403	694	391	838	33	2 684	380	2 38
Moyenne 1961/1969 ..	**1 139**	**560**	**2 694**	**276**	**515**	**1 539**	**546**	**549**	**367**	**726**	**29**	**1 499**	**320**	**1 83**

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas disponibles.
(b) Données provisoires.

dividendes mis en paiement (a)

exploitation en Belgique

	Industrie du papier et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
23	334	631	330	779	500	35	87	135	128	49	39	31	208	217	580	14 709
20	335	633	334	812	514	30	91	140	129	48	40	33	220	213	585	14 916
17	338	648	331	822	513	30	88	139	127	49	36	33	216	197	584	14 989
16	342	640	334	860	513	26	88	139	123	47	40	32	223	191	568	15 092
09	352	655	349	939	526	25	86	141	122	44	39	33	224	188	562	15 325
98	638	9 456	1 044	935	4 785	11 127	1 461	7 417	1 491	682	1 057	1 407	1 036	450	1 575	282 172
56	378	10 486	1 007	1 069	5 348	9 745	1 508	7 710	1 520	761	1 022	1 458	1 111	470	1 680	303 300
92	813	10 764	1 064	1 216	5 594	9 235	1 409	7 962	1 671	830	1 106	1 492	1 214	449	1 828	318 731
50	612	9 725	1 082	1 228	5 884	8 063	1 754	8 504	1 697	918	1 148	1 595	1 440	428	1 818	336 265
81	085	10 155	1 187	1 497	6 270	9 558	1 847	8 747	2 001	1 191	1 142	1 422	1 480	446	1 692	360 194
16	546	10 262	1 253	1 811	7 114	8 945	1 993	9 078	2 236	1 322	1 105	1 798	2 015	365	1 861	381 312
88	352	10 821	1 304	2 139	8 303	8 829	2 057	8 193	2 252	1 373	1 210	1 773	2 112	412	2 085	401 093
58	668	11 232	1 456	2 323	9 092	6 597	2 182	9 493	2 328	1 447	1 092	1 956	3 053	410	2 229	468 017
57	472	11 652	1 599	2 481	9 981	5 973	2 301	9 820	2 523	1 521	1 075	2 161	3 453	419	2 357	497 685
3	418	391	11	106	324	— 1 326	83	705	148	116	47	113	124	27	111	20 711
42	497	136	76	120	316	— 564	138	860	181	82	69	92	139	11	134	23 138
1	358	18	69	146	503	— 35	119	725	127	105	39	87	156	— 43	159	22 045
3	380	93	69	145	601	67	89	709	203	109	40	33	172	1	136	22 775
3	320	173	68	174	783	— 471	148	833	301	145	50	117	236	— 32	157	25 319
—	265	368	93	123	1 025	— 390	92	793	240	98	28	150	275	24	173	25 945
6	67	— 146	66	190	972	— 726	82	663	206	111	38	73	272	10	139	21 364
5	295	115	65	88	1 219	— 418	90	550	258	130	— 21	159	402	5	143	25 722
5	430	181	34	79	1 256	— 253	17	752	296	127	50	234	553	5	106	32 902
	337	**148**	**61**	**130**	**778**	**— 457**	**95**	**732**	**218**	**114**	**38**	**118**	**259**	**8**	**140**	**24 436**
1	196	330	17	30	145	93	38	418	100	28	30	48	37	20	19	13 279
1	216	276	19	39	170	106	44	522	119	31	34	44	42	20	35	14 440
1	176	272	23	37	208	184	38	448	113	26	21	52	50	8	25	13 305
1	149	220	27	34	174	268	32	486	123	26	32	45	72	14	16	12 738
1	158	239	25	43	173	145	44	475	143	29	35	54	83	5	18	13 825
	116	231	34	49	199	81	32	471	149	28	31	75	96	9	13	13 817
	116	247	34	49	242	69	37	453	135	35	22	41	90	9	20	13 462
	130	234	38	61	230	55	40	503	156	46	20	83	134	7	13	16 336
	175	291	41	65	252	39	27	492	163	82	30	108	190	5	17	18 316
	159	**260**	**29**	**45**	**199**	**116**	**37**	**474**	**133**	**37**	**28**	**61**	**88**	**11**	**20**	**14 391**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Evolution des rendements, de l

Sociétés ayant le

DÉSIGNATION	Banques	Assurances	Opérations financières et immobilières	Commerce de détail	Commerce de gros et extérieur	Fabrications métalliques	Métallurgie du fer	Non ferreux	Industrie textile	Industrie alimentaire	Industrie du bois	Industrie chimique	Industrie verrière	Electricité
Dividendes mis en paiement, rapportés aux capitaux et réserves (en %) :														
1960	7,24	13,58	5,07	5,72	2,34	5,85	3,74	6,74	2,06	4,77	2,22	3,60	9,45	7
1961	7,57	13,02	4,80	6,16	2,97	6,18	4,30	6,89	2,18	4,37	2,25	4,39	9,41	7
1962	7,27	13,71	6,13	5,48	2,17	6,29	2,98	6,41	1,92	4,08	2,48	4,63	6,76	7
1963	7,17	12,67	4,31	4,29	2,56	6,64	1,75	4,39	1,50	3,55	0,54	4,57	6,04	6
1964	7,32	11,55	4,21	2,43	2,50	3,50	1,01	4,23	1,74	3,33	1,31	4,78	6,33	6
1965	7,16	10,53	4,10	2,81	2,20	4,50	1,80	5,49	1,32	3,12	0,63	4,38	5,32	7
1966	7,25	10,25	4,08	3,49	2,35	3,31	0,64	4,95	1,58	3,44	1,18	5,10	4,64	6
1967	6,80	9,68	4,02	2,93	1,96	3,10	0,55	5,24	1,40	3,34	1,19	4,53	3,98	7
1968	6,67	10,05	3,82	3,37	2,25	3,33	0,55	5,52	1,16	3,72	0,98	3,63	4,50	6
1969	6,30	10,09	3,94	4,63	2,67	3,03	0,86	5,93	1,56	3,23	0,91	4,04	4,67	7
Dette obligataire (en millions de francs ; fin année) :														
1961	8 293	9	54 034	1 102	1 000	1 937	4 763	10	386	805	96	1 110	247	5 7
1962	10 700	9	57 663	1 072	968	1 918	5 427	28	340	760	94	964	338	7 1
1963	11 096	97	61 639	1 529	930	1 881	5 764	47	357	872	89	881	301	8 6
1964	11 066	113	65 423	1 561	770	1 812	6 343	61	346	995	103	838	375	8 8
1965	11 055	118	72 548	1 515	749	1 851	6 930	58	361	933	91	690	474	12 2
1966	11 610	152	76 304	1 648	742	2 087	6 551	65	302	896	88	595	452	13 2
1967	13 129	155	88 649	1 562	782	2 365	5 603	62	286	860	99	482	561	14 2
1968	15 972	199	104 243	1515	757	2 244	5 096	59	273	768	96	405	528	14 1
1969 (b)	20 331	6 289	112 767	2 196	858	2 104	4 355	55	274	851	113	369	483	14 6
Importance des dividendes mis en paiement par rapport aux soldes bénéficiaires nets (en %) :														
1961	48,5	59,5	62,1	63,2	36,1	64,3	58,1	55,6	49,4	59,5	32,0	66,7	71,1	8
1962	45,3	57,6	73,8	69,5	25,1	60,7	62,7	66,1	51,8	49,1	30,2	63,4	59,3	8
1963	46,5	60,7	67,0	63,6	37,1	67,9	43,4	73,3	47,8	44,6	10,5	63,9	67,5	7
1964	50,4	64,7	65,7	48,9	24,6	36,9	97,7	67,9	42,4	51,7	18,5	60,6	84,3	8
1965	48,8	62,2	67,1	48,1	21,8	44,4	108,4	59,3	44,3	43,0	7,7	49,4	73,3	8
1966	51,1	62,9	62,0	48,0	24,5	33,4	63,6	78,6	69,6	47,3	16,5	62,8	99,4	8
1967	55,8	69,8	69,9	52,0	35,1	49,4	58,7	106,8	58,0	43,6	18,5	70,7	66,7	9
1968	53,3	60,9	64,8	55,5	39,7	57,3	63,1	166,9	81,5	44,6	40,7	70,5	72,2	8
1969	52,9	55,9	63,7	56,3	34,1	42,3	55,0	67,0	36,8	48,2	16,8	59,6	54,8	9
Moyenne 1961/1969	**50,8**	**61,2**	**66,3**	**55,9**	**30,1**	**49,6**	**62,6**	**74,4**	**50,2**	**47,4**	**20,3**	**62,7**	**70,3**	**8**

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Données provisoires.

aire et de l'autofinancement net (a)
tation en Belgique

et arts graphiques	Transports	Tourisme	Intermédiaires	Industrie de la construction	Charbonnages	Industrie de la terre cuite commune	Cimenteries et industries connexes	Carrières	Industrie de la chaux	Industrie céramique	Industrie du tabac	Edition, librairie, presse	Films, théâtres	Artisanat	Total
,90	3,31	1,15	4,29	2,90	0,49	2,43	5,51	8,19	3,55	2,59	3,14	3,73	5,47	1,25	4,51
,48	3,49	1,63	3,21	3,03	0,84	2,60	5,64	6,71	4,11	2,84	3,41	3,57	4,44	1,21	4,71
,39	2,63	1,89	3,65	3,18	1,09	2,92	6,77	7,83	4,07	3,33	3,02	3,78	4,26	2,08	4,76
,58	2,53	2,16	3,04	3,72	1,99	2,70	5,63	6,76	3,13	1,90	3,49	4,12	1,78	1,37	4,17
,25	2,26	2,50	2,77	2,96	3,32	1,82	5,71	7,25	2,83	2,79	2,82	5,00	3,27	0,88	3,79
,23	2,35	2,11	2,87	2,76	1,52	2,38	5,43	7,15	2,43	3,06	3,80	5,61	1,12	1,06	3,84
,54	2,25	2,71	2,71	2,80	0,91	1,61	5,19	6,66	2,12	2,81	4,17	4,76	2,47	0,70	3,62
,39	2,28	2,61	2,29	2,91	0,78	1,80	5,53	5,99	2,55	1,82	2,31	4,26	2,18	0,96	3,36
,50	2,08	2,61	2,63	2,53	0,83	1,83	5,30	6,70	3,18	1,83	4,24	4,39	1,71	0,58	3,50
,85	2,50	2,56	2,62	2,52	0,65	1,17	5,01	6,46	5,39	2,79	5,00	5,50	1,19	0,72	3,68
290	1 794	22	75	380	471	33	640	16	25	45	47	19	21	40	83 744
275	2 083	21	59	388	398	32	612	16	24	45	42	32	23	45	91 964
246	2 011	20	64	483	253	31	845	13	24	45	37	30	19	39	98 976
270	1 644	16	24	480	339	22	799	25	31	46	14	23	15	43	103 299
225	1 509	18	24	443	308	23	726	27	30	47	24	28	15	39	113 984
202	1 423	19	26	440	282	21	688	29	18	44	18	32	14	69	119 012
177	1 250	19	28	465	85	20	643	10	16	44	18	30	12	69	133 116
145	1 044	17	27	442	22	17	594	10	14	43	18	29	4	65	150 219
135	892	21	55	481	19	25	863	10	13	43	2	27	4	64	169 687
46,9	84,4	154,5	28,3	44,8	—	45,8	59,3	67,6	24,1	63,8	42,5	29,8	74,1	17,1	64,1
43,5	202,9	25,0	32,5	53,8	—	31,9	60,7	65,7	37,8	49,3	47,8	30,2	181,8	26,1	62,4
49,2	1 511,1	33,3	25,3	41,4	—	31,9	61,8	89,0	24,8	53,8	59,8	32,1	—	15,7	60,4
39,2	236,6	39,1	23,4	29,0	400,0	36,0	68,5	60,6	23,9	80,0	136,4	41,9	1 400,0	11,8	55,9
49,4	138,2	36,8	24,7	22,1	—	29,7	57,0	47,5	20,0	70,0	46,2	35,2	—	11,5	54,6
43,8	62,8	36,6	39,8	19,4	—	34,8	59,4	62,1	28,6	110,7	50,0	34,9	37,5	7,5	53,3
173,1	—	51,5	25,8	24,9	—	45,1	68,3	65,5	31,5	57,9	56,2	33,1	90,0	14,4	63,0
44,1	203,5	58,5	69,3	18,9	—	44,4	91,5	60,5	35,4	—	52,2	33,3	140,0	9,1	63,5
40,7	160,8	120,6	82,3	20,1	—	158,8	65,4	55,1	64,6	60,0	46,2	34,6	100,0	16,0	55,7
47,2	**175,7**	**47,5**	**34,6**	**25,6**	—	**38,9**	**64,8**	**61,0**	**32,5**	**73,7**	**51,7**	**34,0**	**137,5**	**14,3**	**58,9**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Sociétés belges par actions en bénéfice (a)

Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1970 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique

SECTEUR	Bénéfices moyens (en millions de francs)	Dividendes moyens mis en paiement	
		En millions de francs	En % des bénéfices
Electricité	1 713	1 452	84,8
Opérations financières et immobilières	3 023	1 925	63,7
Carrières	164	100	61,0
Charbonnages	554	416	75,1
Industrie verrière	343	218	63,6
Métallurgie du fer	1 286	703	54,7
Cimenteries et industries connexes	552	329	59,6
Assurances	664	379	57,1
Banques	1 503	769	51,2
Non ferreux	848	479	56,5
Industrie alimentaire	1 247	559	44,8
Fabrications métalliques	2 915	1 271	43,6
Industrie chimique	1 955	996	50,9
Céramiques	51	25	49,0
Commerce de détail	433	207	47,8
Industrie du papier	376	142	37,8
Industrie de la terre cuite commune	89	33	37,1
Industrie textile	1 064	362	34,0
Commerce de gros et extérieur	1 572	346	22,0
Autres secteurs	2 393	856	35,8
Total moyen	22 746	11 571	50,9

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) L'attention est attirée sur le fait que les sociétés sans bénéfices ou en perte ne sont pas reprises dans cette statistique.

CINQUIÈME PARTIE

INVESTISSEMENTS ET CONSOMMATION

CHAPITRE PREMIER

INVESTISSEMENTS

Les données macroéconomiques relatives aux investissements ne sont disponibles que jusqu'en 1969, où elles atteignirent un niveau exceptionnel. Cette année-là, en effet, la formation brute de capital fixe, défense nationale exclue, a été estimée à 243,1 milliards de francs à prix courants, ce qui correspond à un accroissement de 24,7 milliards ou 11,4 % par rapport à 1968, alors que les données rectifiées de cette dernière année n'avaient progressé que de 0,1 % sur 1967.

Les investissements industriels, qui avaient plafonné en 1967, puis régressé de 7,8 % en 1968 au point d'être supplantés par les investissements en immeubles d'habitation, ont nettement repris en 1969 pour se fixer au niveau record de 69,2 milliards (+ 20 %), dont 59,8 milliards dans les industries manufacturières (+ 21,5 %), 7,4 milliards dans la construction (+ 13,1 %) et 2 milliards dans les industries extractives (+ 6,3 %). Pour ces dernières, la progression a été moins forte qu'en 1968, année au cours de laquelle les deux autres groupes avaient accusé une régression sensible, respectivement de 21,5 et 13,1 %. Parmi les industries manufacturières, seul le secteur le plus important, celui de la chimie et des activités connexes (14,3 milliards) enregistre un recul, le deuxième consécutif cependant limité en 1969 à 3,4 % ; les fabrications métalliques et les constructions navales restent le deuxième secteur par ordre d'importance et, grâce à une avance de 3,5 milliards ou 38,6 %, approchent avec 12,7 milliards leur record de 13,9 milliards noté en 1966 ; en troisième place, l'alimentation, les boissons et le tabac passent de 7 à 8,4 milliards (+ 19,6 %). Le taux de croissance le plus remarquable concerne le fer, l'acier et les métaux non ferreux (+ 66,7 %), dont la valeur absolue des équipements nouveaux réalisés en 1969 est cependant inférieure à celles des années 1962 à 1966 ; pour les autres secteurs manufacturiers, la hausse oscille entre 17,4 et 29,6 %.

Les investissements en immeubles d'habitation ont, contrairement aux premières évaluations, diminué en 1968 par rapport à 1967 ; ils ont augmenté en 1969, atteignant 61,8 milliards, soit une hausse de 6,1 %.

Le troisième groupe par ordre d'importance, englobant les transports et les communications d'une part et les services des pouvoirs publics d'autre part (ceux-ci étant essentiellement axés sur les transports et les communications) a connu en 1969 une avance de 9%, inférieure à celle de l'année précédente (10,6 %) et à l'augmentation moyenne de la formation brute de capital fixe (11,4 %), malgré la hausse encore appréciable de 16 % des services des pouvoirs publics qui se sont élevés à 28,2 milliards ; le poste « transports et communications » se

chiffre à 23,9 milliards (+ 1,8 %), avec des évolutions divergentes selon le mode de transport.

Les services sont, avec les industries, le seul secteur à avoir témoigné d'une ascension plus rapide que la moyenne, s'inscrivant en 1969 à 39,2 milliards (+ 12,7 %), dont 22 milliards pour le commerce, les banques et les assurances (+ 14,0 %), 10,2 milliards pour l'enseignement (+ 2,2 %) et 7 milliards pour les professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises (+ 27,3 %).

Après l'hiatus de 1968, où ils avaient baissé de 10,4 %, les investissements dans le secteur « électricité, gaz et eau » ont à nouveau progressé, mais modestement (+ 4,1 %) pour atteindre 14 milliards.

Enfin, l'agriculture, la sylviculture et la pêche ont bénéficié, avec 6,8 milliards, en avance de 7,3 % sur 1968, d'un investissement record.

La part de la formation brute de capital fixe dans le produit national brut a augmenté de 21,04 % en 1968 à 21,25 % en 1969, sans toutefois se hisser au niveau élevé des années 1964 à 1967, où elle a fluctué entre 21,83 et 22,34 %.

D'après les premières estimations, la formation brute de capital fixe s'établirait à 283,3 milliards de francs en 1970, soit plus de 16 % de plus qu'en 1969 ; ce taux de croissance étant supérieur à celui que l'on prévoit pour le produit national brut (10 %), la part des investissements fixes dans ce dernier pourrait dépasser le pourcentage de 22,3 % réalisé en 1966 et se fixer à 22,5 %. Cette évolution résulte de la progression très importante enregistrée par les entreprises (16,9 %), particulièrement des investissements productifs (20 %).

Le très haut niveau des commandes d'outillage industriel passées en 1969 s'est répercuté en 1970 sur les livraisons, qui ont globalement augmenté de 22,4 %, celles de l'industrie nationale ayant haussé de 18,5 % et les importations de 27,7 % ; les pourcentages correspondants de 1969 étaient de 15,8 %, 14,1 % et 18,1 %. Par contre, le ralentissement de l'expansion conjoncturelle explique l'avance moins rapide du montant des commandes, limitée en 1970 à 9,8 %, alors qu'elle avait été de 22,8 % en 1969 ; il s'ensuit que l'écart entre les commandes à l'industrie nationale et les livraisons de celle-ci est revenu de 14 % en 1969 à 5,6 % en 1970.

D'autre part, si les investissements en immeubles, tant professionnels que d'habitation, ont augmenté en 1970, c'est surtout à cause de la durée d'exécution des travaux. Les entreprises ont, en effet, de plus en plus hésité à entamer de nouveaux projets en raison des moins bonnes perspectives bénéficiaires, tandis que les taux d'intérêt élevés constituent aussi un facteur de freinage quand la liquidité des entreprises diminue. Ce dernier élément a également été un frein pour la construction d'habitations. La série statistique de l'I.N.S. sur les bâtiments commencés témoigne de cette attitude. Le nombre des mises en chantier de constructions non résidentielles (nouvelles et reconstructions totales) a diminué de 13,9 % en 1970 par rapport à 1969, les taux de régression régionaux s'établissant à 13,4 % en Flandre, 14,5 % en Wallonie et 18,9 % à Bruxelles-Capitale. La dépression est plus nette encore pour la construction d'habitations

nouvelles, puisque le recul pour cette catégorie de bâtiments s'élève à 22,7 % : 27 348 unités ont été commencées en 1970 (données provisoires), dont 20 549 en Flandre (— 22,1 %), 6 304 en Wallonie (— 24,9 %) et 495 à Bruxelles-Capitale (— 21,9 %) ; sur 100 bâtiments commencés dans le pays, 75,1 l'ont été en Flandre, 23,1 en Wallonie et 1,8 à Bruxelles-Capitale. La répartition est nettement différente si l'on considère les logements, puisque l'importance relative des trois régions y est respectivement de 69,4 %, 19,9 % et 10,7 % ; pour ceux-ci, la diminution en 1970 a été de 24,3 % en Flandre, 22,2 % en Wallonie et 20,3 % à Bruxelles-Capitale, soit 23,5 % en moyenne pour le pays.

Les investissements publics ont également progressé en 1970, mais comme en 1969 déjà, la situation économique n'a plus exigé une politique active axée sur l'expansion, de sorte que la tranche conjoncturelle inscrite en réserve au budget extraordinaire n'a pas été utilisée.

Le montant global engagé par les départements ministériels au titre de travaux de génie civil s'est élevé en 1970 à 14,1 milliards contre 12,5 milliards en 1969, ce qui représente une hausse de 12,3 %, due au niveau record des engagements des Ministères des Travaux publics (9,8 milliards) et de la Santé publique (1,7 milliard), ceux des Communications et de la Défense nationale plafonnent respectivement à 2,0 et 0,5 milliard. En outre, les engagements du Fonds des Constructions scolaires se sont élevés à 5 milliards (+ 38,3 %) et ceux du Fonds des Routes à 11,5 milliards (+ 5,5 %) soit ensemble 16,5 milliards. Au total, les dépenses décidées par les Ministères et les Fonds précités ont donc atteint 30,6 milliards en 1970 contre 27,1 milliards en 1969 et 26,5 milliards en 1968 ; ceci se traduit par une hausse de 13,1 % en 1970, et de 2,1 % en 1969.

A ces montants, il faut ajouter, si l'on veut se faire une idée exacte de l'effort du secteur public, les investissements des organismes paraétatiques, des pouvoirs publics subordonnés et des intercommunales créées pour la construction d'autoroutes.

Les montants engagés en faveur du logement social par les organismes parastataux spécialisés ont atteint 13,5 milliards de francs, soit 1 milliard ou 6,7 % de moins qu'en 1969, tandis que les liquidations effectuées par ces institutions ont dépassé de 0,2 milliard celles de 1969. Les investissements des principaux parastataux du secteur des transports et des communications s'inscrivent à 2 milliards, en recul de 60 millions ou 3,0 %.

L'importance des travaux communaux et provinciaux s'accroît d'année en année pour atteindre 23,9 milliards en 1970, soit 2,1 milliards ou 9,6 % de plus qu'en 1969 ; ce niveau représente le double de celui enregistré au cours des années 1964 à 1966.

Enfin, les investissements des Intercommunales E3, E5, E39 et E9/E40 se sont montés à 10,4 milliards en 1970 contre 8,2 milliards en 1969, ce qui correspond à un accroissement de 26,7 %. Si l'on ajoute à cette somme les résultats du Fonds des Routes, l'effort en faveur de la construction d'autoroutes s'inscrit à 21,9 milliards en 1970, représentant une augmentation de 14,6 % par rapport à 1969 (19,1 milliards) ; les montants correspondants avaient été de 18,6 milliards en 1968, 13,7 en 1967 et 11,6 en 1966.

La statistique par province et par région, des investissements industriels est disponible jusqu'en 1969 ; elle porte sur les établissements occupant au moins 20 personnes, mais exclut le secteur « électricité, gaz et eau », pour lequel une répartition géographique poussée est malaisée. Cette investigation indique également une progression considérable des investissements industriels en 1969 ; après le plafonnement de 1967 et de 1968, on enregistre en effet une avance de 16,0 % en 1969.

L'avance des investissements industriels a été la plus nette en Wallonie, où elle s'élève à 38,2 % par rapport à 1968. L'évolution a été particulièrement favorable dans l'arrondissement de Nivelles (+ 79,9 %) et dans la province de Namur (+ 76,1 %) ; l'augmentation a encore été de 47,7 % à Liège et de 16,7 % dans le Hainaut ; dans le Luxembourg par contre, on relève une diminution de 2,4 %. Il en résulte que, le Luxembourg excepté, la part relative des provinces wallonnes et de Nivelles a augmenté par rapport à 1968. L'importance relative de la Wallonie a atteint en 1969, 34,8 % taux qui n'a été dépassé qu'en 1964 avec 40,9 %, tandis qu'en valeur absolue, le montant de 18,9 milliards constitue un record. Les industries métallurgiques ont recueilli 44,8 % de ce total, l'industrie des minéraux non métalliques 12,9 % et les industries chimiques et connexes 11,1 %.

Dans la région flamande, non compris les arrondissements de Hal-Vilvorde et de Bruxelles-communes périphériques, la progression de 1968 à 1969 s'est limitée à 6,0 %. Avec 29,5 milliards, les investissements en Flandre avoisinent le niveau de 1966 et 1967 et représentent 54,0 % du total, taux le plus bas des quatre dernières années. Le recul le plus marquant concerne la Flandre orientale, dont l'importance relative dans le pays est revenue de 18,7 % en 1968 à 13,1 % ; c'est aussi la seule province où il y a eu recul absolu : 8,8 milliards en 1968 et 7,1 en 1969 (— 18,8 %). L'augmentation en valeur s'est élevée à 13,1 % dans la province d'Anvers, 26,2 % dans le Limbourg, 32,6 % en Flandre occidentale et 4,0 % dans l'arrondissement de Louvain. Bien que son impact sur la structure économique soit plus limité qu'en Wallonie, c'est également le secteur de la métallurgie qui a absorbé le plus d'investissements en Flandre, 7,7 milliards, soit 26,1 % du total, suivi des industries chimiques et connexes avec 24,4 %, des industries alimentaires, boissons et tabac (12,8 %) et de l'industrie textile (9,9 %).

Dans la région bruxelloise enfin, regroupant les arrondissements de Bruxelles-Capitale, des six communes périphériques et de Hal-Vilvorde, la hausse des investissements en 1969 a également été inférieure à la moyenne nationale, puisqu'elle ne s'établit qu'à 11,0 %. De ce fait, son importance relative dans le pays redescend à sa limite inférieure de 1967, soit 11,2 %. La progression a été de 10,4 % à Bruxelles-Capitale (4,5 milliards), de 8,8 % à Hal-Vilvorde (1,4 milliard) tandis que les six communes périphériques ont recueilli 193 millions (+ 54,4 %), soit un total de 6,1 milliards. La construction et les industries métallurgiques absorbent respectivement 26,8 % et 26,2 %, précédant les industries chimiques et connexes (12,9 %) et le secteur alimentation, boissons, tabac (10,5 %).

La durée d'application des mesures prévues par les lois des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 a été prorogée une dernière fois jusqu'au 31 décembre 1970, puisque la loi nouvelle d'expansion économique du 30 décembre 1970 est entrée en vigueur le 1er janvier 1971.

Les investissements ayant bénéficié des avantages accordés par les lois de 1959 et 1966 ont atteint, en 1970, le montant record de 71,8 milliards de francs, supérieur de 32,5 % à celui de 1969 et de 84,2 % à celui de 1968. L'accroissement de 17,6 milliards en un an est essentiellement dû à l'importance des programmes dans les fabrications métalliques d'une part, où ils passent de 8,6 à 19,5 milliards et dans les industries chimiques d'autre part, qui progressent de 18,0 à 26,9 milliards (+ 49,2 %), grâce surtout au pétrole (11 milliards en 1970 contre 13 millions en 1969) et dans une moindre mesure au papier et à l'impression (4,7 contre 1,3 milliard) ; le textile et la confection, avec 4,2 milliards, et l'alimentation avec 2,2 milliards ont également recueilli davantage d'investissements aidés qu'en 1969, respectivement 23,2 % et 30,0 %. Tous les autres secteurs ont régressé notamment celui de la métallurgie (— 8,6 %).

Des 71,8 milliards d'investissements bénéficiaires, 43,6 milliards ont été ou seront réalisés dans la région flamande du pays (60,7 % du total), 26,6 milliards dans la région wallonne (37,1 %) et 1,6 milliard à Bruxelles-Capitale (2,2 %). L'accroissement par rapport à 1969 s'établit à 12,0 milliards ou 37,9 % en Flandre, 4,2 milliards ou 18,9 % en Wallonie et 1,4 milliard à Bruxelles-Capitale, soit le septuple. Les hausses les plus marquantes concernent la Flandre orientale (+ 6,5 milliards), le Limbourg (+ 6,0 milliards) et le Hainaut (+ 5,3 milliards) tandis que des régressions sont relevées à Liège (— 2,5 milliards), à Anvers (— 1,1 milliard), en Flandre occidentale et à Namur (— 0,8 milliard).

Le montant cumulé des investissements ayant bénéficié des avantages prévus s'élevait, au 31 décembre 1970, à 338,2 milliards de francs, soit 198,3 milliards en Flandre (58,6 %), 133,5 milliards en Wallonie (39,5 %) et 6,4 milliards à Bruxelles-Capitale (1,9 %).

Les crédits afférents à ces investissements ont atteint, en 1970, 30,2 milliards (contre 27,1 milliards en 1969), dont 17,0 milliards pour la région flamande, 12,6 milliards pour la région wallonne et 0,7 milliard pour Bruxelles-Capitale. Le montant cumulé de ces crédits s'inscrivait, à fin 1970, à 160,6 milliards, c'est-à-dire dans l'ordre précité des régions : 91,8, 65,3 et 4,1 milliards (56,7 %, 40,7 % et 2,6 %).

Les décisions prises en 1970 concernant l'octroi de bonifications d'intérêt représentent pour l'Etat une dépense maximum de 5,7 milliards, dont les entreprises situées en Flandre bénéficient à concurrence de 2,2 milliards (38,5 %) et celles de Wallonie pour 3,5 milliards (60,7 %), Bruxelles-Capitale récoltant 44 millions (0,8 %) ; le montant cumulé depuis 1962 s'élève à 18,1 milliards : 9 milliards pour la Flandre et pour la Wallonie, 77 millions pour Bruxelles-Capitale. En outre, des primes et subventions d'un montant global de 2,6 milliards ont été accordées en 1970, à raison de 1,6 et 1,0 milliard en faveur d'entreprises situées respectivement en Flandre et en Wallonie ; à la fin de 1969, le montant cumulé de ces primes et subventions atteignait 4,8 milliards, la répartition régionale étant de 51,5 % et 48,5 %.

Les investissements étrangers ont été très nombreux en 1970 (671 projets), mais beaucoup étaient d'une importance restreinte, puisque leur valeur globale n'a atteint que 8,5 milliards, soit 25,6 % de celle notée en 1969, permettant cependant la création de 5 211 emplois industriels.

Le secteur comprenant la chimie, le pétrole et le papier a recueilli 3,4 milliards ou 40,4 % du total (17,3 milliards ou 52,2 % en 1969) ; le secteur du métal a bénéficié de 2,7 milliards d'investissements (31,9 %), l'industrie textile de 0,4 milliard ou 4,4 % et l'ensemble des autres secteurs, composé essentiellement des services, de 2,0 milliards ou 23,3 % du total. Les investissements dans l'industrie n'ont représenté en 1970 que 81,2 % du total — la moyenne 1959-1970 étant de 91 % — les services 13,0 % et le commerce 5,8 %.

Si les investissements en provenance des Etats-Unis restent les plus importants, avec 2,3 milliards en 1970, leur part dans le total ne cesse de diminuer : 65 % de 1959 à 1968, 32,9 % en 1969 et 26,8 % en 1970. La deuxième place est occupée par la France, qui est le seul pays important à avoir accru ses investissements en Belgique, passant de 1,0 milliard ou 3,0 % en 1969 à 1,8 milliard ou 21,5 % en 1970. La République fédérale a totalisé 1,2 milliard ou 14,0 % du total, après 5,4 milliards en 1969. Le recul est plus net encore pour le Royaume-Uni, revenant de 5,1 à 0,8 milliard. Les investissements néerlandais (0,5 milliard ou 6,0 %) ont été les plus nombreux, mais d'une valeur moyenne très faible, et cependant hautement créateurs d'emplois. La Suisse a également investi pour près d'un demi-milliard (5,5 %) et la part du reste du monde est de 1,4 milliard ou 16,5 %.

Des 8,5 milliards d'investissements étrangers prévus en 1970, 2,5 milliards ont été comptabilisés dans le Brabant (29,2 %), mais ce montant est fortement influencé par la reprise des A.C.E.C. par Westinghouse, celle-ci ne pouvant être répartie selon les sièges d'exploitation ; la province d'Anvers a absorbé 1,9 milliard (23,0 %) et le Hainaut 1,5 milliard (17,4 %). Les quatre provinces qui avaient attiré le moins d'investissements en 1969, les deux Flandres, Namur et le Luxembourg, ont été les seules à marquer une progression en 1970.

La Société nationale d'Investissement (S.N.I.) a maintenu sa politique de sélection des investissements, ce qui l'a amenée à écarter après examen, beaucoup de propositions. D'autre part, l'étude des projets a souvent été prolongée afin d'en améliorer les perspectives par des concours industriels, techniques ou financiers complémentaires.

Entre le 1er juillet 1969 et le 1er juin 1970, la S.N.I. a décidé 34 interventions pour un montant global de 396,7 millions, tandis que 24 décisions, dont certaines prises antérieurement, ont été exécutées pour un montant de 331,8 millions, dont 278,2 millions en actions et 53,6 millions convertibles ; d'autre part, conformément à sa vocation de tendre à une rotation de ses placements, la S.N.I. a cédé des participations dans 12 sociétés ; enfin 18 interventions portant sur 441,8 millions étaient en voie de préparation ou d'exécution à la clôture de l'exercice.

La plus importante opération de la S.N.I. au cours de l'exercice 1969-1970 a été la création, avec Union Chimique-Chemische Bedrijven, de la société UCB-Ftal, dans laquelle sa participation est de 100 millions, soit 30 % du capital. Le secteur chimique, où la Société nationale s'engage pour la première fois, recueille ainsi 30,1 % des placements de l'exercice, tandis que la part de quatre autres secteurs dépasse 10 % : les bois, liège et plastique (38,6 millions ou 11,6 %), l'industrie textile (36 millions ou 10,9 %), les fabrications métalliques (34,5 millions ou 10,4 %) et les services (34,1 millions ou 10,3 %).

Depuis la constitution de la S.N.I. jusqu'au 30 juin 1970, 146 décisions concernant 108 sociétés différentes ont été prises, dont 134 réalisations — intéressant 98 entreprises — pour un montant de 2 406,8 millions. Le tableau ci-après en indique la répartition sectorielle ; du fait de l'apparition de l'industrie chimique, avec 4,1 % du total, l'importance relative des principaux secteurs a régressé par rapport à la situation existant le 30 juin 1969.

★
★ ★

Investissements dans l'ens

Défense nat
(en millions de f

DÉSIGNATION	1960	1961	196
1. Agriculture, sylviculture et pêche	3 500	4 039	3 9
2. Industries extractives	1 537	2 049	1 5
a) Charbonnages, y compris leurs centrales électriques	*931*	*805*	*7*
b) Autres industries extractives	*606*	*1 244*	*7*
3. Industries manufacturières	26 423	32 163	37 6
a) Alimentation, boissons, tabac	*3 838*	*4 100*	*4 8*
b) Textiles	*2 804*	*3 202*	*2 8*
c) Vêtements et chaussures	*613*	*682*	*1 1*
d) Bois et meubles	*1 032*	*1 006*	*1 1*
e) Papier, impression, édition	*1 556*	*1 743*	*2 2*
f) Chimie et activités connexes	*3 250*	*5 246*	*6 2*
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	*1 738*	*2 075*	*2 2*
h) Fer, acier et métaux non ferreux	*7 277*	*7 503*	*9 1*
i) Fabrications métalliques et constructions navales	*3 815*	*5 906*	*6 9*
j) Activités diverses n.d.a.	*500*	*700*	*8*
4. Construction	2 554	3 256	5 6
5. Electricité, gaz et eau	4 838	4 550	7 5
6. Commerce, banque, assurances, immeubles d'habitation	41 307	46 285	45 3
a) Commerce, banque et assurances	*11 100*	*12 200*	*13 0*
b) Immeubles d'habitation	*30 207*	*34 085*	*32 3*
7. Transports et communications	12 393	12 560	13 5
a) Transports par voie ferrée	*3 884*	*4 075*	*4 1*
b) Transports par route	*920*	*810*	*8*
c) Transports maritimes, navigation fluviale, ports	*3 236*	*3 125*	*5 0*
d) Transports aériens	*1 913*	*2 105*	*6*
e) Poste, télégraphe, téléphone, radio et télévision	*2 440*	*2 445*	*2 9*
8. Services	15 297	16 831	19 3
a) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	*6 974*	*7 189*	*8 3*
b) Enseignement	*5 448*	*6 392*	*7 5*
c) Autres	*2 875*	*3 250*	*3 4*
Formation intérieure brute de capital fixe (1 à 8)	107 849	121 733	134 5
9. Variations de stocks	*— 181*	*4 201*	*1 4*
a) Cheptel	*— 181*	*1 401*	*3*
b) Autres stocks	—	*2 800*	*1 1*
Total (de 1 à 9)	107 668	125 934	136 0
Adaptation statistique	— 122	— 161	—1 0
Formation intérieure brute de capital	107 546	125 773	135 0

(a) Données adoptées aux résultats du tableau « Entrées - Sorties » élaboré sous les auspices de la C.E.E. Les c
pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

l'économie (a)

courants)

963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
4 197	4 921	5 344	5 983	5 731	6 369	6 832
1 956	1 988	1 974	1 686	1 555	1 869	1 987
1 080	*900*	*671*	*500*	*570*	*680*	*427*
876	*1 088*	*1 303*	*1 186*	*985*	*1 189*	*1 560*
38 940	40 698	46 289	54 264	54 039	49 264	59 840
4 995	*5 392*	*5 248*	*5 885*	*6 197*	*7 001*	*8 370*
3 375	*3 148*	*3 176*	*3 670*	*3 286*	*3 578*	*4 510*
1 162	*1 376*	*1 142*	*1 200*	*1 181*	*1 008*	*1 270*
1 195	*1 398*	*1 192*	*1 460*	*1 402*	*1 767*	*2 290*
2 280	*2 603*	*2 549*	*2 584*	*3 217*	*2 462*	*2 980*
4 766	*5 843*	*7 565*	*11 817*	*18 227*	*14 805*	*14 300*
2 367	*3 389*	*3 474*	*3 694*	*3 511*	*3 611*	*4 240*
9 369	*7 933*	*9 720*	*8 812*	*5 243*	*4 607*	*7 680*
8 531	*8 616*	*11 123*	*13 942*	*10 475*	*9 165*	*12 700*
900	*1 000*	*1 100*	*1 200*	*1 300*	*1 260*	*1 500*
5 595	5 114	5 541	6 506	6 942	6 500	7 350
6 727	7 761	9 386	11 403	14 951	13 402	13 980
67 948	67 628	74 376	74 600	77 253	77 600	83 838
14 600	*15 400*	*15 650*	*18 100*	*18 000*	*19 300*	*22 000*
53 348	*52 228*	*58 726*	*56 500*	*59 253*	*58 300*	*61 838*
14 639	15 361	18 618	20 527	23 353	23 465	23 894
4 768	*4 497*	*4 515*	*5 804*	*5 323*	*6 069*	*7 128*
1 000	*1 060*	*1 030*	*1 065*	*1 020*	*1 020*	*1 210*
5 144	*5 776*	*7 829*	*7 268*	*8 740*	*8 454*	*6 810*
670	*619*	*1 165*	*1 447*	*1 751*	*1 189*	*1 743*
3 057	*3 409*	*4 079*	*4 943*	*6 519*	*6 733*	*7 003*
21 893	27 073	23 796	29 228	34 258	39 743	45 340
10 555	*15 819*	*12 374*	*15 290*	*19 840*	*24 293*	*28 168*
7 638	*7 354*	*7 362*	*9 038*	*9 018*	*9 950*	*10 172*
3 700	*3 900*	*4 060*	*4 900*	*5 400*	*5 500*	*7 000*
141 895	**170 544**	**185 324**	**204 197**	**218 082**	**218 212**	**243 061**
944	11 005	4 408	7 754	5 271	8 775	*17 659*
–2 456	*305*	*1 106*	*254*	*871*	*1 575*	*2 359*
3 400	*10 700*	*3 302*	*7 500*	*4 400*	*7 200*	*15 300*
142 839	**181 549**	**189 732**	**211 951**	**223 353**	**226 987**	**260 720**
711	967	—	1 108	253	2 040	850
143 550	**182 516**	**189 732**	**213 059**	**223 606**	**229 027**	**261 570**

Source : Institut National de Statistique.

Répartition des investissements industriels des établissements en activité (a)

A prix courants

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1965		1966		1967		1968		1969	
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%
Industries extractives :										
Houillères et activités connexes	643	1,4	331	0,6	278	0,5	278	0,5	299	0,5
Minières, carrières et industries connexes	825	1,7	753	1,3	663	1,1	766	1,2	1 056	1,6
Industries alimentaires	2 356	5,0	2 847	5,0	2 897	4,7	3 321	5,6	3 565	5,4
Industrie des boissons	1 740	3,7	1 569	2,8	1 870	3,1	2 076	3,5	2 032	3,1
Industrie du tabac	222	0,5	197	0,3	262	0,4	227	0,3	210	0,3
Industries chimiques	4 253	9,0	4 973	8,7	9 110	14,9	7 673	12,9	8 932	13,5
Industrie du caoutchouc	739	1,6	462	0,8	161	0,3	226	0,3	286	0,4
Industrie du bois	649	1,4	817	1,4	811	1,3	1 011	1,7	1 516	2,3
Industrie du papier	995	2,1	1 420	2,5	1 085	1,8	1 229	2,2	1 483	2,2
Impression	1 088	2,3	838	1,5	752	1,2	967	1,6	1 252	1,9
Industrie des cuirs et peaux	81	0,2	104	0,2	54	0,1	71	0,1	78	0,1
Industries textiles	2 472	5,2	3 124	5,5	2 634	4,3	2 962	5,3	3 877	5,8
Industries de l'habillement	544	1,1	561	1,0	583	0,9	502	0,8	834	1,3
Raffinage de pétrole	640	1,3	1 162	2,0	3 429	5,6	4 152	7,2	883	1,3
Industries des minéraux non métalliques	2 810	5,9	3 152	5,5	2 974	4,9	2 927	4,9	4 114	6,2
Industries métallurgiques :										
Sidérurgie	3 623	7,6	7 314	12,8	4 141	6,8	3 674	6,2	6 645	10,0
Métaux non ferreux	1 325	2,8	986	1,7	997	1,6	975	1,6	1 335	2,0
Industrie des fabrications métalliques	9 639	20,2	11 593	20,4	9 130	14,9	8 327	14,1	9 792	14,8
Transformation des matières plastiques	419	0,9	590	1,0	433	0,7	563	0,9	866	1,3
Industries manufacturières non visées ailleurs	461	1,0	378	0,7	825	1,3	839	1,4	740	1,1
Industrie de la construction (b)	2 348	4,9	2 878	5,1	4 420	7,2	4 253	7,2	4 749	7,2
Electricité, gaz, eau :										
Electricité (sauf autoproduction) ...	7 153	15,0	7 834	13,8	8 503	13,8	7 844	13,2	8 347	12,6
Gaz	1 264	2,7	1 710	3,0	4 175	6,8	2 752	4,6	2 244	3,4
Chaleur et vapeur	81	0,2	52	0,1	52	0,1	29	0,04	13	0,02
Eau	1 092	2,3	1 298	2,3	1 053	1,7	1 384	2,3	1 154	1,7
Total...	**47 462**	**100,0**	**56,943**	**100,0**	**61 292**	**100,0**	**59 028**	**100,0**	**66 302**	**100,0**

(a) Etablissements occupant 20 personnes ou plus. Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.
(b) Avant 1967, établissements occupant 50 personnes ou plus.

Source : Institut national de Statistique.

Répartition par province et région linguistique des investissements industriels (a)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION LINGUISTIQUE	1965		1966		1967		1968		1969	
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%
Anvers	7 256	19,2	10 526	22,9	15 996	33,7	11 653	24,8	13 182	24,1
Brabant	7 812	20,6	7 222	15,7	7 426	15,6	8 158	17,3	9 650	17,7
Hainaut	4 753	12,6	4 748	10,3	6 578	13,8	6 342	13,5	7 459	13,7
Liège	5 389	14,2	4 550	9,9	3 646	7,7	4 323	9,2	6 385	11,7
Limbourg	3 340	8,8	3 843	8,3	2 130	4,5	1 903	4,1	2 401	4,4
Luxembourg	277	0,7	229	0,5	327	0,7	376	0,8	367	0,7
Namur	1 257	3,3	1 120	2,4	994	2,1	1 639	3,5	2 886	5,3
Flandre orientale	4 426	11,7	10 732	23,3	6 898	14,5	8 802	18,7	7 143	13,1
Flandre occidentale	3 361	8,9	3 105	6,7	3 514	7,4	3 824	8,1	5 072	9,3
Le Royaume	**37 871**	**100,0**	**46 075**	**100,0**	**47 509**	**100,0**	**47 020**	**100,0**	**54 545**	**100,0**
Région flamande, non compris arr. de Hal-Vilvorde et de Bruxelles-communes périphériques	19 264	50,9	28 954	62,8	29 582	62,3	27 797	59,1	29 477	54,0
Région wallonne	12 470	32,9	11 465	24,9	12 605	26,5	13 705	29,2	18 942	34,8
Bruxelles-Capitale, communes périphériques, Hal-Vilvorde	6 137	16,2	5 656	12,3	5 322	11,2	5 518	11,7	6 126	11,2
Renseignements complémentaires concernant la province de Brabant										
Bruxelles-Capitale	4 411	11,6	4 205	9,1	4 095	8,6	4 091	8,7	4 517	8,3
Communes périphériques	72	0,2	84	0,2	81	0,2	125	0,2	193	0,3
Hal-Vilvorde	1 654	4,4	1 367	3,0	1 146	2,4	1 302	2,8	1 416	2,6
Nivelles	794	2,1	818	1,8	1 060	2,2	1 025	2,2	1 844	3,4
Louvain	881	2,3	748	1,6	1 044	2,2	1 615	3,4	1 680	3,1

Source : Institut National de Statistique.

(a) Etablissements en activité ayant occupé 20 personnes ou plus au cours de l'année de compte. Le groupe « Electricité, gaz et eau » n'est pas repris. Les données pour 1969 ne sont pas encore disponibles.

Investissements des établissements industriels nouveaux (a)

A prix courants

SECTEURS	1965		1966		1967		1968		1969	
	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%	En millions de francs	%
Industries alimentaires .	106	1,3	142	2,1	84	1,2	142	4,3	419	10,6
Industrie du bois	51	0,6	76	1,1	44	0,6	66	2,0	162	4,0
Industrie chimique (b) ..	1 598	19,6	4 871	73,7	5 798	83,5	1 794	53,6	2 013	50,7
Industries du métal	5 373	65,8	857	12,9	534	7,7	636	19,0	844	21,3
Industrie textile et confection	292	3,6	230	3,5	134	1,9	252	7,5	233	5,9
Autres industries	741	9,1	445	6,7	352	5,1	454	13,6	300	7,5
Total...	**8 161**	**100,0**	**6 621**	**100,0**	**6 946**	**100,0**	**3 344**	**100,0**	**3 971**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

(a) Certains établissements, dont on ne savait pas qu'ils avaient déjà entamé leur programme d'investissement, n'ont pas été interrogés lors de l'élaboration de la statistique de l'année en cause. Leurs investissements se sont élevés à 235 millions en 1964, 514 en 1965, 175 en 1966, 252 en 1967 et 788 en 1968. Les données pour 1970 ne sont pas encore disponibles.

(b) Y compris le caoutchouc, le papier et la transformation des matières plastiques et, en plus : pour 1964, la fabrication de fils et de fibres artificiels synthétiques; pour 1966 et 1967 le raffinage du pétrole.

Société Nationale d'Investissement

Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1963 à fin juin 1970 (a)

BRANCHE D'ACTIVITÉ (b)	Montants	
	en millions de francs	en %
Agriculture, Sylviculture, pêche	12,8	0,53
Alimentation	174,8	7,26
Textile	308,3	12,81
Industrie de la fibre de verre	42,5	1,77
Bois, liège et plastique	78,3	3,25
Papier et imprimerie	220,7	9,17
Cuir	42,9	1,78
Industrie chimique	100,0	4,15
Industrie métallique de base	147,2	6,12
Fabrications métalliques	437,7	18,19
Industrie des produits minéraux (autres que des dérivés du pétrole et du charbon)	18,9	0,79
Industrie des dérivés du pétrole et du charbon	18,3	0,76
Construction	66,5	2,76
Electricité, gaz, eau et vapeur	382,6	15,90
Services	330,3	13,72
Divers (c)	25,0	1,04
Total (d)	**2 406,8**	**100,00**

Source : Société Nationale d'Investissement.

(a) Les données ne sont pas encore disponibles au-delà de cette date.
(b) D'après le classement de l'Institut national de Statistique.
(c) Cette rubrique concerne des sociétés ayant des activités relevant de plusieurs rubriques.
(d) Somme initialement souscrite ou libérée indépendamment des fluctuations de valeur, des amortissements ou de la cession ultérieure de participations ou d'obligations convertibles.

Répartition des investissements industriels par région linguistique et par branche d'activité en 1969 (a)

(en pour-cent)

BRANCHE D'ACTIVITE	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-capitale, communes périphériques, arrondissement Hal-Vilvorde	Le Royaume
Industries extractives	21,0	78,5	0,5	100,0
Industries alimentaires, boissons, tabac	64,9	22,5	12,6	100,0
Industries chimiques	71,2	21,6	7,2	100,0
Industrie du caoutchouc	53,7	25,8	20,5	100,0
Industries du bois et du liège	86,2	8,8	5,0	100,0
Industrie du papier et du carton	49,4	35,7	14,9	100,0
Industrie de l'impression	30,8	25,1	44,1	100,0
Industrie des cuirs et peaux	46,9	35,0	18,1	100,0
Industrie textile	75,0	21,9	3,1	100,0
Industrie de l'habillement	62,2	30,1	7,7	100,0
Industrie du raffinage du pétrole	100,0	—	—	100,0
Industrie des minéraux non métalliques	34,9	59,6	5,5	100,0
Industries métallurgiques	43,3	47,7	9,0	100,0
Ind. de la transform. des matières plastiques	78,4	11,6	10,0	100,0
Industries manufacturières n.v.a.	44,3	44,1	11,6	100,0
Industrie de la construction	42,1	23,4	34,5	100,0
Tous les secteurs	**54,0**	**34,8**	**11,2**	**100,0**

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition par branche d'activité des investissements réalisés dans chaque région linguistique en 1969 (a)

(en pour-cent)

BRANCHE D'ACTIVITE	Région flamande	Région wallonne	Bruxelles-capitale, communes périphériques, arrondissement Hal-Vilvorde	Le Royaume
Industries extractives	0,9	5,6	0,1	2,5
Industries alimentaires, boissons, tabac	12,8	6,9	11,9	10,7
Industries chimiques	21,6	10,2	10,5	16,4
Industrie du caoutchouc	0,5	0,4	1,0	0,5
Industries du bois et du liège	4,4	0,7	1,2	2,8
Industrie du papier et du carton	2,5	2,8	3,6	2,7
Industrie de l'impression	1,3	1,7	9,0	2,3
Industrie des cuirs et peaux	0,1	0,1	0,2	0,1
Industrie textile	9,9	4,5	2,0	7,1
Industrie de l'habillement	1,8	1,3	1,0	1,5
Industrie du raffinage du pétrole	3,0	—	—	1,6
Industrie des minéraux non métalliques	4,9	12,9	3,7	7,5
Industries métallurgiques	26,1	44,8	26,2	32,6
Ind. de la transform. des matières plastiques	2,3	0,5	1,4	1,6
Industries manufacturières n.v.a.	1,1	1,7	1,4	1,4
Industrie de la construction	6,8	5,9	26,8	8,7
	100,0	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(a) Les données relatives à 1970 ne sont pas encore disponibles.

Source : Institut National de Statistique.

Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1964	1965	1966	1967	1968 (a)	1969 (a)	1970	Total (b)
Mines et carrières	—	—	288	136	88	351	269	2 360
Energie	—	—	—	—	—	342	34	668
Métallurgie	17 753	1 914	2 206	606	4 896	14 297	13 072	86 271
Sidérurgie	*17 216*	*1 902*	*2 055*	*283*	*4 711*	*12 623*	*11 108*	*78 990*
Métaux non ferreux	*537*	*12*	*151*	*324*	*185*	*1 674*	*1 963*	*7 281*
Fabrications métalliques	1 426	11 362	5 463	7 218	5 248	8 636	19 547	77 392
Industries chimiques	4 747	2 191	5 840	16 322	15 306	18 020	26 877	104 053
Chimie proprement dite	*3 844*	*1 853*	*4 489*	*11 967*	*7 284*	*16 023*	*9 975*	*62 309*
Pétrole	*341*	—	*1 093*	*1 877*	*5 755*	*13*	*11 041*	*22 391*
Caoutchouc	*557*	*28*	—	*50*	*649*	*658*	*1 142*	*4 758*
Papier et impression	*5*	*309*	*258*	*2 428*	*1 618*	*1 326*	*4 720*	*14 596*
Industries du textile et de la confection	1 477	1 257	1 210	1 581	3 612	3 415	4 206	21 052
Industrie alimentaire	31	43	456	1 234	2 173	1 712	2 226	12 322
Industrie du bois	99	20	220	465	997	1 293	1 256	5 452
Matériaux de construction, etc.	125	1 097	744	2 313	4 391	3 853	2 702	18 916
Matériaux, verre	*125*	*1 097*	*683*	*2 076*	*3 678*	*3 108*	*1 834*	*15 993*
Industrie de la construction	—	—	*61*	*237*	*713*	*745*	*867*	*2 923*
Divers	24	205	406	1 164	2 273	2 268	1 599	9 725
dont :								
équipement des terrains par les pouvoirs publics	*24*	*143*	*96*	*574*	*1 263*	*1 511*	*1 067*	*4 961*
Total ...	**25 681**	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**38 984**	**54 186**	**71 787**	**338 212**

(a) Données revisées.
(b) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966

(en millions de francs)

PROVINCE, ARRONDISSEMENT ET RÉGION	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970		Total (a)	
							Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	2 208	5 167	3 390	10 872	6 384	17 064	15 930	22,2	75 553	22,3
Flandre occidentale	1 031	533	884	947	2 720	4 421	3 578	5,0	19 205	5,7
Flandre orientale	18 340	1 419	2 528	1 976	10 915	6 526	12 983	18,1	61 089	18,0
Limbourg	1 291	4 169	4 844	3 556	1 272	2 664	8 650	12,1	33 362	9,9
Louvain (arrond.)	41	57	81	65	854	598	1 950	2,7	5 011	1,5
Hal-Vilvorde	55	31	606	359	343	276	476	0,7	3 644	1,1
Bruxelles (communes périphér.)	—	—	—	—	176	47	106	0,1	419	0,1
Région flamande	*22 966*	*11 376*	*12 334*	*17 775*	*22 665*	*31 595*	*43 584*	*60,7*	*198 282*	*58,6*
Hainaut	886	2 979	1 135	9 027	8 491	9 749	15 046	21,0	61 841	18,3
Liège	1 512	3 200	2 600	1 867	4 108	8 363	5 884	8,2	48 398	14,3
Luxembourg	—	50	62	188	482	101	1 090	1,5	3 704	1,1
Namur	74	72	186	1 340	1 909	1 380	614	0,9	7 340	2,2
Nivelles (arrond.)	244	338	431	568	1 073	2 769	3 967	5,5	12 231	3,6
Région wallonne	*2 715*	*6 638*	*4 413*	*12 989*	*16 063*	*22 363*	*26 600*	*37,1*	*133 514*	*39,5*
Bruxelles-Capitale	—	*75*	*86*	*277*	*256*	*229*	*1 602*	*2,2*	*6 416*	*1,9*
Le Royaume...	**25 681**	**18 089**	**16 833**	**31 041**	**38 984**	**54 186**	**71 787**	**100,0**	**338 212**	**100,0**

(a) A partir de 1959.

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus

(en millions de francs)

BRANCHE D'ACTIVITÉ	1966	1967	1968	1969	1970		Total de 1959 à 1970	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Industrie métallique	1 356	974	2 211	6 443	2 695	31,9	36 309	29,9
Industries chimiques, pétrole et papier	3 038	10 047	5 121	17 342	3 412	40,4	59 821	49,2
Industrie textile	234	37	876	6 762	373	4,4	10 386	8,5
Autres industries	1 114	1 885	1 695	2 415	1 972	23,3	15 112	12,4
Total...	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 452**	**100,0**	**121 628**	**100,0**
dont :								
industrie	*4 789*	*11 182*	*8 096*	*30 979*	*6 864*	*81,2*	*110 496*	*90,8*
commerce	*374*	*284*	*699*	*501*	*493*	*5,8*	*11 132*	*9,2*
services	*579*	*1 477*	*1 108*	*1 482*	*1 095*	*13,0*		

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance

(en millions de francs)

PAYS	1966	1967	1968	1969	1970		Total de 1959 à 1970	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Républ. fédér. d'Allemagne	38	120	2 754	5 380	1 183	14,0	15 556	12,8
Etats-Unis	2 496	10 347	2 976	10 834	2 262	26,8	65 199	53,6
France	117	888	2 029	1 009	1 820	21,5	7 117	5,9
Royaume-Uni	288	129	488	5 101	813	9,7	9 601	7,9
Pays-Bas	1 641	376	363	2 556	511	6,0	7 835	6,5
Italie	5	174	13	26	18	0,2	265	0,2
Suède	3	3	43	134	4	0,1	949	0,7
Suisse	61	52	141	3 649	471	5,5	4 671	3,8
Autres pays	1 093	854	1 096	4 273	1 370	16,2	10 435	8,6
Total...	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 452**	**100,0**	**121 628**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Répartition des investissements étrangers prévus par province

(en millions de francs)

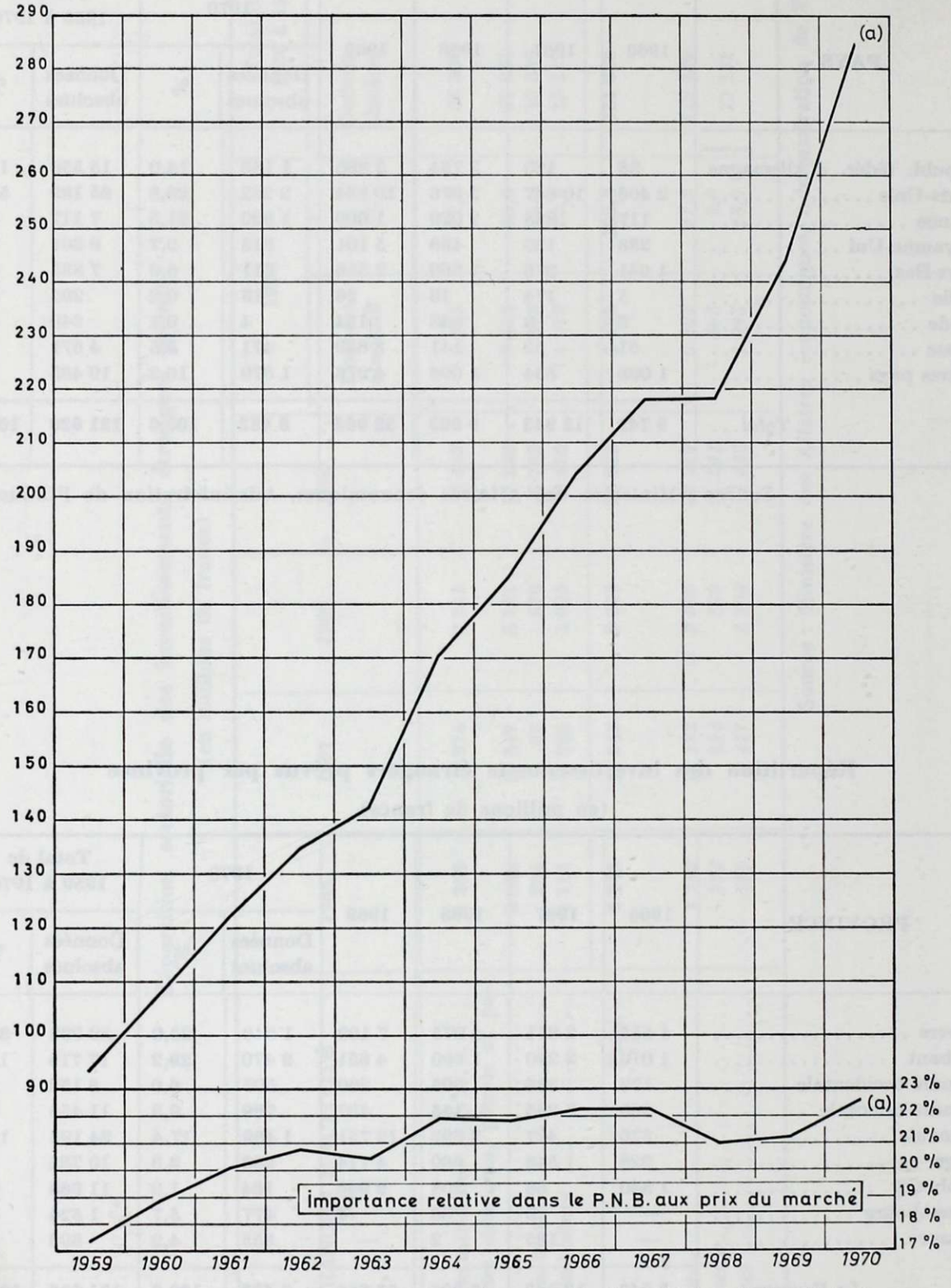
PROVINCE	1966	1967	1968	1969	1970		Total de 1959 à 1970	
					Données absolues	%	Données absolues	%
Anvers	1 555	2 351	4 075	7 199	1 940	23,0	39 993	32,9
Brabant	1 010	2 290	1 990	4 651	2 470	29,2	17 716	14,6
Flandre occidentale	173	836	395	260	505	6,0	3 152	2,6
Flandre orientale	260	5 285	145	437	789	9,3	11 454	9,4
Hainaut	576	427	2 392	12 751	1 469	17,4	24 193	19,9
Liège	328	1 548	660	4 714	283	3,3	10 735	8,8
Limbourg	1 840	66	208	2 946	164	1,9	11 968	9,9
Luxembourg	—	5	36	4	477	5,7	1 524	1,2
Namur	—	135	2	—	355	4,2	893	0,7
Le Royaume...	**5 742**	**12 943**	**9 903**	**32 962**	**8 452**	**100,0**	**121 628**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Administration de l'Industrie.

Formation intérieure brute de capital

Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



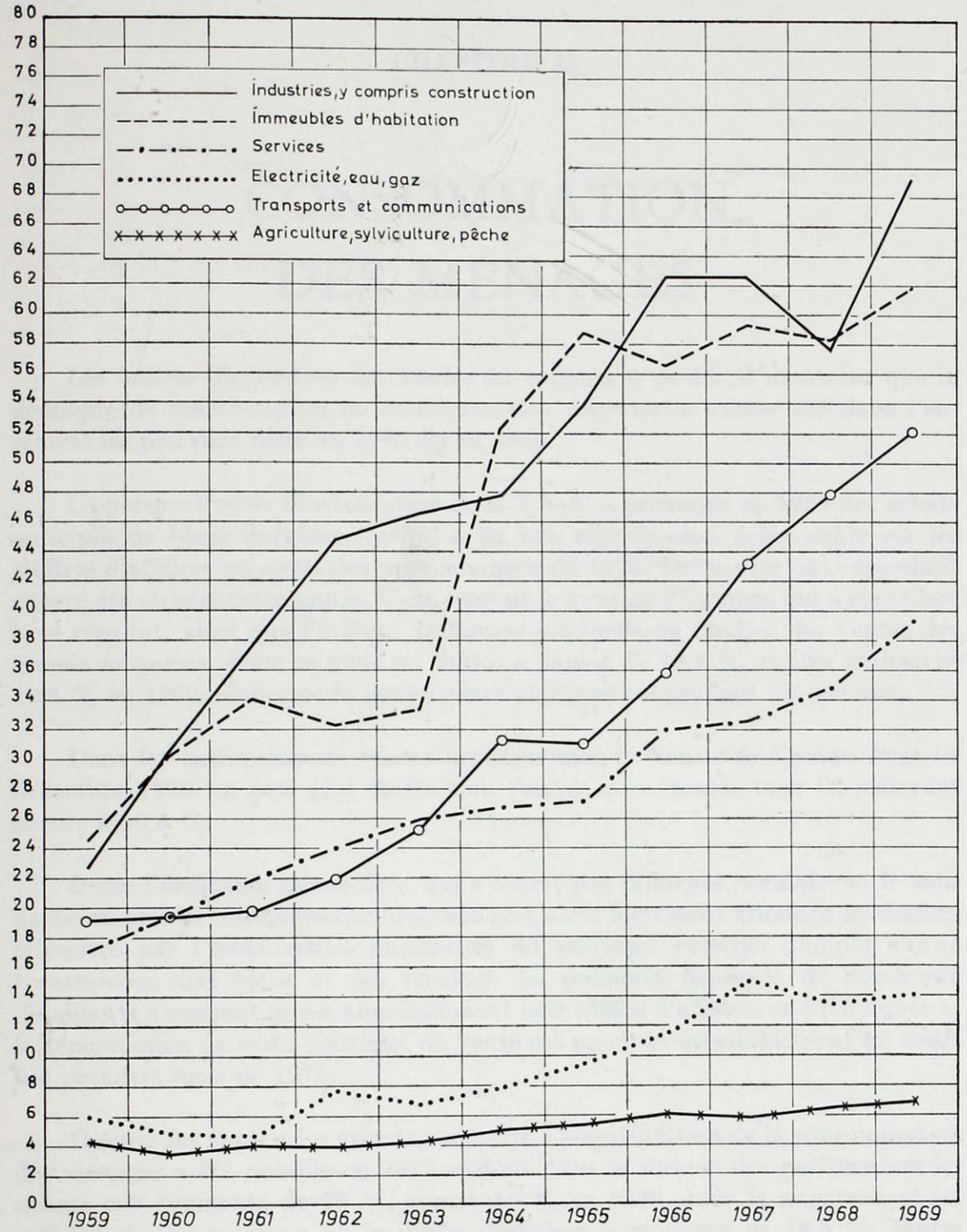
Source : Institut National de Statistique.

(a) Estimation pour 1970.

Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique (a)

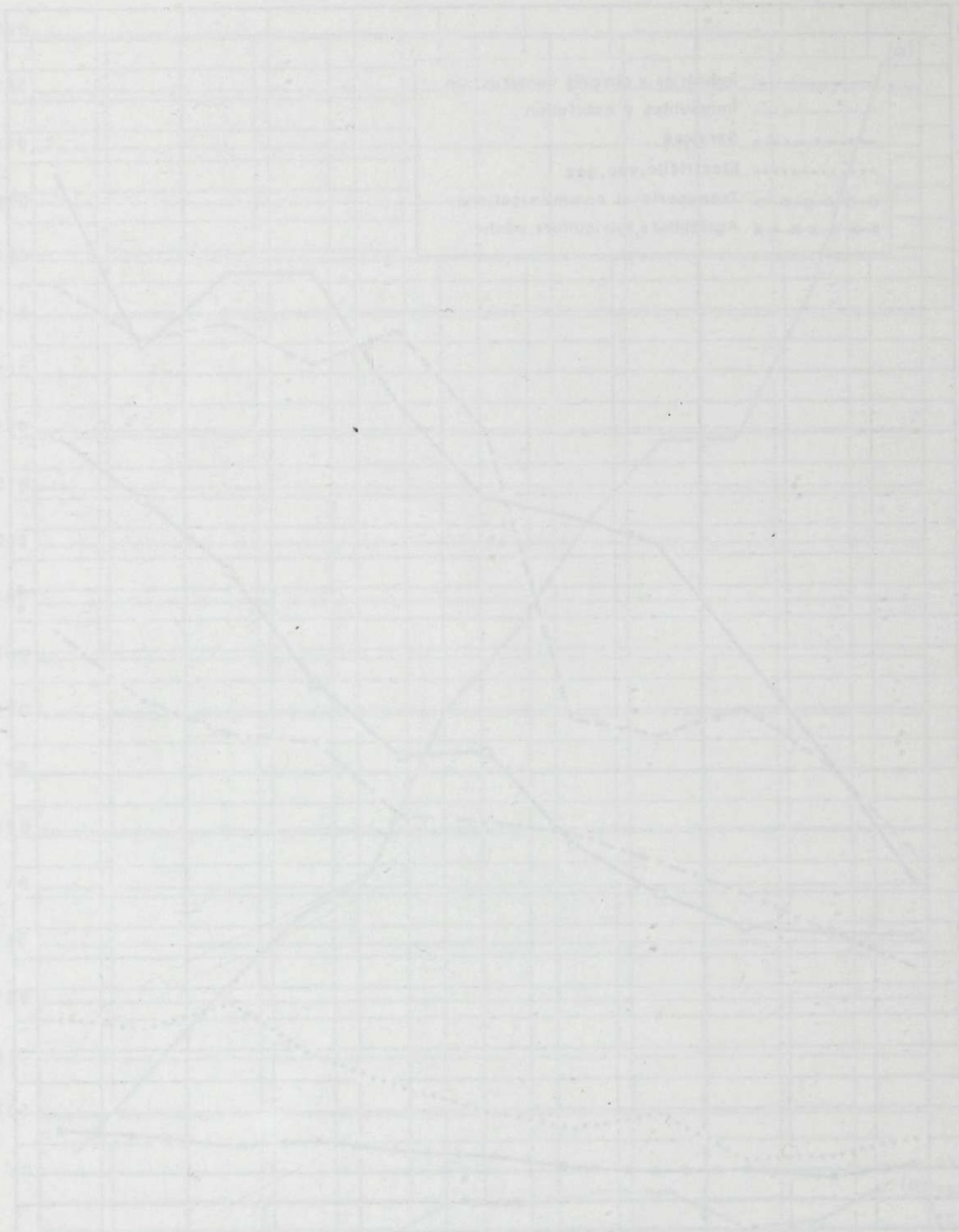
Défense nationale et variations de stocks exclues

(en milliards de francs - à prix courants)



Source : Institut National de Statistique.

(a) Toutes les formes d'industrie ont été regroupées y compris celle de la construction, mais à l'exclusion de l'électricité, du gaz et de l'eau.
Les immeubles d'habitation sont considérés à part.
Les services regroupent la rubrique « Commerce, banques et assurances », ainsi que celles de l'« Enseignement » et des « Professions médicales et autres services aux ménages et aux entreprises ».
La rubrique « Service-Pouvoirs publics » intéressant en majeure partie les transports et communications, a été englobée dans ceux-ci.



CHAPITRE II

CONSOMMATION DES MÉNAGES

Les indices disponibles des ventes du commerce de détail montrent que la demande de marchandises de consommation courante a encore été dans l'ensemble un peu plus forte en 1970 qu'en 1969.

La perspective de l'instauration de la T.V.A. a provoqué en 1969 des achats anticipés de biens durables, ce qui a eu une répercussion défavorable sur les chiffres d'affaires au cours des premiers mois de 1970. Les ventes ont cependant encore été élevées cette année. C'est surtout le mois de décembre qui a contribué à ce résultat, ainsi que l'indique la hausse graduelle de l'indice des ventes des grands magasins. Pour ce mois cet indice a haussé de 18,2 %, contre seulement 12,3 % en 1969, alors que la conjoncture atteignait cependant un sommet.

Dans les entreprises de ventes à succursales, la hausse de l'indice était en décembre 1970 un peu plus faible que l'année précédente, tout en s'élevant encore à 26,9 %.

Outre l'évolution saisonnière, qui a exercé son influence normale sur le mois de décembre, la consommation des ménages a été fortement stimulée au dernier trimestre par l'instauration imminente du nouveau système d'impôt sur la transmission des biens et des services. La publicité déployée de nombreux détaillants a souvent grossi anormalement leur chiffre d'affaires en fin d'année et la répercussion de cette politique de vente est apparue inévitablement au cours des premiers mois de 1971.

D'après les ventes des grands magasins, l'augmentation de la consommation des ménages a été notable en 1970 surtout dans le secteur des parfums, où les achats ont augmenté de 20 %, contre 16 % en 1969, dans la papeterie et les articles photographiques où le chiffre d'affaires a progressé de 13,5 %, contre 13,1 % un an auparavant, ensuite dans le secteur des appareils ménagers où l'avance a dépassé aussi 13 %, contre 11 % en 1969 et enfin pour les meubles et articles d'ameublement qui ont enregistré une progression de 12,6 %, contre seulement 5,3 % l'année précédente. La croissance est demeurée inchangée pour les produits alimentaires, avec un peu plus de 9 %, tandis que pour les vêtements pour hommes et pour femmes l'expansion a été un peu plus faible qu'en 1969.

Les ventes dans les « self services », supermarchés inclus, ont progressé de 25,8 % en 1970, contre 27,8 % en 1969 ; dans les chaînes de magasins, leur augmentation a été pour les deux années respectivement de 24,7 % et 27,3 % tandis que dans les coopératives de consommation, elle était à peu près nulle.

Depuis janvier 1971, on publie pour la première fois un indice des ventes des petits commerces de détail sur base 1966 = 100 qui couvre mois par mois la période depuis janvier 1969. Pour les années 1968 et 1967, seuls les chiffres annuels ont été établis. On publie aussi un indice général provisoire des entreprises de détail, calculé à l'aide des indices de toutes les catégories de commerce de détail auxquels sont attribués des coefficients de pondération. Ces deux nouveaux indices ont haussé très fort en 1970 et ils accusent à peu près la même progression. La concordance entre les taux de hausse de ces deux indices est normale étant donné que le petit commerce de détail représente environ 85 % du total des ventes au détail.

Les ventes de voitures ont fléchi, en 1970, de 10 255 unités par rapport à l'année précédente. Pour les neuf premiers mois, la diminution est de plus de 11 %, mais au dernier trimestre, elle fait place à un progrès de 29 % et, en décembre, à une augmentation de 75 % par rapport à décembre 1969. Cet accroissement brusque et fort considérable avait comme cause principale l'instauration prochaine de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les données des abattages dans les abattoirs publics et privés, corrigés du solde des importations et des exportations de viande permettent de déterminer approximativement la consommation intérieure globale de viande. Pour 1970, celle-ci est évaluée à 636 000 t, contre 595 000 t l'année précédente, soit une augmentation de 6,9 % par rapport à 1969.

De l'évolution des ventes à tempérament et des prêts personnels en 1970, on peut difficilement tirer des conclusions concernant la consommation des ménages, étant donné les mesures restrictives qui ont été renforcées à partir du 1er février 1970 (raccourcissement des délais et augmentation de l'acompte) et encore complétées par l'arrêté royal du 5 août 1970 (*Moniteur belge* du 15 août 1970) autorisant un léger relèvement du taux des charges.

En outre, la loi du 8 juillet 1970 (*Moniteur belge* du 29 juillet 1970) qui accorde à l'acheteur un délai de réflexion de huit jours pendant lequel il peut résilier le contrat sous certaines conditions a exercé une influence défavorable sur l'expansion des ventes à tempérament.

Le montant des crédits octroyés, qui avait atteint 19,7 milliards de francs en 1969, est tombé à 18,5 milliards en 1970.

★

★ ★

Indices par secteur et par catégorie d'articles
(moyenne mensuelle 1964 = 100)

DÉSIGNATION	1968	1969	1970
Grands magasins :			
Indice général	**125**	**136**	**151**
Alimentation	*129*	*141*	*154*
périssable	128	140	146
non périssable	128	140	165
restaurant	137	146	162
Textile et articles d'habillement	*115*	*125*	*134*
aunages	70	61	55
dessus hommes et garçonnets	146	174	214
dessus femmes, jeunes filles, fillettes	127	153	182
bonneterie, lingerie, chemiserie, chapellerie	115	121	122
mercerie, rubans, patrons	110	109	109
chaussures, pantoufles	110	122	134
articles divers de parure	102	109	114
Ameublement	*113*	*119*	*134*
textiles	112	117	129
meubles, lustrerie, ornementation	113	120	137
Ménage	*130*	*144*	*163*
articles de ménage	127	131	145
appareils ménagers et électroménagers	132	154	177
Tabacs, articles pour fumeurs	*160*	*202*	*242*
Librairie, papeterie, photographie, etc.	*137*	*155*	*176*
librairie	149	170	197
papeterie	125	141	161
articles de photographie et de cinématographie	200	234	252
Parfumerie, toilette	*142*	*164*	*197*
Jeux, jouets, sports, voyages	*140*	*134*	*150*
Ventes en libre service :			
Indice général	**216**	**276**	**347**
Ventes en supermarchés	*207*	*262*	*329*
alimentation périssable	210	265	331
alimentation non périssable et produits divers	204	260	328
Autres ventes en libre service des grandes entreprises de distribution	*258*	*341*	*432*
Coopératives de consommation :			
Indice général	**118**	**119**	**121**
Boulangerie	*110*	*108*	*114*
Alimentation (sauf boulangerie)	*115*	*115*	*107*
Habillement	*102*	*100*	*106*
Ameublement	*102*	*103*	*103*
Articles de ménage	*145*	*145*	*146*
Tabacs	*127*	*123*	*118*
Librairie-papeterie	*68*	*67*	*55*
Parfumerie, articles de luxe	*125*	*117*	*114*
Restaurant, tea-room	*112*	*108*	*110*
Divers	*154*	*167*	*177*
Entreprises à succursales :			
Alimentation générale	*194*	*247*	*308*
Produits non alimentaires	*160*	*185*	*209*

Source : Institut National de Statistique.

(a) Calculées sur base des données établies par certaines entreprises de commerce de détail (voir : Arrêté royal du 4 février 1965, *Moniteur belge* du 3 mars 1965).

Ventes à la consommation en 1970

(moyenne mensuelle 1964 = 100)

MOIS	Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales (alimentation)
Janvier	132	122	282
Février	121	111	268
Mars	140	119	294
Avril	143	118	300
Mai	147	118	298
Juin	145	120	294
Juillet	150	112	307
Août	130	111	303
Septembre	142	113	298
Octobre	164	126	332
Novembre	166	116	310
Décembre	227	160	408

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à la consommation en 1970

Produits alimentaires (a)

(mois correspondant de 1969 = 100)

MOIS	Indices mensuels des ventes à la consommation			Indices des prix de détail en alimentation	Indices mensuels corrigés par l'indice des prix de détail		
	Grands magasins (b)	Coopératives	Entreprises à succursales		Grands magasins	Coopératives	Entreprises à succursales
Janvier	111	100	132	112	99	89	118
Février	111	99	129	113	98	88	114
Mars	109	99	125	113	96	88	111
Avril	110	100	127	113	97	88	112
Mai	104	96	118	113	92	85	104
Juin	109	103	128	113	96	91	113
Juillet	118	101	131	114	104	89	115
Août	102	98	122	113	90	87	108
Septembre	109	99	123	113	96	88	109
Octobre	110	98	123	113	97	87	109
Novembre	111	99	121	113	98	88	107
Décembre	113	110	122	113	100	97	108

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Non compris la boulangerie.
(b) Y compris leurs restaurants.

Ventes à tempérament

Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises

NATURE DES MARCHANDISES	Nombre de contrats			Crédits accordés					
				En millions de francs			%		
	1968	1969	1970	1968	1969	1970	1968	1969	1970
Camions et camionnettes, autobus, matériel de transport lourd	9 989	10 488	10 074	1 301	1 643	1 776	7,4	8,3	9,6
Matériel agricole et tracteurs agricoles.	4 167	4 493	3 993	417	522	482	2,4	2,6	2,6
Autos pour le transport de personnes, excepté autobus	157 997	170 289	152 060	8 112	9 256	8 038	46,1	47,0	43,4
Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	19 057	18 914	15 646	149	143	120	0,9	0,7	0,6
Textiles, fourrures, vêtements	639 810	526 177	496 733	790	706	528	4,5	3,6	2,8
Livres	76 084	91 507	119 625	249	249	254	1,4	1,3	1,4
Equipement professionnel autre que les articles repris aux rubriques antérieures (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	16 803	16 286	15 363	1 626	2 035	2 186	9,2	10,3	11,8
Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	784 146	744 193	814 979	4 876	5 065	5 077	27,7	25,7	27,4
Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)	9 448	6 839	6 441	69	87	76	0,4	0,5	0,4
Total ...	**1 717 501**	**1 589 186**	**1 634 914**	**17 589**	**19 707**	**18 537**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Crédits annuels accordés

SYSTÈME DE FINANCEMENT	1969			1970		
	Nombre	Montant		Nombre	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Financement direct par les vendeurs	1 013 944	8 361	42	1 087 914	7 410	40
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	103 528	5 496	28	97 342	5 937	32
— d'organismes de financement ou de particuliers	471 714	5 850	30	449 658	5 190	28
Total ...	**1 589 186**	**19 707**	**100**	**1 634 914**	**18 537**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Ventes à tempérament

Retards de paiement de trois termes échus et plus

SYSTÈME DE FINANCEMENT	Nombre de contrats en cours au 30 juin		Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du 2e semestre			
			1969		1970	
	1969	1970	Nombre	%	Nombre	%
Financement direct par les vendeurs	1 00 4 005	1 005 937	32 990	64	34 902	62
Financement par intervention au contrat de vente :						
— de banques	169 638	174 379	1 920	4	2 046	4
— d'organismes de financement ou de particuliers	535 942	506 780	16 356	32	19 304	34
Total ...	**1 709 585**	**1 687 096**	**51 266**	**100**	**56 252**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

Prêts personnels

Crédits accordés par semestre

SYSTÈME DE FINANCEMENT	2e semestre 1969			1er semestre 1970			2e semestre 1970		
	Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant		Nombre de contrats	Montant	
		Millions de francs	%		Millions de francs	%		Millions de francs	%
Banques	35 997	1 454	42	31 547	1 257	38	44 856	1 871	45
Organismes de financements et particuliers ...	64 949	1 975	58	66 258	2 031	62	73 772	2 314	55
Total ...	**100 946**	**3 429**	**100**	**97 805**	**3 288**	**100**	**118 628**	**4 185**	**100**

Source : Institut National de Statistique.

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

Prêts personnels financés par les banques, organismes de financement et particuliers

Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre

TERME	Nombre de contrats							
	jusque 5 000 F		de 5 001 à 10 000 F		de 10 001 à 35 000 F		de 35 001 à 150 000 F	
	1969	1970	1969	1970	1969	1970	1969	1970
jusqu'à 6 mois	436	405	552	402	1 043	1 039	614	594
de 7 à 12 mois	1 144	1 292	9 178	6 618	10 302	35 275	4 680	7 004
de 13 à 24 mois	219	—	418	—	45 358	30 757	9 322	31 509
25 mois et plus	40	—	60	—	409	274	17 171	3 459
Total ...	**1 839**	**1 697**	**10 208**	**7 020**	**5 7112**	**67 345**	**31 787**	**42 566**

Source : Institut National de Statistique.

SIXIÈME PARTIE

RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

CHAPITRE PREMIER

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

SECTION I. – POLITIQUE COMMERCIALE

En 1970, le commerce mondial s'est considérablement développé, en dépit des mesures restrictives prises pour tempérer la pression de la demande intérieure surtout sur le plan financier, par les gouvernements des pays industrialisés. C'est ainsi que les exportations de l'U.E.B.L. ont atteint un montant de 580,5 milliards de francs, tandis que le produit national brut est évalué à 1 308,8 milliards. Le montant relativement élevé des exportations de l'U.E.B.L. ne doit évidemment pas être considéré, sans plus, comme représentatif de la puissance économique de l'Union. Il montre cependant clairement que l'U.E.B.L. est présente sur des marchés extérieurs plus nombreux. Il va de soi que pour l'U.E.B.L., dont le commerce, plus encore que celui de ses partenaires, est axé sur le Marché commun, une union économique et monétaire constituerait un facteur important pour la poursuite d'une expansion commerciale assurée, dans le cadre de la C.E.E. En effet, une telle union stimulerait vivement, à long terme, le trafic commercial intercommunautaire.

Le processus inflationniste est un autre problème qui s'est accentué dans les pays industrialisés. L'O.C.D.E. a réclamé en novembre 1970 une action commune de la part des vingt-deux Etats membres, afin de freiner l'accélération de la hausse des prix. Depuis l'année dernière, la plupart des pays industrialisés mènent donc une politique de restrictions monétaires et financières en vue du rétablissement de l'équilibre économique. Les premiers signes d'une politique moins restrictive en matière de crédits, par rapport au début de 1970, apparaissent cependant déjà notamment dans l'abaissement du taux d'escompte qui avait été porté à un niveau élevé.

Les activités de la politique commerciale menée sur les marchés des pays industrialisés, a surtout consisté en efforts faits pour accroître les relations commerciales avec le Royaume-Uni ; le taux de croissance des ventes de l'U.E.B.L. à ce pays est inférieur à la moyenne de l'ensemble des exportations

vers les pays de la C.E.E. alors qu'il existe une réelle possibilité que la Grande-Bretagne entre dans le Marché commun dans un certain nombre d'années.

Le commerce avec les Etats-Unis est dominé par l'insécurité due à la perspective de l'approbation probable par le Congrès de la loi Mills. A l'actif de cette proposition de loi, on peut indiquer : la possibilité d'abroger la procédure de l'American Selling Price et la compétence accordée au Président pour négocier au sujet de nouvelles concessions tarifaires allant jusqu'à 20 % des droits de douane réduits qui seront en vigueur au 1er janvier 1972, conformément aux accords du Kennedy-Round. Par contre, elle contient une série de stipulations à caractère protectionniste. En outre, la proposition Mills vise à favoriser les exportations américaines par la constitution d'une nouvelle forme d'entreprise, la « Domestic International Sales Corporation » (DISC). Les bénéfices des « DISC », provenant des exportations, ne seraient pas taxés, du moins s'ils sont réinvestis dans des activités d'exportation ou en obligations d'institutions publiques s'occupant d'exportation, comme par exemple l'Eximbank.

L'accord commercial préférentiel C.E.E.-Espagne, qui est entré en vigueur le 1er octobre 1970, prévoit de la part de la C.E.E. des réductions tarifaires réparties sur trois ans et qui s'élèveraient au 1er janvier 1973 à 60 %. De son côté, l'Espagne se propose de procéder en six ans à des réductions tarifaires progressives de 25 à 60 %.

Afin de réduire l'écart entre pays pauvres et pays riches, l'engagement a été pris dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, de mener une politique qui consiste notamment à octroyer à ces pays pauvres un traitement général préférentiel. Le Comité spécial de l'UNCTAD, pour les traitements préférentiels, a marqué son accord, en octobre 1970 à Genève, pour que les pays industrialisés acceptent d'abaisser leurs barrières douanières concernant les produits des pays en voie de développement. Les différents systèmes préférentiels proposés ont un caractère temporaire et prévoient des mécanismes de garantie, qui laissent aux pays industrialisés la possibilité de conserver un certain contrôle sur le trafic commercial qui pourrait naître des nouveaux avantages tarifaires.

Au cours des dernières années, de nombreux pays industrialisés ont élaboré des formules de garantie pour les risques qui sont attachés aux investissements à l'étranger. Au « Moniteur belge » du 20 janvier 1971, est parue la loi du 30 décembre 1970 qui apporte diverses modifications au statut de l'Office National du Ducroire. En même temps, l'autorisation a été donnée à cette institution de garantir les investissements à l'étranger. Cette loi a une portée limitée : elle ne couvre que les risques politiques et pour autant que ceux-ci puissent mettre en danger le droit de propriété de l'investisseur ou ses possibilités de rapatrier ses avoirs en Belgique alors que les risques purement économiques des investissements sont exclus.

Pour ce qui concerne les relations avec les pays à commerce d'Etat, il faut surtout mentionner les entretiens qui ont débuté le 22 octobre 1970 à Moscou en vue d'améliorer les rela'ions commerciales entre le Benelux et l'U.R.S.S.

SECTION II. – ÉVOLUTION GÉNÉRALE DU COMMERCE SPÉCIAL

En 1970, les exportations se sont élevées à un montant de 580,5 milliards de francs (soit 77 milliards de plus qu'en 1969), et les importations à 568,1 milliards (ou 68 milliards de plus que l'année précédente). Les taux de progression d'une année à l'autre sont de 15,3 % pour les premières (ce qui est aussi le taux atteint par les autres pays de la C.E.E.) et de 13,7 % pour les secondes. Le solde favorable de la balance commerciale est passé de 1969 à 1970, de 3,8 milliards à 12,3 milliards.

A la suite du ralentissement de la croissance économique dans presque tous les grands pays importateurs, les ventes de l'U.E.B.L. n'ont pas autant augmenté en 1970 qu'en 1969. Le taux de progression approche les 13 % prévus par le G.A.T.T. en matière d'exportations mondiales. A peu près la moitié de cette avance est due à la hausse des prix. En volume l'augmentation s'élève à 5,4 % par rapport à l'année antérieure pour les exportations et à 7,8 % pour les importations.

§ 1. — EXPORTATIONS

1. — *Répartition géographique.*

Sur le plan géographique, la répartition des exportations de l'U.E.B.L. n'a guère subi de modifications : les pays industrialisés ont reçu 89,8 % du total, contre 90,2 % en 1969 ; les pays en voie de développement 8,0 %, contre 7,5 % et les pays à commerce d'Etat 1,7 %, contre 1,6 %. En ce qui concerne les ventes au pays industrialisés, le taux de croissance le plus élevé a été enregistré pour les pays de la C.E.E. avec 16,9 % suivi par celui des pays de l'A.E.L.E. avec 11,4 %.

Les exportations de l'U.E.B.L. sont donc toujours essentiellement orientées vers les premiers. Les ventes à l'étranger de l'industrie belge sont, de par leur structure, davantage axées sur les besoins de ces pays, que celles de nos partenaires de la C.E.E. et celles du Grand-Duché de Luxembourg (surtout l'acier) le sont encore plus. Les métaux et le diamant, qui sont des produits vendus surtout aux pays industrialisés, occupent une place beaucoup plus importante dans l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L. que dans le total des ventes des autres membres de la C.E.E. Au contraire, l'industrie belge se consacre beaucoup moins à la vente à l'étranger de biens d'équipement, sur lesquels se concentre en grande partie la demande des pays en voie de développement.

68,5 % des exportations sont allées, en 1970, aux pays de la C.E.E., contre 67,6 % en 1969. Les parts de nos six principaux clients, parmi lesquels nos quatre partenaires de la C.E.E. s'établissent comme suit (1) : République fédérale allemande 24,6 % (22,9), France 19,8 % (21,0), Pays-Bas 19,4 % (19,4), Etats-Unis 6,0 % (6,9), Italie 4,7 % (4,3) et Grande-Bretagne 3,6 % (4,0). Ceci montre clairement les tendances qui ont dominé sur les marchés en 1970 :

(1) Entre parenthèses les pourcentages de 1969.

une forte demande de l'Allemagne occidentale (+ 24,0 %) et une demande moins forte en France (+ 8,6 %). La valeur de nos ventes aux Pays-Bas a aussi augmenté (+ 15,5 %), tandis que vers les Etats-Unis elles sont demeurées stationnaires.

La concentration des exportations de l'U.E.B.L. sur les quatre marchés de la C.E.E. est frappante, ce qui rend très importante pour la Belgique la réalisation de l'Union économique et monétaire dans la Communauté européenne. Cette concentration s'explique en partie par le fait que la Belgique d'une part compte nombre d'entreprises petites et moyennes qui ne veulent travailler que les marchés les plus proches et les plus faciles à conquérir et d'autre part parce que beaucoup d'affaires sont des filiales de producteurs étrangers dont les exportations sont orientées principalement vers les pays environnants de l'Europe occidentale. De là le danger que recèle la trop grande dépendance de l'U.E.B.L. des fluctuations de la conjoncture dans les pays partenaires.

Le marché allemand occidental surtout a une importance croissante. Comme facteur principal de l'augmentation des exportations de l'U.E.B.L. vers l'Allemagne il faut indiquer l'influence des investissements allemands en Belgique. Ils concernent en effet principalement des secteurs où notre progression est considérable : les véhicules à moteur, le matériel électrique, les machines de bureau, les produits chimiques, les produits sidérurgiques et les produits chimiques pour la photographie.

La part des pays de l'A.E.L.E. a fléchi de 10,9 % à 10,5 % en 1970. L'évolution des ventes de l'U.E.B.L. aux pays de l'A.E.L.E. a cependant été très satisfaisante, surtout vers la Suède (+ 17,0 %) et la Suisse (+ 15,5 %) où, en 1970, elles se sont élevées respectivement à 11,7 milliards et 11,9 milliards. Nos exportations vers le Royaume-Uni n'ont augmenté que de 4,4 % par rapport à 1969 et cela bien que les importations britanniques aient progressé en 1970 de pas moins de 11 %.

2. — *Composition des exportations.*

Les matières premières et les produits demi-finis ont constitué 56,3 % des exportations ; les biens de consommation et les biens d'investissement 25,6 % et 13,5 % respectivement. Par rapport à l'année antérieure, la part des biens d'équipement a légèrement augmenté au détriment des biens de consommation et de la catégorie des matières premières et des produits demi-finis. On ne peut guère parler de changement de structure.

Du fait, surtout de l'augmentation des ventes de produits industriels (+ 41,1 milliards de F ou 15,0 %), les exportations de matières premières et de produits demi-finis se sont accrues de 41,6 milliards, ou 14,6 %. Les biens de consommation ont aussi augmenté de 14,6 % (+ 18,9 milliards de F), à la suite de la progression des produits durables (+ 10,7 milliards ou 12,6 %) et non durables (+ 8,2 milliards ou 18,3 %). Relativement, c'est le matériel de transport ainsi que les appareils scientifiques et médicaux qui ont progressé le plus avec, respectivement, 28,3 % et 28,1 %, de sorte que la valeur totale des exportations de biens d'équipement a augmenté de 23,3 % ou 14,8 milliards de francs. Les ventes de combustibles et d'énergie ont diminué de 6,8 %.

En ce qui concerne les matières premières et les produits demi-finis, l'augmentation la plus forte des exportations a été constatée vers l'Italie et l'Allemagne, avec respectivement 20,0 % et 18,3 %. Sauf pour les Pays-Bas où elle s'est concentrée surtout sur les produits agricoles, l'avance doit être imputée aux produits industriels, l'Allemagne est le client le plus important pour les produits demi-finis industriels. Les exportations de produits demi-finis aux Etats-Unis et en Angleterre ont diminué, respectivement, de 1,3 % et de 0,6 %.

Les expéditions de biens de consommation et de biens d'investissement vers les Etats membres de la C.E.E. ont augmenté respectivement de 14,6 % et de 23,3 %. Pour les biens d'investissement, l'avance s'est concentrée surtout sur l'Allemagne occidentale (+ 32,5 %) et les Pays-Bas (+ 25,5 %), qui sont nos deux plus gros clients pour ces produits, tandis que pour les biens de consommation, l'augmentation la plus forte concerne l'Italie (+ 42,0 %) et l'Allemagne occidentale (+ 31,6 %). Les clients les plus importants pour les biens de consommation sont les Pays-Bas et l'Allemagne occidentale.

D'une étude par secteur industriel, il ressort que sur 580,5 milliards de francs d'exportations, 139,3 milliards viennent de l'industrie des fabrications métalliques, soit 24 %. Avec la sidérurgie (97,5 milliards ou 16,8 %), l'industrie textile (66,5 milliards ou 11,4 %) et l'industrie chimique (49,3 milliards ou 8,4 %), ces quatre grandes sections forment près de 61 % de nos ventes à l'étranger.

Les principaux postes de marchandises ont été les produits demi-finis : 14,8 %, le matériel de transport : 10,6 %, les métaux non ferreux : 7,9 %, les machines (non électriques) : 6,6 %, les tissus et cordages : 5,5 %, le matériel électrique : 4,1 %, les produits de l'industrie diamantaire : 3,3 %, les produits pétroliers : 2,3 % et les fils : 2,2 %.

L'accroissement de 77,2 milliards de francs (15,3 %) des exportations par rapport à l'année antérieure est dû surtout à la progression des secteurs industriels suivants :

— industrie des fabrications métalliques (+ 23,6 milliards de francs ou 20,4 %), où l'expansion est assurée par le matériel de transport (+ 8,9 milliards ou 17,0 %) ; les machines (+ 6,1 milliards ou 33,9 %) et les machines électriques et appareils (+ 6,0 milliards ou 19,0 %) ;

— sidérurgie (+ 15,8 milliards de francs ou 19,3 %), avec une avance importante des produits demi-finis (+ 13,6 milliards de francs ou 18,8 %) ;

— industrie chimique (+ 8,8 milliards de francs ou 21,7 %), grâce aux produits inorganiques (+ 2,7 milliards de francs ou 55,1 %), aux produits organiques (+ 2,0 milliards de francs ou 24,1 %) et aux produits pharmaceutiques (+ 0,9 milliard de francs ou 27,3 %) ;

— produits alimentaires (+ 7,8 milliards de francs ou 20,0 %), parmi lesquels les viandes (+ 3,8 milliards ou 50,0 %) ;

— métaux non ferreux (6,1 milliards de francs ou 15,4 %).

Parmi les rubriques où la valeur des exportations a été moins élevée qu'en 1969, il faut noter surtout : l'industrie pétrolière (— 1,6 milliard de francs ou

— 10,6 %), les fibres textiles (— 1,0 milliard de francs ou — 11,4 %) et l'industrie diamantaire (— 0,9 milliard de francs ou — 4,5 %).

§ 2. — IMPORTATIONS

1. — *Répartition géographique.*

Comme l'année précédente, les importations en provenance des pays industrialisés ont augmenté tandis que celles venant des pays en voie de développement ont ralenti. Leur part respective dans le total s'est élevé à 83,6 % et 14,7 %. La part des pays à commerce d'Etat est demeurée au niveau peu élevé de 1,7 %.

Bien que la concentration sur les autres pays de la C.E.E. soit moins prononcée qu'à l'exportation, la quote-part de ceux-ci dans l'ensemble de nos importations a cependant encore progressé l'an dernier en passant de 57,4 % à 58,9 %.

La part des pays de l'A.E.L.E. et surtout du Royaume-Uni a de nouveau accusé une tendance au fléchissement. Pour le Danemark, c'est le troisième recul consécutif.

Notre fournisseur le plus important demeure l'Allemagne de l'Ouest avec 23,3 % de l'ensemble des importations belges (contre 23,2 % l'année précédente), suivie par la France avec 17,1 % (contre 15,9 %), les Pays-Bas : 14,6 % (14,3 %), les Etats-Unis : 8,8 % (7,7 %), le Royaume-Uni : 5,8 % (7,0 %) et le Congo : 4,1 % (4,3 %).

2. — *Composition des importations.*

Au cours de l'année écoulée, les matières premières et les produits demi-finis ont constitué 54,9 % de l'ensemble de nos importations, contre 57,0 % en 1969. Tandis que la part des biens d'équipement est montée à 15,9 %, celle des biens de consommation a fléchi à 19,9 %.

Du fait de l'accroissement des achats de produits industriels (46,2 milliards de F ou 9,4 %), l'ensemble des importations de matières premières et de produits demi-finis a augmenté de 27,2 milliards, ou 9,6 %. La progression pour les biens d'équipement s'est élevée à 22,2 milliards, ou 32,7 % et pour les biens de consommation à 12,0 milliards ou 11,9 %.

L'Allemagne est demeurée le principal fournisseur de matières premières et de produits demi-finis, de biens d'équipement et de biens de consommation. La France a enregistré pour ces trois sections l'avance la plus forte parmi les pays de la C.E.E., avec respectivement 19,1 %, 41,7 % et 23,0 %.

Parmi les biens d'équipement, on constate une expansion considérable des importations de matériel de transport et de moteurs en provenance de France et des Pays-Bas.

La demande globale de produits du Royaume-Uni a diminué de 5 %, tandis qu'elle a augmenté de 29,9 % au profit des Etats-Unis, qui ont surtout acheté du matériel de transport (+ 59,6 %) et les produits agricoles (+ 49,9 %).

Quatre grands secteurs industriels prennent ensemble à leur compte 56,6 % des 568,1 milliards d'importations. Ce sont l'industrie des fabrications métalliques (162,6 milliards ou 28,6 %), les produits alimentaires (67,9 milliards ou 11,9 %), le textile (49,5 milliards ou 8,7 %) et l'industrie chimique (41,4 milliards ou 7,3 %).

Les produits dont l'importance relative dans les importations a été la plus forte ont été : le matériel de transport : 11,2 %, les machines non électriques : 9,9 %, les métaux non ferreux : 6,9 %, les machines et appareils électriques 5,1 %, les produits de l'industrie diamantaire : 3,0 %, le charbon et le coke : 2,7 %, les fibres textiles : 2,6 %, les tissus et cordages : 2,5 %, les produits demi-finis : 2,5 %, le papier : 2,4 % et le bois : 2 %.

Les importations de l'U.E.B.L. ont augmenté en 1970 de 68,7 milliards de francs ou 13,7 %. Ceci surtout pour le compte des secteurs suivants :

— industrie des fabrications métalliques (+ 28,8 milliards de F ou 22,0 %), grâce à la progression des machines (+ 10,9 milliards ou 24,1 %), du matériel de transport (+ 8,1 milliards ou 14,5 %) et des machines et appareils électriques (+ 7,2 milliards ou 33,3 %) ;

— produits alimentaires (+ 9,9 milliards de francs ou 17,0 %) ;

— sidérurgie (+ 6,1 milliards de francs ou 35,0 %). On a enregistré ici une augmentation aussi bien pour les produits demi-finis (+ 3,5 milliards ou 31,8 %) que pour les bruts (+ 2,6 milliards ou 40,6 %) ;

— industrie chimique (+ 5,2 milliards de F ou 14,3 %) avec une progression de 1,0 milliard de francs chaque fois pour les produits inorganiques (+ 25,6 %), de même que pour les produits organiques (+ 14,0 %) et pour les produits pharmaceutiques (+ 16,9 %) ;

— métaux non ferreux (+ 4,7 milliards ou 13,7 %).

Nous constatons aussi des taux d'accroissement élevés pour les huiles et graisses (+ 44,4 %), la verrerie (+ 31,8 %), les matériaux de construction (+ 25,0 %), les charbons et cokes (+ 24,7 %).

Les importations de diamant ont considérablement diminué (— 7,9 milliards de francs ou — 32,0 %), de même que celle de fibres textiles (— 1,3 milliard de francs ou — 8,1 %).

§ 3. — BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale a de nouveau été positive en 1970, mais cette fois elle a atteint un solde exceptionnellement élevé de 12,4 milliards de francs.

Son amélioration avec les pays de la Communauté européenne s'est encore poursuivie cette année : le surplus de 53,3 milliards de francs en 1969 est passé

à 63,4 milliards en 1970 (+ 18,9 %). L'U.E.B.L. a obtenu un solde positif de 29,5 milliards avec les Pays-Bas, de 17,6 milliards avec la France, de 10,3 milliards avec l'Allemagne de l'Ouest (contre un solde négatif de 0,7 milliard l'année précédente) et de 6,0 milliards avec l'Italie.

La balance commerciale a aussi été favorable avec les pays de l'A.E.L.E. en 1970 et le surplus s'est élevé à 1,5 milliard de francs. Cette évolution est due à l'accroissement du solde positif avec la Suisse et à l'amélioration de la balance commerciale avec le Royaume-Uni, qui est cependant demeurée fortement déficitaire (— 11,9 milliards de francs).

Les relations commerciales avec les autres pays industrialisés situés hors de l'Europe se soldent par un déficit accru par rapport à l'année précédente. C'est le cas pour les Etats-Unis (— 14,9 milliards de francs), le Canada (— 5,3 milliards de francs) et le Japon (— 1,5 milliard de francs).

En 1970, les pays en voie de développement ont accru leur part dans les exportations belges, tandis que nos importations en provenance de ces pays ont subi un ralentissement. La balance commerciale reste cependant nettement en leur faveur.

Les deux sections auxquelles est imputable le surplus de 12,4 milliards sont (1) :

1° les articles manufacturés (117,0 milliards), dont surtout le fer et l'acier (74,0 milliards), les produits textiles (21,3 milliards), les articles en matières minérales autres que ces métaux (11,9 milliards), les métaux non ferreux (8,9 milliards) et

2° les produits chimiques (7,9 milliards).

Les produits pour lesquels les importations ont dépassé les exportations sont (1) : les matières premières (— 41,8 milliards de francs), les combustibles minéraux (— 36,3 milliards), les machines et le matériel de transport (— 25,3 milliards) et les produits alimentaires (— 17,1 milliards).

Le surplus du poste des articles manufacturés a augmenté de 20,2 milliards par rapport à l'année précédente, grâce à l'accroissement de 9,7 milliards et de 8,4 milliards respectivement, des soldes de fer et acier et des articles en matières minérales. Le surplus des produits chimiques a augmenté de nouveau, cette fois de 3,7 milliards, tandis que les fléchissements les plus importants ont concerné les combustibles (— 8,2 milliards) et les machines et matériel de transport (— 5,2 milliards).

★

★ ★

(1) Entre parenthèses : écart entre importations et exportations.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Commerce spécial

MOIS	Quantité (en milliers de tonnes)		Valeur (en millions de francs)		Solde (en millions de francs)	Coefficient de couverture (pourcentage)
	Importations	Exportations	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)		
1961 Moyenne mensuelle	**5 477**	**2 818**	**17 597**	**16 375**	**— 1 222**	**93,1**
1962 Moyenne mensuelle	**5 799**	**3 083**	**19 036**	**18 051**	**— 985**	**94,8**
1963 Moyenne mensuelle	**6 311**	**3 443**	**21 368**	**20 168**	**— 1 200**	**94,4**
1964 Moyenne mensuelle	**7 010**	**3 868**	**24 709**	**23 336**	**— 1 373**	**94,4**
1965 Moyenne mensuelle	**7 348**	**4 029**	**27 090**	**26 640**	**— 450**	**98,3**
1966 Moyenne mensuelle	**7 504**	**3 796**	**29 925**	**28 465**	**— 1 460**	**95,1**
1967 Moyenne mensuelle	**7 740**	**4 027**	**30 361**	**29 511**	**— 850**	**97,2**
1968 Moyenne mensuelle	**9 016**	**4 611**	**34 980**	**34 047**	**— 933**	**97,3**
1969 Moyenne mensuelle	**10 177**	**5 226**	**41 619**	**41 938**	**+ 319**	**100,8**
1970 Moyenne mensuelle	**10 975**	**5 509**	**47 343**	**48 372**	**+ 1 029**	**102,2**
1969 Janvier	10 364	5 250	37 141	42 043	+ 4 902	113,2
Février	8 707	4 434	36 813	34 881	— 1 932	94,8
Mars	10 001	4 803	41 298	40 147	— 1 151	97,2
Avril	9 791	5 258	40 556	40 123	— 433	98,9
Mai	10 749	5 203	41 615	41 243	— 372	99,1
Juin	10 394	5 191	44 764	41 808	— 2 956	93,4
Juillet	10 086	6 163	40 440	43 091	+ 2 651	106,6
Août	9 981	4 543	36 404	30 477	— 5 927	83,7
Septembre	10 340	5 798	43 358	45 291	+ 1 933	104,5
Octobre	11 082	5 761	48 545	48 899	+ 354	100,7
Novembre	10 666	5 059	41 443	45 341	+ 3 898	109,4
Décembre	9 846	4 982	46 006	47 056	+ 1 050	102,3
Total (a)	**122 123**	**62 706**	**499 432**	**503 251**	**+ 3 819**	**100,8**
1970 Janvier	9 431	4 471	39 841	43 831	+ 3 990	110,0
Février	9 608	4 676	47 150	43 751	— 3 399	92,8
Mars	11 120	5 528	47 465	48 856	+ 1 391	102,9
Avril	11 866	5 684	51 050	53 243	+ 2 193	104,3
Mai	11 671	4 832	43 160	45 055	+ 1 895	104,4
Juin	10 803	5 870	49 124	50 148	+ 1 024	102,1
Juillet	11 872	5 935	46 218	49 601	+ 3 383	107,3
Août	10 736	4 753	39 920	34 486	— 5 434	86,4
Septembre	11 185	6 222	48 398	48 926	+ 528	101,1
Octobre	11 567	6 063	51 762	53 464	+ 1 702	103,3
Novembre	10 904	5 653	49 207	48 757	— 450	99,1
Décembre	12 337	6 080	53 696	55 510	+ 1 814	103,4
Total (a)	**131 697**	**66 111**	**568 115**	**580 467**	**+ 12 352**	**102,2**

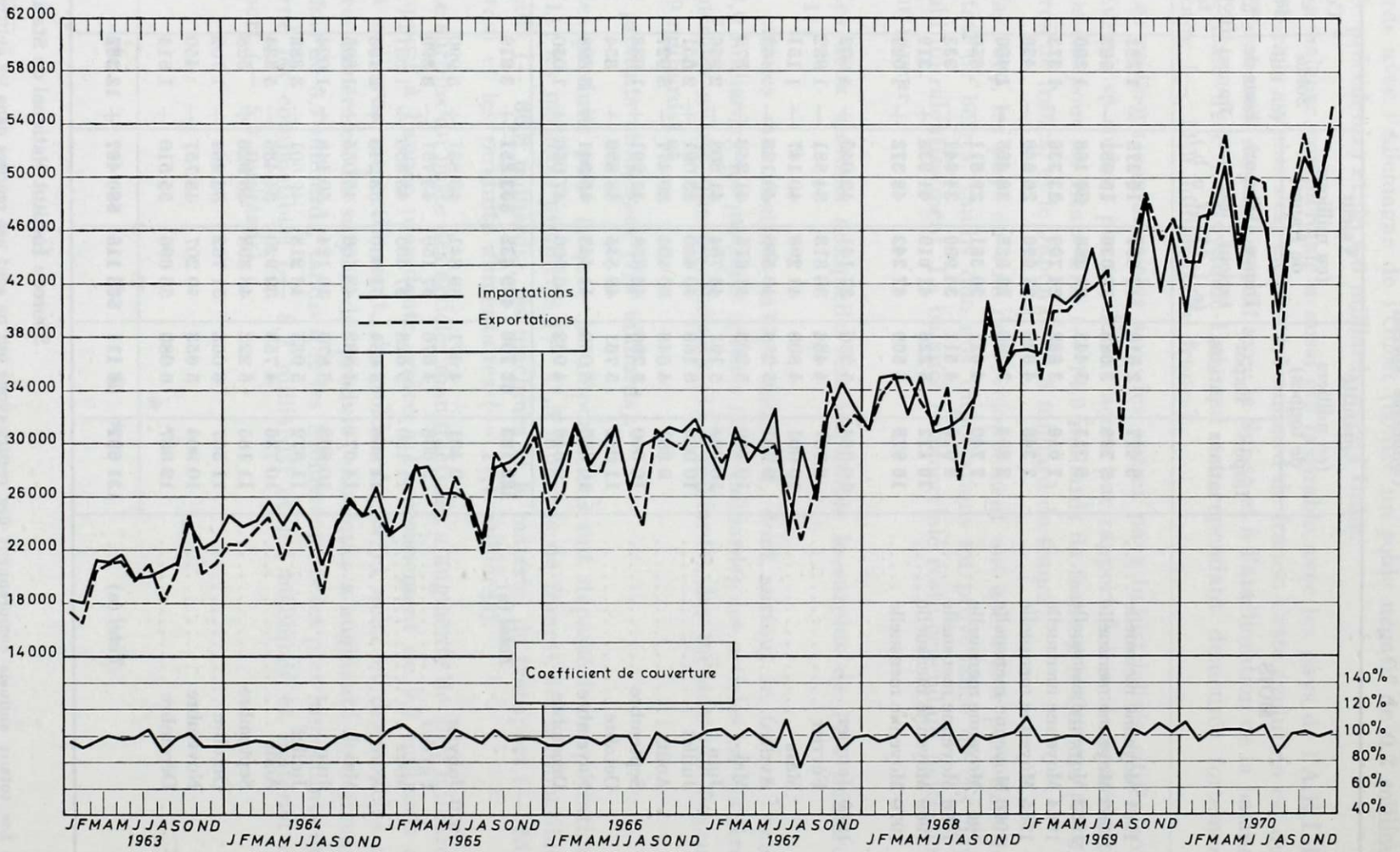
Source : Institut National de Statistique.

(a) Les totaux annuels comprennent des rectifications qui ne sont pas reprises dans les chiffres mensuels, lesquels doivent être considérés comme provisoires. En outre, les totaux annuels et les moyennes mensuelles correspondantes ne comprennent pas toutes les rectifications qui sont ultérieurement apportées aux chiffres provisoires de chaque année.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(données mensuelles - en milliards de francs)

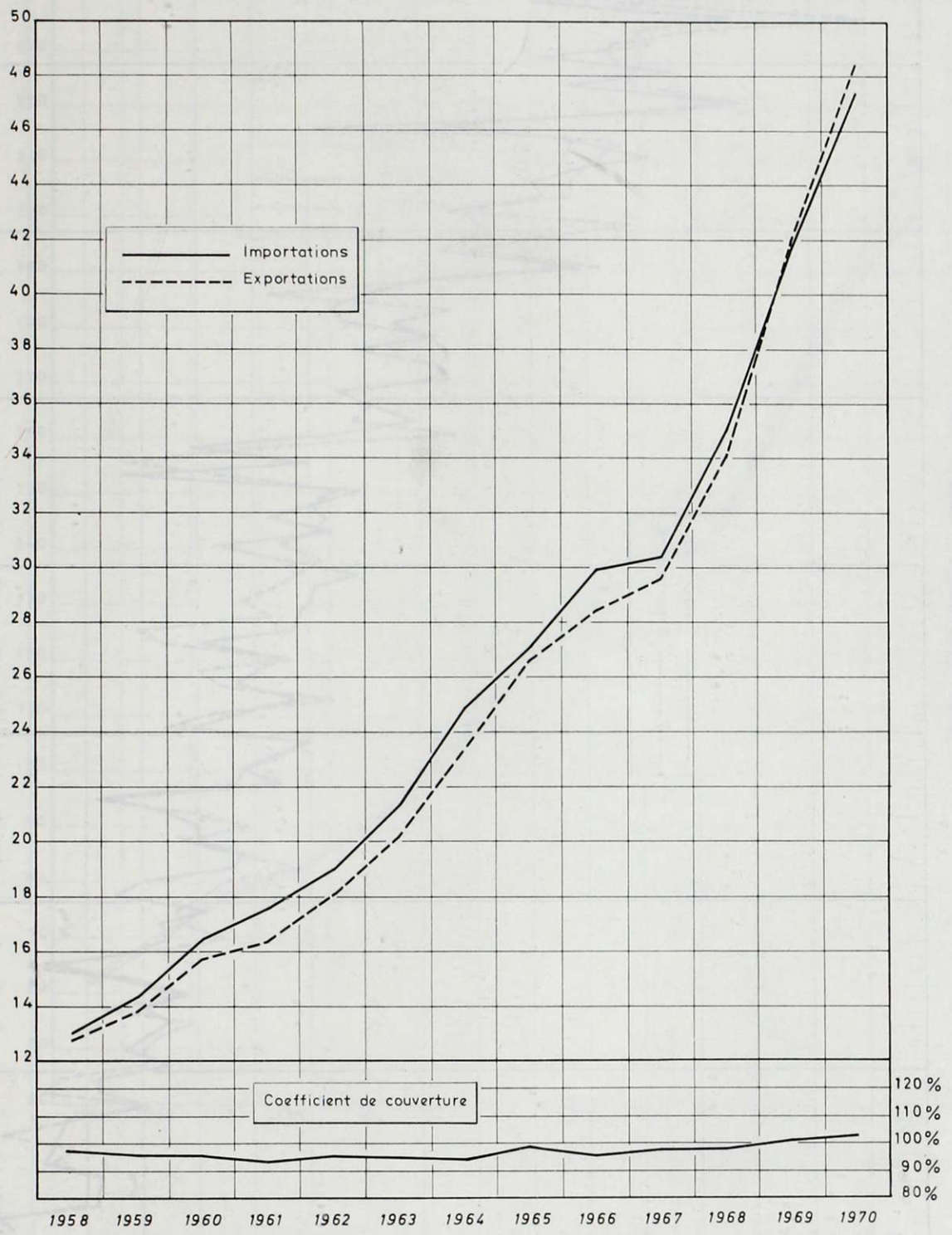


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Valeur

(moyennes mensuelles - en milliards de francs)

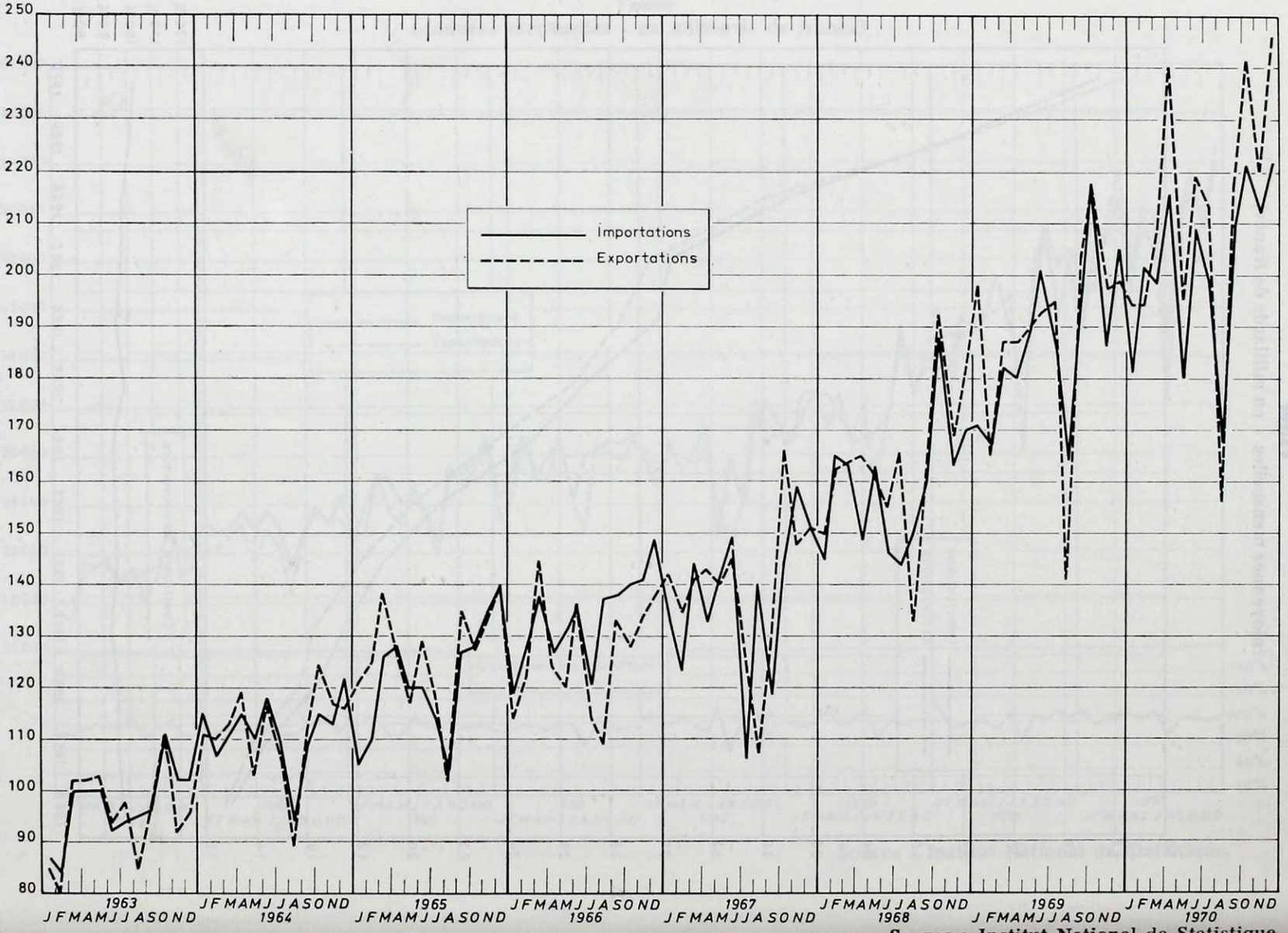


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(données mensuelles - 1963 = 100)

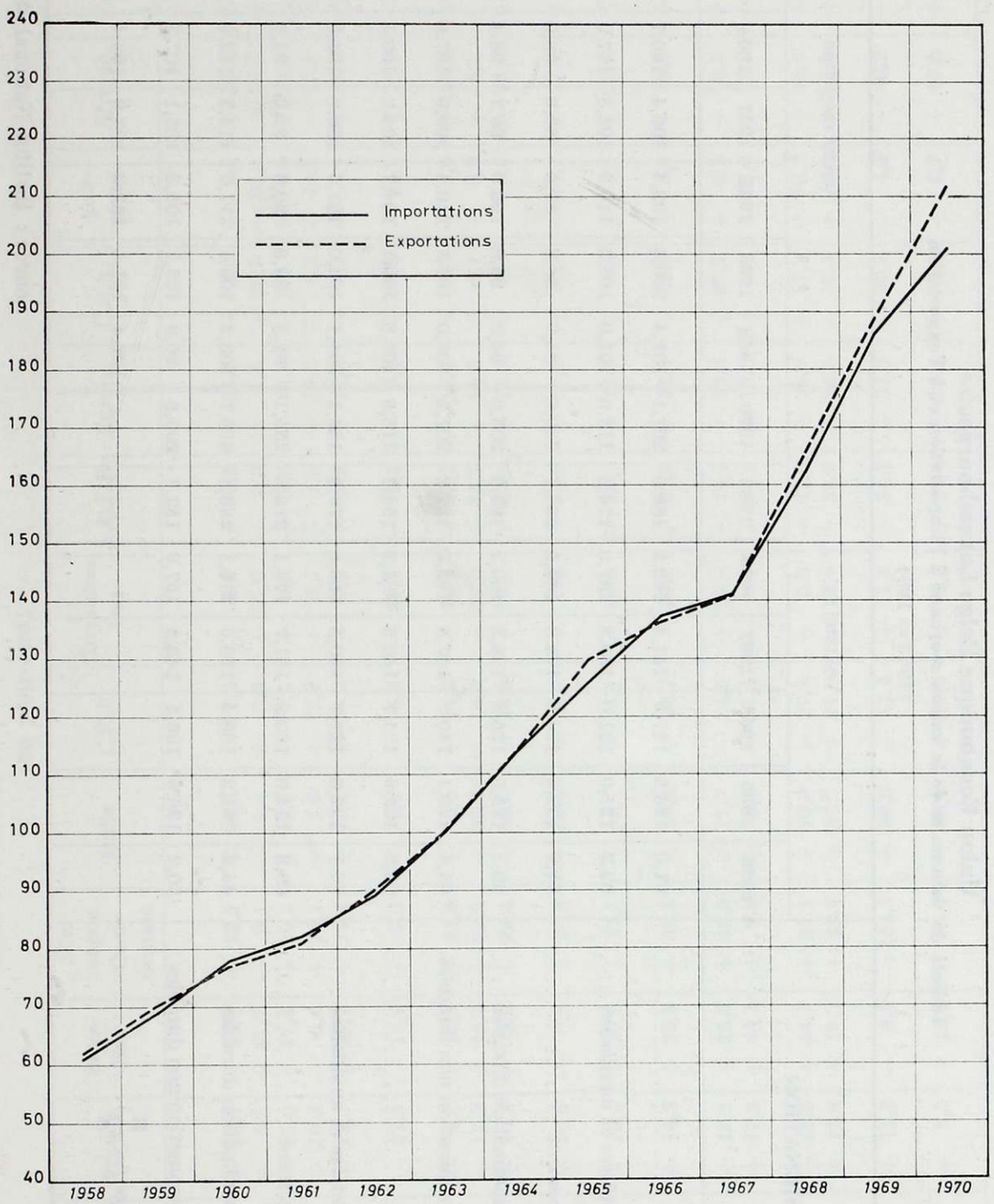


Source : Institut National de Statistique.

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume

(moyennes mensuelles - 1963 = 100)



Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation

(1963 = 100)

DÉSIGNATION	Volume							Valeur moyenne						
	1958	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1958	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A. *Importations*	61,0	126,3	137,5	141,4	162,2	188,9	207,1	101,4	100,8	102,4	100,4	100,7	103,8	107,7
Matières premières et auxiliaires	62,2	121,0	131,0	134,3	157,9	176,8	118,0	101,0	105,5	110,3	106,5	107,0	112,3	115,2
Biens d'équipement	61,2	152,9	174,3	173,8	184,9	238,7	280,6	84,9	88,8	87,6	86,3	86,0	86,9	91,0
Biens de consommation durables ...	49,1	125,5	126,5	138,2	160,2	192,6	208,0	94,6	98,2	100,9	96,7	96,4	100,0	105,3
Biens de consommation non durables.	64,4	126,1	140,3	147,8	165,2	187,2	207,3	106,0	107,1	110,4	109,6	107,8	111,5	114,5
B. *Exportations*	62,2	129,9	135,7	140,5	165,2	194,6	213,6	103,8	102,1	104,7	104,3	103,1	107,9	113,0
Matières premières et auxiliaires	66,1	122,3	127,7	130,5	154,6	176,8	188,1	104,1	104,0	107,5	106,0	104,6	110,6	118,0
Biens d'équipement	55,8	154,0	160,8	161,7	178,1	213,3	255,1	98,5	89,9	90,8	92,6	91,9	94,3	98,7
Biens de consommation durables ...	44,4	161,2	166,4	170,6	216,1	283,8	310,7	103,2	109,1	111,6	115,5	112,0	113,6	118,8
Biens de consommation non durables.	50,2	126,6	136,5	143,8	157,0	182,7	206,8	96,6	103,1	105,3	105,1	107,5	113,6	112,8
C. *Taux d'échange* $(= \frac{B}{A})$								102,4	101,4	102,2	103,9	102,4	104,0	104,9

Source : Institut National de Statistique.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des exportations de 1970 par rapport à 1969

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 14,5	+ 17,7	+ 18,3	+ 20,0	+ 17,0	+ 0,6	+ 9,0	+ 15,7	— 1,0	+ 1,5	+ 32,6	+ 13,9	+ 14,6
Produits agricoles	+ 6,8	+ 31,7	— 9,1	— 5,4	+ 5,6	+ 14,0	— 0,3	+ 1,4	+ 29,3	+ 35,4	+ 32,8	+ 10,9	+ 4,5
Produits industriels	+ 15,0	+ 17,4	+ 19,1	+ 20,6	+ 17,5	+ 0,2	+ 9,3	+ 16,3	— 1,1	+ 0,9	+ 32,6	+ 14,0	+ 15,0
dont : Matières premières	+ *19,4*	— *0,2*	+ *16,1*	+ *1,6*	+ *12,2*	+ *6,5*	+ *1,8*	+ *10,2*	+ *6,1*	+ *14,6*	+ *27,8*	+ *0,2*	+ *10,6*
Produits demi-finis.	+ *14,3*	+ *19,7*	+ *19,4*	+ *24,2*	+ *18,2*	— *0,6*	+ *9,9*	+ *17,1*	— *1,3*	+ *0,6*	+ *33,3*	+ *14,7*	+ *15,5*
Combustibles et énergie	— 37,3	— 14,4	+ 9,3	— 9,7	— 5,8	— 29,7	— 9,3	— 5,6	— 55,6	— 37,5	+ 15,1	+ 8,6	— 6,8
Biens de consommation	— 4,4	+ 11,6	+ 31,6	+ 42,0	+ 14,6	+ 26,3	+ 16,5	+ 15,1	+ 2,4	+ 5,0	+ 21,7	+ 22,7	+ 14,6
Produits durables	— 15,3	+ 14,7	+ 32,6	+ 33,7	+ 13,8	+ 36,0	+ 15,7	+ 14,0	+ 1,1	+ 0,9	+ 9,6	— 1,9	+ 12,6
Produits non durables	+ 10,5	+ 3,2	+ 29,4	+ 56,9	+ 16,3	+ 17,2	+ 17,8	+ 17,3	+ 7,5	+ 15,5	+ 30,0	+ 37,6	+ 18,3
dont : Produits alimentaires	+ *10,6*	— *0,6*	+ *28,8*	+ *66,4*	+ 16,2	+ *7,4*	+ *14,9*	+ *17,2*	+ *16,3*	+ *46,4*	+ *37,4*	+ *67,9*	+ *19,8*
Prod. non alimentaires	+ *10,4*	+ *10,9*	+ *31,7*	+ *34,1*	+ *16,5*	+ *35,6*	+ *20,2*	+ *17,3*	+ *3,8*	+ *3,5*	+ *22,7*	+ *12,6*	+ *15,6*
Biens d'équipement	+ 14,3	+ 25,5	+ 32,5	+ 19,4	+ 23,3	+ 30,7	+ 25,9	+ 22,3	+ 16,6	+ 9,9	+ 29,8	+ 57,2	+ 23,3
Moteurs et investissements finis	+ 12,8	+ 22,6	+ 43,0	+ 17,7	+ 24,5	+ 29,9	+ 24,1	+ 23,4	+ 37,7	+ 5,1	+ 18,5	+ 15,9	+ 21,0
Matériel de transport	+ 17,6	+ 44,1	+ 9,9	+ 8,4	+ 21,4	— 9,8	+ 21,2	+ 16,5	+ 3,8	+ 22,6	+ 72,5	+564,7	+ 28,3
Appareils scientifiques et médicaux	+ 23,2	+ 54,7	+ 21,1	+ 20,3	+ 27,8	+ 9,3	+ 21,8	+ 28,0	+ 11,3	+ 18,2	+ 42,9	+ 30,8	+ 28,1
Autres	+ 12,8	+ 19,2	+ 32,9	+ 33,7	+ 21,8	+113,4	+ 39,6	+ 24,9	+ 10,5	+ 10,2	+ 17,6	+ 55,7	+ 23,7
Autres produits	+ 11,7	— 9,0	+123,3	+ 69,8	+ 63,4	+ 17,3	+ 54,2	+ 57,5	— 20,5	— 4,8	+ 48,3	— 4,1	+ 35,9
Total général	+ 8,7	+ 15,5	+ 24,0	+ 26,2	+ 16,9	+ 4,3	+ 11,4	+ 16,2	+ 0,2	+ 2,7	+ 29,6	+ 19,3	+ 15,3

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A. *Sidérurgie*	**57,2**	**55,0**	**58,1**	**65,6**	**81,7**	**97,5**	**17,9**	**16,1**	**16,4**	**16,1**	**16,2**	**16,8**
1. Formes primaires	6,1	6,2	5,7	6,7	9,2	11,4	1,9	1,8	1,6	1,7	1,8	2,0
2. Produits mi-finis	51,1	48,8	52,4	58,9	72,5	86,1	16,0	14,3	14,8	14,4	14,4	14,8
B. *Fabrications métalliques*	**73,6**	**76,4**	**80,7**	**90,1**	**115,7**	**139,3**	**23,1**	**22,4**	**22,8**	**22,1**	**23,0**	**24,0**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	8,5	8,9	9,3	10,2	12,2	14,6	2,7	2,6	2,6	2,5	2,4	2,5
2. Machines (sauf électriques)	21,1	22,0	22,9	25,7	32,1	38,2	6,6	6,5	6,5	6,3	6,4	6,6
dont : machines pour le travail des métaux	(1,7)	(1,7)	(1,8)	(1,9)	(2,1)	(2,6)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,5)	(0,4)	(0,4)
machines textiles	(2,4)	(2,3)	(2,5)	(2,4)	(3,0)	(3,5)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,6)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	12,9	12,8	13,1	14,5	17,7	23,7	4,0	3,7	3,7	3,5	3,5	4,1
4. Matériel de transport	30,2	31,8	34,4	38,6	52,5	61,4	9,5	9,3	9,7	9,5	10,4	10,6
dont : matériel ferroviaire	(1,2)	(0,8)	(0,7)	(0,5)	(0,8)	(1,0)	(0,4)	(0,2)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,2)
véhicules à moteur	(24,2)	(28,4)	(30,4)	(34,3)	(47,1)	(53,6)	(7,6)	(8,3)	(8,6)	(8,4)	(9,0)	(9,2)
bateaux et navires	(0,9)	(1,1)	(1,2)	(0,7)	(1,1)	(3,4)	(0,3)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,6)
5. Armes et munitions	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
C. *Métaux non ferreux*	**24,7**	**31,5**	**29,6**	**35,0**	**39,5**	**45,6**	**7,7**	**9,2**	**8,4**	**8,6**	**7,8**	**7,9**
1. Non travaillés	16,6	21,5	20,9	23,8	25,8	30,6	5,2	6,3	5,9	5,8	5,1	5,3
2. Travaillés	8,1	10,0	8,7	11,2	13,7	15,0	2,5	2,9	2,5	2,8	2,7	2,6
D. *Industrie textile*	**45,8**	**50,5**	**46,8**	**52,8**	**63,4**	**66,5**	**14,4**	**14,8**	**13,2**	**12,9**	**12,6**	**11,4**
1. Fibres	8,9	8,5	7,5	7,7	8,8	7,8	2,8	2,5	2,1	1,9	1,8	1,3
2. Fils	9,4	10,6	9,9	11,1	12,6	12,7	3,0	3,1	2,8	2,7	2,5	2,2
3. Tissus et cordages	20,2	22,3	21,1	24,6	29,9	32,1	6,3	6,5	6,0	6,0	5,9	5,5
	2,4	2,6	3,0	4,1	4,9	7,6	0,8	0,8	0,8	1,0	1,0	1,3

2. Produits organiques	2,3	2,8	3,0	5,5	8,3	10,3	0,7	0,8	0,9	1,3	1,6	1,8
3. Teintures, tannants et colorants	1,1	1,1	1,1	1,3	1,6	1,8	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
4. Produits pharmaceutiques	1,5	1,6	2,0	2,3	3,3	4,2	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7
5. Engrais manufacturés	7,0	6,0	6,8	8,0	7,9	7,8	2,2	1,8	1,9	2,0	1,6	1,3
6. Divers	5,4	7,0	8,1	10,6	14,5	17,6	1,7	2,0	2,3	2,6	2,9	3,0
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	**21,5**	**23,3**	**27,9**	**32,0**	**39,0**	**46,8**	**6,7**	**6,8**	**7,9**	**7,8**	**7,8**	**8,1**
dont : sucre et sucreries	(1,3)	(1,1)	(1,5)	(1,5)	(2,2)	(2,9)	(0,4)	(0,3)	(0,4)	(0,4)	(0,4)	(0,5)
viandes fraîches ou préparées	(2,5)	(3,5)	(5,5)	(6,3)	(7,6)	(11,4)	(0,8)	(1,0)	(1,6)	(1,5)	(1,5)	(2,0)
produits laitiers	(3,7)	(3,4)	(4,2)	(4,3)	(5,1)	(5,5)	(1,2)	(1,0)	(1,2)	(1,1)	(1,0)	(0,9)
G. *Industrie diamantaire*	**12,4**	**15,2**	**15,6**	**17,8**	**20,1**	**19,2**	**3,9**	**4,5**	**4,4**	**4,4**	**4,0**	**3,3**
H. *Charbonnages et cokeries*	**2,1**	**1,4**	**1,6**	**1,4**	**1,4**	**1,8**	**0,7**	**0,4**	**0,5**	**0,3**	**0,3**	**0,3**
I. *Industrie du pétrole*	**8,1**	**7,9**	**8,3**	**11,3**	**15,1**	**13,5**	**2,5**	**2,3**	**2,3**	**2,8**	**3,0**	**2,3**
J. *Industries diverses*	**22,3**	**24,3**	**26,3**	**30,7**	**37,7**	**42,9**	**7,0**	**7,1**	**7,4**	**7,5**	**7,5**	**7,5**
1. Matériaux de construction	2,9	2,8	2,9	3,1	3,2	3,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7
dont : ciment	(1,1)	(0,9)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(1,0)	(0,3)	(0,3)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)
2. Industrie verrière	6,8	7,2	7,9	8,9	9,5	11,0	2,1	2,1	2,3	2,2	1,9	1,9
dont : verre plat	(3,4)	(3,3)	(3,3)	(3,8)	(3,9)	(4,6)	(1,1)	(1,0)	(0,9)	(0,9)	(0,8)	(0,8)
3. Papier et ouvrages	4,1	5,0	5,4	6,8	9,5	11,1	1,3	1,5	1,5	1,7	1,9	1,9
4. Caoutchouc et ouvrages	1,9	2,1	2,2	2,7	3,5	3,9	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7
5. Bois et ouvrages	5,0	5,6	6,1	7,2	9,8	10,4	1,5	1,7	1,7	1,8	1,9	1,8
6. Huiles et graisses	0,8	0,8	1,0	1,2	1,3	1,7	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3
7. Chaussures	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total (A à J)	**287,4**	**306,6**	**318,9**	**368,5**	**454,1**	**522,4**	**90,1**	**89,8**	**90,1**	**90,3**	**90,2**	**90,0**
K. *Autres secteurs*	**32,3**	**35,0**	**35,2**	**40,1**	**49,2**	**58,1**	**9,9**	**10,2**	**9,9**	**9,7**	**9,8**	**10,0**
Total général	**319,7**	**341,6**	**354,1**	**408,6**	**503,3**	**580,5**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits
(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Matières premières et produits demi-finis	**146 248**	**166 598**	**184 135**	**198 888**	**202 319**	**236 743**	**284 988**	**326 622**
Produits agricoles	7 172	7 559	9 165	8 624	9 298	10 649	10 936	11 431
Produits industriels	139 076	159 039	174 970	190 264	193 021	226 094	274 052	315 191
dont : Matières premières	*17 911*	*18 168*	*19 611*	*20 143*	*19 602*	*22 437*	*27 386*	*30 279*
Produits demi-finis	*121 165*	*140 872*	*155 359*	*170 122*	*173 419*	*203 746*	*246 666*	*284 912*
Combustibles et énergie	**10 906**	**11 017**	**10 366**	**9 489**	**10 068**	**12 760**	**16 636**	**15 505**
Biens de consommation	**47 597**	**58 554**	**74 652**	**80 981**	**89 551**	**101 515**	**129 626**	**148 550**
Produits durables	27 888	37 050	47 823	51 880	55 404	64 328	84 808	95 536
Produits non durables	19 709	21 505	26 829	29 102	34 147	37 187	44 818	53 014
dont : Produits alimentaires	*12 108*	*12 830*	*16 992*	*18 484*	*22 438*	*24 385*	*29 062*	*34 805*
Produits non alimentaires	*7 601*	*8 674*	*9 837*	*10 617*	*11 709*	*12 802*	*15 756*	*18 209*
Biens d'équipement	**31 551**	**37 009**	**43 578**	**45 549**	**46 124**	**50 535**	**63 766**	**78 600**
Moteurs et investissements finis	16 790	20 329	22 921	23 482	24 441	27 397	35 182	42 568
Matériel de transport	7 492	8 130	10 476	11 623	11 144	11 198	13 491	17 308
Appareils scientifiques et médicaux	398	699	917	1 056	967	941	1 243	1 592
Autres	6 871	7 851	9 265	9 388	9 572	10 999	13 850	17 132
Autres produits	**5 710**	**6 850**	**6 953**	**6 671**	**6 070**	**7 006**	**8 235**	**11 190**
Total général	**242 012**	**280 028**	**319 684**	**341 578**	**354 132**	**408 559**	**503 251**	**580 467**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des exportations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Matières premières et produits demi-finis	**60,4**	**59,6**	**57,7**	**58,2**	**57,1**	**57,9**	**56,6**	**56,3**
Produits agricoles	3,0	2,7	2,9	2,5	2,6	2,6	2,2	2,0
Produits industriels	57,5	56,9	54,8	55,7	54,5	55,3	54,4	54,3
dont : Matières premières	*7,4*	*6,5*	*6,1*	*5,9*	*5,5*	*5,5*	*5,4*	*5,2*
Produits demi-finis	*50,1*	*50,4*	*48,7*	*49,8*	*49,0*	*49,8*	*49,0*	*49,1*
Combustibles et énergie	**4,5**	**3,9**	**3,2**	**2,8**	**2,8**	**3,1**	**3,3**	**2,7**
Biens de consommation	**19,7**	**21,0**	**23,4**	**23,7**	**25,3**	**24,9**	**25,8**	**25,6**
Produits durables	11,5	13,3	15,0	15,2	15,6	15,8	16,9	16,5
Produits non durables	8,1	7,7	8,4	8,5	9,7	9,1	8,9	9,1
dont : Produits alimentaires	*5,0*	*4,6*	*5,3*	*5,4*	*6,4*	*6,0*	*5,8*	*6,0*
Produits non alimentaires	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,1*	*3,3*	*3,1*	*3,1*	*3,1*
Biens d'équipement	**13,0**	**13,2**	**13,7**	**13,3**	**13,0**	**12,4**	**12,7**	**13,5**
Moteurs et investissements finis	6,9	7,3	7,2	6,9	6,9	6,7	7,0	7,3
Matériel de transport	3,1	2,9	3,3	3,4	3,1	2,7	2,7	3,0
Appareils scientifiques et médicaux	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Autres	2,8	2,8	2,9	2,7	2,7	2,7	2,8	2,9
Autres produits	**2,3**	**2,3**	**2,0**	**1,9**	**1,8**	**1,7**	**1,6**	**1,9**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Union Econom

Répartition géographique des exporta

(en mil

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	Euro
Matières premières et produits demi-finis	**71 052**	**53 236**	**81 617**	**15 293**	**221 198**	**13 002**	**37 020**	**271 2**
Produits agricoles	4 415	1 192	1 575	279	7 461	415	1 647	9 5
Produits industriels	66 637	52 044	80 042	15 014	213 737	12 587	35 373	261 6
dont : Matières premières	*9 894*	*5 170*	*7 395*	*1 983*	*24 442*	*1 395*	*1 868*	*27 7*
Produits demi-finis	*56 743*	*46 874*	*72 647*	*13 031*	*189 295*	*11 192*	*33 505*	*233 9*
Combustibles et énergie	**702**	**1 774**	**3 870**	**158**	**6 504**	**1 579**	**3 837**	**11 9**
Biens de consommation	**27 851**	**41 869**	**40 890**	**7 357**	**117 967**	**3 751**	**9 779**	**131 4**
Produits durables	14 293	31 287	28 174	4 466	78 220	1 941	5 909	86 0
Produits non durables	13 558	10 582	12 716	2 891	39 747	1 810	3 870	45 4
dont : Produits alimentaires	*9 772*	*6 796*	*10 082*	*2 171*	*28 821*	*1 083*	*1 439*	*31 3*
Prod. non alimentaires	*3 786*	*3 786*	*2 634*	*720*	*10 926*	*727*	*2 431*	*14 0*
Biens d'équipement	**14 325**	**15 268**	**13 850**	**3 567**	**47 010**	**2 451**	**12 718**	**62 1**
Moteurs et investissements finis	6 959	7 898	7 557	2 207	24 621	1 525	7 498	33 6
Matériel de transport	3 767	2 870	2 620	504	9 761	386	3 037	13 1
Appareils scientifiques et médicaux	452	232	333	83	1 100	47	224	1 3
Autres	3 147	4 268	3 340	773	11 528	493	1 959	13 9
Autres produits	**1 005**	**356**	**2 668**	**905**	**4 934**	**332**	**2 247**	**7 5**
Total général	**114 935**	**112 503**	**142 895**	**27 280**	**397 613**	**21 115**	**65 601**	**484 3**

g Luxembourgeoise
c égorie de produits en 1970
fr ncs)

u- ue ri- e ud	Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
172	**7 444**	**8 716**	**22 861**	**1 413**	**5 392**	**29 666**	**3 065**	**12 915**	**15 980**	**1 040**	**326 622**
80	353	433	106	11	506	623	155	648	803	49	11 431
192	7 091	8 283	22 755	1 402	4 886	29 043	2 910	12 267	15 177	991	315 191
40	*889*	*1 029*	*575*	*52*	*205*	*832*	*226*	*425*	*651*	*62*	*30 279*
152	*6 202*	*7 254*	*22 180*	*1 350*	*4 681*	*28 211*	*2 684*	*11 842*	*14 526*	*929*	*284 912*
7	**405**	**412**	**176**	**27**	**121**	**324**	**5**	**83**	**88**	**2 761**	**15 505**
28	**3 337**	**3 665**	**8 478**	**536**	**1 433**	**10 447**	**628**	**2 014**	**2 642**	**299**	**148 550**
32	1 207	1 339	6 726	214	274	7 214	232	560	792	121	95 536
96	2 130	2 326	1 752	322	1 159	3 233	396	1 454	1 850	178	53 014
46	*1 173*	*1 219*	*558*	*48*	*546*	*1 152*	*248*	*768*	*1 016*	*75*	*34 805*
50	*957*	*1 107*	*1 194*	*274*	*613*	*2 081*	*148*	*686*	*834*	*103*	*18 209*
308	**4 473**	**5 281**	**2 987**	**272**	**3 012**	**6 271**	**453**	**3 899**	**4 352**	**517**	**78 600**
548	2 142	2 690	1 073	190	2 053	3 316	314	2 272	2 586	332	42 568
04	1 347	1 451	880	13	458	1 351	61	1 162	1 223	99	17 308
8	72	80	79	4	21	104	4	30	34	3	1 592
48	912	1 060	955	65	480	1 500	74	435	509	83	17 132
185	**512**	**697**	**330**	**61**	**744**	**1 135**	**107**	**1 353**	**1 460**	**385**	**11 190**
300	**16 171**	**18 771**	**34 832**	**2 309**	**10 702**	**47 843**	**4 258**	**20 264**	**24 522**	**5 002**	**580 467**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par secteur industriel

(classification C. T. C. I.)

DÉSIGNATION	Valeur (en milliards de francs)						Pourcentage de la valeur totale					
	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965	1966	1967	1968	1969	1970
A. *Sidérurgie*	**10,5**	**11,9**	**13,5**	**13,2**	**17,4**	**23,5**	**3,2**	**3,3**	**3,7**	**3,1**	**3,5**	**4,1**
1. Formes primaires	3,8	4,4	5,3	4,8	6,4	9,0	1,2	1,2	1,5	1,1	1,3	1,6
2. Produits mi-finis	6,7	7,5	8,2	8,4	11,0	14,5	2,0	2,1	2,2	2,0	2,2	2,5
B. *Fabrications métalliques*	**87,9**	**96,6**	**98,1**	**106,3**	**133,8**	**162,6**	**27,1**	**26,9**	**26,9**	**25,3**	**26,8**	**28,6**
1. Articles manufacturés non dénommés ailleurs	8,1	8,9	8,3	9,1	11,1	13,7	2,5	2,4	2,3	2,1	2,2	2,4
2. Machines (sauf électriques)	30,5	35,8	36,8	37,4	45,1	56,0	9,4	10,0	10,1	8,9	9,0	9,9
dont : machines pour le travail des métaux	(2,6)	(2,9)	(2,0)	(2,2)	(2,5)	(3,9)	(0,8)	(0,8)	(0,6)	(0,5)	(0,5)	(0,7)
machines textiles	(2,5)	(2,6)	(2,5)	(2,7)	(3,5)	(3,5)	(0,8)	(0,7)	(0,7)	(0,6)	(0,7)	(0,6)
3. Machines et appareils électriques	15,5	15,8	15,5	17,5	21,6	28,8	4,8	4,4	4,2	4,2	4,3	5,1
4. Matériel de transport	33,6	35,9	37,3	42,1	55,8	63,9	10,3	10,0	10,2	10,0	11,2	11,2
dont : matériel ferroviaire	(0,5)	(0,4)	(0,5)	(0,3)	(0,3)	(0,7)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
véhicules à moteur	(29,4)	(32,0)	(31,9)	(36,5)	(49,5)	(54,4)	(9,1)	(8,9)	(8,8)	(8,7)	(9,9)	(9,6)
bateaux et navires	(0,5)	(0,5)	(0,8)	(0,4)	(0,5)	(0,8)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
5. Armes et munitions	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
C. *Métaux non ferreux*	**17,8**	**25,8**	**24,2**	**29,5**	**34,3**	**39,0**	**5,5**	**7,2**	**6,6**	**7,0**	**6,9**	**6,9**
1. Non travaillés	16,2	23,9	22,3	27,4	31,5	35,7	5,0	6,7	6,1	6,5	6,3	6,3
2. Travaillés	1,6	1,9	1,9	2,1	2,8	3,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
D. *Industrie textile*	**35,2**	**38,7**	**34,2**	**39,9**	**47,9**	**49,5**	**10,8**	**10,8**	**9,4**	**9,5**	**9,6**	**8,7**
1. Fibres	16,4	16,7	13,7	15,0	16,2	14,9	5,0	4,7	3,8	3,6	3,3	2,6
2. Fils	4,5	5,7	5,1	6,8	9,0	9,3	1,4	1,6	1,4	1,6	1,8	1,6
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

1. Produits inorganiques	2,2	2,1	2,3	3,1	3,9	4,9	0,7	0,6	0,6	0,7	0,8	0,9
2. Produits organiques	3,9	3,9	4,6	6,1	7,1	8,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4
3. Teintures, tannants et colorants	1,7	2,0	2,1	2,3	2,6	2,8	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5
4. Produits pharmaceutiques	3,2	3,3	4,0	4,6	5,9	6,9	1,0	0,9	1,1	1,1	1,2	1,2
5. Engrais manufacturés	2,6	2,5	2,7	2,6	2,4	2,3	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,4
6. Divers	8,2	9,6	10,1	11,8	14,3	16,4	2,5	2,6	2,8	2,8	2,8	2,9
F. *Produits alimentaires, boissons, tabacs*	41,4	44,7	49,1	50,5	58,0	67,9	12,7	12,5	13,5	12,0	11,6	11,9
dont : sucre et sucreries	(0,5)	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)	(0,8)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,1)
viandes fraîches ou préparées	(3,5)	(3,4)	(3,8)	(4,0)	(4,2)	(4,4)	(1,1)	(0,9)	(1,0)	(1,0)	(0,8)	(0,8)
produits laitiers	(3,0)	(3,7)	(3,9)	(4,2)	(4,2)	(6,2)	(0,9)	(1,0)	(1,1)	(1,0)	(0,8)	(1,1)
G. *Industrie diamantaire*	11,6	15,0	14,1	19,7	24,7	16,8	3,6	4,2	3,9	4,7	5,0	3,0
H. *Charbonnages et cokeries*	10,8	9,7	9,3	10,8	12,1	15,1	3,3	2,7	2,6	2,6	2,4	2,7
I. *Industrie du pétrole*	18,0	17,8	20,8	27,6	30,4	33,7	5,5	5,0	5,7	6,6	6,1	5,9
1. Produit brut ou semi-raffiné	13,3	12,4	14,7	20,5	24,1	26,4	4,1	3,5	4,0	4,9	4,8	(4,6)
2. Produits dérivés	4,7	5,4	6,1	7,1	6,3	7,3	1,4	1,5	1,7	1,7	1,3	(1,3)
J. *Industries diverses*	23,7	24,4	26,9	29,8	37,5	42,4	7,4	6,8	7,4	7,1	7,5	7,5
1. Matériaux de construction	0,4	0,5	0,6	0,7	0,8	1,0	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Industrie verrière	1,3	1,6	1,7	1,9	2,2	2,9	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
3. Papier et ouvrages	7,7	8,3	8,5	9,6	11,9	13,8	2,4	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4
4. Caoutchouc et ouvrages	3,5	4,1	4,0	4,4	5,7	6,2	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,1
5. Bois et ouvrages	7,1	6,0	8,0	8,5	11,2	11,4	2,2	1,7	2,2	2,0	2,3	2,0
6. Huiles et graisses	2,0	1,9	1,9	2,1	2,7	3,9	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7
7. Chaussures	1,7	2,0	2,2	2,6	3,0	3,2	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Total (A à J)	278,3	308,0	316,2	357,8	432,3	491,9	85,7	85,9	86,8	85,2	86,6	86,6
K. *Autres secteurs*	46,8	51,1	48,1	62,0	67,1	76,2	14,3	14,1	13,2	14,8	13,4	13,4
Total général	325,1	359,1	364,3	419,8	499,4	568,1	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut national de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Matières premières et produits demi-finis	**145 995**	**166 010**	**179 772**	**206 033**	**202 681**	**237 551**	**284 548**	**311 726**
Produits agricoles	6 227	6 797	7 793	8 260	8 709	9 197	10 010	11 503
Produits industriels	139 768	159 213	171 979	197 774	193 972	228 354	274 538	300 223
dont : Matières premières	*46 075*	*55 423*	*57 613*	*59 686*	*57 986*	*66 534*	*74 383*	*84 315*
Produits demi-finis	*93 693*	*103 790*	*114 366*	*138 088*	*135 986*	*161 820*	*200 155*	*215 908*
Combustibles et énergie	**27 986**	**29 209**	**29 403**	**28 206**	**31 122**	**39 941**	**44 950**	**52 070**
Biens de consommation	**43 654**	**54 967**	**65 337**	**71 040**	**75 160**	**84 234**	**101 155**	**113 232**
Produits durables	20 706	27 778	33 624	36 574	38 415	44 894	56 597	62 242
Produits non durables	22 947	27 189	31 713	34 466	36 745	39 340	44 558	50 990
dont : Produits alimentaires	*18 005*	*21 367*	*24 666*	*26 777*	*28 398*	*29 229*	*32 171*	*36 647*
Produits non alimentaires	*4 942*	*5 821*	*7 047*	*7 689*	*8 347*	*10 111*	*12 387*	*14 343*
Biens d'équipement	**37 643**	**45 172**	**49 373**	**52 798**	**54 813**	**56 836**	**68 043**	**90 277**
Moteurs et investissements finis	24 926	30 654	30 885	34 725	34 750	36 000	42 410	55 754
Matériel de transport	4 635	4 998	8 443	6 310	7 268	8 090	9 540	12 191
Appareils scientifiques et médicaux	2 267	2 617	2 214	2 701	2 726	2 838	3 170	4 002
Autres	5 816	6 903	7 831	9 062	10 069	9 908	12 923	18 330
Autres produits	**1 143**	**1 153**	**1 189**	**1 027**	**561**	**1 196**	**736**	**810**
Total général	**256 421**	**296 511**	**325 074**	**359 104**	**364 337**	**419 758**	**499 432**	**568 115**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importance relative des importations par catégorie de produits

(en pour-cent)

DÉSIGNATION	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Matières premières et produits demi-finis	**56,9**	**55,9**	**55,3**	**57,4**	**55,6**	**56,6**	**57,0**	**54,9**
Produits agricoles	2,4	2,3	2,4	2,3	2,4	2,2	2,0	2,0
Produits industriels	54,5	53,6	52,9	55,1	53,2	54,4	55,0	52,9
dont : Matières premières	*18,0*	*18,7*	*17,7*	*16,6*	*15,9*	*15,8*	*14,9*	*14,9*
Produits demi-finis	*36,5*	*34,9*	*35,1*	*38,5*	*37,3*	*38,6*	*40,1*	*38,0*
Combustibles et énergie	**10,9**	**9,9**	**9,0**	**7,9**	**8,5**	**9,5**	**9,0**	**9,2**
Biens de consommation	**17,1**	**18,6**	**20,1**	**19,8**	**20,6**	**20,1**	**20,3**	**19,9**
Produits durables	8,1	9,4	10,4	10,2	10,5	10,7	11,4	10,9
Produits non durables	9,0	9,2	9,8	9,6	10,1	9,4	8,9	9,0
dont : Produits alimentaires	*7,0*	*7,2*	*7,6*	*7,5*	*7,8*	*7,0*	*6,4*	*6,5*
Produits non alimentaires	*1,9*	*2,0*	*2,2*	*2,1*	*2,3*	*2,4*	*2,5*	*2,5*
Biens d'équipement	**14,7**	**15,2**	**15,2**	**14,7**	**15,1**	**13,5**	**13,6**	**15,9**
Moteurs et investissements finis	9,8	10,3	9,5	9,7	9,5	8,5	8,5	9,8
Matériel de transport	1,8	1,7	2,6	1,8	2,0	1,9	1,9	2,2
Appareils scientifiques et médicaux	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,6	0,7
Autres	2,3	2,3	2,4	2,5	2,8	2,4	2,6	3,2
Autres produits	**0,4**	**0,4**	**0,4**	**0,2**	**0,2**	**0,3**	**0,1**	**0,1**
Total général	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Répartition géographique des impor
(en n

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	Autres pays de l'Europe	E
Matières premières et produits demi-finis	**57 619**	**38 269**	**62 256**	**5 788**	**163 932**	**21 645**	**28 101**	21
Produits agricoles	2 444	1 829	777	12	5 062	61	1 068	
Produits industriels	55 175	36 440	61 479	5 776	158 870	21 584	27 033	20
dont : Matières premières	*21 624*	*6 840*	*4 797*	*535*	*33 796*	*2 643*	*10 241*	
Produits demi-finis.	*33 551*	*29 600*	*56 682*	*5 241*	*125 074*	*18 941*	*16 792*	1(
Combustibles et énergie	**1 702**	**8 044**	**10 476**	**596**	**20 818**	**632**	**1 805**	
Biens de consommation	**24 999**	**24 733**	**25 304**	**10 468**	**85 504**	**4 570**	**8 453**	
Produits durables	14 705	10 496	18 759	8 314	52 274	2 234	2 930	
Produits non durables	10 294	14 237	6 545	2 154	33 230	2 336	5 523	4
dont : Produits alimentaires	*7 122*	*10 770*	*2 683*	*1 741*	*22 316*	*1 120*	*4 527*	
Prod. non alimentaires	*3 172*	*3 467*	*3 862*	*413*	*10 914*	*1 216*	*996*	
Biens d'équipement	**12 910**	**11 957**	**34 404**	**4 409**	**63 680**	**6 025**	**7 131**	7
Moteurs et investissements fixes	7 869	6 586	22 750	2 735	39 940	3 853	4 694	4
Matériel de transport	1 865	1 948	3 415	582	7 810	723	912	
Appareils scientifiques et médicaux	463	456	1 588	160	2 667	316	382	
Autres	2 713	2 967	6 651	932	13 263	1 133	1 143	1
Autres produits	**131**	**29**	**133**	**21**	**314**	**50**	**155**	
Total général...	**97 361**	**83 032**	**132 573**	**21 282**	**334 248**	**33 002**	**45 565**	41

Luxembourgeoise

rie de produits en 1970

ncs)

Autres pays d'Afrique	Afrique	U.S.A.	Canada	Autres pays d'Amérique	Amérique	Japon	Autres pays de l'Asie	Asie	Océanie	Total général
30 328	**33 846**	**31 195**	**6 957**	**12 238**	**50 390**	**2 462**	**7 416**	**9 878**	**3 934**	**311 726**
1 256	1 397	1 414	25	2 230	3 669	—	243	243	3	11 503
29 072	32 449	29 781	6 932	10 008	46 721	2 462	7 173	9 635	3 931	300 223
5 374	*6 163*	*12 366*	*4 911*	*6 532*	*23 809*	*319*	*3 743*	*4 062*	*3 601*	*84 315*
23 698	*26 286*	*17 415*	*2 021*	*3 476*	*22 912*	*2 143*	*3 430*	*5 573*	*330*	*215 908*
7 633	**7 646**	**2 701**	**39**	**2 065**	**4 805**	—	**16 308**	**16 308**	**56**	**52 070**
970	**1 538**	**4 090**	**247**	**4 467**	**8 804**	**2 246**	**1 886**	**4 132**	**231**	**113 232**
39	40	2 077	22	16	2 115	1 890	747	2 637	12	62 242
931	1 498	2 013	225	4 451	6 689	356	1 139	1 495	219	50 990
929	*1 492*	*991*	*191*	*4 437*	*5 619*	*313*	*1 047*	*1 360*	*213*	*36 647*
2	*6*	*1 022*	*34*	*14*	*1 070*	*43*	*92*	*135*	*6*	*14 343*
34	**45**	**11 571**	**325**	**24**	**11 920**	**1 088**	**356**	**1 444**	**32**	**90 277**
5	15	6 223	212	5	6 440	770	24	794	18	55 754
19	19	2 413	1	1	2 415	12	297	309	3	12 191
1	1	525	4	—	529	93	6	99	8	4 002
9	10	2 410	108	18	2 536	213	29	242	3	18 330
12	**14**	**214**	**8**	**13**	**235**	**2**	**36**	**38**	**4**	**810**
38 977	**43 089**	**49 771**	**7 576**	**18 807**	**76 154**	**5 798**	**26 002**	**31 800**	**4 257**	**568 115**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Différence des importations de 1970 par rapport à 1969
(en pour-cent)

DÉSIGNATION	France	Pays-Bas	Allemagne Occidentale	Italie	C.E.E.	Royaume-Uni	A.E.L.E.	Europe	U.S.A.	Amérique	Afrique	Asie	Total général
Matières premières et produits demi-finis	+ 19,1	+ 10,6	+ 10,8	+ 4,4	+ 13,3	— 15,5	— 8,0	+ 8,4	+ 26,6	+ 29,3	+ 4,2	— 11,9	+ 9,6
Produits agricoles	+ 7,5	+ 30,4	— 13,0	— 7,7	+ 10,5	+ 60,5	+ 17,1	+ 10,3	+ 49,8	+ 27,4	+ 2,7	+ 58,8	+ 14,9
Produits industriels	+ 19,6	+ 9,8	+ 11,2	+ 4,4	+ 13,4	— 15,6	— 8,2	+ 8,3	+ 25,6	+ 29,5	+ 4,3	— 12,9	+ 9,4
dont : Matières premières	+ *20,9*	— *0,8*	+ *10,8*	— *3,8*	+ *13,9*	+ *38,2*	+ *9,1*	+ *12,0*	+ *35,6*	+ *32,0*	+ *0,6*	— *1,9*	+ *13,4*
Produits demi-finis.	+ *18,8*	+ *12,6*	+ *11,3*	+ *5,3*	+ *13,2*	— *20,0*	— *12,0*	+ *7,3*	+ *19,4*	+ *27,0*	+ *5,1*	— *19,4*	+ *7,9*
Combustibles et énergie	+ 13,0	+ 18,2	+ 18,1	— 21,0	+ 16,1	+ 69,0	+ 56,5	+ 19,6	+138,8	+ 63,0	+ 11,3	+ 4,6	+ 15,8
Biens de consommation	+ 23,0	+ 15,5	+ 4,0	+ 2,1	+ 12,0	+ 15,3	+ 12,4	+ 12,3	+ 6,5	+ 9,4	+ 0,4	+ 11,2	+ 11,9
Produits durables	+ 25,5	+ 11,8	— 0,6	+ 6,0	+ 9,3	+ 14,4	+ 11,2	+ 9,5	+ 19,8	+ 19,4	+ 33,3	+ 93,6	+ 10,0
Produits non durables	+ 19,7	+ 18,3	+ 20,0	— 10,6	+ 16,6	+ 16,2	+ 13,3	+ 16,4	— 4,5	+ 6,6	— 0,3	+ 9,8	+ 14,4
dont : Produits alimentaires	+ *23,2*	+ *18,3*	+ *20,2*	— *14,3*	+ *16,6*	+ *5,9*	+ *6,7*	+ *15,8*	— *1,2*	+ *9,1*	— *0,5*	+ *7,8*	+ *13,9*
Prod. non alimentaires	+ *12,6*	+ *18,4*	+ *19,9*	+ *9,5*	+ *16,8*	+ *27,7*	+ *23,0*	+ *17,7*	— *7,4*	— *5,0*	+ *100,0*	+ *35,0*	+ *15,8*
Biens d'équipement	+ 41,7	+ 43,3	+ 30,4	+ 26,3	+ 34,5	+ 27,5	+ 25,5	+ 31,7	+ 34,8	+ 35,9	— 67,9	+ 89,8	+ 32,7
Moteurs et investissements fixes	+ 40,2	+ 33,6	+ 32,0	+ 19,0	+ 32,8	+ 25,9	+ 24,5	+ 31,2	+ 28,9	+ 30,8	— 44,4	+ 56,9	+ 31,5
Matériel de transport	+ 63,6	+ 58,2	+ 5,0	+ 27,1	+ 28,4	+ 18,9	+ 21,6	+ 19,8	+ 59,6	+ 58,3	— 81,9	+1187,5	+ 27,8
Appareils scientifiques et médicaux	+ 14,0	+ 28,8	+ 34,9	+ 13,5	+ 28,3	+ 21,5	+ 21,7	+ 26,8	+ 25,6	+ 25,4	—	+ 8,8	+ 26,2
Autres	+ 39,1	+ 62,0	+ 40,9	+ 57,2	+ 45,8	+ 42,3	+ 33,5	+ 42,8	+ 31,8	+ 33,7	+ 42,9	+ 72,9	+ 41,8
Autres produits	+ 9,2	— 55,4	— 2,9	— 77,4	+ 24,3	— 28,6	+ 35,1	— 9,3	+ 82,9	+ 86,5	+ 27,3	+ 35,7	+ 10,1
Total général	+ 22,6	+ 16,6	+ 14,4	+ 5,7	+ 16,6	— 5,0	+ 0,6	+ 13,6	+ 29,9	+ 29,4	+ 5,0	+ 1,6	+ 13,8

Source : Ministère des Affaires Economiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Analyse de la balance commerciale

suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International

(en millions de francs)

SECTIONS ET DIVISIONS	1965	1966	1967	1968	1969	1970
0. Produits alimentaires	— 16 511	— 18 217	— 17 722	— 15 578	— 15 651	— 17 153
1. Boissons et tabacs	— 3 272	— 3 102	— 3 488	— 2 871	— 3 313	— 4 080
2. Matières autres que les combustibles minéraux	— 29 946	— 31 233	— 28 017	— 36 080	— 38 337	— 41 811
dont : 26. Fibres textiles et déchets d'articles textiles	(— 7 528)	(— 8 167)	(— 6 220)	(— 7 382)	(— 7 352)	(— 7 153)
28. Minerais et déchets de métaux	(— 12 261)	(— 12 029)	(— 11 067)	(— 16 321)	(— 16 498)	(— 22 034)
3. Combustibles minéraux, lubrifiants et produits connexes	— 18 954	— 18 550	— 20 849	— 26 943	— 28 024	— 36 256
4. Corps gras, graisses et huiles d'origine animale ou végétale	— 1 225	— 1 033	— 899	— 958	— 1 361	— 2 167
5. Produits chimiques	— 1 900	— 2 254	— 1 980	+ 1 289	+ 4 216	+ 7 890
6. Articles manufacturés	+ 74 243	+ 69 566	+ 73 891	+ 80 241	+ 96 763	+ 116 951
61. Cuirs et peaux tannés, articles en cuir, pelleteries apprêtées	(— 218)	(+ 95)	(+ 341)	(+ 458)	(+ 1 038)	(+ 1 218)
62. Articles en caoutchouc, non dénommés ailleurs	(— 732)	(— 1 025)	(— 835)	(— 590)	(— 1 052)	(— 1 402)
63. Articles en bois et en liège (sauf les meubles)	(+ 307)	(+ 295)	(+ 261)	(+ 435)	(+ 742)	(+ 1 122)
64. Papier et ses applications	(— 2 149)	(— 2 234)	(— 1 966)	(— 1 808)	(— 1 045)	(— 951)
65. Fils, tissus, articles confectionnés en textiles et articles similaires	(+ 15 303)	(+ 16 643)	(+ 16 311)	(+ 18 083)	(+ 20 482)	(+ 21 287)
66. Articles en matières minérales autres qu'en métaux, non dénommés ailleurs	(+ 7 758)	(+ 7 017)	(+ 9 019)	(+ 6 252)	(+ 3 514)	(+ 11 872)
67. Fonte, fer et acier	(+ 46 678)	(+ 43 139)	(+ 44 628)	(+ 52 458)	(+ 64 300)	(+ 74 026)
68. Métaux non ferreux	(+ 6 973)	(+ 5 663)	(+ 5 203)	(+ 3 862)	(+ 7 658)	(+ 8 922)
69. Articles manufacturés en métal	(+ 323)	(— 25)	(+ 929)	(+ 1 091)	(+ 1 126)	(+ 857)
7. Machines et matériel de transport	— 15 022	— 21 127	— 19 197	— 18 078	— 20 198	— 25 350
71. Machines non électriques	(— 9 382)	(— 13 757)	(— 13 893)	(— 11 652)	(— 12 950)	(— 17 806)
72. Machines et appareils électriques	(— 2 613)	(— 3 025)	(— 2 403)	(— 2 929)	(— 3 978)	(— 5 135)
73. Matériel de transport	(— 3 027)	(— 4 345)	(— 2 901)	(— 3 497)	(— 3 270)	(— 2 409)
8. Articles manufacturés divers	+ 2 111	+ 2 492	+ 2 420	+ 2 307	+ 2 218	+ 3 935
9. Marchandises diverses non dénommées ailleurs	+ 5 086	+ 5 932	+ 5 636	+ 5 472	+ 7 506	+ 10 393
Balance générale	**— 5 390**	**— 17 526**	**— 10 205**	**— 11 199**	**+ 3 819**	**+ 12 352**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Exportations par pays de destination

PAYS DE DESTINATION (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Allemagne Occidentale	57,9	69,8	72,0	69,8	85,5	115,2	142,9	20,7	21,8	21,1	19,7	20,9	22,9	24,6
2. France	42,3	46,5	55,2	63,2	75,8	105,8	114,9	15,1	14,5	16,2	17,8	18,6	21,0	19,8
3. Pays-Bas	64,2	70,5	76,0	75,8	85,9	97,4	112,5	22,9	22,1	22,2	21,4	21,0	19,4	19,4
4. Etats-Unis	22,6	26,7	29,6	29,4	38,6	34,8	34,8	8,1	8,4	8,7	8,3	9,4	6,9	6,0
5. Italie	10,6	10,9	11,3	14,2	15,5	21,6	27,3	3,8	3,4	3,3	4,0	3,8	4,3	4,7
6. Royaume-Uni	13,9	15,3	16,1	16,7	17,9	20,2	21,1	4,9	4,8	4,7	4,7	4,4	4,0	3,6
7. Suisse	6,7	7,1	7,4	7,8	8,2	10,3	11,9	2,4	2,2	2,2	2,2	2,0	2,0	2,0
8. Suède	5,2	6,3	6,1	5,9	7,0	10,0	11,7	1,9	2,0	1,8	1,7	1,7	2,0	2,0
9. Congo, Rwanda et Burundi	3,4	3,5	3,6	2,9	3,9	4,6	6,0	1,2	1,1	1,1	0,8	1,0	0,9	1,0
10. Danemark	3,9	4,4	4,0	4,1	4,0	5,5	5,9	1,4	1,4	1,2	1,2	1,0	1,1	1,0
11. Espagne	1,8	3,7	3,7	3,2	3,4	5,2	5,5	0,6	1,2	1,1	0,9	0,8	1,0	0,9
12. Norvège	2,5	2,8	2,8	3,2	3,4	4,5	5,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,9
13. Japon	1,6	1,7	2,4	3,0	2,8	3,8	4,3	0,6	0,5	0,7	0,8	0,7	0,8	0,7
14. Autriche	1,8	2,0	2,1	2,2	2,4	2,6	3,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6
15. Grèce	1,9	2,4	2,2	2,3	2,2	2,5	3,2	0,7	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5	0,6
16. Israël	1,7	1,3	1,4	1,5	2,1	2,3	3,2	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
17. Hong-Kong	1,4	1,5	2,1	1,8	2,3	2,7	2,9	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5
18. Yougoslavie	0,8	0,8	1,0	2,0	1,0	1,7	2,8	0,3	0,3	0,3	0,6	0,2	0,3	0,5
19. U.R.S.S.	0,7	1,1	1,3	2,0	2,4	2,6	2,7	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5
20. République d'Afrique du Sud	1,5	1,7	1,3	1,6	1,9	1,9	2,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4
21. Finlande	1,4	1,9	1,7	1,7	1,5	2,1	2,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
22. Canada	2,7	3,3	3,0	2,6	2,6	2,8	2,3	1,0	1,0	0,9	0,7	0,6	0,6	0,4
23. Brésil	1,0	0,9	1,1	1,5	1,6	1,6	2,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4
24. Portugal	1,3	1,6	1,7	1,9	1,5	1,9	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
25. Iran	0,6	0,9	1,0	0,9	1,2	1,5	2,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Autres pays	26,6	31,1	31,5	32,9	34,0	38,2	44,4	9,4	9,6	9,1	9,3	8,3	7,6	7,6
Total ...	280,0	319,7	341,6	354,1	408,6	503,3	580,5	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des exportations en 1970.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations par pays de provenance

PAYS DE PROVENANCE (a)	Valeur (en milliards de francs)							Pourcentage de la valeur totale						
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. Allemagne Occidentale	58,8	69,1	77,6	78,1	87,0	115,9	132,6	19,8	21,3	21,6	21,4	20,7	23,2	23,3
2. France	43,8	49,8	55,8	55,8	64,3	79,4	97.4	14,8	15,3	15,6	15,3	15,3	15,9	17,2
3. Pays-Bas	44,0	48,3	52,5	54,2	60,8	71,2	83,0	14,8	14,9	14,6	14,9	14,5	14,3	14,6
4. Etats-Unis	26,3	27,6	28,5	29,6	36,2	38,3	49,8	8,9	8,5	7,9	8,1	8,6	7,7	8,8
5. Royaume-Uni	22,8	24,4	26,6	25,1	30,1	34,8	33,0	7,7	7,5	7,4	6,9	7,2	7,0	5,8
6. Congo, Rwanda et Burundi	10,0	10,5	15,7	13,1	16,5	21,6	23,4	3,4	3,2	4,4	3,6	4,0	4,3	4,1
7. Italie	11,3	12,6	14,6	16,2	17,9	20,1	21,3	3,8	3,9	4,1	4,4	4,3	4,0	3,8
8. Suède	7,5	7,5	7,7	7,9	8,8	10,7	12,1	2,5	2,3	2,1	2,2	2,1	2,1	2,1
9. Canada	3,8	4,4	4,2	4,6	5,4	5,2	7,6	1,3	1,4	1,2	1,3	1,3	1,0	1,3
10. Suisse	4,4	5,0	5,2	4,7	5,4	6,5	6,4	1,5	1,5	1,5	1,3	1,3	1,3	1,1
11. Libye	1,1	1,6	2,0	3,9	3,7	5,0	5,8	0,4	0,5	0,6	1,1	0,9	1,0	1,0
12. Japon	1,8	2,2	2,6	3,1	3,5	4,9	5,8	0,6	0,7	0,7	0,9	0,8	1,0	1,0
13. Argentine	3,1	3,1	3,9	4,2	3,7	4,0	4,7	1,0	1,0	1,1	1,2	0,9	0,8	0,8
14. Arabie Seoudite	0,3	0,7	1,0	0,6	3,1	4,3	4,7	0,1	0,2	0,3	0,2	0,7	0,9	0,8
15. Koweit	1,7	2,6	2,6	2,2	2,7	3,0	4,5	0,6	0,8	0,7	0,6	0,6	0,6	0,8
16. République d'Afrique du Sud	2,6	3,2	4,1	3,9	4,3	4,9	4,1	0,9	1,0	1,1	1,1	1,0	1,0	0,7
17. Brésil	2,1	2,3	2.0	1,7	2,4	3,5	3,9	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7
18. U.R.S.S.	2,5	2,3	3,0	3,0	3,3	2,9	3,9	0,8	0,7	0,8	0,8	0,8	0,6	0,7
19. Iran	5,0	5,1	3,5	2,9	3,8	5,8	3,8	1,7	1,6	1,0	0,8	0,9	1,2	0,7
20. Espagne	1,5	1,6	1,6	1,6	2,1	2,7	3,2	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6
21. Australie	3,8	2,9	2,9	2,9	2,8	3,5	2,7	1,3	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,5
22. Vénézuela	1,2	0,8	1,1	1,9	2,1	1,8	2,5	0,4	0,2	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4
Autres pays	37,1	37,5	40,4	43,1	49,9	49,4	51,9	12,5	11,4	11,2	11,7	11,8	9,8	9,2
Total ...	**296,5**	**325,1**	**359,1**	**364,3**	**419,8**	**499,4**	**568,1**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Classés d'après le montant des importations en 1970.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1969 et 1970 (a)

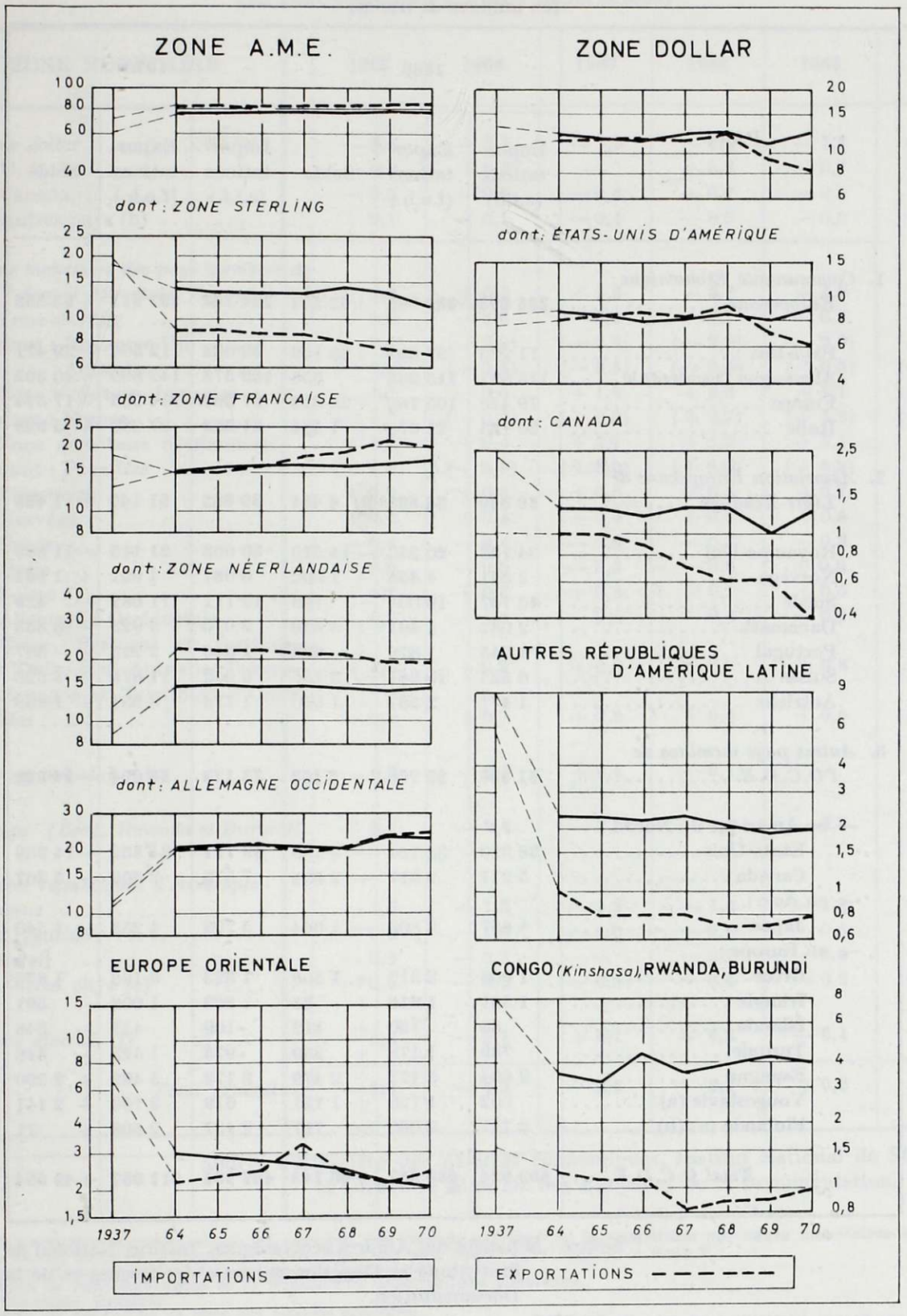
(en millions de francs)

ZONE MONÉTAIRE	1969			1970		
	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde	Importations (c. i. f.)	Exportations (f. o. b.)	Solde
I. *Zone dollar*	**54 436**	**46 696**	**— 7 740**	**70 672**	**47 545**	**—23 127**
1. U.S.A.	38 323	34 754	— 3 569	49 771	34 832	—14 939
2. Canada	5 211	2 817	— 2 394	7 576	2 309	— 5 267
3. Autres pays (b)..	10 902	9 125	— 1 777	13 325	10 404	— 2 921
II. *Zone A.M.E.*	**390 922**	**425 840**	**+34 918**	**440 634**	**494 328**	**+53 694**
III. *Europe orientale* (c) .	**11 130**	**11 196**	**+ 66**	**11 868**	**13 812**	**+ 1 944**
IV. *Congo, Rwanda et Burundi*	**21 604**	**4 746**	**—16 858**	**23 380**	**5 987**	**—17 393**
V. *Autres Républiques d'Amérique latine* ..	**9 544**	**3 691**	**— 5 853**	**11 579**	**4 500**	**— 7 079**
1. Argentine	3 977	948	— 3 029	4 721	996	— 3 725
2. Brésil	3 468	1 619	— 1 849	3 902	2 302	— 1 600
3. Autres pays (d)..	2 099	1 124	— 975	2 956	1 202	— 1 754
VI. *Zones diverses* (e) ..	**11 796**	**11 082**	**— 714**	**9 982**	**14 295**	**+ 4 313**
Total général...	**499 432**	**503 251**	**+ 3 819**	**568 115**	**580 467**	**+12 352**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaire à fin 1970.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la Zone V
(c) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(d) Chili, Colombie, Uruguay.
(e) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
Importations et exportations par zone monétaire
(en pour-cent du total)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques

(en millions de francs)

PAYS	1969			1970		
	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde	Importations (c.i.f.)	Exportations (f.o.b.)	Solde
1. *Communauté Economique Européenne*	**286 696**	**339 995**	**+53 299**	**334 248**	**397 613**	**+63 365**
Pays-Bas	71 225	97 384	+26 159	83 032	112 503	+29 471
Allemagne Occidentale	115 891	115 233	— 658	132 573	142 895	+10 322
France	79 446	105 760	+26 314	97 361	114 935	+17 574
Italie	20 134	21 618	+ 1 484	21 282	27 280	+ 5 998
2. *Association Européenne de Libre-Echange*	**59 340**	**54 886**	**— 4 454**	**59 682**	**61 140**	**+ 1 458**
Royaume-Uni	34 753	20 243	—14 510	33 003	21 115	—11 888
Norvège	2 551	4 454	+ 1 903	3 087	4 951	+ 1 864
Suède	10 707	10 001	— 706	12 111	11 682	— 429
Danemark	2 082	5 461	+ 3 379	2 070	5 923	+ 3 853
Portugal	1 245	1 879	+ 634	1 346	2 213	+ 867
Suisse	6 525	10 281	+ 3 756	6 352	11 875	+ 5 523
Autriche	1 477	2 567	+ 1 090	1 713	3 381	+ 1 668
3. *Autres pays membres de l'O.C.D.E.*	**57 888**	**55 786**	**— 2 102**	**73 173**	**58 304**	**—14 869**
— en Amérique du Nord :						
Etats-Unis	38 323	34 754	— 3 569	49 771	34 832	—14 939
Canada	5 211	2 817	— 2 394	7 576	2 309	— 5 267
— en Asie :						
Japon	4 867	3 803	— 1 064	5 798	4 258	— 1 540
— en Europe :						
Grèce	1 006	2 512	+ 1 506	1 323	3 193	+ 1 870
Irlande	1 581	1 616	+ 35	1 393	1 002	— 391
Islande	38	150	+ 112	109	457	+ 348
Turquie	789	1 178	+ 389	975	1 523	+ 548
Espagne	2 694	5 173	+ 2 479	3 172	5 462	+ 2 290
Yougoslavie (a)	602	1 723	+ 1 121	619	2 760	+ 2 141
Finlande (a) (b)	2 777	2 060	— 717	2 437	2 508	+ 71
Total O.C.D.E.	**403 924**	**450 667**	**+46 743**	**467 103**	**517 057**	**+49 954**

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Statut particulier au sein de l'O.C.D.E.
(b) Membre associé de l'A.E.L.E.

Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Soldes de la balance commerciale par zone monétaire (a)

(en pourcentage du total des importations)

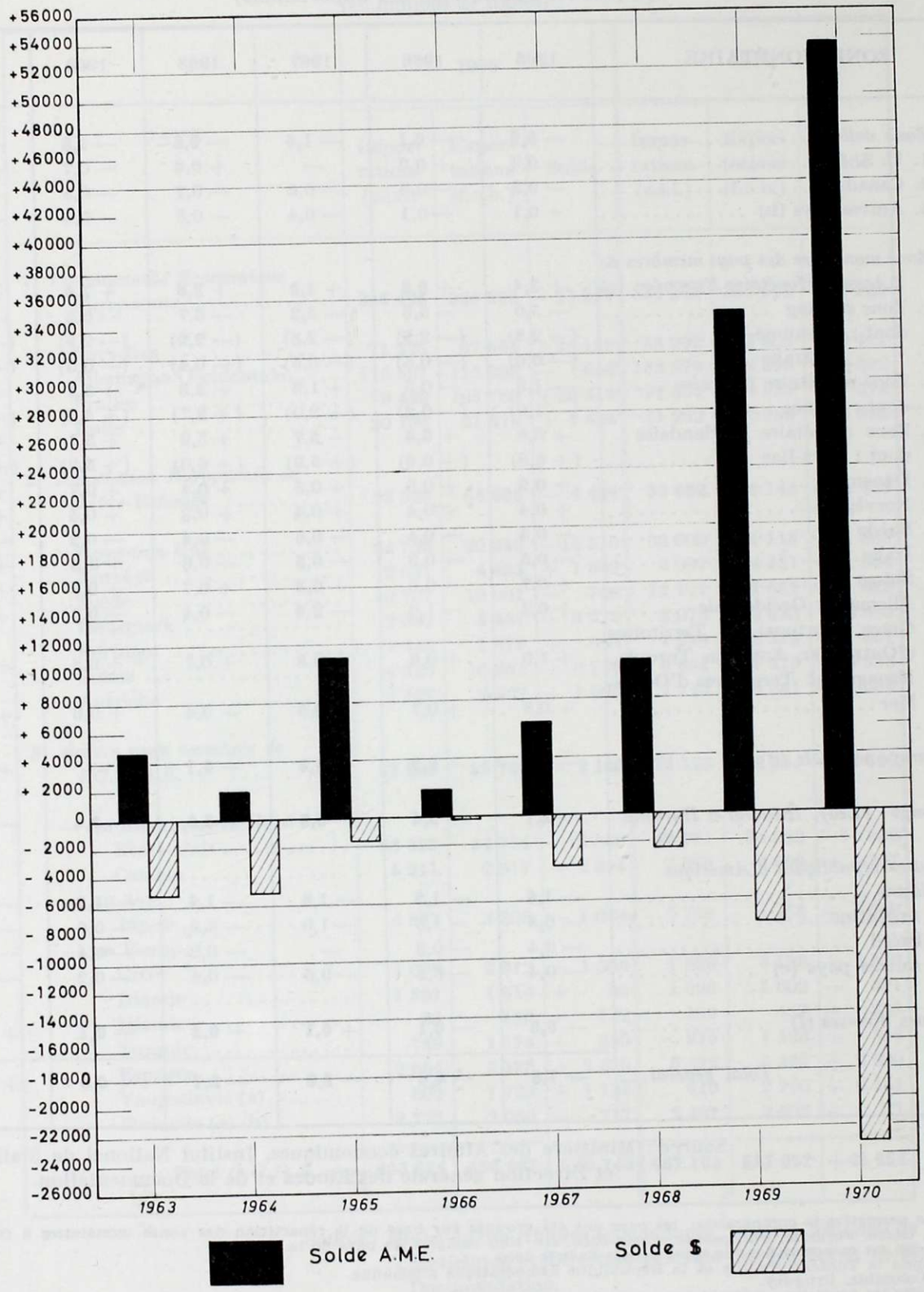
ZONE MONÉTAIRE	1965	1966	1967	1968	1969	1970
I. *Zone dollar*	— 0,5	— 0,1	— 1,0	— 0,6	— 1,5	— 4,1
1. U. S. A.	— 0,3	+ 0,3	—	+ 0,6	— 0,7	— 2,6
2. Canada	— 0,3	— 0,3	— 0,6	— 0,7	— 0,5	— 1,0
3. Autres pays (b)	+ 0,1	— 0,1	— 0,4	— 0,5	— 0,3	— 0,5
II. *Zone monétaire des pays membres de l'Accord Monétaire Européen* (c)	+ 3,4	+ 0,6	+ 1,8	+ 2,6	+ 7,0	+ 9,5
1. Zone sterling	— 5,0	— 5,6	— 5,2	— 6,7	— 6,5	— 4,9
dont : Royaume-Uni	(— 2,8)	(— 2,9)	(— 2,3)	(— 2,9)	(— 2,9)	(— 2,1)
Australie	(— 0,6)	(— 0,5)	(— 0,5)	(— 0,4)	(— 0,5)	(— 0,2)
2. Zone monétaire française	— 1,3	— 0,5	+ 1,6	+ 2,3	+ 5,1	+ 3,2
dont : France	(— 1,0)	(— 0,2)	(+ 2,0)	(+ 2,7)	(+ 5,3)	(+ 3,1)
3. Zone monétaire néerlandaise	+ 6,6	+ 6,4	+ 5,7	+ 5,9	+ 5,1	+ 5,1
dont : Pays-Bas	(+ 6,8)	(+ 6,6)	(+ 5,9)	(+ 6,0)	(+ 5,2)	(+ 5,2)
4. Danemark	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,7
5. Norvège	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,3
6. Suède	— 0,4	— 0,4	— 0,6	— 0,4	— 0,2	— 0,1
7. Italie	— 0,5	— 0,9	— 0,5	— 0,6	+ 0,3	+ 1,1
8. Suisse	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 1,0
9. Allemagne Occidentale	+ 0,2	— 1,6	— 2,3	— 0,4	— 0,1	+ 1,8
10. Grèce, Portugal et Territoires d'Outre-Mer, Autriche, Turquie.	+ 1,0	+ 0,9	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,8
11. Espagne et Territoires d'Outre-Mer	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,6	+ 0,5
III. *Europe orientale* (d)	— 0,5	— 0,3	+ 0,6	— 0,1	—	+ 0,3
IV. *Congo (Léo), Rwanda et Burundi*	— 2,1	— 3,4	— 2,8	— 3,0	— 3,4	— 3,1
V. *Autres républiques d'Amérique latine*	— 1,6	— 1,5	— 1,5	— 1,4	— 1,2	— 1,2
1. Argentine	— 0,8	— 1,0	— 1,0	— 0,8	— 0,6	— 0,7
2. Brésil	— 0,4	— 0,3	—	— 0,2	— 0,4	— 0,3
3. Autres pays (e)	— 0,4	— 0,2	— 0,5	— 0,4	— 0,2	— 0,2
VI. *Zones diverses* (f)	— 0,5	— 0,1	+ 0,1	— 0,2	— 0,1	+ 0,8
Total général...	— 1,8	— 4,8	— 2,8	— 2,7	+ 0,8	+ 2,2

Source : Ministère des Affaires économiques, Institut National de Statistique et Direction générale des Etudes et de la Documentation.

(a) Afin de permettre la comparaison, les pays ont été groupés sur base de la répartition des zones monétaires à fin 1970.
(b) Japon, Corée, Formose, Philippines, Porto-Rico, etc. Non compris les pays de la zone V.
(c) L'Espagne est comprise dans le total depuis l'année 1960.
(d) Y compris la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande.
(e) Chili, Colombie, Uruguay.
(f) Y compris les provisions de bord des navires étrangers.

Solde des balances commerciales de l'U. E. B. L.
avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar

(en millions de francs)



Source : Ministère des Affaires économiques, Direction générale des Etudes et de la Documentation.

SECTION III. — BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs de l'Union économique belgo-luxembourgeoise se sont soldés en 1970 par un boni global de 21,3 milliards de francs, compte tenu des erreurs et omissions, alors qu'en 1969, le boni enregistré se chiffrait à 17,9 milliards de francs.

Le solde positif des opérations sur biens et services est passé de 10,0 milliards de francs en 1969 à 44,3 milliards de francs en 1970.

Le déficit de la balance des exportations et des importations qui, en 1969, s'était élevé à 4,6 milliards de francs a fait place, en 1970, à un boni de 24,7 milliards de francs. D'après les statistiques douanières, le boni commercial est estimé, en 1970, à 12,4 milliards de francs, contre 3,8 milliards de francs en 1969. L'accroissement relatif des importations s'est élevé à 13,8 % et celui des exportations à 15,3 %.

Le boni procuré par les opérations concernant le travail à façon est passé de 9,8 milliards de francs en 1969 à 10,6 milliards de francs en 1970.

Les opérations d'arbitrage ont laissé un solde positif de 5,0 milliards de francs, dépassant de peu celui enregistré en 1969.

Le solde des transactions sur services, légèrement excédentaire en 1969, s'est amplifié et a atteint 3,9 milliards de francs.

Le solde des transferts s'est détérioré davantage. L'accroissement de l'écart négatif a été de 1,3 milliard de francs en 1970.

La balance des transactions courantes, qui groupe les transactions sur biens et services et les transferts, s'est soldée par un excédent de 37,2 milliards de francs. Il dépasse ainsi largement le boni de 4,2 milliards enregistré en 1969. Cette évolution se retrouve essentiellement dans celle du solde des opérations sur marchandises. Deux facteurs permettent d'expliquer cette dernière variation, qui paraît correspondre, dans une large mesure, à un boni des transactions effectives. D'une part, les exportations ont réalisé des progrès tant en volume qu'en prix (notamment pour les produits sidérurgiques et les métaux non-ferreux) tandis que les importations se sont ralenties par suite d'un moindre développement de la consommation intérieure et des encours de fabrication ainsi que d'une diminution des stocks de matières premières et des demi-produits. Cette dernière cause est intervenue dans la perspective de la mise en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée au 1er janvier 1971.

D'autre part, les distorsions de nature spéculative dans les délais de paiement qui avaient eu pour effet, en 1969, d'augmenter de manière anormale la masse des créances commerciales des entreprises sur l'étranger se sont résorbées jusque dans les premiers mois de 1970. Elles ont fait place, en cours d'année, à un allongement des délais de paiement accordés aux clients étrangers et imposés par les conditions de concurrence internationale.

Le mouvement des capitaux de l'Etat a donné lieu, en 1970, à une entrée nette de 0,1 milliard de francs à l'inverse d'une sortie nette de 1,9 milliard de francs en 1969. Les opérations en capital des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers non monétaires du secteur public qui, en 1969, avaient provoqué, par solde, une entrée de 9,6 milliards de francs, se sont traduites en 1970 par une sortie nette de 1,9 milliard de francs. Le montant des nouveaux emprunts a été nettement moindre qu'en 1969 et il a été plus que compensé par des remboursements.

Les transactions du secteur privé, identifiées en valeurs mobilières étrangères se sont soldées par une sortie de fonds du même ordre de grandeur en 1970 qu'en 1969. Compte tenu cependant de la propension accrue des ménages à épargner, le placement en titres étrangers a subi un net fléchissement. Celui-ci est dû notamment à la moindre attirance exercée tant par les placements en actions traitées à la Bourse de New York, en raison de l'évolution incertaine des cours, que par les souscriptions aux emprunts internationaux.

Le montant des investissements directs étrangers en U.E.B.L. a atteint 16,7 milliards de francs en 1970 contre 13,3 milliards de francs en 1969. La sortie nette provoquée par les investissements directs de l'U.E.B.L. à l'étranger, de 0,2 milliard de francs seulement en 1969, est passée à 6,4 milliards de francs en 1970. Cette évolution est due, en ordre principal, à l'accroissement des encours nets de prêts des entreprises belges et luxembourgeoises à leurs filiales étrangères (notamment dans le secteur pétrolier) et à la constitution de dépôts à l'étranger.

L'excédent de 21,3 milliards de francs enregistré en 1970 a eu, pour contrepartie, un accroissement de 4,8 milliards de francs des créances commerciales sur l'étranger refinancées en dehors des organismes monétaires et une augmentation de 16,5 milliards de francs des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires. Les avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale se sont accrus de 11,4 milliards de francs, ceux des banques belges et luxembourgeoises, de 4,4 milliards de francs et ceux des organismes monétaires divers de 0,7 milliard de francs. La position nette vis-à-vis de l'étranger des organismes monétaires, autres que la Banque Nationale s'est améliorée de 5,1 milliards de francs contre 9,7 milliards de francs en 1969.

★

★ ★

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1969 et 1970

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)
A. *Transactions sur biens et services :*						
1. Opérations sur marchandises	405,9	487,0	395,9	446,7	+10,0	+40,3
a) Exportations et importations f. o. b.	*388,1*	*467,4*	*392,7*	*442,7*	— *4,6*	+*24,7*
b) Travail à façon	*13,0*	*14,6*	*3,2*	*4,0*	+ *9,8*	+*10,6*
c) Opérations d'arbitrage	*4,8*	*5,0*	—	—	+ *4,8*	+ *5,0*
2. Or non monétaire	1,0	0,6	1,4	0,5	— 0,4	+ 0,1
3. Frets	17,3	20,3	16,6	18,8	+ 0,7	+ 1,5
4. Assurances pour le transport de marchandises	0,6	0,8	0,7	0,8	— 0,1	—
5. Autres frais de transport	6,6	8,0	6,7	8,1	— 0,1	— 0,1
6. Déplacements à l'étranger	15,8	17,4	22,7	24,6	— 6,9	— 7,2
7. Revenus d'investissements	27,6	42,9	26,8	39,7	+ 0,8	+ 3,2
8. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	9,5	10,6	8,4	9,8	+ 1,1	+ 0,8
9. Autres services	39,7	51,4	34,8	45,7	+ 4,9	+ 5,7
a) Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs	*4,9*	*5,9*	*6,9*	*8,8*	— *2,0*	— *2,9*
b) Courtages et commissions	*15,2*	*19,0*	*13,3*	*15,1*	+ *1,9*	+ *3,9*
c) Ouvriers frontaliers	*7,2*	*7,0*	*2,7*	*3,1*	+ *4,5*	+ *3,9*
d) Primes et indemnités d'assurances	*3,1*	*3,8*	*4,3*	*4,8*	— *1,2*	— *1,0*
e) Divers	*9,3*	*15,7*	*7,6*	*13,9*	+ *1,7*	+ *1,8*
Total des transactions sur biens et services (b)	**524,0**	**639,0**	**514,0**	**594,7**	**+10,0**	**+44,3**
(dont : services = 3 à 9)	(117,1)	(151,4)	(116,7)	(147,5)	(+ 0,4)	(+ 3,9)
B. *Transferts :*						
10. Transferts privés	8,9	10,2	8,4	8,8	+ 0,5	+ 1,4
11. Transferts de l'État	0,5	0,7	6,8	9,2	— 6,3	— 8,5
Total des transferts	**9,4**	**10,9**	**15,2**	**18,0**	**— 5,8**	**— 7,1**

(suite à la page 382)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1969 et 1970 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)
C. *Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :*						
12. État	3,0	3,4	4,9	3,3	— 1,9	+ 0,1
a) Long terme	*2,8*	*0,4*	*4,5*	*3,2*	— *1,7*	— *2,8*
— Participation à des organismes internationaux	(—)	(—)	(0,7)	(..)	(— 0,7)	(..)
— Prêts et emprunts	(2,8)	(0,4)	(1,7)	(1,4)	(+ 1,1)	(— 1,0)
— Amortissements	(—)	(—)	(2,1)	(1,8)	(— 2,1)	(— 1,8)
b) Court terme	*0,2*	*3,0*	*0,4*	*0,1*	— *0,2*	+ *2,9*
13. Autres pouvoirs publics	..	..	0,2	0,2	— 0,2	— 0,2
Total du mouvement des capitaux des pouvoirs publics	**3,0**	**3,4**	**5,1**	**3,5**	**— 2,1**	**— 0,1**
D. *Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :*						
14. Organismes publics d'exploitation	2,1	0,4	0,5	2,7	+ 1,6	— 2,3
15. Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	9,5	1,5	1,5	1,1	+ 8,0	+ 0,4
16. Secteur privé (chiffres nets)	20,7	4,9	16,1	15,8	+ 4,6	—10,9
a) Transactions identifiées en valeurs mobilières	—	*1,3*	*16,1*	*15,8*	—*16,1*	—*14,5*
— Belges	(—)	(1,3)	(1,1)	(—)	(— 1,1)	(+ 1,3)
— Étrangères	(—)	(—)	(15,0)	(15,8)	(—15,0)	(—15,8)
b) Autres	*20,7*	*3,6*	—	—	+*20,7*	+ 3,6
Total du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers	**32,3**	**6,8**	**18,1**	**19,6**	**+14,2**	**—12,8**

(suite à la page 383)

Balance des paiements internationaux de l'U. E. B. L. en 1969 et 1970 (suite)

(en milliards de francs)

NATURE DES OPÉRATIONS	Recettes		Dépenses		Solde	
	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)	1969	1970 (a)
E. *Erreurs et omissions*					+ 1,6	— 3,0
Total général . . .					+17,9	+21,3
F. *Financement du total* :						
1. Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger					+ 2,8	+ 4,8
2. Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :						
— Banque Nationale de Belgique					+ 5,4	+11,4
— Banques belges et luxembourgeoises :						
Francs belges et luxembourgeois					+ 5,9	+ 5,1
Monnaies étrangères					+ 1,8	— 0,7
— Organismes monétaires divers					+ 2,0	+ 0,7

(a) Données provisoires.
(b) Y compris en recettes le solde positif des opérations d'arbitrage.

Source : Banque Nationale de Belgique.

CHAPITRE II

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

SECTION I. — ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE (G. A. T. T.)

La vingt-sixième session des parties contractantes du G.A.T.T. a adopté en février 1970 certaines conclusions en ce qui concerne l'expansion des échanges internationaux : la nécessité a été soulignée de maintenir le système de commerce multilatéral et de poursuivre le processus de libéralisation des échanges, en tenant compte de ce que la dernière tranche des réductions annuelles, prévues par le protocole de Genève de 1967, doit entrer en application le 1er janvier 1972.

En mai 1970, le Comité des textiles de coton a décidé de proroger le système qui régit, depuis huit ans, une grande partie du commerce mondial des textiles de coton. La nouvelle période qui s'étend sur trois ans, a commencé le 1er octobre 1970 et se poursuivra donc jusqu'au 30 septembre 1973. Ce protocole a été signé par vingt-huit pays et par les Communautés économiques européennes en tant que telles.

L'accord en question prévoit l'ouverture progressive de nouveaux débouchés à l'exportation, en particulier pour les pays peu développés, tout en veillant à ne pas désorganiser les marchés des pays importateurs.

Le Comité des textiles de coton a aussi décidé d'entreprendre des discussions sur la situation du commerce international et sur son évolution à long terme, au-delà de la nouvelle période de prorogation de l'accord.

Des entretiens spéciaux se sont déroulés en juillet 1970 à Genève, entre les Etats-Unis, les Communautés économiques européennes, le Japon et le Royaume-Uni sous les auspices du G.A.T.T., concernant un certain nombre de problèmes commerciaux, et surtout l'exportation de textiles vers les Etats-Unis. Le problème de la lutte contre le protectionnisme, dont il fut sérieusement question en 1970, sera soumis au Conseil des Ministres du G.A.T.T.

Les gouvernements qui, pendant le « Kennedy-Round », ont conclu un accord particulier, concernant surtout les produits chimiques, se sont mis d'accord pour repousser à nouveau la date d'application de cet accord, cette fois jusqu'au 1er janvier 1972. La date primitivement prévue avait été le 1er janvier 1969. L'accord fut conclu pendant le « Kennedy-Round » comme accord global particulier, par lequel le Royaume-Uni, la Suisse et les Etats membres de la C.E.E. s'engageaient à appliquer des réductions de tarif supplémentaires, en particulier sur des produits chimiques, et à faire disparaître certains obstacles non tarifaires ; en contrepartie, les Etats-Unis aboliraient le système de l'«American Selling Price », appliqué à l'importation de produits du benzène et de quelques autres produits chimiques. L'abolition de ce système est cependant la condition préalable à l'entrée en vigueur de cet accord ; grâce à la nouvelle prorogation, la possibilité de l'entrée en vigueur de l'accord global subsiste.

L'Egypte et l'île Maurice sont devenues membres du G.A.T.T. en 1970, ce qui porte à septante-huit le nombre des parties contractantes à l'Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce.

Section II. – Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.)

L'objectif que l'O.C.D.E. avait fixé en 1961 pour la décennie à venir, c'est-à-dire un accroissement moyen du produit national brut de 50 %, a été pleinement réalisé. En effet, le produit national brut des pays de l'O.C.D.E. a augmenté durant les dix dernières années de 55 % à prix constants, ce qui correspond à un taux de croissance annuel de 4,5 %. Avec le Japon, qui ne devint membre que par la suite, la croissance globale a été de 60 % ou 4,8 % par an. Se basant sur des données fournies par différents pays membres et sur ses propres estimations, l'O.C.D.E. a élaboré des perspectives de la croissance économique durant la décennie 1970/1980 : le produit national brut des vingt-deux pays membres devrait augmenter, en moyenne, de 65 à 70 % à prix constants, c'est-à-dire à peu près de 5,3 % par an.

L'accroissement moyen du produit national brut des pays en voie de développement durant la période 1965-1969 a été de 5,8 %, contre 5,1 % de 1960 à 1965. Cette augmentation est due à l'accroissement des exportations vers les pays industrialisés qui se chiffrait en 1969 à plus de 9 % par rapport à 1967. Le flux de capitaux vers ces pays a été moins favorable. L'afflux net de capitaux s'est élevé à 13,3 milliards de dollars en 1969 contre 13,2 milliards en 1968. Le niveau des flux du secteur public a progressé de 4 %, mais cette augmentation fut presque épongée par la diminution de flux de capitaux privés. Suite à l'accroissement du produit national brut dans les pays industrialisés d'une part et à la stagnation de l'exportation des capitaux vers les pays en voie de développement d'autre part, le pourcentage du produit national brut consacré par les pays industrialisés à l'aide au développement a baissé de 0,79 % en 1968 à 0,72 % en 1969.

Ceci résulte presque uniquement de la baisse des apports des Etats-Unis, où leur part dans le produit national brut est tombée en un an de 0,66 % à 0,49 %. L'objectif de 1 % du produit national brut, proposé en 1968 par la deuxième conférence de New-Delhi, n'a donc pas été atteint. Pour le réaliser, il aurait fallu que l'aide augmente d'environ 5 milliards de dollars.

Six pays du C.A.D. ont fourni aux pays en voie de développement une aide financière dépassant 1 % de leur PNB : les Pays-Bas (1,32 %), la République fédérale Allemande (1,30 %), la France (1,24 %), le Danemark (1,11 %), la Belgique (1,10 %) et l'Italie (1,03 %). Le pays dont le pourcentage par rapport au PNB a été plus bas en 1969 (0,49 %), les Etats-Unis, procure de loin les plus importants apports financiers, ces derniers représentant plus du tiers du total.

Comme convenu en février 1968 à la Conférence de l'U.N.C.T.A.D. à New Delhi, les pays membres de l'O.C.D.E. se sont prononcés sur l'institution d'un système généralisé de tarifs préférentiels au profit des pays en voie de développement. L'opposition des points de vue constitue un problème fondamental, qui fut discuté lors de la Conférence ministérielle du Conseil de l'O.C.D.E. en mai à Paris.

Le ministre belge du Commerce extérieur y a formulé une proposition destinée à consolider la coopération des pays industrialisés en matière de politique économique. Le ministre a attiré l'attention sur le fait que les pays de l'O.C.D.E. devraient rechercher des objectifs économiques similaires et arriver à ce que les éléments de leurs politiques nationales se complètent mutuellement.

Le ministre a déposé cette proposition parce qu'il estime que l'interdépendance économique des pays industrialisés devient de plus en plus prononcée sur le plan international.

La priorité dans les activités de l'O.C.D.E. a été accordée à la lutte contre l'inflation dans les pays industrialisés. En 1969-1970, les prix ont augmenté en moyenne de 5 % l'an, c'est-à-dire le double de l'augmentation enregistrée en moyenne au cours des dix dernières années.

Le Comité de politique économique de l'Organisation a examiné les possibilités de lutte contre l'inflation : celles-ci se situent au niveau de la politique de l'emploi, de la politique des revenus, des restrictions dans le domaine de la balance des paiements et du crédit à l'exportation.

SECTION III.
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

L'évolution des Communautés européennes a été marquée, en 1970, d'un côté par la fin de la période transitoire accompagnée de décisions budgétaires et institutionnelles importantes: la décision du Conseil du 21 août 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés ainsi que le Traité du 22 avril 1970 portant modifications de certaines dispositions budgétaires, d'autre part, par l'ouver-

ture des négociations tendant à élargir le Marché Commun avec le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark et la Norvège. A cet égard, le principe a été posé dès le début, que l'adhésion de nouveaux Etats membres implique l'acceptation par eux non seulement des Traités et textes annexés mais encore de tous les Actes acceptés en vertu des Traités.

§ 1. — COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE (C.E.E.)

1. — *Marché intérieur.*

Dans l'Union douanière, au cours de l'exercice écoulé, des compétences que la Commission a reçues du Conseil en août 1969 ont été mises en œuvre en ce qui concerne l'application de la nomenclature du tarif douanier commun, la valeur en douane, l'origine des marchandises et les régimes du transit communautaire et du perfectionnement actif.

Le tarif douanier commun applicable au 1 janvier 1971 a été fixé dans son ensemble par règlement du Conseil et caractérisé par l'entrée en vigueur effective de la quatrième tranche des réductions de droits consenties à l'issue des dernières négociations du G.A.T.T. Cependant cette réduction n'a pas été appliquée à la plus grande partie des produits chimiques, la suppression du système d'évaluation en douane dit « American selling price » n'ayant pas été réalisée.

Il convient de rappeler par ailleurs les règlements du 17 février 1970 rétablissant le droit de douane relatif à la soie et à des fils de soie, mais ouvrant en même temps un contingent communautaire pour ces produits et celui du 29 juin 1970 ramenant respectivement à 32 % et à 30 % les droits applicables au polyéthylène et aux tissus de fibres textiles artificielles originaires des Etats-Unis. En ce qui concerne l'aluminium brut un nouveau droit de 7 % a remplacé à la fois le taux conventionnel de 9 % et le contingent tarifaire à 5 %.

D'un autre côté, les droits du tarif douanier commun ont été suspendus en totalité ou en partie pour 1970 pour divers produits ; certains aménagements tarifaires (café, cacao, huile de palme...) ont été réalisés pour répondre aux désirs exprimés par les pays en voie de développement ainsi qu'une accélération de la mise en œuvre des résultats du « Kennedy-Round » pour certains produits intéressant l'Amérique latine.

Les dérogations à l'application du tarif douanier commun basées sur l'article 26 ont été limitées à certains tabacs fabriqués et au café, pour le Benelux, au vinaigre et à des vins algériens pour l'Allemagne et à certains poissons et aux pommes de terre pour la France.

Les contingents tarifaires nationaux ont été réduits à neuf, des contingents communautaires ont été adoptés pour 34 produits.

Etant donné le renforcement de la tendance à la coopération et à la concentration des entreprises la *politique de concurrence* de la Commission a visé à maintenir, à l'intérieur du Marché commun, une concurrence effective tout en favorisant les coopérations et les restructurations susceptibles de placer les entreprises communautaires dans les meilleures conditions de compétitivité, tant à l'intérieur de la Communauté que sur le marché des pays tiers.

Le mouvement de concentration a amené la Commission à suivre plus particulièrement l'évolution de la situation sur les marchés oligopolistiques, afin de déceler les cas susceptibles de relever de l'application de l'article 86 C.E.E.

Dans le domaine d'application de l'article 85 C.E.E., relatif aux accords entre entreprises, la Commission a, sur le plan général, continué sa politique tendant à encourager la coopération des entreprises lorsqu'elle est économiquement souhaitable et ne présente pas d'inconvénients majeurs du point de vue de la concurrence dans le Marché Commun. En publiant la communication du 27 mai 1970 concernant les accords d'importance mineure qui ne sont pas visés par l'interdiction des ententes, la Commission a traduit en termes concrets la jurisprudence qui a établi qu'un accord n'est interdit par l'article 85 que s'il a pour effet de restreindre de façon sensible la concurrence et le commerce entre Etats membres. Le caractère mineur d'un accord est déterminé sur la base de deux critères cumulatifs d'ordre quantitatif : la part de marché et le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne les *monopoles* des tabacs manufacturés en France et en Italie, le Conseil a adopté une résolution aux termes de laquelle les Gouvernements intéressés s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'abolition des discriminations résultant de ces monopoles nationaux à caractère commercial et à supprimer, au plus tard le 1er janvier 1970, les droits exclusifs relatifs à l'importation et à la commercialisation de gros.

Dans le domaine des *aides* sectorielles, la Commission s'est efforcée de rendre plus cohérentes entre elles les diverses initiatives nationales et de concilier le souci de l'efficacité avec la préoccupation que la concurrence et les échanges ne soient pas faussés par rapport à l'intérêt commun.

En juin 1970, la Cour de Justice, rejetant un recours français a estimé que l'aide financée par une taxe parafiscale grevant la production nationale ainsi que les produits des autres Etats membres a un effet protecteur allant au-delà de celui de l'aide proprement dite. Tenant compte de cette jurisprudence, la Commission a invité les Etats membres à modifier les mécanismes analogues existant chez eux de manière à les rendre compatibles avec le traité C.E.E.

En ce qui concerne le *droit d'établissement et des services*, la Commission a soumis au Conseil durant l'année 1970, des propositions pour plusieurs secteurs des professions libérales et le Conseil a arrêté trois directives ayant pour objet la réalisation de la liberté d'établissement et la libre prestation des services pour les activités de production de films (suppression des restrictions) et du commerce de gros du charbon (suppression des restrictions et mesures transitoires).

Les travaux des groupes et sous-groupes de la *Conférence intergouvernementale pour l'instauration d'un système européen de délivrance des brevets* se sont poursuivis, selon le calendrier prévu, pendant l'année 1970. Il en a été de même pour les travaux relatifs à la convention restreinte aux pays membres de la Communauté qui réglemente la protection unitaire du brevet européen à l'intérieur du territoire communautaire.

2. — *Politiques communes.*

A la Conférence qu'ils avaient tenue à La Haye les 1er et 2 décembre 1969, les Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Six avaient estimé « que le processus d'intégration doit aboutir à une Communauté de stabilité et de croissance » et étaient convenus de faire élaborer « un plan par étapes » en vue de la création d'une *Union économique et monétaire.*

Lors de sa session du 6 mars 1970, le Conseil, prenant acte des suggestions formulées par les gouvernements et d'une communication de la Commission, a désigné un groupe d'experts, présidé par M. Pierre WERNER, président et ministre des Finances du gouvernement luxembourgeois, et chargé d'élaborer un rapport comportant une analyse des diverses suggestions et permettant de dégager les options fondamentales d'une réalisation par étapes de l'Union économique et monétaire de la Communauté.

A partir du rapport de groupe Werner, la Commission a adressé au Conseil, le 29 octobre 1970, une communication et des propositions relatives à l'institution par étapes de l'Union économique et monétaire. Un premier débat au sujet de l'objectif à atteindre a eu lieu lors de la session du Conseil des Communautés du 14 décembre 1970.

Les actions préconisées par le mémorandum de la Commission du 12 février présentent des aspects à court terme et des aspects à moyen terme. Les volets à court terme de ce mémorandum ayant déjà revêtu une forme concrète (accord entre les banques centrales des Six relatif à l'institution d'un soutien monétaire à court terme mis en vigueur le 9 février 1970 et décisions du Conseil en date du 17 juillet 1969 et du 16 février 1970 relatives à la coordination des politiques économiques à court terme des Etats membres), il reste au Conseil à statuer sur les éléments à moyen terme.

Le Conseil, lors de l'examen du mémorandum de la Commission *sur les orientations économiques à moyen terme*, le 26 janvier 1970, a accepté le principe d'une définition concertée de ces derniers.

A la fin de 1969, un mémorandum sur la *politique conjoncturelle* de la Communauté pour 1970 a été soumis par la Commission au Conseil, qui en a approuvé les conclusions lors de sa session du 26 janvier 1970. En outre, le Conseil a fait siennes les orientations contenues dans un mémorandum de la Commission du 7 juillet 1970 sur la situation conjoncturelle de la Communauté et a invité les Etats membres à s'en inspirer pour leur politique conjoncturelle.

En ce qui concerne les diverses initiatives prises dans le domaine de la *recherche et du développement non nucléaire*, tendant à assurer une coopération européenne, dans le cadre des Six ou, dans certains cas, dans un cadre élargi associant d'autres pays européens, des procédures ont été mises au point. Après les délibérations entre les diplomates et les hauts fonctionnaires des Etats intéressés, les experts sont chargés d'élaborer dans le détail les projets.

La *politique agricole* a été marquée notamment par :

— l'instauration de quatre nouvelles organisations communes de marché (pêche, tabac, vin, lin et chanvre) ;

— le début des négociations avec les pays adhérents, avec ses aspects agricoles ;

— la transmission des six propositions de directives en matière socio-culturelle afin de lancer le plan Mansholt.

En ce qui concerne la politique des marchés et des prix, le Conseil a prorogé les prix des années passées. La situation de déséquilibre sur certains marchés agricoles s'est améliorée comme en témoigne la diminution des stocks de beurre, céréales et sucre. Ce résultat a pu être obtenu grâce, d'une part, à un paiement accru pour la diminution de ces stocks (exportations, dénaturations, actions à prix réduits pour le beurre...) et d'autre part, aux conditions atmosphériques (récolte plus faible, diminution de la production laitière).

Dans deux pays, l'Allemagne et la France, les agriculteurs subissent toujours un régime spécial à cause de la modification de la parité des monnaies de ces Etats, à savoir qu'en France les prix pour un certain nombre de produits agricoles n'ont pas encore atteint le niveau commun et qu'en Allemagne les agriculteurs reçoivent une aide compensatoire à cause de l'abaissement des prix agricoles après la réévaluation du Deutsche Mark.

Quant à la politique de structure, les six propositions de directives que la Commission a soumises au Conseil en avril 1970 sont en discussion dans les organes compétents de la Communauté. Ces propositions constituent un premier train qui sera suivi d'autres propositions afin de mettre en œuvre le plan de la réforme de l'agriculture dans sa totalité (prix, mesures structurelles et mesures sociales).

Dans le domaine du financement de la politique agricole commune, l'année 1970 était l'année charnière entre la période de transition et la période préparatoire du stade définitif allant de 1970 à 1971, à savoir que pour l'année 1970 les Etats membres contribuent au financement par les montants fixés selon une clé et non d'après les prélèvements perçus par eux.

Dans le cadre de la section garantie du Feoga, aucun concours définitif n'a pu intervenir en 1970 en raison des travaux de mise en place du nouveau régime; la Commission a arrêté des décisions d'acompte qui portent sur des remboursements de 2 225 millions d'unités de compte. Dans la section orientation, un montant de 160 millions d'unités de compte est prévu pour le financement de projet, dont l'examen a commencé en automne.

Dans le *secteur social*, il faut signaler notamment l'adoption par le Conseil du règlement concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants remplaçant le règlement nº 3 et d'une recommandation relative à l'utilisation d'une monographie européenne, pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machine-outil ; l'adoption par la Commission, d'une directive sur le droit des travailleurs de demeurer sur le territoire d'un Etat membre après y avoir occupé un emploi.

A la suite d'une conférence sur les problèmes de l'emploi, qui a réuni les représentants des Gouvernements, des partenaires sociaux et de la Commission, la nécessité d'une coopération en cette matière s'est traduite par la décision de principe du Conseil de créer un Comité permanent de l'emploi. C'est également dans la perspective de la sécurité et du développement de l'emploi qu'il faut considérer la décision de reformer le Fonds social européen, afin d'en faire un instrument d'intervention plus efficace dans les secteurs ou dans les régions où se présentent des difficultés.

En attendant que la réforme du Fonds social puisse être effectivement appliquée, cet organisme a poursuivi sa tâche, comme les années précédentes, en remboursant aux Etats membres 50 % de leurs dépenses de rééducation professionnelle et de réinstallation des travailleurs (en 1970, les remboursements du Fonds se sont élevés à plus de 37 millions d'unité de compte en faveur de 167 000 travailleurs).

Les progrès réalisés dans la *politique des transports* pendant l'année se situent principalement dans le domaine de l'harmonisation des interventions des Etats.

Le Conseil a adopté le 4 juin 1970 le règlement (C.E.E.) nº 1107/70 relatif aux aides accordées dans le domaine des transports par chemin de fer, par route et par voie navigable, qui entre en vigueur le 1er janvier 1971.

Les mesures d'application prévues par le règlement concernant les obligations de service public et par le règlement relatif à la normalisation des comptes des chemins de fer ont été prises par les Etats membres et pourront entrer en application aux dates prévues, respectivement le 1er janvier et le 1er juillet 1971.

Par ailleurs, au cours de la session du 7 décembre 1970, le Conseil a adopté une résolution invitant les chemins de fer des six Etats membres à développer leur coopération sur le plan technique et sur les plans commercial et de l'exploitation.

Le 4 juin 1970, le Conseil a arrêté le règlement (C.E.E.) nº 1108/70 instaurant une comptabilité des dépenses afférentes aux infrastructures de transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.

La fin de la période transitoire marque un tournant pour la *politique commerciale*. En effet, depuis le 1er janvier 1970, cette dernière doit, conformément à l'article 113 du Traité, être commune, fondée sur des principes uniformes. Les instruments de base, notamment en ce qui concerne les importations, ont été établis depuis la fin de l'année 1969, et ont permis, en 1970, le début de l'application de cette politique communautaire. En ce qui concerne la politique à l'exportation, deux directives concernant l'introduction de polices communes d'assurance-crédit ont été adoptées pour les opérations à moyen et à long terme.

Depuis la fin de la période transitoire, les accords commerciaux avec des pays tiers doivent être négociés par la Commission et conclus par la Communauté. C'est ainsi que le premier accord commercial communautaire a été conclu avec la Yougoslavie, des négociations commerciales entre le Japon et la Communauté ont débuté, un mandat de négociation a été donné à la Commission pour

l'Argentine, des conversations exploratoires ont eu lieu avec l'Uruguay, l'Inde a récemment demandé la conclusion d'un accord de coopération commerciale. De même, la Commission a négocié et la Communauté a conclu la prolongation de l'accord à long terme sur les textiles de coton, ainsi que des accords commerciaux bilatéraux avec tous les principaux pays tiers fournisseurs en la matière. Ont également été négociés des accords sur le commerce de produits de jute avec l'Inde et le Pakistan et de produits faits à la main avec le dernier de ces deux pays.

Les nombreuses négociations bilatérales, qu'à titre exceptionnel, les pays membres peuvent encore mener avec les pays de l'Est, ont fait l'objet d'une procédure communautaire de consultation.

3. — *Associations et relations extérieures.*

L'année 1970 constitue une période de transition entre l'expiration survenue le 31 mai 1969 de la première *Convention de Yaoundé* et l'entrée en vigueur de la nouvelle intervenue le 1er janvier 1971. Elle se caractérise notamment par l'application des mesures transitoires décidées et prorogées par le Conseil d'Association jusqu'au 31 décembre 1970.

Les dispositions particulières ont permis d'entamer la préparation et l'instruction des opérations à financer sur le troisième Fonds (F.E.D.) ; elles concernent aussi l'utilisation du reliquat des crédits encore disponibles sur le deuxième F.E.D.

Le Conseil des Communautés, après consultation des E.A.M.A., a adopté, dans sa session du 17 mars 1970 des règlements améliorant les régimes d'importation de produits originaires des E.A.M.A. et P.T.O.M., homologues et concurrents de produits agricoles européens.

Ces nouveaux régimes, qui sont applicables jusqu'au 31 décembre 1970, resteront valables, en principe, pour toute la durée de la nouvelle convention d'association, pour autant que celle-ci soit entrée en vigueur au plus tard le 1er janvier 1971. Les produits concernés sont les viandes bovines, les produits oléagineux, les produits transformés à base de fruits et légumes, les marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, les bovins, viandes bovines, et riz importés dans les départements français d'outre-mer, les produits transformés à base de céréales et de riz ainsi que le riz et les brisures de riz.

Les relations de la C.E.E. avec les *pays en voie de développement* ont continué à être inspirées par l'idée d'une libération croissante des échanges ayant pour but de faire participer plus largement ces pays au bien-être international.

C'est ainsi que la Communauté entend favoriser des relations meilleures et plus étroites avec les pays de l'Amérique latine. Des contacts sont envisagés dans le dessein de préciser les objectifs et les procédures du dialogue futur entre ces pays et la C.E.E. Par ailleurs, le Conseil des Communautés européennes a adopté le 23 novembre 1970, sur proposition de la Commission, un règlement portant accélération des restrictions du « Kennedy-Round » pour certains produits intéressant l'Amérique latine.

La Communauté est en train d'examiner la demande de l'Inde de négocier avec la Communauté un accord de coopération commerciale, ainsi que les demandes présentées par d'autres pays d'Asie membres du Commonwealth en vue d'établir des liens plus étroits avec la C.E.E. à l'occasion de son élargissement.

La Communauté a apporté une contribution décisive à la mise au point d'un *système de préférences tarifaires généralisées* en faveur des exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés des pays en voie de développement. L'offre révisée de la C.E.E. en matière de préférences tarifaires généralisées a été transmise au Secrétariat de la C.N.U.C.E.D. en septembre 1970.

L'*aide alimentaire* de la Communauté est distribuée sous forme d'actions nationales et d'actions communautaires. Ces dernières consistent dans la fourniture de très importants tonnages de céréales et d'aides moins importantes mais fort appréciables néanmoins en produits laitiers.

En 1969-1970, dix pays (Ceylan, Indonésie, Liban, Mali, Niger, Pakistan, Soudan, Tunisie, Turquie, Yemen) et deux organismes (La Joint Church Aid et le Comité International de la Croix-Rouge) ont reçu près de 340 000 t de céréales, soit un tiers environ de l'aide alimentaire en céréales que la Communauté s'est engagée à fournir annuellement et pendant trois ans, en vertu de la Convention sur l'aide alimentaire qu'elle avait signée en 1967. Les demandes d'aide adressées à la Communauté pour 1970-1971 s'élèvent à quelque 2 750 000 t de céréales. En produits laitiers, la Communauté s'est engagée à fournir 120 000 t de lait écrémé et 35 000 t de « butter oil » au Programme Alimentaire mondial et 3 000 t de lait écrémé en poudre à la Croix-Rouge Internationale, ainsi que 6 500 t de produits laitiers au Pérou, à la Turquie et à la Roumanie, victimes de catastrophes naturelles.

L'année 1970 fut caractérisée par une intensification des relations entre la Communauté et les *pays méditerranéens*.

Non seulement, en effet, cette année a été marquée par l'achèvement de négociations avec l'Espagne, Israël et Malte, mais aussi par la conclusion des accords qui en résultèrent. Les accords avec l'Espagne et Israël sont entrés en application le 1er septembre 1970, celui avec la Yougoslavie est entré en vigueur le 1er mai 1970 et celui avec Malte a été signé à la Valette, le 5 décembre dernier. Par ailleurs, le 23 novembre 1970 un protocole additionnel, fixant les modalités de réalisation de la phase transitoire de l'association entre la C.E.E. et la Turquie, est intervenu. Il a été signé en même temps qu'un protocole financier aux termes duquel la Communauté accorde une aide financière à la Turquie pour une nouvelle période.

En outre, les négociations avec la République Arabe Unie et le Liban en vue de la conclusion d'accords préférentiels se sont engagées dès le début de l'automne et devraient aboutir durant les premiers mois de 1971.

Les accords d'association avec la Tunisie et le Maroc, entrés en vigueur le 1er septembre 1969, ont été appliqués de façon satisfaisante pour les parties.

En ce qui concerne l'Algérie, le Conseil a été saisi de propositions tendant à établir, dans le cadre d'une association, des relations contractuelles entre la

Communauté et ce pays. Toutefois, certaines difficultés, notamment dans le secteur des vins, n'ont pas permis au Conseil d'achever avant la fin de l'année, l'examen d'un projet de mandat de négociations.

§ 2. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER (C.E.C.A.)

Les moyens d'intervention de la Communauté dans le domaine du *charbon* sont fournis par les décisions 3/65 et 1/70. La décision 3/65 venant à expiration le 31 décembre 1970, la Commission a établi , pour l'année 1971, une nouvelle base juridique pour l'octroi d'aides à l'industrie houillère. Le 22 décembre 1970 avec la référence 3/71, elle autorise l'octroi par les Etats membres d'aides destinées à compenser les charges dues à des fermetures d'entreprises, d'aides à caractère social, d'aides à la constitution de stocks exceptionnels et enfin d'aides supplémentaires. Quant à la décision 1/70, qui concerne les charbons à coke, elle a permis aux Etats concernés de verser à leurs entreprises charbonnières, au titre de l'année 1970, des aides à la production de charbons à coke s'élevant à 1,50 dollar par tonne pour la Belgique et la France et à 1,30 dollar pour la République Fédérale Allemande.

La pénurie de certains *produits sidérurgiques* s'est progressivement atténuée et, vers le milieu de l'année, la conjoncture de l'acier a été marquée par un renversement de la tendance. Les suspensions de droits de douane qui avaient été décidées pour lutter contre des hausses de prix parfois considérables et pour remédier à des difficultés d'approvisionnement pour certains produits, ont pris fin au mois de juillet. En dérogation à la recommandation 1/64 qui instaurait des droits de douane sur les produits de l'acier, des contingents tarifaires ont été accordés à raison de 350 000 t pour 1970 et 360 000 t pour 1971. En ce qui concerne les fontes, le droit spécifique de 5 dollars par tonne, qui avait été introduit par la recommandation 2/64, n'a pas été reconduit pour l'année 1971.

Le système de limitation des *importations de produits sidérurgiques* en provenance des pays à commerce d'Etat a été assoupli pour l'année 1971 : le volume des « masses de manœuvre », s'ajoutant aux contingents inscrits dans les accords commerciaux, s'élève pour 1971 à un peu plus de 1 million de tonnes ; en outre, quatre produits ont fait l'objet d'une mesure de libération autonome en vertu d'un accord entre les gouvernements des Six. Plusieurs « *Euronormes* » ont été publiées : outre les normes revisées relatives au fil-machine, dont la première édition datait de 1957, quatre normes couvrant le domaine des tolérances dimensionnelles des produits plats ont été publiées, ainsi qu'une série de normes relatives aux qualités des aciers. La Commission a entrepris la rédaction de nouveaux « objectifs généraux » de la sidérurgie de la Communauté pour les années 1975 à 1980 ; d'après les données fournies par les entreprises, l'industrie sidérurgique a intensifié le rythme de son développement et porterait ses possibilités de production d'acier brut à 147 millions de tonnes en 1973.

En matière de *concentrations*, la Commission a précisé, dans une communication sur les grandes lignes d'une politique de concurrence en matière de structures de l'industrie sidérurgique, les considérations qui la guideront dans l'appli-

cation de l'article 66 du Traité. La Commission considère qu'une évolution vers une structure comprenant une dizaine de grands groupes ou entreprises, dont les plus importants pourraient atteindre un pourcentage de la production communautaire d'acier brut de l'ordre de 13 %, serait de nature à maintenir une concurrence effective dans le marché commun tout en favorisant la compétitivité de l'industrie sidérurgique.

Le taux du *prélèvement* assis sur la production de charbon et d'acier a été maintenu pour 1971 à 0,30 %. Dans le budget de la Communauté pour l'exercice 1971, les besoins de la C.E.C.A. figurent pour 62,05 millions de dollars. Deux *emprunts* ont été contractés ; depuis le début de l'activité de la C.E.C.A. ils sont au nombre de 58, pour la contrevaleur de 952 millions de dollars.

L'action de *réadaptation* a revêtu une ampleur particulière : un montant de plus de 25 millions de dollars a été affecté à la réadaptation de plus de 21.000 travailleurs ; la part de la Belgique dans ce total représente 1 565 000 dollars pour 2 766 travailleurs.

Quinze projets de *reconversion*, représentant des demandes de prêts d'un montant de plus de 15 millions de dollars, ont été approuvés. L'octroi de ces prêts permettra la réalisation d'investissements d'un montant global de 220 millions de dollars et la création d'emplois pour 11 680 travailleurs.

L'action entreprise par la C.E.C.A. depuis le début de son activité jusqu'à la fin de l'année 1970 pour faciliter la construction de *logements de travailleurs* a permis de financer 113 029 logements, dont 6 703 en Belgique ; 40 % de ces logements sont ou deviendront la propriété des travailleurs. Le nombre de logements achevés était, à la fin 1970, de 106 546, dont 5 636 en Belgique.

Un programme de *recherche* à moyen terme a été élaboré, touchant aux domaines suivants : méthodes d'exploitation et d'abattage, automatisation au fond et cokéfaction du charbon. Pour la *sécurité et l'hygiène*, un montant de 888 000 dollars a été engagé afin de financer l'étude de la lutte technique contre les poussières dans les mines et un montant de 428 000 dollars pour la lutte contre la pollution atmosphérique dans la sidérurgie.

Dans le domaine de la *politique énergétique*, la Commission s'est attachée à mettre en œuvre la « première orientation pour une politique énergétique communautaire », dont les principes avaient été approuvés par le Conseil au mois de novembre 1969. Elle a notamment soumis au Conseil un projet de directive concernant le rapprochement des taxes spécifiques de consommation frappant les hydrocarbures liquides utilisés comme combustibles. Elle a également préparé des textes rendant obligatoire la communication des programmes d'importation d'hydrocarbures ainsi que la communication des projets d'investissement dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité.

Les *relations extérieures* ont été caractérisées par l'échange d'informations avec plusieurs pays, notamment avec le Royaume-Uni dans le cadre de l'accord d'association et, avec le Japon, la Suède et l'Autriche dans le cadre d'accords moins formels.

§ 3. — COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (EURATOM)

L'*approvisionnement* en uranium des utilisateurs de la Communauté s'est effectué grâce à vingt contrats nouvellements conclus portant sur près de 3 000 t. Le marché de l'uranium enrichi reste dominé par le monopole de fourniture des Etats-Unis. Pour le plutonium, les contrats conclus et exécutés en 1970 portent sur une quantité de 105 kg.

En matière de *recherche* il n'y a toujours pas de programme pluriannuel de recherche et d'enseignement. Le Conseil du 6 décembre 1969, s'inspirant des décisions prises quelques jours auparavant par la Conférence de La Haye, avait décidé de préparer une restructuration du Centre commun de recherches et, en attendant, de prolonger pour un an le programme de 1969. Par la suite, les travaux de réorganisation du Centre n'ayant pu aboutir dans le délai d'un an, il a été décidé de prolonger pour 1971 le programme de 1970. En exécution de ces décisions, le budget de recherche de l'exercice 1970 a prévu l'ouverture de crédits d'engagement pour 55 379 800 dollars (dont 26 389 100 dollars pour l'exécution du programme commun, 25 716 400 dollars pour l'exécution de programmes complémentaires et 3 274 300 dollars pour certaines dépenses hors programme). Pour l'exercice 1971, la somme correspondante prévue est de 63 millions de dollars.

Deux nouvelles centrales nucléaires de puissance ont été commandées en 1970, alors que six autres l'avaient été en 1969.

Dans le domaine de la *protection sanitaire*, les Etats membres ont complété la réglementation relative à la radioprotection, instaurée en application des normes de base de l'Euratom. L'objectif de la Commission reste une revision générale des normes de base.

En matière de *diffusion des connaissances* et malgré le perfectionnement croissant de la technique de documentation, le volume des résultats originaux susceptibles de faire l'objet d'une publication, s'est fortement réduit ; sans doute l'absence de programme pluriannuel de recherche explique-t-il ce recul. Le nombre des premiers dépôts de brevets a également diminué.

La coopération nucléaire a été poursuivie avec les partenaires habituels des pays tiers : les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada. Le traité de non-prolifération des armes nucléaires est entré en vigueur le 5 mars 1970.

SECTION IV. — UNION ÉCONOMIQUE BELGO-NÉERLANDO-LUXEMBOURGEOISE (BENELUX)

§ 1. — EVOLUTION DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Le Comité de ministres du Benelux au niveau des Chefs de Gouvernement s'est réuni le 6 juillet 1970 au Centre européen du Kirchberg, à Luxembourg.

Ce Comité a fait le point de l'exécution des décisions prises au cours de la Conférence intergouvernementale du Benelux, tenue à La Haye les 28 et 29 avril 1969 et a pris une série de décisions en vue du parachèvement de l'Union économique. Au cours de la réunion, les ministres ont paraphé une convention relative à la simplification des formalités aux frontières intérieures du Benelux en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne l'unification des droits d'accise, un examen approfondi a permis de constater de sérieux rapprochements des points de vue des différentes délégations.

Les Gouvernements ont convenu de renforcer encore la concertation en vue de la coordination des politiques économique, financière et sociale des trois pays. Il s'agit notamment des politiques conjoncturelle et économique à moyen terme, des politiques dans le domaine de la santé publique, de l'harmonisation des législations et des réglementations nationales, de l'implantation d'industries, de la politique énergétique. L'harmonisation se fait également en matière de routes, d'aménagement du territoire, de transport de marchandises, de navigation aérienne et de tourisme.

Les Gouvernements ont constaté avec satisfaction que le Collège d'impulsion a largement contribué à l'exécution des décisions de la Conférence intergouvernementale de 1969. Ce collège a insisté avec force auprès des Gouvernements pour que le système des commissions de travail ministérielles soit généralisé et les contacts entre les ministres intensifiés.

Le Comité de ministres de l'Union économique Benelux a de nouveau tenu le 9 décembre 1970 à Bruxelles, une importante réunion, consacrée à la suppression de toutes les formalités aux frontières intérieures du Benelux.

Les Gouvernements se sont mis d'accord pour mettre tout en œuvre afin que la Convention relative à l'Unification du Territoire douanier du Benelux, la Convention concernant la Coopération administrative et judiciaire, ainsi que le Protocole relatif à la Suppression des Formalités et Entraves aux Frontières intérieures dont les textes ont fait l'objet d'un accord, puissent entrer en vigueur le 1er février 1971.

En ce qui concerne les droits d'accise, il a été décidé que la douane conservera, après le 1er janvier 1971, un pouvoir de contrôle à la frontière intérieure. Au cours des 6 premiers mois de 1971, il sera décidé si la Convention relative à l'Unification des Droits d'Accise à établir, entrera en vigueur le 1er janvier 1972.

Les mesures douanières du Benelux très radicales et très en avance sur le traité de la C.E.E., ne sont pas entrées en vigueur le 1er janvier 1971 tout à fait selon les prévisions. Le problème de l'harmonisation des accises surtout, s'est heurté à des difficultés budgétaires. Pour d'autres mesures, ont lieu des rencontres, et des conventions sont établies qui situent la suppression des contrôles à la frontière au 1er février et à des dates ultérieures.

Il apparaît très clairement cependant des mesures déjà prises en vue de la suppression des contrôles, que le nouvel esprit Benelux de la conférence au sommet des 28 et 29 avril 1969 est demeuré vivant dans les trois capitales.

Conformément aux directives de la conférence gouvernementale d'avril 1969, l'achèvement de l'Union économique est déjà très avancé. Les trois parlements ont approuvé au cours des derniers mois de 1970 l'accord nécessaire pour l'unification du domaine douanier du Benelux.

§ 2. — RELATIONS COMMERCIALES ENTRE L' U.E.B.L. ET LES PAYS-BAS

Le commerce intra-Benelux qui avait enregistré, en 1968 et en 1969 une forte croissance, a poursuivi son expansion en 1970, mais à une allure moins rapide.

D'après le Bureau Central néerlandais de Statistique, dans le commerce entre les Pays-Bas et l'U.E.B.L. le courant nord-sud a progressé de 18,2 % contre 16,5 % l'année précédente et 11 % en 1968. Alors que le courant sud-nord a accusé une augmentation de 16 %, contre 16,5 % en 1969 et 8,6 % en 1968. D'après les données de l'U.E.B.L., le courant nord-sud s'est accru de 16,5 % en 1970 (17,1 % en 1969) et le courant inverse de 11,6 % (13,4 % en 1969).

La part de l'U.E.B.L. dans les importations néerlandaises a augmenté de 16,2 %, contre 16,5 % en 1969. La part de l'Allemagne occidentale, qui est le principal fournisseur des Pays-Bas, a cependant encore progressé davantage : 23,5 % ,contre 19,6 % l'année antérieure. Dans l'ensemble des importations néerlandaises, la part des produits en provenance de l'U.E.B.L. a fléchi de 19,6 % en 1965 à 16,9 % en 1969. Par contre, la part des produits allemands dans l'ensemble des importations néerlandaises est passé de 23,7 % en 1965 à 27,1 % en 1970. La part de l'U.E.B.L. dans le total des exportations des Pays-Bas, qui accusait depuis 1966 un léger fléchissement d'année en année, est demeurée à peu près inchangée, tandis que celle de la République fédérale allemande a encore augmenté.

En ce qui concerne les exportations de l'U.E.B.L. vers les Pays-Bas, on constate surtout une augmentation des produits de la métallurgie (+ 27,9 %) et de l'industrie des fabrications métalliques (+ 18,3 %). Dans l'ensemble des exportations de l'U.E.B.L., les Pays-Bas ont reçu la même part que l'année précédente (19,4 %) et, dans les importations, les Pays-Bas interviennent pour 14,6 %, contre 14,3 % en 1969.

Le surplus commercial de l'U.E.B.L. à l'égard des Pays-Bas s'est élevé à 29,5 milliards de francs, contre 26,2 milliards en 1969 et 25,1 milliards en 1968.

*
* *

Grand-Duché de Luxembourg

Indices corrigés de la production industrielle

BRANCHE INDUSTRIELLE	1947 = 100 (a)			1967 = 100		
	1966	1967	1968	1968	1969	1970
Industries extractives	247	238	239	100,2	103,0	96,4
Extraction de minerai de fer	328	318	321	101,0	100,5	90,4
Extraction de matériaux de construction	46	40	39	97,5	114,9	118,5
Industries manufacturières	209	211	224	107,3	121,5	122,5
Industrie des denrées alimentaires	144	136	125	101,7	99,5	102,7
Boissons et industrie du tabac	219	224	227	103,6	105,0	107,6
Industrie textile	15	12	9	89,6	84,4	88,0
Fabrication de chaussures et d'articles d'habillement	44	32	28			
Industrie du bois	28	16	7	84,9	90,4	84,9
Industrie du meuble et de l'ameublement	62	53	52	98,8	100,8	83,5
Impression et édition	134	139	138	102,4	103,6	105,5
Industries chimique et parachimique	180	181	192	124,4	140,7	148,8
Industrie des produits minéraux non métalliques	250	224	263	111,0	120,6	123,5
Industrie sidérurgique	241	246	263	105,8	121,1	119,5
Transformation des métaux	83	77	73	98,5	118,0	124,9
Electricité, gaz	427	418	390	92,0	100,6	99,4
Energie électrique	531	518	476	91,4	98,5	97,2
Production et distribution de gaz	146	148	161	104,9	129,8	89,4
Indice général	216	217	229	106,1	119,6	120,2

(a) Les données sur base de 1947 = 100 ne sont plus disponibles à partir de 1969.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production sidérurgique

Données mensuelles

PÉRIODE	Nombre de hauts fourneaux à feu	Quantité (en milliers de tonnes)			Indice pondéré global (1947 = 100)
		Fonte	Acier	Laminés et demi-produits	
1965	26	345,4	382,1	300,2	253
1966	24	330,2	365,8	287,4	241
1967	23	330,2	373,4	294,3	244
1968	23	359,0	402,8	314,3	263
1969	24	406,0	460,1	359,3	300
1970	25	401,2	455,2	354,4	296
1970 Janvier	25	415,0	482,1	385,2	315
Février	25	397,3	453,3	357,3	296
Mars	25	444,4	489,4	380,0	321
Avril	25	439,1	508,7	403,8	331
Mai	24	403,4	441,6	357,8	295
Juin.....	24	427,1	488,6	368,2	314
Juillet	25	424,0	481,8	385,8	317
Août	25	386,8	426,9	332,5	280
Septembre ..	25	385,1	443,1	340,3	286
Octobre.....	24	368,2	427,0	326,3	275
Novembre ..	24	365,1	413,4	305,4	265
Décembre ..	24	358,5	406,5	309,8	263

Sources : Groupement des Industries sidérurgiques luxembourgeoises.
Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Production agricole

PRODUIT	Unité	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Céréales panifiables ..	10^3q.m.	572,7	440,3	594,2	514,0	515,9	311,1
Céréales secondaires ..	»	695,5	733,4	984,8	954,8	1 036,8	778,5
Légumineuses.....	»	5,8	5,9	11,2	10,5	9,9	7,1
Pommes de terre	»	743,4	676,9	905,9	655,0	618,6	679,1
Autres plantes racines	»	774,9	679,3	673,6	551,5	518,7	420,2
Plantes fourragères (y compris foin et regain)	»	1 712,2	2 116,0	2 334,0	1 701,7	2 139,5	1 811,2
Lait	10^6 kg	187,6	196,1	207,9	215,3	211,5	...

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Grand-Duché de Luxembourg

Indice pondéré des prix à la consommation

(1965 = 100)

MOIS	1966	1967	1968	1969	1970
Janvier	103,12	104,29	107,23	109,79	113,78
Février	102,96	104,25	107,79	109,90	114,50
Mars	102,87	104,37	107,90	110,11	114,72
Avril.....	103,39	104,73	108,13	110,36	115,21
Mai	103,84	105,02	108,03	110,84	115,81
Juin	102,96	104,80	108,13	110,71	116,13
Juillet	103,21	105,93	108,33	111,01	116,58
Août	103,03	105,96	108,32	110,87	116,25
Septembre	103,33	106,65	108,50	111,05	116,72
Octobre	103,59	106,75	109,00	111,13	117,09
Novembre	103,73	106,97(a)	109,16	111,49	117,29
Décembre	103,95	107,12	109,58	112,67	117,55
Moyenne annuelle ...	**103,33**	**105,57**	**108,34**	**110,83**	**115,97**

(a) Nouvelle série à partir du 1er novembre 1967.

Source : Service central de la Statistique et des Etudes économiques du Grand-Duché de Luxembourg.

Pays-Bas

Formation et utilisation du produit national (a)

(en milliards de florins)

DÉSIGNATION	1965	1966	1967 (c)	1968 (c)	1969 (c)	1970
Formation :						
Production des entreprises privées	48,6	52,3	57,3	63,4	71,3	77,9
Production du secteur public	7,7	8,8	9,8	10,7	12,0	13,3
Revenus nets en provenance de l'étranger...	0,7	0,5	0,7	0,5	0,5	0,4
Revenu national (au coût des facteurs)	**57,0**	**61,6**	**67,8**	**74,6**	**83,8**	**91,6**
Impôts indirects moins subsides	6,4	7,2	8,0	9,5	9,9	11,9
Produit national (aux prix du marché)	**63,4**	**68,8**	**75,8**	**84,1**	**93,7**	**103,5**
Solde d'exportation (b)	—0,3	+0,5	0	—0,6	—0,3	1,5
Total des moyens disponibles ...	**63,1**	**69,3**	**75,8**	**83,5**	**93,4**	**105,0**
Utilisation :						
Consommation privée	40,0	43,7	47,6	51,7	57,1	63,7
Dépenses du secteur public	10,7	11,9	13,4	14,4	16,0	18,0
Investissements nets des entreprises	8,2	9,6	10,6	12,2	13,0	15,4
Investissements nets du secteur public	2,8	3,1	3,5	4,1	4,5	4,8
Stocks et fabrications en cours	1,4	1,0	0,7	1,1	2,8	3,1
Total des dépenses nationales...	**63,1**	**69,3**	**75,8**	**83,5**	**93,4**	**105,0**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Prix courants.
(b) — surplus; + déficit.
(c) Données rectifiées.

Pays-Bas

Nombre de chômeurs (a)

ANNÉE	Total	Chômeurs (ouvriers A.W. exclus)	Ouvriers A.W. inscrits (b)	Hommes	Femmes
1964	31 600	29 600	2 000	25 800	5 800
1965	36 300	34 100	2 200	30 400	5 900
1966	46 300	44 500	1 800	39 700	6 600
1967	89 900	87 100	2 800	78 600	11 300
1968	84 300	82 100	2 200	72 300	12 000
1969	65 800	63 600	2 200	54 300	11 500
1970	52 600	51 000	1 600	45 100	7 500

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Données modifiées suite à une modification de définition.
(b) Les ouvriers A.W. (Aanvullende Werken) sont es chômeurs mis au travail par les services publics. Ces statistiques reprennent en outre les chômeurs dont l'inactivité résulte du gel, les malades, les ouvriers indemnisés pour cause d'accident, ainsi qu'un certain nombre de personnes ayant trouvé du travail, sans que les bureaux de travail en aient été avisés en temps utile.

Pays-Bas

Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie (a)

(1963 = 100)

PÉRIODE	Production	Emploi (b)	Production par travailleur
1962	95	100	95
1963	100	100	100
1964	110	101	109
1965	116	102	114
1966	123	101	121
1967	129	97	131
1968	143	96	148
1969	160	96	165
1970	175	97	181
1970 : 1er trimestre	176	97	181
2e trimestre	175	97	180
3e trimestre	161	97	165
4e trimestre	189	97	198

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Industrie de la construction non comprise.
(b) Les indices trimestriels sont des moyennes de la situation au début et à la fin du trimestre; l'indice annuel se calcule à partir des quatre indices trimestriels.

Pays-Bas

Indices de la production par industrie

(1963 = 100)

INDUSTRIE	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Matériaux de construction et terre cuite	124	126	134	139	135	142
Industrie chimique	141	159	177	221	259	288
Cuir	103	102	94	102	101	104
Caoutchouc	116	125	117	131	136	131
Exploitation minière	108	110	115	146	182	228
Produits métalliques	116	121	125	135	152	168
Papier	120	129	133	145	160	164
Textile	101	106	96	108	112	115
Gaz, électricité et eau	124	141	160	192	231	269
Produits alimentaires, boissons et tabac	109	110	119	123	128	135
Indice général de l'industrie	**116**	**123**	**129**	**143**	**160**	**175**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Commerce extérieur

(en millions de florins)

PÉRIODE	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	IMPORTATIONS					
1er trimestre	6 329	7 276	7 378	8 327	9 094	11 031
2e trimestre	6 535	7 293	7 673	8 019	9 933	12 320
3e trimestre	6 581	7 122	7 184	8 296	9 725	11 780
4e trimestre	7 565	7 333	7 946	8 996	11 045	13 351
Année....	**27 010**	**29 024**	**30 181**	**33 638**	**39 797**	**48 482**
	EXPORTATIONS					
1er trimestre	5 413	5 582	6 295	7 117	8 113	9 811
2e trimestre	5 644	6 241	6 574	7 187	8 927	10 575
3e trimestre	5 709	6 077	6 449	7 535	9 004	10 610
4e trimestre	6 378	6 543	7 062	8 358	10 030	11 599
Année...	**23 144**	**24 443**	**26 380**	**30 197**	**36 074**	**42 595**
	SOLDE					
1er trimestre	— 916	— 1 694	— 1 083	— 1 210	— 981	— 1 220
2e trimestre	— 891	— 1 052	— 1 099	— 832	— 1 006	— 1 745
3e trimestre	— 872	— 1 045	— 735	— 761	— 721	— 1 170
4e trimestre	— 1 197	— 790	— 884	— 638	— 1 015	— 1 752
Année...	**— 3 866**	**— 4 581**	**— 3 801**	**— 3 441**	**— 3 723**	**— 5 887**

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des importations par pays de provenance

PAYS	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	En millions de florins					
U. E. B. L.	5 299	5 508	5 567	6 046	7 045	8 186
Allemagne Occidentale	6 392	7 211	7 670	8 876	10 618	13 155
France	1 659	1 746	1 920	2 183	3 088	3 641
Italie	1 076	1 216	1 299	1 524	1 802	2 105
Royaume-Uni	1 758	1 771	1 674	1 844	2 262	2 766
Etats-Unis d'Amérique	2 768	3 295	3 208	3 671	3 862	4 736
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	19,6	19,0	18,4	18,0	17,7	16,9
Allemagne Occidentale	23,7	24,8	25,4	26,4	26,7	27,1
France	6,1	6,0	6,4	6,5	7,8	7,5
Italie	4,0	4,2	4,3	4,5	4,5	4,3
Royaume-Uni	6,5	6,1	5,5	5,5	5,7	5,7
Etats-Unis d'Amérique	10,2	11,4	10,6	10,9	9,7	9,8

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Valeur des exportations par pays de destination

PAYS	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	En millions de florins					
U. E. B. L.	3 438	3 685	3 886	4 319	5 030	5 945
Allemagne Occidentale	6 428	6 576	6 885	8 393	10 712	13 894
France	1 955	2 185	2 423	3 180	4 167	4 247
Italie	1 071	1 128	1 296	1 451	1 781	2 305
Royaume-Uni	2 011	2 009	2 330	2 579	2 750	2 979
Etats-Unis d'Amérique	882	1 112	1 241	1 579	1 623	1 832
	En pourcentage du total					
U. E. B. L.	14,9	15,1	14,7	14,3	13,9	14,0
Allemagne Occidentale	27,8	26,9	26,1	27,8	29,7	32,6
France	8,4	8,9	9,2	10,5	11,6	10,0
Italie	4,6	4,6	4,9	4,8	4,9	5,4
Royaume-Uni	8,7	8,2	8,8	8,5	7,6	7,0
Etats-Unis d'Amérique	3,8	4,5	4,7	5,2	4,5	4,3

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Réserves de change
(en millions de florins)

ANNÉE	Or	Devises	Total
1963	5 570	1 003	6 573
1964	6 080	1 372	7 452
1965	6 327	1 059	7 386
1966	6 234	1 121	7 355
1967	6 166	2 023	8 189
1968	6 115	951	7 066
1969	6 198	1 298	7 496
1970	6 437	2 723	9 682 (a)

Source : « Nederlandsche Bank », N. V.

(a) Droits de tirage spéciaux du F.M.I. inclus.

Pays-Bas

Salaires et prix
(1963 = 100)

PÉRIODE	Prix de gros	Coût de la vie	Salaires conventionnels
1965	110	111	129
1966	115	117	143
1967	115	121	152
1968	116	126	163
1969	117	135	178
1970	124	141	197
1970 : 1er trimestre	123	138	191
2e trimestre	125	140	196
3e trimestre	124	142	199
4e trimestre	124	144	201

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Pays-Bas

Consommation des particuliers
(1963 = 100)

ANNÉE	Valeur	Quantité	Quantité par habitant
1963	100	100	100
1964	113	106	105
1965	127	114	111
1966	138	118	113
1967	150	124	117
1968	163	131	123
1969 (a)	180	136	127
1970	197	144	132

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

(a) Données corrigées.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en milliards de francs)	En provenance des Pays-Bas		Total (en milliards de francs)	Vers les Pays-Bas	
		En milliards de francs	% du total		En milliards de francs	% du total
1959	172,1	27,2	15,8	164,8	35,0	21,2
1960	197,9	29,4	14,9	188,8	40,1	21,3
1961	211,0	32,3	15,3	196,2	45,9	23,4
1962	227,8	33,7	14,8	216,2	49,3	22,8
1963	255,6	37,7	14,7	242,0	54,6	22,6
1964	299,0	44,0	14,7	279,5	64,1	22,9
1965	324,8	48,2	14,8	319,1	70,4	22,1
1966	358,7	52,4	14,6	341,5	76,0	22,3
1967	358,8	54,0	15,1	351,6	75,5	21,5
1968	416,7	60,8	14,6	408,2	85,9	21,0
1969	499,4	71,2	14,3	503,3	97,4	19,4
1970	568,1	83,0	14,6	580,5	112,5	19,4

Source : Institut National de Statistique.

Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas

Valeur

ANNÉE	Importations			Exportations		
	Total (en millions de florins)	En provenance de l'U.E.B.L.		Total (en millions de florins)	Vers l'U.E.B.L.	
		En millions de florins	% du total		En millions de florins	% du total
1959	14 968	2 747	18,4	13 703	2 009	14,7
1960	17 217	3 155	18,3	15 305	2 184	14,3
1961	18 652	3 549	19,0	15 712	2 373	15,1
1962	19 358	3 804	19,6	16 596	2 444	14,7
1963	21 601	4 162	19,3	17 962	2 694	15,0
1964	25 548	4 911	19,2	21 025	3 207	15,3
1965	27 010	5 299	19,6	23 144	3 438	14,9
1966	29 024	5 508	19,0	24 443	3 685	15,1
1967	30 181	5 567	18,4	26 380	3 886	14,7
1968	33 638	6 046	18,0	30 197	4 319	14,3
1969	39 797	7 045	17,7	36 074	5 030	13,9
1970	48 482	8 186	16,9	42 595	5 945	14,0

Source : Centraal Bureau voor de Statistiek.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Répartition d'après le degré de transformation

ANNÉE	Produits alimentaires boissons et tabacs		Matières brutes et produits demi-finis		Produits manufacturés		Total
	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs	% de la valeur totale	En milliards de francs
	IMPORTATIONS						
1963	6,3	16,7	7,4	19,6	24,0	63,7	37,7
1964	7,2	16,4	8,0	18,2	28,8	65,4	44,0
1965	9,1	18,9	8,5	17,6	30,6	63,5	48,2
1966	9,2	17,5	9,2	17,6	34,0	64,9	52,4
1967	9,5	17,6	9,2	17,0	35,3	65,4	54,0
1968	10,7	17,6	11,4	18,7	38,7	63,7	60,8
1969	12,1	17,0	13,0	18,3	46,1	64,7	71,2
1970	14,1	17,0	14,6	17,6	54,3	65,4	83,0
	EXPORTATIONS						
1963	3,1	5,7	5,5	10,0	46,0	84,3	54,6
1964	4,0	6,3	5,8	9,0	54,3	84,7	64,1
1965	4,7	6,7	5,9	8,4	59,8	84,9	70,4
1966	5,4	7,1	5,4	7,1	65,2	85,8	76,0
1967	5,8	7,7	5,6	7,3	64,1	85,0	75,5
1968	7,0	8,1	5,8	6,8	73,1	85,1	85,9
1969	8,7	8,9	6,8	7,0	81,9	84,1	97,4
1970	9,0	8,0	6,3	5,6	97,2	86,4	112 ,5

Source : Institut National de Statistique.

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas

Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel

(en millions de francs)

DÉSIGNATION	Importations				Exportations			
	1967	1968	1969	1970	1967	1968	1969	1970
Industrie métallurgique	3 887	3 663	4 654	5 944	11 141	14 020	15 695	20 072
Fer et acier	2 511	1 679	2 047	3 129	6 188	6 525	7 867	10 474
Métaux non ferreux	1 376	1 984	2 607	2 815	4 953	7 495	7 828	9 598
Industrie des fabrications métalliques	11 738	12 116	13 161	17 192	20 795	23 364	25 213	29 824
Machines	3 760	3 623	4 076	4 828	3 284	2 989	3 582	4 542
Construction électrique	3 890	4 281	4 190	6 067	5 863	6 381	7 094	8 792
Matériel de transport	2 594	2 658	3 118	3 917	9 134	11 279	11 570	12 832
Autres articles manufacturés en métal	1 494	1 554	1 777	2 380	2 514	2 715	2 967	3 658
Industries textiles et du vêtement	6 688	7 925	9 944	10 739	14 727	16 438	17 842	18 744
Filés	1 717	2 103	3 053	3 076	3 077	3 297	3 591	3 372
Tissus	2 519	2 799	2 906	3 146	4 646	5 155	5 301	5 298
Autres produits textiles	515	595	708	731	1 715	2 020	2 121	2 167
Vêtement	1 937	2 428	3 277	3 786	5 289	5 966	6 829	7 907
Industries chimiques	4 709	5 830	7 033	8 733	4 852	5 589	7 415	8 947
Produits chimiques proprement dits	1 071	1 602	1 726	2 477	1 025	1 382	2 017	2 593
Engrais manufacturés	46	60	105	83	588	338	321	402
Produits photographiques	110	86	78	98	280	280	304	306
Autres produits chimiques	3 482	4 082	5 124	6 075	2 959	3 589	4 773	5 646
Industrie charbonnière	2 669	2 512	1 983	1 982	506	173	47	158
Dérivés du pétrole	1 514	2 531	2 776	3 050	1 724	1 934	1 999	1 592
Produits alimentaires, boissons et tabacs	4 359	5 190	5 968	6 658	3 363	3 814	3 853	4 471
Matériaux de construction	247	261	297	322	1 378	1 401	1 395	1 639
Industrie du verre	541	552	523	800	1 702	1 792	1 721	2 358
Industrie du papier et du carton	2 117	2 350	2 744	3 113	1 800	2 162	2 732	3 284

Source : Institut National de Statistique.

SEPTIÈME PARTIE

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

RÉPERTOIRE DES FAITS PRINCIPAUX

Agriculture

GÉNÉRALITÉS

L'arrêté royal du 13 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 22 janvier 1970) modifie l'arrêté royal du 20 août 1969, relatif au commerce intérieur et dans les Etats membres de la Communauté économique européenne et relatif au commerce avec les pays non-membres de cette Communauté, de certains produits agricoles et horticoles.

Le commerce des produits agricoles est réglé par les arrêtés royaux suivants :

— 13 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 22 janvier 1970) : modification de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 relatif au commerce des œufs ;

— 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 février 1970) : réglementation du commerce des semences de plantes fourragères ;

— 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 février 1970) : réglementation du commerce des plantes de pommes de terre ;

— 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 février 1970) : réglementation du commerce des semences de céréales ;

— 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 février 1970) : réglementation du commerce des semences de betteraves de variétés agricoles.

Le « Moniteur belge » du 12 mars 1970 mentionne la onzième liste des produits phytopharmaceutiques agréés par le Ministre de l'Agriculture au cours de l'année 1969 en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1958 portant réglementation de la conservation, du commerce et de l'utilisation des pesticides et des produits phytopharmaceutiques

L'arrêté royal et ministériel des 26 et 28 mai 1970 (« Moniteur belge » du 10 juillet 1970) comporte les modalités pour la délivrance et l'exécution des certificats d'origine pour les produits de l'agriculture, de l'horticulture, de l'élevage et de la sylviculture et de la pêche maritime des Etats membres de la Communauté économique européenne.

La loi du 8 avril 1970 (« Moniteur belge » du 6 août 1970) mentionne la mise à jour des textes français et néerlandais du Code forestier.

La loi du 22 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 4 septembre 1970) mentionne le remembrement légal de biens ruraux.

L'arrêté ministériel du 1er octobre 1970 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1970) porte certaines mesures d'exécution de l'article 56 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux.

L'arrêté royal du 22 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1970) fixe les mesures de contrôle à l'expédition vers les Etats membres de la Communauté économique européenne de certains produits agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 23 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 27 novembre 1970) modifie l'arrêté royal du 1er mars 1956 relatif à la délivrance de permis de chasse, de licence de chasse et de permis de tenderie aux oiseaux.

L'arrêté royal du 27 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1970) porte exécution des articles 44, quatrième alinéa et 48 de la loi du 22 juillet 1970 sur le remembrement légal de biens ruraux.

L'arrêté royal du 27 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1970) modifie l'arrêté royal du 13 décembre 1954, portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale.

La loi du 6 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970) porte approbation de la Convention internationale sur les pêcheries de l'Atlantique du Nord-Est et de l'annexe, signées à Londres le 24 janvier 1959.

INDEMNITÉS, PRIMES ET SUBVENTIONS

L'arrêté ministériel du 24 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1970) attribue une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier.

L'arrêté royal du 9 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 3 mars 1970) modifie l'arrêté royal du 29 août 1968 relatif aux modalités d'octroi des aides pour le lait écrémé destiné à l'alimentation des animaux.

L'arrêté royal du 15 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 25 mars 1970) modifie l'arrêté royal du 29 août 1968 relatif aux modalités de l'octroi des aides pour le lait écrémé en poudre destiné à l'alimentation des animaux et pour le lait écrémé transformé en aliments composés pour animaux.

L'arrêté ministériel du 10 avril 1970 (« Moniteur belge » du 17 avril 1970) donne des subsides pour la production et la transformation du lin.

L'arrêté royal du 6 février 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) modifie l'arrêté royal du 13 septembre 1963 relatif à l'octroi de subsides

pour l'organisation de cours agricoles, horticoles et ménagers agricoles par correspondance.

L'arrêté royal du 21 avril 1970 (« Moniteur belge » du 17 juin 1970) modifie l'arrêté royal du 21 novembre 1969 relatif à l'octroi de primes à l'abattage des vaches et de primes à la non-commercialisation du lait et des produits laitiers.

L'arrêté ministériel du 25 août 1970 (« Moniteur belge » du 30 septembre 1970) donne un subside aux horticulteurs et viticulteurs, pour compenser partiellement la hausse des droits d'accise sur le gasoil lourd (fuel-oil léger).

L'arrêté royal du 31 août 1970 (« Moniteur belge » du 11 novembre 1970) fixe les rétributions dues pour la participation aux essais de culture qui précèdent l'inscription éventuelle sur la liste des variétés des espèces agricoles.

RÉGLEMENTATION RELATIVE :

a) à la culture et aux produits végétaux.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 6 février 1970) mentionne la liste des variétés des espèces agricoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 20 février 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) fixe les règles organiques pour l'octroi de suventions à des laboratoires qui font des analyses de terre et d'eau d'aspersion pour les agriculteurs et les horticulteurs.

L'arrêté royal du 31 août 1970 (« Moniteur belge » du 16 septembre 1970) modifie l'arrêté royal du 17 septembre 1968 relatif à la dénaturation ou à l'incorporation dans les aliments pour animaux de blé tendre originaire de la Communauté économique européenne.

b) au cheptel et aux produits animaux.

L'arrêté ministériel du 6 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) abroge l'arrêté ministériel du 8 décembre 1969 portant des mesures temporaires de la lutte contre la fièvre aphteuse.

L'arrêté royal du 6 février 1970 (« Moniteur belge » du 15 avril 1970) modifie l'arrêté royal du 18 juillet 1969 relatif à la dénaturation de lait écrémé en poudre destiné exclusivement à l'alimentation des porcs ou de la volaille.

L'arrêté ministériel du 9 février 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) a été pris en exécution de l'arrêté royal du 6 février 1970 mentionné ci-dessus.

L'arrêté ministériel du 23 avril (« Moniteur belge » du 19 juin 1970) modifie l'arrêté ministériel du 28 octobre 1968 attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier.

L'arrêté ministériel du 25 mai 1970 (« Moniteur belge » du 24 juin 1970) comporte des mesures de police sanitaire relatives à la peste porcine.

L'arrêté ministériel du 25 août 1970 (« Moniteur belge » du 25 septembre 1970) donne des directives relatives à la lutte contre la pullorose.

L'arrêté ministériel du 6 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1970) comprend des directives relatives à la dénaturation de lait écrémé en poudre destiné exclusivement à l'alimentation des porcs ou de la volaille.

L'arrêté ministériel du 20 août 1970 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1970) donne des directives relatives à la lutte contre la brucellose bovine.

L'arrêté ministériel du 5 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 11 novembre 1970) comporte des mesures en vue de la lutte contre la tuberculose bovine.

L'arrêté royal du 25 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1970) modifie l'arrêté royal de 1883 contenant le règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques.

L'arrêté ministériel du 15 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1970) modifie l'arrêté ministériel du 28 octobre 1968, attribuant une aide aux industries produisant, à base de lait belge, de la poudre de lait entier.

c) aux fruits et légumes.

L'arrêté ministériel du 26 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 3 mars 1970) fixe la liste des espèces horticoles, susceptibles d'être soumises au contrôle de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles.

L'arrêté royal du 13 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 20 octobre 1970) modifie l'arrêté royal du 23 avril 1968 relatif à l'emballage et au conditionnement de certaines espèces de fruits et légumes.

Assurances

L'arrêté royal du 10 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970) modifie l'arrêté royal du 17 juin 1931, portant règlement général du contrôle des entreprises d'assurances sur la vie.

L'arrêté royal du 10 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970) modifie l'arrêté royal du 12 mai 1938, portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation.

La loi du 6 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 18 décembre 1970) porte extension du régime institué par la loi du 24 décembre 1968, étendant à titre provisoire les attributions du Fonds commun de garantie agréé par l'arrêté royal du 31 janvier 1957.

Benelux [Voir Commerce extérieur (accords du Benelux avec :)]

Chômage [Voir Travail (Relations du travail)]

Commerce extérieur

ACCORDS DE COMMERCE ET DE PAIEMENT

ACCORDS DU BENELUX AVEC :

La République Fédérale Allemande: à part quelques points de détail réglés par arrangements bilatéraux, les relations commerciales avec la République Fédérale Allemande sont régies par les seules stipulations du Traité de Rome et les règlements agricoles.

L'Autriche: l'accord commercial du 29 juin 1957 a été tacitement prorogé d'un an, le 1er avril 1970. Les protocoles additionnels des 24 novembre 1958, 3 novembre 1960 et 15 mars 1963 modifient les listes contingentaires.

La Bulgarie : en date du 30 janvier 1970, un nouvel accord commercial à long terme a été paraphé à Bruxelles entre les pays du Benelux et la Bulgarie. Il est valable pour une durée de 5 années (1970-1974).

Les listes contingentaires annexées à l'accord sont seulement valables pour un an.

Le Danemark: le 1er décembre 1970, l'accord commercial du 28 décembre 1956 a été reconduit tacitement pour un an.

L'Espagne: le 15 avril 1970, l'accord commercial du 2 juin 1960 a été reconduit tacitement pour une période d'un an. Un protocole additionnel, signé le 28 juillet 1961, modifie les listes contingentaires.

La Finlande : le protocole multilatéral en matière de commerce, signé à Helsinki le 16 février 1960 et valable pour un an à partir du 1er janvier 1960, a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1970. En vertu de ce protocole, l'accord commercial signé le 8 novembre 1955, par l'U.E.B.L. et la Finlande et venant à terme le 30 juin 1957, a été reconduit. L'accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Finlande, signé à Helsinki le 8 novembre 1955, est valable pour une durée indéterminée. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

La France : l'accord commercial conclu avec ce pays, le 26 mars 1959, reste en vigueur pour une durée illimitée. Sauf pour quelques points de détail réglés par des arrangements bilatéraux, les relations avec la France sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements agricoles de la C.E.E.

La Grèce : le 1er février 1970, l'accord commercial, signé le 9 mars 1960, a été tacitement reconduit pour un an.

Le Honduras : l'accord commercial du 30 janvier 1959 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 28 mai 1970. La clause de la nation la plus favorisée a perdu toute portée pratique par suite de la dénonciation, le 14 février 1961, par le Honduras de l'accord tarifaire préférentiel conclu, en 1936, avec les U.S.A. Cette dénonciation n'affecte en rien la situation contractuelle et juridique entre le Benelux et le Honduras.

La Hongrie : les échanges commerciaux entre le Benelux et la Hongrie sont fondés sur l'accord commercial signé à Budapest le 26 avril 1967. Les listes contingentaires annexées à cet accord ont une durée de validité d'un an. L'article V de l'accord dispose que la Commission mixte peut proposer des nouvelles listes pour chacune des périodes contractuelles suivantes. Si les listes en cause ne sont pas dénoncées avant le 1er novembre, elles sont prorogées par tacite reconduction pour la période suivante.

L'accord de paiement du 28 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois.

Israël : l'accord commercial du 29 août 1958 a été reconduit tacitement pour une période d'un an, le 1er septembre 1970.

L'Italie : l'accord commercial du 20 juin 1959 a été reconduit tacitement, pour une période d'un an, le 1er janvier 1970. Sauf pour quelques points de détail, les relations avec l'Italie sont entièrement régies par le Traité de Rome et par les règlements de la C.E.E.

Le Japon : l'accord commercial, signé à Tokyo le 8 octobre 1960, est entré en vigueur le 10 avril 1962. L'accord qui avait, à l'origine, une durée de validité de trois ans et pouvait être renouvelé par tacite recon-

duction, demeurera en vigueur aussi longtemps qu'une des parties contractantes ne le dénoncera pas, moyennant un préavis de trois mois. La liste contingentaire, annexée à cet accord, a été mise en application depuis le 1er janvier 1961 et a fait l'objet de deux révisions (31 août 1962 et 23 décembre 1963).

Un protocole modifiant l'accord de commerce de 1960 a été signé à Tokyo, le 30 avril 1963. Ce protocole, approuvé par la loi du 28 septembre 1964 (« Moniteur belge » du 4 novembre 1964), est entré en vigueur le 21 octobre 1964. Il comporte l'établissement entre les pays du Benelux et le Japon des pleines relations du G.A.T.T. (Abandon, par les pays du Benelux, du recours à l'article XXXV du G.A.T.T. à l'égard du Japon). Une clause de sauvegarde bilatérale permet de prendre des mesures restrictives en cas de perturbation du marché due à des importations anormales en provenance du Japon. Cette clause ne peut, en pratique, être dénoncée unilatéralement par le Japon.

Les « Agreed-minutes conventions » ont été signées avec le Japon, le 30 juillet 1969.

Le Maroc: l'accord commercial, signé le 5 août 1958, a été reconduit, pour une période d'un an, à partir du 1er juillet 1970. Un protocole confidentiel, de même qu'un protocole additionnel, adaptant les listes contingentaires, ont été signés à Rabat, le 24 février 1961.

La clause C.E.E. a été insérée dans l'accord commercial Benelux-Maroc, par échange de lettres des 9 janvier et 2 février 1962, entre le Ministère des Affaires étrangères marocain et l'Ambassade de Belgique à Rabat,

La Norvège: le 1er mai 1970, l'accord commercial, signé le 28 mai 1957, a été reconduit pour un an.

Le Paraguay: un accord de commerce et de navigation a été signé à Assomption, le 13 août 1963, entre les pays du Benelux et le Paraguay.

L'accord entrera en vigueur après ratification par les gouvernements des parties contractantes. L'accord est valable pour une durée d'un an et sera renouvelable d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce par écrit, au plus tard trois mois avant la fin de la période de validité. Les dispositions de l'accord ont trait à l'octroi réciproque et inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée, en matière de douane et de navigation maritime.

La Pologne: le 20 décembre 1966, un accord commercial a été signé entre les pays du Benelux et la Pologne.

L'accord de paiement du 3 mars 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

Le Portugal: le 1er octobre 1969, l'accord commercial du 24 mai 1961, valable pour une durée d'un an, a été reconduit jusqu'au 30 septembre 1971.

La Roumanie: l'accord commercial, signé le 30 septembre 1960, a été prorogé, en principe le 1er octobre 1967, pour une période d'un an.

L'accord de paiement du 30 septembre 1960 est valable pour une durée indéterminée.

Le 27 octobre 1967, un nouvel accord commercial Benelux-Roumanie a été paraphé.

Le Royaume-Uni: un arangement commercial a été conclu le 10 décembre 1959, à Londres, entre les pays du Benelux et le Royaume-Uni. Des pourparlers ont eu lieu à Londres, du 12 au 14 décembre 1967, afin de le mettre à jour. Ceci a conduit à la conclusion de nouvelles « Agreed minutes conventions » qui constitueront le cadre permanent des échanges commerciaux en lieu et place des dispositions qui jusqu'à présent, étaient mises à jour chaque année.

La Suède: le 1er mars 1970, l'accord commercial du 27 avril 1957 a été tacitement reconduit pour un an.

La Suisse: le 1er avril 1970, l'accord commercial signé le 21 juin 1957 a été reconduit pour un an.

La Tchécoslovaquie: l'accord commercial conclu entre le Benelux et la Tchécoslovaquie a été paraphé le 11 avril 1967.

L'accord de paiement du 15 juin 1959 est valable pour une durée indéterminée et peut être dénoncé à tout moment, moyennant un préavis de trois mois.

La Tunisie: l'accord commercial, signé le 1er août 1958 et les protocoles additionnels des 26 septembre 1960, 29 mars 1961 et 26 juin 1964 ont été tacitement reconduits, pour une période d'un an, à la date du 1er avril 1970.

La Yougoslavie: un accord commercial entre les pays du Benelux et la Yougoslavie a été signé, à la Haye, le 18 juin 1958. Entré en vigueur le 1er juillet 1958, il était valable pour une durée d'un an. Il est considéré comme renouvelé, d'année en année, par tacite reconduction, si aucune des parties contractantes ne le dénonce trois mois avant l'expiration de la période de validité. Il a été ainsi tacitement prorogé, pour une nouvelle période d'un an, c'est-à-dire jusqu'au 30 juin 1970. L'accord de paiement du 18 juin 1958 est valable pour une durée indéterminée à partir du 1er juillet 1958.

ACCORDS DE L'U.E.B.L. AVEC :

La République d'Afrique du Sud : l'accord commercial du 13 juillet 1937 est resté en vigueur jusqu'à présent. Il peut être dénoncé moyennant un préavis de trois mois. Il est basé sur l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée en matière d'échanges et de paiements, étant entendu que l'U.E.B.L. ne pourra pas réclamer les privilèges ou faveurs accordés aux membres de la Communauté des Nations britanniques ou des territoires limitrophes de la République d'Afrique du Sud.

La République démocratique allemande : un arrangement commercial a été conclu le 18 mai 1966 entre la « Kammer für Aussenhandel » de la République démocratique allemande et l'Office économique belge (Office de Récupération économique à présent Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture (O.B.E.A.). Cet accord à caractère non officiel a été reconduit tacitement pour une période d'un an.

L'Argentine : l'accord de commerce et de paiement du 25 novembre 1957 a entériné la participation de l'U.E.B.L. au système multilatéral qui avait été mis en vigueur, à titre provisoire, le 2 juillet 1956.

L'Iran : une convention de commerce et de navigation, signée à Téhéran le 9 mai 1929, avait été conclue pour une période de cinq ans, avec possibilité de reconduction tacite. Elle a été reconduite de la sorte pour une durée indéterminée.

La Nouvelle-Zélande : l'accord commercial provisoire du 5 décembre 1933 est toujours valable.

Le Pakistan : l'arrangement commercial du 15 mars 1952 est prorogé, tacitement, pour une durée indéterminée, avec possibilité de dénonciation moyennant un préavis de trois mois.

Les Pays-Bas : le traité instituant l'Union économique Benelux est entré en vigueur le 1er novembre 1960.

L'Uruguay : l'accord du 17 août 1957, prévoyant la multilatéralisation des paiements, a été mis en application le 1er mars 1958.

Le Vietnam-Sud : par échange de lettres des 16 et 20 janvier 1956, l'U.E.B.L. et le Vietnam se sont accordés mutuellement le bénéfice de leur tarif minimum, en attendant la conclusion d'un accord commercial.

ACCORDS ÉCONOMIQUES

ACCORDS DE LA C.E.E. AVEC :

a) *L'association de pays tiers à la Communauté.*

Grèce : Le Conseil d'association, conformément à l'article 20, § 3, de l'accord d'association, a donné son approbation à l'alignement accéléré de certains droits du tarif douanier grec sur le tarif douanier commun. En

même temps que le Gouvernement grec appliquera en faveur de la Communauté un abaissement de 60 % des droits inscrits au tarif douanier commun et poursuivra la démobilisation de ces droits selon le rythme de 12 ans prévu à l'article 14 de l'accord d'Athènes. La décision du Conseil d'association concerne une dizaine de produits dont le papier, la cire artificielle et les laques colorantes.

Turquie: Le Conseil d'association C.E.E.-Turquie, qui s'est réuni le 22 juillet 1970, a adopté le protocole additionnel fixant le contenu, les modalités et les rythmes de la phase transitoire de l'association C.E.E.-Turquie. Lors de sa session des 26-27 octobre 1970, les représentants des Gouvernements des Etats membres ont arrêté les actes internes à la Communauté nécessaires pour la mise en œuvre, par les Six, du nouveau Protocole financier en faveur de la Turquie. Ces actes comportent : l'accord interne définissant notamment les conditions de mise à disposition et la clé de répartition entre les Etats membres des prêts prévus pour la Turquie, le mandat donné par les Etats membres à la Banque européenne d'investissement afin de lui permettre de procéder à l'octroi des prêts et certaines déclarations interprétatives internes.

Tunisie et Maroc: les accords créant des associations avec la Tunisie et le Maroc ont été signés à Tunis le 28 mars 1969 et à Rabat le 31 mars 1969. Ces accords, entrés en vigueur le 1er septembre 1969, assurent dès à présent un régime préférentiel à la majeure partie des exportations de ces deux pays vers la Communauté. Pour certains produits sensibles, comme les agrumes et l'huile d'olive, des régimes particuliers d'importation ont été mis au point dont le but est de valoriser au maximum les recettes d'exportation des deux pays associés sans compromettre l'équilibre de ces marchés.

Pour les produits ne bénéficiant pas encore d'un régime communautaire, il a été prévu que les exportations de la Tunisie et du Maroc pourront continuer de bénéficier des avantages que la France leur accordait de façon autonome avant l'entrée en vigueur des accords.

L'Association des Etats africains et malgache et des pays et territoires d'Outre-mer (E.A.M.A. et P.T.O.M.): le conseil d'association qui s'est réuni le 30 septembre 1970 à Bruxelles a discuté les aménagements tarifaires qui doivent entrer en vigueur en même temps que la nouvelle convention de Yaoundé et qui sont envisagés par le Communauté pour certains produits tropicaux.

En ce qui concerne la consultation sur la mise en œuvre du système de préférences généralisées, les E.A.M.A. ont accueilli favorablement l'idée d'une disposition de caractère général selon laquelle les pays développés auront la possibilité de redresser, par des mesures commerciales, toute situation défavorable dont les pays en voie de développement qui jouissent de préférences dans certains pays développés auraient à souffrir par suite de l'institution du système de préférences généralisées.

b) *Accords commerciaux dans le cadre de la Communauté Européenne.*

Liban : l'accord signé le 21 mars 1965 sur les échanges commerciaux et la coopération technique est entré en vigueur le 1er juillet 1968.

Iran : l'accord commercial entre la Communauté et l'Iran a été encore prorogé d'un an au titre de l'article V de cet accord.

Israël : la Communauté a conclu un accord commercial préférentiel le 29 juin 1970, qui est entré en vigueur le 1er octobre.

Espagne : la Communauté a conclu un accord commercial préférentiel le 29 juin 1970, qui est entré en vigueur le 1er octobre.

ACCORD DE LA BELGIQUE AVEC :

L'Irlande : les Gouvernements belge et irlandais ont décidé que les dispositions de l'arrangement anglo-belge du 27 juillet 1898 demeurent jusqu'à nouvel ordre en vigueur en ce qui concerne l'Irlande. Cet accord n'a d'autre but que d'assurer à la Belgique le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Des négociations sont envisagées pour conclure un accord commercial Benelux-Irlande.

CONTINGENTS TARIFAIRES

Le système des contingents tarifaires a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 23 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 4 août 1970) : ouverture des contingents tarifaires à droits d'entrée nuls pour fil machine en acier fin au carbone ;

— 12 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 16 janvier 1970) : ouverture des contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour thons, morues, papier journal, tissus de soie et de coton, magnésium brut et aluminium brut ;

— 13 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970) : augmentation du volume du contingent tarifaire pour aluminium brut ;

— 14 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970) : augmentation du contingent tarifaire pour des raisins secs et des figues sèches en provenance de la Turquie;

— 15 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970) : ouverture du contingent tarifaire à droits d'entrée nuls pour harengs ;

— 31 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 24 janvier 1970) : ouverture des contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour fontes hématites spéciales et fil machine en acier fin au carbone ;

— 12 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1970) : ouverture des contingents tarifaires à droits d'entrée réduits ou nuls pour certaines catégories de poissons, vins, tabacs bruts, et certains tissus en provenance de Turquie ;

— 26 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1970) : ouverture d'un contingent tarifaire à droits d'entrée réduits pour des crevettes ;

— 27 février 1970 (« Moniteur belge » du 11 mars 1970) : ouverture d'un contingent tarifaire à droits d'entrée réduits ou nuls pour soie grège et fils de soie.

En application du règlement (C.E.E.) nº 149/69 du Conseil des Communautés du 29 juillet 1969 un contingent tarifaire a été ouvert en exemption de droits d'entrée dans la limite d'une somme globale de 5 000 000 F, pendant la période du 16 mai 1970 au 31 août 1970 pour articles de voyages et certains produits ménagers.

DROITS D'ENTRÉE

Le tarif des droits d'entrée a été modifié par les arrêtés ministériels suivants :

— 6 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1970) : suspension du droit d'entrée applicable aux pommes de terre ;

— 14 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 20 janvier 1970) : suspension totale ou partielle pour certaines sortes de poissons, pommes de terre de semences et dattes ;

— 10 février 1970 (« Moniteur belge » du 13 février 1970) : suspension totale ou partielle pour fer et acier, fil machine et bancs d'armature pour ciment ou béton ;

— 12 mars 1970 (« Moniteur belge » du 14 mars 1970) : suspension partielle pour silicium et pour térébenthine ;

— 29 mai 1970 (« Moniteur belge » du 10 juin 1970) : suspension totale ou partielle du tarif des droits d'entrée pour certains produits en fer et en acier ;

— 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970) : suspension du droit d'entrée jusqu'au 31 décembre 1970 pour certains aciers alliés.

La loi du 22 avril 1970 (« Moniteur belge » du 4 juin 1970) porte l'approbation de sept protocoles Benelux relatifs au tarif des droits d'entrée et confirmation de huit arrêtés royaux également relatifs au tarif des droits d'entrée pris au cours de l'année 1968.

Le tarif des droits d'entrée a été en outre modifié par l'arrêté royal du 25 juin 1970 (« Moniteur belge » du 15 juillet 1970) qui modifie le tarif des droits d'entrée pour certaines sortes de viandes, conserves, jus de fruits et vins conformément à l'annexe A. Les droits d'entrée sont en même temps perçus pour certains produits importés d'Algérie d'après les indications de l'annexe B.

Par application des règlements (C.E.E.) nos 1236/70 et 1238/70 du Conseil des Communautés européennes du 29 juin et 30 juin 1970 (« Journaux officiels des Communautés européennes » du 29 juin et 30 juin 1970), le droit d'entrée pour les pamplemousses et certains produits textiles est suspendu à partir du 1er juillet 1970 conformément et dans les limites des indications dudit tableau(« Moniteur belge » du 18 juillet 1970).

Par application des règlements (C.E.E.) nos 1524/70 et 526/70 du Conseil des Communautés du 20 juillet 1970 (« Journaux officiels des Communautés européennes » du 16 et 17 août 1970), qui en même temps portait conclusion d'un accord entre la Communauté économique européenne avec l'Espagne et Israël, le tarif des droits de douane a été modifié à partir du 1er octobre 1970.

LICENCES D'IMPORTATION, D'EXPORTATION ET DE TRANSIT

L'arrêté ministériel du 4 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 8 janvier 1970) modifie l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises.

L'arrêté ministériel du 3 février 1970 (« Moniteur belge » du 19 février 1970) règle l'importation de marchandises relevant des Traités instituant les Communautés européennes et des Conventions d'association à la Communauté économique européenne.

L'arrêté ministériel du 27 mars 1970 (« Moniteur belge » du 1er avril 1970) abroge les licences d'importation de pommes autres que les pommes à cidre.

L'arrêté ministériel du 11 mai 1970 (« Moniteur belge » du 23 mai 1970) suspend la licence d'exportation, à destination des Pays-Bas, de certains produits chimiques de la liste I repris à la liste III annexée au présent arrêté.

L'arrêté ministériel du 18 mai 1970 (« Moniteur belge » du 28 mai 1970) modifie l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation de certaines agrumes.

L'arrêté ministériel du 10 juin 1970 (« Moniteur belge » du 19 juin 1970) modifie l'arrêté ministériel du 12 août soumettant à licence

l'importation de certaines sortes de viande, lait, fromages, oranges, huiles végétales, jus de fruits, certains tissus de coton.

L'arrêté ministériel du 29 juin 1970 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1970) modifie l'arrêté ministériel du 12 août 1969 soumettant à licence l'importation de certains animaux vivants de l'espèce bovine et des vins.

TAXE DE TRANSMISSION

L'arrêté royal du 10 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 14 juillet 1970) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953, majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation pour certains produits chimiques, tubes et certains produits d'acier.

L'arrêté royal du 27 mars 1970 (« Moniteur belge » du 28 mars 1970) modifie l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation de certaines sortes de papier et chaussures d'intérieur.

Communauté Economique Européenne

ÉTABLISSEMENT ET FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ COMMUN

Libre circulation des marchandises

Le 8 décembre 1969, le Conseil a adopté, sur proposition de la Commission, un règlement modifiant le règlement du 28 juin 1968 relatif au tarif douanier commun. Ce nouveau texte de l'annexe au T.D.C. reprend les droits applicables à partir du 1er janvier 1970, conformément aux engagements de la Communauté vis-à-vis des pays tiers ; c'est à cette date, en effet, que la troisième tranche des réductions de droits consenties lors des négociations KENNEDY sera mise en application. Ces réductions affectent la quasi-totalité des produits industriels et certains produits agricoles ; toutefois, pour le secteur de la chimie, la suppression de la législation américaine sur la valeur en douane, dite « american selling price » n'ayant pas été réalisée, la plupart des droits affectant les produits de ce secteur demeurent inchangés.

Diverses modifications de nomenclature résultant de règlements agricoles ont été insérés dans le T.D.C. ainsi que quelques modifications autonomes (regroupements, simplifications, etc.) sur lesquelles les experts gouvernementaux des Etats membres avaient marqué leur accord au cours de l'année 1969.

Lors des sessions tenues par lui dans le courant du mois de décembre 1969, le Conseil a, sur proposition de la Commission, arrêté plusieurs règlements portant, d'une part, augmentation autonome du volume de certains contingents tarifaires communautaires octroyés pour l'année

1969 et, d'autre part, ouverture d'un certain nombre de contingents tarifaires communautaires pour l'ensemble de l'année 1970.

A partir du 1er janvier 1970, les formalités à accomplir pour le transit communautaire ont été simplifiées.

Politique de concurrence

Lors de la session du mois de février, le Conseil a marqué son accord sur la résolution relative aux monopoles nationaux à caractère commercial des tabacs manufacturés :

— les gouvernements français et italien s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour l'abolition des discriminations résultant des monopoles nationaux à caractère commercial ;

— l'abolition des droits exclusifs relatifs à l'importation et à la commercialisation de gros doit être réalisée au plus tard le 1er janvier 1976 ;

Le 27 mai 1970, la Commission a pris, en matière de concurrence, une série de mesures générales qui visent à faciliter la coopération des entreprises. C'est l'objectif que poursuit tout d'abord une communication concernant les accords d'importance mineure qui, de l'avis de la Commission, ne sont pas visés par l'article 85, § 1 du Traité C.E.E. Cette communication a pour objet de délimiter, vers le bas, le champ de la législation applicable en matière d'ententes. Les ententes qui n'affectent que d'une manière insignifiante le commerce entre Etats membres et le jeu de la concurrence ne tombent pas sous le coup de l'interdiction édictée à l'article mentionné.

La Commission a donné son approbation à un système de « distribution sélective » qui est pratiqué par de nombreux fabricants d'articles de marque. Ce système consiste à n'autoriser la vente au détail de leurs produits que par des « revendeurs agréés » ou des « distributeurs officiels » remplissant certaines conditions, à l'exclusion des autres détaillants de la branche.

La Commission a pris, le 19 octobre 1970, une décision interdisant au titre de l'article 85, § 1er, un accord de répartition de marchés entre deux sociétés.

La restructuration de l'industrie sidérurgique, qui a entraîné un nombre croissant de fusions ou concentrations, dont l'une des conséquences a été de réduire le nombre des entreprises en présence à l'intérieur du Marché commun, a incité la Commission à faire publier les grandes lignes de sa politique de concurrence en matière de structures de l'industrie sidérurgique. L'essentiel de cette communication réside dans la fixation par la Commission d'un seuil de 12 à 13 % de la production communautaire d'acier brut au-delà duquel la constitution de grands

groupes ferait, selon elle, courir un risque sérieux au maintien d'une concurrence effective. Elle examinera avec un soin particulier les demandes d'autorisation de concentrations dépassant ce seuil. Par contre, elle favorisera, entre petites et moyennes entreprises, les échanges de capacité de production, les accords de spécialisation ou de vente en commun permettant une amélioration de leurs conditions de production et de distribution.

RÉALISATION DE L'UNION ÉCONOMIQUE

Politique économique, monétaire et financière

Le 26 janvier 1970, le Conseil a marqué son accord sur les conclusions exposées dans le memorandum de la Commission sur la politique conjoncturelle de la Communauté pour 1970, à savoir la nécessité d'une « désinflation » dans tous les pays membres.

Pour la mise en œuvre du memorandum du 12 février 1969, les décisions prises par le Conseil comportent quatre volets. De la sorte l'ensemble du « Plan Barre » entre dans une phase « opérationnelle ». En effet :

— le Conseil a accepté le principe d'une définition concertée d'orientations chiffrées à moyen terme pour parvenir à une harmonisation effective des politiques économiques à moyen terme ;

— le Conseil a, en outre, marqué son accord sur le projet de décision qui lui avait été transmis par la Commission concernant les modalités des consultations préalables instaurées par la décision du 17 juillet 1969 ;

— l'élaboration d'un système communautaire de soutien monétaire à court terme qui était recommandée par le Conseil au Comité des Gouverneurs des banques centrales est devenue entretemps un fait accompli ;

— en outre, le Conseil a chargé le Comité monétaire de l'étude d'un système de concours financier à moyen terme. Les orientations dégagées par le Comité ont été approuvées par le Conseil, le 23 janvier 1970.

Suite aux directives de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui s'est tenue à La Haye le 1er et 2 décembre 1969 un groupe d'étude a été chargé de l'élaboration d'un plan par étapes vers une union économique et monétaire. Pendant le mois d'octobre, un rapport définitif a été présenté au Conseil et à la Commission.

Politique agricole

Lors de sa session du 5 et du 7 février 1970, le Conseil a marqué son accord sur le règlement concernant le financement de la politique agricole commune ainsi que sur le règlement portant dispositions com-

plémentaires pour l'année 1970. Par ailleurs, le Conseil a franchi une nouvelle étape dans la mise au point de la politique agricole commune par son accord, d'une part, sur le règlement portant organisation commune des marchés pour le tabac brut et, d'autre part, par l'adoption d'une résolution concernant l'organisation commune du marché dans le secteur du vin.

Le 29 juin 1970, le Conseil a fixé les prix agricoles de la campagne 1970-1971 dans les secteurs des céréales, du riz, du sucre, des grains oléagineux, des produits laitiers et de la viande bovine.

Le 20 octobre 1970, le Conseil a arrêté un règlement portant l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et un second établissant une politique commune des structures.

Politique industrielle

La Commission a adopté le 18 mars 1970 — et transmis au Conseil — un memorandum sur la politique industrielle de la Communauté ; il s'agit du premier document communautaire qui analyse d'une façon globale les problèmes du développement industriel de la Communauté et propose un certain nombre d'orientations qui doivent faire l'objet de discussions approfondies à tous les niveaux : institutions communautaires, organisations professionnelles et syndicales et opinion publique. Ce memorandum comporte une introduction (consacrée aux principes et orientations générales) et quatre parties qui étudient :

— la situation de l'industrie communautaire ;

— l'amélioration de l'environnement des entreprises dans la Communauté ;

— la capacité d'adaptation de l'industrie communautaire ;

— la promotion des industries de technologie avancée et la réalisation de la Communauté dans ces secteurs.

Les orientations fondamentales proposées par la Commission sont au nombre de cinq : achèvement du marché unique, unification du cadre juridique, fiscal et financier, restructuration des entreprises, organisation des mutations ou adaptations, extension de la solidarité communautaire aux relations avec les pays tiers.

Le Conseil a précisé lors de la session des 8-9 juin 1970 les points essentiels qui devraient être étudiés par priorité.

Politique sociale

La conférence sur les problèmes de l'emploi s'est tenue les 27 et 28 avril 1970 à Luxembourg. Elle a réuni pour la première fois, au niveau de la Communauté, les ministres du travail des six Etats membres, des représentants de la Commission ainsi que des organisations d'employeurs et de travailleurs.

Après la conférence sur les problèmes de l'emploi, qui avait eu lieu en avril à Luxembourg, une décision importante a été prise par le Conseil avec l'adoption définitive du règlement concernant la sécurité sociale des travailleurs et leurs familles qui se déplacent dans la Communauté. En outre, le Conseil a approuvé une recommandation concernant l'utilisation d'une monographie européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machine-outil.

RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA COMMUNAUTÉ

POLITIQUE COMMERCIALE

Lors de sa session des 25-26 mai 1970, le Conseil a approuvé deux règlements importants en matière de politique commerciale. L'un établit un régime commun applicable aux importations des pays tiers et l'autre institue une procédure commune de gestion des contingents quantitatifs. Ces textes remplacent les trois règlements transitoires du 10 décembre 1968, dont l'adoption avait marqué une première étape dans l'uniformisation de la politique commerciale. Les nouvelles dispositions n'apportent pas de changement fondamental dans l'orientation toujours libérale de la politique commerciale commune, mais constituent une rationalisation des anciens mécanismes assez lourds, qu'elles remplacent par une procédure plus souple et surtout plus communautaire, fondée sur une étroite collaboration entre le Commission et les autorités nationales.

Le 27 octobre, le Conseil a arrêté un règlement étendant à d'autres produits l'annexe au règlement du Conseil du 19 décembre 1969 portant établissement d'un régime commun applicable aux importations des pays à commerce d'Etat.

Décisions concernant la Belgique

Une décision de la Commission du 31 juillet 1970 fixe l'acompte sur le concours du Feoga, section garantie, aux dépenses du Royaume de Belgique pour la période de comptabilisation « deuxième semestre 1969 » (« Journal officiel des Communautés européennes » du 2 septembre 1970).

Une décision de la Commission du 31 mars 1970 autorise le Royaume de Belgique à exclure du traitement communautaire les gants de protection pour tous métiers du tarif douanier commun, originaires de la République populaire de Chine et mis en libre-pratique en France (« Journal officiel des Communautés européennes » du 4 avril 1970).

Une décision de la Commission du 10 avril 1970 autorise le Royaume de Belgique d'introduire un contingent tarifaire pour le plomb brut. (« Journal officiel des Communautés européennes » du 30 avril 1970).

Une décision de la Commission du 22 décembre 1969 porte octroi du concours du F.S.E. au bénéfice du Royaume de Belgique pour des dépenses relatives à des opérations de rééducation professionnelle effectuées par l'Office national de l'Emploi (O.N.EM.) (« Journal officiel des Communautés européennes » du 2 février 1970).

Une décision de la Commission du 15 janvier 1970 dispense le Royaume de Belgique d'appliquer, à certaines espèces, la directive du Conseil du 30 juin 1969, concernant la commercialisation des semences de plantes oléagineuses et à fibres (« Journal officiel des Communautés européennes » du 2 février 1970).

Coopération économique internationale

Le « Moniteur belge » du 1er janvier 1970 publie deux accords concernant les transports routiers internationaux, l'un entre la Belgique et la Finlande, signé à Helsinki le 15 novembre 1968, l'autre entre la Belgique et la Roumanie, signée à Bruxelles le 31 juillet 1969.

Trois conventions ont été signées lors de la mission économique belge en Indonésie en janvier 1970 ; elles concernent l'encouragement et la protection réciproque des investissements, l'octroi par la Belgique à l'Indonésie d'un prêt d'Etat d'un montant de 125 millions de francs, au taux de 2 % et d'une durée de 30 ans, y compris un délai de grâce de 10 ans et la collaboration culturelle.

L'Organisation des Nations-Unies pour le développement industriel (O.N.U.D.I.) a organisé deux rencontres sur la promotion de projets industriels spécifiques ; la première concernant l'Asie, a eu lieu à Manille du 23 au 30 septembre 1970, la deuxième, pour les projets dans les pays africains, s'est déroulée à Nairobi du 30 novembre au 4 décembre 1970. L'objectif est de stimuler le flux de capitaux et d'assistance technique des pays industrialisés vers les pays en voie de développement en organisant un cadre adéquat dans lequel des contacts individuels peuvent être noués et des discussions et négociations préliminaires avoir lieu sur des projets industriels spécifiques d'investissement.

Le Comité spécial des préférences de la C.N.U.C.E.D. a approuvé le 12 octobre 1970 les conclusions qui doivent aboutir à l'instauration en 1971 d'un système général de préférences en faveur des pays en voie de développement.

Coordination économique (Voir Réglementation de la production et du commerce)

Emploi (Voir Travail)

Expansion économique

Par arrêté royal du 12 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1970), l'en-cours sur lequel s'imputent les garanties accordées en vertu des lois des 17 et 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 a été porté de 25 à 35 milliards de francs.

L'arrêté royal du 18 février 1970 (« Moniteur belge » du 5 mars 1970) fixe à 700 millions de francs, pour l'année budgétaire 1970, le montant d'impôts à affecter à l'alimentation du Fonds d'expansion économique et de reconversion régionale.

Le délai d'application des mesures prévues par la loi du 18 juillet 1959 en faveur des régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959 a été prorogé jusqu'au 31 décembre 1970 par l'arrêté royal du 29 juin 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970).

La loi du 8 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) proroge la durée d'application de la loi du 14 juillet 1966 jusqu'au 31 décembre 1970.

Une autre loi du 8 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1970) modifie l'article 118 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Le « Moniteur belge » du 1er janvier 1971 publie la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique. Cette loi remplace les lois des 18 juillet 1959 et 14 juillet 1966 ; l'arrêté royal du 6 janvier 1971(« Moniteur belge » du 13 janvier 1971) maintient toutefois en vigueur certains arrêtés d'exécution des lois abrogées.

Finances

DIVERS : ORGANISATION ET CONTRÔLE DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT

Un arrêté royal du 6 février 1970 modifie l'arrêté royal du 28 avril 1967 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission Bancaire (« Moniteur belge » du 24 février 1970).

Un arrêté royal du 10 novembre 1969 modifie l'arrêté royal du 12 mai 1938, portant règlement général des entreprises de capitalisation (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970).

Un arrêté royal du 10 novembre 1969 modifie l'arrêté royal du 30 juin 1936 portant règlement général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970).

Un arrêté royal du 14 janvier 1970 modifie l'arrêté royal du 10 décembre 1969, modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » du 15 janvier 1970).

Un arrêté royal du 12 décembre 1969 approuve une modification aux statuts de l'Institut de Réescompte et de Garantie (« Moniteur belge » du 21 janvier 1970).

Un arrêté ministériel du 15 avril 1970 autorise la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres à modifier son règlement général (« Moniteur belge » du 25 avril 1970).

Un arrêté royal du 21 avril 1970 est relatif à la démonétisation des billets de cinquante francs, type 1948 (« Moniteur belge » du 25 avril 1970).

Un arrêté royal du 22 mai 1970 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société Nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (« Moniteur belge » du 4 juin 1970).

Un arrêté royal du 10 juin 1970 est relatif à la dotation de l'Office National du Ducroire (« Moniteur belge » du 27 juin 1970).

Un arrêté royal du 26 février 1970 institue une Commission consultative pour la vente, le prêt personnel à tempérament (« Moniteur belge » du 3 avril 1970).

La loi du 8 juillet 1970 porte modification à la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, modifiée par la loi du 5 mars 1965 pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament (« Moniteur belge » du 29 juillet 1970).

Un arrêté royal du 5 août 1970 modifie l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (« Moniteur belge » du 19 août 1970).

La loi du 30 juin 1970 modifie les taux d'intérêt légaux (« Moniteur belge » du 24 juillet 1970).

Par arrêté royal du 28 septembre 1970, le montant du plafond des engagements de la Caisse nationale de Crédit professionnel est porté,

par libération d'une troisième tranche d'un milliard de francs, à vingt-cinq milliards de francs (« Moniteur belge » du 17 octobre 1970).

Un arrêté royal du 29 octobre 1970 porte augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations et des dépôts de fonds que la Société nationale de Crédit à l'Industrie est autorisée à émettre ou à accepter (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970).

EMPRUNTS

Liste des lois et arrêtés autorisant leur émission :

— arrêté royal et arrêté ministériel du 2 janvier 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8 % - 8,25 % 1970-1975-1981 (« Moniteur belge » du 7 janvier 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 2 janvier 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 % 1970-1980 (« Moniteur belge » du 7 janvier 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 3 avril 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8 % 1970-1976 (« Moniteur belge » du 8 avril 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 3 avril 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 % 1970-1980, 2e série (« Moniteur belge » du 8 avril 1970) ;

— arrêté royal du 8 juin 1970 relatif à l'émission de l'emprunt 1970-1976-1983 du Fonds des Routes (« Moniteur belge » du 11 juin 1970) ;

— arrêté royal du 8 mai 1970 relatif à l'emprunt 1970-1976-1982 à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale des Chemins de fer belges (« Moniteur belge » du 12 mai 1970) ;

— arrêté royal du 12 janvier 1970 fixant les charges d'intérêts et d'amortissement à supporter par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1970 (« Moniteur belge » du 11 avril 1970) ;

— arrêté royal du 21 avril 1970 autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt d'un milliard de francs (« Moniteur belge » du 25 juin 1970) ;

— arrêté royal du 12 janvier 1970 fixant les charges d'intérêts et d'amortissement à supporter par la Société Nationale du Logement sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1970 (« Moniteur belge » du 14 avril 1970) ;

— arrêté royal du 16 janvier 1970 autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de trois milliards de francs (« Moniteur belge » du 17 avril 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 4 septembre 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 % - 8,50 % 1970-1976-1982 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1970) ;

— arrêté royal et arrêté ministériel du 4 septembre 1970 relatifs à l'émission de l'emprunt 8,50 % 1970-1983 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1970) ;

— arrêté ministériel du 4 août 1970 concernant l'émission des bons d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (« Moniteur belge » du 6 août 1970) ;

— arrêté ministériel du 18 septembre 1970 approuvant l'émission par la Caisse nationale de Crédit professionnel d'un emprunt 8,25 % 1970-1976 de cinq cents millions de francs (« Moniteur belge » du 29 septembre 1970) ;

— loi du 6 août 1970 autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence de la somme de 1 141 millions de francs, pour couvrir des dépenses de premier établissement (« Moniteur belge » du 15 septembre 1970) ;

— arrêté ministériel du 5 octobre 1970 relatif à un emprunt de deux milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (« Moniteur belge » du 8 octobre 1970) ;

— arrêté royal du 19 octobre 1970 autorisant la Société nationale du logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards cinq cents millions (« Moniteur belge » du 22 octobre 1970) ;

— arrêté ministériel du 5 novembre 1970 relatif à un emprunt de cinq milliards de francs à contracter, sous la garantie de l'Etat, par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970).

FISCALITÉ

Impôts sur les revenus et taxes assimilées

Un arrêté royal du 12 janvier 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des Impôts sur les revenus (« Moniteur blege » du 27 janvier 1970).

Un arrêté royal du 16 janvier 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des Impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 29 janvier 1970).

La loi du 24 mars 1970 modifie le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 11 avril 1970).

Un arrêté royal du 13 mars 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge « du 5 juin 1970).

Un arrêté royal du 28 mai 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 24 juin 1970).

La loi du 23 avril 1970 modifie le Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 6 mai 1970).

La loi du 22 mai 1970 modifie le Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 2 juin 1970).

Un arrêté royal du 31 juillet 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 25 août 1970).

Au « Moniteur belge » du 15 septembre 1970 est paru un arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

La loi du 10 juillet 1970 proroge l'article 2 de l'arrêté royal nº 9 du 18 avril 1967 modifiant certaines dispositions en matière d'impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 28 juillet 1970).

Un arrêté royal du 8 juillet 1970 porte règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 15 septembre 1970).

Un arrêté royal du 12 novembre 1970 est relatif à la classification des communes en matière de précompte immobilier (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970).

Un arrêté royal du 8 décembre 1970 modifie l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 24 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 8 décembre 1970 modifie l'article 6 de l'arrêté ministériel du 17 juillet 1970 d'exécution du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus (« Moniteur belge » du 24 décembre 1970).

Un arrêté royal du 19 novembre 1970 modifie l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus. (« Moniteur belge » du 25 décembre 1970).

La loi du 24 décembre 1969 tend à proroger l'article 302*ter* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (« Moniteur belge » du 7 janvier 1970).

La loi du 10 juin 1970 tend à proroger l'article 302*ter* du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (« Moniteur belge » du 20 juin 1970).

Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Une loi du 6 février 1970 modifie la loi du 7 février 1961 concernant le régime d'accise des gaz de pétrole et des autres hydrocarbures gazeux, liquéfiés (« Moniteur belge » du 8 avril 1970).

Un arrêté royal du 17 décembre 1970 modifie le régime d'accise de la bière (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 18 décembre 1970 est relatif au régime d'accise de la bière (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté royal du 17 décembre 1970 modifie le régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 18 décembre 1970 porte exécution de l'arrêté royal du 17 décembre 1970 relatif au régime d'accise des huiles minérales (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté royal du 17 décembre 1970 modifie le régime d'accise du tabac (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 18 décembre 1970 est relatif au régime fiscal des tabacs fabriqués (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Droits d'entrée

[Voir Commerce extérieur (Droits d'entrée)]

Taxes assimilées au timbre

La loi du 24 décembre 1969 modifie le Code des taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 19 mars 1970).

L'arrêté royal du 5 mars 1970 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 19 mars 1970).

L'arrêté ministériel du 27 mars 1970 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 28 mars 1970).

Un arrêté royal du 18 mars 1970 détermine le montant du prélèvement au profit du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale sur le produit des taxes assimilées au timbre de l'année 1970 (« Moniteur belge » du 15 avril 1970).

La loi du 5 mai 1970 modifie le Code des droits du timbre (« Moniteur belge » du 16 mai 1970).

Un arrêté ministériel du 26 mai 1970 modifie l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 29 mai 1970).

Un arrêté royal du 15 juillet 1970 détermine le montant du prélèvement au profit du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale sur le produit des taxes assimilées au timbre de l'année 1970 (« Moniteur belge » du 3 septembre 1970).

Un arrêté royal du 12 août 1970 modifie l'arrêté du Régent du 18 septembre 1947 relatif à l'exécution du Code des droits du timbre (« Moniteur belge » du 18 septembre 1970).

Un arrêté royal du 19 octobre 1970 modifie le Code des taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 24 octobre 1970).

Un arrêté royal du 22 octobre 1970 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 30 octobre 1970).

Un arrêté royal du 3 novembre 1970 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 25 novembre 1970).

Un arrêté royal du 19 novembre 1970 détermine le montant du prélèvement au profit du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale sur le produit des taxes assimilées au timbre de l'année 1970 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970).

Un arrêté royal du 24 décembre 1970 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

Un arrêté royal du 28 décembre 1970 modifie le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

L'arrêté royal n° 5 du 6 février 1970 concerne le lieu d'utilisation des prestations de services (« Moniteur belge » du 14 février 1970).

L'arrêté royal n° 6 du 6 février 1970 est relatif aux exemptions concernant les transports internationaux, les navires et bateaux et les aéronefs, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 14 février 1970).

L'arrêté royal n° 7 du 12 mars 1970 concerne les importations de biens (« Moniteur belge » du 18 mars 1970).

L'arrêté royal n° 8 du 12 mars 1970 détermine, en matière de taxe sur la valeur ajoutée, les modalités selon lesquelles les taxes dues soient arrondies, en déduction ou en restitution (« Moniteur belge » du 18 mars 1970).

L'arrêté royal n° 9 du 12 mars 1970 est relatif à la taxation d'office en matière de taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 18 mars 1970).

L'arrêté royal n° 10 du 12 mars 1970 est relatif aux déclarations de commencement, de changement ou de cessation d'activité (« Moniteur belge » du 18 mars 1970).

L'arrêté royal n° 11 du 12 mars 1970 est relatif à l'application de la taxe (« Moniteur belge » du 18 mars 1970).

L'arrêté royal n° 12 du 3 juin 1970 est relatif à la tenue d'un registre des travaux à façon pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 5 juin 1970).

L'arrêté royal n° 13 du 3 juin 1970 concerne le régime des tabacs fabriqués, en matière de taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 5 juin 1970).

L'arrêté royal n° 14 du 3 juin 1970 est relatif aux cessions de bâtiments, effectuées dans les conditions prévues à l'article 8, par. 2 et 3, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 5 juin 1970).

L'arrêté royal n° 15 du 3 juin 1970 organise la procédure d'expertise prévue à l'article 59, par. 2 du Code (« Moniteur belge » du 5 juin 1970).

L'arrêté royal n° 16 du 3 juin 1970 détermine l'application de la taxe aux ventes de poissons, crustacés et mollusques dans les minques communales (« Moniteur belge » du 5 juin 1970).

L'arrêté royal n° 17 du 20 juillet 1970 est relatif à l'établissement d'une base minimale d'imposition pour les voitures automobiles (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970).

L'arrêté royal n° 18 du 20 juillet 1970 concerne les exemptions en matière d'exportations de biens et de services (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970).

L'arrêté royal n° 19 du 20 juillet 1970 règle l'application de la taxe d'égalisation (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970).

L'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixe le taux de la taxe et détermine la répartition des biens et des services selon ces taux (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970).

L'arrêté royal n° 21 du 20 juillet 1970 concerne les mesures transitoires prises en exécution de l'article 99 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 15 août 1970).

Un arrêté du 28 août 1970 modifie l'arrêté royal n° 1 du 23 juillet 1969 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe (« Moniteur belge » du 5 septembre 1970).

L'arrêté royal n° 22 du 15 septembre 1970 détermine le régime particulier applicable aux exploitants agricoles («Moniteur belge » du 19 septembre 1970).

Un arrêté royal du 17 avril 1970 modifie l'arrêté royal du 23 juin 1969 fixant les mesures exceptionnelles et temporaires en matière d'information générale des petites et moyennes entreprises (« Moniteur belge » du 25 septembre 1970).

Un arrêté royal du 22 septembre 1970 modifie l'arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions (« Moniteur belge » du 29 septembre 1970).

L'arrêté royal n° 23 du 19 octobre 1970 règle les modalités d'application de l'article 50, par. 1er, 5° du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 24 octobre 1970).

L'arrêté royal n° 24 du 23 octobre 1970 concerne le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 7 novembre 1970).

L'arrêté ministériel n° 1 du 10 novembre 1970 est relatif aux déductions pour l'application de la taxe (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970).

L'arrêté royal n° 25 du 13 novembre 1970 concerne les dispositions transitoires applicables, à partir de l'entrée en vigueur de la taxe, aux

autorisations, franchises et autres régimes spéciaux accordés en matière de taxes assimilées au timbre (« Moniteur belge » du 25 novembre 1970).

L'arrêté ministériel nº 2 du 17 novembre 1970 concerne les restitutions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 28 novembre 1970).

L'arrêté ministériel nº 3 du 24 novembre 1970 concerne les acomptes mensuels à payer par les assujettis tenus au dépôt de déclarations trimestrielles (« Moniteur belge » du 28 novembre 1970).

L'arrêté royal nº 26 du 2 décembre 1970 est relatif à l'assujettissement des organismes publics à la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 5 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 10 décembre 1970 porte création d'un Bureau central de T.V.A. pour assujettis étrangers au sein de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines (« Moniteur belge » du 15 décembre 1970).

L'arrêté royal nº 27 du 15 décembre 1970 est relatif aux mesures de paiement de la taxe en ce qui concerne les viandes provenant des animaux de boucherie (« Moniteur belge » du 23 décembre 1970).

L'arrêté ministériel nº 4 du 9 décembre 1970 fixe le taux forfaitaire applicable aux importations de biens expédiés par petits envois ou contenus dans les bagages des voyageurs (« Moniteur belge » du 23 décembre 1970).

L'arrêté ministériel nº 5 du 9 décembre 1970 est relatif à l'emploi dans certains bureaux de douanes d'une machine à timbrer pour l'acquittement de la taxe (« Moniteur belge » du 23 décembre 1970).

L'arrêté ministériel nº 6 du 9 décembre 1970 accorde des délais pour le paiement de la taxe dû en raison de l'importation de biens (« Moniteur belge » du 23 décembre 1970).

L'arrêté royal nº 28 du 23 décembre 1970 est relatif au contrôle des transports par route (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

L'arrêté royal nº 29 du 23 décembre 1970 est relatif à la constitution d'une provision par les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

L'arrêté royal nº 30 du 28 décembre 1970 concerne l'application de la taxe à la location-financement d'immeubles (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

La loi du 23 décembre 1970 et l'arrêté royal du 24 décembre 1970 sont relatifs à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

Un arrêté royal du 29 décembre 1970 modifie l'arrêté royal nº 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux et déterminant la répartition des biens et services selon ces taux (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

Un arrêté royal du 28 décembre 1970 modifie l'arrêté royal nº 21 du 20 juillet 1970 relatif aux mesures transitoires prises en exécution de l'article 99 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

L'arrêté royal nº 31 du 29 décembre 1970 est relatif aux modalités d'application aux opérations effectuées par les assujettis établis à l'étranger qui n'ont pas d'établissement stable dans le pays (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

Un arrêté ministériel du 28 décembre 1970 concerne la déclaration, pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée et de la taxe spéciale à l'exportation, des importations et des exportations par la frontière belgo-néerlandaise et par la frontière belgo-luxembourgeoise (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970).

Industrie (Voir Expansion économique et Réglementation de la production et du commerce)

Investissements (Voir Expansion économique)

Législation commerciale

[Voir Réglementation de la production et du commerce (Législation commerciale)]

Monnaie et Crédit

MARCHÉ MONÉTAIRE

Au cours de l'année 1970, le taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique a subi deux modifications. Fixé à 7,50 % depuis le 18 septembre 1969, le taux d'escompte a été ramené à 7,00 % le 22 octobre 1970 et à 6,50 % le 10 décembre 1970. Les taux d'intérêt sur avances en compte courant et certaines catégories de prêts ont enregistré des réductions analogues.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

Le Conseil ministériel de l'O.C.D.E. s'est tenu en mai à Paris ; le problème de l'instauration d'un système généralisé de tarifs préfé-

rentiels en faveur des pays en voie de développement y fut discuté ; le ministre belge du Commerce extérieur a formulé une proposition destinée à renforcer la collaboration des pays industrialisés dans le domaine de la politique économique.

La Belgique figure parmi les six Etats membres du Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E. qui ont consacré en 1969 plus de 1 % de leur produit national brut à l'aide aux pays en voie de développement.

Prévoyance sociale

GÉNÉRALITÉS

La loi du 5 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) modifie certaines dispositions relatives aux régimes de pensions des travailleurs salariés, des ouvriers, des employés, des ouvriers mineurs et des assurés libres et au revenu garanti aux personnes âgées.

L'arrêté royal du 25 août 1970 (« Moniteur belge » du 13 novembre 1970) a été pris en exécution des articles 3 et 14 de la loi du 5 août 1968 établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé.

HANDICAPÉS

L'arrêté royal du 16 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) modifie celui du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés.

L'arrêté royal du 25 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) majore le taux de l'allocation spéciale prévue par l'article 11 de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

L'arrêté royal du 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1970) étend le champ d'application de l'assurance soins de santé obligatoire aux handicapés.

PERSONNES AGÉES

L'arrêté royal du 22 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 4 février 1970) modifie la loi du 1er avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées.

L'arrêté royal du 23 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) porte ajustement de ce revenu garanti.

SALARIÉS ET APPOINTÉS

Dispositions générales

La loi du 5 juin 1970 (« Moniteur belge » du 16 juin 1970) modifie les taux des cotisations de sécurité sociale.

L'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs a été modifié par les arrêtés royaux des 6 février et 15 juin 1970 (« Moniteur belge » des 14 février et 30 juin 1970).

Accidents du travail et maladies professionnelles

L'arrêté royal du 3 juin 1970 (« Moniteur belge » du 27 août 1970) coordonne les dispositions légales relatives aux maladies professionnelles.

L'arrêté royal du 28 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970) établit le tarif des soins de santé applicable en matière de réparation de dommages résultant des accidents du travail.

L'arrêté royal du 12 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 7 février 1970) modifie celui du 10 avril 1954 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail survenus aux gens de mer.

L'arrêté royal du 1er octobre 1970 (« Moniteur belge » du 28 novembre 1970) modifie l'arrêté du Régent du 19 octobre 1944 concernant l'octroi d'allocations à certaines catégories de victimes d'accidents du travail.

Allocations familiales

Le taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés a été majoré successivement par les arrêtés royaux du 23 janvier et du 16 juin 1970 (« Moniteur belge » du 12 février et du 23 juin 1970).

L'arrêté ministériel du 19 mai 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) détermine le montant de la rémunération au-delà de laquelle l'apprenti cesse de bénéficier des allocations familiales.

L'arrêté royal du 25 mai 1970 (« Moniteur belge » du 1er juillet 1970) modifie celui du 15 février 1968 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours.

Des modifications sont apportées aux lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés par les arrêtés royaux des 9 juillet et 30 septembre 1970 (« Moniteur belge » des 23 juillet et 23 octobre 1970 ; err. « Moniteur belge » du 17 novembre 1970).

L'arrêté royal du 24 août 1970 (« Moniteur belge » du 11 septembre 1970) modifie celui du 1er février 1968 relatif à l'allocation familiale de vacances.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Les « Moniteur belge » des 17 avril, 15 mai et 24 novembre 1970 publient des arrangements administratifs relatifs aux modalités d'application des conventions générales sur la sécurité sociale entre la Belgique et respectivement l'Algérie, la Grèce et la Yougoslavie.

MALADIE-INVALIDITÉ

Le « Moniteur belge » du 28 mars 1970 publie les accords intervenus le 14 janvier 1970 aux commissions nationales médico-mutualiste et dento-mutualiste.

Un arrêté royal du 30 juin 1970 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1970) fixe le montant maximum d'honoraires et de prix pour les prestations médicales et dentaires en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Un autre arrêté du 30 juin 1970 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1970) fixe le montant d'intervention du bénéficiaire ou de l'assurance-soins de santé dans les honoraires pour certaines prestations.

L'arrêté royal du 24 mars 1970 (« Moniteur belge » du 28 mars 1970) fixe les bases de calcul de l'intervention de l'assurance-soins de santé dans le coût des prestations médicales et dentaires.

Des modifications ont été apportées à la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité par les lois des 26 mars, 18 avril et 9 juin 1970 et par l'arrêté royal du 29 juillet 1970 (« Moniteur belge » des 28 mars, 30 avril, 27 juin et 13 août 1970).

L'arrêté royal du 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1970) fixe au 1er juillet 1970 la date d'entrée en vigueur de l'article 45 de la loi du 27 juin 1969 modifiant celle du 9 août 1963.

L'arrêté royal du 29 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 14 août 1970) modifie celui du 26 mars 1970 déterminant les formalités à accomplir par les médecins et les dentistes en vue de l'entrée en vigueur des accords visés à l'article 34 de la loi du 9 août 1963.

L'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 a été modifié par les arrêtés royaux des 3 avril, 24 avril et 18 novembre 1970 (« Moniteur belge » des 11 avril, 30 avril et 24 novembre 1970).

L'arrêté royal du 24 décembre 1963 fixant les conditions d'intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans le coût des fournitures pharmaceutiques a été modifié par les arrêtés royaux des 14 janvier, 6 février, 18 avril, 6 mai, 20 juillet, 26 octobre et 20 novembre 1970 (« Moniteur belge » des 27 janvier, 13 février, 1er mai, 21 mai, 30 juillet, 30 octobre et 19 décembre 1970).

L'arrêté royal du 24 décembre 1963 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité a été modifié par les arrêtés royaux des 24 mars, 16 juillet et 15 décembre 1970 (« Moniteur belge » des 28 mars, 18 août, et 22 décembre 1970).

Pensions

Les lois des 21 mai 1955 et 12 juillet 1957 relatives respectivement à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés ont été modifiées par arrêtés royaux du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 21 mars 1970), tandis que deux arrêtés royaux du 19 février 1970 (« Moniteur belge » du 21 mars 1970) modifient les règlements généraux de ces régimes de pension.

L'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés a été modifié par les arrêtés royaux des 11 février, 3 et 21 décembre 1970 (« Moniteur belge » des 21 mars, 23 et 30 décembre 1970).

L'arrêté royal du 23 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) majore la pension d'invalidité accordée aux ouvriers mineurs ; celui du 19 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1970) est relatif à ce régime de pension.

La loi du 29 juin 1970 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1970) modifie l'arrêté royal nº 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et instaurant un régime de pension anticipé en faveur des marins pêcheurs ; l'arrêté royal d'exécution du 3 août 1970 a paru au « Moniteur belge » du 26 septembre 1970.

L'arrêté royal du 23 juin 1970 (« Moniteur belge » du 30 juin 1970) fixe les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiant d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur salarié.

Vacances annuelles

La loi du 26 mars 1970 (« Moniteur belge » du 28 mars 1970) intègre le double pécule afférent à la troisième semaine de vacances dans le régime des vacances annuelles des travailleurs salariés.

L'arrêté royal du 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1970) modifie celui du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

La loi du 21 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 25 décembre 1970 ; err. « Moniteur belge » du 31 décembre 1970) crée un Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

La loi du 9 juin 1970 (« Moniteur belge » du 17 juin 1970) porte programmation sociale en faveur des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 15 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) modifie celui du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal nº 38 du 27 juillet organisant le statut social des indépendants.

Les arrêtés royaux du 20 février 1970 (« Moniteur belge » du 24 mars 1970) et du 16 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) modifient l'arrêté royal du 22 décembre 1967 modifiant le règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 14 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) modifie l'arrêté royal nº 72 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 8 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) fixe les conditions dans lesquelles certains prisonniers de guerre et certains prisonniers politiques bénéficiant d'un statut de reconnaissance nationale peuvent prétendre à une pension de retraite anticipée de travailleur indépendant.

L'arrêté royal du 29 juin 1970 (« Moniteur belge » du 11 juillet 1970) modifie celui du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles la loi du 9 août 1963 est étendue aux travailleurs indépendants.

L'arrêté royal du 20 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 4 août 1970) modifie l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés.

L'arrêté royal du 23 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970 ; err. « Moniteur belge » du 20 novembre 1970) détermine l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour les deux premiers trimestres de 1971 dans le cadre du statut social des indépendants.

L'arrêté royal du 10 août 1970 (« Moniteur belge » du 18 août 1970) modifie celui du 11 septembre 1969 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains pharmaciens.

Un autre arrêté royal du 10 août 1970 (« Moniteur belge » du 18 août 1970) institue un régime d'avantages sociaux pour certains médecins et praticiens de l'art dentaire.

Prix

L'arrêté ministériel du 10 février 1970 (« Moniteur belge » du 20 mars 1970) modifiant l'arrêté ministériel du 3 avril 1958 fixe les prix maxima pour les transports par taxis. Cet arrêté est modifié ensuite par celui du 6 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 14 novembre 1970) par lequel les prix maxima pour le transport de personnes par taxis sont fixés en comprenant la taxe sur la valeur ajoutée.

L'arrêté ministériel du 4 juin 1970 (« Moniteur belge » du 25 juin 1970) bloque les prix des appareils destinés à effectuer l'épreuve respiratoire prévue par le Code de la circulation routière.

Par arrêté ministériel du 1er juillet 1970 (« Moniteur belge » du 7 juillet 1970) bloquant le prix du café soluble, il a été décidé que, sauf dérogation accordée par le Ministère des Affaires économiques, les prix de vente des cafés solubles ne peuvent dépasser les prix pratiqués au 1er mai 1970.

L'arrêté ministériel du 2 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) fixe les prix minima des briques.

L'arrêté ministériel du 15 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 18 juillet 1970) est relatif aux prix de vente des viandes bovines et porcines.

L'arrêté ministériel du 15 juin 1970 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1970) modifie l'arrêté ministériel du 5 novembre 1955 portant réglementation des prix de l'énergie électrique en basse tension.

L'arrêté ministériel du 6 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970) modifie l'arrêté ministériel du 8 octobre 1959, prescrivant la déclaration des hausses de prix et déterminant les prix de vente à pratiquer à partir du 1er janvier 1971.

L'arrêté ministériel du 10 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 23 décembre 1970) concerne la réglementation des prix des spécialités pharmaceutiques.

L'arrêté ministériel du 21 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970) détermine les prix de vente des produits agricoles à pratiquer à partir du 1er janvier 1971.

L'arrêté ministériel du 28 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 31 décembre 1970) modifiant l'arrêté ministériel du 27 septembre 1962 fixe le prix maximum de vente au consommateur du lait de consommation.

Recherche scientifique

L'arrêté royal du 31 mars 1970 (« Moniteur belge » du 25 avril 1970) met une somme de 50 millions de francs à la disposition du Ministre des Affaires économiques à titre d'intervention pour la mise au point et l'achat du troisième cœur BR 3 et l'étude du quatrième cœur BR 3/4.

Réglementation de la production et du commerce

LÉGISLATION COMMERCIALE

L'arrêté royal du 10 novembre 1969 modifie l'arrêté royal du 30 juin 1936, portant règlement général du contrôle des entreprises de prêts hypothécaires (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970).

L'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation, est modifié par l'arrêté royal du 10 novembre 1968 (« Moniteur belge » du 17 janvier 1970).

Le « Moniteur belge » du 20 mars 1970 publie l'arrêté ministériel du 10 mars 1970, portant exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939, réglementant le commerce ambulant.

La loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement, modifiée par la loi du 5 mars 1965, pour l'étendre aux prêts personnels à tempérament, est modifié par la loi du 8 juillet 1970. Par cette modification, un répit de 7 jours est accordé à l'acheteur, pendant lequel il peut renoncer à son contrat par lettre recommandée, à titre gracieux (« Moniteur belge » du 28 juillet 1970).

L'arrêté royal du 23 décembre 1957, relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957, réglementant les ventes à tempérament et leur financement est modifié par l'arrêté royal du 5 août 1970. Par cet arrêté les tarifs appliqués sont adaptés au développement conjoncturel (« Moniteur belge » du 19 août 1970).

Le « Moniteur belge » du 25 décembre 1970 publie l'arrêté royal du 22 décembre 1970, relatif à l'organisation générale de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Salaires (Voir aussi Prévoyance sociale et Travail)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL ET COMITÉS PARITAIRES NATIONAUX

La loi du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) modifie la législation sur les contrats de louage de travail. Ces modifications ont trait aux dispositions du contrat de travail, au contrat d'emploi, au reclassement social des handicapés, aux contrats d'engagement pour le service des bâtiments de navigation intérieure, à la protection de la rémunération des travailleurs, au travail des femmes, à l'insaisissabilité de la rémunération des enfants mineurs du chef des ventes et prêts à tempérament, au statut des représentants de commerce.

La loi du 24 avril 1970 (« Moniteur belge » du 20 mai 1970) sur le contrat de travail domestique comporte : les dispositions générales du contrat de travail domestique, les obligations des parties, la suspension de l'exécution du contrat, la cessation du contrat et les dispositions spéciales concernant la femme mariée et le mineur d'âge.

La loi du 28 février 1970 (« Moniteur belge » du 19 juin 1970) concerne l'approbation de la Convention n° 95 ayant trait à la protection du salaire, adoptée à Genève, le 1er juillet 1949, par la conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail, au cours de sa trente-deuxième session.

FIXATION ET CONDITIONS DE REMUNÉRATION ET DE TRAVAIL

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales :

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 7 janvier 1970) — convention de travail du 12 février 1969 et arrêté royal du 22 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 6 novembre 1970) — convention de travail du 15 avril 1970, entreprises forestières ;

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) — convention de travail des 22 septembre 1967 et 31 octobre 1968, transport, (Err. « Moniteur belge » n° 212 du 1er novembre 1969) ;

— arrêté royal du 10 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) modifiant l'arrêté royal du 8 mai 1964, l'industrie des briques.

— arrêté royal du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 13 janvier 1970) — convention de travail du 14 novembre 1969 modifiant la convention de travail du 20 décembre 1968, certains ouvriers occupés la nuit dans la pêche maritime.

— arrêté royal du 28 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1970) — convention de travail du 16 avril 1969, pépinières (Err. « Moniteur belge » nº 247 du 23 décembre 1969) ;

— arrêté royal du 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1970) — convention de travail du 12 mai 1969, carreaux de revêtement et de pavement ;

— arrêté royal du 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 23 janvier 1970) — convention de travail du 29 mai 1969, entreprises de construction de carrosseries ;

— arrêté royal du 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 28 janvier 1970) — convention de travail du 29 mai et arrêté royal du 13 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 31 octobre 1970) — convention de travail du 28 mai 1970 modifiant la convention de travail du 29 mai 1969, entreprises d'installations électriques, les entreprises de commerce en gros ou en détail d'appareils électriques et les entreprises de radio et de télédistribution ;

— arrêté royal du 28 août 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1970) — convention de travail du 30 avril 1969, entreprises de l'imprégnation du bois pour compte de tiers ;

— arrêté royal du 14 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1970) — convention de travail du 21 mai 1969, entreprises qui relèvent de certains secteurs de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois ;

— arrêté royal du 20 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 3 février 1970) — convention de travail du 2 avril 1969, entreprises de commerce de bois ;

— arrêté royal du 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 5 février 1970) — convention de travail du 12 mars 1969, entreprises commerciales connexes aux constructions métalliques, mécaniques et électriques à l'exclusion des entreprises de commerce en gros ou en détail d'appareils électriques ;

— arrêté royal du 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 5 février 1970) — convention de travail du 29 mai 1969, entreprises d'horlogerie, de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie, y compris le commerce et l'entretien y afférents ;

— arrêté royal du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 12 février 1970) — convention de travail du 12 mai 1969, fabrication de pots et tuyaux en grès vernissé ;

— arrêté royal du 12 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 24 février 1970) — convention de travail du 27 juin 1969, entreprises de fabrication d'articles de voyage et de maroquinerie en y comprenant les ceintures, la gainerie et les équipements militaires ;

— arrêté royal du 12 février 1970 (« Moniteur belge » du 18 mars 1970) — décision du 8 janvier 1969 de la Commission paritaire nationale de la Société nationale des Chemins de fer belges concernant la protection de la rémunération des travailleurs ;

— arrêté royal du 12 mars 1970 (« Moniteur belge » du 25 mars 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969 complétant celle du 26 juin 1969, l'industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 13 mars 1970 (« Moniteur belge » du 3 avril 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969, industrie des matières plastiques ;

— arrêté royal du 5 mars 1970 (« Moniteur belge » du 9 avril 1970) — convention de travail du 23 octobre 1969, industrie textile ;

— arrêté royal du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 15 avril 1970) — convention de travail du 12 novembre 1969, ameublement et industrie transformatrice du bois ;

— arrêté royal du 20 mars 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) — convention de travail du 16 avril 1969, pépinières forestières ;

— arrêté royal du 6 février 1970 (« Moniteur belge » du 13 mai 1970) — convention de travail du 28 octobre 1969 et arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 19 novembre 1970) — convention de travail du 4 juin 1970, ouvriers et ouvrières dans les entreprises de garage ;

— arrêté royal du 21 avril 1970 (« Moniteur belge » des 5 juin et 1er août 1970) — en exécution de la loi du 15 juillet 1964 — convention de travail du 5 mars 1969, industrie et commerce du pétrole ;

— la loi du 9 juin 1970 (« Moniteur belge » du 18 juin 1970) est relative à l'occupation d'étudiants ;

— arrêté royal du 20 mars 1970 (« Moniteur belge » du 23 juillet 1970) — convention de travail du 22 décembre 1969, entreprises de commerce extérieur et des bureaux maritimes ;

— arrêté royal du 17 avril 1970 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970) et arrêté royal du 28 août 1970 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1970) — convention de travail du 18 juin 1970 modifiant la convention de travail du 6 mai 1969, personnel navigant ;

— arrêté royal du 24 avril 1970 (« Moniteur belge » du 4 août 1970) — convention de travail du 9 décembre 1969, entreprises d'assurances ;

— arrêté royal du 16 juin 1970 (« Moniteur belge » du 21 août 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969, industrie chimique ;

— arrêté royal du 2 juin 1970 (« Moniteur belge » du 3 octobre 1970) — convention de travail du 7 janvier 1970, poterie ordinaire en terre commune ;

— arrêtés royaux du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » des 8 octobre et 17 novembre 1970) — convention de travail du 6 mai 1970 modifiant la convention de travail du 26 mars 1969, entreprises de montage de ponts et charpentes métalliques ;

— arrêté royal du 9 juin 1970 (« Moniteur belge » du 9 octobre 1970) — convention de travail du 23 février 1970, ouvriers et ouvrières occupés dans les entreprises de l'armurerie à la main ;

— arrêté royal du 10 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 10 octobre 1970) — convention de travail du 23 avril 1970, modifiant la décision du 15 juin 1966 modifié par la convention de travail du 14 mai 1968, certaines catégories de travailleurs de l'industrie hôtelière ;

— arrêté royal du 3 août 1970 (« Moniteur belge » du 15 octobre 1970) — convention de travail du 30 juin 1970, maîtres-tailleurs et tailleuses ;

— arrêté royal du 16 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 23 octobre 1970) — convention de travail du 23 avril 1970, construction ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 5 novembre 1970) — convention de travail du 26 février 1970, ouvriers et ouvrières occupés dans la ganterie ;

— arrêté royal du 22 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970) — convention de travail du 8 avril 1970, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970) — convention de travail du 29 avril 1970, ouvriers et ouvrières des entreprises d'agglomérés de ciment ;

— arrêté royal du 21 août 1970 (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970) — convention de travail du 23 avril 1970, ouvriers et ouvrières des boulangeries artisanales ;

— arrêté royal du 28 août 1970 (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970) — convention de travail du 29 janvier 1970, l'industrie de la transformation du papier et du carton ;

— arrêté royal du 28 août 1970 (« Moniteur belge » du 20 novembre 1970) — convention de travail des 22 mai 1969 et 26 janvier 1970, entreprises pour la production des pâtes, papiers et cartons ;

SALAIRES MINIMA

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant les salaires horaires minima des ouvriers et ouvrières :

— arrêté royal du 23 juin 1969 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1970) — convention de travail du 30 avril 1969 et arrêté royal du 11 septembre

1970 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, conserves de fruits, fruits confits, pâtes de pommes, fruits congelés et surgelés et les confitureries, siroperies et pectineries ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 1er janvier 1970) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce alimentaire (Err. « Moniteur belge » nº 213 du 4 novembre 1969) ;

— arrêté royal du 5 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 3 janvier 1970) — convention de travail du 10 juillet 1969, pâtisserie artisanale (Err. « Moniteur belge » nº 208 du 28 octobre 1969) ;

— arrêtés royaux des 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1969) et 22 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970) — conventions de travail des 30 avril 1969 et 20 mai 1970, meuneries et entreprises de fleur de seigle ;

— arrêté royal du 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 14 janvier 1970) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce de bières et eaux de boisson ;

— arrêté royal du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 25 février 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969, industrie chimique ;

— arrêté royal du 12 mars 1970 (« Moniteur belge » du 25 mars 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969 complétant celle du 26 juin 1969, l'industrie des tabacs ;

— arrêté royal du 17 avril 1970 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1970) — convention de travail du 4 décembre 1969 modifiant la convention du 21 avril 1966, industrie et commerce du diamant ;

— arrêté royal du 5 mai 1970 (« Moniteur belge » du 5 août 1970) — convention de travail du 18 février 1970 modifiant la convention de travail du 3 juillet 1968, exploitations forestières et l'industrie du bois des mines ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, brasseries ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 17 novembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, pâtisserie industrielle ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, biscotterie ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, biscuiterie, spéculoos, pain azyme et pain d'épices ;

— arrêté royal du 16 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 11 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, entreprises de l'industrie des boissons ;

— arrêté royal du 16 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, entreprises de fabrication d'aliments de régime, de produits pour entremets et desserts, d'essences et extraits, de spécialités alimentaires et de cafés solubles ;

— arrêté royal du 23 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 18 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, levureries et distilleries ;

RATTACHEMENT DES SALAIRES A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales concernant le rattachement des salaires des ouvriers et ouvrières à l'indice des prix à la consommation :

— arrêtés royaux des 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1970) et 22 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970) — conventions de travail des 30 avril 1969 et 20 mai 1970, meuneries et entreprises de fleur de seigle ;

— arrêté royal du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 15 avril 1970) — convention de travail du 12 novembre 1969, ameublement et industrie transformatrice du bois ;

— arrêté royal du 17 avril 1970 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970) et arrêté royal du 28 août 1970 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1970) — convention de travail du 18 juin 1970 modifiant la convention de travail du 6 mai 1969, personnel navigant ;

— arrêté royal du 5 mai 1970 (« Moniteur belge » du 5 août 1970) — convention de travail du 18 février 1970 modifiant la convention de travail du 3 juillet 1968, exploitations forestières et l'industrie du bois des mines ;

— arrêté royal du 22 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 6 novembre 1970) — convention de travail du 8 avril 1970, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 21 août 1970 (« Moniteur belge » du 11 novembre 1970) — convention de travail du 26 janvier 1970, entreprises pour la production des pâtes, papiers et cartons ;

— arrêtés royal du 21 août 1970 (« Moniteur belge » du 14 novembre 1970) — convention de travail du 23 avril 1970, boulangeries et pâtisseries artisanales ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1970) — convention de travail du 29 janvier 1970, transformation du papier et du carton ;

— arrêté royal du 4 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 29 décembre 1970) — convention de travail du 25 septembre 1970 reconduisant la convention de travail du 18 avril 1968, l'industrie des briques ;

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires les conventions collectives de travail des commissions paritaires nationales, concernant la durée de travail :

— arrêté royal du 16 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) — entreprises exploitant un service d'autobus ; (Err. « Moniteur belge » nº 212 du 1er novembre 1969) ;

— arrêtés royaux des 2 septembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 janvier 1970) et 22 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970) — conventions de travail des 30 avril 1969 et 20 mai 1970, meuneries et entreprises de fleur de seigle ;

— arrêté royal du 8 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 20 janvier 1970) — convention de travail du 10 juillet 1969 et arrêté royal du 16 juin 1970 (« Moniteur belge » du 22 août 1970) — décision du 23 avril 1970, boucheries, charcuteries et triperies ;

— arrêté royal du 9 octobre 1969 (« Moniteur belge » du 21 janvier 1970) — convention de travail du 12 mai 1969, carreaux de revêtement et de pavement ;

— arrêté royal du 17 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 31 janvier 1970) — convention de travail du 30 avril 1969, entreprises d'imprégnation du bois pour compte de tiers ;

— arrêté royal du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 février 1970), pris en exécution de la loi du 15 juillet 1964, secteurs publics et privés de l'économie nationale ;

— arrêté royal du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 10 février 1970) et arrêté royal du 21 avril 1970 (« Moniteur belge » des 5 juin et 1er août 1970), en exécution de la loi du 15 juillet 1964 — convention de travail du 5 mars 1969, industrie et commerce du pétrole ;

— arrêté royal du 23 décembre 1969 (« Moniteur belge » du 12 février 1970) — convention de travail du 12 mai 1969, fabrication de pots et tuyaux en grès vernissé ;

— arrêté royal du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 25 février 1970) — convention de travail du 22 octobre 1969 et arrêté royal du 5 juin 1970 (« Moniteur belge » du 18 août 1970), industrie chimique ;

— arrêté royal du 20 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 13 mars 1970) — convention de travail du 10 juillet 1969, commerce alimentaire (Err. « Moniteur belge » nº 239 du 11 décembre 1969) ;

— arrêté royal du 11 février 1970 (« Moniteur belge » du 17 mars 1970) — convention de travail du 29 janvier 1969, l'industrie des cuirs et peaux ;

— arrêté royal du 12 février 1970 (« Moniteur belge » du 18 mars 1970)

relatifs à certains travailleurs occupés par la Société nationale des Chemins de fer belges ;

— arrêté royal du 20 mars 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) — pépinières forestières ;

— arrêté royal du 20 mars 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) — décision du 10 décembre 1969 et arrêté royal du 7 octobre 1970 («Moniteur belge » du 23 décembre 1970) — convention de travail du 16 juin 1970, blanchisseries et entreprises de teinturerie et dégraissage ;

— arrêté royal du 21 avril 1970 (« Moniteur belge » du 29 mai 1970) — modifiant l'arrêté royal du 10 février 1967, l'industrie textile ;

— arrêté royal du 1er juin 1970 (« Moniteur belge » du 16 juin 1970) — modifiant l'arrêté royal du 31 mars 1967 — décision du 30 janvier 1970, l'industrie textile et la bonneterie ;

— arrêté royal du 9 juin 1970 (« Moniteur belge » du 31 juillet 1970) — convention de travail des 17 mars et 9 décembre 1969, entreprises d'assurance ;

— arrêté royal du 11 mai 1970 (« Moniteur belge » du 5 août 1970) — convention de travail du 6 janvier 1970 modifiant la décision du 23 novembre 1965, modifiée par la convention du 14 novembre 1967, pharmacies ;

— arrêté royal du 10 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 20 août 1970) en exécution de la loi du 15 juillet 1964 — décision et convention de travail du 17 février 1970, construction ;

— arrêté royal du 2 juin 1970 (« Moniteur belge » du 21 août 1970) — convention de travail du 16 juin 1969, entreprises permanentes de spectacles ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 27 août 1970) modifiant l'arrêté royal du 13 mai 1968, entreprises de nettoyage et de désinfection ;

— arrêté royal du 15 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 9 septembre 1970) — industrie de la transformation du papier et du carton ;

— arrêté royal du 10 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 6 octobre 1970) — convention de travail du 29 avril 1970, secteur d'activité des agglomérés à base de ciment ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 8 octobre 1970) — convention de travail du 23 avril 1970, industrie hôtelière ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 («Moniteur belge» du 13 octobre 1970) — convention de travail du 27 mars 1970, l'industrie de l'habillement et de la confection ;

— arrêté royal du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1970) — décision du 20 mai 1970, brasseries ;

— arrêté royal du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 30 octobre 1970) — décision du 20 mai 1970, tueries de volailles ;

— arrêté royal du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1970) — décision du 20 mai 1970, biscuiteries, biscotteries, chocolateries, confiseries ainsi que les entreprises de fabrication de spéculoos, de pain d'épices, de pain azyme et de pâtes à tartiner ;

— arrêté royal du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1970) — décision du 20 mai 1970, entreprises appartenant au secteur d'activité des crêmes glacées ;

— arrêté royal du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 7 novembre 1970) — décision du 20 mai 1970, glucoseries, amidonneries de maïs et de riz, féculeries et maïseries ;

— arrêtés royaux du 11 août 1970 (« Moniteur belge » du 10 novembre 1970) — décisions du 20 mai 1970, entreprises d'eaux de boisson et de limonades ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 18 novembre 1970) — convention de travail du 30 juin 1970, entreprises de fabrication de vaisselle en faïence et en porcelaine, d'articles de fantaisie en céramique, de porcelaine électrotechnique et industrielle, d'articles sanitaires en céramique, de meules, toiles et papiers abrasifs ;

— arrêté royal du 16 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1970), entreprises dont l'activité consiste dans le pilotage et l'amarrage de bateaux de mer ;

— arrêté royal du 15 octobre 1970 (« Moniteur belge » du 8 décembre 1970) — convention de travail du 8 juillet 1970, ameublement et industrie transformatrice du bois ;

— arrêté royal du 23 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 15 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, entreprises de conserves de viandes, saucissons, salaisons, viandes fumées et dérivés de viande ;

— arrêté royal du 11 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 16 décembre 1970) — convention de travail du 20 mai 1970, les pâtisseries industrielles ;

— arrêté royal du 17 novembre 1970 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970) — décision et convention de travail du 20 mai 1970, l'industrie alimentaire ;

Les arrêtés royaux suivants rendent obligatoires une série de conventions :

— arrêté royal du 5 mars 1970 (« Moniteur belge » du 14 avril 1970) — convention de travail du 16 octobre 1969 fixant les conditions de rémunération des employés occupés dans les entreprises de vente au détail ;

— arrêté royal du 20 mars 1970 (« Moniteur belge » du 5 mai 1970) — convention de travail du 29 octobre 1969 modifiant la convention de travail du 15 octobre 1968 fixant les conditions de travail et de rémunération pour les employés et les gérants des entreprises relevant des magasins d'alimentation à succursales multiples ;

— arrêté royal du 30 juin 1970 (« Moniteur belge » du 4 juillet 1970) — convention de travail du 9 juin 1970 concernant l'octroi par l'employeur aux employés ne bénéficiant pas du salaire mensuel garanti d'une indemnité complémentaire à celle qui est accordée par le régime de l'assurance maladie-invalidité en cas d'incapacité de travail ;

— arrêté royal du 17 avril 1970 (« Moniteur belge » des 1er août et 9 septembre 1970) — convention de travail du 22 janvier 1970 fixant les conditions de rémunération dans l'industrie du pétrole ;

— arrêté royal du 15 mai 1970 (« Moniteur belge » du 6 août 1970) — convention de travail du 26 février 1970, fixant les conditions de travail et de rémunération des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale pour les agents de change ;

— arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 16 octobre 1970) et arrêté royal du 3 août 1970 (« Moniteur belge » du 5 décembre 1970) — convention de travail du 11 mai 1970 prorogeant la convention de travail du 8 février 1968 fixant les conditions de rémunération des travailleurs occupés dans les entreprises relevant de la Commission paritaire nationale auxiliaire pour employés ;

Statistiques

L'arrêté royal du 19 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 14 avril 1970) prescrit l'élaboration d'une statistique mensuelle de l'activité dans l'industrie des fabrications métalliques.

L'arrêté royal du 20 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 17 juillet 1970) prescrit une statistique annuelle des assurances et des réassurances.

L'arrêté royal du 6 février 1970 (« Moniteur belge » du 25 février 1970) maintient en vigueur certains arrêtés prescrivant des statistiques de la production, de l'activité et des stocks.

Les arrêtés royaux des 20 février et 14 septembre 1970 (« Moniteur belge » des 11 mars et 26 septembre 1970) prescrivent une enquête par sondage sur l'effectif du cheptel porcin, respectivement au 1er mars et au 1er juillet 1970.

L'arrêté royal du 20 février 1970 (« Moniteur belge » du 12 juin 1970) prescrit une statistique annuelle de la production de moût et de vin de raisins frais.

L'arrêté royal du 22 mai 1970 (« Moniteur belge » du 3 juin 1970) prescrit le recensement général de l'agriculture et des forêts en 1970.

L'arrêté royal du 5 août 1970 (« Moniteur belge » du 19 septembre 1970) est relatif au recensement général de la population et au recensement de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970.

Le « Moniteur belge » du 3 septembre 1970 publie le relevé officiel de la population au 31 décembre 1969.

L'arrêté royal du 29 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 12 décembre 1970) prescrit une enquête semestrielle par sondage sur les gains des ouvriers et la durée du travail dans l'industrie, ainsi qu'une enquête trimestrielle sur l'évolution globale des gains des ouvriers masculins majeurs de l'industrie.

Transport

TRANSPORT AÉRIEN

Dans le « Moniteur belge » du 7 janvier 1970, on retrouve le Protocole, concernant le texte authentique trilingue de la Convention relative à l'Aviation civile internationale, et annexe, faits à Buenos Aires le 24 septembre 1968.

Le « Moniteur belge » du 8 janvier 1970 publie le Protocole fait à Montréal le 21 juin 1961, portant amendement à la Convention relative à l'Aviation civile internationale, signée à Chicago, le 7 décembre 1944.

TRANSPORT TERRESTRE

Le 15 novembre 1968, à Helsinki, un accord concernant les transports routiers internationaux et Protocole fut signé par le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Finlande. Le texte a paru dans le « Moniteur belge » du 1er janvier 1970. Dans le même « Moniteur belge », on retrouve l'accord du 31 juillet 1969 avec la Bulgarie, concernant les transports routiers internationaux.

Le 10 février 1970, un accord fut signé à Vienne entre la Belgique et l'Autriche, concernant les transports routiers internationaux de marchandises (« Moniteur belge » du 8 décembre 1970).

Travail (Voir aussi Prévoyance sociale et Salaires)

La loi du 21 novembre 1969 (« Moniteur belge » du 9 janvier 1970) modifie la législation sur les contrats de louage de travail.

Le « Moniteur belge » du 20 mai 1970 publie la loi du 24 avril 1970 sur le contrat de travail domestique ; l'arrêté royal du 9 juillet 1970 (« Moniteur belge » du 14 juillet 1970) détermine un type de contrat écrit.

La loi du 9 juin 1970 (« Moniteur belge » du 18 juin 1970) est relative à l'occupation d'étudiants.

Divers arrêtés royaux fixent les conditions dans lesquelles le manque de travail résultant de causes économiques suspend l'exécution du contrat de travail ; les secteurs concernés sont :

— les blanchisseries, lavoirs, entreprises de repassage, dépôts et shops s'occupant d'une ou plusieurs de ces activités (arrêté royal du 12 mars 1970, « Moniteur belge » du 9 avril 1970) ;

— les entreprises qui s'occupent de la teinturerie, du nettoyage chimique et du repassage de vêtements ou objets d'ameublement, dépôts et shops (arrêté royal du 12 mars 1970, « Moniteur belge » du 9 avril 1970) ;

— certaines entreprises diamantaires (arrêté royal du 5 mai 1970, « Moniteur belge » du 25 juillet 1970, modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 1963) ;

— les entreprises de préparation du lin (arrêté royal du 22 octobre 1970, « Moniteur belge » du 19 décembre 1970).

L'arrêté royal du 23 mars 1970 (« Moniteur belge » du 28 mars 1970) fixe les taux et les modalités d'octroi des rémunérations des handicapés occupés dans les ateliers protégés ; un arrêté ministériel du 23 mars 1970 établit les conditions d'intervention du Fonds national de reclassement social des handicapés dans la rémunération et les charges sociales supportées par les ateliers protégés.

L'arrêté royal du 14 janvier 1970 (« Moniteur belge » du 10 avril 1970) modifie celui du 1er juillet 1965 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants qui ont terminé avec succès un cycle complet de cours ressortissant à un enseignement à horaire réduit leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle.

L'arrêté ministériel du 12 mai 1970 (« Moniteur belge » du 28 mai 1970) modifie celui du 22 mai 1964 relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle.

L'arrêté royal du 6 février 1970 (« Moniteur belge » du 14 février 1970) modifie l'arrêté royal du 24 décembre 1968 fixant les mesures d'exécution de l'arrêté royal nº 40 du 24 octobre 1967 sur le travail des femmes ; l'arrêté concerne les travailleurs qui accomplissent des tâches de garde à domicile.

L'arrêté royal du 17 avril 1970 (« Moniteur belge » du 24 avril 1970) concerne l'agréation des ateliers de l'industrie diamantaire.

L'arrêté royal du 31 mars 1970 (« Moniteur belge » du 2 juin 1970) modifie l'article 7 de l'arrêté royal du 16 août 1968 d'exécution de la loi du 20 juillet 1968 relative à l'octroi d'indemnités d'attente aux travailleurs victimes de certaines fermetures d'entreprises.

L'arrêté royal du 5 mai 1970 (« Moniteur belge » du 30 juillet 1970) modifie celui du 6 novembre 1967 relatif aux conditions d'octroi et de retrait des autorisations d'occupation et des primes de travail pour les travailleurs de nationalité étrangère ; l'arrêté ministériel du 6 mai 1970 (« Moniteur belge » du 4 août 1970) modifiant celui du 15 juillet 1969 est relatif au même objet.

L'arrêté royal du 16 septembre 1970 (« Moniteur belge » du 26 novembre 1970) fixe les limites de la durée du travail dans les entreprises dont l'activité consiste dans le pilotage et l'amarrage de bateaux de mer.

Diverses dispositions de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage ont été modifiées par les arrêtés royaux des 12 mars, 31 mars, 11 mai, 15 mai, 9 juillet et 22 octobre 1970 (« Moniteur belge » des 8 avril, 15 avril, 28 mai, 4 août, 8 août et 21 novembre 1970).

L'arrêté ministériel du 12 mai 1970 (« Moniteur belge » du 28 mai 1970) modifie celui du 4 juin 1964 relatif au chômage.

Des modifications ont été apportées au règlement général pour la protection du travail par les arrêtés royaux des 10 février, 16 septembre, 7 octobre, 15 octobre (« Moniteur belge » du 4 décembre 1970) et 22 décembre 1970 (« Moniteur belge » du 30 décembre 1970).

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES[1]

AGRICULTURE. Pages

Superficies cultivées. Superficies totales recensées 42
Céréales. Superficies totales recensées 42
Plantes industrielles. Superficies totales recensées 43
Plantes racines et tuberculifères. Superficies totales recensées 43
Cultures fruitières. Superficies totales recensées 44
Cultures maraîchères. Superficies totales recensées 44
Evolution des rendements de certaines cultures. Production moyenne par hectare 45
Production agricole 45
Institut National de Crédit Agricole. Opérations annuelles 46
Cheptel 46
Production nette de viande indigène 46
Consommation de viande 47
Solde d'importations et d'exportations de viande 47
Beurre 47
Importations et exportations de produits agricoles 48
Importations et exportations de produits horticoles 49

ASSURANCES.

Assurances sur la vie. Primes encaissées et réserves mathématiques 275
Assurances sur la vie. Valeurs représentatives 275
Opérations de capitalisation 276
Opérations de capitalisation. Valeurs représentatives 276
Prêts hypothécaires 277
Prêts hypothécaires par intervention. Valeurs représentatives 277
Assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs 278
Assurance obligatoire des transporteurs par véhicules automobiles. Valeurs représentatives des réserves techniques 279

BENELUX.

Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 408
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 408
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 409
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 410

(1) — Par ordre alphabétique des rubriques principales.
— Signification des signes employés dans les tableaux :
.. Non disponible ;
— Nul ou négligeable ;
/ Moyenne.
— Lorsque les nombres qui figurent dans les tableaux statistiques ont été arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours aux additions des données partielles.

Pages

CHÔMAGE (Voir Emploi et chômage).

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

Commerce spécial (quantité et valeur) 351
Indices du volume et de la valeur moyenne à l'importation et à l'exportation . . 356
Différence des exportations de 1970 par rapport à 1969 357
Exportations par secteur industriel 358-359
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En millions de francs 360
Importance relative des exportations par catégorie de produits. En pour-cent . 361
Répartition géographique des exportations par catégorie de produits en 1970 . 362-363
Importations par secteur industriel 364-365
Importance relative des importations par catégorie de produits. En millions de francs 366
Importance relative des importations par catégorie de produits. En pour-cent . 367
Répartition géographique des importations par catégorie de produits en 1970 . . 368-369
Différence des importations de 1970 par rapport à 1969 370
Analyse de la balance commerciale suivant les sections et divisions de la Classification Type pour le Commerce International 371
Solde d'importations et d'exportations de viande 47
Beurre (importations) 47
Importations et exportations de produits agricoles 48
Importations et exportations de produits horticoles 49
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 50
Bilans tous gaz 78
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 91
Commerce extérieur des produits sidérurgiques 102
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 103
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 104
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 113
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur. . . 114-115-118
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . . 116-117-119
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 122
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 124
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 125
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 130
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 131
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 132-133
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 134-135
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 140
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 141
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 149
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 150
Commerce extérieur de l'industrie du papier 156
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 158
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières, utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 160
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 161
Importations et exportations de diamants 162
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. (avec les Pays-Bas). Valeur. 408
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas (avec l'U.E.B.L.). Valeur . . . 408

Pages

Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 409
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 410
Exportations par pays de destination 372
Importations par pays de provenance 373
Importations, exportations et balance commerciale apparente par zone monétaire en 1969 et 1970 374
Evolution des échanges avec les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques 376
Soldes de la balance commerciale par zone monétaire 377
Balance des paiements internationaux de l'U.E.B.L. en 1969 et 1970 . . 381-382-383

CONSOMMATION.

Ventes à la consommation. Indices par secteur et par catégorie d'articles . . . 335
Ventes à la consommation en 1970 336
Ventes à la consommation en 1970. Produits alimentaires 336
Ventes à tempérament. Nombre de contrats et crédits annuels accordés par nature des marchandises 337
Ventes à tempérament. Crédits annuels accordés 338
Ventes à tempérament. Retards de paiement de trois termes échus et plus . . . 338
Prêts personnels. Crédits accordés par semestre 339
Prêts personnels financés par les banques, organismes de financements et particuliers. Répartition d'après le nombre de contrats et la valeur pendant le deuxième semestre 339

DISTRIBUTION.

Entreprises commerciales. Effectifs assujettis à la sécurité sociale 185
Entreprises commerciales proprement dites. Personnel assujetti à la sécurité sociale 186
Commerce ambulant. Répartition des commerçants ambulants suivant la nature du commerce 187
Sociétés commerciales belges ayant leur principale exploitation en Belgique . . 188
Immatriculations et radiations au Registre du Commerce 189
Déclarations de faillite et demandes de concordats judiciaires 189
Ventes à la consommation 190
Indice du chiffre d'affaires des grossistes en alimentation générale 190
Caisse Nationale de Crédit Professionnel. Crédits accordés 191
Recettes du Timbre et des taxes assimilées au Timbre 191

EAU.

Stations d'épuration des eaux existantes ou en cours de construction 164

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Main-d'œuvre salariée occupée en Belgique et à l'étranger 16
Répartition par branche d'activité de la population active 17
Personnel assujetti à la sécurité sociale dans l'industrie au 30 juin 18
Ouvriers et heures-ouvriers dans certains secteurs 19
Répartition par province et région linguistique des employeurs et des travailleurs assujettis à la sécurité sociale au 30 juin 1970 20

Pages

Evolution du chômage 21
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés. Hommes et femmes 21-22
Répartition par province et région linguistique des demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés, aptitude normale. Hommes et femmes 23-24
Répartition par groupe de professions et région linguistique des chômeurs complets en 1970 25
Répartition des chômeurs complets par groupe d'âge, durée et région linguistique 28-29

FINANCES DE L'ÉTAT.

Exécution des budgets de 1961 à 1970 215
Recettes budgétaires ordinaires 216-217
Dépenses budgétaires par budget 218
Répartition des dépenses budgétaires par nature des dépenses. 219
La situation de caisse du Trésor. 220
Dette publique. Situation à fin d'année 221
Evolution de la dette publique 222

FINANCES PRIVÉES (Voir Monnaie et crédit).

FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Relations financières : Etat-Pouvoirs publics subordonnés 226
Aperçu général des finances provinciales. Service ordinaire. Ensemble des provinces 227
Finances provinciales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Fonds des provinces et impositions provinciales 227
Répartition géographique des finances provinciales. Service ordinaire 228-229
Répartition des finances provinciales par chapitre administratif. Service ordinaire 230
Aperçu général des finances communales. Service ordinaire 231
Finances communales. Service ordinaire. Recettes. Principales subdivisions du chapitre Participation dans le fonds des communes et impositions générales. 231
Répartition des finances communales par province. Service ordinaire 232-233

INDUSTRIE.

Indices bruts de la production industrielle 54
Indices bruts annuels et trimestriels de l'activité industrielle 55-56-57
Comparaison internationale de l'évolution des indices de la production des principaux secteurs industriels 59-60-61-62
Main-d'œuvre et rendement dans les mines de houille 70
Production de charbon par bassin 70
Balance charbonnière 71
Résultats comptables de l'exploitation des mines de houille de 1968 à 1970 . . . 74
Balance du coke 75
Energie électrique disponible 76
Bilans tous gaz 78
Transport et distribution du gaz par canalisation. 80
Production et consommation de produits pétroliers 82
Consommation apparente brute d'énergie primaire 84
Bilan global de l'énergie 88-89
Bilan résumé par forme d'énergie 90
Solde du commerce extérieur de l'U.E.B.L. des principales formes d'énergie . . . 91
Production d'acier brut dans la Communauté et dans le monde 99
Evolution comparée, par pays, de la production maximum possible de fonte brute et d'acier brut en cours d'année, et de la production effectivement réalisée 100
Production de fonte brute dans les pays de la C.E.C.A. 101

Pages

Commerce extérieur des produits sidérurgiques 102
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Valeur 103
Commerce extérieur de métaux non ferreux. Quantité 104
Production de métaux non ferreux 105
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 107
Industrie des fabrications métalliques. Commandes et expéditions 108
Industrie des fabrications métalliques. Evolution de l'emploi total selon les catégories et secteurs de produits 110
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des commandes selon les catégories et secteurs de produits 111
Industrie des fabrications métalliques. Evolution des livraisons selon les catégories et secteurs de produits 112
Commerce extérieur de nouveaux véhicules automobiles et de cycles avec ou sans moteur 113
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Valeur . . . 114-115-118
Commerce extérieur des principales fabrications métalliques. Quantité . 116-117-119
Importations des principales matières premières destinées à l'industrie chimique 122
Production de quelques secteurs de l'industrie chimique 123
Commerce extérieur de produits chimiques. Valeur 124
Commerce extérieur de produits chimiques. Quantité 125
Production textile. Filatures, tissage, préparation de la laine 128
Commerce extérieur des matières textiles. Valeur 130
Commerce extérieur des matières textiles. Quantité 131
Commerce extérieur des produits textiles. Valeur 132-133
Commerce extérieur des produits textiles. Quantité 134-135
Stocks de tissus 136
Production d'articles de bonneterie 136
Activité dans quelques branches de l'industrie alimentaire 138
Activité des laiteries et fromageries 139
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Valeur . . . 140
Commerce extérieur des denrées alimentaires et produits connexes. Quantité . . 141
Production de ciment. 146
Production de l'industrie de la terre cuite 147
Production de chaux, calcaire et dérivés 147
Production de l'industrie céramique 148
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Valeur 149
Commerce extérieur des matériaux de construction et autres articles minéraux non métalliques connexes. Quantité 150
Industrie du papier et du carton. Production et transformation 155
Commerce extérieur de l'industrie du papier 156
Production de cuirs, chaussures et pantoufles 157
Commerce extérieur de peaux, cuirs et articles en cuir 158
Industries du bois et des produits connexes 159
Commerce extérieur de bois, liège et autres matières utilisées pour la brosserie, la vannerie, etc., ainsi que leurs produits finis 160
Commerce extérieur en tabacs et tabacs manufacturés 161
Industrie du tabac. Quantités mises en œuvre 162
Importations et exportations de diamants. 162
Stations d'épuration des eaux existantes ou en cours de construction 164

INVESTISSEMENTS

Investissements dans l'ensemble de l'économie 320-321
Répartition des investissements industriels des établissements en activité . . . 322

Pages

Répartition par province et région linguistique des investissements industriels . 323
Investissements des établissements industriels nouveaux 324
Société Nationale d'Investissement. Répartition sectorielle des décisions d'intervention exécutées de 1963 à fin juin 1970 324
Répartition des investissements industriels par région linguistique et par branche d'activité en 1969 325
Répartition par branche d'activité des investissements réalisés dans chaque région linguistique en 1969 325
Répartition sectorielle des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 326
Répartition régionale des investissements ayant bénéficié des avantages prévus par les lois des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 327
Répartition sectorielle des investissements étrangers prévus. 328
Répartition des investissements étrangers prévus par pays de provenance . . . 329
Répartition des investissements étrangers prévus par province 329

LUXEMBOURG (Grand-Duché de).

Indices corrigés de la production industrielle 400
Production sidérurgique 401
Production agricole 402
Indice pondéré des prix à la consommation. 402

MONNAIE ET CRÉDIT.

Evolution du stock monétaire 240
Avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique 241
Bilans intégrés des organismes monétaires 242-243
Origines des variations du stock monétaire 244-245
Crédits d'escomptes, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers et crédits commerciaux à l'étranger accordés à l'origine par les organismes monétaires. 246
Situation globale des banques. 247
Crédits aux entreprises et aux particuliers nourris par les banques de dépôt. . . 248
Réescompte du portefeuille commercial par les banques de dépôt 249
Marché de l'argent « on call ». Moyennes journalières. 250
Synthèse de l'activité de l'I.R.G. Encours moyennes journalières 251
Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particulier et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique 252
Crédits consentis à l'Etat par la Banque Nationale de Belgique 253
Evolution des principaux taux d'intérêt sur le marché monétaire 253
Epargne globale des particuliers et des entreprises 256
Emissions nettes de valeurs mobilières 257
Emissions des sociétés industrielles et commerciales belges 258
Emissions nettes d'actions et d'obligations des sociétés industrielles et commerciales belges 259
Emissions du secteur public en francs belges 260
Bourse de Bruxelles. Volume des opérations du marché au comptant 261
Rendement de titres à revenu fixe cotés à la bourse de Bruxelles. 264
Emissions et rendement des emprunts émis par voie de souscription publique par les pouvoirs publics et les institutions d'intérêt public. Emprunts en francs belges 265-266
Emissions et rendement des emprunts à long et moyen terme des pouvoirs publics et des institutions d'intérêt public. Emprunts en monnaies étrangères . . 267

Pages

Opérations du Fonds des Rentes 268
Evolution du montant des inscriptions hypothécaires 269
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Relevé général des placements . . . 269
Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Mouvement de l'épargne des particuliers 270
Caisse Nationale de Crédit Professionnel 272

PAYS-BAS.

Formation et utilisation du produit national 403
Nombre de chômeurs 403
Indices de la production et de l'emploi dans l'industrie 404
Indices de la production par industrie 404
Commerce extérieur 405
Valeur des importations par pays de provenance 406
Valeur des exportations par pays de destination 406
Réserves de change 407
Salaires et prix 407
Consommation des particuliers 407
Evolution du commerce extérieur de l'U.E.B.L. Valeur 408
Evolution du commerce extérieur des Pays-Bas. Valeur 408
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Répartition d'après le degré de transformation 409
Commerce de l'U.E.B.L. avec les Pays-Bas. Principaux produits manufacturés répartis par secteur industriel 410

PÊCHE.

Arrivages de poissons. Quantité 50
Arrivages de poissons. Valeur 50
Importations et exportations de poissons, crustacés et mollusques 50

POPULATION.

Naissances, décès, accroissement démographique et population totale 7
Mouvement de la population en 1970 8-9

PRIX.

Indices des prix de gros 287
Indices particuliers des prix de gros 290
Evolution des prix par catégorie 291
Ecarts par rapport à l'année précédente des moyennes annuelles des indices des prix 292
Indices des prix à la consommation 292
Indices des prix dans quelques pays 293

PRODUCTION (Voir Industrie, Agriculture).

REMUNÉRATIONS.

Indices des salaires conventionnels 297
Indices des salaires 298
Evolution des salaires horaires bruts 299
Montant total des rémunérations déclarées à la sécurité sociale 300
Récapitulation des opérations de financement de la sécurité sociale 300

Pages

REVENUS (Voir Monnaie et crédit, Rémunérations, Revenus des sociétés).

REVENUS DES SOCIÉTÉS.

Rendement des sociétés par actions belges. Exploitant en Belgique, au Congo et à l'étranger 303
Rendement des sociétés par actions belges d'après le lieu de leur exploitation 304-305
Evolution des soldes bénéficiaires nets et des dividendes mis en paiement. Sociétés ayant leur principal siège d'exploitation en Belgique 306-307
Evolution des rendements, de la dette obligataire et de l'autofinancement net. Sociétés ayant leur siège d'exploitation en Belgique 308-309
Sociétés belges par actions en bénéfices. Bénéfices et dividendes annuels moyens de 1949 à 1970 des sociétés recensées ayant leur siège d'exploitation en Belgique 310

SALAIRES (Voir Rémunérations).

TOURISME.

Répartition des nuitées par pays de provenance 195
Répartition des nuitées par région touristique et suivant le pays de résidence des touristes en 1970 196
Répartition des nuitées par saison 196
Nombre des nuitées de camping par pays de provenance 197
Recettes et dépenses du tourisme et des voyageurs 198
Mouvement et recettes du trafic voyageurs. Société Nationale des Chemins de Fer Belges 198
Etablissements de vacances populaires 199

TRANSPORTS.

Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic global des marchandises par wagons complets 171
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des marchandises par wagons complets : répartition du trafic suivant la nature des marchandises 171
Société Nationale des Chemins de Fer Belges. Trafic des voyageurs 172
Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux. Nombre de voyageurs 172
Parc de véhicules routiers 173
Transports fluviaux. Marchandises transportées. 173
Transports fluviaux. Répartition du trafic suivant la nature des marchandises . 174
Transports fluviaux. Trafic par bassin 174
Situation de la flotte intérieure de bateaux de charge 175
Nature de la flotte belge 175
Marine marchande belge 176
Port d'Anvers. Navigation maritime 177
Port de Gand. Navigation maritime 178
Ports de Bruges et de Zeebrugge. Navigation maritime 179
Trafic commercial des aérodromes belges 180
Trafic de la SABENA 181

LISTE DES GRAPHIQUES[1]

COMMERCE EXTÉRIEUR. Pages

Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Valeur . 352-353
Commerce spécial de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Indices du volume 354-355
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Importations et exportations par zone monétaire 375
Solde des balances commerciales de l'U.E.B.L. avec la zone monétaire des pays membres de l'A.M.E. et la zone dollar 378

EMPLOI ET CHÔMAGE.

Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Toutes catégories 26
Demandeurs d'emploi, chômeurs complets indemnisés en fin de mois. Aptitude normale 27

FINANCES DE L'ÉTAT.

Dette publique 221

INDUSTRIE.

Evolution de la production et des prix industriels de 1960 à 1970 58
Comparaison internationale des indices de l'activité industrielle 63-64
Balance charbonnière 72
Livraisons de charbons aux grands secteurs de consommation intérieure . . . 73
Coke de four 75
Consommation d'électricité 77
Gaz disponibles 79
Consommation nette de gaz. Tous gaz, y compris GPL et gaz de raffinerie . . . 81
Livraisons de produits pétroliers sur le marché intérieur 83
Comparaison de l'évolution des indices de la production industrielle et de la consommation brute d'énergie primaire 85
Consommation apparente d'énergie primaire 86
Consommation finale d'énergie par forme d'énergie 87
Quelques éléments de l'industrie sidérurgique 101
Industrie des métaux non ferreux. Production et emploi 105
Industrie de métaux non ferreux. Produits bruts 106
Cours des principaux métaux non ferreux sur le marché de Londres 107
Industrie des fabrications métalliques. Production, commandes, livraisons totales et emploi 109
Industrie chimique et industrie du caoutchouc. Production et emploi 123
Industrie textile. Production et emploi 129

(1) Par ordre alphabétique des rubriques principales.

Pages

Industrie de la construction et des minéraux non métalliques. Production et emploi 146
Matériaux de construction. Production 148
Industrie du papier et du carton. Production, transformation et emploi 155
Industrie du cuir, de chaussures et pantoufles. Production et emploi 157

INVESTISSEMENTS.

Formation intérieure brute de capital 330
Formation intérieure brute de capital des secteurs de l'activité économique . . 331

MONNAIE ET CRÉDIT.

Principaux déterminants de la tendance sur le marché hors banque 251
Bourse de Bruxelles. Activité 260
Indices des cours des actions aux bourses de Bruxelles et d'Anvers 262-263
Versements et remboursements sur livrets particuliers à la Caisse d'Epargne . . . 271

PRIX.

Indices des prix de gros 288
Indices des prix de gros des produits industriels 288
Indices des prix de gros des produits agricoles importés et indigènes 289
Indices des prix de gros des produits industriels importés et indigènes 289
Indices des prix à la consommation 293

SALAIRES.

Evolution des salaires horaires bruts 299

TRANSPORTS.

Chemins de fer et navigation intérieure. Transport des marchandises 170
Trafic maritime au port d'Anvers 177
Trafic maritime au port de Gand 178

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre-échange.
AGEFI	Agence économique et financière.
A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
BENELUX	Union Economique Belgo-Néerlando-Luxembourgeoise.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail (O.N.U.).
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
B.R.T.	Bruto register ton.
C.A.D.	Comité d'Aide au Développement.
C.C.E.S.	Conseil Consultatif Economique et Social (Benelux).
C.C.P.	Compte Chèques postaux.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.E.E.A.	Communauté Européenne de l'Energie Atomique cf. (EURATOM)
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.I.T.I.	Classification Internationale Type par Industrie.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement.
COBECHAR	Comptoir Belge des Charbons.
C.T.C.I.	Classification Type du Commerce International.
D.I.S.C.	Domestic International Sales Corporation.
DISTRIGAZ	Société de Distribution du Gaz
D.T.S.	Droits de tirage spéciaux.
D.W.T.	Death Weight ton.
E.A.M.A.	Etats Africains et Malgache associés.
E.C.A.	Economic Cooperation Administration.
E.F.T.A.	European Free Trade Association (Association Européenne de Libre-échange).
E.R.P.	European Recovery Program.
EURATOM	Communauté Européenne de l'Energie Atomique.
EUROCHEMIC	Société Européenne pour le Traitement Chimique des Combustibles Irradiés.
EXIMBANK	Export-Import Bank.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization (O.N.U.) (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).
F.E.D.	Fonds Européen de Développement.
F.E.O.G.A.	Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricoles
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
F.N.A.M.I.	Fonds National d'Assurance Maladie-Invalidité.
F.N.F.R.S.	Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche Scientifique.
F.N.R.O.M.	Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade (Accord général sur les Tarifs douaniers et le Commerce).
I.A.T.A.	International Air Transport Association.
I.B.L.C.	Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.
I.N.A.M.I.	Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.

I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Louvain).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
I.R.S.I.A.	Institut pour l'Encouragement de la Rechercle Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.
kWh	Kilowatt-heure.
L.A.SH.	« Lighter Aboard Ship »
MW	Megawat.
N.A.M.	" Nederlandse Aardgas Maatschappij "
n.d.a.	non dénommé ailleurs.
N.R.T.	Netto register ton.
O.B.A.P.	Office Belge pour l'Accroissement de la Productivité.
O.B.C.E.	Office Belge du Commerce Extérieur.
O.B.E.A.	Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O C.C.L.	Office Central des Contingents et Licences.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.R.A.	Office Commercial du Ravitaillement.
O.E.C.E.	Organisation Européenne de Coopération Economique.
O.N.D.	Office National du Ducroire
O.N.D.A.H.	Office National des Débouchés Agricoles et Horticoles
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.S.S.M.M.	Office de Sécurité Sociale de la Marine Marchande.
O.T.A.N.	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.
P.A.M.	Programme Alimentaire Mondial.
P.N.B.	Produit National Brute.
P.T.O.M.	Pays et Territoire d'Outre-Mer.
q.m.	quintal métrique.
R.A.U.	République Arabe Unie.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
SIDMAR	Sidérurgie Maritime S. A.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de Fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux.
S.N.I.	Société Nationale d'Investissement.
SOCOREC	Société coopérative d'étude et d'assistance pour la reconversion économique des régions touchées par la fermeture des charbonnages
S.T.I.B.	Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles.
Tcal	Teracalorie·
T.D.	Tarif douanier.
T.D.C.	Tarif douanier commun.
tec	tonnes équivalent charbon.
T.V.A.	Taxe sur la valeur ajoutée.
U.C.	Unité de compte.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.
U.R.S.S.	Union des Républiques Socialistes Soviétiques.
U.S.A.	United States of America.
VENEX	" Vennootschap ter bevordering van de economische expansie "

TABLE DES MATIÈRES

Pages

AVERTISSEMENT VII

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES IX

PREMIÈRE PARTIE : Population et Emploi

CHAPITRE PREMIER. — POPULATION 3

CHAPITRE II. — EMPLOI ET CHÔMAGE 11

Section I. — Emploi 11

Section II. — Chomage 13

DEUXIÈME PARTIE : Production de biens et de services

CHAPITRE PREMIER. — AGRICULTURE ET PÊCHE 33

Section I. — Agriculture 33

§ 1. — *Etat des cultures* 33

1. — Conditions atmosphériques 33

2. — Emblavements 33

§ 2. — *Situation par secteur* 34

1. — Cultures 34

2. — Elevage 36

3. — Horticulture 37

§ 3. — *Economie agricole* 38

1. — Emploi 38

2. — Investissements 39

3. — Commerce extérieur 39

4. — Evolution des prix 39

5. — Evolution des revenus 40

Section II. — Pêche maritime 41

CHAPITRE II. — INDUSTRIE 51

Section I. — Aperçu général de l'activité industrielle 51

Section II. — Evolution dans le secteur de l'énergie 65

§ 1. — *Consommation* 65

§ 2. — *Approvisionnement* 66

Section III. — Evolution de la production dans les industries manufacturières 92

Pages

§ 1. — *Métallurgie* 92
1. — Sidérurgie 92
2. — Industrie des métaux non ferreux 94
3. — Industrie des fabrications métalliques 96
§ 2. — *Industrie chimique* 120
§ 3. — *Industrie textile* 126
§ 4. — *Industries alimentaires et fabrications connexes* 137
§ 5. — *Industrie de la construction, des matériaux de construction et secteurs connexes* 142
1. — Industrie de la construction 142
2. — Industries des matériaux de construction et secteurs connexes 143
§ 6. — *Industries diverses* 151
1. — Industrie du papier et du carton 151
2. — Industrie du cuir 151
3. — Industrie transformatrice du bois 152
4. — Industrie du tabac 153
5. — Industrie diamantaire 154

SECTION IV. — APPROVISIONNEMENT EN EAU 163

CHAPITRE III. — TRANSPORTS 167

CHAPITRE IV. — DISTRIBUTION 183

CHAPITRE V. — TOURISME 193

TROISIÈME PARTIE : Finances. Monnaie et Crédit

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE 203

CHAPITRE II. — FINANCES PUBLIQUES 209

SECTION I. — FINANCES DE L'ETAT 209

SECTION II. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES 223

CHAPITRE III. — MONNAIE ET CRÉDIT 235

SECTION I. — STOCK MONÉTAIRE ET MARCHÉ DE L'ARGENT 235

SECTION II. — MARCHÉ DES CAPITAUX 254

CHAPITRE IV. — ASSURANCES 273

QUATRIÈME PARTIE : Prix et Revenus

CHAPITRE PREMIER. — PRIX 283

CHAPITRE II. — REVENUS 295

SECTION I. — REVENUS DU TRAVAIL 295

SECTION II. — REVENUS DES SOCIÉTÉS 301

Pages

CINQUIÈME PARTIE : Investissements et Consommation

CHAPITRE PREMIER. — INVESTISSEMENTS 313

CHAPITRE II. — CONSOMMATION DES MÉNAGES 333

SIXIÈME PARTIE : Relations économiques extérieures

CHAPITRE PREMIER. — COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE 343

Section I. — Politique commerciale 343

Section II. — Evolution générale du commerce spécial 345

§ 1. — *Exportations* 345

1. — Répartition géographique 345
2. — Composition des exportations 346

§ 2. — *Importations* 348

1. — Répartition géographique 348
2. — Composition des importations 348

§ 3. — *Balance commerciale* 349

Section III. — Balance des paiements 379

CHAPITRE II. — COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE 385

Section I. — Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.A.T.T.) 385

Section II. — Organisation de Coopération et de Développement Économique (O.C.D.E.) 386

Section III. — Communautés européennes 387

§ 1. — *Communauté Economique Européenne* (C.E.E.) 388

1. — Marché intérieur 388
2. — Politique communes 390
3. — Associations et relations extérieures 393

§ 2. — *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (C.E.C.A.) 395

§ 3. — *Communauté Européenne de l'Energie Atomique* (Euratom) 397

Section IV. — Union Economique Belgo-néerlando-Luxembourgeoise (BENELUX) 397

§ 1. — *Evolution de l'Union économique* 397

§ 2. — *Relations commerciales entre l'U.E.B.L. et les Pays-Bas* 399

SEPTIÈME PARTIE : Répertoire des faits principaux

Répertoire des faits principaux 413

Liste des tableaux statistiques 463

Liste des graphiques 471

Liste des abréviations 473

Table des matières 475